

ŒUVRES

Avril 1934

Décembre 1934

Léon Trotsky

ŒUVRES

Avril 1934 - Décembre 1934

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS

Publication de l'institut Léon Trotsky

Paris EDI 1979

ÉTUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

A VER TISSEMENT, Marguerite BONNET	11
RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION	
INTERNATIONALE, l'équipe de présentation	13
LISTE DES SIG LES	15
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	17
INTRODUCTION, Pierre BROUE, Michel DREYFUS	19

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas; dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

** Sont soulignés d'un astérisque des textes, signalés dans ce volume à leur place chronologique, accessibles dans d'autres éditions dont les références sont indiquées et qui ne seront pas repris dans cet ouvrage.*

Léon TROTSKY

Ouvrez les yeux ! L'Humanité et l'expulsion	
du camarade Trotsky (27-4-1934)	31
[Ou vers l'opportunisme, ou vers le marxisme,	
il n'y a pas d'autre voie] (conversation avec un camarade	
du Rayon de Saint-Denis), (publiée le 8-6-1934)	36
En avant, Saint-Denis ! Arguments et ripostes (juin 1934)	43
La guerre et la IV^e Internationale (10-6-1934)	48
La politique étrangère de l'Union soviétique (16-6-1934)	86
Pour un programme d'action (printemps 1934)	91
[Les difficultés dans l'organisation] (15-6-1934)	97
(Le nouveau tournant du P.C.) (16-6-1934)	101
La Ligue devant un tournant décisif (entre 16 et 20-6-1934)	105
[Rien de changé à la ligne proposée] (22-6-1934)	111
Contribution à la discussion sur la situation	
de la Ligue et ses tâches (29-6-1934)	113
Salut à la revue <i>The New International</i> (juillet 1934)	124
La Ligue devant un tournant (entre le 3 et 10-7-1934)	125
L'évolution du parti socialiste S.F.I.O. (10-7-1934)	132
[Défense de la politique entriste] (12-7-1934)	138
Bonapartisme et fascisme, pour une caractérisation	
de la situation actuelle en Europe (15-7-1934)	142

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

[Il faut franchir le Rubicon] (16-7-1934)	151
[Les staliniens et l'unité organique] (19-7-1934)	153
[Quelques arguments supplémentaires et quelques suggestions pour des articles] (21-7-1934)	157
Les tâches de la L.C.I. (21-7-1934)	160
Nuages en Extrême-Orient (publié en août 1934)	166
S.F.I.O. et S.F.I.C. : La voie du débouché * (août 1934)	171
Bilan de la discussion (6-8-1934)	172
Lettre à M. Dommanget ♦ (10-8-1934)	181
Le conflit catalan et les tâches du prolétariat (été 1934)	182
Aux bolcheviks-léninistes de l'U.R.S.S. (17-8-1934)	187
Sur les thèses « L'unité et la jeunesse » (été 1934)	192
Socialisme en Amérique (17-8-1934)	198
Quelques remarques sur le tournant de la Ligue (22-9-1934)	212
Une trêve organisationnelle ? Pas à n'importe quel prix (22-9-1934)	218
Où va la France ? ♦ (octobre 1934)	223
Réponse à une lettre d'Union soviétique sur le Birobidjan (octobre 1934)	224
La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviks-léninistes (octobre 1934)	225
L'Ukraine et la révolution mondiale (20-10-1934)	233
[11 faut entrer dans les J.G.S.] (1-11-1934)	235
Objections et réponses : La milice du peuple * (2-11-1934)	241
[Un voyage utile] (3-11-1934)	242
[Comment répondre au bureau de Londres] (19-11-1934)	244
[Pour l'entrée dans les J.G.S. en Belgique] (19-11-1934)	247
Sur la question russe (19-11-1934)	250
Quelques remarques préalables sur notre orientation générale (novembre 1934)	252
Sur l'U.R.S.S. (novembre 1934)	254
[Pour un travail plus méthodique] (20-11-1934)	256
[Sur les radicaux] (novembre 1934)	261
A propos du bonapartisme, le marxisme a quand même ses avantages (1-12-1934)	263
L'assassinat de Kirov (décembre 1934)	267
[Encore une fois le tournant] (16-12-1934)	272
Sur les propositions du S.A.P. (décembre 1934)	281
A propos du projet de statuts politiques (décembre 1934)	286
Quelques remarques sur <i>Révolution</i> (décembre 1934)	289
Notes sur les problèmes internes du G.B.L. (décembre 1934)	292
Interview avec Louise Bryant (fin 1934 ou début 1935)	296
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov (28-12-1934)	300
L'acte d'accusation (30-12-1934)	324
Déclaration à la presse (30-12-1934)	331

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

ANNEXES	333
OUVRAGES CITÉS OU CONSUL TÉS	335
INDEX DES JOURNA UX ET PÉRIODIQUES	339
INDEX DES NOMS DE PERSONNES	341
INDEX DES ORGANISA TIONS, INSTITUTIONS, INSTANCES	347
INDEX DES THÈMES ET SUJETS	357

AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL- DECEMBRE 1934

1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète possible dans les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement général.

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré, pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance, mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite BONNET
présidente de l'institut Léon Trotsky
29, rue Descartes — 75005 Paris

RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou à un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Bel le ville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Karliafis Loukas (Athènes), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Waiss (Francfort/Main).

Pour rétablissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefeuve, de l'institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, de l'institut Feltrinelli à Milan, du Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C.E.S.—E.D.I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R.M.T.R.I.) de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O.C.L., de la Bibliothèque du Musée social à Paris, du Centre de documentation Benjamin Franklin et de la Bibliothèque Medem de Paris, des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf, de l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et de l'Arbeträbrelsens Arkiv de Stockholm.

Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mlle Campfens et MM. Segall et V. Kahan, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mlle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer, Sammy Ketz et J. M. Brabant, et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Mlle Colette Chambelland, de Paris, Mlle Solveig Halvorsen, d'Oslo, Mme Eva Karlson, de Stockholm. Nous remercions également Georges Scheuer, J. Poulos, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Ailes, Willy

Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris Goldenberg, de Cologne, Mme Patricia Francis, du Labour Party, M. K. Vaisbord de Paris, M. Roland Lewin, de Grenoble, le professeur Pelai Pagès de Barcelone, et M. David Vogelsanger de Zürich, qui tous nous ont fourni une aide personnelle précieuse, ainsi que M. Pierre Saccoman. Nous remercions également tous ceux qui ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder Press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard (Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey), mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours, et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues, par Pierre et Andrée Broué, Alain Calviépour les textes allemands inédits et Miche! Kerhnon pour le russe. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les recherches nécessaires à l'établissement des introductions et notes ont été effectuées par Pierre Broué et Michel Dreyfus.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux et par J.-F. Godchau. Présentation et introduction, signées de leurs auteurs, ont été discutées avec le bureau de l'institut Léon Trotsky. La mise au point définitive et l'établissement des index ont été réalisés sous la direction de Jean Risacher avec la collaboration des animateurs de l'institut Léon Trotsky et des E.D.L

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	: American Fédération of Labor
A. W.P.	: American Workers Party
B. L. ou b.l.	: bolchevik-léniniste
C.A.	: Commission administrative (C.G.T.)
C.A.P.	: Commission administrative permanente (S.F.I.O.)
C.C.	: Comité central
C.C.N.	: Comité confédéral national (C.G.T.)
C.E.	: Comité exécutif ou commission exécutive
C.E.D.A.	: Confederaciôn espanola de derechas autônomo- mas
C.G.T.	: Confédération générale du travail
C.G.T.U.	: Confédération générale du travail unitaire
C.I.O.	: Committee for Industrial Organization
C.L.A.	: Communist League of America
C.N.	: Conseil national
C. N.T.	: Confederaciôn nacional del trabajo
D. N.A.	: Det Norske Arbeiderparti
F. A. I.	: Federaciôn anarchista ibérica
G. C. I.	: Groupe communiste internationaliste
G.P.U.	: Guépéou (Gosoudartsvennoïé Polititcheskoïé Oupravlénîé)
I.A.G.	: Internationale Arbeitsgemeinschaft
I.C.	: Internationale communiste
I.K.D.	: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.O.	: International Left Opposition
I.L.P.	: Independent Labour Party
I.V.K.O.	: Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition
I. W. W.-	: Industrial Workers of the World
J. C.	: Jeunesses communistes
J.P.U.	: Jeunesse prolétarienne unitaire (Jeunesses du P.U.P.)
J.S.	: Jeunesses socialistes
K. P. D.	: Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.O.	: Kommunistische Partei Opposition

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

K. P.Ö.	: Kommunistische Partei Österreich
L. C.I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
L. C.I.	: Ligue des communistes internationalistes
M. A.S.	: Marxistische Aktion der Schweiz
N. A.S.	: Nationaal Arbeids-Secretariaat
N.K.P.D.	: Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
N.O.I.	: Nuova Opposizione italiana
N.R.A.	: National Recovery Administration
N. S.P.P.	: Niezalezna socjalistyczna partia pracy
O. S.P.	: Onafhankelijk socialistische partij
P. C.	: Parti communiste
P. C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.I.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.C.U.S.	: Parti ouvrier belge
P.O.B.	: Parti ouvrier français
P.O.F.	: Polska partia socjalistyczna
P.P.S.	: Parti socialiste
P.S.	: Partito socialista italiano
P.S.I.	: Partido socialista obrero español
P.S.O.E.	: Parti d'unité prolétarienne
P.U.P.	: Revolutionair socialistische arbeiders partij
R.S.A.P.	: Revolutionair socialistische partij
R.S.P.	: Sturmabteilung
S.A.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.A.P.	: Société des nations
S.D.N.	: Section française de l'internationale communiste
S.F.I.C.	: Section française de l'internationale ouvrière
S.F.I.O.	: Secrétariat international
S.L.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.L.	: Socialiste-révolutionnaire
S.P.D.	: Schutzstaffeln
S.R. ou s.r.	: Union départementale
S.S.	: União geral de trabalhadores
U.D.	: Union des partis socialistes
U.G.T.	: Workers Party of Canada
U.P.S.	: Workers Party of the United States
W.P.C.	
W.P.U.S.	

REPERES CHRONOLOGIQUES

1934

AVRIL

Départ de Trotsky de Lagny et séjour à Chainonix

26 — Meeting socialo-cotninuniste d'unité d'action à St-Denis, avec Doriot, critiqué par le P.C.

27 — Meeting à Paris contre l'expulsion de Trotsky, avec André Malraux.

MAI

Création de la région autonome des Juifs de Birobidjan en U.R.S.S.

1" — Nouvelle Constitution en Autriche ; établissement d'un « Etat chrétien allemand corporatiste ».

9 — Début de la grève des dockers de San Francisco.

10 — Trotsky s'installe à la pension Goinbault à La Tronche (Isère).

15 — Début de la première grève des camionneurs de Minneapolis sous la direction des trotskystes de la C.L.A.

15 — Coup d'Etat en Lettonie et installation d'une dictature fasciste.

18 — Meeting à Lille contre l'expulsion de Trotsky, sous la présidence du inaire socialiste, Roger Salengro.

19 — Coup d'Etat en Bulgarie et installation d'une dictature militaire.

28 — Départ de Trotsky pour Saint-Pierre-de-Chartreuse.

31 — L'*Humanité* reproduit un article de la *Pravda* en faveur du front unique.

JUIN

4 — Victoire des grévistes de Toledo, dirigés par l'A.W.P. de Muste.

9 — Le conseil permanent de la Petite Entente reconnaît l'U.R.S.S.

11 — Début des négociations entre la S.F.I.O. et le P.C. pour la réalisation de l'unité d'action.

14 — Rencontre Hitler-Mussolini à Venise.

15 — Après avoir fait ses propositions pour l'entrée de ses camarades français dans la S.F.I.O., Trotsky quitte Saint-Pierre-de-Chartreuse.

27 — Jacques Doriot exclu du P.C.

29/30 — « Nuit des Longs Couteaux » en Allemagne : Hitler fait massacrer par les S.S. les cadres des S.A.

JUILLET

1" — Emeute ouvrière dans le quartier de Jordaan i Amsterdam.

10 — Installation des Trotsky à Domène, chez L. Beau.

10 — Désaccords dans l'O.S.P. qui aboutissent au départ de Sal Tas et De Kadat de ce parti.

10 — Réorganisation des services de l'intérieur en U.R.S.S. : le G.P.U. devient N.K.V.D.

16 — Début de la deuxième grève des camionneurs de Minneapolis.

16 — Nouvelle Constitution au Brésil : régime corporatiste.

18 — Arrestation de P.J. Schmidt, dirigeant de l'O.S.P. hollandais.

25 — Assassinat du chancelier Dollfuss par les nazis autrichiens, mais échec de leur coup d'Etat : Schuschnigg va lui succéder.

25 — Cannon et Shachtinan arrêtés et expulsés de Minneapolis.

27 — Pacte d'unité d'action en France entre P.C et S.F.I.O.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

AOUT

- 2 — Mort du président Hindenburg. Hitler, en tant que Reichsführer, assume ses fonctions.
- 8 — Trotsky rencontre à Noyarey les dirigeants de la Fédération unitaire de renseignement.
- 17 — Accord P.S.L-P.C.I. à Paris pour un front commun antifasciste.
- 19 — Plébiscite en Allemagne : 89 % des voix pour le régime.
- 21 — Victoire des grévistes de Minneapolis.
- 25 — Conférence nationale de la Ligue communiste qui entérine l'entrée dans la S.F.I.O. (Décision contestée par le groupe Naville-Blasco).

SEPTEMBRE

- 3 — Visite de Vereeken à Domine.
- 4 — Résolution du S.I. autorisant l'entrée des trotskystes français dans la S.F.I.O.
- 8 — Bauer suspendu du S.I.
- 12 — Formation de l'« Entente baltique » dirigée contre l'U.R.S.S.
- 14 — L'entrée des trotskystes annoncée par *Le Populaire*.
- 14 — Lettre de Vereeken, acceptant l'entrisme en France sous conditions.
- 15 — La Izquierda cornunista d'Espagne repousse à l'unanimité les propositions d'entrisme de Trotsky.
- 16 — Pierre Naville exclu par le C.C. du G.B.L.
- 18 — Admission de l'U.R.S.S. à la S.D.N.
- 20 — Lettre ouverte de Bauer et de ses partisans contre l'« entrisme liquidateur ».

OCTOBRE

- 5/11 — Grève générale à Barcelone (sans la participation de C.N.T. ni F.A.I.)
- 7/23 — Insurrection des Asturies, à l'appel de l'Alliance ouvrière. Répression féroce.
- 9 — Assassinat à Marseille du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie et du ministre Barthou.
- 17/18 — Plénum international de la L.C.I. chargeant Cannon d'une mission de conciliation.
- 31 — Remise du rapport de Cannon.

NOVEMBRE

- 19 — La conférence nationale de la C.L.A. se prononce pour la fusion avec l'A.W.P., mais Oehler ne vote pas pour.
- 26/30 — Congrès séparés de la C.L.A. et de l'A.W.P.

DECEMBRE

- Parution de *Révolution*, organe des J.S. de la Seine.
- 1^{er}/2 — Congrès de fusion de la C.L.A. et de l'A.W.P. qui constituent le W.P.U.S.
- 1^{er} — Kirov assassiné à Leningrad.
- 5 — Exécution en U.R.S.S. de 66 personnes présentées comme « terroristes ».
- 9 — L'assemblée générale de la section belge décide l'entrée dans les J.G.S. des jeunes léninistes.
- 16 — Arrestation en U.R.S.S. de Zinoviev et Kamenev.
- 23 — Libération de P.J. Schmidt.
- 24/26 — Conférence I.K.D. à Dietikon en Suisse.
- 25 — Conférence constitutive de la M.A.S. en Suisse, à Zurich.
- 28 — Procès et condamnation de Nikolaïev et de jeunes communistes accusés d'avoir participé à l'assassinat de Kirov.

INTRODUCTION

La décision du gouvernement français d'expulser Trotsky le 17 avril 1934 marque un tournant important dans la vie de l'exilé. De son arrivée en Turquie en février 1929 à son départ pour la France en juillet 1933, il avait bénéficié de conditions propices à un travail intellectuel, mais souffert de la distance qui le séparait des centres de décision politique et de la vie de son organisation internationale. Son séjour à Saint-Palais, de juillet à octobre 1933, puis à Barbizon, de novembre 1933 à avril 1934, lui avait offert de ce point de vue un cadre plus favorable. A Saint-Palais, il avait pu s'entretenir avec les dirigeants des partis en rupture avec la IF et la II F Internationales, jeter, à travers la déclaration, puis le bloc, des « quatre », les bases du travail préparatoire pour la IV^e Internationale. De Barbizon, il avait pu se rendre régulièrement et fréquemment à Paris, y rencontrer d'autres militants politiques, participer à des réunions du S.I. et même, en décembre, à la préconférence des quatre, suivre de près, enfin, au mois de février, l'intervention de la Ligue communiste française dans la crise politique ouverte par l'émeute du 6 février.

L'expulsion change tout. Elle demeure certes une mesure de principe : Trotsky n'est que formellement expulsé, mais ne l'est pas physiquement, car aucun gouvernement au monde ne consent à lui donner asile. Une décision d'internement du gouvernement français pourrait provoquer de larges réactions, pour ne pas parler des problèmes juridiques qu'elle soulèverait. Mais le ministère de l'intérieur ne veut courir aucun risque d'attaques de la droite ou du parti communiste pour une indulgence excessive à l'égard de celui dont les uns et les autres dénoncent l'activité et les « intrigues », et dont il entend bien lui-même limiter, dans son propre intérêt, la liberté d'action. Aussi les conditions faites à Trotsky sont-elles draconiennes : en attendant un problème visa pour un autre pays, Trotsky devra se terrer loin de la région parisienne

et de toute frontière, et s'interdire rigoureusement toute activité militante. La maison de Lagny, en Seine-et-Marne, dans laquelle il s'est réfugié après l'affaire de Barbizon, est jugée trop proche de la capitale, et la police le prie de trouver un asile plus écarté.

Or il n'est pas facile de trouver un refuge dans cette province française où tout se sait et où les nouveaux venus sont l'objet d'une immense curiosité, dans le meilleur des cas. Les amis ne manquent pas, pourtant, qui offrent leurs services. Dommanget, l'ancien dirigeant de la fédération unitaire de l'enseignement, a alerté ses camarades. On envisage alors plusieurs refuges successivement. A Saint-Boil, d'abord, en Saône-et-Loire, chez l'instituteur Jean Aulas, mais Trotsky, qui visite les lieux avec Raymond Molinier, juge la maison indéfendable contre l'attaque à main armée d'un petit groupe, toujours possible. L'instituteur ardéchois Gilbert Serret propose son logement : mais le préfet du département met son veto, car il se trouve dans une école publique. C'est donc, pour Trotsky, une véritable errance qui commence à la fin avril.

Il quitte Lagny en voiture avec Jean Meichler et va s'installer incognito dans une pension de Chamonix où vont bientôt le rejoindre, avec Natalia, van Heijenoort et Raymond Molinier. Mais il est reconnu et il faut repartir. C'est l'installation, le 10 mai, à La Tronche, près de Grenoble, dans une pension de famille, où Trotsky et Natalia, munis de faux papiers au nom de Lanis (1), sont accompagnés de Van, qui passe pour leur neveu. Il faut pourtant repartir, toujours pour des raisons de sécurité et d'incognito. Le couple s'installe à Saint-Pierre-de-Chartreuse, avec Raymond Molinier et Véra Lanis, sa compagne. Pas pour longtemps, car le préfet de l'Isère ne veut pas d'un séjour dans une commune dont le maire est de droite. Trotsky repart, le 15 juin, sans destination précise cette fois. Quelques jours à Grenoble, à l'hôtel, avec Raymond Molinier, puis à Lyon, toujours à l'hôtel, avec van Heijenoort. La situation précaire prend heureusement fin : le 10 juillet enfin, c'est un asile stable qui s'offre. L'instituteur Laurent Beau, pressenti par Dommanget, accepte de loger le couple Trotsky dans sa maison de Domène, pas très loin de Grenoble. Henri Molinier a négocié avec le préfet de l'Isère, M. Susini, les conditions de cette résidence sous « surveillance spéciale » assurée par l'inspecteur Gagneux : pas de visites, pas de

(1) Et non « Louis » comme l'écrivent, dans leur intéressant ouvrage documentaire (Trotsky, Londres, Penguin, 1972), David KINCEY et Francis WYNHAM : le lecteur peut aisément le vérifier en se reportant, p. 137, de cet ouvrage, à la photocopie des faux-papiers délivrés à Trotsky par le Préfet de l'Isère.

contacts, surveillance de la correspondance. Trotsky découvrira bientôt, à sa grande fureur, que les autorités comptent en outre sur le lien maçonnique qui unit son hôte au préfet de l'Isère pour mieux compléter ces mesures de « neutralisation ».

Jusqu'à l'installation à Domène, les conditions de travail ont été plus que difficiles, pour ne pas dire franchement impossibles. A Domène, elles sont tout de même plus favorables. Trotsky se considère certes comme prisonnier, comme l'atteste son Journal d'Exil, et en tient même quelque peu injustement rigueur à son hôte dont il se demande s'il n'est pas également son geôlier officieux. Son humeur s'en ressent, aggravée par une situation financière catastrophique : la cohabitation est pénible, l'atmosphère souvent tendue. Il ne dispose plus de toutes ses archives, n'a pas de collaborateur permanent auprès de lui. Mais il réussit pourtant à ouvrir une brèche dans l'anneau qui l'enserme. A la demande d'Henri Molinier, le préfet, d'ailleurs franc-maçon, a en effet autorisé les visites d'un jeune professeur grenoblois, socialiste et franc-maçon, Alexis Bardin. Ce dernier, dont deux des frères sont militants parisiens de la Ligue communiste, a accepté d'emblée cette mission de courtoisie et, en réalité, d'être, à titre fraternel, l'intermédiaire pour le courrier. Bientôt, il assure ces fonctions, et d'autres encore, à titre militant, car Trotsky l'a pris en main et a vite fait de le convaincre. Par son intermédiaire, il va intervenir dans la vie syndicale de la région, inspirant, voire rédigeant parfois les résolutions de l'Union départementale de la C.G.T., dont Bardin est membre de la commission administrative.

Ce ne sera pas le seul contact. Les amitiés de Laurent Beau ouvrent la maison de Domène à un autre militant enseignant, ancien du P.C. comme lui, Raoul Faure. C'est par ce dernier qu'est organisée à Noyarey en août une rencontre entre Trotsky et les dirigeants de la fédération unitaire de l'enseignement, au retour de leur congrès de Montpellier. Et puis la complicité réelle de la famille Beau permet la réussite de petites ruses de guerre : des visiteurs, par exemple, qui entrent dissimulés dans le coffre de la voiture qui livre le pain. En dehors des séjours — autorisés — de van Heijenoort, d'autres visiteurs entreront dans la maison de Domène et y auront de libres discussions : Naville et Craipeau, Rous et Molinier, mais aussi des étrangers, Sneevliet, Vereeken, l'Américain Cannon, le dirigeant socialiste Marceau Pivert, d'autres encore que nous n'avons pas identifiés.

Cela ne signifie pas pour autant que soient surmontées toutes les difficultés de la « surveillance spéciale ». La liaison avec le S.I.

et la direction française est en réalité plus lente, alourdie par les précautions de clandestinité qui obscurcissent même le langage. L'historien en a une vive conscience, car les textes ne sont plus datés ni signés, au moins dans de très nombreux cas, les pseudonymes varient sans cesse, l'emploi des initiales devient la règle, et l'on ne retrouve que rarement les originaux des articles qui paraissent sous des signatures diverses dans les bulletins intérieurs. Ce n'est vraiment pas le moment : la situation politique, soudain débloquée, est caractérisée par des tournants brusques dans lesquels il faut prendre des décisions rapides en employant les formules les plus nettes...

L'une des premières conséquences du mois de février 1934 si riche en péripéties a été en effet défaire exploser au grand jour la crise qui mûrissait au sein des deux principaux partis ouvriers. Dans l'un comme l'autre sont apparus maintenant des courants qui se dressent ouvertement contre la politique de division entretenue des années durant par les deux directions. Au sommet du P.C., c'est « l'affaire Doriot ». Le député-maire de Saint-Denis, « le grand Jacques », qui jouit dans son parti d'une incontestable popularité, s'est prononcé ouvertement, lors du comité central de janvier, pour une politique de front unique, passant y compris par des propositions d'action commune adressées aux dirigeants de la S.F.I. O., et, entre le 6 et le 12 février, U a pu prendre plusieurs initiatives publiques en ce sens. Dans la S.F.I.O., deux tendances, le comité d'action socialiste révolutionnaire de Claude Just, et La Bataille socialiste, qu'animent deux dirigeants de la fédération de la Seine, Jean Zyromski et Marceau Pivert, font de l'unité d'action avec les communistes l'instrument privilégié du combat pour la victoire. La Ligue communiste qui, depuis des années, s'est battue sous le mot d'ordre du « front unique », est ainsi placée, théoriquement au moins, dans une position favorable : elle noue des liens réels avec la gauche socialiste, en particulier dans les rangs des jeunesses de la Seine, et tente — mais c'est moins facile — d'en nouer avec le rayon de Saint-Denis qui a suivi Doriot comme un seul homme.

Trotsky ne nourrit guère d'illusions sur l'éventualité d'un développement en quelque sorte « objectif » qui conduirait droit à la Ligue des organisations et des hommes inévitablement marqués, même s'ils l'étaient moins que ne l'est Doriot, pur produit de l'appareil, par l'empreinte de la dégénérescence bureaucratique. Aussi bien il sait que ce sont l'action de la Ligue et son intervention qui constituent le facteur décisif d'un développement favorable, et que cette dernière n'a malheureusement ni les forces numériques, ni l'expérience militante, ni la trempe nécessaires. Il

s'efforce en conséquence d'armer ses camarades, de leur expliquer comment l'on peut aujourd'hui mordre sur les militants ouvriers partisans de Doriot, sans s'adapter à leur mentalité.

Il manifeste simultanément une impatience grandissante vis-à-vis des retards accumulés par ses camarades français dans le travail en direction du parti socialiste dont les développements internes — le développement de la gauche — lui paraissent le facteur déterminant dans la conjoncture. En fait, il croit que des possibilités considérables sont ouvertes par la crise de la S.F.I. O., déséquilibrée à la fin de 1933 par la rupture de son aile droite, les « néo-socialistes ». En France, comme en Autriche, comme en Espagne, comme en Belgique, se développent des gauches encore confuses certes, mais qui progressent rapidement, poussées en avant par des militants, souvent des jeunes, qui ont tiré les leçons de l'expérience allemande et de l'impuissance de la classe ouvrière paralysée par la division de ses organisations.

C'est aux militants en rupture avec la politique de leurs dirigeants qu'il songe, au moins autant qu'aux jeunes encore inorganisés quand il presse ses camarades de Paris de rédiger — ce à quoi il contribuera — et de diffuser un Programme d'action, mais, très vite, devant l'ampleur des problèmes, les forces de la seule Ligue isolée lui apparaissent dérisoires. L'approche de la conclusion du pacte d'unité d'action entre le P.C. et la S.F.I.O. lui semble l'ultime avertissement. Trop de temps a été perdu. C'est sans doute de Lyon puis ensuite, à coup sûr, de Saint-Pierre-de-Chartreuse qu'il adresse à Raymond Molinier les premiers textes, signés du pseudonyme nouveau de Vidal, dans lesquels il presse les dirigeants de la Ligue d'entrer avec leurs camarades dans la S.F.I.O. La question est désormais posée de ce qu'on appellera l'« entrisme », et l'histoire du « tournant français » commence.

La suggestion pressante d'entrer dans la S.F.I.O. ne relève pas d'une méthode nouvelle, et Trotsky avait déjà, quelques mois auparavant, formulé semblables propositions à l'adresse de ses camarades d'Autriche, et surtout à l'adresse de la section britannique qu'il voulait faire entrer dans l'I.L.P. Mais c'est évidemment une initiative tactique d'une tout autre ampleur. Tout l'exige selon lui : la configuration des forces politiques depuis le tournant du P.C. vers « l'unité d'action », voire « l'unité organique », la réalisation prochaine d'une parodie de « front unique » qu'il qualifie de « mascarade », la crise profonde de la S.F.I.O., liée à celle du régime parlementaire, la faiblesse numérique de la Ligue communiste enfin, autant que ses travers propagandistes et la médiocrité de son implantation dans les rangs de la classe ouvrière.

Ce tournant, pour porter des fruits, devrait être effectué très rapidement, en fait le plus vite possible, et surtout de façon unanime. Il le dit, l'écrit, le répète. Mais cela s'avère impossible. Tant du point de vue des délais — dans une organisation où beaucoup, même parmi les dirigeants, sont déjà « en vacances » — que du point de vue des dirigeants et militants de la Ligue que la proposition prend complètement au dépourvu. Bien des bolcheviks-léninistes français réagissent en effet d'abord en anciens opposants du P.C. qu'ils sont, invoquent les sarcasmes des staliniens qu'ils redoutent, refusent ce qui leur semble être un ralliement, sinon une « capitulation » devant la social-démocratie, un reniement des principes du communisme. Beaucoup, certes, sont d'emblée convaincus parce que la proposition émane de lui ; nombre de militants se plaindront même d'avoir ignoré sa provenance car leur réaction initiale eût été différente... Raymond Molinier, un des rares dirigeants qui ne soit pas parti en vacances, chargé personnellement par Trotsky de faire appliquer rapidement ce tournant radical, le fait avec son tempérament personnel, c'est-à-dire qu'il le fait « au forcing », sans s'embarrasser de scrupules légalistes et de respect littéral des statuts. D'un seul coup, toutes les vieilles querelles sur les méthodes de direction et le régime interne de l'organisation explosent à nouveau, avec une violence renouvelée, nourrie cette fois d'arguments nouveaux, chargés de contenu passionnel. Au secrétariat international d'abord, où l'Allemand Bauer s'indigne du « suivisme » de ses camarades qu'il traite de « béni-oui-oui » prêts à accepter n'importe quelle proposition, si elle émane de Trotsky : il ne comprend pas, affirme-t-il, qu'on puisse à la fois rompre avec le S.A.P. parce qu'il refuse de dénoncer la marche du D.N.A. vers la social-démocratie, et qu'on se propose en même temps de rejoindre soi-même cette dernière. Il entraîne avec lui la majorité des dirigeants de l'I.K.D. à l'étranger, et, dit-il, la majorité des groupes clandestins d'Allemagne. Il compare Trotsky à Plékhanov et à Kautsky, condamne des méthodes d'organisation qui n'ont, dit-il, rien à envier à celles... du nazisme. L'affaire est grave puisqu'il est le secrétaire international de la L.C.I. en même temps que le secrétaire de la section décisive, la section allemande.

Or les choses se présentent également très mal dans la section française. Le coiffeur Lhuillier et un petit groupe de militants suivent Bauer dans une opposition de principe, la condamnation d'une « capitulation » qui est à leurs yeux un symptôme de ce qu'ils appellent la « crise de liquidation » du mouvement communiste lui-même. Mais il y a plus grave. Pierre Naville, le vieil adversaire personnel de Raymond Molinier dans la Ligue, et avec

lui le prestigieux vétéran du communisme italien Blasco n'ont pas contre l'entrisme d'opposition de principe. En revanche, ils refusent d'accepter les conditions dans lesquelles la direction Molinier prétend le faire effectuer par la section française. La 3^e conférence nationale de la Ligue se réunit le 25 août alors que Trotsky avait espéré le faire pour le 14 juillet. Elle prend la décision, conforme à sa proposition, d'opérer une « entrée ». Les conditions, qui ont déjà été négociées avec le secrétariat de la S.F.I.O., sont favorables, puisque La Vérité demeure en qualité d'organe de tendance. Mais les votes — et les mandats qui leur ont permis de s'exprimer — sont contestés par la minorité qui proteste avec véhémence contre le rythme imprimé par la nouvelle direction, viol à ses yeux de la volonté de l'organisation. Le 1^{er} septembre, la situation est suffisamment grave pour que le plénum du S.L, déjà annoncé, soit renvoyé sine die. Déjà, mettant à profit les bonnes dispositions du secrétariat de la S.F.I.O. — lequel voit là une bonne opération — les militants de la Ligue qui en font la demande sont admis dans la S.F.I.O., et La Vérité commence à paraître, non plus en tant qu'organe de la Ligue communiste, mais en tant qu'organe du « groupe bolchevik-léniniste » (G.B.L.) de la S.F.I.O. A vrai dire, un peu plus de la moitié des 140 militants que comptait à l'époque la Ligue a suivi Molinier — en réalité Trotsky — dans cette opération.

Dès le mois de septembre, il est évident que cette crise-là est infiniment plus grave que celle qu'avait provoquée en 1933 la proposition d'« entrisme » dans l'I.L.P. britannique. La crise en effet ne se cantonne pas aux frontières de la Ligue française. Les outrances verbales de Bauer, ses liens avec la minorité française, conduisent à sa suspension de ses fonctions au S.L La minorité de l'I.K.D. favorable à l'entrisme opère un véritable coup de force en publiant sous sa propre responsabilité un numéro cf'Unser Wort qui défend l'entrisme. Bauer et ses camarades ripostent le 20 septembre par une lettre publique qui dénonce violemment la politique entriste. La section espagnole condamne catégoriquement le tournant français et rejette avec hauteur les propositions d'entrisme que lui adresse Trotsky. La section belge suit Vereeken qui ne consent au tournant qu'après un tête-à-tête avec Trotsky à Domène, et parce qu'il ne s'agit, selon lui, que d'une opération française qui ne saurait en aucun cas être étendue à d'autres sections. La position des Hollandais est identique, et Sneevliet considère comme une erreur grave que la proposition de Trotsky n'ait pas été soumise d'abord aux instances internationales au lieu d'être directement adressée à la direction française. Quant au groupe Naville-Blasco, il dément, par un communiqué de presse,

l'information du Populaire annonçant l'entrée de la Ligue dans la S.F.I.O. Naville est exclu en toute hâte, ce que Trotsky, d'ailleurs, n'accepte pas.

Il s'agit en effet pour lui à la fois de maintenir coûte que coûte le « tournant français » et de l'élargir au besoin, et en même temps de recoller les morceaux ainsi brisés de la L.C.I. Il compte pour cela sur la tenue, en octobre, d'un plénum international, avec la venue en Europe de Cannon, auréolé du prestige de la section américaine après les grèves de l'été 1934 et la fusion prometteuse qu'elle est en train de réaliser.

En novembre, on peut estimer que les efforts de conciliation ont porté leurs fruits et que l'organisation internationale a opéré le tournant avec des dégâts limités. Le procès intenté à Trotsky par Vereeken est désavoué par la section belge. Mieux, éclairé par la discussion française et les premiers résultats de l'entrisme, Léon Lemoine est désormais convaincu que les conditions belges exigent l'extension à ce pays du tournant français : en décembre, la section belge accepte la proposition qu'il lui soumet, avec l'appui de Trotsky, de faire entrer les « jeunes léninistes » dans les rangs de la Jeune garde socialiste, organisation de jeunesse du P. O. B. dont ils sont convaincus qu'ils peuvent rapidement gagner l'un des principaux dirigeants, le responsable du Borinage, Walter Dauge. Deux jeunes responsables allemands, Erwin Wolf et Walter Held, qui avaient d'abord suivi Bauer, se ravisent et se rallient à l'entrisme, de même que les Suisses, que Frankel est allé convaincre. Bauer lui-même recule et promet à Cannon de ne pas commettre l'irréparable, c'est-à-dire de ne pas rejoindre le S.A.P. avant la tenue d'une conférence de la section allemande. Le groupe de Naville et de Blasco entre à son tour dans la S.F.I.O. et reprend à son compte la publication de La Lutte des classes. A Cannon, le « Monsieur-Bons-Offices » envoyé par le plénum, il répond qu'il est disposé à la réunification, à condition que soit mené le nécessaire débat sur les « méthodes » et le « régime interne » de la section française qui sont, selon lui, à la racine de la crise.

Précisément, ce débat commence dans des conditions encourageantes. La crise aiguë de la direction du G.B.L. commence à se résoudre, sous la pression de Trotsky et du S.I., sur la base de propositions faites par une minorité du C.C. favorable à l'entrisme, mais hostile aux méthodes de direction d'un secrétariat trop puissant dont Molinier lui-même accepte d'ailleurs qu'il soit supprimé. Un nouveau venu, le Catalan Jean Rous, commence à jouer avec un réel succès les conciliateurs. Le groupe de Lhuillier s'est certes définitivement éloigné — il a rejoint dans l'immédiat

l'Union communiste — mais les premiers résultats du travail à l'intérieur de la S.F.I.O., où l'influence trotskyste se diffuse, les gains dans les rangs des J.S., sont très prometteurs et laissent entrevoir la possibilité très proche de compenser largement ces pertes initiales peut-être inévitables.

La question de l'« entrisme » a, d'une certaine façon, éclipsé toutes les autres. Trotsky ne fait guère que mentionner au passage dans un article et dans des lettres les événements d'Espagne en octobre, grève générale à Madrid et en Catalogne, insurrection des Asturies. Quand a éclaté la crise catalane, il a vainement tenté — une fois de plus — de convaincre Andrès Nin et ses camarades espagnols de cesser leur politique « suiviste » vis-à-vis de Maurin et de la petite bourgeoisie catalaniste, et de prendre l'initiative. Il n'a guère eu le temps non plus de commenter l'évolution du D.N.A. norvégien qui confirme pourtant — et avec quel éclat — son pronostic de 1933 sur son ralliement à la social-démocratie et à sa politique : après la « conférence Scandinave », Olé Colbjørsen, dirigeant du D.N.A., est même allé jusqu'à lancer, dans Arbeiderbladet du 20 août, un appel à « un front commun contre les frères jumeaux, le communisme et le fascisme ».

Mais il se déroule ailleurs des développements positifs. Les événements de Hollande en juillet sont à mettre à l'actif de l'action passée du bloc des quatre, aujourd'hui moribond. Une émeute ouvrière durement réprimée dans le quartier ouvrier de Jordaan, à Amsterdam, a provoqué une crise profonde au sein de l'O.S.P. et la différenciation attendue au sein de sa direction. Peter J. Schmidt, solidaire des ouvriers soulevés, a été emprisonné : De Kadt et Sal Tas, qui ont pris leurs distances, ont été contraints à la démission par l'indignation des militants. Allégé de son aile droite, l'O.S.P. reprend avec le R.S.P. des pourparlers de fusion pour la constitution d'un nouveau parti dont tout permet de pronostiquer l'aboutissement rapide.

Aux Etats-Unis, la crise sociale a réveillé les forces souterraines du mouvement ouvrier et les trotskystes américains commencent à jouer un rôle non négligeable. Ce sont eux notamment qui ont magnifiquement organisé et conduit à une retentissante victoire les deux dures grèves des camionneurs (« teamsters ») de Minneapolis. La fusion en préparation entre la Communist League of America et l'American Workers Party d'A.-J. Muste ne constitue pas seulement une grande victoire des trotskystes sur les autres courants qui avaient tant courtisé Muste et les siens. Elle promet la constitution prochaine aux Etats-Unis d'un parti de plus de 2 000 membres, solidement enraciné dans certains syndi-

cats, les ligues de chômeurs et des campus universitaires, occupant des positions syndicales, jouissant d'un réel prestige parmi les intellectuels avancés.

Le moment approche où, après la constitution de deux partis unifiés en Hollande et aux Etats-Unis — partis qui n'adhèrent pas à la L.C.I., mais dont une partie des cadres sont liés à elle par une discipline internationale de fraction —, une nouvelle initiative internationale de regroupement, partant d'eux, relancera enfin le combat pour la IV^e Internationale et constituera le cadre que n'ont pu constituer les quatre.

Sans doute Trotsky est-il à ce moment fondé à penser que les difficultés inhérentes à un tournant nécessaire vers l'action de masse sont en passe d'être surmontées et que le combat va se développer à une échelle désormais infiniment plus large, dans le cadre des grandioses mouvements de masse qui s'annoncent et s'amorcent même dans toute l'Europe occidentale. Les informations qu'il reçoit d'Union soviétique peuvent également lui paraître de bon augure. Or c'est précisément de là que va provenir le prochain coup.

Le 1^{er} décembre, à Leningrad, Sergei Kirov, secrétaire du parti, considéré par tous comme le « numéro 2 » et en qui les bureaucrates libéraux qui frondent Staline depuis quelques mois voient son successeur possible, est abattu à coups de revolver par un jeune communiste nommé Nikolaïev. Lors de son procès — à huis clos —, après une enquête menée dans des conditions plus que suspectes, après le limogeage, puis l'arrestation de plusieurs hauts fonctionnaires de la police politique, le G.P. U. (2), l'accusation a tenté, de façon très maladroite, il est vrai, de compromettre Trotsky en le liant à un prétendu « centre terroriste » de Leningrad. Il est clair, à ce moment-là, que Staline veut au moins utiliser cette affaire pour frapper une fois de plus les anciens opposants repentis et briser par la terreur toute velléité d'exprimer un mécontentement qui sourd dans le pays tout entier (3). Des trains entiers emportent en Sibérie des contingents de communistes de Leningrad que leurs camarades d'infortune baptisent, non sans humour, les « assassins de Kirov ». Zinoviev, Kamenev et nombre de leurs anciens camarades sont de nouveau arrêtés, prom-
mis au tribunal qui va juger désormais de façon expéditive les

(2) C'est en fait pendant cette période que le sigle de G.P.U. disparut officiellement, avec la réorganisation du 10 juillet 1934, qui fondait la police politique dans un grand ministère de l'intérieur, N.K.V.D. En fait, l'organisme subsistait et, jusqu'à sa mort, Trotsky continuera à l'appeler par ses anciennes initiales de G.P.U. Et nous l'avons suivi dans cette pratique.

affaires de terrorisme. Dans la presse stalinienne mondiale, l'Humanité est au tout premier rang pour dénoncer et tenter de salir Trotsky qu'il faut chasser définitivement de France. Trotsky, la plume à la main, commence à éplucher comptes rendus d'audiences, actes d'accusation, dépêches et articles, cherche à parer les coups, opérer les recoupements, démonter ce qu'il appelle les « amalgames » en préparation, se bat pour mettre en garde l'opinion publique. Il est évident pour lui que l'infamie machination policière ne fait que commencer.

C'est bien en réalité une période nouvelle qui commence à la fois pour lui et pour l'organisation internationale qu'il s'emploie à construire. Et elle commence — rien d'étonnant à cela — en Union soviétique, par une véritable campagne d'extermination jusqu'au dernier des militants de l'Opposition de gauche russe. Du jour de la mort de Kirov — et sans doute de la préparation de son assassinat — commence la lutte à mort menée par Staline contre la IV^e Internationale en formation.

(3) On sait que Trotsky considéra que le G.P.U. avait joué un rôle capital dans la préparation de l'assassinat, mais ne lui attribua pas le désir d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire de tuer Kirov. Depuis, Nikita Khrouchtchev et nombre d'auteurs après lui sont allés beaucoup plus loin et ont au moins laissé entendre que Staline avait fait assassiner Kirov, faisant ainsi d'une pierre deux coups, en se débarrassant d'un rival potentiel et en se procurant un prétexte pour une répression de masse.

OUVREZ LES YEUX ! (1)

L'Humanité et l'expulsion du camarade Trotsky
(publié le 27 avril 1934)

Ce qui saute aux yeux dans les articles de *Y Humanité* sur l'expulsion du camarade Trotsky, c'est par-dessus tout leur bêtise provocatrice. Mais on sait qu'en politique une appréciation de ce genre ne suffit absolument pas. Il est vrai que le niveau théorique et politique des dirigeants du parti communiste français est très bas, comme, de toute façon, celui de tout le Comintern. En 1921, déjà, Lénine écrivait à Zinoviev et Boukharine : « *Si vous ne recherchez que la docilité, vous ne rassemblerez autour de vous que des imbéciles.* »

Lénine aimait et savait appeler les choses par leur nom. Depuis 1921, la sélection des gens « dociles » a remporté des succès monstrueux. La maladie mortelle du Comintern s'est nichée dans ses os, c'est-à-dire dans ses cadres, dans leur sélection, leur formation, leurs habitudes et leurs méthodes. Tout cela est indiscutable. Ce ne sont pourtant pas les caractères généraux des cadres staliniens qui nous intéressent ici, mais le contenu des idées politiques qu'ils formulent actuellement en rapport avec l'expulsion du camarade Trotsky.

L'Humanité part du postulat qu'il existe entre le gouvernement, la police, tous les organes de la presse bourgeoise, la social-démocratie et Trotsky une division du travail fondée sur un accord : le gouvernement expulse Trotsky ; il se « laisse » expulser ; la presse bourgeoise lui fait la chasse, le *Populaire*, comme un avocat, défend le droit d'asile, tout en gardant soigneusement ses distances vis-à-vis de Trotsky, et tout cela est fait pour grandir aux yeux des ouvriers l'autorité des idées « contre-révolutionnaires » défendues par Trotsky et pour empêcher le parti stalinien de faire la révolution.

(1) *La Vérité*, 27 avril 1934. Non signé. *Biulleten Oppositsii*, n° 40, octobre 1934. Dicté vraisemblablement à Chamonix, selon Van Heijenoort.

Mais, pour grotesque que soit cette explication, elle nous conduit au cœur même du problème politique en France et en même temps à l'erreur politique centrale du stalinisme qui a déjà provoqué la mort de ses sections allemande et autrichienne. La féroce campagne à propos de Barbizon (2) a été déclenchée, si l'on en croit *VHumanité*, par la volonté de la bourgeoisie d'accroître le crédit des idées social-démocrates. En quoi consistent-elles donc ? Dans le sauvetage des formes démocratiques de la domination capitaliste dirigeante : sinon intégralement, au moins aux trois quarts ou à moitié. Si le parti socialiste « proteste » contre l'expulsion de Trotsky, c'est incontestablement parce qu'il tient à conserver sa réputation de démocrate. Il n'y a rien de mystérieux dans le comportement du *Populaire*.

Mais le fond du problème n'est pas le *Populaire*, mais la bourgeoisie française : est-il vrai qu'elle a aujourd'hui intérêt à ranimer les idées et les illusions réformistes et démocratiques ? Il suffit de poser clairement cette question pour que tout l'édifice de l'*Humanité* tombe en poussière. Les chefs du parti stalinien n'ont rien compris à ce qui est arrivé en France et en Europe pendant la dernière période. Il y a deux ans, la bourgeoisie française a fait un gros effort — en fait, on peut penser que c'est le dernier — pour régénérer la démocratie, ses formes, ses rites et ses illusions.

Cette tentative a trouvé son expression dans la victoire du Bloc des gauches (3). Du fait qu'au lendemain des élections de mai 1932 les radicaux étaient devenus le principal parti dirigeant de la bourgeoisie, la social-démocratie française de toutes nuances devenait le principal soutien politique du régime. Le visa d'entrée en France du camarade Trotsky a été l'un des sous-produits de cette constellation politique. Les socialistes avaient besoin d'orner leur soutien au régime bourgeois de « gestes symboliques ». Et les radicaux eux-mêmes, qui poursuivent en réalité une politique conservatrice et impérialiste, avaient besoin d'un camouflage démocratique. Tout révolutionnaire sérieux pouvait et devait utiliser

(2) Après avoir quitté Saint-Palais, où il avait séjourné depuis son arrivée en France, le 9 octobre, Trotsky avait pris des vacances dans les Pyrénées et s'était installé le 1^{er} novembre 1933 dans la villa Ker-Monique à Barbizon. Mais l'intervention de la gendarmerie locale avait révélé à la presse sa présence au début d'avril. Ce fut le départ d'une furieuse campagne qui aboutit à la décision du gouvernement d'expulser Trotsky.

(3) Les élections législatives s'étaient déroulées les 1^{er} et 8 mai 1932 ; les radicaux y avaient gagné une quarantaine de sièges et les socialistes une vingtaine, ce qui rendait possible une majorité de type « bloc des gauches », radicaux et socialistes.

cette situation, sans renoncer à ses principes, naturellement, et sans semer aucune illusion quant au droit d'asile « sacré » et autres droits démocratiques.

Mais la tentative faite au cours de ces derniers mois de restaurer la « démocratie » du Bloc des gauches a subi une défaite totale et honteuse. Les réformistes rejettent le blâme sur les radicaux. Les radicaux sur les réformistes. Toute cette discussion superficielle se situe dans le cadre de la politique parlementaire. En réalité, le Bloc a échoué parce que le capitalisme pourrissant ne peut plus accorder de réformes, et, par conséquent, il a été obligé de passer des méthodes « démocratiques » aux méthodes de répression bonapartistes (militaro-policières) ou fascistes (répression de masse, pogromes). L'expulsion de Trotsky n'est que l'un des sous-produits du tournant significatif de la vie politique française, tel qu'il s'est déroulé sous nos yeux.

Il est incontestable que le parti de Léon Blum (4) était le principal soutien politique des gouvernements Herriot, Chautemps et Daladier (5), et que seuls de pitoyables perroquets peuvent répéter la même phrase en l'appliquant au gouvernement Doumergue (6). Pour que ce gouvernement naisse, il fallait une guerre civile, laquelle, en dernière analyse, était dirigée — cela va sans dire — contre le prolétariat, mais qui s'était donné comme objectif immédiat de renverser le gouvernement radical. Le principal soutien politique du gouvernement Doumergue est constitué par les partis et leurs bandes armées qui, le 6 février, ont essayé de chasser le parlement capitaliste, et qui ont tué et blessé les agents de police et leurs chevaux sur le chemin du Palais-Bourbon. Tel est

(4) Léon BLUM (1872-1950) était depuis la scission de Tours le maître à penser du parti socialiste S.F.I.O. et l'éditorialiste du *Populaire*.

(5) Edouard HERRIOT (1872-1957), maire de Lyon et dirigeant incontesté du parti radical, avait été président du Conseil du 2 juin au 14 décembre 1932. Après le bref intermède d'un gouvernement de Joseph Paul-Boncour, Edouard DALADIER (1884-1970) avait constitué le 31 janvier 1933 un gouvernement qui avait duré jusqu'au 24 octobre. Surnommé « le taureau du Vaucluse », ce professeur d'histoire avait la sympathie des dirigeants socialistes et aspirait à la succession d'Herriot. C'est son gouvernement qui avait accordé le visa à Trotsky. Après un gouvernement Sarraut qui avait duré moins d'un mois, Camille CHAUTEMPS (1885-1963), avocat et grand dignitaire de la franc-maçonnerie, avait gouverné du 26 novembre 1933 au 27 janvier 1934. Le gouvernement Daladier lui avait succédé du 30 janvier au 7 février.

(6) Gaston DOUMERGUE (1863-1937), ancien président de la République, avait accepté de sortir de sa retraite de Tournefeuille pour prendre au lendemain du 6 février la direction d'un gouvernement d'« union nationale » — sans socialistes ni communistes — dans lequel figurait notamment le maréchal Philippe PÉTAIN (1856-1951). L'appel à Doumergue était une concession évidente aux émeutiers du 6 février, et la démission de Daladier, qui l'avait rendu possible, avait été obtenue en partie par la pression des chefs de l'armée.

aujourd'hui le groupement des forces. Le fait que les staliniens eux-mêmes, par une aberration funeste mais pas fortuite, aient emboîté le pas aux fascistes (7) a porté un coup mortel à leur réputation politique, mais ne se reflète pas le moins du monde dans les résultats de l'offensive contre-révolutionnaire.

Le ministère Doumergue n'est qu'une combinaison transitoire qui mène à une domination bourgeoise débarrassée de la démocratie, du parlementarisme et du soutien socialiste. Le gouvernement actuel se tient au-dessus du parlement grâce à l'antagonisme croissant entre les deux camps, fasciste et prolétarien. La grande bourgeoisie a définitivement renoncé à l'idée de gouverner « démocratiquement », c'est-à-dire directement par l'intermédiaire des radicaux, indirectement par les socialistes. L'ensemble de la presse bourgeoise prépare la voie vers un bonapartisme plus franc. D'où la chasse acharnée au parlementarisme, aux francs-maçons, aux députés, aux syndicats de fonctionnaires et aux organisations ouvrières. La bourgeoisie essaie aujourd'hui non de régénérer et de soutenir les illusions démocratiques, mais au contraire de compromettre, de salir et de détruire les institutions démocratiques. Les fascistes et les royalistes (8) n'agissent qu'en qualité d'aile extrémiste du front unique de la réaction. Le *Matin*, organe officieux du bloc bonapartiste-fasciste (9), dit tout à fait franchement que l'expulsion de Trotsky n'est qu'un commencement : ce sera bientôt le tour de Cachin (10) et de Blum. Il n'y a rien de fantastique dans cette prophétie. Nous avons vu en Allemagne et en Autriche comment les choses se passent. Le *Matin* sait ce qu'il dit. Tardieu (11) sait ce qu'il fait.

(7) Rappelons que l'A.R.A.C., organisation d'anciens combattants contrôlée par le parti communiste, avait appelé à la manifestation du 6 février, et que les militants du P.C. avaient été mêlés aux émeutiers des ligues. L'*Humanité* du 8 février parlait du « gouvernement sanglant » — celui de Daladier — que le parti socialiste soutenait.

(8) Trotsky désigne ici ce qu'on appelait à l'époque les « ligues » : Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger, Solidarité française, Francisme, etc., et, bien entendu l'*Action française* de Charles Maurras et sa troupe de choc, les « Camelots du Roy ».

(9) Le *Matin*, qui tirait à plus de 270 000 exemplaires, se targuait d'avoir la clientèle au « pouvoir d'achat le plus élevé ».

(10) Marcel CACHIN (1869-1958), député socialiste avant la guerre, avait été social-patriote en 1914 et s'était même vu confier une mission pour essayer d'entraîner le gouvernement italien dans la guerre. Il s'était rendu en Russie après la révolution de février 1917 pour exhorter les Russes à rester dans la guerre aux côtés des Alliés. Membre de la fraction du « centre », directeur de l'*Humanité*, il était passé au parti communiste et avait été depuis un fidèle exécutant. 11 symbolise ici pour Trotsky les dirigeants du P.C.

(11) André TARDIEU (1876-1945), diplomate, journaliste au *Temps* et au *Petit Parisien*, ancien collaborateur de Georges Clemenceau, était le chef parlementaire le plus en vue de la droite. Ministre d'Etat dans le gouvernement Doumergue, il était chargé de préparer une révision de la Constitution dans un sens autoritaire.

De leur côté, les Bourbons staliniens n'ont rien appris ni rien oublié (12). A leurs yeux, le tournant politique du 6 février n'existe pas. Les social-démocrates demeurent, selon eux, comme dans le passé, le « principal » soutien de la bourgeoisie. Les articles sur l'expulsion de Trotsky dans l'*Humanité*, qui frappent tout le monde par leur bêtise, ne sont pas le produit d'une inspiration fortuite mais découlent logiquement de toute la politique du Comintern. La célèbre formule de Staline « Le fascisme et la social-démocratie ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux » est définitivement devenue un bandeau sur les yeux du Comintern. L'*Humanité* est maintenant le meilleur auxiliaire de la bureaucratie réformiste et le principal obstacle sur la voie de la lutte contre le fascisme.

Le *Matin* présente la réalité politique de façon infiniment plus sérieuse et plus juste que l'*Humanité*. L'expulsion de Trotsky de son asile de Barbizon ne constitue qu'une petite répétition de la façon dont les journalistes, les dirigeants ouvriers, les comités centraux et les commissions administratives et autres seront mis à la porte des locaux de leur parti et de leur syndicat. C'est précisément cette perspective qu'il faut développer devant les ouvriers français. Enlevez toutes les sortes de bandeaux, tant staliniens que réformistes ! Il est temps d'apprendre à regarder en face la dure réalité. Les déclamations à l'adresse du fascisme, les phrases « révolutionnaires », les protestations verbales ne règlent rien. Il faut une résistance de masse à l'offensive des bandes pogromistes sur lesquelles s'appuie la réaction bonapartiste. ; Aujourd'hui même, il faut apprendre à tous les ouvriers à exiger de leurs « chefs » une réponse à la question : *Que faire ?* Quiconque ne répond pas directement et immédiatement doit être rejeté. Le front uni prolétarien doit être construit dans la perspective de grandes batailles. Les événements en France nous montrent une fois de plus que la perspective révolutionnaire juste n'est donnée que par la Ligue communiste internationaliste qui construit la IV^e Internationale.

(12) Trotsky compare ici les dirigeants du P.C. aux Bourbons dont on avait dit, à la Restauration, qu'ils n'avaient « rien appris ni rien oublié ».

[OU VERS L'OPPORTUNISME, OU VERS LE MARXISME, IL N'Y A PAS D'AUTRE VOIE]

(Conversation avec un camarade du rayon Saint-Denis
publiée le 8 juin 1934) (1)

— Si on voulait en croire *VHumanité*, vous nous suivez dans « le camp de la contre-révolution ». Alors, à quand votre exclusion du parti communiste ? Et que pensez-vous faire ?

— Nos exclusions, le comité central ne tardera pas à les prononcer. Mais, dès maintenant, le rayon de Saint-Denis a, **PAR PLUS DE 300 VOIX CONTRE QUELQUES-UNES SEULEMENT**, décidé de rompre les rapports avec la direction du parti (2). Ce que nous ferons ? Faire vivre notre comité de vigilance et

(1) *La Vérité*, 8 juin 1934. Dicté en français. Non signé. Cet article a vraisemblablement été rédigé à Saint-Pierre-de-Chartreuse.

(2) Une crise politique très grave avait éclaté au mois de janvier à la direction du P.C. français, précisément sur la question centrale du front unique. Pour la première fois depuis des années, une minorité manifestait ouvertement son désaccord. Au cours d'une intervention au comité central de janvier 1934, Jacques DORJOT (1898-1945), ancien métallurgiste et dirigeant des J.C., député-maire de Saint-Denis dans la « banlieue rouge », avait critiqué la politique du « front unique à la base » et préconisé des propositions d'action en commun adressées aux dirigeants socialistes. Très populaire, et adoré dans son fief de Saint-Denis, le « grand Jacques » avait profité des événements de février pour affirmer et affermir sa position. Le 9, il avait été le seul dirigeant connu du parti à la tête des dures bagarres devant la gare de l'Est contre la police à la manifestation du P.C. et de la C.G.T.U. Le 11, il avait participé, à Saint-Denis, à la création d'un « comité d'action » avec les responsables socialistes locaux. Un débat contradictoire l'avait opposé à Maurice Thorez (cf. n. 2, p. 43) devant les militants de son rayon, lesquels l'avaient approuvé par 110 voix contre 61 pour les propositions du secrétaire général du parti. *L'Humanité* ne s'en était prise d'abord qu'à ses collaborateurs, et particulièrement à l'ancien membre du secrétariat du P.C. Henri BARBE (1902-1966) qui était, semble-t-il, l'un de ses conseillers. Elle n'avait nommé Doriot que le 6 avril, parlant désormais de ce qu'elle appelait le « groupe Barbé-Doriot » (par analogie avec le prétendu groupe « Barbé-Célor » écarté quelques années auparavant). Le 9 avril, Doriot démissionnait de son poste de maire de Saint-Denis avec l'intention proclamée de se faire plébisciter par ses électeurs contre la direction du P.C. Le 11, il avait rendu publique une « lettre ouverte » à l'internationale communiste dans laquelle il critiquait la politique d'« inertie » et d'« impuissance » de la direction du parti français, tout en se déclarant d'accord avec la ligne antérieure et présente de l'I.C. Moscou semble avoir hésité entre Thorez et Doriot et n'avoir tranché en faveur du premier qu'à la suite du refus du second de se rendre à sa con-

aider les travailleurs à en créer d'autres dans tout le pays pour résister au fascisme.

— Réaliser l'unité d'action des travailleurs, c'est très bien ; nous vous avons soutenu sur ce point pour lequel nous luttons depuis des années (rappelle-toi les événements d'Allemagne). Pour se battre, la classe ouvrière a besoin d'être unie, malgré toutes ses divisions politiques ; réformistes et révolutionnaires doivent serrer les rangs. Mais si tu romps avec le parti communiste parce qu'il piétine les enseignements de Lénine sur le front unique, je ne pense pas que tu tiennes à piétiner les enseignements de Lénine sur le problème du parti. Si le parti qui s'intitule communiste, et si la III^e Internationale ne sont plus l'organisation de l'avant-garde marxiste du prolétariat, il faut rebâtir un nouveau parti, une IV^e Internationale. Ton rayon va-t-il s'atteler à pareille tâche ?

— *Nous ne voulons pas piétiner les enseignements de Lénine, mais nous nous refusons de vous suivre pour faire un parti et une Internationale. Ce ne sont pas des organisations qu'on monte arbitrairement.*

— Je suis d'accord avec toi, qu'il est néfaste de créer arbitrairement des organisations : c'est pourquoi nous, Ligue communiste, nous avons combattu le mouvement d'Amsterdam-Pleyel (3) qui était une combinaison de l'appareil pour se dérober à l'unité d'action avec les organisations socialistes, en se servant

vocation. Un communiqué de l'exécutif de l'I.C., le 16 mai, avait donné le feu vert à la direction du P.C. pour régler « l'affaire Doriot ».

L'événement était considérable pour la politique de la Ligue française. Gérard Rosenthal le rappelle, des années après : « L'enjeu était considérable, presque illimité. C'était la chance d'accéder sur l'arène politique à la place réelle que nous méritions » (*Avocat de Trotsky*, p. 144). Mais Doriot, patron absolu du 9^e rayon, celui de Saint-Denis, y avait « interdit de séjour » les trotskystes, et plusieurs d'entre eux, dont Gérard Rosenthal, y avaient été agressés. Pourtant G. Rosenthal (cf. n. 2, p. 292) et l'Italien Pietro TRESSO, dit BLASCO OU JULIEN (1893-1944 ?), ancien dirigeant du P.C. italien, tous deux dirigeants de la Ligue, avaient rencontré Doriot qui leur avait répondu que Trotsky était « loin pour l'ouvrier de Saint-Denis ». Le S.I. avait reproché à la Ligue son intervention « opportuniste » dans cette affaire, et d'avoir surtout mis l'accent sur le front unique — point d'accord avec Doriot — sans insister sur la nécessité d'un « nouveau parti » auquel il était franchement hostile. Dans cet article, Trotsky cherche à réorienter les B.L. français et les armer pour les discussions avec les partisans de Doriot.

(3) L'I.C. avait organisé en 1932 à Amsterdam un « congrès contre la guerre », et en 1933 à Paris, salle Pleyel, un « congrès contre le fascisme » ; elle cherchait à entraîner dans le « mouvement Amsterdam-Pleyel » individualités et organisations socialistes. L'organisateur de ces congrès était l'Aueinand Willy Münzenberg et leur porte-drapeau le romancier Henri Barbusse (cf. n. 25, p. 72).

comme couverture à cet effet de personnalités littéraires et artistiques, dont je n'ai pas à juger le talent, mais absolument dépourvues de responsabilités devant une organisation de travailleurs.

Vous vous êtes aperçus dans l'action qu'Amsterdam-Pleyel ne permettait pas d'assurer l'unité d'action réelle de tous les travailleurs. D'autres (la Fédération autonome des fonctionnaires, l'Action socialiste, (4) etc.) ont fait la même constatation. Il faut donc s'entendre pour liquider cette construction arbitraire qui peut seulement monter quelques meetings où un Thorez (5) vient parler, mais qui, ensuite, ne fait qu'apporter des obstacles à l'unité d'action dans chaque commune ou chaque quartier en se dressant contre tout comité entre organisations qui existeraient.

Liquidons donc des organisations artificiellement construites. Mais la classe ouvrière a besoin d'un parti, d'une Internationale communiste. S'il n'en existe pas, il faut travailler à les constituer, il faut poser le problème nettement ; ça ne signifie pas qu'on pourra le résoudre en quelques jours.

— *Bien sûr, ce n'est pas arbitraire de dire que la classe ouvrière a besoin d'un parti communiste, mais, pour le bâtir, il faut des conditions déterminées. Aujourd'hui, ce serait prématuré, la masse ne suivrait pas ; elle suit les comités de vigilance, elle est pour l'unité d'action. Poser, comme vous le faites, la question de créer un nouveau parti, c'est apparaître comme des diviseurs et s'isoler des masses.*

— Je ne retiens pas l'argument de « diviseurs » ; tu es un communiste et, par conséquent, tu sais fort bien que rassembler l'avant-garde du prolétariat, non seulement ce n'est pas diviser, mais c'est créer les conditions fondamentales pour son rassemblement dans la lutte. Mais je retiens tes autres arguments : c'est trop tôt, on serait trop peu nombreux. Tu n'apportes que des considérations d'opportunité et non pas de principe. C'est trop tôt parce que les masses n'y sont pas ? D'une part, je suis certain que nous

(4) La Fédération « autonome » des fonctionnaires — 40 000 adhérents, essentiellement dans les Douanes et les Indirectes — avait quitté la C.G.T. sans rejoindre la C.G.T.U. Elle s'efforçait de réaliser le front uni des organisations syndicales. L'« Action socialiste » désigne une tendance gauche de la S.F.I.O., qui publiait depuis 1930 un journal du même nom. Cinq de ses membres, dont son secrétaire, Jules Mallarte, avaient été exclus en 1933 pour leur appartenance au mouvement d'Ainsterdain-Pleyel et demandaient leur réintégration l'année suivante (Z. 'Action socialiste, juillet-août 1934). Ces deux formations avaient fait partie du premier noyau du mouvement d'Ainsterdam-Pleyel avant de prendre leurs distances.

(5) Maurice Thorez était le secrétaire général du P.C.

sommes un peu plus nombreux que lorsque Lénine, en fin 1914, proclama : Vive la III^e Internationale ! Il connaissait bien les masses, et, à certains moments, ne craignait pas d'être quasi seul ; d'autre part, comment amener les masses à une idée, à une conception, sans qu'on la leur explique clairement ? Si on établit une base politique claire, ce ne sera pas trop tôt, et ce sera le moyen le plus sûr de devenir nombreux.

— *Tu oublies la principale tâche à l'heure actuelle : barrer la route au fascisme, et, pour cela, développer les comités de vigilance, les lier aux masses. C'est dans l'action et non dans des batailles de thèses que pourra se dégager une nouvelle organisation de l'avant-garde prolétarienne.*

— Je suis loin d'oublier la réaction et le fascisme, et c'est précisément pour les battre que je pose le problème du parti, sans l'opposer, bien au contraire, au travail de front unique. Barrer la route au fascisme, pour le faire définitivement, il ne suffit pas pour les travailleurs de s'opposer physiquement à ses démonstrations, il ne suffit pas de dénoncer ses méfaits en Allemagne et en Italie. Aujourd'hui, nous nous défendons contre la montée réactionnaire, mais, et vous l'avez posé dans votre « lettre ouverte à l'I.C. », cette résistance doit, pour être efficace, se transformer en lutte pour le pouvoir. Les comités de vigilance, avez-vous justement écrit, doivent être une étape vers les soviets. Mais, dis-moi, cette orientation à donner à la lutte des comités de vigilance, les mots d'ordre appropriés, le programme d'action autour desquels doit s'opérer le rassemblement des masses laborieuses, de qui les attends-tu ? Pas de la S.F.I.O., je pense ; un comité antifasciste n'est pas une fontaine de Jouvence où la vieille social-démocratie se rajeunirait. Pas non plus de la masse dans son ensemble ; celle-ci a sa propre expérience qui lui permet de choisir, et de progresser dans la voie révolutionnaire, mais à condition qu'elle trouve une avant-garde qui, à chaque étape de la lutte, lui explique la situation, lui montre les objectifs à atteindre, les moyens à employer et la perspective ultérieure. C'est seulement en créant un noyau initial, agissant d'une manière indépendante et disciplinée, que pourra s'opérer la sélection au sein des comités de vigilance, sans cela, même les plus nombreux rassemblements d'ouvriers seraient sans lendemain.

Le comité de vigilance, ce n'est pas une base suffisante pour assurer la vie du rayon de Saint-Denis. S'y limiter, c'est se condamner à la désagrégation. Tous les noyaux locaux qui se sont détachés du P.C. n'y ont pas échappé ; le municipalisme, le

pupisme (6), la social-démocratie les ont rongés. Encore un mot. Tes comités de vigilance sans parti communiste, ils me rappellent un mot d'ordre... menchevique et contre-révolutionnaire ; je ne veux pas, par là, te qualifier de menchevik, ou contre-révolutionnaire. Lorsque la révolution d'Octobre se trouva aux prises avec les pires difficultés, que la guerre civile, la famine faisaient rage, les ennemis du pouvoir prolétarien lancèrent le mot d'ordre : « Les soviets sans communistes » (7). La contre-révolution avait compris d'instinct que même la forme soviétique n'était pas immunisée contre son influence, que, s'il n'y a pas de communistes pour y apporter leur intransigeance de classe, elle pourrait aussi s'en servir contre la révolution. Et alors, si c'est vrai des soviets après la prise du pouvoir, on peut être sûr que c'est encore plus vrai avec les comités de vigilance qui ne sont pas encore des soviets ; des comités de vigilance sans communistes (c'est-à-dire sans un parti, car il n'y a pas d'action communiste en dehors d'une organisation), on peut être sûr qu'ils ne deviendront jamais des soviets et qu'ils ne prendront pas le pouvoir.

Et puis une autre question se greffe sur celle de la lutte contre le fascisme et pour le pouvoir, c'est la question de la lutte contre la guerre. Qui guidera cette lutte ? Les comités de front unique pourront, à la rigueur, organiser des actions contre les préparatifs de la guerre, contre le service de deux ans, etc. Mais qui mènera le travail antimilitariste, qui préconisera le défaitisme ? Dans le front unique, tu as des socialistes imbus de patriotisme ou de pacifisme, des défenseurs de la S.D.N... Bientôt tu trouveras même de ces derniers dans le parti communiste officiel, à cause de l'entrée de l'Union soviétique dans cette association de brigands.

— *Je te préviens carrément : jamais nous n'approuverons vos attaques contre l'U.R.S.S., jamais nous ne nous y joindrons.*

— Et je te réponds non moins carrément : jamais nous n'avons attaqué l'U.R.S.S. Par conséquent, tu n'as pas à te joindre à ce qui n'est pas. Ce que nous avons fait, c'est combattre une politique que nous estimons fausse, néfaste à la révolution d'Octobre et à la révolution mondiale. Toi, tu luttas contre la poli-

(6) Allusion au P.U.P. (parti d'unité prolétarienne) formé en 1930 par la fusion de groupes qui avaient quitté le P.C. sur sa droite à différentes époques, notamment un groupe de conseillers municipaux de Paris, hostiles à la tactique électorale dite « classe contre classe » et que dirigeait l'ancien secrétaire général du P.C. Louis SELLIER (1885-1978) : d'où l'accusation de « municipalisme ».

(7) Mot d'ordre lancé notamment en mars 1921 au moment de l'insurrection de Cronstadt.

tique de l'I.C. en France (8) ; crois-tu que celle-ci est indépendante de la politique générale de l'I.C. et aussi de la politique de l'U.R.S.S. ? Quand Lénine et Trotsky dirigeaient l'I.C. et l'Union soviétique, ils ne pratiquaient pas deux politiques différentes, contradictoires, l'une bonne, l'autre mauvaise : la politique de l'I.C. et celle de l'Union soviétique se complétaient en fonction des nécessités de la révolution prolétarienne internationale. Quand la vague révolutionnaire reflua, que l'Etat prolétarien dut faire des concessions, ses dirigeants l'expliquèrent franchement à tous les travailleurs. Tandis qu'aujourd'hui, que lis-tu dans *VHumanité* ? D'abord, que le mouvement révolutionnaire ne cesse de croître dans tous les pays, qu'il va de succès en succès, qu'en même temps l'U.R.S.S. marche à grands pas vers le socialisme, puis finalement que l'U.R.S.S. va entrer dans la S.D.N. Crois-tu que cet acte soit une manifestation de force, de puissance ?

— *L'U.R.S.S. est entourée d'un monde d'ennemis ; elle doit savoir exploiter les divergences dans le camp capitaliste et savoir passer des compromis avec certains Etats pour dissocier le bloc de ses adversaires.*

— Aucun communiste ne peut évidemment reprocher au gouvernement soviétique de passer des compromis, quoiqu'il y ait compromis et compromis. Mais ce qui est inadmissible, c'est de les présenter comme des victoires sur la bourgeoisie d'une part, c'est de baser toute son activité sur les qualités de sa diplomatie d'autre part, au lieu de fonder la défense de l'U.R.S.S. sur la force du mouvement révolutionnaire. Pourquoi la politique extérieure du gouvernement soviétique a-t-elle reçu un si fort coup de barre à droite depuis un an, sinon par suite de la défaite du prolétariat allemand ? Et crois-tu que si la réaction triomphait en France, les talents de Litvinov suffiraient à préserver les constructions des plans quinquennaux contre le bloc fasciste ? La politique hostile à l'unité d'action et la politique qui présente l'entrée dans la S.D.N. comme une victoire, c'est une seule et même politique, celle de la bureaucratie dirigeante en U.R.S.S. qui a l'horizon limité à l'Union soviétique et néglige, redoute même, les combats révolutionnaires dans les autres pays.

Aussi, pour défendre l'U.R.S.S. non pas avec des phrases creuses, mais réellement, c'est-à-dire pour développer la lutte

(8) Dans sa lettre ouverte à l'I.C., Doriot venait d'affirmer que la politique adoptée au 15^e plénum de l'I.C. était fausse pour la France, mais il affirmait son accord avec la résolution générale de ce plénum qui réaffirmait la justesse de la ligne face à Hitler.

révolutionnaire en dépit d'un appareil d'incapables et contre lui, il faudra faire comme la Ligue communiste, s'efforcer de reconstruire le parti révolutionnaire du prolétariat. C'est la voie que vous, rayon de Saint-Denis, devez suivre pour être conséquents avec vous-mêmes ; c'est ce « chemin de Trotsky » dont *{l'Humanité}* veut vous faire peur.

— *Nous voulons suivre le chemin de la révolution.*

— C'est le même.

EN AVANT, SAINT-DENIS !

ARGUMENTS ET RIPOSTES (1)

(juin 1934)

« *L'unité du parti* »

Cachin et Thorez (2) accusent Doriot de briser le front unique à l'intérieur du parti (3). De même, Blum et Paul Faure (4) ont exigé de l'aile gauche de leur parti qu'elle place l'unité du parti au-dessus du front unique du prolétariat (5). L'analogie est frappante. Les deux bureaucraties se défendent contre les nécessités historiques qui les menacent. En se défendant, Paul Faure et Thorez jonglent avec l'idée de front unique comme les clowns de cirque qui se renvoient l'un à l'autre des balles sur le nez.

Parler de « front unique » à l'intérieur du parti est absurde. Le parti n'est pas une coalition passagère de groupes divergents, et

(1) *La Vérité*, 8 juin 1934. Dicté en français. Non signé. « En avant, Saint-Denis » était le refrain de l'hymne du 9^e rayon de Saint-Denis, fidèle à Doriot.

(2) Maurice THOREZ (1900-1964), ancien responsable du parti dans le Pas-de-Calais, avait manifesté en 1924 des sympathies pour Trotsky. Mais, remarqué par Staline à Moscou l'année suivante, il était devenu secrétaire à l'organisation. Le soutien de l'exécutif de l'I.L.O. lui avait permis de l'emporter sur ses rivaux, notamment Henri Barbé (cf. n. 2, p. 36). Il était à cette époque contrôlé étroitement par un conseiller tchécoslovaque, envoyé de l'I.L.C. qu'il représentait auprès du P.C., Eugen FRIED (1900-1943), dit CLEMENT, qui était son véritable mentor.

(3) Le comité exécutif de l'I.L.C. avait notamment affirmé le 16 mai : « L'Internationale ne croit pas que Doriot, qui brise le front unique à l'intérieur du parti, puisse être honnêtement et sincèrement pour le front unique de la classe ouvrière » (*L'Humanité*, 19 mai 1934). La formule « Doriot, qui brise le front unique à l'intérieur du parti », reprise par le bureau politique, était devenue rituelle à tous les niveaux.

(4) Paul FAURE (1878-1960) était en 1901 l'un des collaborateurs de Jules Guesde au P.O.F. Il dirigea de 1900 à 1914 le *Populaire du Centre* et appartint pendant la guerre à la minorité pacifiste et centriste. Secrétaire général de la S.F.I.O. après le congrès de Tours, il y était le patron de l'appareil et venait de mener le combat qui avait abouti à l'exclusion des « néos ».

(5) Allusion aux débats du congrès de Toulouse de la S.F.I.O. au mois de mai précédent et aux appels à la discipline lancés par la direction aux minoritaires de gauche, partisans du front unique.

le front unique ne peut avoir d'autre sens que celui d'une entente entre organisations distinctes et même divergentes, en vue d'un objectif précis commun. Si des nécessités impérieuses amènent une division à l'intérieur du parti, et si cette division devient de plus en plus profonde et irréconciliable, il ne sert à rien d'appeler au front unique à l'intérieur du parti : il faut examiner à la loupe la politique du parti elle-même, son contenu concret. *S'il s'avère que la stratégie du parti est en opposition avec les nécessités historiques de la classe, la scission devient non seulement un droit, mais un devoir.* Liebknecht (6) s'est dressé seul contre un parti puissant, sans se préoccuper du front unique à l'intérieur du parti, et c'est lui qui avait raison.

Comment ne pas atteindre un objectif

La fausseté de la politique des staliniens français a maintenant trouvé une expression et une démonstration presque mathématiques. Regardons-y de plus près. L'objectif suprême des staliniens est de saper la social-démocratie. Celle-ci se trouve dans une impasse historique. Elle est divisée et se déchire sous la pression des événements et de ses contradictions internes. Une fraction s'est dessinée en faveur du rapprochement avec Moscou.

Mais la direction stalinienne a réussi à provoquer la scission dans le parti dit communiste (7) et à repousser l'aile gauche du parti socialiste vers Blum et Paul Faure (8) ! C'est le parti socialiste, qui pendant des années a eu terriblement peur — et à juste titre — du front unique, qui maintenant s'empare de ce mot d'ordre et arrive à l'utiliser comme un coin pour disloquer le parti stalinien ! C'est au nom du front unique que le groupe Doriot rompt avec le parti, et c'est l'expérience de Doriot qui pousse les éléments de gauche de la S.F.1.O. à hésiter sur leur proposition

(6) Karl LIEBKNECHT (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, Wilhelm Liebknecht, avocat, ancien dirigeant des jeunesses et député au Reichstag, après s'être incliné par discipline devant la politique d'union sacrée en août 1914 en votant les crédits de guerre, avait décidé de violer cette discipline et de voter contre ces crédits en décembre de la même année. Cette initiative avait ouvert à long terme la perspective de la scission du parti social-démocrate : Liebknecht avait été en janvier 1919 l'un des pères du jeune parti communiste.

(7) Doriot n'était pas encore exclu du parti, et ne devait l'être que le 29 juin : mais la mesure était à l'ordre du jour depuis le retour de Moscou de Thorez, et il était évident que Doriot conserverait avec lui la majorité du 9^e rayon, ce qui équivalait à une scission.

(8) Le congrès de Toulouse de la S.F.I.O. avait manifesté la bonne volonté des tendances en présence, la gauche ayant bien accueilli les concessions que lui faisait la direction.

d'aller à Moscou : à leurs yeux, ce voyage ne peut au fond pas servir à grand-chose ! (9)

C'est ainsi, en plaçant au-dessus de la réalité historique de la lutte des classes la lutte, plutôt imaginaire malgré son intransigeance, contre les « social-fascistes », que le parti stalinien arrive à un résultat absolument contraire au but qu'il s'était fixé.

Politique sectaire ?

Cette politique du parti dit communiste est souvent qualifiée, même par nos amis, de *sectaire*. Le mot est faux. Le sectarisme présuppose un groupe étroit et homogène, lié intérieurement par une conviction profonde et inébranlable, en dépit des contradictions entre cette conviction et le développement historique.

La bureaucratie stalinienne en France n'a pas de conviction. Elle n'est pas encline à défendre ses idées, ni capable de le faire contre n'importe qui et n'importe quoi. Au contraire, elle est à tout moment prête à s'incliner devant l'ordre reçu de Moscou, où la politique est dictée par les préoccupations de la puissante bureaucratie nationale. *Ce n'est pas du sectarisme, c'est du bureaucratisme sans foi ni loi.*

Nécessité d'un parti

Saint-Denis ne s'incline pas devant la bureaucratie criminelle. Ce n'est pas nous qui pourrions désapprouver une telle attitude. Mais quel sens cette nouvelle scission va-t-elle prendre aux yeux des masses qui sont influencées par Saint-Denis ? On ne peut pas marcher avec les staliniens, leur parti est incapable de *diriger* la classe ouvrière. Si on s'en tient là, on soutient, indirectement au moins, l'autorité du parti socialiste. Mais si l'on déclare que celui-ci a fait faillite, l'ouvrier en conclura qu'on peut se passer d'un parti, ce qui reviendrait à ressusciter les plus stériles des préjugés syndicalistes.

Le monde de la politique, comme la nature, a horreur du vide. Il a besoin de continuité dans la pensée et l'action politiques. Si on mène jusqu'à la rupture le combat contre les staliniens, sans affaiblir sa volonté de combattre les réformistes et les centristes,

(9) Au congrès de Toulouse, c'était le porte-parole de la petite tendance d'extrême gauche du comité d'action socialiste révolutionnaire, Claude Just (cf. n. 20, p. 123), qui avait fait la proposition d'envoyer à Moscou une délégation chargée de négocier avec l'I.C. un accord avec le P.C. en France. Les dirigeants de l'autre tendance de gauche, La Bataille socialiste, n'étaient pas intervenus dans le débat.

on ne peut éviter cette conclusion : *la création d'un nouveau parti révolutionnaire est mise de façon urgente à l'ordre du jour.*

« Tout, mais pas ça ! », s'écrient des esprits éperdus. « Nous autres, réalistes, nous ne sommes pas des faiseurs de partis et d'internationales. Seules la marche des événements, la poussée des masses, leurs expériences à elles, peuvent aboutir à un nouveau parti (10) ! »

Quelle sagesse ! Quelle profondeur ! Mais que signifie cette « marche des événements » ? En sommes-nous exclus ? Comment se fait l'expérience des masses ? N'y sommes-nous pour rien ? Sommes-nous incapables de nous insérer dans la marche des événements et de féconder l'expérience des masses ?

Le sage tacticien nous objecte : « La masse ne veut pas un nouveau parti : elle veut l'unité, et c'est là-dessus qu'il faut bâtir (11) ». C'est l'idée du front unique, de l'alliance ouvrière, embryon des soviets, qui correspond à cette volonté d'unité des masses. Mais si on s'en tient là, on ne fait qu'aggraver la confusion. Il ne suffit pas de vouloir l'unité, il faut savoir la réaliser. *Seul le parti peut indiquer aux masses la voie juste.* C'est précisément parce que la masse dans son ensemble n'a que des idées vagues, sommaires et confuses, que la sélection de l'avant-garde est nécessaire. Pour un marxiste, la formule politique exprime non pas la mentalité des masses aujourd'hui, mais la dynamique de cette mentalité, la façon dont elle est déterminée et doit l'être par la lutte des classes.

C'est précisément de l'expérience des masses que nous en sommes venus à l'inébranlable conclusion que les deux Internationales ont bien fait faillite. Sommes-nous des augures qui gardent leur conviction à usage occulte ? Non, nous sommes des révolutionnaires, tenus d'expliquer à la masse sa propre expérience. C'est là le commencement du réalisme marxiste.

La « marche des événements » peut faciliter ou retarder le développement du nouveau parti. Mais la situation la plus favorable passera sans avoir été utilisée si les éléments d'avant-garde ne font pas leur devoir vis-à-vis des masses, même dans la situation la plus défavorable.

(10) Au cours de son entretien avec Rosenthal et Blasco, Doriot leur avait rétorqué que « la marche des événements » déciderait du cours politique à prendre à l'avenir.

(11) Nouvelle allusion aux propos de Doriot.

L'allusion à la marche des événements est une abstraction tout à fait creuse. On pourrait avec autant de sagesse apparente dire que ce n'est pas « le moment » de rompre avec Thorez (12). Il faut que la marche des événements impose pareille rupture. On peut aller plus loin et dire que ce n'est pas « le moment » pour la doctrine marxiste, pour le programme communiste. Seule l'expérience des masses peut les mener à leur libération.

Mais opposer le marxisme ou le programme communiste à l'expérience des masses signifie fouler aux pieds toute l'expérience historique de la classe ouvrière au nom de « l'expérience » de tel ou tel groupe bureaucratique.

La doctrine marxiste et le programme communiste ne peuvent* ni planer comme le Saint-Esprit au-dessus du chaos, ni se nicher dans le cerveau de quelques augures. Ils doivent avoir leur corps, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde ouvrière. Son développement peut dépendre de maints facteurs et circonstances historiques, que nous sommes loin de maîtriser. Mais, quand nous proclamons la faillite des deux Internationales, nous faisons, par là même, appel aux ouvriers les plus conscients, les plus décidés, les plus dévoués, en les invitant à se rassembler autour du nouveau parti et de la nouvelle Internationale.

(12) Il ne faisait aucun doute en effet que Doriot s'était engagé dans la voie de la rupture avec le P.C. Mais, d'ores et déjà, sa réponse était négative aux propositions des trotskystes. La *Vérité* du 13 juillet 1934, sous le titre « Doriot a choisi », le cite : « Les camarades trotskystes m'ont demandé si je voulais former un nouveau parti, le véritable parti léniniste. Je réponds catégoriquement : non ! »

LA GUERRE ET LA IV^e INTERNATIONALE

(10 juin 1934)

La catastrophique crise commerciale, industrielle, agraire et financière, la rupture des liens économiques, le déclin des forces productives de l'humanité, l'insupportable aggravation des contradictions de classe et des contradictions nationales marquent le crépuscule du capitalisme et confirment pleinement la caractérisation par Lénine de notre époque comme *celle des guerres et des révolutions*.

La guerre de 1914-1918 a officiellement inauguré une nouvelle époque. Jusqu'à maintenant, les événements politiques les plus importants ont été la conquête du pouvoir par le prolétariat russe en 1917 et l'écrasement du prolétariat allemand en 1933. Les terribles souffrances de tous les peuples dans toutes les parties du monde, et même les dangers plus terribles encore que demain leur réserve, proviennent de ce que la révolution de 1917 ne s'est pas victorieusement développée à l'échelle européenne et mondiale.

A l'intérieur de chaque pays, l'impasse historique du capitalisme s'exprime dans le chômage chronique, la baisse du niveau de vie des ouvriers, la ruine de la petite bourgeoisie urbaine et de la paysannerie, la décomposition et le déclin de l'Etat parlementaire, dans l'empoisonnement monstrueux du peuple par une démagogie « sociale » et « nationale » face à la liquidation dans la réalité des réformes sociales, la mise à l'écart et le remplacement des vieux partis dirigeants par un appareil militaro-policier nu (le *bonapartisme* du déclin capitaliste), dans les progrès du fascisme, son arrivée au pouvoir et l'écrasement de toutes les organisations prolétaires sous sa botte.

(1) T 3632. Ce texte parut en brochure dans plusieurs langues, non signé. La traduction du russe de 1934 a été revue et corrigée. Il devait constituer primitivement l'une des contributions de la L.C.I. à la discussion entre les quatre pour l'élaboration du programme de la nouvelle Internationale, mais ne fut discuté ni par l'O.S.P., ni par le S.A.P. Il avait, depuis près de neuf mois, fait l'objet de nombreuses discussions et modifications.

Sur l'arène mondiale, les mêmes processus sont en train de nettoyer les derniers restes de stabilité dans les relations internationales, plaçant sur la lame du couteau tous les conflits entre Etats, exposant la futilité des tendances pacifistes, déclenchant la croissance des armements à un niveau technique supérieur et conduisant ainsi à une nouvelle guerre impérialiste dont le fascisme est l'artificier et l'organisateur le plus consistant.

De l'autre côté, le fait qu'apparaisse la nature profondément réactionnaire, putréfiée et pillarde du capitalisme moderne, la destruction de la démocratie, du réformisme et du pacifisme, le besoin ardent et brûlant pour le prolétariat d'échapper au désastre imminent mettent à l'ordre du jour la révolution internationale avec une force renouvelée. Seul le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat insurgé peut sauver l'humanité d'un nouveau massacre dévastateur des peuples.

Les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale

1. Les mêmes causes, inséparables du capitalisme moderne, qui ont provoqué la dernière guerre impérialiste, ont maintenant atteint un degré de tension infiniment supérieur à ce qu'elles étaient en 1914. La crainte des conséquences d'une nouvelle guerre est l'unique facteur qui entrave la volonté des impérialistes. Mais l'efficacité de ce frein a des limites. Le poids des contradictions internes pousse un pays après l'autre dans la voie du fascisme, lequel, à son tour, ne peut se maintenir au pouvoir qu'en préparant des explosions internationales. Tous les gouvernements ont peur de la guerre. Mais aucun n'est libre de son choix. Sans une révolution prolétarienne, une nouvelle guerre mondiale est inévitable.

2. L'Europe, champ de bataille de la plus grande des guerres, poursuit sans arrêt son déclin, où la poussent tant vainqueurs que vaincus. La S.D.N., qui, selon son programme officiel, devait « organiser la paix », et qui était en réalité conçue pour perpétuer le système de Versailles, neutraliser l'hégémonie des Etats-Unis et constituer un bastion contre l'Orient rouge, n'a pu surmonter le choc des contradictions impérialistes. Seuls les plus cyniques des social-patriotes — les Henderson, Vandervelde, Jouhaux (2) et

(2) Arthur HENDERSON (1863-1935) avait été le premier secrétaire du Labour Party, dont il avait dirigé après la guerre la réorganisation. Primitivement libéral, il s'était affilié, pour devenir membre du Labour Party, à la très modérée « Société fabienne ». Il était le chef de l'aile droite de son parti. Emile VANDERVELDE (1866-1938), alors président de la II^e Internationale et chef du parti ouvrier belge, avait

autres — s'efforcent encore de lier à la S.D.N. les perspectives de désarmement et le pacifisme. En réalité, la S.D.N. est devenue une pièce secondaire sur l'échiquier des combinaisons impérialistes. L'essentiel du travail diplomatique, réalisé maintenant dans le dos de Genève (3), consiste en la recherche d'alliances militaires, c'est-à-dire la préparation fiévreuse d'un nouveau massacre. Parallèlement, les armements augmentent, un mouvement auquel l'Allemagne fasciste a donné une impulsion nouvelle, gigantesque (4).

3. L'effondrement de la S.D.N. est indissolublement lié au début de celui de l'hégémonie française sur le continent européen. La puissance démographique et économique de la France s'est révélée, comme on pouvait s'y attendre, trop étroite comme base du système de Versailles. L'impérialisme français, armé jusqu'aux dents, et n'ayant un caractère défensif en apparence que dans la mesure où il est contraint de défendre par des accords légitimés les fruits de ses vols et de ses pillages, demeure essentiellement l'un des facteurs les plus importants d'une nouvelle guerre.

Sous le poids de contradictions insurmontables et des conséquences de sa défaite, le capitalisme allemand a été obligé de déchirer le corset du pacifisme démocratique, et il constitue maintenant la principale menace pour le système de Versailles. Les combinaisons entre Etats, sur le continent européen, suivent encore pour l'essentiel la ligne entre vainqueurs et vaincus. L'Italie tient la place d'un intermédiaire traître, prêt à vendre son amitié au plus fort, au moment décisif, comme elle l'a fait pendant la dernière guerre. L'Angleterre essaie de préserver son « indépendance » — qui n'est plus que l'ombre de son « splendide isolement » d'autrefois — dans l'espoir d'utiliser les antagonismes en Europe et les contradictions entre Europe et Amérique, les conflits qui s'annoncent en Extrême-Orient. Mais l'Angleterre dominatrice a moins de succès encore dans ses desseins. Terrifiée par la désintégration de son empire, par le mouvement révolutionnaire en Inde, l'instabilité de ses positions en Chine, la bourgeoisie britannique dissimule derrière la révoltante hypocrisie de MacDo-

été plusieurs fois ministre, et d'abord en 1914, dans des gouvernements d'union nationale. Léon JOUHAUX (1879-1954), ancien syndicaliste révolutionnaire, secrétaire général de la C.G.T. française en 1914, s'était rallié à l'union sacrée au premier jour de la guerre. Après cette dernière, il avait riposté par la scission à la montée des révolutionnaires dans son organisation.

(3) « Genève » désigne ici la Société des nations (S.D.N.) qui avait son siège dans cette ville suisse.

(4) Le 14 octobre 1933, en annonçant le retrait de l'Allemagne de la S.D.N., Hitler avait proposé dans un grand discours une limitation des armements, tout en annonçant qu'au cas où un accord ne serait pas conclu l'Allemagne porterait de

nald (5) et Henderson sa politique cupide et lâche d'attentisme et de manœuvres qui constitue à son tour l'une des principales sources de l'instabilité générale d'aujourd'hui et des catastrophes de demain.

4. La guerre et l'après-guerre ont profondément modifié la situation intérieure et internationale des *Etats-Unis*. La gigantesque supériorité économique des Etats-Unis sur l'Europe, et par conséquent sur le monde, a permis à la bourgeoisie des Etats-Unis d'apparaître pendant le premier après-guerre comme un « conciliateur » impartial, défenseur de la « liberté des mers » et de la « porte ouverte ». La crise de l'industrie et des affaires a cependant révélé avec une force terrifiante les perturbations de l'ancien équilibre mondial qui avait trouvé un soutien suffisant dans son marché intérieur. Cette voie est complètement épuisée.

Bien entendu, la supériorité économique des Etats-Unis n'a pas disparu ; au contraire, elle a même grandi potentiellement du fait de la désintégration accentuée de l'Europe. Mais les vieilles formes par lesquelles se manifestait sa supériorité — technique industrielle, balance commerciale, stabilité du dollar, endettement de l'Europe — ont perdu leur actualité ; son avance technique n'est plus utilisée, sa balance commerciale est défavorable, le dollar baisse, les dettes ne sont pas payées. La supériorité des Etats-Unis doit s'exprimer dans des formes nouvelles dont la voie ne peut être ouverte que par la guerre.

Le mot d'ordre de la « porte ouverte » en Chine se révèle impuissant face à quelques divisions japonaises. Washington mène sa politique en Extrême-Orient de façon à pouvoir provoquer au moment le plus propice un conflit armé entre l'U.R.S.S. et le Japon, afin d'affaiblir l'un et l'autre et d'élaborer son plan stratégique ultérieur en fonction de l'issue de cette guerre. Tout en poursuivant par inertie la discussion sur la libération des Philippines (6), les impérialistes américains sont en réalité en train de se préparer une base militaire en *Chine* afin de pouvoir à l'étape sui-

100 000 à 300 000 les effectifs de son armée et créerait une force aérienne. Depuis, les informations s'accrurent sur le réarmement allemand.

(5) James Ramsay MACDONALD (1866-1937) avait été l'un des fondateurs de l'I.L.P., puis le principal dirigeant du Labour Party. Pacifiste en 14-18, il avait été à deux reprises premier ministre après la guerre avec le soutien du parti libéral. En 1931, il avait choisi, contre son propre parti, d'appliquer le programme économique des banques et du parti conservateur. Désavoué et exclu, il avait dissous les Communes, et, représentant d'un groupuscule de « socialistes nationaux », dirigeait un gouvernement d'« union nationale » appuyé sur les conservateurs.

(6) Les pourparlers traînaient en longueur, mais allaient quelques semaines plus tard aboutir à la création du « Commonwealth des Philippines ».

vante, dans le cas d'un conflit avec la Grande-Bretagne, poser la question de la « libération » de l'Inde. Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d'« organiser » l'Europe. Les Etats-Unis doivent « organiser » le monde. L'histoire est en train de confronter l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain.

5. Le capitalisme tardif du Japon, nourri des sucs de l'arriération, de la pauvreté et de la barbarie, est conduit par des ulcères et des abcès internes insupportables sur la voie du pillage et de la piraterie continuels. L'absence de base industrielle propre et l'extrême précarité de tout son système social font du capitalisme japonais le plus agressif et le plus débridé. L'avenir montrera cependant que, derrière cette agressivité cupide, il n'y a que peu de force réelle. Le Japon peut être le dernier à donner le signal de la guerre ; mais, de ce Japon féodal, déchiré par toutes les contradictions qui étreignaient la Russie tsariste, peut monter, plus tôt qu'ailleurs, l'appel de la révolution.

6. Il serait cependant trop aventureux de prédire avec précision quand et où sera tiré le premier coup. Sous l'influence du traité soviéto-américain (7) et de ses propres difficultés internes, le Japon peut battre en retraite pour un temps. Mais les mêmes circonstances peuvent au contraire obliger la camarilla japonaise à se hâter de frapper quand il est temps encore. Le gouvernement français se résoudra-t-il à une guerre « préventive » et cette guerre ne se transformera-t-elle pas, avec l'aide de l'Italie, en mêlée générale ? Ou, au contraire, tout en gagnant du temps et en manœuvrant, la France, sous la pression de l'Angleterre, ne s'engagera-t-elle pas dans un accord avec Hitler, lui ouvrant la route d'une attaque à l'Est ?

La péninsule des Balkans ne sera-t-elle pas une fois de plus l'instigatrice de la guerre ? Ou bien l'initiative en sera-t-elle prise cette fois par les pays danubiens ? La multitude des facteurs et l'enchevêtrement des forces en conflit empêchent de faire un pronostic concret. Mais la tendance générale est claire : la période d'après-guerre a simplement été transformée en intervalle entre deux guerres, un intervalle qui s'évanouit sous nos yeux. Le capitalisme planifié corporatif ou d'Etat qui va la main dans la main avec l'Etat autoritaire, bonapartiste ou fasciste, demeure une uto-

(7) Il s'agit de l'accord du 16 novembre 1933 conclu au terme du voyage de Litvinov, commissaire du peuple aux affaires étrangères d'U.R.S.S., à Washington.

pie et un mensonge dans la mesure où il s'assigne officiellement la tâche d'une économie nationale harmonieuse sur la base de la propriété privée. Mais il est une réalité menaçante dans la mesure où il concentre toutes les forces économiques de la nation pour la préparation d'une nouvelle guerre. Le travail avance aujourd'hui à toute vitesse. Une nouvelle guerre mondiale frappe à la porte. Elle sera plus cruelle et plus destructive que la précédente. *Ce fait même fait de l'attitude vis-à-vis de la guerre qui vient la question clé de la politique prolétarienne.*

L 'U.R.S.S. et la guerre impérialiste

7. A une échelle historique, l'antagonisme entre l'impérialisme mondial et l'Union soviétique est infiniment plus profond que les antagonismes qui opposent les uns aux autres les pays capitalistes. Mais la contradiction de classe entre l'Etat ouvrier et les Etats capitalistes a une acuité qui varie en fonction de l'évolution de l'Etat ouvrier et des changements de la situation mondiale.

Le développement monstrueux de la bureaucratie soviétique et les difficiles conditions d'existence des masses travailleuses ont terriblement dégradé le pouvoir d'attraction de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la classe ouvrière mondiale. Les lourdes défaites de l'I.C. et de la politique extérieure nationale pacifiste du gouvernement soviétique n'ont pu, à leur tour, que diminuer les appréhensions de la bourgeoisie mondiale. Finalement, la nouvelle aggravation des contradictions internes du monde capitaliste oblige les gouvernements d'Europe et d'Amérique à aborder l'U.R.S.S. à cette étape, non du point de vue de la question principale, capitalisme ou socialisme, mais de celui du rôle conjoncturel de l'Etat soviétique dans la lutte entre les puissances impérialistes. Les pactes de non-agression (8), la reconnaissance de l'U.R.S.S. par le gouvernement de Washington, etc., sont les manifestations de cette situation internationale. Les efforts persistants de Hitler pour légaliser le réarmement allemand en soulignant le « danger à l'Est » ne rencontrent encore aucun écho, surtout de la France et de ses satellites, précisément parce que le danger révolutionnaire que constitue le communisme a perdu son acuité, en dépit de la terrible crise. *Les succès diplomatiques de l'Union soviétique* sont à attribuer, au moins dans une large mesure, à l'extrême affaiblissement de la révolution internationale.

(8) L'U.R.S.S. avait signé le 2 septembre 1933 un traité de non-agression avec l'Italie, et en 1932 avec la Pologne.

8. Ce serait pourtant une erreur fatale de considérer qu'une intervention armée contre l'Union soviétique est entièrement exclue de l'ordre du jour. Si les relations conjoncturelles sont moins tendues, les contradictions entre les systèmes sociaux subsistent pleinement. Le déclin continu du capitalisme conduira les gouvernements bourgeois à de grandes décisions. Toute guerre importante — quels qu'en soient les motifs initiaux — posera carrément la question de l'intervention militaire contre l'U.R.S.S., pour infuser du sang frais dans les veines sclérotiques du capitalisme.

L'incontestable et profonde dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique de même que le caractère national-conservateur de sa politique extérieure ne modifient pas la nature sociale de l'Union soviétique en tant que premier Etat ouvrier. Toutes sortes de théories démocratiques, idéalistes, ultra-gauchistes et anarchistes, ignorant le caractère des rapports de propriété soviétiques, socialiste dans ses tendances, niant ou ergotant à propos de la contradiction de classe entre l'U.R.S.S. et les Etats bourgeois, aboutiraient inéluctablement, surtout en cas de guerre, à des illusions politiques contre-révolutionnaires.

La défense de l'Union soviétique contre les coups des ennemis capitalistes, indépendamment des origines et des causes immédiates du conflit, est le devoir élémentaire et impératif de toute organisation ouvrière honnête.

La « défense nationale »

9. *L'Etat national* créé par le capitalisme dans sa lutte contre le régionalisme médiéval est devenu l'arme classique du capitalisme. Mais, à peine né, il devient un frein au développement économique et culturel. La contradiction entre les forces productives et le cadre de l'Etat national, en conjonction avec la contradiction principale — entre les forces productives et la propriété privée des moyens de production —, a fait de la crise du capitalisme celle du système social mondial.

10. Si les frontières des Etats pouvaient être effacées d'un seul coup, les forces productives, même sous le capitalisme, pourraient continuer à s'élever pendant un certain temps — au prix, il est vrai, d'innombrables sacrifices — à un niveau supérieur. Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production, les forces productives peuvent, comme le montre l'expérience de l'U.R.S.S., atteindre un niveau plus élevé même dans le cadre d'un seul Etat. Mais seule l'abolition de la propriété privée, avec

celle des frontières d'Etat entre nations, peut créer les conditions d'un système économique nouveau, *la société socialiste*.

11. La défense de l'Etat national, d'abord dans l'Europe balkanisée — le berceau de l'Etat national —, est au plein sens du terme une *tâche réactionnaire*. L'Etat national, avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes, ses douaniers, est devenu un obstacle terrible au développement économique et culturel de l'humanité. La tâche du prolétariat n'est pas de défendre l'Etat national, mais de le liquider complètement et définitivement.

12. Si l'Etat national actuel représentait un facteur progressiste, il faudrait le défendre indépendamment de sa forme politique, et, bien entendu, sans s'occuper de savoir qui « a commencé » la guerre. Il est absurde d'obscurcir la question de la fonction historique d'un Etat national par celle de la « culpabilité » d'un gouvernement donné. Doit-on refuser de sauver une maison d'habitation parce que le feu y a pris du fait de l'insouciance, voire de la malveillance de son propriétaire ? Mais il s'agit précisément ici d'une maison donnée, construite *non pour la vie, mais pour la mort*. Pour que les peuples puissent vivre, il faut raser jusqu'à ses fondations la structure de l'Etat national.

13. Un « socialiste » qui prêche la défense nationale est un petit-bourgeois réactionnaire au service du capitalisme en déclin. Ne pas se lier en temps de guerre à l'Etat national, suivre la carte, non de la guerre, mais de la lutte des classes, n'est possible que pour un parti qui a déjà déclaré une guerre inexpiable à l'Etat national en temps de paix. C'est seulement en réalisant pleinement le rôle objectivement réactionnaire de l'Etat impérialiste que l'avant-garde prolétarienne s'immunise contre toutes les sortes de social-patriotisme. Cela signifie qu'une rupture réelle avec l'idéologie et la politique de « défense nationale » n'est possible que du point de vue de la *révolution prolétarienne internationale*.

La question nationale et la guerre impérialiste

14. La classe ouvrière n'est pas indifférente à sa *nation*. Au contraire, c'est parce que l'histoire place entre ses mains le destin de la nation que la classe ouvrière refuse de confier à l'impérialisme la tâche de la liberté et de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme, lequel ne « sauve » la nation que pour la soumettre le lendemain à de nouveaux dangers pour les intérêts d'une minorité insignifiante d'exploiteurs.

13. Ayant utilisé la nation pour son développement, le capitalisme n'a nulle part, dans aucune région du monde, pleinement résolu le problème national. Les frontières de l'Europe de Versailles sont taillées dans la chair des nations. L'idée de retailler l'Europe capitaliste pour faire coïncider les limites des Etats avec celles des nations est la plus pure des utopies. Aucun gouvernement ne cédera un pouce de son territoire face à des moyens pacifiques. Une nouvelle guerre taillerait de nouveau l'Europe conformément à la carte de la guerre, et non aux limites des nations. La tâche d'autodétermination nationale complète et de coopération pacifique de tous les peuples d'Europe ne peut être résolue que sur la base de l'unification économique de l'Europe, débarrassée de la tutelle de la bourgeoisie. Le mot d'ordre des *Etats-Unis d'Europe* n'est pas seulement celui du salut des peuples balkaniques et'danubiens, mais aussi de celui des peuples allemand et français.

16. Une place particulièrement importante revient à la question des *pays coloniaux et semi-coloniaux d'Orient* qui combattent pour un Etat national indépendant. Leur lutte est incontestablement progressiste : arrachant les peuples arriérés à l'asiatisme, au régionalisme, à la soumission à l'étranger, ils portent des coups sévères aux Etats impérialistes. Mais il faut avant tout comprendre clairement que les révolutions tardives d'Asie et d'Afrique sont incapables d'ouvrir une nouvelle étape de renaissance de l'Etat national. La libération des colonies sera simplement un épisode gigantesque de la révolution socialiste mondiale, exactement comme le soulèvement démocratique tardif en Russie — qui était elle aussi un pays semi-colonial — ne constitua que la préface de la révolution socialiste.

17. En *Amérique du Sud*, où un capitalisme tardif et déjà décadent connaît les conditions d'une existence semi-féodale, c'est-à-dire semi-servile, les antagonismes mondiaux créent une lutte aiguë entre cliques compradores, des soulèvements continus à l'intérieur des Etats, et des conflits armés entre Etats. La bourgeoisie américaine, qui a été capable, pendant sa montée historique, d'unir en une seule fédération la moitié nord du continent américain, utilise maintenant toute la puissance qu'elle en a retirée pour diviser, affaiblir, réduire en esclavage la moitié sud. L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ne pourront s'arracher à l'arriération et à l'esclavage qu'en unissant leurs Etats dans une fédération puissante. Mais ce n'est pas la tardive bourgeoisie sud-américaine, agence vénale de l'impérialisme étranger, qui sera appelée à résoudre cette tâche, mais le jeune prolétariat sud-américain, dirigeant choisi par les masses opprimées. Le mot

d'ordre, dans la lutte contre la violence et les intrigues de l'impérialisme mondial et contre la sanglante besogne des cliques indigènes compradores, est donc : *Etats-Unis soviétiques d'Amérique centrale et du Sud*.

Le problème national se confond partout avec le problème social. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat mondial peut assurer une liberté de développement réelle et durable à toutes les nations de notre planète.

La défense de la démocratie

18. Le mensonge de la défense nationale se couvre, dans tous les cas où c'est possible, du mensonge complémentaire de *la défense de la démocratie*. Si les marxistes, même maintenant, à l'époque de l'impérialisme, n'identifient pas la démocratie au fascisme et sont prêts, à n'importe quel moment, à opposer une résistance au fascisme qui attaque la démocratie, le prolétariat ne doit-il pas, en temps de guerre également, soutenir les gouvernements démocratiques contre les gouvernements fascistes ?

Sophisme grossier ! *Nous défendons la démocratie contre le fascisme au moyen des organisations et par les méthodes du prolétariat*. Contrairement à la social-démocratie, nous ne donnons pas mandat pour cette défense à l'Etat de la bourgeoisie (« Staat, greif zu ! »). Mais si nous demeurons irréductiblement opposés au gouvernement le plus démocratique en temps de paix, pouvons-nous prendre sur nous, ne fût-ce qu'une ombre de responsabilité pour lui, en temps de guerre, quand toutes les abjections et tous les crimes du capitalisme revêtent la forme la plus brutale et la plus sanglante ?

19. *Une guerre moderne entre de grandes puissances signifie non pas un conflit entre démocratie et fascisme, mais une lutte entre deux impérialismes pour un nouveau partage du monde*. En outre, la guerre doit inévitablement revêtir un caractère international, et l'on trouvera dans l'un et l'autre camp aussi bien des Etats fascistes (semi-fascistes, bonapartistes, etc.) que des Etats « démocratiques ». La forme républicaine de l'impérialisme français ne l'empêchait pas en temps de paix de s'appuyer sur la dictature militaro-bourgeoise en Pologne, en Yougoslavie et en Roumanie, et elle ne l'empêchera pas en cas de besoin de restaurer la monarchie austro-hongroise pour en faire une barrière contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Enfin, en France même, la démocratie parlementaire, déjà passablement affaiblie

aujourd'hui, serait sans doute l'une des premières victimes de la guerre, si elle n'était renversée avant.

20. La bourgeoisie de plusieurs pays civilisés a déjà montré et continue de montrer qu'en cas de danger intérieur elle remplacera sans hésiter la forme parlementaire de sa domination par la forme autoritaire, dictatoriale, bonapartiste ou fasciste. Elle réalisera un tel changement d'autant plus vite et d'autant plus résolument pendant la guerre, quand ses intérêts fondamentaux de classe seront dix fois plus menacés par les dangers extérieurs et intérieurs. Dans ces conditions, le soutien par le parti ouvrier de « son » impérialisme national pour sa fragile coque démocratique signifierait *le renoncement à une politique indépendante et la démoralisation chauvine des ouvriers*, c'est-à-dire la destruction de la seule force capable de sauver l'humanité de la guerre.

21. « La lutte pour la démocratie » en temps de guerre signifiera avant tout la lutte pour la sauvegarde de la presse et des organisations ouvrières contre les déchaînements de la censure et des autorités militaires. Sur le terrain de ces tâches, l'avant-garde révolutionnaire recherchera le front unique avec les autres organisations ouvrières — *contre son propre gouvernement démocratique* — mais en aucun cas ne recherchera l'union avec son gouvernement contre le pays ennemi.

22. Une guerre impérialiste se situe au-dessus de la question de la forme du pouvoir étatique du capital. Elle pose devant toute bourgeoisie nationale la question du sort du capitalisme national et devant les bourgeoisies de tous les pays la question du sort du capitalisme en général. C'est seulement ainsi que le prolétariat doit lui aussi poser la question : *capitalisme ou socialisme*, triomphe de l'un des camps impérialistes ou révolution prolétarienne ?

La défense des petits Etats neutres

23. Le concept de défense nationale, surtout quand il coïncide avec l'idée de la défense de la démocratie, peut très facilement abuser des ouvriers des pays petits et neutres — Suisse, partiellement Belgique ou pays Scandinaves — lesquels, étant incapables de s'engager dans une politique indépendante de conquêtes, ont placé la défense de leurs frontières nationales à la hauteur d'un dogme absolu. Mais, précisément, l'exemple de la Belgique nous montre comment la neutralité formelle est remplacée par un système de pactes impérialistes, et comment, inévitablement, la guerre de « défense nationale » mène à une paix annexionniste. Le caractère de la guerre n'est pas déterminé par l'épisode initial

pris en lui-même (« violation de la neutralité », « invasion », etc.) mais par les forces motrices de la guerre, son développement et les conséquences qu'il entraîne finalement.

24. On peut accepter sans discussion l'idée que la bourgeoisie suisse ne prendra pas l'initiative d'une guerre. En ce sens, elle a formellement plus de droit qu'une autre bourgeoisie à parler de sa *position défensive*. Mais, à partir du moment où la Suisse peut se trouver engagée dans une guerre par le cours des événements, elle entrera dans le conflit des puissances mondiales à la poursuite de buts également impérialistes. Si sa neutralité était violée, la bourgeoisie suisse s'allierait au plus fort des deux qui l'attaqueraient sans se préoccuper de savoir qui aurait la plus grande responsabilité dans la violation de sa neutralité, ni dans lequel des deux camps il y aurait le plus de « démocratie ». Ainsi, pendant la dernière guerre, la Belgique, alliée du tsarisme, n'a pas le moins du monde quitté le camp des Alliés quand, au cours de la guerre, ces derniers ont jugé bon de violer la neutralité de la Grèce.

Seul un triste petit-bourgeois sans espoir, sorti d'un misérable village suisse comme Robert Grimm (9), peut sérieusement penser que la guerre mondiale dans laquelle il est entraîné se mène pour la défense de l'indépendance de la Suisse. De même que la dernière guerre a balayé la neutralité de la Belgique, de même la nouvelle ne laissera pas trace de l'indépendance suisse. Qu'après la guerre, la Suisse retrouve son unité d'Etat, même son indépendance, ou qu'elle soit divisée entre la France, l'Allemagne et l'Italie, dépend de facteurs européens et mondiaux parmi lesquels la « défense nationale » de la Suisse sera secondaire.

Nous voyons donc que, pour la Suisse également, laquelle n'a pas de colonies, et où l'idée de défense nationale apparaît sous sa forme la plus pure, les lois de l'impérialisme ne souffrent pas d'exception. A l'exigence de la bourgeoisie suisse, « Ralliez la politique de défense nationale », le prolétariat suisse doit répliquer par une politique de *défense de classe* qui lui permette de passer ensuite à l'offensive révolutionnaire.

La II^e Internationale et la guerre

25. L'exigence de la *défense nationale* découle du dogme selon lequel la solidarité nationale serait au-dessus de la lutte des classes. En fait, aucune classe possédante n'a jamais reconnu la

(9) Robert GRIMM (1881-1958), dirigeant du P.S. suisse, pacifiste-centriste pendant la guerre, avait été l'un des animateurs de l'U.P.S. (Internationale 2 1/2) avant de revenir en 1923 avec son parti à la 11^e Internationale.

défense de la patrie en tant que telle, c'est-à-dire dans toutes les conditions : elle a seulement couvert par cette formule la défense de sa propre situation privilégiée dans cette patrie. Les classes dominantes qui ont été renversées sont toujours devenues « défaitistes », c'est-à-dire qu'elles ont toujours été prêtes à restaurer leurs privilèges à l'aide des armes étrangères (10).

Les classes opprimées qui n'ont pas conscience de leurs intérêts et ont l'habitude des sacrifices, prennent le mot d'ordre de « défense nationale » pour argent comptant, c'est-à-dire comme un devoir absolu, au-dessus des classes. Le crime historique majeur des partis de la II^e Internationale est de nourrir et de renforcer *les habitudes serviles et les traditions d'opprimés*, neutralisant leur indignation révolutionnaire et faussant la conscience de classe par des idées patriotiques.

Si le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie à la fin de la grande guerre, si l'humanité se débat aujourd'hui dans les tourments de la crise, si une nouvelle guerre menace de faire de villes et villages des monceaux de ruines, la responsabilité principale de ces crimes et de ces désastres incombe à la II^e Internationale.

26. La politique du social-patriotisme fait que les masses sont *désarmées devant le fascisme*. Si, en temps de guerre, il faut rejeter la lutte de classes au nom des intérêts de la nation, alors il faut aussi abjurer le « marxisme » en temps de crise économique grave, qui ne menace pas moins la nation que ne le fait la guerre. Rosa Luxemburg (11) a épuisé cette question en avril 1915 lorsqu'elle écrivit : « Ou bien la lutte de classes est également l'impérieuse loi de l'existence du prolétariat en temps de guerre ou bien elle est, en temps de paix, un crime contre les intérêts nationaux et la sécurité de la patrie. » L'idée des « intérêts nationaux » et de la « sécurité de la patrie », le fascisme en fait des fers pour enchaîner pieds et poings le prolétariat.

(10) L'exemple le plus classique du « défaitisme » des classes dirigeantes expropriées est évidemment celui des nobles français émigrés qui tentèrent pendant la révolution et l'Empire de revenir en France « dans les fourgons de l'ennemi ». Mais on est également frappé du nombre de Russes blancs qui devaient combattre, à partir de 1941, dans les rangs des unités « russes » de l'armée allemande — parmi eux le général Turkul qui avait entrepris au début des années trente d'assassiner Trotsky.

(11) Rosa LUXEMBURG (1871-1919). née en Pologne, avait milité dans son pays, puis en Suisse et enfin en Allemagne où elle était le chef de file de la gauche du parti social-démocrate allemand. Dès août 1914, elle tenta d'organiser la résistance à la politique d'union sacrée. Le texte cité est extrait de son article sur « La reconstruction de l'internationale » paru dans le numéro 1 de la revue *Die Internationale* en mars 1915.

27. La *social-démocratie allemande* a soutenu la politique extérieure de Hitler, jusqu'à ce que Hitler la chasse. Le remplacement définitif de la démocratie par le fascisme a montré que la social-démocratie ne demeure patriote que tant que le régime politique lui assure profits et privilèges. Dans l'émigration, les anciens patriotes des Hohenzollern (12) retournent leur veste d'un seul coup et sont prêts à saluer une guerre préventive de la bourgeoisie française contre Hitler. La II^e Internationale a amnistié sans la moindre difficulté Wels et Cie (13), qui, dès demain, si la bourgeoisie allemande leur fait signe, redeviendront des patriotes ardents.

28. Les *socialistes français, belges, etc.*, ont répondu aux événements d'Allemagne par une alliance ouverte avec leur propre bourgeoisie sur la question de la « défense nationale ». La social-démocratie française et les syndicats réformistes parlent dans leurs congrès de l'inhumanité des guerres *en général*, entendant par là surtout une guerre de revanche de la part de l'Allemagne.

Les partis qui soutiennent les brutalités du brigandage colonial, où il s'agit seulement d'arracher de nouveaux profits, soutiendront les yeux fermés tout gouvernement national dans une grande guerre où il s'agira du sort de la république bourgeoise elle-même.

29. L'incompatibilité de la politique social-démocrate avec les intérêts historiques du prolétariat est incomparablement plus profonde et plus aiguë aujourd'hui qu'à la veille de la guerre impérialiste. La lutte contre les préjugés patriotiques des masses signifie avant tout une *lutte sans merci contre la II^e Internationale* en tant qu'organisation, programme, drapeau.

Le centrisme et la guerre

30. La première guerre impérialiste avait complètement dissous la II^e Internationale en tant que parti *révolutionnaire*, et créé ainsi la nécessité, comme la possibilité, de fonder la III^e Internationale. Mais la « révolution » républicaine en Allemagne et en

(12) La dynastie des Hohenzollern régna d'abord sur la Prusse, puis sur l'Empire allemand à partir de 1871, jusqu'à l'abdication de Guillaume II en novembre 1918. Les social-démocrates allemands avaient préconisé et pratiqué l'union sacrée pour la défense de l'Empire des Hohenzollern depuis 1914.

(13) Otto WELS (1873-1939) avait été l'un des chefs de file de l'aile social-chauvine du parti social-démocrate allemand, puis son « homme fort » contre la révolution de 1918-19 à Berlin. Les socialistes français et belges l'avaient pour ainsi dire « amnistié » de ses attaques contre la Belgique et la France lorsqu'ils s'étaient prononcés après la guerre pour le rétablissement de la II^e Internationale.

Autriche-Hongrie (14), la démocratisation du droit de vote dans nombre de pays, les concessions de la bourgeoisie européenne, effrayée, dans le domaine de la législation sociale au cours des premières années de l'après-guerre — tout cela, en conjonction avec la désastreuse politique des épigones du léninisme, a donné à la II^e Internationale un répit considérable, non plus en tant que parti révolutionnaire, mais en tant que parti ouvrier conservateur-libéral de réformes pacifiques. Très vite, cependant — et finalement avec l'explosion de la dernière crise —, toutes les possibilités dans la voie des réformes se révélèrent épuisées. La bourgeoisie passait à la contre-attaque. Traîtreusement, la social-démocratie abandonnait un acquis après l'autre. Toutes les sortes de réformisme — socialisme municipal, parlementaire, syndical, coopératif — ont subi dans les dernières années faillites et catastrophes irréparables. Le résultat est que la préparation d'une nouvelle guerre trouve la II^e Internationale la nuque brisée. Les partis social-démocrates traversent un intense processus de décoloration. Le réformisme consistant revêt des couleurs nouvelles : il se tait ou il fait scission. A sa place, *différentes nuances de centrisme*, sous la forme de nombreuses fractions dans les vieux partis, ou d'organisations indépendantes.

31. Sur la question de la défense de la patrie, *les réformistes masqués et les centristes de droite* (Léon Blum, H. De Man, Robert Grimm, Martin Tranmael, Otto Bauer (15) et autres) ont de plus en plus recours aux formules diplomatiques confuses et conditionnelles, calculées en même temps pour apaiser la bourgeoisie et duper les travailleurs. Ils proposent des « plans » économiques et une série de revendications sociales, promettant de défendre la patrie contre le « fascisme » étranger, dans la mesure où la bourgeoisie nationale soutiendra leur programme. Leur objectif, en posant ainsi la question, est d'obscurcir la question du

(14) Allusion au fait que la révolution allemande de novembre 1918 avait abouti à la chute de l'empire et à la république dont la Constitution devait être élaborée en 1919 à Weimar ; de même, la révolution de 1918 amena la chute de la dynastie des Habsbourg en Autriche-Hongrie et la naissance d'un certain nombre de républiques nationales.

(15) Trotsky énuméré ici des hommes divers mais d'accord sur l'essentiel. Sur Léon Blum, cf. n. 4, p. 33. Hendrik DE MAN (1885-1953) avait élaboré le « Plan du Travail » qui avait été adopté en décembre 1933 par le congrès du parti ouvrier belge. Martin TRANMAEL (1879-1967), ancien syndicaliste révolutionnaire, dirigeant du parti ouvrier norvégien (D.N.A.) depuis 1918, l'avait conduit à la III^e Internationale en 1919 et la lui avait fait quitter en 1923 ; il était en train de préparer son retour à la II^e Internationale. Otto BAUER (1881-1938) était le dirigeant et principal théoricien du parti social-démocrate autrichien, et symbolisait l'« austro-marxisme ».

caractère de classe de l'Etat en esquivant le problème de la conquête du pouvoir, et, sous le couvert d'un plan « socialiste », d'entraîner le prolétariat dans la défense de la patrie capitaliste.

32. *Les centristes de gauche*, qui se caractérisent à leur tour par leurs nombreuses nuances (S.A.P. d'Allemagne, O.S.P. de Hollande, I.L.P. d'Angleterre, les groupes Zyromski, Pivert (16) et autres en France), en arrivent en paroles à refuser la défense nationale. Mais ils ne tirent pas les conclusions pratiques de ce refus. La plus grande partie de leur internationalisme, sinon ses neuf dixièmes, garde un caractère platonique. Ils ont peur de rompre avec les centristes de droite ; au nom de la lutte contre le « sectarisme », ils luttent contre le marxisme, refusent de combattre pour une Internationale révolutionnaire et restent dans la II^e, à la tête de laquelle se trouve le laquais du roi, Vandervelde. Expriment à certains moments la poussée à gauche des masses, les centristes, en dernière analyse, freinent le regroupement révolutionnaire à l'intérieur du prolétariat et freinent par conséquent la lutte contre la guerre.

33. Par son essence même, le centrisme signifie absence d'enthousiasme et hésitation. Mais, moins que tout autre, le problème de la guerre est favorable à une *politique d'hésitations*. Pour les masses, le centrisme n'est toujours qu'une étape transitoire. Le danger croissant de guerre ne fera qu'accentuer la différenciation au sein des groupes centristes qui dominent aujourd'hui le mouvement ouvrier. L'avant-garde prolétarienne sera d'autant mieux armée pour la lutte contre la guerre qu'elle se sera plus tôt et plus complètement libérée de la toile d'araignée du centrisme. Il est absolument nécessaire, pour l'emporter dans cette voie, de poser clairement et sans concession toutes les questions liées à la guerre.

(16) Le S.A.P., formé en 1931 à la suite d'une scission à gauche dans le parti social-démocrate allemand, était dirigé depuis janvier 1933 par d'anciens communistes de l'opposition de « droite » (brandlérienne), notamment Jakob Walcher. L'O.S.P. s'était formé en 1932 à la suite de la scission de l'aile gauche du parti social-démocrate hollandais, dirigée par J. De Kadt et P. J. Schmidt. Ces deux partis avaient signé en août 1933, avec le R.S.P. et l'Opposition de gauche, la « déclaration des quatre sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale ». Mais ils avaient ensuite refusé de s'engager dans la construction de la IV^e Internationale et étaient demeurés membres du regroupement international de l'I.A.G. que dirigeait le « bureau de Londres », et dont faisait également partie l'Independent Labour Party (I.L.P.) britannique. Jean Zyromski et Marceau Pivert étaient les dirigeants de la gauche socialiste qui venait d'apparaître. Jean ZYROMSKI (1890-1975), employé à la préfecture de Paris, était le principal dirigeant de la tendance de gauche *La Bataille socialiste*, et secrétaire de la fédération S.F.I.O. de la Seine. Marceau PIVERT (1895-1958), professeur, était l'autre animateur de cette tendance et secrétaire adjoint de la fédération. Ces deux hommes — entre lesquels on ne

La diplomatie soviétique et la révolution internationale

34. Après la conquête du pouvoir, le prolétariat lui-même passe sur la position de la « défense de la patrie ». Mais, à partir de là, cette formule prend un contenu entièrement nouveau. L'Etat ouvrier isolé n'est pas une entité qui se suffit à elle-même, mais seulement un *terrain d'exercice pour la révolution mondiale*. En défendant l'U.R.S.S., le prolétariat ne défend pas des frontières nationales, mais une dictature socialiste temporairement bornée par des frontières nationales. C'est seulement la compréhension profonde que la révolution prolétarienne ne peut être achevée à l'intérieur d'un cadre national, que, sans la victoire du prolétariat dans les pays avancés, tous les succès de la construction socialiste en U.R.S.S. sont voués à l'échec, qu'en dehors de la révolution internationale il n'est de salut pour aucun pays au monde, que la société socialiste ne peut être construite que sur la base d'une coopération internationale — ce sont seulement des convictions solidement ancrées dans le sang et la moelle qui peuvent créer une base sûre pour une politique prolétarienne révolutionnaire en cas de guerre.

35. La politique étrangère des Soviets, découlant de la théorie du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire ignorant en fait les problèmes de la révolution internationale, repose sur une double base : le *désarmement général* et la *condamnation de l'agression*. Que le gouvernement soviétique, à la recherche de garanties diplomatiques, ait dû recourir à une présentation formelle des problèmes de la guerre et de la paix, cela provient des conditions de l'encerclement capitaliste. Mais ces méthodes d'adaptation à l'ennemi, imposées par la faiblesse de la révolution internationale, et, dans une large mesure, par les fautes antérieures du gouvernement soviétique lui-même, ne peuvent en aucune façon être érigées à la hauteur d'un système universel. Mais les actes et les discours de la diplomatie soviétique, qui ont beaucoup transgressé les limites des compromis pratiques inévitables et admissibles, ont été érigés en base inviolable et sacrée de la politique internationale de la III^e Internationale, et sont devenus la source des illusions pacifistes et des bévues social-patriotiques les plus flagrantes.

36. Le *désarmement* n'est pas un moyen contre la guerre, puisque — ainsi que l'a montré l'expérience même de l'Allemagne — le désarmement épisodique n'est qu'une étape sur pouvait encore déceler aucune divergence de taille — avaient joué un rôle important dans la marche vers l'unité d'action entre P.C. et S.F.I.O. du fait de leurs positions politiques et de leurs fonctions.

la route d'un nouveau réarmement. La possibilité d'un réarmement nouveau et très rapide est inhérente à la technique industrielle moderne. Le désarmement « général », même s'il pouvait être réalisé, signifierait seulement le renforcement de la supériorité des pays industriels les plus puissants. Un « désarmement de 50 » n'est pas la voie du désarmement complet, mais celle du réarmement total à 100 %. Présenter le désarmement comme « le seul moyen d'empêcher la guerre », c'est égarer les ouvriers au profit d'un front commun avec les pacifistes petits-bourgeois.

37. Nous ne pouvons un seul instant discuter le droit du gouvernement soviétique de définir avec la plus grande précision le terme d'*agression* dans tout accord avec les impérialistes. Mais, tenter de transformer cette formule conditionnelle légaliste en un régulateur suprême des rapports internationaux, c'est substituer des critères conservateurs aux critères révolutionnaires, réduire la politique internationale du prolétariat à la défense des annexions existantes et des frontières tracées par la force.

38. Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous considérons une guerre révolutionnaire comme un des moyens de la politique prolétarienne au même titre qu'une insurrection. Notre attitude vis-à-vis de la guerre n'est pas déterminée par la formule légaliste de l'« agression », mais par la question de savoir quelle classe fait la guerre, pour quels objectifs. Dans le conflit entre Etats, comme dans la lutte de classes, « défense » et « agression » ne sont que des questions relevant de la pratique, non d'une forme juridique ou éthique. Le seul critère de l'agression fournit une base pour soutenir la politique social-patriotique de MM. Léon Blum, Vandervelde et autres, lesquels, grâce à Versailles, ont la possibilité de défendre un butin impérialiste tout en ayant l'air de défendre la paix.

39. La célèbre formule de Staline : « Nous ne voulons pas un pouce de sol étranger, mais nous n'abandonnerons pas un pouce du nôtre », représente un programme conservateur pour le maintien du *statu quo* en contradiction radicale avec la nature agressive de la révolution prolétarienne. *L'idéologie du socialisme dans un seul pays* conduit inévitablement à embrouiller la question du rôle réactionnaire de l'Etat national, à la conciliation avec lui, à son idéalisation, à la réduction de l'importance de l'internationalisme révolutionnaire.

40. Les dirigeants de la III^e Internationale justifient la politique de la diplomatie soviétique en expliquant que *l'Etat ouvrier doit utiliser les contradictions à l'intérieur du camp de l'impéria-*

lisme. Cette affirmation, incontestable en elle-même, a cependant besoin d'être concrétisée.

La politique extérieure de toute classe est la continuation et le développement de sa politique intérieure. Si le prolétariat au pouvoir doit discerner et utiliser les contradictions dans le camp de ses ennemis extérieurs, le prolétariat qui lutte pour le pouvoir doit savoir discerner et utiliser les contradictions dans le camp de ses ennemis de l'intérieur. Le fait que la III^e Internationale se soit révélée absolument incapable de comprendre et d'utiliser les contradictions entre la politique réformiste et le fascisme a directement conduit à la plus grande défaite du prolétariat et l'a confronté au danger d'une nouvelle guerre.

D'un autre côté, les contradictions entre les gouvernements impérialistes ne doivent pas être utilisées d'un autre point de vue que celui de la révolution internationale. La défense de l'U.R.S.S. n'est concevable que si l'avant-garde prolétarienne internationale est indépendante de la politique de la diplomatie soviétique ; que si elle jouit d'une totale liberté de dévoiler ses méthodes nationalistes conservatrices dirigées contre les intérêts de la révolution internationale, et, ainsi, du coup, contre ceux de l'Union soviétique.

L'U.R.S.S. et les combinaisons impérialistes

41. Le gouvernement soviétique est en train de changer d'attitude à l'égard de la S.D.N. (17). La III^e Internationale, comme d'habitude, répète servilement les mots et les gestes de la diplomatie soviétique. Toutes sortes d'« ultra-gauches » prennent avantage de ce tournant pour reléguer une fois de plus l'Union soviétique parmi les Etats bourgeois. La social-démocratie, en fonction de ses considérations nationales propres, interprète la « réconciliation » de l'U.R.S.S. avec la S.D.N. comme une preuve du caractère bourgeois nationaliste de la politique de Moscou, ou, au contraire, comme la réhabilitation de la S.D.N. et, en général, de toute l'idéologie pacifiste. Dans cette question également, le point de vue marxiste n'a rien de commun avec l'une quelconque de ces appréciations de petits-bourgeois.

(17) La question de l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. était virtuellement posée par le début de son rapprochement avec la France, marqué par les voyages à Moscou des radicaux Herriot et Pierre Cot en 1933. Litvinov avait démenti en décembre 1933 les rumeurs en ce sens mais, en mars 1934, le gouvernement soviétique avait sondé sur ce point Londres et Paris. Le ministre Barthou avait formellement suggéré à Litvinov l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. La question allait être réglée positivement par l'admission de l'U.R.S.S. le 10 septembre suivant.

Notre attitude de principe vis-à-vis de la S.D.N. ne diffère pas de notre attitude vis-à-vis de chaque Etat impérialiste en particulier, qu'il en soit membre ou non. Les manœuvres de l'Etat soviétique entre les gouvernements impérialistes antagonistes supposent également une politique de manœuvres avec la S.D.N. Tant que le Japon et l'Allemagne en étaient membres, elle menaçait de devenir une arène pour un accord aux dépens de l'U.R.S.S. entre les plus importants des brigands impérialistes. Après le départ de la S.D.N. des plus immédiats et pires ennemis de l'Union soviétique, l'Allemagne et le Japon, elle s'est partiellement modifiée, pour devenir un bloc des alliés et vassaux de l'impérialisme français et partiellement un champ de bataille entre la France, l'Angleterre et l'Italie. Telle ou telle combinaison avec la S.D.N. peut être imposée à l'Union soviétique qui navigue entre deux blocs impérialistes qui lui sont par essence également hostiles.

42. Tout en se rendant compte avec réalisme de la situation existante, l'avant-garde prolétarienne doit en même temps mettre au premier plan les considérations suivantes :

a) La nécessité pour l'U.R.S.S., seize ans et plus après la révolution d'Octobre, de rechercher un rapprochement avec la S.D.N. et de le couvrir de formules pacifistes abstraites est le résultat de l'extrême *affaiblissement de la révolution prolétarienne internationale*, et, par là, de la position internationale de l'U.R.S.S.

b) Les formulations pacifistes abstraites de la diplomatie soviétique, les compliments qu'elle adresse à la S.D.N. n'ont rien de commun avec la politique du parti prolétarien international, qui refuse d'endosser leurs responsabilités, et, au contraire, dénonce leur vide et leur hypocrisie afin de mieux mobiliser le prolétariat sur la base d'une claire compréhension des forces et antagonismes réels.

43. Dans la situation existante, *une alliance de l'U.R.S.S. avec un Etat impérialiste ou un bloc impérialiste* contre un autre, en cas de guerre, ne doit pas être considérée comme exclue. Sous la pression des circonstances, une alliance temporaire de ce type peut devenir une nécessité de fer, sans cesser pour autant, cependant, de constituer un danger grave, tant pour l'U.R.S.S. que pour la révolution mondiale.

Le prolétariat international ne refusera pas de défendre l'U.R.S.S. si cette dernière se trouve obligée de s'allier militairement à des impérialismes contre d'autres. Mais, dans ce cas, plus

encore, le prolétariat international doit sauvegarder son indépendance politique totale vis-à-vis de la diplomatie soviétique, et ainsi, de même, vis-à-vis de la bureaucratie de la III^e Internationale.

44. Demeurant le défenseur déterminé et dévoué de l'Etat ouvrier dans sa lutte contre l'impérialisme, le prolétariat international ne deviendra cependant pas un allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve l'allié de l'U.R.S.S. doit conserver pleinement et complètement son irréductible *hostilité au gouvernement impérialiste de son propre pays*. En ce sens, sa politique ne sera pas différente de celle d'un prolétariat dans un pays qui combat l'U.R.S.S. Seulement, dans la nature des actions pratiques, il peut apparaître, en fonction des conditions concrètes de la guerre, des différences considérables. Par exemple, il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines à l'U.R.S.S. Mais le prolétariat d'un pays combattant l'U.R.S.S. devrait absolument recourir à de telles actions : grèves, sabotages, etc.

45. Une opposition prolétarienne intransigente à l'allié impérialiste de l'U.R.S.S. doit se développer d'une part sur la base d'une politique internationale de classe, de l'autre sur la base des objectifs impérialistes du gouvernement en question, le caractère traître de cette « alliance », ses spéculations à propos de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., etc. La politique d'un parti prolétarien, dans un pays impérialiste « allié », comme dans un pays impérialiste ennemi, devrait donc être orientée vers le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et la prise du pouvoir. C'est seulement dans cette voie que pourra être réalisée une *alliance véritable avec l'U.R.S.S.*, et que le premier Etat ouvrier pourra être sauvé du désastre.

46. A l'intérieur de l'U.R.S.S., la guerre contre l'intervention impérialiste provoquera sans aucun doute une véritable explosion d'authentique enthousiasme au combat. Toutes les contradictions et tous les antagonismes sembleront surmontés, ou, du moins, relégués au second plan. Les jeunes générations d'ouvriers et de paysans qui sont sorties de la révolution se révéleront sur le champ de bataille comme une colossale force dynamique. L'industrie centralisée, en dépit de ses lacunes et de ses défauts, révélera sa supériorité pour faire face aux besoins de la guerre. Le gouvernement de l'U.R.S.S. a sans aucun doute constitué des réserves considérables de ravitaillement qui seront suffisantes pour les débuts de la guerre.

Les états-majors des Etats impérialistes réalisent clairement *qu'ils auront à affronter dans l'Armée rouge* un adversaire puissant avec lequel la lutte exigera beaucoup de temps et une tension terrifiante des forces.

47. Mais, précisément, la longueur de la guerre révélera inévitablement les contradictions entre l'économie de transition de l'U.R.S.S. et sa planification bureaucratique. Les nouvelles entreprises géantes peuvent, dans bien des cas, s'avérer n'être que du capital mort. Sous l'influence des besoins aigus du gouvernement en produits de première nécessité, les tendances individualistes de l'économie paysanne se renforceront considérablement, et les forces centrifuges grandiront au fil des mois au sein des *kolkhozes*. Le gouvernement d'une bureaucratie incontrôlée se transformera en dictature de guerre. L'absence d'un parti vivant, en tant que contrôle politique et régulateur, conduira à une accumulation extrême des contradictions. Dans l'atmosphère brûlante de la guerre, on peut s'attendre à des tournants brutaux vers des principes individualistes en agriculture et dans l'industrie artisanale, vers des essais pour attirer le capital étranger et « allié », des brèches dans le monopole du commerce extérieur, l'affaiblissement du contrôle gouvernemental sur les trusts, l'aggravation de la compétition entre eux, des conflits entre eux et les travailleurs, etc. Dans la sphère politique, ce processus peut signifier l'achèvement du bonapartisme avec les changements correspondants — ou quelques-uns d'entre eux — dans les rapports de propriété. En d'autres termes, dans le cas d'une guerre longue, *le prolétariat mondial restant passif*, les contradictions sociales internes en U.R.S.S. non seulement peuvent conduire, mais également conduiraient à une *contre-révolution bourgeoise-bonapartiste*.

48. Les conclusions politiques qui en découlent sont évidentes :

a) Seule la révolution prolétarienne en Occident peut sauver l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier dans le cas d'une guerre prolongée.

b) La préparation d'une révolution prolétarienne dans des pays « amis », « alliés », aussi bien qu'ennemis, n'est concevable qu'avec l'indépendance complète de l'avant-garde prolétarienne mondiale vis-à-vis de la bureaucratie soviétique.

c) Le soutien inconditionnel de l'U.R.S.S. contre les armées impérialistes doit aller de pair avec la critique marxiste révolutionnaire de la guerre et de la politique diplomatique du gouvernement

soviétique, et avec la formation, à l'intérieur de l'U.R.S.S., d'un parti révolutionnaire authentique de bolcheviks-léninistes.

La HI Internationale et la guerre*

49. Ayant abandonné une ligne principielle sur la question de la guerre, la III^e Internationale balance *entre le défaitisme et le social-patriotisme*. En Allemagne, la lutte contre le fascisme a été transformée en une concurrence de marché sur une base nationaliste (18). Le mot d'ordre de « libération nationale », avancé à côté de celui de « libération sociale », déforme gravement la perspective révolutionnaire et ne laisse pas de place au défaitisme. Sur la question de la Sarre, le P.C. a commencé par une servilité obséquieuse vis-à-vis de l'idéologie du national-socialisme et ne s'en est détaché qu'à la suite d'éclatements internes (19).

Quel mot d'ordre la section allemande de la III^e Internationale avancera-t-elle en cas de guerre ? « La défaite de Hitler est le moindre mal » ? Mais si le mot d'ordre de « libération nationale » était juste sous les « fascistes » Müller et Brüning (20), comment ne pourrait-il plus l'être sous Hitler ? Ou bien les mots d'ordre nationalistes ne sont-ils bons qu'en temps de paix et non en temps de guerre ? Réellement, les épigones du léninisme ont *tout fait*, jusqu'au bout, pour s'égarer eux-mêmes et pour égarer la classe ouvrière.

50. *L'impuissance de la III^e Internationale sur le plan révolutionnaire* est le résultat direct de cette fatale politique. Après la catastrophe allemande, l'insignifiance politique des soi-disant partis communistes s'est révélée dans tous les pays où ils avaient

(18) Pendant la période de montée du nazisme, la propagande communiste avait repris à son compte quelques-uns des thèmes du parti nazi, et notamment des expressions comme « révolution populaire » et « libération nationale », se livrant à une sorte de surenchère sur le terrain même des nazis.

(19) Jusqu'en août 1933, le K.P.D. avait défendu le mot d'ordre du rattachement de la Sarre à l'Allemagne où les nazis étaient pourtant au pouvoir depuis janvier. En août, il avait lancé le mot d'ordre de « Sarre rouge dans une Allemagne des conseils », peu explicite quant à l'attitude à adopter lors du plébiscite prévu. Un militant de l'Opposition de gauche, Karl GROHL, dit Karl FRIEDBERG (né en 1896), raconte dans ses mémoires (Karl RETZLAW. *Spartakus*, pp. 328 sq) qu'on enregistra alors plus de 800 démissions du parti en Sarre. 11 prit l'initiative d'une lettre ouverte de protestation qui obligea le parti à effectuer un tournant.

(20) Hermann MÖLLER-FRANKEN (1876-1931), dirigeant social-démocrate allemand, avait été chancelier à la tête d'un gouvernement de « grande coalition » (social-démocrates, centre catholique, partis démocrate et populaire, représentants de la grande bourgeoisie) de 1928 à mars 1930. Il avait été remplacé par Heinrich BRÜNING (1885-1970), ancien syndicaliste chrétien, leader du centre catholique, qui avait mené jusqu'en 1932 une politique d'austérité et de déflation. Le K.P.D. avait qualifié ces deux gouvernements de « fascistes ».

quelque épreuve à subir. La section française, qui s'est montrée absolument incapable de soulever même quelques dizaines de milliers d'ouvriers contre le pillage colonial en Afrique, révélera sans aucun doute avec plus d'éclat encore sa faillite à l'heure du prétendu danger national.

51. La lutte contre la guerre, impensable sans la mobilisation révolutionnaire des larges masses travailleuses des villes et des villages, exige en même temps une influence directe dans *Varmée* et la *marine*, d'une part, les *transports*, de l'autre. Mais il est impossible d'influencer les soldats sans influencer la jeunesse ouvrière et paysanne. L'influence dans le domaine des transports présuppose un solide bastion dans les syndicats. Alors que, pendant ce temps, avec l'aide de l'internationale syndicale rouge (21), la III^e Internationale a perdu toutes ses positions dans le mouvement syndical et s'est coupée de l'accès à la jeunesse travailleuse. Parler dans ces conditions de lutte contre la guerre équivaut à souffler des bulles de savon. Il ne faut se faire aucune illusion : au cas d'une attaque impérialiste contre l'U.R.S.S., la III^e Internationale se montrera un zéro complet.

Le pacifisme « révolutionnaire » et la guerre

52. En tant que courant indépendant, le pacifisme petit-bourgeois « de gauche » part des prémisses qu'il serait possible d'assurer la paix par des moyens particuliers, spéciaux, extérieurs à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution socialiste. Par des articles et discours, les pacifistes s'efforcent d'inculquer la « haine de la guerre », soutiennent les objecteurs de conscience, prêchent boycottage et grève générale — ou plutôt le mythe de la grève générale — contre la guerre. Les plus « révolutionnaires » des pacifistes ne sont même pas opposés parfois à parler d'insurrection contre la guerre. Mais tous en général, et chacun en particulier, n'ont aucune idée du lien indissoluble qui relie l'insurrection à la lutte de classes et à la politique du parti révolutionnaire. Pour eux, l'insurrection ne constitue qu'une menace contre la classe dirigeante, non l'affaire d'un effort lent et continu.

Exploitant l'attachement naturel des masses pour la paix et le dévoyant, les pacifistes petits-bourgeois se transforment ainsi, en définitive, en soutiens inconscients de l'impérialisme. En cas de

(21) L'Internationale syndicale rouge ou *Profintern* avait été fondée en 1921 face à la fédération syndicale internationale d'Amsterdam. Depuis le début de la « troisième période », elle était l'un des éléments capitaux dans la politique de l'I.C. de scission des syndicats de masse et de constitution de « syndicats rouges » généralement très minoritaires.

guerre, l'écrasante majorité des « alliés » pacifistes se retrouvera dans le camp de la bourgeoisie et utilisera l'autorité que la III^e Internationale leur a conférée par son tapage publicitaire en désorientant l'avant-garde par le patriotisme.

53. Le *congrès d'Amsterdam* contre la guerre (22), comme le *congrès de Paris* contre le fascisme (23), organisés par la III^e Internationale, sont des exemples classiques de la substitution à la lutte de classe révolutionnaire de la politique petite-bourgeoise des manifestations, des parades tapageuses, des villages à la Potemkine (24). Au lendemain de ces protestations criardes contre la guerre *en général*, ces éléments hétéroclites artificiellement rassemblés par des manipulations de coulisses s'éparpillèrent dans toutes les directions et ne lèveront pas le petit doigt contre une guerre *donnée*.

54. La substitution au front unique prolétarien, c'est-à-dire à l'accord de combat des organisations ouvrières, d'un bloc de la bureaucratie communiste et des petits-bourgeois pacifistes — parmi lesquels, pour un confusionniste honnête, se trouvent des dizaines de carriéristes — conduit à *un éclectisme complet dans les questions de tactique*. Les congrès Barbusse-Münzenberg (25) considèrent que c'est leur mérite particulier que de combiner toutes sortes de « lutte » contre la guerre : protestations humanitaires, refus individuel de servir dans l'armée, éducation de l'« opinion publique », grève générale et même insurrection. Les méthodes qui, dans la vie, sont en contradiction irréconciliable, et qui, en pratique, ne peuvent que s'opposer les unes aux autres, sont présentées comme des éléments d'un tout harmonieux. Les socialistes révolutionnaires russes (26) qui prêchaient une « tactique synthétique » dans la lutte contre le tsarisme — alliance avec les libéraux, terreur individuelle et lutte de masse — étaient des

(22) Le congrès d'Amsterdam contre la guerre avait eu lieu en juin 1932.

(23) Le congrès de Paris contre le fascisme avait eu lieu à la salle Pleyel en juin 1933.

(24) Grigori M. POTEKINE (1739-1791) était favori et ministre de l'impératrice Catherine II. En 1778, lors de la visite de l'impératrice en Crimée, il avait fait construire de faux villages pour lui donner l'impression de la prospérité.

(25) Le romancier pacifiste, biographe de Jésus et de Staline, Henri BARBUSSE (1873-1935) était la figure de proue des congrès internationaux qu'organisait pour le compte de l'I.C. l'Allemand Willy MÜNZENBERG (1889-1940), ancien dirigeant des jeunesses, puis du secours international et dirigeant du « trust » de la presse et du cinéma qu'on appelait de son nom. Il avait organisé les deux congrès (cf. n. 22 et 23) et donné vie au « mouvement Amsterdam-Pleyel ».

(26) Le parti socialiste révolutionnaire russe, dans la tradition et la ligne politique du populisme (*narodniki*), avait été fondé en 1902.

gens sérieux en comparaison des inspireurs du bloc d'Amsterdam. Mais les ouvriers se souviendront que le bolchevisme fut construit dans la lutte contre l'éclectisme populiste !

La petite bourgeoisie et la guerre

55. Les paysans et les couches inférieures de la population urbaine, pour qui la guerre n'est pas moins désastreuse que pour le prolétariat, peuvent se rapprocher de lui dans la lutte contre la guerre. De façon générale, c'est seulement ainsi que la guerre peut être empêchée par l'insurrection. Mais, moins encore que les ouvriers, les paysans ne se laisseront pas entraîner sur la voie de la révolution par des abstractions, des schémas tout faits et des ordres. Les épigones du léninisme, qui ont réalisé dans l'I.C. un retournement complet en 1923-1924 sous le mot d'ordre de « Vers la paysannerie », ont révélé leur complète inaptitude à attirer au drapeau du communisme non seulement les paysans, mais même les ouvriers agricoles. *L'Internationale paysanne* (27) a rendu l'âme discrètement, sans même avoir d'oraison funèbre. La « conquête » de la paysannerie, proclamée à si grand fracas, s'est révélée dans tous les cas éphémère, sinon imaginaire. C'est précisément dans le domaine de la politique paysanne que la faillite de la III^e Internationale a revêtu un caractère particulièrement net, bien qu'elle ait été la conséquence inévitable de la rupture entre l'I.C. et le prolétariat.

La paysannerie ne s'engagera sur la route de la lutte révolutionnaire contre la guerre que lorsqu'elle se sera convaincue dans la pratique de la capacité des ouvriers à la diriger. La clé de la victoire se trouve donc dans les ateliers et dans les usines. Le prolétariat révolutionnaire doit devenir une force réelle avant la paysannerie, et les petites gens des villes serreront leurs rangs autour de lui.

56. La petite bourgeoisie des villes et des villages n'est pas homogène. Le prolétariat ne peut attirer à lui que ses *couches inférieures* : les paysans les plus pauvres, les semi-prolétaires, les fonctionnaires subalternes, les colporteurs, le peuple opprimé et dispersé qui est privé, de par ses conditions d'existence, de la possibilité de mener une lutte indépendante. Sur cette large couche de la petite bourgeoisie s'élèvent des dirigeants qui tendent vers la bourgeoisie grande et moyenne et deviennent des carriéristes poli-

(27) L'Internationale paysanne, ou *Krestintern*, avait été fondée en octobre 1923. Elle avait remporté un succès en juin 1924 avec l'adhésion du parti paysan croate de Stefan Radie et disparu sans phrases dès 1925.

tiques de type démocratique et pacifiste, ou fasciste. Quand ils sont dans l'opposition, ces messieurs ont recours à la démagogie la plus débridée, parce qu'elle est le plus sûr moyen de se faire payer à leur plus juste prix par la grande bourgeoisie.

La crise de la III^e Internationale consiste en ce qu'elle a substitué à la lutte pour l'influence révolutionnaire sur la petite bourgeoisie véritable, c'est-à-dire ses *masses plébéiennes*, des blocs spectaculaires avec ses dirigeants faussement pacifistes. Au lieu de les discréditer, elle les renforce par le prestige de la révolution d'Octobre, et fait des couches inférieures opprimées de la petite bourgeoisie les victimes politiques de leurs dirigeants traîtres.

57. La voie révolutionnaire vers la paysannerie passe par la classe ouvrière. Pour gagner la confiance du village, il faut que les ouvriers avancés eux-mêmes reprennent confiance dans le drapeau de la révolution prolétarienne. Ce ne peut être obtenu que par une politique juste de façon générale, une politique juste contre la guerre, en particulier.

« Défaitisme » et guerre impérialiste

58. Dans les cas où il s'agit d'un conflit entre pays capitalistes, le prolétariat de l'un quelconque de ces pays refuse catégoriquement de sacrifier ses intérêts historiques, lesquels, en dernière analyse, coïncident avec ceux de la nation et de l'humanité, pour le compte de la victoire militaire de la bourgeoisie. La formule de Lénine selon laquelle « la défaite est le moindre mal » ne signifie pas que la défaite d'un pays donné est un moindre mal que celle du pays ennemi, mais qu'une défaite militaire résultant du développement du mouvement révolutionnaire est infiniment plus bénéfique pour le prolétariat et le peuple tout entier qu'une victoire militaire assurée par la « paix civile » (28). Karl Liebknecht a donné une formule, qui n'a pas été dépassée, de la politique prolétarienne en temps de guerre : « L'ennemi est dans notre propre pays » (29). La révolution prolétarienne victorieuse non seulement guérira les plaies causées par la défaite, mais créera égale-

(28) La formule de la « paix civile » avait été adoptée comme synonyme de « trêve politique et sociale » dans l'« union sacrée » avec l'entrée en guerre de l'Allemagne en août 1914 par le parti social-démocrate et les syndicats.

(29) Karl Liebknecht (cf. n. 6, p. 44), organisateur des jeunesses et de l'action antimilitariste, était un des symboles du courant révolutionnaire dans le parti avant 1914 et fut avec Rosa Luxemburg (cf. n. 11) l'un des organisateurs de l'opposition à la guerre et à l'union sacrée dès août 1914. C'est en mai 1915 qu'il avait rédigé le tract célèbre dont le titre était : « Der Hauptfeind steht im eigenen Land » (L'ennemi principal est dans notre propre pays).

ment la garantie ultime contre les guerres et les défaites à venir. Cette attitude dialectique à l'égard de la guerre est l'élément le plus important de la formation révolutionnaire, et donc, également, de la lutte contre la guerre.

59. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile constitue la tâche stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre. Les conséquences de la guerre franco-prussienne de 1870-71, aussi bien que celles de la boucherie impérialiste de 14-18 (Commune de Paris, révolution de février et d'Octobre en Russie, révolutions en Allemagne et Autriche-Hongrie, insurrection dans plusieurs pays en guerre), attestent de façon irréfutable qu'une guerre moderne entre des nations capitalistes porte en elle une guerre de classes à l'intérieur de chaque nation et que la tâche d'un parti révolutionnaire consiste à préparer dans le cours de cette dernière guerre la victoire du prolétariat.

60. L'expérience des années 1914-1918 démontre en même temps que le *mot d'ordre de paix* n'est nullement en contradiction avec la formule stratégique du « défaitisme ». Au contraire, il développe une terrible force révolutionnaire, surtout dans le cas d'une guerre prolongée. Le mot d'ordre de paix n'a un caractère pacifiste, c'est-à-dire semi-rampant, engourdissant, débilitant, que lorsque ce sont des politiciens, démocrates et autres, qui jouent avec, quand les prêtres font des prières pour une fin rapide de la boucherie, quand les « amoureux de l'humanité », et parmi eux également des social-patriotes, adjurent en pleurant les gouvernements de conclure rapidement la paix sur la « base de la justice ». Mais le mot d'ordre de paix n'a rien de commun avec le pacifisme quand il émane des quartiers ouvriers et des tranchées où il se mêle à celui de la fraternisation entre soldats des armées ennemies, unissant les opprimés contre les oppresseurs. La lutte révolutionnaire pour la paix, prenant des formes toujours plus larges et plus courageuses, est le plus sûr moyen de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ».

La guerre, le fascisme et l'armement du prolétariat

61. La guerre a besoin de la « paix civile ». Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie ne peut l'obtenir qu'au moyen du *fascisme*. De sorte que le fascisme est devenu le facteur politique le plus important de la guerre. La lutte contre la guerre suppose la lutte contre le fascisme. Tout programme révolutionnaire de lutte contre la guerre (« défaitisme », « transformation de la guerre

impérialiste en guerre civile », etc.) devient une phrase creuse si l'avant-garde prolétarienne se montre incapable de repousser victorieusement le fascisme.

Exiger de l'Etat bourgeois le *désarmement des bandes fascistes*, comme le font les staliniens, signifie s'engager sur la même voie que la social-démocratie allemande et l'austromarxisme (30). C'étaient précisément Wels et Otto Bauer qui exigeaient de l'Etat qu'il désarme les nazis et garantisse ainsi la paix intérieure. Le gouvernement « démocratique » peut, il est vrai — quand il y a avantage —, désarmer des groupes fascistes isolés, mais seulement afin de pouvoir, avec une rigueur d'autant plus grande, désarmer les ouvriers et les empêcher de s'armer. Demain, même, l'Etat bourgeois donnera aux fascistes, hier désarmés, la possibilité de s'armer deux fois plus, et de tourner leurs armes contre le prolétariat désarmé. S'adresser à l'Etat, c'est-à-dire au capital, et exiger de lui qu'il désarme les fascistes, c'est semer les pires illusions démocratiques, endormir la vigilance du prolétariat, démoraliser sa volonté.

62. La politique révolutionnaire juste consiste, en partant du fait de l'armement des bandes fascistes, à créer, dans un but d'autodéfense, des *détachements ouvriers armés*, et à appeler inlassablement les ouvriers à s'armer. C'est là que réside le centre de gravité de toute la situation politique actuelle. Les social-démocrates, même les plus à gauche, c'est-à-dire ceux qui sont prêts à répéter les lieux communs sur la révolution et la dictature du prolétariat, ou bien éludent soigneusement la question de l'armement des ouvriers, ou bien déclarent carrément que cette tâche est « chimérique », « aventuriste », « romantique », etc. Ils proposent, au lieu (!) de l'armement du prolétariat, la propagande parmi les soldats, propagande qu'ils ne mènent pas en réalité et qu'ils sont incapables de mener. L'appel creux au travail dans l'armée n'est nécessaire aux opportunistes que pour enterrer la question de l'armement des ouvriers.

63. *La lutte pour l'armée* est incontestablement la partie la plus importante de la lutte pour le pouvoir. Un travail constant, au prix de gros sacrifices, parmi les soldats, est le devoir révolutionnaire de tout parti authentiquement prolétarien. Il ne peut être réalisé avec la certitude du succès que si la politique générale du parti est juste, en particulier et surtout dans la jeunesse. Le pro-

(30) Les partis social-démocrates d'Autriche et d'Allemagne avaient tous deux défendu la ligne de l'appel aux autorités de l'Etat contre l'action des bandes armées fascistes, et avaient l'un et l'autre été abattus par la conjonction de ces bandes et de l'Etat.

gramme agraire du parti, et, de façon générale, le système des revendications de transition touchant les intérêts fondamentaux des masses petites-bourgeoises et leur offrant une perspective de salut, a une importance énorme pour le succès du travail dans l'armée de ceux des pays qui ont une population paysanne importante.

64. Il serait pourtant puéril de penser qu'on peut, par la seule propagande, conquérir toute l'armée et, par là, rendre de façon générale la révolution inutile. L'armée est hétéroclite, et ses éléments disparates sont soudés les uns aux autres dans le cercle de fer de la discipline. La propagande peut constituer dans l'armée des cellules révolutionnaires, préparer chez les soldats un état d'esprit sympathisant. Donner davantage, la propagande et l'agitation ne le peuvent pas. Compter sur l'armée pour qu'elle défende, de sa propre initiative, les organisations ouvrières contre le fascisme, c'est remplacer les rudes leçons de l'histoire par de douces illusions. L'armée, dans sa partie décisive, ne peut passer du côté du prolétariat pendant la révolution que si le prolétariat lui-même fait preuve en face de l'armée, de sa *disposition réelle et de sa capacité à lutter pour le pouvoir* jusqu'à la dernière goutte de son sang. Une telle lutte suppose nécessairement l'armement du prolétariat.

65. Le but de la bourgeoisie est d'empêcher le prolétariat de conquérir l'armée. Le fascisme accomplit cette tâche, non sans succès, au moyen de ses détachements armés. *La tâche immédiate du prolétariat*, celle qui est à l'ordre du jour, consiste à défendre ses organisations contre les bandes fascistes. Celui qui soutient que les ouvriers n'ont pas de possibilités de s'armer, proclame par là même qu'ils sont sans défense contre le fascisme. Il est inutile alors de parler du socialisme, de la révolution prolétarienne, de la lutte contre la guerre. Il faut déchirer alors le programme communiste, et mettre une croix sur le marxisme.

66. Ce n'est pas un révolutionnaire, mais un parasite impuissant, qui capitulera demain devant le fascisme et la guerre, celui qui peut passer sous silence la tâche de l'armement des ouvriers. La tâche de l'armement en elle-même, comme en témoigne l'histoire, est parfaitement soluble. Si les ouvriers ont vraiment compris qu'il y va de leur vie, ils trouveront des armes. Leur expliquer la situation politique sans rien leur cacher, sans rien atténuer, en bannissant tout mensonge consolant, est le premier devoir du parti révolutionnaire. Comment se défendre en effet contre un ennemi mortel, si l'on n'oppose pas à chaque couteau fasciste

deux couteaux, et à chaque revolver deux revolvers ? Il n'existe pas et il ne peut pas exister d'autre réponse.

67. Où prendre les armes ? D'abord aux fascistes eux-mêmes. Le *désarmement des fascistes* est un mot d'ordre honteux lorsqu'il s'adresse à la police bourgeoise, mais un mot d'ordre excellent quand il s'adresse aux ouvriers révolutionnaires. Mais les arsenaux fascistes ne sont pas l'unique source. Le prolétariat a, pour s'armer, des centaines et des milliers de canaux. Car il ne faut pas oublier que ce sont précisément les ouvriers — et eux seuls — qui produisent de leurs propres mains tous les types d'armes. Il faut seulement que l'avant-garde prolétarienne comprenne clairement qu'on ne peut pas se soustraire à la tâche de l'autodéfense. Un parti révolutionnaire doit prendre l'initiative d'armer des détachements de combat ouvriers. Et, pour cela, il doit d'abord s'épurer lui-même de toute espèce de scepticisme, d'indécision et de raisonnement pacifiste dans les questions de l'armement des ouvriers.

68. Le mot d'ordre de la *milice ouvrière*, ou de détachements d'autodéfense, n'a une signification révolutionnaire qu'autant qu'il s'agit d'une milice armée. Autrement la milice se réduirait aux spectacles, aux parades, et par conséquent ne serait qu'un leurre. Il va de soi que l'armement sera au début très primitif. Les premiers détachements ouvriers d'autodéfense ne disposeront ni d'obusiers, ni de tanks, ni d'avions. Pourtant, le 6 février, à Paris, au cœur d'une grande puissance militaire, des bandes armées de revolvers et de lames de rasoir fixées sur des cannes ont failli s'emparer du Palais-Bourbon et ont provoqué la chute du gouvernement (31). Demain, des bandes semblables peuvent saccager les rédactions des journaux ouvriers ou les locaux des syndicats. La force du prolétariat réside dans son nombre. Même l'arme la plus primitive, dans les mains des masses, peut accomplir des miracles. Dans des conditions favorables, elle peut ouvrir la voie à des armes plus perfectionnées.

69. Le mot d'ordre d'un *front unique* dégénère en phrases centristes quand il n'est pas, dans les conditions actuelles, complété par une propagande et une application pratique des méthodes définies de lutte contre le fascisme. Le front unique est nécessaire d'abord pour la création de comités locaux de défense. On a

(31) Dans la soirée du 6 février 1934, c'est place de la Concorde à Paris, en face du Palais-Bourbon, que s'étaient produits les accrochages les plus sévères entre forces de l'ordre et manifestants rassemblés à l'appel de l'extrême droite — les « ligues » — et des organisations d'anciens combattants, y compris l'A.R.A.C., dirigée par le P.C.

besoin du comité de défense pour construire et unifier les détachements de milice ouvrière. Ces détachements doivent, dès le début, chercher et trouver des armes. Des détachements d'autodéfense ne constituent qu'une étape dans la question de l'armement du prolétariat. De façon générale, la révolution ne connaît pas d'autre voie.

La politique révolutionnaire contre la guerre

70. La première condition du succès, c'est *l'éducation des cadres du parti* dans une juste compréhension de toutes les conditions de la guerre impérialiste et de tous les processus politiques qui l'accompagnent. Malheur au parti qui, dans cette question brûlante, se borne à des phrases générales et à des mots d'ordre abstraits ! Les événements sanglants l'abattront complètement et l'écraseront.

71. Pour un parti révolutionnaire, *le moment même de la déclaration de guerre* est particulièrement critique. La presse bourgeoise et social-patriote, unie à la radio et au cinéma, déversera sur les travailleurs des torrents de poison chauvin. Même le parti le plus révolutionnaire et le mieux trempé ne pourra pas, à ce moment-là, résister tout entier. L'histoire actuelle, falsifiée de bout en bout, du parti bolchevique ne sert pas à préparer réellement les ouvriers à cette épreuve, mais à les endormir par un schéma idéal et fictif. Bien qu'aucun effort d'imagination n'ait pu faire prendre la Russie tsariste pour une démocratie, une nation civilisatrice ou un pays sur la défensive, la fraction bolchevique de la Douma, avec la fraction menchevique, lança au début de la guerre une déclaration social-patriotique teintée d'un internationalisme pacifiste à l'eau de rose. Il est vrai qu'elle prit, peu après, une position plus révolutionnaire, mais, lors de son procès, tous les députés accusés, y compris leur inspirateur sur le plan théorique, Kamenev, à l'exception du seul Mouranov (32) se délimitèrent nettement de la théorie défaitiste de Lénine. Au début, le travail illégal du parti cessa presque totalement. Ce n'est que petit à petit que l'on commença à diffuser des tracts révolutionnaires qui regroupèrent les ouvriers sous le drapeau de l'internationalisme sans toutefois lancer de mots d'ordre défaitistes.

Les deux premières années de la guerre sapèrent vigoureusement le patriotisme des masses et poussèrent le parti à gauche.

(32) Matvei K. MOURANOV (1873-1959), bolchevik depuis 1903, était en 1914 député à la Douma. Lev B. ROSENFELD, dit KAMENEV (1883-1936), militant depuis 1901, beau-frère de Trotsky, dirigeait, en 1914, la fraction parlementaire et la Pravda.

Mais la révolution de février, qui avait fait de la Russie une « démocratie », donna naissance à une nouvelle et puissante vague de patriotisme « révolutionnaire ». L'écrasante majorité des dirigeants du parti bolchevique n'y résistèrent pas à l'époque. En mars 1917, Staline et Kamenev donnèrent à l'organe central du parti une orientation social-patriote (33). Sur cette base se réalisèrent un rapprochement, et, dans la majorité des villes, même une fusion des organisations mencheviques et bolcheviques (34). Il fallut les protestations des révolutionnaires les plus fermes, surtout dans les quartiers avancés de Petrograd, et l'arrivée de Lénine, ainsi que sa lutte implacable contre le social-patriotisme, pour que le parti mène en avant son front internationaliste (35). C'est ainsi que les choses se sont passées avec le parti révolutionnaire le meilleur, le plus révolutionnaire et le mieux trempé !

72. L'étude de l'expérience historique du bolchevisme a une importance inestimable pour l'éducation de l'avant-garde ouvrière : elle leur montre la force terrifiante de l'opinion publique bourgeoise qu'ils auront à surmonter, et leur enseigne en même temps à ne pas se décourager, à ne pas déposer les armes, à ne pas perdre courage en dépit d'un isolement total au début de la guerre.

Il faut étudier non moins soigneusement la lutte des regroupements politiques à l'intérieur du prolétariat dans les autres pays, aussi bien belligérants que neutres. L'expérience de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en Allemagne a une signification particulière dans la mesure où les événements y suivirent un cours différent de celui de la Russie, mais menèrent en dernière analyse à la même conclusion : *il faut apprendre à aller à contre-courant* (36).

73. Il faut suivre de près *la préparation patriotique de chair à canon* en train de s'effectuer : les feintes diplomatiques qui visent

(33) Le 15 mars 1917, la *Pravda*, qui venait d'être reprise en main par Staline et Kamenev, de retour de déportation, écrivait : « Tout " défaitisme ", ou, plus exactement, ce qu'une presse peu délicate, sous la surveillance de la censure tsariste, stigmatisait de ce nom, est mort au moment où, dans les rues de Petrograd, s'est montré le premier régiment révolutionnaire. »

(34) Dans son *Staline*, Trotsky cite l'intervention de Staline à la conférence du parti bolchevique en mars 1917 pour la réunification formelle entre bolcheviks et mencheviks.

(35) Allusion à la dure bataille politique livrée par Lénine pour faire adopter dans le parti ses fameuses thèses d'avril, qui allaient précisément contre la ligne menée sous l'impulsion de Staline et Kamenev.

(36) C'est l'opposition de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht (cf. n. 11 et 29) qui fut le premier signe de la résistance à l'union sacrée et rassembla les premiers éléments qui devaient aboutir, quatre années et demie plus tard, à la naissance du parti communiste d'Allemagne.

à rejeter la responsabilité sur l'autre camp, les formules traîtresses des social-patriotes avoués ou masqués en train de se préparer un pont pour passer du pacifisme au militarisme, les mots d'ordre creux des dirigeants « communistes » qui seront aussi éperdus le premier jour de la guerre que l'étaient les « dirigeants » allemands la nuit de l'incendie du Reichstag (37).

74. Il faut réunir avec soin les coupures les plus caractéristiques des articles et discours officiels du gouvernement et de l'Opposition, les comparer à l'expérience de la première guerre mondiale, prévoir la direction que va prendre le travail pour abuser le peuple, renforcer ensuite ces prédictions en accumulant les faits, enseigner à l'avant-garde prolétarienne à *s'orienter elle-même de façon indépendante* pour n'être pas surprise.

75. Une agitation renforcée contre l'impérialisme et le militarisme ne doit pas partir de formules abstraites, mais de faits concrets, qui frappent les masses. Il faut dénoncer sans relâche le budget militaire public, mais aussi *les formes masquées du militarisme*, sans jamais laisser passer sans protester les manœuvres, les fournitures militaires, les commandes, etc.

76. Pour gagner la confiance de la *jeunesse*, il faut non seulement déclarer une guerre à mort à la social-démocratie moralement corruptrice et à la misérable bureaucratie de la III^e Internationale, mais aussi créer réellement une organisation internationale basée sur la pensée critique et l'initiative révolutionnaire (comités de défense contre le fascisme, détachements de combattants rouges, milice ouvrière, lutte pour l'armement du prolétariat).

77. Pour conquérir des positions révolutionnaires dans les *syndicats* et autres organisations de masse, il faut rompre sans merci avec l'ultimatum bureaucratique, prendre les travailleurs là où ils sont et comme ils sont, et les conduire en avant, des tâches partielles aux tâches générales, de la défense à l'attaque, des préjugés patriotiques au renversement de l'Etat bourgeois.

Puisque les directions de la bureaucratie syndicale dans la majorité des pays constituent essentiellement une fraction officieuse de la police capitaliste, un révolutionnaire doit savoir les

(37) L'incendie du Reichstag, dans la nuit du 26 au 27 février 1933, avait vraisemblablement été allumé par les nazis eux-mêmes. On sait qu'il servit de prétexte à la mise hors la loi du K.P.D. auquel le gouvernement l'attribua aussitôt, prétendant qu'il s'agissait d'un signal... pour le soulèvement armé ! Les récits des réfugiés communistes confirmaient tous le profond désarroi des dirigeants du parti communiste au cours de cette nuit historique, et leur impuissance devant le sort prévisible qu'ils n'avaient pas prévu et qui les frappait pourtant.

combattre de façon irréconciliable, en combinant l'activité légale et illégale, le courage du combattant et la prudence du conspirateur.

C'est seulement par la combinaison de ces méthodes que nous pouvons réussir à gagner la classe ouvrière, et, en premier lieu, la jeunesse, au drapeau révolutionnaire, nous frayer un chemin vers les casernes capitalistes et soulever tous les opprimés.

78. La lutte contre la guerre ne peut prendre un caractère authentiquement large, de masse, que si *les ouvrières et les paysannes* y prennent part. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie comme la détérioration bureaucratique de la III^e Internationale ont porté le coup le plus dur aux couches les plus opprimées et privées de leurs droits du prolétariat, c'est-à-dire avant tout les femmes travailleuses. Les éveiller, gagner leur confiance, leur montrer la véritable route, signifie mobiliser contre l'impérialisme les passions révolutionnaires de la fraction de l'humanité la plus foulée aux pieds.

Le travail antimilitariste parmi les femmes doit en particulier assurer le remplacement des hommes mobilisés par des femmes travailleuses révolutionnaires auxquelles reviendra inévitablement, en cas de guerre, une grande partie du travail du parti et du syndicat.

79. Si le prolétariat se révèle impuissant à empêcher la guerre au moyen de la révolution — et elle est l'unique moyen d'empêcher la guerre —, les travailleurs, avec le peuple entier, devront *participer à l'armée et à la guerre*. Les mots d'ordre individualistes et anarchistes d'objection de conscience, résistance passive, désertion, sabotage, sont radicalement opposés aux méthodes de la révolution prolétarienne. Mais, de même que, dans les usines, l'ouvrier avancé se sent un esclave du capital et se prépare à sa libération, de même, dans l'armée capitaliste, il a conscience d'être l'esclave de l'impérialisme. Contraint aujourd'hui de donner ses muscles, voire sa vie, il ne donne pas sa conscience révolutionnaire. Il demeure un combattant, apprend à manier les armes, explique, même dans les tranchées, la signification de classe de la guerre, regroupe autour de lui les mécontents, les réunit dans des cellules, transmet les idées et les mots d'ordre du parti, suit attentivement les changements d'état d'esprit des masses, le reflux de la vague patriotique, la montée de l'indignation et, au moment critique, appelle les soldats à soutenir les ouvriers.

La IV^e Internationale et la guerre

80. La lutte contre la guerre présuppose un instrument révolutionnaire de lutte, c'est-à-dire *un parti*. Il n'en existe pas, ni à l'échelle nationale, ni à l'échelle internationale. Un parti révolutionnaire doit être construit sur la base de toute l'expérience du passé, y compris celles de la II^e et de la III^e Internationales. Renoncer à une lutte ouverte et directe pour la nouvelle Internationale signifie soutenir, consciemment ou non, les deux Internationales existantes, dont l'une soutiendra la guerre, l'autre n'étant capable que de désorganiser et d'affaiblir l'avant-garde prolétarienne.

81. Il est vrai qu'un bon nombre de révolutionnaires honnêtes restent dans les rangs des prétendus partis communistes. Leur attachement persistant à la III^e Internationale doit, dans de nombreux cas, être expliqué par une dévotion révolutionnaire fourvoyée. Ils ne peuvent être attirés vers le drapeau de la IV^e Internationale par des concessions, en s'adaptant aux préjugés qu'on leur a inoculés, mais au contraire en démasquant systématiquement le rôle fatal du stalinisme (centrisme bureaucratique) sur le plan international. Aussi faut-il poser les questions de la guerre avec une clarté et une intransigeance particulières.

82. En même temps, il faut suivre attentivement la lutte interne dans le camp réformiste et attirer à temps les *groupes socialistes de gauche*, qui se développent vers la révolution, vers une lutte contre la guerre (38). Le meilleur critère des tendances d'une organisation donnée est son attitude pratique, dans l'action, vis-à-vis de la défense nationale et des colonies, surtout quand la bourgeoisie du pays en question possède des esclaves coloniaux. Seule une rupture authentique et complète avec l'opinion publique officielle sur la question la plus brûlante de la « défense de la patrie » signifie un tournant, ou du moins le début d'un tournant, de positions bourgeoises vers des positions prolétariennes. Il faut aborder les organisations de gauche de ce type avec une critique amicale de toutes les indécisions dans leur politique et l'élaboration en commun de toutes les questions théoriques et pratiques concernant la guerre.

83. Il ne manque pas dans le mouvement ouvrier de politiciens pour reconnaître, au moins en paroles, la faillite de la II^e et

(38) La décision de l'Opposition de gauche internationale de ne plus se considérer comme une « fraction » de l'I.C. s'était accompagnée en juillet 1933 d'un tournant vers les « organisations socialistes de gauche », dont deux, le S.A.P. et l'O.S.P., avaient signé la déclaration des quatre.

de la III^e Internationales, mais pour considérer en même temps que « ce n'est pas le " moment " de commencer la construction d'une nouvelle Internationale » (39). Une telle position est caractéristique non d'un marxiste révolutionnaire, mais d'un stalinien déçu ou d'un réformiste désappointé. La lutte révolutionnaire ne souffre pas d'interruption. Les conditions peuvent parfaitement ne pas lui être favorables aujourd'hui, mais un révolutionnaire qui ne peut pas nager contre le courant n'est pas un révolutionnaire. Dire que ce n'est pas « le moment » de construire une nouvelle Internationale revient à déclarer que ce n'est pas le moment de la lutte des classes, et, en particulier, de la lutte contre la guerre. A l'époque actuelle, la politique prolétarienne ne peut pas ne pas se fixer des tâches internationales. Les tâches internationales ne peuvent qu'exiger que soient soudés ensemble des cadres internationaux. Ce travail ne saurait être différé, même d'un seul jour, sans capituler devant l'impérialisme.

84. Bien sûr, personne ne peut exactement prévoir quand la guerre éclatera, ni à quelle étape se trouvera alors la construction des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale. Nous devons faire tout notre possible pour que les préparatifs pour la révolution prolétarienne avancent plus vite que ceux d'une nouvelle guerre. Il est très possible cependant que, cette fois aussi, l'impérialisme prenne de vitesse la révolution. Mais même une telle route, qui laisse prévoir des sacrifices et d'immenses souffrances, ne nous relève en aucun cas de notre devoir de *construire la nouvelle Internationale tout de suite*. La transformation de la guerre impérialiste en révolution prolétarienne ira d'autant plus vite que nos préparatifs seront plus avancés et nos cadres révolutionnaires plus fermes au début de la guerre, qu'ils auront mené de façon plus systématique leur travail dans tous les pays belligérants, et qu'ils baseront plus fermement leur action sur des principes stratégiques corrects de tactique et d'organisation.

Au premier coup, la guerre impérialiste brisera les reins décrépés de la II^e Internationale et fera voler en pièces ses sections nationales. Elle révélera totalement le vide et l'impuissance de la III^e Internationale. Mais elle n'épargnera pas non plus tous ces groupes centristes indécis qui esquivent le problème de l'internationale, cherchent des racines purement nationales, ne mènent aucune question jusqu'à sa conclusion, manquent de perspectives

(39) C'étaient là ce que disaient précisément les dirigeants de l'O.S.P. et du S.A.P. qui, après avoir signé en août 1933 la déclaration des quatre, avaient ensuite refusé de s'avancer plus loin dans la voie de la construction de la nouvelle Internationale.

et se nourrissent temporairement de l'agitation et de la confusion de la classe ouvrière.

Même si, au début d'une nouvelle guerre, les révolutionnaires authentiques devaient se retrouver en minorité infime, nous ne pouvons un seul instant douter que, cette fois, le passage des masses sur le chemin de la révolution se produirait plus rapidement, de façon plus décisive et plus acharnée, que pendant la première guerre impérialiste. Une nouvelle vague d'insurrections peut et doit vaincre dans tout le monde capitaliste.

Il est en tout cas indiscutable qu'à notre époque seule l'organisation qui se fonde sur des principes internationaux et entre dans les rangs du parti mondial du prolétariat peut plonger ses racines dans le sol national. *La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la 1^{re} Internationale !* (40)

(40) Selon le témoignage de Bauer et de Leonetti, la dernière partie de ce texte avait fait l'objet d'une âpre polémique dont nous n'avons pas retrouvé de trace écrite directe. Bauer reprochait à Trotsky de prendre trop de distance vis-à-vis de la position du « défaitisme révolutionnaire », au nom de la « défense de l'U.R.S.S. ». Selon Bauer et Leonetti, Trotsky aurait finalement fait les concessions nécessaires. On rencontre un écho de ce débat dans une lettre de Bauer qui a été retrouvée dans les archives d'Abern (Bibliothèque d'Histoire sociale, New York) et qui date de septembre 1934.

LA POLITIQUE ETRANGERE DE L'UNION SOVIETIQUE

(publié le 16 juin 1934)

La politique étrangère soviétique a pris un tournant anti-léniniste net, particulièrement depuis la reconnaissance de l'Union soviétique par les Etats-Unis.

En premier lieu, cette reconnaissance n'a été accordée qu'après que le capitalisme américain ait été pleinement convaincu que la III^e Internationale ne serait plus dorénavant utilisée comme instrument de la révolution mondiale en général ni comme encouragement et inspiration révolutionnaire pour les masses laborieuses américaines en particulier (2). Deuxièmement, afin de souligner sa bonne foi, la bureaucratie stalinienne a officiellement déclaré que le président Roosevelt représentait un capitalisme américain pacifiste qui cherchait honnêtement une solution démocratique et pacifiste aux contradictions et conflits impérialistes d'aujourd'hui (3).

Récemment, Alexandre A. Troianovsky (4), l'ambassadeur soviétique à Washington, a déclaré que l'U.R.S.S. et les Etats-Unis devraient être capables de trouver un « terrain commun »

(1) *The Militant*, 16 juin 1934. Signé « un sympathisant ». Traduit de l'anglais.

(2) Le commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'U.R.S.S., Litvinov (Cf. n. 6), avait notamment déclaré le 16 novembre 1933 à Washington que son gouvernement s'engageait à « ne pas permettre la formation ou la résidence sur son territoire d'organisations ou de groupes [...] ayant pour but le renversement ou la préparation du renversement ou d'un changement par la force de l'ordre politique ou social de tout ou partie des Etats-Unis ».

(3) Franklin Delano ROOSEVELT (1882-1945), candidat du parti démocrate, avait été élu président des Etats-Unis en novembre 1932, et avait pris ses fonctions en mars 1933. Depuis que son gouvernement avait reconnu le gouvernement soviétique, ce dernier le traitait comme un allié, louant son « attachement à la paix » et soulignant qu'il s'agissait d'un « démocrate ».

(4) Alexandre TROIANOVSKY (1882-1955), ancien dirigeant du parti menchevique, avait notamment pris la parole en 1918 à l'Assemblée constituante pour dénoncer Lénine et Trotsky comme des « agents de l'Allemagne ». Il s'était rallié au régime soviétique à la fin de la guerre civile et était entré dans la diplomatie.

dans une tentative pour « assurer un désarmement complet ou partiel ». « La politique extérieure de l'Union soviétique, poursuivait-il, manifeste une activité grandissante en faveur de la paix... Nous saluons la reprise de relations normales avec les Etats-Unis de ce point de vue. Ce ne sont pas les gains matériels de notre pays, mais le gain pour la paix internationale que notre pays considère comme la chose importante dans les relations amicales avec les Etats-Unis. »

On ne peut guère douter de l'amour de Troianovsky pour la paix, surtout si l'on tient compte quelque peu d'une autre de ses déclarations. « La cause de la paix, a-t-il déclaré, était si grande qu'elle devrait l'emporter sur tous les autres problèmes. » Et, parmi ces problèmes, il citait les contradictions économiques de notre époque. « Tous les problèmes secondaires (!?), comme celui des dettes, de la concurrence commerciale, des tarifs douaniers, etc., expliquait-il, doivent être réglés dès que possible par des accords mutuels et à la satisfaction mutuelle, car ces questions relativement petites (!?) empoisonnent l'atmosphère internationale et empêchent les efforts amicaux pour consolider la paix. »

Le valeureux ambassadeur stalinien peut-il réellement vouloir dire cela ? A-t-il complètement oublié les enseignements de Lénine sur les causes économiques des guerres ? Troianovsky devrait se souvenir que, dans *L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme*, Lénine démontre réellement que les questions « secondaires » et « petites » qu'il mentionne sont à la racine même de la guerre impérialiste en particulier, et de toutes les guerres en général. Ou bien ceci est-il du trotskysme contre-révolutionnaire, monsieur l'Ambassadeur ?

Conformément à cette orientation, les staliniens ont publié à l'étranger une interprétation toute neuve du capitalisme et de l'impérialisme. Ils ont divisé les nations capitalistes en deux catégories : celle des pacifiques, démocratiques et pacifistes ; et celle des belliqueuses, fascistes et agressives (c'est précisément la théorie de la II^e Internationale). Dans la première catégorie sont rangées l'Amérique, la France, la Petite-Entente (5) et peut-être l'Angleterre, dans la deuxième particulièrement l'Allemagne et le Japon.

(5) On donnait le nom de « Petite-Entente » au système d'accords bilatéraux signés en 1920-21 entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, avec l'appui de la France.

Poursuivant dans la voie de cette philosophie politique anti-marxiste, Litvinov (6) est maintenant engagé dans des discussions pour une « entente » avec la France impérialiste. Frederick T. Birchall, correspondant du *New York Times* à Berlin (7), dit que « parallèlement et simultanément à l'accord militaire, on pense être arrivé à un profond accord concernant l'entrée de la Russie dans la Société des Nations. Elle doit se faire aussi vite que possible avec le soutien enthousiaste de la France qui, avec comme excuse (attention !) les négociations de désarmement, enverra prochainement à Genève une délégation impressionnante. Tout est prêt en France pour saluer l'entente russe... comme une garantie supplémentaire pour la paix européenne et la sécurité française. Alors la France sera prête à discuter du désarmement. »

La manœuvre est faite au nom de Marx et de Lénine, expliquent les stalinien, afin de s'assurer des alliés (?!) contre une attaque probable de l'U.R.S.S. par les impérialistes fascistes et belliqueux, à savoir l'Allemagne et le Japon. C'est pourquoi a été facilitée l'entrée de l'Union soviétique dans la Société des Nations capitaliste que le 3^e congrès mondial de l'internationale communiste caractérisait comme le « trust international des Etats vainqueurs pour l'exploitation de leurs concurrents vaincus et des peuples coloniaux ».

Aujourd'hui, la *Pravda*, l'organe officiel de la bureaucratie stalinienne, explique la politique de la Société des Nations de la façon suivante : « En fait, le retrait de la S.D.N. du Japon et de l'Allemagne (8) — ces pays qui ne cherchent même pas à dissimuler leur détermination de réaliser leurs ambitions par des armements accrus, des empiétements et des guerres — a posé la question de savoir si la Société des Nations ne pourrait pas dans une certaine mesure (quelle prudence !) devenir le centre de l'union des forces qui sont prêtes à reporter le règlement sanglant des conflits et à obtenir ainsi au moins une prolongation de la paix. » Et Karl Radek (9) ajoute : « Le danger de guerre contre l'U.R.S.S.

(6) Maxim WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), ancien représentant des bolcheviks en Grande-Bretagne, était devenu en 1930 commissaire du peuple aux affaires étrangères et avait négocié à Washington en 1933 la reconnaissance de son gouvernement par la nouvelle administration Roosevelt.

(7) Frederick T. BIRCHALL (1871-1955) était l'un des plus importants des correspondants du *New York Times* à l'étranger à cette époque.

(8) Le Japon et l'Allemagne avaient quitté la S.D.N. en 1933, la décision de cette dernière ayant été annoncée le 14 octobre.

(9) Karl B. SOBELSOHN, dit RADEK (1885-1939 ?), franc-tireur de la gauche des partis social-démocrates polonais et allemand avant la guerre, avait rejoint le parti

ne provient pas de la S.D.N. mais de ses adversaires ouverts et des ultras anglais. »

Les thèses et résolutions du 3^e congrès mondial de l'internationale communiste soutiennent une conclusion différente : « La nouvelle organisation ouvrière internationale est établie en vue de l'organisation de l'action unie du prolétariat mondial, aspirant au même but : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et de la république soviétique internationale, pour l'élimination totale des classes et la réalisation du socialisme, premier pas vers la communauté communiste. »

Le stalinisme a éliminé tout cela. Il lui a substitué des alliances militaires avec les pays capitalistes et la théorie imbécile du socialisme dans un seul pays. Le marxisme-léninisme du 3^e congrès mondial est maintenant appelé trotskysme contre-révolutionnaire. Et, à l'appui de cette thèse, le gouvernement impérialiste français est aujourd'hui en train de persécuter le camarade Trotsky comme contre-révolutionnaire ! (10)

La nouvelle politique stalinienne mettra en danger non seulement l'Union soviétique, mais aussi les perspectives d'une révolution mondiale qu'une guerre mondiale ferait éclater. Si l'U.R.S.S. se fait manoeuvrer et entre à la S.D.N., se liant ainsi au chariot impérialiste de la France et de la Petite-Entente, ou si elle devient membre de la conférence permanente de la paix, dans un cas comme dans l'autre, il aura été démontré que l'Union soviétique est du côté des bandits capitalistes les plus forts. Ainsi on renonce à l'émancipation des opprimés par la révolution prolétarienne, et l'Union soviétique devient un pion (et finalement une victime) dans le jeu impérialiste.

Cette politique, dirigée maintenant essentiellement contre l'Allemagne, est une conséquence inévitable de la lâche trahison des ouvriers et des masses semi-prolétariennes allemandes par le parti communiste allemand aux ordres directs de Staline. La révolution allemande a d'abord été sabotée dans l'intérêt de la paix et pour des crédits. Maintenant, avec la menace de Hitler sous les yeux, Staline et compagnie se tournent vers la France impérialiste

bolchevique en 1917 et était venu le représenter en Allemagne à la fin de 1918. Après un long séjour en prison, il avait été pour peu de temps secrétaire de l'I.C. à Moscou. Membre de l'Opposition de gauche après 1923, il avait été déporté en 1928, avait capitulé en 1929 et était devenu un porte-parole officiel dans la presse du gouvernement soviétique en matière de politique extérieure.

(10) Allusion à l'expulsion de France de Trotsky, décidée le 17 avril. Trotsky, ne signant pas l'article, parle de lui à la troisième personne.

pour arrêter le bras de Hitler, c'est-à-dire pour mettre en échec sa politique du *Drang nach Osten* (11).

Comme d'habitude, la bureaucratie stalinienne ne calcule pas les conséquences de son cours politique sur les masses allemandes. Ayant perdu toute confiance dans la révolution mondiale et dédaignant plus particulièrement l'aide révolutionnaire des masses allemandes dans l'éventualité d'une attaque fasciste, Staline, une fois de plus, fait le jeu de Hitler. Goebbels (12) a déjà radiodiffusé dans l'Allemagne ensanglantée que l'Union soviétique a conclu une alliance militaire technique avec la France, profondément haïe, contre le peuple allemand. Ainsi la dernière goutte de sang révolutionnaire est-elle vidée des veines des ouvriers allemands. C'est le coup final dans le dos.

L'échec imminent de la conférence du désarmement (13) ouvre pour l'Union soviétique de dangereuses perspectives. L'Angleterre ne peut permettre que la France augmente sa puissance sur le continent. Elle ne permettra pas que l'Allemagne soit encore humiliée et écrasée. Elle soutient également les propositions allemandes de réarmement (14). Elle continue ses rapports amicaux avec le Japon. Car l'Angleterre a besoin à la fois de l'Allemagne et du Japon, au moins en tant qu'alliés potentiels, pour conserver son empire éparpillé.

La politique actuelle de l'Union soviétique, si elle est poussée jusqu'au bout, conduit à l'enchevêtrement dans les intrigues impérialistes et menace de porter un coup mortel au mouvement prolétarien mondial.

Il est évident qu'une telle situation impose un nouveau parti et une nouvelle Internationale (la IV^e).

(11) En allemand dans le texte et les traductions en toutes les langues (« poussée vers l'ouest »).

(12) Joseph GOEBBELS (1897-1945), nazi depuis 1922, journaliste, chef de la propagande du parti, avait été nommé en 1933 ministre de l'information et de la propagande. Il utilisa dans ce but la radio à une échelle sans précédent.

(13) La conférence du désarmement, commencée en 1932 sous les auspices de la S.D.N., se traînait depuis que l'Allemagne avait décidé de la quitter le 14 octobre. Les négociations s'étaient pourtant prolongées jusqu'au 17 avril 1934 où le gouvernement français avait déclaré dans une note qu'il se refusait solennellement à légaliser le réarmement allemand. Elles ne devaient pas reprendre.

(14) Le gouvernement britannique ne dissimulait pas son hostilité à l'intransigeance française sur la question du « réarmement allemand », et se montrait partisan sur cette question de concessions modérées.

POUR UN PROGRAMME D'ACTION

(printemps 1934)

Le C.N. (2) ne doit pas être un conseil de compte rendu, d'analyse du passé, de perspectives générales, mais un conseil d'action et de combat.

Il doit élaborer un programme d'action composé de points essentiels pour diriger toute notre propagande, notre agitation et notre action.

Puisque ce document n'a pas été préparé, le C.N. pourra s'occuper d'une discussion générale sur les mots d'ordre à introduire dans le programme d'action et charger la C.E. (peut-être avec le concours du S.I.) d'en fixer le texte définitif dans un délai de dix jours au maximum. La C.E. pourrait créer une commission un peu plus large en y introduisant quelques camarades extérieurs à elle pour l'élaboration du programme d'action.

Voici quelques suggestions pour le programme lui-même :

La question de l'« économie », de l'« équilibre du budget », c'est la question de la diminution des salaires, des pensions, des secours de chômage, etc., et c'est maintenant la question la plus brûlante. Ici nous sommes sur la défensive, mais il faut la mener d'une manière précise et vigoureuse.

Les classes dirigeantes se plaignent de ne pouvoir supporter de nouveaux impôts. Elles accablent d'impôts les paysans et la

(1) V 86, Collège de Harvard. Trotsky propose à ses camarades français la rédaction d'urgence d'un « programme d'action ». Dicté en français. Dans le plan général des *Œuvres*, nous avons placé ce texte à cette date sur la base des indications apportées par la bibliographie de Sinclair. Jean van Heijenoort nous a précisé, au moment où était achevé le montage du volume 3 se terminant avec le départ de Barbizon, que ce texte avait été dicté à Barbizon. Il ne nous a pas été possible, matériellement, de le remettre à sa place dans le volume 3 et nous le présentons donc ici avec nos excuses.

(2) Le C.N., ou conseil national, consistait en la réunion de la commission exécutive élargie aux responsables des régions.

petite bourgeoisie des villes et veulent affamer les petits employés, les mutilés, etc. La question se pose : « Est-ce que les classes dirigeantes seraient devenues pauvres comme le pauvre Chiappe (3) ? » Les classes dirigeantes connaissent très bien les revenus, les salaires, les pensions du petit peuple qu'elles accablent et affament. Mais le peuple, lui, ne connaît pas du tout les richesses et les revenus des classes dirigeantes. Elles les cachent en invoquant le « secret commercial », le « secret professionnel », etc. Tous ces secrets ne sont que les secrets des exploiters pour mieux mener leur exploitation. A bas les secrets des riches ! La comptabilité sur la table ! Avant de consentir, ou mieux, de refuser les nouveaux sacrifices, nous voulons voir les vrais revenus de la nation et leur distribution.

L'affaire Stavisky (4) nous a montré, sous une forme concentrée, une partie infime de l'« économie nationale » et de ses secrets. Nous voulons connaître toute la staviskerie des classes dirigeantes. On nous présente, après des efforts inouïs, quelques talons des chèques de Stavisky. La classe ouvrière veut voir de ses propres yeux tout le carnet de chèques de la bourgeoisie. C'est en cela que consiste l'essence du contrôle ouvrier et paysan. L'ouvrier doit avoir la possibilité de connaître à fond toutes les affaires de son industrie. Les paysans, à l'aide d'un employé de banque honnête, doivent connaître toute la comptabilité des banques qui les endettent et les ruinent.

Quel que soit le plan de redressement de la vie économique du pays, la première condition est la clarté absolue sur la richesse de la nation et sur sa distribution. Les anciens combattants, qu'on veut de nouveau courber sous les mots d'ordre patriotiques, ont le même intérêt que les ouvriers et les paysans à connaître toute la machinerie de la société qui a abouti à la crise, au gâchis, et à l'escroquerie inouïe. Notre mot d'ordre est : « Contrôle ouvrier et paysan (les anciens combattants compris) sur les banques, le commerce et l'industrie ! »

(3) Jean CHIAPPE (1878-1940) avait été préfet de police de Paris de 1927 à 1934, et s'y était fait le protecteur des « ligues » d'extrême droite. Ses liens avec les milieux d'affaires étaient notoires. On sait que le gouvernement Daladier avait décidé de le remplacer pour gagner les voix socialistes et que cette décision fut le prétexte de la manifestation des ligues du 6 février 1934. L'allusion au « pauvre Chiappe » s'explique par la célèbre phrase de Chiappe — ou plutôt que Chiappe s'attribue en réponse à Daladier : « Je suis entré riche dans la maison que vous m'obligez à quitter ; j'en sors pauvre. »

(4) Alexandre STAVISKY (1886-1934), d'origine russe, avait été plusieurs fois condamné pour escroquerie. C'est en décembre 1933 qu'avait éclaté l'affaire du crédit municipal de Bayonne, l'émission de 200 millions de francs de faux bons de caisse. Recherché, Stavisky, âme de cette escroquerie, est trouvé mort — « suicidé » selon la police — dans une villa près de Chamonix le 8 janvier 1934. On

La bourgeoisie n'y consentira jamais de son plein gré. Si ses secrets sont divulgués, il ne lui restera, comme à Stavisky, qu'à se suicider. C'est pourquoi elle a ses bandes fascistes. La question de la distribution du fardeau national sera dès maintenant résolue par les armes. Voilà la politique des exploiters aux abois !

Les exploités doivent se défendre, même pour défendre leurs maigres salaires et pensions. Ils doivent s'organiser et s'armer contre les bandes réactionnaires du capital.

L'*Humanité* demande depuis des mois le désarmement et la dissolution des bandes fascistes ! Quelles illusions démocratiques ! Nous venons de voir la commission d'enquête parlementaire appuyer le mot d'ordre de l'*Humanité* sur le désarmement (5). On commence, il est vrai, par les fascistes, puisqu'ils sont les seuls armés. On se crée par ce procédé une couverture démocratique pour ne pas permettre au prolétariat d'avoir la possibilité de se défendre.

On veut nous effrayer par le spectre de la guerre civile. Si le vrai peuple s'arme, les exploiters n'auront pas la possibilité de déclencher la guerre civile. Au contraire, si le peuple est désarmé, les exploiters aux abois le courberont par des saignées successives.

Notre mot d'ordre est : « Milice ouvrière et paysanne, armement du peuple ! »

Avec le contrôle ouvrier et la milice, nous restons toujours sur la défensive. Nous ne voulons pas permettre de rejeter la société dans la barbarie et la décomposition. Mais cela ne suffit pas. Il faut faire sortir la société de l'impasse où elle se trouve, et, pour cela, il faut recréer l'économie nationale de fond en comble, en l'adaptant aux intérêts du peuple travailleur et en sacrifiant les privilèges des sommets oustricards et staviskrates (6).

apprend alors que plusieurs personnalités radicales, des députés, un ministre au moins sont compromis. L'affaire déclenche l'agitation antiparlementaire des « ligues » qui aboutit à la manifestation du 6 février 1934 contre le Palais-Bourbon au cri de « A bas les voleurs ! ».

(5) L'*Humanité* avait « exigé » du gouvernement le « désarmement » des « ligues » ; la commission d'enquête parlementaire avait repris le même mot d'ordre.

(6) Le banquier Albert OUSTRIC (né en 1887) avait fait en 1930 une faillite d'autant plus retentissante que plusieurs parlementaires y étaient compromis dont un ancien garde des sceaux. « Oustricards » et « staviskrates » étaient des expressions courantes dans la presse de l'époque pour désigner les hommes politiques compromis dans ces deux scandales.

Pour recréer l'économie, il faut un gouvernement du peuple travailleur, un gouvernement ouvrier et paysan. On parle beaucoup de gouvernement fort, et ce n'est pas par hasard. Les exploiters ont tellement embourbé le char de la société que, pour le faire sortir, il faut une énergie farouche et des efforts vraiment révolutionnaires. Les Jacobins nous ont donné, il y a cent quarante ans, un exemple formidable. Ce sont les pauvres, les petites gens, les exploités, qui ont créé le gouvernement de la Montagne (7), le gouvernement le plus fort que la France ait jamais connu, et c'est ce gouvernement qui a sauvé la France dans les conditions les plus tragiques. D'ailleurs, la révolution d'Octobre, plus récemment, nous a montré de quels efforts est capable le peuple travailleur, quand il prend son propre sort entre ses mains. La première condition pour créer un gouvernement fort, c'est que les ouvriers rompent toutes les attaches politiques avec la bourgeoisie. Le bloc de la classe ouvrière doit tendre une main fraternelle aux paysans et à la petite bourgeoisie des villes, pour s'opposer ensemble vigoureusement au bloc des exploiters, qu'il s'appelle « gouvernement de trêve nationale », « union nationale », etc.

Le gouvernement directement issu du peuple travailleur devra libérer les petits paysans des dettes qui les écrasent, pour lui assurer dans l'économie planifiée une place digne d'un peuple civilisé.

Les bourgeois, les vrais expropriateurs du pays, et des petites gens en général, font peur aux paysans avec le spectre d'une expropriation violente par le prolétariat. C'est faux ! L'exemple de la Russie soviétique, d'ailleurs défiguré par la presse bourgeoise, n'est pas la règle. La France a de grands avantages : a) sa population est beaucoup plus civilisée que la population de la Russie tsariste, b) le prolétariat français peut s'appuyer sur l'U.R.S.S., c) il pourra éviter pas mal de fautes commises par le prolétariat russe qui a commencé la transformation de la société capitaliste.

Ce qui écrase le paysan, l'artisan, le petit commerçant, c'est la concurrence et les impôts. Le gouvernement, en expropriant les richesses des exploiters en faveur du peuple, pourra diminuer les impôts qui retombent sur les paysans et la petite bourgeoisie des villes. En éliminant la concurrence par l'économie planifiée, le gouvernement ouvrier et paysan pourra laisser aux petits propriétaires (paysans, artisans, commerçants) la pleine liberté de dispo-

(7) C'est dans les rangs des « Montagnards » — siégeant sur les travées supérieures — de la Convention que s'étaient recrutés les membres du gouvernement révolutionnaire de 1793, le fameux Comité de Salut public dont Robespierre avait été l'inspirateur.

ser de leur propriété et leur assurer en même temps des commandes de l'Etat à des prix qui doivent élever considérablement leur niveau de vie.

La nationalisation des banques, des grandes propriétés foncières, des industries clés, des chemins de fer, ne signifie pas la . bureaucratisation totale de la vie économique. L'économie étatique peut créer un équilibre nécessaire avec l'économie paysanne et petite-bourgeoise pour l'aider, l'élever, et pour lui laisser le libre choix de sa transformation. Le prolétariat peut s'engager devant les paysans à ce que la transformation ultérieure de l'agriculture ne puisse se produire qu'avec le consentement des paysans eux-mêmes, et ces contrats honnêtes entre deux classes doivent trouver leur réalisation et en même temps leur garantie dans le gouvernement ouvrier et paysan.

C'est dans cette perspective que le sens du contrôle ouvrier et paysan se découvre devant nous. Pour prendre dans ses mains avec assurance les banques, les transports et les industries clés, le peuple travailleur doit commencer par pénétrer par ses organisations syndicales — comités d'usines, de banques, de chemins de fer — dans tout le système capitaliste. Le contrôle ouvrier et paysan qui est à son premier stade une mesure de défense contre les impôts écrasants et les réductions de salaires devient tout naturellement l'étape préparatoire pour l'économie planifiée, c'est-à-dire socialiste.

•
* *

P.-S. Ce ne sont que des suggestions, écrites entre deux portes, qui ne prétendent servir que de point de départ à la discussion. La question agraire doit être précisée. 11 faut essayer de donner le tableau de la grande propriété foncière et indiquer la destination des terres nationalisées (fermes d'Etat, distribution à des métayers, coopératives de production d'ouvriers agricoles avec des crédits de l'Etat, etc.). De même, il faudrait bien donner un tableau de l'endettement des paysans et indiquer la formule de libération des propriétaires paysans des hypothèques qui les écrasent.

Pour la classe ouvrière, et c'est par cela qu'il faudrait peut-être commencer, il est à indiquer que l'économie planifiée permettra de passer immédiatement à la journée de 7 heures, et, pour des industries extractives et insalubres, de 6 heures, et d'instaurer un système accompli de véritables assurances sociales.

Avant de lancer le programme d'action, il faudrait bien l'analyser devant les membres de la Ligue et les sympathisants, en les imprégnant de la nécessité d'une campagne concertée. Le manifeste contenant le programme d'action doit être bien concis, et largement répandu sous forme de tract. Un numéro spécial de *La Vérité* (peut-être même d'un format agrandi) et un numéro spécial *^Octobre rouge* (8) doivent être consacrés à cette campagne ; chaque camarade doit y prendre part en pleine conscience de la grande tâche qui s'impose à la Ligue.

P.-S. L'essentiel est que tout soit fait « vite et fort » : dix jours au maximum pour l'élaboration du texte définitif. Les onzième et douzième jours pour les réunions préparatoires et exposés dans toute la France. En même temps, le manifeste doit être sous presse. Dans deux semaines, la France doit être plus ou moins « couverte » de ce manifeste. Les discours des adultes et des jeunes doivent l'exposer partout.

Voilà notre point de vue.

(8) *Octobre rouge* était, depuis novembre 1933, l'organe mensuel des jeunes-léninistes animé entre autres par Yvan Craipeau.

[LES DIFFICULTES DANS L'ORGANISATION]

(15 juin 1934)

Cher Ami (2),

Merci pour votre lettre bien instructive pour moi. Je l'ai reçue aujourd'hui en quittant mon administration qui a l'intention de me congédier (3). N'importe... Quant à la question de la Ligue, j'en parle dans ma critique du programme d'action (4). Je vous en envoie une copie. Cette forme d'explication est la plus commode parce que chacun est obligé de donner des formules exactes et cela élimine les malentendus et les discussions superflues.

La situation dans la Ligue m'inquiète beaucoup. Non du point de vue des divergences de principes, mais du point de vue du système de travail. Mais ce serait une grande faute de faire du plénum (5) l'arène de discussions acharnées concernant la Ligue. Par la discussion, on peut préciser les idées, mais pas changer les

(1) Archives Tamara Deutscher, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre dictée en français.

(2) La lettre est adressée à Alfonso LEONETTI (né en 1895), dit FEROCI, SOUZO, Guido SARACENO, AKROS. Ancien compagnon d'Antonio Gramsci à Turin dans *VOrdine Nuovo*, dirigeant du P.C. italien, il avait fait partie du « groupe des trois » de la direction de ce parti qui avait constitué en 1930 la Nouvelle Opposition italienne (N.O.I.) et était depuis lors membre du secrétariat international. Il avait envoyé à Trotsky un rapport que nous n'avons pu encore retrouver.

(3) On peut déduire de cette phrase que c'est le 15 juin que Trotsky avait quitté Saint-Pierre-de-Chartreuse où il se trouvait depuis le 26 mai ; dans ces conditions, cette lettre aurait été écrite à Grenoble où il se rendit aussitôt après son départ de Saint-Pierre. Jean van Heijenoort n'est pas de cet avis, mais ne peut pas préciser la date du départ de Saint-Pierre.

(4) Il ne s'agit pas du texte précédent, mais d'un autre, critique du projet que lui avaient adressé les camarades de la Ligue. Une commission spéciale travaillait la question, formée de Naville, Craipeau et Elie Kamoun.

(5) Le plénum était l'organe suprême de la L.C.I., formé des représentants des sections nationales autour du secrétariat international. Leonetti avait vraisemblablement proposé qu'il soit mis à son ordre du jour la question de la Ligue française.

caractères et les habitudes. Je ne m'oppose naturellement pas à la discussion, mais elle doit être réduite à quelques points bien précis et accessibles à tous les délégués. Cela signifie, selon mon opinion, qu'il faut absolument, *avant le plénum*, dans la commission française, liquider les malentendus, trouver des formules communes pour les questions où il n'existe pas de divergences de fond et opposer des formules exactes pour les points litigieux. C'est le seul procédé pour ne pas envenimer l'atmosphère du plénum.

On veut poser, autant que je sache, la question de la conférence internationale (6). J'ai observé que les camarades et les sections qui aident le moins à notre organisation internationale sont les plus exigeants dans la question de la conférence internationale. Cette question doit être adaptée à la réalité politique. La conférence signifie quelques douzaines de délégués. Comment couvrir les dépenses ? Et surtout : où tenir la conférence, sans des conséquences néfastes comme en Hollande (7) ? Si le parti ouvrier prend le pouvoir en Angleterre ou en Norvège (8), la situation pourra devenir politiquement plus favorable pour la conférence. La question financière subsistera en tout cas. Mais, parler de la conférence aujourd'hui ou même en fixer la date ne serait qu'une légèreté bureaucratique. Dans les organisations illégales — internationalement c'est notre cas — le démocratisme organisationnel est nécessairement réduit. Le plénum, plus ou moins complet, remplace chez nous la conférence jusqu'au changement des conditions politiques. Les mécontents devraient présenter leur plan pratique.

Quant au secrétariat, j'ai déjà communiqué mon opinion à Genève (9), ma conviction même : il faut introduire formellement Dubois dans le secrétariat (10). Le plénum pourrait accepter la résolution suivante :

(6) Il s'agit d'une conférence internationale de la L.C.I., réclamée à l'époque par plusieurs sections.

(7) Allusion à l'intervention de la police hollandaise lors de la conférence de la jeunesse à Laren en février précédent : quatre militants allemands, arrêtés, avaient été livrés à la Gestapo par le gouvernement hollandais.

(8) Des élections législatives allaient avoir lieu en Grande-Bretagne et en Norvège : la victoire du Labour Party et du D.N.A. apparaissait possible. De tels développements pouvaient rendre plus facile l'organisation dans ces pays d'une conférence internationale.

(9) « Genève » est le mot de code pour désigner le secrétariat international.

(10) Nous ne possédons pas cette lettre. Dubois est le pseudonyme de la militante allemande Ruth FISCHER (1895-1961). De son véritable nom Elfriede Eisler, ancienne femme du militant autrichien Friedlander, elle avait contribué à la fondation du P.C. autrichien, puis milité à partir de 1919 en Allemagne où elle avait été

« Pour renforcer le secrétariat, surtout pour le travail dans les pays anglo-saxons, le plénum décide d'introduire le camarade Dubois avec voix délibérative. »

C'est mille fois mieux que de créer un régime transitoire qui prêterait à l'équivoque, créerait une situation fautive et finirait par la crise. Comme membre de plein droit, le camarade Dubois devra voter dans chaque question et prendre ses responsabilités. L'expérience démontrera — je l'espère et je le désire de tout mon cœur — que c'est la seule voie juste.

Je ne vous écris rien sur la question grecque (11) : je n'ai pas eu encore le temps de lire les documents, de même sur la question polonaise. Je vous écrirai là-dessus la prochaine fois.

J'attire votre attention sur le projet de règlement des milices (12). Je trouve ce document très important, parce qu'il met tous les points sur les i. Je vous envoie quelques notes concernant ce règlement.

Bien amicalement.

bientôt l'animatrice de la « gauche » de 1921 à 1923 avec son compagnon Isaac Tchérémski, dit Arkadi MASLOW (1893-1941). Portée à la direction du K.P.D. par la faveur de Zinoviev en 1924, elle en avait été écartée en 1925, et été exclue du parti en 1926. En 1928, elle avait participé à la fondation en Allemagne d'une « opposition unifiée », le Leninbund, mais l'avait quittée avec Maslow à la suite de la capitulation de Zinoviev en U.R.S.S. Maslow et elle s'étaient réfugiés en Tchécoslovaquie, puis en France en 1933. Trotsky désirait vivement les gagner à l'« Opposition de gauche », et, à partir de 1933, à la construction de la IV^e Internationale. Il les avait rencontrés à Paris, en janvier 1934, seul, en dépit des protestations des militants allemands, notamment de Bauer, secrétaire du S.I., qui les accusaient de « double jeu ». Sous les pseudonymes de DUBOIS et de PARABELLUM, ils avaient demandé à entrer dans la section allemande, les I.K.D., qui avait refusé leur admission, contre l'opinion de Trotsky. Ils avaient constitué un petit groupe qu'ils appelaient « cellule Internationale » des I.K.D. Trotsky tenait beaucoup à associer ces deux militants à son travail, sans doute en leur qualité d'anciens « zinoviévistes » connus, et mettait en avant leurs connaissances en langues étrangères (Maslow connaissait bien le russe, et Ruth Fischer maniait couramment l'anglais). Il pensait que leur admission à des responsabilités réelles était l'unique moyen de les lier. 11 semble que le S.I. était de son avis, puisque, dans une lettre du 4 septembre 1934, Pierre Naville écrivait : « Le S.I. n'a pas hésité à travailler depuis des mois avec les camarades Parabellum et Dubois, qui n'étaient pas membres de la L.C.I. et cependant assistaient aux séances, détenaient la correspondance et écrivaient au nom du S.I. » (*Bulletin intérieur* de la Ligue communiste, n°13). Notons au passage que Ruth Fischer avait acquis la nationalité française grâce à un mariage arrangé - et célébré - par Doriot avec un militant de Saint-Denis, Pleuchot.

(11) La section grecque venait de connaître une grave scission, consécutive au tournant de 1933. La majorité avait suivi son ancien représentant au S.I., Dimitri Yotopoulos, dit Vitte (cf. n. 17, p. 278), dans sa rupture avec l'organisation internationale ; la minorité, que dirigeaient le comédien Georges VITSORIS, dit GREGOIRE (1899-1954), et Karliafis LOUKAS, dit Kostas KASTRITIS (né en 1905), venait d'être reconnue comme section.

(12) Nous n'avons pas retrouvé ce « règlement des milices » dont il est plusieurs fois question dans des textes postérieurs.

P.-S. Quant à votre article, je vous le rends ci-joint. Mon accord avec le fond et mon désaccord avec le mot d'ordre de gouvernement socialiste sont éclaircis dans les autres écrits (13).

(13) Nous ne savons pas exactement de quel texte il s'agit. Cependant, le *Bulletin d'information et de discussion* de la Ligue communiste, n°8, juillet 1934, allait bientôt publier une lettre du secrétariat international au bureau politique de la Ligue, datée du 23 mai 1934 et signée du nom de Martin, qui était l'un des nombreux pseudonymes de Leonetti. Elle consistait en une critique vigoureuse de la Ligue, à laquelle elle reprochait son attitude négative vis-à-vis des mots d'ordre démocratiques, un certain « suivisme » par rapport à Doriot, et l'absence de mots d'ordre « gouvernementaux » complétant de façon positive celui de « A bas Doumergue ! ». Sur ce point, Leonetti expliquait : « Que devons-nous opposer à Doumergue ? Que les socialistes prennent le pouvoir : ** le pouvoir aux socialistes **, tel est, nous semble-t-il, le mot d'ordre adéquat à la situation d'aujourd'hui. » On peut supposer de toute façon que c'était bien cette position que Trotsky critiquait, puisqu'il mettait pour sa part en avant le mot d'ordre de « gouvernement Bluin-Cachin », c'est-à-dire P.S.-P.C. Un article de Leonetti, « La Tercera República en la encrucijada : Vuelta al Bonapartismo y Fascismo o lucha por la Detnocracia », *Comunismo*, inai 1934, mentionne également le mot d'ordre de « gouvernement socialiste ».

[LE NOUVEAU TOURNANT DU P.C.](¹) (16 juin 1934)

Un nouveau tournant brusque des staliniens sur la politique du front unique me semble un fait accompli (2). Il ne saurait être question d'une nouvelle orientation théorique. La cause immédiate de ce tournant est la panique devant la désintégration du P.C. en France. Une éventuelle jonction de Saint-Denis et de la Ligue communiste, voilà ce qui effraie, et à juste titre, les staliniens.

Ils répondent à ce danger par une manœuvre qui, par ses traits extérieurs, répond aux aspirations confuses mais intenses des masses travailleuses.

Quelques centaines et peut-être quelques milliers d'ouvriers conscients auront éprouvé et vérifié l'aventurisme, le manque de principes des staliniens et la justesse de notre ligne. Mais des centaines de milliers ne saisiront que le fait essentiel, à savoir que le P.C. est pour l'action commune.

Ne pas apprécier l'importance de ce fait pourrait constituer une sérieuse faute. Le sol peut de ce jour se dérober sous les pieds de Saint-Denis, étant donné que son programme entier se réduit à l'unité d'action.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au S.I. En français.

(2) La politique du P.C. avait poursuivi dans l'ensemble celle de la période d'avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, même au lendemain de la manifestation du 12 février, notamment dans le cours de la polémique contre Doriot qui préconisait des propositions de front unique aux dirigeants socialistes. Mais il semble que l'I.C. avait tranché en faveur de l'application par Thorez de la politique préconisée par Doriot. Dans son discours du 23 mai à la Grange-aux-Belles, Maurice Thorez n'avait pas exclu l'ouverture de pourparlers avec la direction socialiste, au lendemain de son retour de Moscou. Le 31 mai, *VHumanité* avait reproduit une lettre du C.C. du P.C. proposant aux dirigeants socialistes une action commune pour la libération de l'Allemand Thälmann, et elle avait reproduit un article de la *Pravda* qui jugeait « possible » un appel aux dirigeants socialistes. Une première rencontre entre dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C. avait eu lieu le 11 juin.

[LE NOUVEAU TOURNANT DU P.C.](¹) (16 juin 1934)

Un nouveau tournant brusque des staliniens sur la politique du front unique me semble un fait accompli (2). Il ne saurait être question d'une nouvelle orientation théorique. La cause immédiate de ce tournant est la panique devant la désintégration du P.C. en France. Une éventuelle jonction de Saint-Denis et de la Ligue communiste, voilà ce qui effraie, et à juste titre, les staliniens.

Ils répondent à ce danger par une manœuvre qui, par ses traits extérieurs, répond aux aspirations confuses mais intenses des masses travailleuses.

Quelques centaines et peut-être quelques milliers d'ouvriers conscients auront éprouvé et vérifié l'aventurisme, le manque de principes des staliniens et la justesse de notre ligne. Mais des centaines de milliers ne saisiront que le fait essentiel, à savoir que le P.C. est pour l'action commune.

Ne pas apprécier l'importance de ce fait pourrait constituer une sérieuse faute. Le sol peut de ce jour se dérober sous les pieds de Saint-Denis, étant donné que son programme entier se réduit à l'unité d'action.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au S.I. En français.

(2) La politique du P.C. avait poursuivi dans l'ensemble celle de la période d'avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, même au lendemain de la manifestation du 12 février, notamment dans le cours de la polémique contre Doriot qui préconisait des propositions de front unique aux dirigeants socialistes. Mais il semble que l'I.C. avait tranché en faveur de l'application par Thorez de la politique préconisée par Doriot. Dans son discours du 23 mai à la Grange-aux-Belles, Maurice Thorez n'avait pas exclu l'ouverture de pourparlers avec la direction socialiste, au lendemain de son retour de Moscou. Le 31 mai, *VHumanité* avait reproduit une lettre du C.C. du P.C. proposant aux dirigeants socialistes une action commune pour la libération de l'Allemand Thälmann, et elle avait reproduit un article de la *Pravda* qui jugeait « possible » un appel aux dirigeants socialistes. Une première rencontre entre dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C. avait eu lieu le 11 juin.

Nous allons observer un astucieux complot des deux bureaucraties dont « l'unité d'action » consistera en assurances mutuelles des possessions de chacune à travers une lutte en commun contre les nécessités réelles de l'action de classe révolutionnaire.

C'est pourquoi il faut déplacer le centre de gravité de la formule abstraite du front unique à son contenu réel. C'est la tendance des deux documents : l'article du camarade Feroci Que ne mentionne pas la question du gouvernement socialiste que j'ai traitée ailleurs, et les directives pour la milice (3). Cela pose de façon très pratique les questions de la lutte.

Si le programme d'action est déjà rédigé, et surtout si on fait apparaître les tâches matérielles de la lutte, ce programme peut et doit devenir l'instrument le plus important pour déjouer le complot des deux bureaucraties. Mais il ne peut opérer en lui-même. Il faut des bases, des liens, des canaux d'influence. Dans l'éventualité de la création d'une société d'assurance mutuelle de Cachin et Blum (4), les comités de vigilance seraient balayés d'un coup, et c'est d'ailleurs là le but premier que se donnerait cette société d'assurance mutuelle. Pour ne pas être expulsée du mouvement, la Ligue doit être présente non seulement à l'extérieur de la société d'assurance mutuelle, mais aussi et avant tout dans son cadre même. Pratiquement, cela signifie aujourd'hui à l'intérieur du parti socialiste. Et, maintenant, quelle est l'activité présente de la Ligue dans le parti socialiste ? Il apparaît qu'elle est au minimum, ce qui peut vouloir dire que la politique menée sur cette question était fausse. Un travail interne assidu et systématique, la création d'une fraction de sympathisants, une adaptation responsable au milieu, un travail de regroupement et d'éducation semblent avoir été remplacés par quelques articles dans *La Vérité* et des propos vagues en vue d'actions communes. On s'adapte. Il n'y a pas d'autre voie si l'on veut rester isolés. Si on ne sait ni les adapter, ni les appliquer, ni en convaincre, les idées les plus justes peuvent rester fausses et stériles. Il faut avoir une nouvelle orientation en direction du parti socialiste (5). Il faut y pénétrer, lui consacrer dix fois plus de forces qu'on ne l'a fait jusqu'à maintenant. C'est là l'unique possibilité de gagner de l'influence dans le P.C., et même à Saint-Denis.

(3) Sur le problème du gouvernement socialiste, cf. n. 13, p. 100 ; sur celui de la milice, cf. n. 12, p. 99.

(4) Trotsky entrevoit ici la possible création de ce qui sera effectivement un mois plus tard le « pacte d'unité d'action ».

(5) Voilà la première manifestation de ce qui va devenir la proposition de Trotsky de pratiquer l'« entrisme » dans la S.F.I.O.

LA LIGUE DEVANT UN TOURNANT DÉCISIF

(entre 16 et 20 juin 1934)

Pendant plusieurs années, le mot d'ordre de combat le plus actif de la Ligue a été celui du « front unique ». Sans aucun doute, en dépit de son caractère abstrait, ce mot d'ordre a-t-il pendant deux ou trois ans représenté la clé de la situation en Allemagne, puis en France. Il a fallu la défaite du prolétariat allemand, la catastrophe autrichienne (2), la montée du fascisme en France et dans d'autres pays, pour que la bureaucratie de l'I.C. tourne radicalement sur cette question du front unique. L'exemple des tournants antérieurs ne nous a que trop bien montré que, si l'ancienne position n'a pas été *surmontée* de façon critique, et si la nouvelle n'a pas été fondée sur le plan théorique, un tournant, même formellement progressif, n'offre aucune garantie pour une politique juste. Au contraire, il charrie inévitablement avec lui une chaîne de nouvelles vacillations et erreurs. Des symptômes éclatants des nouveaux dangers se présentent sous nos yeux : les ultimatises se transforment déjà en opportunistes. Pour cette raison, l'ensemble de notre combat se trouve porté sur un plan nouveau, plus élevé.

La social-démocratie, pour sa part, s'est placée sur la voie du front unique avec l'objectif bien déterminé d'en briser la pointe révolutionnaire. Sur le terrain du front unique, la lutte contre la bureaucratie réformiste doit être conduite de façon moins

(1) V 112, Harvard. *Internai Bulletin*, C.L.A., n° 17, automne 1934, signé Vidal. Traduit de l'anglais. Bien qu'il soit indiqué comme datant du mois de juillet, nous pensons qu'il a été rédigé entre le 16 et le 20 juin. En effet, une lettre écrite quelques jours après, qui l'accompagne, parle de la « rupture des pourparlers » entre le P.C. et le P.S., intervenue le 20 juin. Il est d'autre part évident que Trotsky n'aurait pas proposé en juillet une conférence de la Ligue pour « au plus tard... le 14 juillet » — ou qu'il aurait, dans cette hypothèse invraisemblable, écrit « le 14 ».

(2) Allusion à la venue de Hitler au pouvoir, suivie de l'interdiction de toutes les organisations ouvrières, en 1933, puis à la défaite des socialistes autrichiens devant Dollfuss à Vienne en février.

bruyante dans la forme, mais plus systématique et tendue que jamais.

Les deux bureaucraties sont unies par la communauté de leurs intérêts face à l'opposition grandissante qui exprime ou tente d'exprimer les tâches de l'heure (3). D'autre part, toutes deux se dressent l'une contre l'autre avec hostilité dans une concurrence plus aiguë que jamais. C'est pourquoi on peut distinguer dans la politique de l'une comme de l'autre le complot contre tous ceux qui cherchent à porter atteinte à leur domination et leur peur à toutes d'eux d'être victime de leur alliée. Le résultat est qu'elles sont l'une et l'autre prêtes à tout moment à briser le front unique.

Récemment encore, les leçons des événements, l'analyse marxiste, la critique des bolcheviks-léninistes, militaient en faveur de la politique du front unique. Maintenant, il s'y est ajouté en France un puissant facteur : *la pression active des masses elles-mêmes* (4). Ce facteur est aujourd'hui décisif. Il s'exprime directement à travers les manifestations militantes de rues, et indirectement à travers le tournant politique des deux appareils. C'est là un énorme pas en avant. Mais c'est précisément parce qu'il est énorme qu'*'il modifie de fond en comble la situation politique*.

Hier encore, le mot d'ordre du front unique était le monopole exclusif des seuls bolcheviks-léninistes. Aujourd'hui, il nous a été enlevé. Ce mot d'ordre appartient à tous. Il exprime l'aspiration profonde et passionnée, mais politiquement très obscure, des masses à opposer aux progrès de la réaction les forces unies de tous les opprimés. L'existence d'une telle aspiration crée la condition la plus importante, sinon d'une situation directement révolutionnaire, du moins d'une situation prérévolutionnaire qui peut très rapidement se transformer en une situation révolutionnaire. Malheureusement, les organisations existantes ne saisissent que de façon très médiocre *les modifications* réelles dans l'état d'esprit des masses ouvrières. Savoir prêter l'oreille à l'ouvrier moyen à l'usine, dans la rue, dans l'autobus, au café, dans sa famille, pour savoir comment il apprécie la situation, quels sont ses espoirs, ce qu'il croit — savoir écouter attentivement un tel ouvrier —, constitue le premier devoir d'une organisation révolutionnaire, surtout

(3) Cette « opposition » est constituée à la fois par la gauche du parti socialiste exigeant l'unité d'action, le rayon de Doriot à Saint-Denis dans le P.C. et la Ligue communiste elle-même.

(4) Il est traditionnel de mentionner le fait que la fusion des deux manifestations ouvrières place de la Bastille à Paris a été imposée le 12 février par les manifestants eux-mêmes. En réalité, depuis le 6 février, bien d'autres manifestations unitaires avaient été imposées aux dirigeants en province.

dans une période aussi critique que celle d'aujourd'hui où la conscience des masses change littéralement tous les jours. A l'heure actuelle, on peut juger de la profondeur et de l'acuité du tournant dans la conscience des masses avant tout par l'expression de leurs sympathies, surtout par les événements qui se produisent à l'intérieur de la social-démocratie, la scission de Saint-Denis, le tournant des deux bureaucraties vers le front unique, etc. Ces répercussions, intéressantes en tant que symptômes, ont toujours un caractère tardif et déformé ; elles nous permettent cependant de tirer les conclusions suivantes : 1. Les ouvriers voient non seulement le danger, mais encore la possibilité de résister ; 2. Ils voient leur salut dans le front unique ; 3. Avec une politique à moitié juste, renforçant la confiance des travailleurs en eux-mêmes, la défense active peut, en un laps de temps très court, se transformer en offensive générale.

La tâche des bolcheviks-léninistes ne consiste pas désormais à répéter des formules abstraites sur le front unique (alliance ouvrière, etc.), mais à formuler des mots d'ordre déterminés, une activité concrète et des perspectives de lutte sur la base d'une politique de front unique de masse. Pour la défense, il faut construire des soviets et accélérer leur transformation en organes de lutte pour le pouvoir. La tâche de la Ligue, dans la situation actuelle, ne diminue pas ; au contraire, elle grandit, s'élève à un plan supérieur et revêt un autre caractère. Ne pas le comprendre, se borner à répéter les leçons déjà apprises, signifierait perdre la partie.

D'une importance décisive pour l'avenir de la Ligue sera, à partir de maintenant, son rapport avec le front unique, non en tant que mot d'ordre abstrait, mais en tant que réalité vivante d'une lutte de masse. C'est à travers l'exemple de Saint-Denis que s'exprime le mieux la nouvelle situation. Hier encore, Doriot dirigeait la lutte pour le front unique qu'il avait, à sa manière, réalisé à Saint-Denis. Demain, au cas où un accord serait conclu entre les deux bureaucraties, les masses verraient en Doriot un obstacle, un diviseur, un saboteur du front unique. La bureaucratie stalinienne pressera Saint-Denis de revenir dans les rangs de son ancien parti (avec ou sans Doriot), ou elle écrasera Saint-Denis.

La politique de la Ligue ne se réduit évidemment pas à l'idée abstraite du front unique, et, pour cette raison — *historiquement parlant* —, le courant des bolcheviks-léninistes ne peut être liquidé par un accord entre les deux bureaucraties. Si cependant la Ligue demeurerait passive, incapable de s'adapter courageusement et rapidement à la nouvelle situation, elle pourrait être pour longtemps rejetée dans le néant.

On peut m'objecter que le front unique exige la participation de tous les groupes et organisations prolétariennes, et par conséquent celle de Saint-Denis aussi bien que de la Ligue. Mais cette objection n'a de sens que purement formel. Ce qui tranche, c'est le rapport des forces. *Si* la Ligue avait su, en temps utile, plonger dans les masses des racines plus profondes, *si* Saint-Denis avait rejoint la Ligue, *si*, etc., alors il y aurait eu une *troisième force* à côté des deux bureaucraties, et dont la participation au front unique serait exigée par la situation elle-même. Sur le terrain du front unique, cette troisième force serait devenue décisive. Mais ce n'est pas le cas. La Ligue est faible sur le terrain de l'organisation, Saint-Denis et les autres groupes semblables sont exceptionnellement faibles politiquement. Voilà pourquoi ils sont tous — la Ligue y compris — menacés du danger d'être condamnés à rester en dehors du front unique, bien que ce soit la Ligue qui ait eu l'immense mérite de l'avoir enclenché.

Si la Ligue demeure à l'extérieur et concentre ses efforts sur une critique *de l'extérieur*, elle court le danger d'irriter les travailleurs au lieu d'attirer leur attention. Répétons-le encore une fois : c'est dans l'unité de leurs rangs que les masses voient aujourd'hui l'unique voie de salut. Quiconque reste en dehors des rangs communs, quiconque critique, tout en restant sur la touche, sera considéré par les masses comme un obstacle. Ne pas tenir compte de cet état d'esprit des masses, puissant, et en définitive sain, le contrecarrer, ce serait la mort. Lors de la montée d'un mouvement, la tâche des marxistes consiste, *tout en se faisant porter par la vague*, à apporter la clarté nécessaire de pensée et de méthode.

La Ligue doit occuper une place organique dans le cadre du front unique. Elle est trop faible pour prétendre à une place *indépendante*. Cela signifie qu'elle doit immédiatement prendre une place dans l'un des deux partis qui ont négocié et conclu l'accord. Pour nous, il n'existe pas de différence de principe entre les deux partis, ou presque aucune. Mais, dans la pratique, c'est seulement l'entrée dans le parti social-démocrate qui est possible.

Quoi ? Immédiatement, nous entendons une grêle d'objections. La Ligue devrait entrer dans le parti de Léon Blum ? Elle capitulerait devant le réformisme ? Mais nous sommes pour un nouveau parti ? Nous sommes pour la IV^e Internationale ? Comment pouvons-nous entrer dans la II^e ? Que diront les staliniens ? Que diront les ouvriers ?, etc. Tous ces arguments semblent de poids, mais ils sont en réalité superficiels, car ils sautent par-dessus la réalité. Ils partent de ce qui est *désirable*, et non de ce qui est.

Evidemment, nous sommes contre le réformisme — dans la situation actuelle, de façon plus implacable que jamais. Mais il faut savoir comment approcher du but dans une situation concrète donnée. Renoncer aux principes, ou abandonner « provisoirement » la lutte pour eux, serait une trahison ouverte. Mais adapter nos méthodes de lutte à la situation et à nos propres forces est une exigence élémentaire du réalisme. Le bolchevisme, ^présenté par la direction léniniste, ne trahissait ni ne se reniait, mais en 1905-1906, sous la poussée des masses qui aspiraient à l'unité, les bolcheviks ont été amenés à se réunifier avec les mencheviks. Cette coalition a progressivement conduit à une nouvelle scission. Mais, en 1910, Lénine, sous la pression de l'état d'esprit dans ses propres rangs, s'est vu contraint de faire une nouvelle tentative d'unification, laquelle devait aboutir deux ans plus tard à la scission finale. Le caractère irréconciliable de l'attachement aux principes n'a rien à voir avec la pétrification sectaire qui passe sans y accorder d'attention sur les modifications de la situation et de l'état d'esprit des masses. Partant de la thèse selon laquelle, le parti prolétarien doit, à tout prix, être indépendant, nos camarades anglais en ont conclu qu'il serait inadmissible d'entrer dans l'I.L.P. (5). Hélas, ils oubliaient seulement qu'ils sont bien loin d'être un parti, mais qu'ils n'étaient qu'un cercle propagandiste, qu'un parti ne tombe pas du ciel, que le cercle propagandiste doit traverser une période embryonnaire avant de devenir un parti. Nos camarades anglais — la majorité — ont sans aucun doute payé cher leur erreur de perspective, et nous avec eux. Rappelons ici qu'à l'époque nous n'avons pas reproché à Walcher et compagnie d'entrer dans le S.A.P., mais de le faire en rengainant le drapeau du marxisme (6). Cela, nous ne le ferons pas.

Naturellement, la Ligue ne peut pas entrer dans le parti socialiste autrement qu'en tant que fraction bolchevik-léniniste. Elle maintiendra *La Vérité*, qui se transformera en organe de fraction,

(5) La majorité de la section britannique avait en décembre 1933 refusé d'entrer dans l'I.L.P., où n'étaient entrés, après une scission, qu'une quinzaine de militants de la minorité.

(6) Jakob WALCHER (né en 1887) avait été l'un des fondateurs et des premiers dirigeants du K.P.D. d'où il avait été exclu en même temps que le noyau de ses anciens dirigeants autour de Brandler. Il avait alors rejoint la K.P.O. — opposition de droite — en 1928, mais l'avait quittée en 1932 à la tête d'une minorité de quelques centaines de militants pour adhérer au S.A.P. récemment constitué par la scission de l'aile gauche de la social-démocratie. Son groupe avait toujours protesté contre l'accusation de Trotsky d'être entré dans le S.A.P. en dissimulant son drapeau et renvoyait à sa déclaration dans le *Sozialistische Arbeiter-Zeitung* du 13 mars 1932 où il avait « expliqué » son entrée. Trotsky avait été très impressionné par le fait que le groupe de Walcher avait réussi à prendre la direction du S.A.P. et l'avait souvent dit en 1933.

avec les mêmes droits que *V Action socialiste* (7), etc. Posant ouvertement la question de son admission, la Ligue déclarera : « Nos conceptions se sont entièrement vérifiées. Le front unique est en train de se mettre en marche sur les rails des masses. Nous voulons y participer de façon active. La seule possibilité pour notre organisation de participer, dans les conditions données, au front unique de masses, c'est d'entrer dans le parti socialiste. Aujourd'hui comme hier, plus que jamais, nous jugeons nécessaire de lutter pour les principes du bolchevisme, pour la création d'un parti véritablement révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne, et pour la IV^e Internationale. Nous espérons en convaincre la majorité des ouvriers socialistes aussi bien que communistes. Nous nous engagerons à poursuivre cette tâche dans le cadre du parti, à nous plier à sa discipline et à préserver l'unité dans l'action. »

Naturellement, les staliniens pousseront ou tenteront de pousser des hurlements furibonds. Mais, premièrement, ils ont eux-mêmes pris un tournant à angle aigu en entrant dans un bloc avec les « social-fascistes » (8). Deuxièmement, dans la campagne contre nous, ils vont se heurter à l'indignation des ouvriers socialistes. Troisièmement — et c'est au fond la seule considération importante —, il ne s'agit pas de ce que diront les staliniens, mais *du moyen pour la Ligue de devenir une force importante dans le mouvement ouvrier*. Si, par son entrée dans le parti socialiste, elle arrive, dans le courant d'une année ou même de six mois — car tout se développe très rapidement —, à grouper autour de son drapeau quelques milliers d'ouvriers, il ne viendra à personne l'idée de se souvenir de la campagne des staliniens.

Quelques camarades, dont je suis, ont plus d'une fois reproché à la direction de la Ligue et à *La Vérité* l'insuffisance de leur lutte contre la direction social-démocrate. 11 peut apparaître à première vue qu'il existe une contradiction insurmontable entre cette critique, que je maintiens intégralement encore aujourd'hui, et la proposition d'entrer dans le parti social-démocrate. En réalité, il n'en est rien. Exister en tant qu'organisation indépendante et, en même temps, ne pas se délimiter rigoureusement de la social-démocratie signifie courir le risque de devenir un appendice de la social-démocratie. Entrer ouvertement {dans les conditions con-

(7) Nom d'un bulletin de tendance à l'intérieur de la S.F.I.O., cf. n. 20, p. 123.

(8) Rappelons que depuis des années et au début de 1934 encore, conformément à la « théorie » de Staline sur la « fascisation » de la social-démocratie, les partis communistes appelaient les socialistes « social-fascistes », et faisaient de la social-démocratie l'ennemi n° 1 du prolétariat.

crêtes données) dans le parti social-démocrate afin d'y développer une lutte implacable contre la direction réformiste signifie accomplir un acte révolutionnaire. L'examen critique de la politique de Blum et Cie doit être le même dans les deux cas.

On peut encore nous faire une autre objection : pourquoi commencer par le parti socialiste ? Ne serait-il pas plus correct de s'adresser d'abord au parti communiste (9) ? De toute façon, cette question ne peut donner lieu à des divergences sérieuses ; il est clair qu'un appel aux staliniens ne peut avoir que le caractère d'une démonstration. Est-ce nécessaire ? Il est possible qu'une telle démarche soit utile en ce qui concerne une partie bien définie des ouvriers communistes. La déclaration de la Ligue pourrait alors avoir le contenu suivant : « Nous avons combattu la théorie du social-fascisme, pour le front unique, etc. Les dernières initiatives du parti témoignent d'un certain tournant dans cette direction. Pour cette raison, nous sommes prêts à tenter loyalement de travailler à l'intérieur du parti, à condition qu'il nous soit possible d'y lutter pour nos idées sur la base de la démocratie du parti. » Après l'inévitable refus, la Ligue devrait s'adresser au parti socialiste. Si la direction du parti socialiste refusait d'admettre la Ligue — et c'est bien possible — une vaste arène serait ouverte devant nous pour la lutte contre la direction dans les organismes de base. Les sympathies des ouvriers socialistes seraient sans aucun doute dans ce cas du côté de la Ligue.

La Ligue se trouve devant le tournant le plus sérieux de son histoire. Le succès de ce tournant ne peut être garanti que par *l'audace, la rapidité et l'unanimité* (10). La perte de temps, d'interminables discussions et une lutte intestine signifieraient sa perte.

Tout d'abord, c'est le comité central, à commencer par le bureau politique, qui doit déterminer sa position, la main dans la main, naturellement, avec le secrétariat international. Ensuite, les membres du bureau politique devront aller sur place préparer l'opinion des militants. Du fait de l'importance exceptionnelle de cette question, il serait nécessaire de convoquer une *conférence*

(9) Trotsky prévoit correctement une objection qui fut présentée par nombre de militants de la Ligue. En énorme majorité originaires du parti communiste, dont ils avaient été exclus pour « trotskysme », ces derniers, spontanément, tendaient à mieux comprendre une demande de réintégration dans le P.C. qu'une entrée dans la social-démocratie qu'ils combattaient déjà politiquement au temps où ils étaient dans le P.C.

(10) En réalité, il était difficile de garantir à un tel tournant à la fois « rapidité » et « unanimité », comme le montrera le déroulement de l'affaire dans les rangs de la Ligue.

pour prendre une décision définitive. En raison de la rapidité de déroulement des événements, la conférence devrait se tenir au plus tard' à la mi-juillet, par exemple, le 14 juillet (11). Ce n'est qu'en observant ce rythme dans les actes et le caractère viril de ce tournant lui-même qu'on peut fermement escompter que non seulement la Ligue ne courra pas après les événements, mais encore qu'elle fera un pas en avant gigantesque dans la voie de l'édification d'un parti véritablement révolutionnaire du prolétariat et de la construction de la IV^e Internationale.

(11) En fait, la conférence nationale qui eut à discuter et à trancher cette question ne put se réunir que le 25 août.

[RIEN DE CHANGE A LA LIGNE PROPOSÉE]

(1)

(22 juin 1934)

Chers Camarades (2),

La lettre ci-jointe a été écrite il y a quelques jours sur le bateau pendant la traversée de Marseille en Algérie. A ce moment-là, l'accord entre les staliniens et Blum paraissait conclu. Mais j'ai reçu tout à l'heure les derniers numéros de *VHuma* et du *Popu* qui m'ont appris que les pourparlers étaient rompus (3). Néanmoins j'estime nécessaire de vous envoyer cette lettre car les différents épisodes des rapports entre les sommets réformistes et stalinien! *ne changent pas* la ligne fondamentale que j'y expose. Même Blum et Cachin parlent de la rupture des pourparlers plutôt comme d'une interruption *temporaire* : ils sentent la pression d'en bas et craignent les masses. En tout cas, le front unique entre organisations sur le plan local va progresser sous la pression des événements, et la Ligue ne peut ni ne doit rester à l'écart. La rupture des pourparlers donne à la Ligue un certain *délai* pour préparer son tournant tactique. Mais il ne faut pas le mesurer en mois, mais plutôt en semaines. Le rythme des événements s'est maintenant accéléré de façon extraordinaire par rapport à la période précédente : il ne faut en aucun cas l'oublier. Comment utiliser ce délai ? *Concentrer les forces principales à l'intérieur du parti socialiste*, y constituer un noyau solide et une fraction de sympathisants. Au cas d'un nouveau moment favorable, cette fraction

(1) V 112, Harvard, en français. La date exacte n'y est pas mentionnée, le texte étant seulement indiqué comme datant de juillet. En réalité, l'allusion à la rupture des pourparlers entre la S.F.I.O. et le P.C. annoncée dans la presse du 21 juin, permet de le situer au 22 juin.

(2) Lettre aux dirigeants de la Ligue française.

(3) Pourparlers rompus à l'initiative d'un vote de la C.A.P. de la S.F.I.O. pour protester contre les attaques continuelles du P.C.

peut s'adresser à la Ligue avec un appel ouvert : *entrer dans le parti socialiste pour une lutte commune en faveur d'une politique marxiste révolutionnaire.*

Ainsi, je le répète, l'interruption épisodique des pourparlers ne modifie en rien le fond de la politique développée dans la lettre ci-jointe (il n'est pas utile de dire qu'elle ne doit en aucun cas être publiée). Je ne possède pas sous la main votre nouvelle adresse et je suis forcé d'expédier la lettre de Marseille où notre bateau vient de nouveau d'arriver, par l'entremise de quelqu'un de mes amis (4).

J'espère avoir rapidement votre réponse car le temps presse (5).

(4) Ces allusions destinées à brouiller la piste pour les curieux la brouillent pour les historiens. Depuis le 15 juin, où il avait quitté St-Pierre-de-Chartreuse, Trotsky avait résidé quelques jours à Grenoble, puis un peu plus longtemps à Lyon, d'où il devait gagner Domène le 10 juillet.

(5) Trotsky n'était pas encore informé des ultimes développements de la crise au sein de la Ligue. Les procès-verbaux du S.I. font en effet apparaître à la date du 26 juin qu'une rencontre prévue le 22 juin entre le S.I. et le B.P. de la Ligue n'avait pu avoir lieu, le B.P. ayant démissionné. Le P.V. du S.I. note à ce propos : « Le B.P. démissionnaire accuse Durand (L. Sedov) d'avoir « interdit » la publication du programme d'action. Durand explique qu'il s'agissait d'une suggestion personnelle à deux membres du B.P. de ne pas publier le programme d'action sans avoir étudié quelques remarques importantes à son sujet [...], l'accusation est absurde et de mauvaise foi [...]. Le S.L. passe à l'ordre du jour. »

CONTRIBUTION A LA DISCUSSION SUR LA SITUATION DE LA LIGUE ET SES TÂCHES (1)

(29 juin 1934)

1. L'année 1934 a été marquée par l'aggravation de jour en jour de la crise économique mondiale. Au lieu de tracer un palier, la courbe du premier semestre indique une descente (pas très marquée, mais néanmoins une descente), vers le point le plus bas de la crise. L'acuité des contradictions interimpérialistes indique l'imminence d'une conflagration mondiale.

Pour la France, toutes les statistiques démontrent que son économie est de plus en plus atteinte. Par sa politique de « sécurité collective », l'accélération de ses armements, l'impérialisme français est en train de faire ouvertement ses préparatifs pour la guerre qui vient. Le caractère toujours plus aigu de la crise économique en France, les luttes correspondantes des couches sociales pour trouver une issue à cette situation — aux dépens les unes des autres — déterminent le rythme et la férocité de la lutte, ainsi que les principaux traits de la profonde crise politique actuelle en

(1) V 113, Harvard. *Internai Bulletin*, C.L.A., n° 16, septembre 1934. Signé Linier. Linier désignait habituellement Raymond MOLINIER (né en 1904). Ancien militant du P.C., l'un des fondateurs de *La Vérité* — sous le nom de R. Rey —, Raymond Molinier, qui avait visité Trotsky à Prinkipo, était devenu en 1931, avec Pierre Frank, le principal dirigeant de la section française. Sa personnalité, le fait qu'il tirait d'importantes ressources de l'activité d'un « institut de recouvrement » et finançait la plus grande partie des activités de la Ligue, avait nourri contre lui bien des campagnes et servi de prétexte à des crises et scissions dans l'organisation française, ainsi qu'à d'interminables débats sur ses méthodes, avec Rosiner d'abord, le groupe de la Gauche communiste de Claude Naville ensuite, le groupe juif plus tard. Trotsky avait toujours soutenu Molinier contre des attaques qu'il estimait « sans principes ». En 1933, il avait insisté pour que Molinier abandonne son activité d'affaires et aille militer dans la région ouvrière du Nord. Mais Molinier en était revenu, pour d'impérieuses raisons, au moment de l'affaire de Barbizon, et avait accompagné Trotsky dans ses pérégrinations forcées. Il avait notamment vécu avec lui dans son refuge de Saint-Pierre-de-Chartreuse. Chargé de mission par Trotsky sur la question de l'entrée dans la S.F.I.O., Raymond Molinier prit l'affaire en main : ainsi commençait le débat — ou la crise — de l'« entrisme ». Dans cette période, Trotsky commença à signer certains articles du nom ou du pseudonyme d'un de ses camarades.

France. Cette crise n'a plus aucun des aspects des crises antérieures d'avant 1920. L'époque où les crises étaient résolues à travers les discussions du parlement est révolue. Les journées de février — la violente offensive de l'avant-garde réactionnaire et les ripostes furieuses et répétées de l'avant-garde prolétarienne (2) — ont ouvert l'arène de luttes révolutionnaires décisives dans le cours de cette crise.

Il ne saurait être question d'une stabilité prolongée pour l'actuel gouvernement bonapartiste de transition, lequel n'est que la première forme de bonapartisme à suivre les événements de février. Un retour à un gouvernement de « coalition » ne pourrait résulter que d'une intensification de la poussée des masses, laquelle ou bien dépasserait cette forme de gouvernement, ou bien refluerait à la suite d'une victoire réactionnaire arrachée, comme toujours, sur le terrain extra-parlementaire. Le passage à une autre forme de bonapartisme devra s'appuyer sur une violente répression contre le prolétariat.

Les forces réactionnaires, bien qu'elles aient fait un bond en avant à travers leur offensive de février, ne sont pas encore parvenues à se rendre maîtresses des couches décisives de la nation. Leur montée semble bien restreinte au sein de la petite paysannerie, de la petite bourgeoisie, des masses travailleuses, couches sociales auxquelles le gouvernement de trêve n'a apporté que de lourdes charges. La vaste offensive de propagande de l'avant-garde réactionnaire est caractérisée plus par son ampleur que par ses résultats ; les ripostes, d'une violence ardente, des masses ouvrières organisées, ont trouvé de l'écho dans les couches intermédiaires et constituent le point d'appui de la « gauche » dans ses soubresauts pour résister à l'attaque déchaînée des droites durant la grève (Cudenet (3), initiatives de Doumergue (4), menaces de Daladier (5)).

(2) Allusion aux émeutes du 6 février à Paris et à la série de manifestations ouvrières qui les avait suivies, non seulement à Paris, mais en province où s'étaient parfois déroulés, comme à Limoges et à Grenoble, de véritables combats de rue.

(3) Gabriel CUDENET (1894-1948), qui avait participé au congrès d'Amsterdam contre la guerre en 1932, alors qu'il était membre du parti radical et radical-socialiste, venait de prendre la tête d'une scission « de gauche » de ce parti en fondant le parti radical Camille Pelletan, qui préconisait un retour aux sources démocratiques du radicalisme et adhérerait au comité Amsterdam-Pleyel.

(4) Gaston Doumergue avait négocié avec Léon Jouhaux la grève du 12 février. Il venait de donner des apaisements à une délégation radicale qui était venue protester auprès de lui contre le non-respect par la droite de la « trêve politique ».

(5) Edouard Daladier était devenu l'une des cibles de la droite pour son rôle dans la répression du 6 février. Il s'orientait — ou menaçait de s'orienter — vers

Les masses travailleuses, lourdement frappées par le gouvernement de trêve, n'ont pu, du fait de l'état de leurs organisations, résister efficacement sur le terrain économique. Mais, sur le plan politique, leur effervescence est manifeste : la bataille tend à s'élargir sur un rythme rapide. Nous sommes entrés dans une période de combat prérévolutionnaire ardent où les regroupements décisifs pour toute une période s'effectuèrent dans les masses.

La réaction des masses organisées et des couches qu'elles influencent correspond à un état d'esprit profond dans les masses travailleuses. Une volonté d'unifier les efforts s'est manifestée tant dans le caractère des actions de rue que dans les débats syndicaux. Les derniers congrès confédéraux — englobant pourtant des catégories ouvrières considérées comme conservatrices, postiers, travailleurs de l'Etat, cheminots — ont exprimé le progrès de la volonté d'un front unique (6). Les directions bureaucratiques ont été obligées d'en tenir compte : le tournant à 180° de la S.F.I.O. en 1934 par rapport à ses positions de 1933, les discours de Jouhaux, le tournant radical du parti communiste consécutif à de graves menaces de scission et de désintégration (Saint-Denis, départ de la C.G.T.U. des bateliers et des dockers, des arsenaux (7)). La leçon d'Allemagne a porté, avec retard. *Les bureaucraties cherchent un point d'appui dans les masses, les masses cherchent l'issue dans l'action.* Cette convergence des tournants des appareils aura un effet d'impulsion dans les masses déjà en effervescence. La conscience politique de couches importantes de militants se modifiera rapidement dans l'action, les résistances conservatrices des bureaucraties seront affaiblies par l'action, de même que leur arsenal défensif. C'est l'histoire qui ouvre son livre ; bien peu de regards se tourneront vers les catéchismes des bureaucraties.

une solution de rechange à « gauche », l'alliance des radicaux avec les socialistes et éventuellement le P.C.

(6) Un fort courant en faveur de la réunification syndicale s'était traduit sous des formes diverses au cours des récents congrès de divers syndicats appartenant soit à la C.G.T. soit à la C.G.T.U. Cette dernière préconisait la constitution de « syndicats uniques » qui ne furent réalisés que chez les cheminots et, pour nombre de corporations, dans la région de Grenoble.

(7) La C.G.T.U. (unitaire, née de la scission de la C.G.T. en 1921 et contrôlée par le P.C.) s'était adressée à la C.G.T. dès le mois précédent avec des propositions d'unité d'action. Elle avait été récemment durement secouée par une nouvelle crise, puisque ses fédérations des marins, de l'alimentation, celle des ports et docks, derrière le vieux militant communiste Victor ENCLER (1884-1935), avaient décidé, au lendemain de l'échec du « comité des 22 » pour la réunification syndicale, de passer avec armes et bagages à la C.G.T.

Tout cela crée pour notre avant-garde une situation tout à fait nouvelle, et qui exige un sérieux examen de nos tâches.

2. Notre situation. Notre existence sur le plan international, notre homogénéité doctrinale, la formation de nos cadres — tels qu'ils sont — constituent pour le mouvement révolutionnaire un facteur susceptible d'être décisif. A l'heure actuelle, politiquement, nos idées triomphent. Mais la disproportion entre la puissance potentielle de notre politique et la force d'attraction de notre organisation apparaît encore avec plus d'ampleur. Elle est en grande partie le fruit de la situation qui nous a engendrés. Notre lutte a été et demeure « contre le courant », mais un courant qui exploite toutes les possibilités que lui procure le crédit des conquêtes d'Octobre. En nous accrochant au terrain, nous avons peu à peu progressé, dans un terrible éboulement.

Notre Ligue a fait sur le terrain de la pénétration politique de sérieux progrès ; sur le terrain du renforcement de l'organisation, par rapport aux possibilités que lui ouvraient notre nouvelle orientation et le développement de la situation politique, elle a marqué le pas depuis un an. La Ligue a implanté nos conceptions dans tous les coins de France, et des colonies ; il n'y a pas de régions ouvrières où nous n'ayons pas d'audience (8), mais « audience » signifie pas « groupes » travaillant systématiquement, selon un plan et une impulsion centrale cohérente, grossissant peu à peu, par un recrutement systématique. Il n'y a guère que dans la région parisienne qu'ait été menée une *tentative* de ce genre. Les cadres de notre organisation sont faibles, il n'est pas venu à nous d'hommes nouveaux, une nouvelle sélection est en cours. Mais les capacités d'amélioration des cadres anciens demeurent limitées par l'absence d'un milieu de masse propice à leur développement.

La Ligue n'est pas devenue un pôle d'attraction révolutionnaire, une force avec laquelle compter ; la volonté de nous inscrire dans la lutte actuelle en France a inspiré toute notre activité durant cette dernière période. Cela a constitué un pas en avant ; mais, à chaque instant, notre faiblesse organique surgissait, comme obstacle, de même que notre composition sociale. Le front unique avec les socialistes S.F.I.O. (Comité d'alliance, Père-Lachaise) (9) est apparu, en ces occasions et en d'autres, comme

(8) En dehors de la région parisienne, la Ligue s'était notamment implantée dans le Nord et le Pas-de-Calais, les régions industrielles de l'Est, notamment les mines de fer, à Lyon, Toulouse, Belfort, Valentigney.

(9) Le « comité de liaison » réunissait à Paris, aux côtés de la fédération S.F.I.O. de la Seine, la Ligue communiste, le P.U.P., l'organisation « Front commun ». C'est dans ce cadre que les jeunes léninistes avaient participé dans leur

une autre caricature de front unique, faisant de nous un appendice d'Amsterdam (10), un front unique où les S.F.1.O. ne nous sortaient de leurs manches que quand c'était leur intérêt. La tentative de nous rapprocher de Saint-Denis a tenu beaucoup plus de la cour patiente et vaine que du combat politique (11). *La Vérité* demeure trop embourbée dans le sillage des autres formations pour pouvoir tracer son propre sillon (je me borne à affirmer, mais, pour chaque cas, je suis prêt à développer si nécessaire).

Dans les combats révolutionnaires qui commencent, notre frêle croiseur se jettera dans la bataille, mais dans le sillage des grandes formations politiques qui commencent, par le front unique, à se ranger en ordre de combat. La manœuvre absorbe toute l'attention des équipages dont les yeux fixent l'horizon avec angoisse. Plus la bataille sera rude et plus les états-majors respectifs pourront isoler, voire couler notre frêle embarcation. *Tel est le réel danger de la situation présente* : nous apparaissions dans ces luttes comme *de l'extérieur*, nous n'avons pas les forces organisées correspondantes dans les organisations de masse, les syndicats en particulier, nos liens permanents avec la classe ouvrière sont presque nuls.

Il n'y a pas de fraction dans la C.G.T.U. et douze militants au plus y ont un poste responsable.

Il n'y a pas de fraction dans la C.G.T.

Il n'y a pas de fraction coordonnée nationalement dans la S.F.I.O. où nous avons pourtant des militants qui interviennent.

Il n'y a, de façon générale, pas de fraction dans les organisations de masse, et ce fait s'accompagne d'une sous-estimation de ce travail et de l'attention qu'il faut porter aux militants qui y travaillent seuls et à leurs observations (tout cela sur le plan national et pour les adultes) (12).

« uniforme » à la manifestation socialiste au Mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, pour la commémoration de la Commune de Paris.

(10) Dans le même temps, le parti communiste poussait à la formation de « comités Amsterdam-Pleyel », réunissant militants et organisations du P.C. et des personnalités ou inorganisés, ce que les bolcheviks-léninistes considéraient comme une dérision du front unique.

(11) La rupture avec la direction du P.C. d'un rayon prolétarien comme celui de Saint-Denis avait aux yeux des dirigeants de la Ligue une importance capitale. Mais le S.I. avait vivement critiqué la manière excessivement diplomatique dont ils avaient abordé les militants de Saint-Denis.

(12) Les jeunesses léninistes avaient remporté des succès dans la voie de la politique du front unique, et notamment réussi à participer pendant quelque temps à l'alliance antifasciste des jeunes dans la région parisienne.

Notre agitation directe dans les masses en est à ses premiers tâtonnements. Tout militant qui y prend part se rend compte que nous n'avons pas encore trouvé le *la*. Notre agitation reste souvent superficielle, car notre composition sociale nous coupe des ouvriers de la localité dès la fin de la réunion. Combien de tentatives courageuses ! Ceux qui y prennent part ne sont-ils pas étonnés de leur faible écho ? Dans la somme totale des causes de cette disproportion, les fautes, même les plus lourdes, n'interviennent que pour un assez faible coefficient. On peut certes mieux coordonner nos efforts, avoir des règles sérieuses dans nos rapports d'organisation, modifier le caractère du journal, changer tel ou tel aspect, *mais tout cela dans les limites même de notre handicap d'origine*. On peut certes éviter certaines fautes, faire plus d'efforts, réaliser des progrès, mais à quel rythme, dans quelle proportion, face à cette mer qui monte et gonfle ? Quel accueil recevra notre petite organisation alors que tous les yeux sont rivés sur les combats, sur les ruptures et le bloc des « vieilles maisons », quelles possibilités lui resteront, maintenant que son levier du front unique vient de lui être enlevé (13) ? Les larges couches ne nous jugeront pas d'après la collection de notre valeureuse *Vérité*. Qui oserait prétendre que, dans cette situation nouvelle, nous puissions devenir, *sans un changement radical de tactique*, le pôle d'attraction décisif pour ces combats ? Lancé hors de la mêlée, le mot d'ordre du nouveau parti a ressemblé plus à une médication qu'à une arme décisive. Il risque fort de regrouper plus de gens de l'intelligentsia que de combattants. Spartacus a été écrasé parce qu'il n'était pas suffisamment lié aux masses. Que sommes-nous à côté de Spartacus ? (14)

3. *Le problème du nouveau parti se pose plus que jamais*. Dans toute cette période de lutte à caractère révolutionnaire où devront être résolus tous les problèmes de la stratégie révolutionnaire et de la conquête du pouvoir (organes du pouvoir, etc.), le parti d'avant-garde constitue l'arme indispensable à la victoire du prolétariat. Les zigzags bureaucratiques du parti stalinien n'ont rien de commun avec la tactique d'un tel parti d'avant-garde. Qu'on lâche le frein du « socialisme dans un seul pays », et qui peut dire ce qu'il arrivera demain ? L'indépendance totale du

(13) Les B.L. avaient été les champions du front unique ; et ce front unique apparemment réalisé, ils risquaient de se retrouver isolés.

(14) La Ligue Spartakus, qui fut le noyau du P.C. allemand, comptait dans ses rangs des personnalités prestigieuses du mouvement ouvrier, comme Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, et des milliers de militants et sympathisants. La Ligue communiste, elle, ne comptait en août 1934 que 113 militants, et elle ne pouvait espérer jouer un rôle comparable à celui de Spartakus.

parti prolétarien n'a rien à voir non plus avec la formation stalinienne, ligotée par les intérêts conservateurs de la bureaucratie ^soviétique.

La méthode par laquelle les cadres décident, par une analyse marxiste, d'accepter la ligne d'action qui leur est proposée, n'a *rien de commun avec l'acceptation forcée du dernier tournant par le P.C.* Des ouvriers révolutionnaires rivés à une misérable bureaucratie centrisme par leur attachement à la révolution russe, ce n'est pas cela le parti de la révolution. *Ce parti reste à faire. Il n'y a pas un iota à atténuer ou à gommer dans notre critique depuis dix ans, dans notre explication des défaites subies, de leur signification et des conclusions que cela implique.* Les tournants et les zigzags de l'appareil centrisme peuvent constituer des éléments positifs ou négatifs, selon le cas, mais l'I.C. n'est plus le guide du prolétariat. Aujourd'hui, comme hier, face à la montée révolutionnaire et à la menace de guerre, le premier point de notre programme demeure : *construire le parti révolutionnaire, construire la IV^e Internationale.*

Il n'y a non plus rien à retrancher de notre analyse du rôle de la II^e Internationale et de la S.F.I.O. dans les rapports de classes. Ce qui nous intéresse dans les différences entre ce parti réformiste et le parti stalinien centrisme, c'est :

a) Le fait que la faillite de l'I.C., au lieu d'achever la social-démocratie, lui a permis de grandir et de rassembler des couches ouvrières qui, sous l'impact des événements d'Allemagne, d'Autriche et de France, sont en train de s'orienter vers la révolution et n'hésiteront pas à se battre contre leur propre bureaucratie.

b) Le fait que son régime interne, en dépit de la puissance de sa bureaucratie, n'ait pas encore réussi à mettre sa base dans une camisole de force et permette une certaine liberté de mouvement parmi les ouvriers.

Dans le parti stalinien, la base est dépendante de la bureaucratie ; mais dans la S.F.I.O., jusqu'à maintenant, la base a conservé une relative indépendance vis-à-vis de la bureaucratie. Cette forme de régime interne était la forme d'origine du parti démocratique dans l'Etat démocratique et subira les effets de la crise de l'Etat : la forme actuelle est favorable à la base dans cette période de regroupement, et la bureaucratie peut être combattue.

En tant que partis révolutionnaires, la S.F.I.O. et la S.F.-I.C. (15) ont également fait faillite. Mais dans cette période de bouillonnement et de reclassements, notre tâche consiste à ajuster notre tactique conformément à la fois à notre connaissance du milieu et à nos possibilités de créer le nouveau parti révolutionnaire. Nous devons donc observer que la vie politique interne du parti stalinien est nulle et qu'il faut exclure la possibilité de développer en son sein une tendance (l'appareil vient juste d'entreprendre de tourner à 180°, et Monmousseau (16) s'étonne que nul ne s'étonne). Le parti socialiste, au contraire, a conservé pendant toute cette période une vie relativement intense, toutes proportions gardées. De ce point de vue, cette période est comparable à celle qui a précédé le congrès de Tours (17).

Tous ces éléments constituent des données importantes à prendre en considération par rapport au problème du « nouveau parti ».

4. Comment résoudre la question ? Faut-il poursuivre dans la voie suivie jusqu'à maintenant — tout en améliorant nos méthodes ? J'ai déjà répondu à cette question dans le deuxième paragraphe. Quelle que soit la voie que nous empruntons, *U faudra réarmer notre organisation dans toute sa vie interne, dans toutes ses pratiques d'organisation. C'est là une tâche urgente*. Cela veut dire qu'il nous faut tremper de nouveau nos armes, mais cela n'implique pas qu'il faille les utiliser comme avant. Il est clair que, dans l'état actuel de nos forces et en préservant nos positions actuelles, nous ne parviendrons pas à grandir avec suffisamment de rapidité pour devenir un pôle d'attraction décisif. Au contraire, nous serions rejetés à l'écart des luttes, au détriment de leur issue. Réserver la majeure partie de nos forces pour un travail

(15) Section française de l'internationale communiste. Cette appellation n'était plus guère en cours à l'époque, et l'on peut penser que Trotsky l'utilise délibérément pour insister sur l'équilibre S.F. - I.C. et S.F. - I.O.

(16) *L'Humanité* du 28 juin avait publié des extraits des interventions de Monmousseau à la conférence nationale du P.C. Il y déclarait notamment : « Certaines formules, qui ont été présentées à la conférence nationale par notre camarade Thorez, ont incontestablement provoqué tout de même un peu d'étonnement », et, plus loin : « Une autre question, qui a été abordée également par Thorez, a, je pense, surpris les camarades... » Gaston MONMOUSSEAU (1883-1960), ancien syndicaliste révolutionnaire, ancien dirigeant de la fédération des cheminots en 1920, successeur de Pierre Monatte à la direction de *La Vie Ouvrière*, était à l'époque une des figures les plus connues de la C.G.T.U. et du P.C., renommé tant pour ses saillies que pour ses bévues.

(17) Trotsky exprime clairement l'idée qui deviendra un leitmotiv, dans l'année qui vient, sous sa plume et celle de ses camarades : c'est d'une nouvelle scission du parti socialiste que peut naître le parti révolutionnaire, de même que le parti communiste était né de ce même parti en 1920.

fractionnel à l'intérieur d'une organisation de masse serait reconnaître la minceur du rendement de notre travail indépendant. Mais, étant donné notre faiblesse numérique, cela signifierait aussi ne miser sur aucun tableau ; par exemple, des militants de notre Ligue, éparpillés ici ou là dans la S.F.I.O., verraient leur efficacité amoindrie par le caractère clandestin de leur entrée. Ce travail fractionnel dans la S.F.I.O., qui a été négligé pendant plus d'un an, ne peut maintenant suffire, même si on l'améliore.

Il faut franchir une étape décisive, nous rapprocher d'un groupe d'ouvriers qui évolue vers des idées révolutionnaires, lui servir de catalyseur, augmentant ainsi nos possibilités.

Sans renier aucune de nos positions, et sans nous dissoudre, il nous faut porter le combat au cœur même de ce groupe en pleine évolution. Nous avons retracé plus haut le tableau de nos difficultés et de nos faiblesses particulières, mais *nous ne devons pas sous-estimer la valeur de nos noyaux propagandistes et de leurs capacités*. 11 suffit que nous les placions au bon endroit pour que leurs lents progrès se transforment en bonds en avant décisifs.

Où ? L'accès dans le parti S.F.I.C. nous est interdit par son régime interne. Et il ne saurait aucunement être question de capituler.

Reste la S.F.I.O. Sa situation interne nous donne la possibilité d'y entrer sous notre propre drapeau. Le milieu correspond aux objectifs que nous nous sommes fixés. Ce qu'il faut maintenant, c'est agir de telle façon que notre déclaration ne puisse d'aucune manière renforcer l'aile bourgeoise dirigeante, mais au contraire *appuyer l'aile prolétarienne progressive*, que son texte et sa diffusion nous permettent de garder la tête haute, au cas où nous serions acceptés comme au cas de manœuvres dilatoires ou de refus. Il n'est pas question de nous dissoudre : *nous entrons en tant que fraction bolchevik-léniniste, nos liens d'organisations restent les mêmes, notre presse subsiste, exactement comme La Bataille socialiste (18) et d'autres*.

Deux éléments sont nécessaires pour le succès de cette initiative, et peuvent, à bref délai, transformer totalement toute la configuration politique du mouvement ouvrier : la cohésion de notre organisation (par la conviction de chaque militant) et la rapidité de réalisation. Laisser traîner des décisions de ce genre, c'est lais-

(18) *La Bataille socialiste* était l'organe de la tendance que dirigeaient alors Zyromski et Marceau Pivert. Trotsky voulait obtenir de la direction de la S.F.I.O. que *La Vérité* soit reconnue comme organe de la tendance B.L., dans la S.F.I.O.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AVRIL-DECEMBRE 1934

ser passer le moment opportun pour les réaliser, c'est-à-dire nous mettre nous-mêmes en état d'infériorité.

Nous examinerons plus loin quelques suggestions concernant les modalités de réalisation. L'organisation doit dresser un inventaire de ses forces et comprendre que, dans la situation actuelle, le moyen de les décupler ne réside pas dans la poursuite de la routine, mais dans un effort courageux pour gagner aux idées révolutionnaires les milliers d'ouvriers que la dégénérescence de l'I.C. a empêchés de s'engager dans la voie du bolchevisme.

Avant de proposer des modalités, je tiens à souligner que l'ensemble de cette orientation dépend directement de notre caractérisation politique de la crise actuelle, et des rapports de force à l'intérieur du mouvement prolétarien.

Il n'est pas inutile d'attirer l'attention des membres de l'organisation sur la nécessité de conserver aux débats, à propos de cette question, le caractère d'une discussion sérieuse menée devant tout le mouvement ouvrier. Toute polémique vaine ne pourrait que nuire sérieusement à notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes assignés.

Comment allons-nous nous engager dans cette orientation ?

a) Mettre cette orientation à l'ordre du jour des organismes dirigeants — 1) bureau politique, 2) comité central, 3) comités régionaux — et préparer une résolution.

b) Editer tout de suite un bulletin intérieur contenant la résolution, probablement rédigée par le C.C., le faire parvenir aux groupes, désigner pour chacun un rapporteur du C.C. et distribuer le bulletin pour que la discussion correcte puisse être menée à temps.

c) Désigner un camarade pour la « préparation » dans la presse (article de discussion présentant l'orientation), afin de convaincre le cercle de nos sympathisants.

d) Désigner un camarade pour une réunion avec Georget et Danno (19), afin de sonder les possibilités d'un appel qui nous

(19) GEORGET était le pseudonyme de l'étudiant David ROUSSET (né en 1912). Membre des étudiants socialistes en 1930, puis de la S.F.I.O., il avait rejoint en 1932 la Ligue communiste, mais était resté au P.S. et aux Jeunesses pour y mener au compte de la Ligue un travail de fraction. En 1933, il était en même temps clandestinement membre du C.C. de la Ligue et membre de la commission exécutive de l'entente des J.S. de la Seine. LÉON DANNO (né en 1905), enseignant, licencié de philosophie, avait adhéré à la S.F.I.O. en 1927. En 1933-34, il avait formé dans la Fédération du Nord une tendance qui militait en faveur du front unique avec le P.C. Il avait rencontré Raymond Molinier qui l'avait convaincu d'adhérer à la

serait adressé par l'une des fractions de gauche (Just (20) ou une autre).

e) Préparer un projet de déclaration à la S.F.I.O., qui lui serait présenté par une délégation. Publier ce texte et la réponse.

f) Préparer un numéro spécial de *La Vérité* avec le texte de la déclaration à la S.F.I.O. et le programme d'action qui doit servir de base à notre propagande.

g) Ne pas négliger l'aspect « jeune » du problème : sur le point a), il faut convaincre le comité national de notre jeunesse en même temps que le comité central et étudier sérieusement avec eux l'aspect « jeune » du problème : peut-être l'appel d) peut-il être lancé par la fédération des Jeunes socialistes ? En tout cas, cette attitude implique peut-être pour la période immédiate un ralentissement de la marche à la scission dans les J.S. (21).

h) Convoquer un comité national afin de soumettre notre déclaration au comité national de la S.F.I.O. le 16 juillet.

Ligue sans pour autant quitter le P.S. et d'y effectuer un travail de fraction pour le compte de la Ligue. Il avait rencontré Trotsky.

(20) Claude JUST (1888-1956), tailleur, était l'animateur du comité d'action socialiste révolutionnaire qui s'était exprimé dans l'*Étincelle socialiste* publiée par Maurice Maurin de 1925 à 1932 et qui avait une certaine audience dans la fédération de la Seine.

(21) Pendant un certain temps, l'objectif des bolcheviks-léninistes avait été de détacher de la S.F.I.O. et surtout des J.S. une tendance révolutionnaire par un double travail, de l'intérieur et de l'extérieur. Cette perspective était à revoir avec la décision de pratiquer l'« entrisme ».

SALUT A LA REVUE *THE NE W INTERNA TIONAL* ⁽¹⁾

(juillet 1934)

Chers camarades,

Le fait que vous ayez mis sur pied un organe théorique me paraît une circonstance qui mérite d'être célébrée. Son nom, *The New International* (La Nouvelle Internationale) est le programme de toute une époque. Je suis convaincu que votre revue servira d'arme inestimable dans la construction de la nouvelle Internationale sur les fondations posées par les grands maçons de l'avenir : Marx, Engels, Lénine.

Salutations communistes.

(1) *The New International*, n° 1. juillet 1934. Cette revue mensuelle venait d'être fondée par la Communist League of America, sous la direction de Max Shachtman.

LA LIGUE DEVANT UN TOURNANT ⁽¹⁾

(entre le 3 et le 10 juillet 1934)

1) Il ne suffit pas pour un révolutionnaire d'avoir des « idées justes ». N'oublions pas que les « idées justes » ont déjà été exposées dans *Le Capital* et le *Manifeste Communiste*. Mais cela n'a pas empêché les idées fausses de se répandre largement. C'est la tâche du parti révolutionnaire que d'opérer la jonction entre les « idées justes » et le mouvement ouvrier de masse. C'est la seule façon dont une idée peut devenir force agissante.

2) Une organisation révolutionnaire ne signifie pas un journal et ses lecteurs. On peut écrire et lire des articles révolutionnaires du matin au soir et demeurer en réalité à l'extérieur du mouvement révolutionnaire. On peut donner de bons conseils aux organisations ouvrières — de la touche. C'est une chose. Mais cela ne fait pas encore une organisation révolutionnaire.

3) Dans des conditions quelque peu normales de la vie interne de l'I.C., l'Opposition de gauche se serait développée en contact constant avec le mouvement de masse. Mais l'appareil stalinien a, de façon mécanique, isolé l'Opposition dès les premiers pas de son existence. Ce faisant, il a atteint deux de ses buts : 1) il a tué la vie interne dans l'I.C., 2) l'Opposition s'est trouvée privée du nécessaire milieu de l'action politique.

4) La Ligue (comme les autres sections) a été obligée de se développer sous la forme d'un groupe propagandiste isolé. Ce fait a déterminé aussi bien ses aspects positifs (un attachement honnête et sérieux aux principes) que négatifs (vue de l'extérieur sur le mouvement ouvrier). Pendant la période d'élaboration des principes et des méthodes de l'Opposition de gauche, les aspects positifs

(1) V. 111. *Internai Bulletin*, C.L.A., n° 16, septembre 1934. Traduit de l'anglais. Lettre à la direction de la section française, signée Vidal. Trotsky ouvre avec ses camarades français la discussion autour du « tournant français », l'entrée dans la S.F.I.O., une question qui se posait sans doute à lui depuis plusieurs mois, mais qui revêt désormais à ses yeux une exceptionnelle urgence.

de la Ligue l'ont emporté. Maintenant qu'il est nécessaire de mettre en circulation le capital accumulé, les aspects négatifs menacent de prendre le dessus.

5) La direction de la Ligue a confié le service de l'expédition (2) à une entreprise capitaliste. Pour un groupe de littérateurs, le service de l'expédition est un fardeau déplaisant. Pour une organisation révolutionnaire, c'est un levier important. Comment peut-on confier un tel levier à l'ennemi si on se prépare sérieusement pour la lutte ? Le mouvement révolutionnaire est fait de dizaines et de centaines de types différents de travaux précisément aussi « inintéressants » et « techniques ». Sans un travail préparatoire poussé dans ses moindres détails et incessant, il est impossible de mettre sur pied une milice ou de déclencher une grève, et encore moins s'il s'agit de la grève générale ou de l'insurrection. Une organisation révolutionnaire qui ne peut pas — ou, plus précisément, qui ne veut pas — s'occuper du service de l'expédition renonce par là même d'avance à diriger l'exécution de tâches plus compliquées.

6) Par rapport au parti socialiste, la Ligue non seulement n'a pas déployé une initiative insuffisante, mais a démontré aussi un esprit sectaire de repli. Au lieu de se donner pour tâche de constituer une fraction à l'intérieur de la S.F.I.O dès que la crise de cette dernière est devenue évidente, la Ligue a exigé que tout socialiste, convaincu de la justesse de nos idées, quitte son organisation de masse pour joindre le groupe des lecteurs de *La Vérité*. Pour constituer une fraction à l'intérieur, il était nécessaire de suivre le mouvement des masses, de s'adapter à son ambiance, de réaliser d'humbles tâches quotidiennes. C'est précisément dans ce domaine tout à fait décisif que la Ligue n'a pas jusqu'à présent été capable de réaliser des progrès — à quelques exceptions près. On a laissé perdre beaucoup de temps précieux. Maintenant, avec un retard de presque une année, le bureau politique propose de « constituer une fraction ». Non, cela ne suffit plus. La situation exige des mesures plus décisives.

7) La critique, les idées, les mots d'ordre de la Ligue sont en général corrects, mais, dans la période actuelle, particulièrement inadéquats. Les idées révolutionnaires doivent passer dans la vie même, tous les jours, à travers l'expérience des masses elles-mêmes. Mais comment la Ligue pourrait-elle le leur expliquer quand elle s'est elle-même coupée de l'expérience des masses ? Il faut ajouter : quelques camarades ne ressentent même pas le

(2) Il s'agit de l'expédition en province du journal *La Vérité*.

besoin de cette expérience. Il leur semble suffisant de se faire une opinion sur la base de ce qu'écrivent les journaux qu'ils lisent et de l'exprimer ensuite dans un article ou une intervention. Pourtant, si les idées les plus justes ne reflètent pas directement les idées et les actions des masses, elles échapperont à l'attention des masses elles-mêmes.

8) Dans ce cas, la Ligue a fait faillite, n'est-ce pas ? Une conclusion radicalement fausse. Les succès de la Ligue sont évidemment beaucoup plus réduits que ce que nombre d'entre nous espéraient — beaucoup plus réduits que ce qu'ils auraient pu être sans les obstacles d'un conservatisme abstrait. Mais, malgré les obstacles considérables, il y a eu des succès incontestables. La Ligue a exercé une certaine influence sur les idées et les mots d'ordre du mouvement ouvrier dans son ensemble (front unique, milice ouvrière, unité syndicale). Mais ce sont précisément ces succès, si on les prend en considération dans le cadre de la situation globale, et particulièrement du changement de tactique des appareils bureaucratiques, qui exigent de la Ligue un tournant nouveau et décisif. Dans quelle direction ? Vers les masses.

9) La situation générale en France place tout le mouvement ouvrier conscient devant une tâche à court terme : ou le prolétariat, dans l'espace de six mois, ou peut-être deux ans, détruit le fascisme et fait en avant, directement, un pas de géant vers la lutte pour le pouvoir, ou bien il sera lui-même détruit, et toute l'Europe deviendra l'arène de la tyrannie fasciste et de la guerre. La pression de cette terrible alternative a forcé les deux partis ouvriers à s'engager sur la voie du front unique. Mais, de façon précise, cette grande victoire pose à la Ligue la question dans toute sa dimension : *être ou ne pas être*.

10) Le meeting commun du 2 juillet (3) donne une image remarquablement claire de la situation ainsi créée. Exactement comme la Ligue l'avait maintes fois prédit, le tout premier pas du front unique a soulevé dans les masses un enthousiasme extraordinaire. La *possibilité* de la victoire dans cette voie ne fait aucun doute. Cependant ni les staliniens ni les socialistes n'ont utilisé

(3) Le 2 juillet 1934, malgré l'opposition de la direction nationale de son parti, la fédération de la S.F.I.O. de la Seine avait organisé avec la fédération du P.C. un meeting commun, sur proposition de Zyromski et Marceau Pivert. Plus de 20 000 personnes se pressaient salle Bullier pour entendre les orateurs des deux partis à la même tribune, et il fallut en toute hâte improviser un second meeting public, avec d'autres orateurs, au gymnase Huyghens. Selon Georges Lefranc (*Histoire du Front populaire*, p. 53, n. 2), « les déclarations des orateurs sont imprégnées d'un esprit de classe marqué », et « rien » n'annonce l'esprit du front populaire. Il semble que Trotsky ait « mieux lu » ces interventions.

l'unification pour mettre en avant les objectifs de combat, mais, au contraire, ils ont cherché de toutes leurs forces à faire que les masses se satisfassent du fait de l'unification elle-même. Hier, le plus grand danger était *le sabotage du front unique*. Aujourd'hui, le plus grand danger réside dans les *illusions* sur le front unique, très proches des illusions parlementaires : les notes diplomatiques, les discours pathétiques, les poignées de main, le bloc sans contenu révolutionnaire — et la trahison des masses. Au cours de ce meeting symbolique, la Ligue n'a pas eu la parole (4). Et ce n'est pas un hasard : nous sommes opposés au programme d'action de ces deux bureaucraties pour toute la période qui vient.

11) Ce programme n'est réalisable pratiquement que parce que la Ligue reste isolée des masses. La tentative de sauter par-dessus cet isolement à travers un échange diplomatique de notes avec le comité central ou en assistant à des sessions du conseil national socialiste n'est rien d'autre qu'une grossière ruse diplomatique visant à dissimuler la réalité du rapport des forces défavorable. Mais c'est tout à fait indigne de nous. Il faut modifier le rapport des forces, non le dissimuler. Il est nécessaire d'aller aux masses. Il faut se trouver une place dans le cadre du front unique, c'est-à-dire dans le cadre de l'un des deux partis qui le constituent. Pratiquement, cela veut dire dans le cadre de la S.F.I.O.

12) Mais n'est-ce pas là capituler devant la II^e Internationale ? Il serait plus juste de lancer une telle accusation contre les staliniens. Ce sont eux qui ont renoncé, en vingt-quatre heures, et sur ordre de Litvinov (5), à la théorie du social-fascisme, quand ils ont compris qu'il fallait préférer la démocratie. Ils ont même renoncé à toute critique de leurs nouveaux amis. Nous, nous ne renions rien.

Nous reconnaissons seulement en toute honnêteté que notre organisation est trop faible pour prétendre à un rôle pratique indépendant dans les combats qui s'annoncent devant nous. Et,

(4) Les orateurs du P.C. et de la S.F.I.O. leur opposèrent un refus conjoint. Commentant la conclusion du pacte d'unité d'action P.C.-S.F.I.O., l'historien Jacques Chambaz, du C.C. du P.C.F., a souligné dans son livre *Le Front populaire pour le pain, la liberté et la paix* que les socialistes avaient émis la prétention d'ouvrir le comité de coordination des deux partis à « divers groupuscules animés par des renégats du Parti communiste français », mais que ce dernier s'opposa à ce que furent « mis sur le même plan des sectes sans audience réelle et les deux partis socialiste et communiste » (p. 66).

(5) Litvinov (cf. n. 6, p. 88) était commissaire aux affaires étrangères. La mention de son nom ci-dessus n'est qu'une forme littéraire pour exprimer le lien entre la politique du P.C. et la diplomatie de l'U.R.S.S., Trotsky ne l'ayant jamais pris pour autre chose qu'un exécutant.

en même temps, en bons révolutionnaires que nous sommes, nous ne voulions pas rester sur la touche. En 1848, Marx et sa petite organisation communiste sont entrés dans le parti démocratique (6). Pour ne pas rester sur la touche, Plekhanov a essayé de faire entrer son groupe « L'Emancipation du Travail » dans les rangs de la « Volonté du Peuple » avec laquelle il avait rompu six ans auparavant pour des raisons de principe (7). Pour d'autres raisons et dans une situation différente, Lénine a conseillé au parti communiste de Grande-Bretagne de rejoindre le Labour Party (8). Quant à nous, nous nous sommes montrés disposés à fonder une nouvelle Internationale avec le S.A.P. et l'O.S.P. (9). Nous avons instamment conseillé à nos camarades britanniques d'entrer dans l'I.L.P., et certains d'entre eux ont suivi notre conseil (10). Etait-ce une capitulation ? Pas du tout. Il s'agit maintenant pour nous d'appliquer et de développer la même politique en France.

13) Pourtant, n'avons-nous pas proclamé la nécessité de créer un nouveau parti et une nouvelle Internationale ? Ce programme demeure intégralement valable. Mais nous ne nous sommes jamais engagés à ne plus rien faire que contempler notre nombril jusqu'au moment où la IV^e Internationale se rassemblerait autour de nous. Nous avons toujours dit que les voies de sa constitution seraient complexes et ne revêtraient pas les mêmes caractères dans tous les pays, comme cela se produisit d'ailleurs pour la III^e Internationale. Le camarade Trotsky, il y a un an, nous rappelait particulièrement le cas de la France (11). Là, malgré la rupture des bolcheviks avec la II^e Internationale, toute la section fut gagnée à la III^e. Nous ne connaissons aucune loi qui interdise la

(6) C'est en 1847 que Marx et Engels avaient fondé la Ligue des communistes. Le 1^{er} juin 1848, Marx publiait le premier numéro de la *Neue Rheinische Zeitung* qui portait en sous-titre « Organe de la nouvelle démocratie ». Marx dirigeait à Cologne l'Association démocratique et tentait d'unifier le mouvement démocratique en Allemagne rhénane.

(7) L'Emancipation du Travail, fondée par Plekhanov en 1883, avait été le premier groupe-marxiste russe. La Volonté du Peuple était l'organisation populiste de laquelle les premiers marxistes s'étaient détachés.

(8) C'est au cours du 2^e congrès de l'LC. que Lénine conseilla pour la première fois aux communistes britanniques de demander leur affiliation au Labour Party, une politique qui avait été jusque-là combattue par la majorité des communistes britanniques et par l'exécutif même de l'LC.

(9) Rappel de l'initiative que constituait la « déclaration des quatre », une perspective désormais abandonnée par la force des choses.

(10) La minorité de la section britannique entrée dans l'I.L.P. y animait le Marxist Group.

(11) Allusion à l'adhésion du parti socialiste à l'LC. en 1920. On note que Trotsky, par souci de clandestinité, parle de lui-même à la troisième personne.

répétition du congrès de Tours. Au contraire, bien des conditions présentes militent en faveur d'une telle possibilité.

14) Mais, dans ce cas, la S.F.I.O. refusera de nous admettre ! Il est bien possible que les gros bonnets nous refusent. Mais, par ailleurs, les organisations locales seront en général avec nous. A l'intérieur du parti, la lutte des tendances se poursuit. L'aile gauche sera pour nous. Il faut renforcer nos liens avec l'aile gauche. Et les événements eux-mêmes semblent travailler pour la gauche.

15) Mais nous devons nous engager à respecter la discipline ? Evidemment, nous travaillerons parmi les militants et respecterons la discipline. Nous deviendrons une fraction. En échange, nous serons constamment en contact avec des dizaines de milliers d'ouvriers, et nous recevrons le droit de prendre part à la lutte et à la discussion — et nous aurons la possibilité et de vérifier nos idées et nos mots d'ordre, quotidiennement, dans les actions des masses.

16) Mais est-ce que l'entrée dans la S.F.I.O. n'implique pas le danger d'une adaptation opportuniste ou d'une dégénérescence ? Sans aucun doute ! Il serait pourtant naïf de croire qu'on peut échapper à ce danger par l'auto-isolement. La Ligue est aujourd'hui indépendante. Malheureusement son attitude vis-à-vis de la politique de la S.F.I.O. contient des éléments d'une adaptation inadmissible. Il n'est pas besoin d'employer contre ses chefs des expressions vigoureuses, mais, il est absolument nécessaire de dénoncer le danger d'une attitude purement décorative vis-à-vis de « la lutte contre le fascisme » telle qu'elle a été exprimée dans les colonnes du *Populaire* (ou de *V Humanité*). Le prolétariat est en face d'un ennemi mortel, prêt à tout, et qui sera, si nécessaire, armé jusqu'aux dents. L'avant-garde prolétarienne doit développer dans ses propres rangs et dans les larges masses une détermination inébranlable pour la lutte, une volonté de fer, un esprit révolutionnaire de discipline, et la capacité militaire de porter des coups. Les parades à des moments donnés, les manifestations autorisées par la préfecture et autres actions symboliques ne font qu'endormir la vigilance et la volonté des ouvriers. Il faut une organisation de combat, il faut des armes, il faut des bataillons d'acier, des officiers et des instructeurs. Il faut des manœuvres actives, il faut désarmer l'ennemi, le chasser de la rue, le terroriser. Le devoir de la Ligue — qu'elle demeure indépendante ou rejoigne l'un des partis du front unique — exige impérieusement une explication aux ouvriers aussi franche, aussi honnête que le sérieux de la situation, et les tâches qui en découlent l'exigent.

17)Quelle sera donc, dans ce cas, notre attitude vis-à-vis du parti communiste ? Nous serons avec lui dans un contact plus étroit qu'auparavant — par l'intermédiaire du front unique. Il faut avoir clairement conscience que le P.C. n'est capable que de provoquer une dissolution de la S.F.I.O. telle qu'elle ne serait d'aucun avantage pour la révolution. Il est bien connu que tel a été le résultat de l'alliance entre le P.C. d'Angleterre et l'I.L.P. Mais, si nous pouvons intervenir effectivement, nous aurons une possibilité nouvelle et inappréciable d'influencer le noyau prolétarien du P.C. C'est ainsi que peut se former une puissante section de la IV^e Internationale.

18)Mais le parti prolétarien doit être indépendant ? Exact. Mais la Ligue n'est pas encore un parti. Elle est un embryon, et un embryon, pour se développer, a besoin d'être couvert et nourri.

19)Mais si... et pourtant... et si ? Tout prévoir et parer d'avance à tout est impossible. Il faut comprendre clairement la situation, se fixer des tâches et se mettre à les exécuter. Ne pas perdre de temps, car nous pouvons, en six mois, perdre pour toujours la possibilité qui s'offre à nous maintenant. Il nous faut voir les choses à court terme.

20)Pour conclure, le Coran dit que la montagne est venue au prophète : le marxisme recommande au prophète d'aller à la montagne.

L'EVOLUTION DU PARTI SOCIALISTE

S.F.L.O.⁽¹⁾

(10 juillet 1934)

La crise de l'Etat démocratique de la bourgeoisie signifie nécessairement aussi la crise du parti social-démocrate. Il faut réfléchir et analyser à fond cette interdépendance. Que la bourgeoisie passe du régime parlementaire au bonapartisme n'exclut pas encore définitivement la social-démocratie de la combinaison légale de forces sur laquelle repose le gouvernement du capital. Schleicher (2), on le sait, recherchait en son temps l'appui des syndicats. Par l'intermédiaire de son Marquet (3), Doumergue est bien entendu en relations avec Jouhaux et Cie. Langeron (4), bâton blanc à la main, indique la route à suivre aussi bien aux fascistes qu'aux socialistes. Dans la mesure où le parti socialiste comprend que l'équilibre bonapartiste dépend de sa propre existence, il compte encore lui-même, au moins en ce qui concerne sa direction, sur cet équilibre ; il flétrit le marxisme sous le sobriquet de « blanquisme », et en vient presque à professer la doctrine tolstoïenne de la « non-résistance au mal par la violence ». Cependant, cette politique est exactement aussi instable que le régime bonapartiste au moyen duquel la bourgeoisie tente de se préserver de solutions plus radicales.

(1) *La Vérité*, 17 août 1934. Non signé. Traduction du russe, revue et corrigée, d'après *Biulleten Opositsii* n° 40, octobre 1934. Il s'agit du premier signe public du « tournant français », c'est-à-dire de l'entrée des B.L. dans la S.F.I.O., qui n'était pas encore formellement décidée.

(2) Kurt von SCHLEICHER (1882-1934), encore jeune officier, avait été pour le général Groener et Hindenburg un collaborateur politique précieux en 1918-19. Devenu général, il avait en 1932 pris la tête d'un gouvernement dont l'objectif était de « casser » le parti nazi en s'appuyant sur l'une de ses fractions, d'un côté, et sur les syndicats réformistes, de l'autre.

(3) Adrien MARQUET (1884-1955), dentiste, député-maire de Bordeaux, avait quitté la S.F.I.O. en 1933, lors de la scission des « néos », et était devenu ministre du travail dans le gouvernement Doumergue.

(4) Roger LANGERON (1882-1966) venait d'être nommé préfet de police de Paris — le poste longtemps occupé par Jean Chiappe — par le gouvernement Doumergue et allait le rester jusqu'en 1940.

L'essence de l'Etat démocratique consiste, comme on sait, en ce que chacun a le droit de dire et d'écrire ce qu'il veut, mais que, sur toutes les questions importantes, le dernier mot revient aux grands possédants. Ce résultat est obtenu grâce à un ensemble complexe de concessions partielles (réformes), d'illusions, de corruption, d'imposture et d'intimidation. Lorsqu'on a épuisé les possibilités économiques de concessions partielles (« réformes »), la social-démocratie cesse d'être « le principal appui politique de la bourgeoisie ». Cela signifie que le capital ne peut déjà plus prendre appui sur une « opinion publique » apprivoisée ; il a absolument besoin d'un appareil d'Etat — bonapartiste — indépendant des masses.

Parallèlement à ces mutations dans le système de l'Etat, il s'en produit d'autres, très importantes, à l'intérieur de la social-démocratie. Au crépuscule de l'époque du réformisme — surtout pendant les dix premières années de l'après-guerre —, le régime intérieur de la social-démocratie est la reproduction du régime de la démocratie bourgeoise ; tout membre du parti peut dire et penser ce qui lui convient, mais les décisions sont prises par les sommets de l'appareil, étroitement liés à l'Etat. A mesure que la bourgeoisie perd la possibilité de gouverner en s'appuyant sur l'opinion publique des exploités, les leaders de la social-démocratie perdent la possibilité de diriger l'opinion publique de leur propre parti. Cependant, les leaders réformistes, différant en cela des leaders de la bourgeoisie, n'ont point à leur disposition d'appareil de contrainte. Voilà pourquoi, *à mesure que disparaît la démocratie parlementaire de l'Etat bourgeois, la démocratie interne du parti socialiste devient, elle, en revanche, et de plus en plus, une réalité.*

La crise de l'Etat démocratique et celle du parti social-démocrate se développent parallèlement, mais en sens contraire. Alors que l'Etat, à travers l'étape bonapartiste, marche vers le fascisme, le parti socialiste, lui, à travers une opposition « loyale » quasi parlementaire, marche vers une lutte à mort avec le fascisme. La compréhension de cette dialectique des rapports entre l'Etat bourgeois et la social-démocratie est l'une des conditions essentielles d'une juste politique révolutionnaire ; c'est précisément sur cette question que les staliniens se sont cassé le cou.

A l'étape bonapartiste par laquelle la France passe aujourd'hui, les leaders du parti social-démocrate font tous leurs efforts pour se maintenir dans les limites de la légalité (bonapartiste). Ils ne perdent pas l'espoir qu'une amélioration de la conjoncture économique et d'autres circonstances puissent amener

une restauration de l'Etat parlementaire. Mais, après l'expérience de l'Italie, de l'Allemagne, et de l'Autriche, ils sont forcés de compter avec une autre perspective moins séduisante, contre laquelle ils désireraient s'assurer des garanties. Ils ont peur de se couper des masses qui exigent une lutte contre le fascisme et attendent des directives. De sorte que l'appareil socialiste se trouve pris dans l'étau d'une profonde contradiction. D'une part, au cours de sa lutte contre la radicalisation des masses, il en arrive à prêcher des idées carrément tolstoïennes : « La violence appelle la violence : aux matraques et aux revolvers, il nous faut opposer... sagesse et prudence. » D'un autre côté, il parle de la dictature du prolétariat, de la grève générale, etc., et s'engage dans la voie de la politique du front unique. A l'intérieur même de l'appareil se produit en même temps une différenciation. Les « gauches » acquièrent une popularité toujours plus grande. Les leaders officiels sont obligés de s'accrocher de la main droite à Doumergue (la « légalité » à tout prix !) et de la main gauche à Marceau Pivert, Just, etc. Mais la situation objective n'est pas propice au maintien d'un tel équilibre. Répétons-le : *la condition actuelle du parti socialiste est moins stable encore que le régime bonapartiste-préventif de l'Etat.*

Il ne peut y avoir en politique d'erreur plus dangereuse que celle qui consiste à opérer avec des idées toutes faites se rapportant à la situation de la veille, aux rapports de force de la veille. Lorsque, par exemple, la direction du parti socialiste ramène sa tâche à exiger de nouvelles élections, elle transfère sa politique du royaume des réalités à celui des ombres : « parlement », « gouvernement », « élections », ces mots-là n'ont plus du tout aujourd'hui le sens qu'ils avaient avant la capitulation du régime parlementaire le 6 février (5). Les élections ne peuvent plus par elles-mêmes déplacer le centre de gravité du pouvoir ; il faudrait pour cela une poussée à gauche des masses capable de surmonter et effacer totalement les résultats du déplacement vers la droite du 6 février.

Mais c'est une erreur exactement du même type que commettent certains camarades, qui, dans leur appréciation du parti socialiste, s'orientent selon des formules toutes faites : « réformisme », « II^e Internationale », « soutien politique de la bourgeoisie ». Ces définitions sont-elles justes ? Oui et non. Plutôt non que oui. L'ancienne définition de la social-démocratie corres-

(5) Investi la nuit de l'émeute, le gouvernement Daladier avait, comme on le sait, démissionné le lendemain notamment sous la pression des chefs militaires.

pond moins à la réalité que la définition de l'Etat actuel comme une « république démocratique parlementaire ». Il serait erroné d'affirmer qu'il n'est « rien » resté en France du parlementarisme. Dans certaines conditions, une reprise temporaire du parlementarisme est même possible (exactement comme un agonisant a encore des lueurs de conscience). Mais, dans son ensemble, l'évolution générale va d'ores et déjà *dans le sens inverse* du parlementarisme. Si nous devons donner une définition qui soit proche de la réalité de l'Etat français actuel, nous dirions : « Un régime bonapartiste-préventif, dissimulé sous les formes vides de l'Etat parlementaire et louvoyant entre le camp, encore insuffisamment fort, du fascisme, et celui, insuffisamment conscient, de l'Etat prolétarien. » Seule une telle définition *dialectique* peut fournir la base d'une politique juste.

Mais les mêmes lois de la réflexion dialectique sont également valables pour le parti socialiste qui, comme nous l'avons dit, partage le sort de l'Etat démocratique, mais en sens inverse. A cela il faut ajouter que, pour une bonne part, grâce à l'expérience de l'Allemagne et de l'Autriche, l'évolution du parti socialiste en vient même à anticiper dans une certaine mesure celle de l'Etat : c'est ainsi que la scission avec les néos a précédé de quelques mois le coup d'Etat du 6 février. Ce serait bien entendu une erreur grossière que d'affirmer que « rien » n'a subsisté du réformisme et du patriotisme dans ce parti après cette scission. Mais ce n'est pas une erreur moindre que de parler de la *social-démocratie* dans l'ancienne acception du terme. L'impossibilité d'employer par conséquent une définition simple, habituelle, bien fixée, est précisément la preuve flagrante du fait que nous avons là un parti *centriste* qui, du fait de la lenteur de l'évolution du pays, rassemble encore des contradictions tout à fait opposées. Il faut être un scolastique sans espoir pour ne pas discerner ce qui se passe en réalité sous l'étiquette de la « Seconde Internationale ». Seule une définition dialectique du parti socialiste, c'est-à-dire avant tout une évaluation concrète de sa dynamique interne, peut permettre aux bolcheviks-léninistes de tracer la perspective juste et d'adopter une position d'action, et non d'expectative.

A défaut d'une poussée révolutionnaire des masses susceptibles de déplacer fortement à gauche le centre de gravité politique — ou, pour mieux dire, *avant* cette poussée —, le pouvoir d'Etat doit s'identifier de plus en plus ouvertement et brutalement avec son appareil militaire et policier, le fascisme doit se renforcer et devenir plus arrogant. Parallèlement, les antagonismes au sein du parti socialiste doivent apparaître au grand jour, à savoir,

l'incompatibilité de la doctrine tolstoïenne de la « non-résistance au mal par la violence » avec les tâches révolutionnaires dictées par l'ennemi de classe. Au moment où se produit la bonapartisation de l'Etat et où approche le danger fasciste, la majorité du parti doit inévitablement se radicaliser : la différenciation interne, qui est loin d'être achevée, doit entrer dans une phase nouvelle.

Les bolcheviks-léninistes ont le devoir de le dire très ouvertement. Ils ont toujours rejeté la théorie du « social-fascisme » et les méthodes crapuleuses de polémique dans lesquelles l'impuissance théorique s'allie au mensonge et à la calomnie. Ils ne voient aucune raison de faire amende honorable et d'appeler noir ce qui est blanc. Nous avons préconisé le front unique à une époque où il était rejeté également par les socialistes et les stalinien. C'est précisément pour cette raison que nous gardons, aujourd'hui encore, une attitude critique, réaliste, vis-à-vis de la notion abstraite de l'« unité ». Dans l'histoire du mouvement ouvrier, la délimitation a été souvent la condition première de l'unité. Pour faire le premier pas dans la direction du front unique, le parti socialiste a été obligé d'abord de briser avec les néos. Il ne faut pas l'oublier une minute. Le parti socialiste ne pourra prendre la tête d'un véritable front unique de masse, combatif, qu'à la condition de déterminer clairement ses tâches et d'éliminer de ses rangs les adversaires, déclarés et masqués, de la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'un quelconque « principe » abstrait, mais d'une nécessité de fer, procédant de la logique de la lutte. La question ne se résout pas par des tournures de phrases diplomatiques, comme le croit Zyromski, qui essaie de trouver une formule de conciliation entre le social-patriotisme et l'internationalisme. La marche de la lutte de classes, dans sa phase actuelle, fera impitoyablement voler en éclats toutes les tergiversations, tous les mensonges et toutes les dissimulations. Les travailleurs en général et les socialistes en particulier ont besoin de la vérité, de la vérité toute nue, et rien que la vérité.

Les bolcheviks-léninistes ont formulé exactement ce qui est, et ce qui se prépare. Mais ils n'ont pas du tout su — il faut l'avouer ouvertement — réaliser la tâche qu'ils s'étaient assignée il y a un an : *pénétrer plus profondément dans les rangs des ouvriers socialistes*, non pour leur « donner des leçons d'en haut, en savants spécialistes de la stratégie qui savent tout, mais pour s'instruire auprès des ouvriers avancés, au coude à coude (6), sur la

(6) En russe : épaulement contre épaulement (NDT).

base de l'expérience de masse qui conduit inéluctablement le prolétariat français dans la voie de la lutte révolutionnaire.

Pour un meilleur éclairage des tâches qui nous incombent dans ce domaine, il faut cependant étudier l'évolution du parti prétendûment « communiste » — c'est ce que nous ferons dans le prochain article.

[DEFENSE DE LA POLITIQUE ENTRISTE]⁽¹⁾

(12 juillet 1934)

Cher Camarade Craipeau (2),

Après la dernière lettre que je vous ai adressée, j'expose mon point de vue dans une lettre adressée à la direction, mais je ressens le besoin de compléter ce que je vous ai écrit. Il s'agit en premier lieu de la J.S. La perspective tracée par vous est très alléchante, mais j'ai peur qu'elle ne soit jusqu'à un certain degré trop optimiste et que l'erreur d'appréciation ne soit de la même nature que celle qui vous empêche de reconnaître la nécessité d'un tournant courageux.

Vous dites : « Nous sommes 150, les J.S. de Paris 950. Ils sont en lutte contre leur direction. Il n'y a que nous pour leur donner une nouvelle direction. Nous serons 1 000 bolcheviks-léninistes. » En êtes-vous sûr ? Les jeunes gravitent vers nos idées. Une fraction est, je le suppose, décidée à nous suivre jusqu'au bout. Mais la majorité, placée devant la nécessité de choisir définitivement et irrévocablement entre nous et la S.F.I.O., choisira contre nous pour ne pas se séparer de la masse ouvrière. Et, à ce moment-là, vous perdrez tout accès vers les jeunes socialistes. N'oubliez pas la puissance de l'appareil. Il suit de près ce qui se passe parmi les jeunes et il possède entre ses mains un instrument d'une puissance imposante, le front unique avec les staliniens. Paul Faure dira, s'il n'a pas déjà dit, aux jeunes : « Vous devez

(1) *Bulletin intérieur de la Ligue communiste*, n° 2, août 1934. Dicté en français.

(2) Yvan CRAIPEAU (né en 1911), étudiant, avait adhéré à l'Opposition de gauche en 1928, puis, tout en étant membre du C.C. de la Ligue, avait fondé les J.C. en Vendée. Il venait d'être exclu des J.C., en 1933, quand il avait été choisi pour résider auprès de Trotsky à Saint-Palais. Organisateur et principal dirigeant des jeunesses léninistes, il était le véritable responsable du travail en direction des jeunesses socialistes. Il venait d'écrire à Trotsky, pour argumenter contre l'« entrisme » dans la S.F.I.O., sur la base de son expérience et de ses perspectives de travail dans les J.S.

choisir entre le petit groupe des léninistes qui ne fait que proclamer l'idée du front unique et le vrai front unique représenté par la S.F.I.O. et le P.C. » Il y a déjà des symptômes que les jeunes socialistes font leur choix en faveur de ce qui leur paraît être le front unique réalisé (S.F.I.O. + P.C.). Rappeliez-vous bien l'expérience avec les pupistes (3). C'était une petite répétition de ce qui doit se répéter avec les socialistes. On était aussi presque à la veille de la fusion. Puis il y a eu la pression de l'appareil qui a opposé l'unité prolétarienne (S.F.I.O. + P.C. + P.U.P.) à la petite secte des léninistes, et, en résultat, toute votre perspective s'est écroulée. C'est juste que la J.P.U. s'est écroulée aussi, mais la J.S. telle qu'elle est aujourd'hui du point de vue idéologique peut bien aussi s'écrouler au contact avec les staliniens sans aucun bénéfice pour la révolution. En tout cas, vous aurez peut-être une cinquantaine de ce millier, et encore. C'est précisément cette cinquantaine prête à nous suivre, qui est encline à s'opposer à l'entrée dans le P.S. Mais les 900 seraient bien heureux si vous ne les forciez pas dès aujourd'hui à faire le choix entre les idées justes qu'ils ne comprennent pas suffisamment et le « front unique » qui se base sur les masses. Si vous entrez dans les J.S., vous créez la possibilité non seulement de gagner le-millier de Paris, mais de répandre votre influence dans toute la France. Sans cela, la bureaucratie provoquera un *avortement*.

Naturellement les 50 (je prends ce nombre à titre d'hypothèse) qui nous sont fidèles sont un élément bien précieux pour nous, mais puisqu'ils ont déjà compris le fond de nos idées, ils seront bien capables de comprendre aussi la nécessité d'une large action enveloppante en faveur de ces mêmes idées, tandis que les autres, les 900, sont encore à gagner.

Que signifie l'aversion presque générale à la proposition des camarades de Bes. (4) ? Que la haine contre le réformisme, le social-patriotisme et la II^e Internationale est bien enracinée dans nos rangs, malgré le dégoût que nous inspire — et avec quelle raison — la politique des staliniens. Mais sans cette animosité irré-

(3) Les jeunesses prolétariennes unitaires, organisation de jeunesse du P.U.P., qui comptaient dans leurs rangs nombre d'anciens opposants de la J.C., étaient beaucoup plus à gauche que le P.U.P. et elles avaient été proches des jeunesses léninistes. Elles avaient cependant fondu très vite avec le développement des J.S.

(4) « Bes. » désigne Besançon. Depuis l'époque de Saint-Palais, pour des raisons de clandestinité, on avait appelé « cellule de Besançon » le groupe de camarades résidant auprès de Trotsky, et cet usage se perpétuait, même quand « la cellule de Besançon » était réduite à une unité comme c'était alors le cas. Cette remarque incidente permet de penser que l'écrasante majorité des militants de la Ligue s'étaient opposés dans un premier réflexe à la politique entriste.

ductible contre les réformistes, la proposition de Bes. ne serait pas du tout possible, parce qu'il s'agit d'une manœuvre (dans le bon et non dans le mauvais sens du mot) tout à fait unique, dictée par des circonstances exceptionnelles, et qui comprend beaucoup de risques pour l'organisation qui l'entreprend. Mais l'animosité passive contre le réformisme ne suffit pas. Il faut savoir lui porter un coup et les circonstances ne permettent de porter ce coup que de l'intérieur, en sauvant en même temps le gros du parti de la décomposition et en le gagnant pour la révolution.

La marche des événements — n'oubliez pas cela, je vous en supplie — ne nous laisse que très peu de temps, peut-être seulement encore quelques mois. La situation ne peut être sauvée que par un redressement brusque et vigoureux de l'avant-garde prolétarienne. Si cette perspective se réalise, nous serons portés bien haut par la radicalisation des ouvriers socialistes, et nous moissonnerons en quelques mois le fruit du travail des années passées. Si au contraire le prolétariat français est voué à la catastrophe (ce que je ne veux pas croire), la décomposition totale des deux grands partis est inévitable, mais le noyau le plus courageux de la S.F.I.O. restera avec nous dans l'illégalité si nous entrons dans ses rangs aujourd'hui (5).

Il faut savoir discerner les tâches immédiates, non du point de vue de quelques formules toutes faites ou de sentiments traditionnels et au fond justifiés, mais du point de vue de toute la situation, qui est sans précédent, et qui nous impose des résolutions adéquates.

Voici mes conclusions : nous avons lancé le programme d'action. C'est le résumé d'une longue période propagandiste. Il faut maintenant savoir faire le bilan des résultats de cette action importante ; mais pas un bilan vague, pour ne pas dire fictif, comme on en a assez fait, mais un bilan sérieux et consciencieux, exprimé par des chiffres et des faits. Un mois, à partir du moment du lancement, doit largement suffire pour cela.

Pendant ce même temps, c'est-à-dire les deux à trois semaines qui restent, vous devez apprécier plus objectivement vos relations avec les J.S. et leur dialectique, et, de ces deux expériences, il vous faudra tirer la conclusion nécessaire. Surtout ne perdez pas de temps. Il n'en reste pas beaucoup.

(5) Trotsky pense peut-être à l'expérience autrichienne, car il avait déjà formulé l'idée que les militants B.L. de ce pays auraient dû entrer dans le parti social-démocrate, ce qui aurait évité l'influence acquise ultérieurement par les staliniens après la défaite de février 1934.

P.-S. : A ces conclusions, je voudrais encore ajouter quelques réflexions : sur le mot d'ordre d'un nouveau parti, d'une part, et de l'unité organique (fusion S.F.I.O. et P.C.) de l'autre. Pour nous faire comprendre par la masse, nous devrions poser la question de la manière suivante : « Nous ne sommes pas, nous non plus, des adversaires de l'unité organique, mais à condition qu'elle soit précédée par une clarification des deux côtés. Les bolcheviks avaient pour des situations analogues une formule consacrée : d'abord la délimitation, ensuite l'unification. » Dans ce cadre, notre entrée dans la S.F.I.O. aurait pour but d'accélérer la délimitation préalable pour préparer l'unification de l'avant-garde prolétarienne. Je vous prie de communiquer cette lettre aux camarades de la direction qui exprimeraient l'intention de la connaître.

BONAPARTISME ET FASCISME ⁽¹⁾

Pour une caractérisation de la situation actuelle en Europe
(15 juillet 1934)

L'importance pratique immense d'une orientation théorique juste se manifeste de la façon la plus frappante au cours des périodes de conflit social aigu, de tournants politiques rapides, de changements brusques dans la situation. Au cours de ces périodes, les *conceptions* et les *généralisations* politiques s'usent rapidement et exigent d'être soit complètement remplacées — ce qui est facile — soit d'être concrétisées, précisées ou partiellement rectifiées — ce qui est plus difficile. C'est précisément au cours de telles périodes que se manifestent nécessairement toutes sortes de situations *transitoires*, *intermédiaires*, et une foule de combinaisons qui bousculent les schémas habituels et exigent doublement une attention théorique soutenue. En un mot, si, dans une époque de développement pacifique et ordonné — avant la guerre —, on pouvait encore vivre sur le revenu de quelques abstractions toutes faites, à notre époque chaque événement nouveau nous enfonce dans la tête la loi la plus importante de la dialectique : *la vérité est toujours concrète*.

La « théorie » stalinienne du fascisme représente sans aucun doute l'un des exemples les plus tragiques des terribles conséquences pratiques qui peuvent découler du remplacement de l'analyse dialectique de la réalité dans toutes ses étapes concrètes, dans toutes ses phases de transition, c'est-à-dire aussi bien ses changements graduels que révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, par des catégories abstraites fondées sur une expérience historique partielle et insuffisante ou sur une vision globale étroite et incomplète. Les staliniens ont fait leur l'idée qu'à la période contemporaine le capital financier ne peut s'accompagner de la démocratie parlementaire et se trouve contraint de recourir au fascisme. De

(1) V 114. *La Vérité*, 3 août 1934. Non signé. Retraduit du russe d'après le texte du *Biulleten Opositsii* n° 40, octobre 1934. 11 s'agit d'un article sur une question de théorie que Trotsky considérait comme capitale.

cette idée, parfaitement juste dans certaines limites, ils ont tiré, suivant une logique formelle et purement déductive, des conclusions identiques pour tous les pays et toutes les étapes du développement. Pour eux, Primo de Rivera, Mussolini, Chang Kaï-chek, Masaryk, Brüning, Dollfuss, Pilsudski, le roi serbe Alexandre, Severing, MacDonald (2), etc., étaient des représentants du fascisme. Ce faisant, ils oubliaient a) que, dans le passé également, le capitalisme ne s'est jamais accommodé de la démocratie « pure », tantôt y rajoutant quelque chose et tantôt la remplaçant par un régime de répression ouverte, b) que le capital financier « pur » n'existe nulle part, c) que, même quand il occupe une position prédominante, le capital financier n'agit pas dans le vide, mais est obligé de compter avec les autres couches de la bourgeoisie et avec la résistance des classes opprimées, d) enfin que, entre la démocratie parlementaire et le régime fasciste, s'intercalent inévitablement toute une série de formes de transition, dont l'une remplace l'autre, tantôt de façon pacifique et tantôt par la guerre civile. Et chacune de ces formes de transition, si l'on veut avancer et non pas être rejeté en arrière, exige une approche théorique juste et une politique du prolétariat correspondante.

Sur la base de l'expérience allemande, les bolcheviks-léninistes ont constaté pour la première fois l'existence d'une forme transitoire de gouvernement — même si elle aurait pu et dû être établie auparavant d'après l'expérience italienne — que nous avons appelée *bonapartiste* : les gouvernements Brüning, Papen, Schleicher (3). De manière plus précise et sous une forme plus

(2) Trotsky estimait que les régimes de Mussolini et de Pilsudski étaient des régimes fascistes. Mais il énumère ici des hommes incarnant des régimes que les staliniens qualifiaient également de fascistes, ce qui était à ses yeux complètement faux. Le général Miguel PRIMO DE RIVERA y ORBANEJA (1870-1930) exerçait la dictature en Espagne avec l'appui du roi et le soutien de l'armée. Le général CHANG KAI-CHEK (1887-1975), chef du parti nationaliste Kuomintang, avait unifié la Chine et persécuté le mouvement ouvrier. Tomas MASARYK (1850-1937) était un libéral, président de la république tchécoslovaque. Le conservateur catholique Brüning (cf. n. 20, p. 70) avait été chancelier du Reich de 1930 à 1932. Le chrétien social Engelbert DOLLFUSS (1892-1934), chancelier et admirateur de Mussolini, enfant chéri de l'Eglise catholique, venait de noyer dans le sang la résistance des travailleurs de Vienne. Le roi ALEXANDRE I^{er} de Yougoslavie — de la dynastie serbe des Karageorgevitch — (1884-1934) avait suspendu la constitution et pris un pouvoir sans contrôle avec l'appui de l'armée en 1929. En tant que ministre de l'intérieur de gouvernements de coalition, le social-démocrate Cari SEVERING (1875-1952) avait dirigé la répression contre les ouvriers révolutionnaires. Enfin, le Britannique James Ramsay Mac Donald (cf. n. 5, p. 51) était ce premier ministre du Labour Party qui avait choisi en 1931 d'appliquer le programme des banques plutôt que celui de son parti et en avait été exclu.

(3) Brüning avait gouverné avec des « pleins pouvoirs » que lui avait accordés le Reichstag entre mars 1930 et mai 1932. Ses successeurs avaient eu recours au même procédé : le hobereau Franz von PAPEN (1879-1969) avait été chancelier de

développée, nous avons observé ensuite le régime bonapartiste en Autriche. Le déterminisme de cette forme de transition est devenu patent, naturellement pas au sens fataliste, mais au sens dialectique du terme, c'est-à-dire pour les pays et les périodes où le fascisme, avec un succès croissant, c'est-à-dire sans rencontrer de résistance victorieuse du prolétariat, attaquaient les positions de la démocratie parlementaire pour, de là, étrangler le prolétariat.

Pendant la période de Brüning-Schleicher, Manuïlsky-Kuusinen (4) proclamaient : « Le fascisme est déjà là ! » De notre théorie de l'étape intermédiaire bonapartiste, ils disaient qu'elle n'était qu'une tentative pour enjoliver et dissimuler le fascisme afin de faciliter la politique social-démocrate du « moindre mal ». En même temps, ils appelaient les social-démocrates des « social-fascistes », et les social-démocrates « de gauche », du type Zyromski - Marceau Pivert - Just (5), passaient — après les « trotskystes » — pour les plus dangereux des social-fascistes. Tout cela a changé aujourd'hui. En ce qui concerne la France actuelle, les staliniens n'osent pas répéter : « Le fascisme est déjà là ! » Au contraire, ils ont accepté la politique du front unique qu'ils rejetaient hier, afin d'empêcher la victoire du fascisme en France. Ils ont été obligés de distinguer le régime Doumergue (6) du régime fasciste. Mais ils sont arrivés à cette distinction en empiristes, pas en marxistes. Ils n'ont même pas essayé de donner du régime Doumergue une définition scientifique. Celui qui opère dans le domaine de la théorie à l'aide de catégories abstraites est condamné à capituler aveuglément devant les faits.

C'est pourtant en France précisément que le passage du parlementarisme au bonapartisme — ou plus exactement la première étape de ce passage — a pris un caractère particulièrement frappant et démonstratif. 11 suffit de rappeler que le gouvernement Doumergue est apparu sur la scène entre l'avant-première de la

juin à décembre 1932, et le général Kurt von Schleicher (cf. n. 2, p.131), qui avait vainement tenté de s'appuyer sur les syndicats et de diviser le parti nazi, avait été le prédécesseur immédiat de Hitler.

(4) Dimitri Z. MANUÏLSKY (1883-1959), vieux-bolchevik, lié ensuite à Trotsky, avait rejoint le parti bolchevique en 1917, puis la fraction stalinienne. Il était secrétaire de l'I.C. depuis 1931. Otto KUUSINEN (1881-1964), professeur de philosophie, député social-démocrate, avait été l'un des dirigeants de la révolution de Finlande en 1918, puis s'était réfugié en U.R.S.S. où il avait été secrétaire de l'I.C. de 1922 à 1931. Ces deux hommes appartenaient à la fraction stalinienne aux yeux de laquelle, à l'époque, les « fascistes » incluaient jusqu'aux socialistes.

(5) Ces trois hommes représentaient la gauche de la S.F.I.O. Pour Zyromski et Pivert, cf. n. 16, p. 63. Pour Claude Just, n. 20, p. 123.

(6) Rappelons que Gaston Doumergue, ancien président de la République, avait remplacé Daladier, démissionnaire le 7 février.

guerre civile, le 6 février, et la grève générale du prolétariat, le 12 février (7). Dès que les camps irréconciliables ont occupé leurs positions de combat aux deux pôles de la société capitaliste, il est apparu rapidement que la machine à calculer du parlementarisme avait perdu toute importance. Il est vrai que le gouvernement Doumergue, comme en leur temps les gouvernements Briining et Schleicher, semble au premier abord gouverner avec l'accord du parlement. Mais c'est un parlement qui s'est renié, un parlement qui sait que, s'il résistait, le gouvernement se passerait de lui. Du fait du relatif équilibre entre le camp de la contre-révolution qui attaque et celui de la révolution qui se défend, l'axe du pouvoir s'est élevé au-dessus des masses et de leur représentation parlementaire. Il a fallu chercher le chef du gouvernement en dehors du parlement et « en dehors des partis » (8). Le chef du gouvernement a appelé à la rescousse deux généraux (9). Cette trinité a pris appui à la fois sur sa droite et sur sa gauche en s'assurant des otages parlementaires symétriques. Le gouvernement n'apparaît pas comme l'organe exécutif d'une majorité parlementaire, mais comme l'arbitre entre deux camps en lutte.

Un gouvernement qui s'élève au-dessus de la nation n'est pourtant pas suspendu dans le vide. L'axe véritable du gouvernement actuel passe par la police, la bureaucratie, la clique militaire. Nous avons affaire à une dictature militaro-policière à peine voilée sous le décor du parlementarisme. Mais un gouvernement du sabre en tant qu'arbitre de la nation — c'est précisément le *bonapartisme*.

Le sabre, en lui-même, n'a pas de programme indépendant. Il est l'instrument de « l'ordre ». On fait appel à lui pour conserver ce qui existe. S'élevant *politiquement* au-dessus des classes, le bonapartisme, comme son prédécesseur le césarisme, a toujours

(7) C'était dans la nuit du 6 au 7 février que s'étaient produits, devant le Palais-Bourbon, de sérieux accrochages entre les manifestants d'extrême droite réunis par les Ligues contre le gouvernement Daladier qui venait de décider de remplacer leur protecteur, le préfet de Paris Jean Chiappe, et les forces de l'ordre qui protégeaient la Chambre des députés devant laquelle se présentait le nouveau gouvernement. Le 12 février, journée de grève décidée par la C.G.T., avait vu à Paris la jonction des deux cortèges, celui de la S.F.I.O. et de la C.G.T., celui du P.C. et de la C.G.T.U., une jonction qui exprimait le profond sentiment d'aspiration à l'unité de la classe ouvrière.

(8) Rappelons que Gaston Doumergue s'était retiré de la vie politique quand il fut fait appel à lui.

(9) Le gouvernement Doumergue comprenait deux chefs militaires. Le général Louis MAURIN (1869-1956) était ministre de la guerre. L'un des principaux « sabres » de réserve de la bourgeoisie française, le maréchal Philippe PETAIN (n 6, p. 33), était, ainsi qu'André Tardieu et Edouard Herriot, ministre d'Etat.

été et reste, *du point de vue social*, le gouvernement de la partie la plus forte et la plus solide des exploiters'; par conséquent, le bonapartisme actuel ne peut être rien d'autre que le gouvernement du capital financier qui dirige, inspire et achète les sommets de la bureaucratie, de la police, de l'armée et de la presse.

La « réforme constitutionnelle », dont on a tant parlé au cours des derniers mois, a pour seule tâche d'adapter les institutions de l'Etat aux exigences et aux convenances du gouvernement bonapartiste. Le capital financier cherche des voies légales qui lui permettraient d'imposer chaque fois à la nation le meilleur arbitre avec l'assentiment forcé du quasi-parlement. 11 est évident que le ministère Doumergue n'est pas l'idéal du « gouvernement fort ». De meilleurs candidats au rôle de bonaparte sont en réserve. En ce domaine, de nouvelles expériences et de nouvelles combinaisons sont possibles si le cours à venir de la lutte des classes en laisse le temps.

En formulant ce pronostic, il nous faut répéter ce que les bolcheviks-léninistes ont dit autrefois à propos de l'Allemagne : les chances politiques du bonapartisme français actuel ne sont pas grandes ; sa stabilité est déterminée par l'équilibre temporaire et, par sa nature même, instable, entre les deux camps du prolétariat et du fascisme. Le rapport des forces entre ces deux camps peut changer brutalement, en partie sous l'influence de la conjoncture économique, mais surtout en fonction de la qualité de la politique de l'avant-garde prolétarienne. La collision entre ces deux camps est inévitable. Le processus se mesurera, non en années, mais en mois. Un régime stable ne pourra être établi qu'au lendemain de cette collision et en fonction de ses résultats.

Le fascisme au pouvoir, comme le bonapartisme, ne peut être que le gouvernement du capital financier. Dans ce sens *social*, ils ne se distinguent pas, non seulement l'un de l'autre, mais l'un et l'autre de la démocratie parlementaire. Chaque fois, les staliniens font à nouveau cette découverte, oubliant que les questions *sociales* se résolvent dans le domaine de la *politique*. La puissance du capital financier ne réside pas dans sa capacité à établir, à son gré, n'importe quel gouvernement, n'importe quand : il ne possède pas cette force. Sa puissance réside dans le fait que tout gouvernement non prolétarien est obligé de servir le capital financier, ou plutôt que le capital financier a la possibilité de remplacer un système de domination en déclin par un autre qui corresponde mieux aux nouvelles conditions. Cependant, le passage d'un système à un autre signifie *la crise politique*, laquelle, avec le concours de l'activité du prolétariat révolutionnaire, peut se transfor-

mer en danger social pour la bourgeoisie. Le passage du régime de démocratie parlementaire au bonapartisme a déjà été accompagné en France de flambées de guerre civile. La perspective du passage du bonapartisme au fascisme est grosse de troubles infiniment plus graves et, par conséquent également, de possibilités révolutionnaires.

Jusqu'à hier, les staliniens considéraient que notre « faute principale » consistait à voir dans le fascisme la petite bourgeoisie et pas le capital financier. Mais là aussi ils substituaient des catégories abstraites à la dialectique des classes. Le fascisme constitue un moyen spécifique de mobiliser et d'organiser la petite bourgeoisie dans le sens des intérêts sociaux du capital financier. En régime démocratique, le capital financier — c'était inévitable — s'est efforcé d'inoculer aux ouvriers la confiance dans la petite bourgeoisie pacifiste et réformiste. Le passage au fascisme, au contraire, est inconcevable sans que la petite bourgeoisie ait été préalablement pénétrée de haine contre le prolétariat. La domination de la seule et même super-classe, le capital financier, repose, dans ces deux systèmes, sur des rapports directement inverses entre les classes opprimées.

La mobilisation politique de la petite bourgeoisie contre le prolétariat est cependant inconcevable sans cette démagogie sociale qui, pour la grande bourgeoisie, signifie jouer avec le feu. Le danger que constitue pour l'« ordre » cette réaction petite-bourgeoise déchaînée vient précisément d'être confirmé par les récents événements d'Allemagne (10). C'est pourquoi, tout en soutenant activement et en finançant les bandits réactionnaires en tant qu'un de ses détachements, la bourgeoisie française essaie de ne pas pousser les choses jusqu'à la victoire politique du fascisme, mais plutôt jusqu'à l'établissement d'un « pouvoir fort » qui, en dernière analyse, devra discipliner les deux camps extrêmes.

Ce qui vient d'être dit démontre suffisamment l'importance qu'il y a à distinguer la forme bonapartiste du pouvoir de la forme fasciste. Il serait pourtant impardonnable de tomber dans l'excès inverse, c'est-à-dire de faire du bonapartisme et du fascisme deux catégories logiquement incompatibles. Tout comme le bonapartisme commence par une combinaison du régime parlementaire et du fascisme, de même, le fascisme triomphant se voit contraint

(10) Au cours de ce qu'on a appelé la « Nuit des Longs Couteaux », le 30 juin 1934, Hitler venait de se débarrasser par l'assassinat en masse, au nom d'un prétendu complot, de l'aile plébéienne de son parti incarnée par les cadres de sa troupe de choc, les S.A., et leur chef Ernst ROHM (1887-1934). Il avait d'ailleurs utilisé la circonstance pour se débarrasser du même coup d'autres « gêneurs », comme le général von Schleicher (cf. n. 3, p. 132).

non seulement de faire alliance avec les bonapartistes, mais plus encore de se rapprocher dans sa structure interne du système bonapartiste. La domination prolongée du capital financier au moyen de la démagogie sociale réactionnaire et de la terreur petite-bourgeoise est impossible. Arrivés au pouvoir, les chefs fascistes sont forcés de réfréner, au moyen de l'appareil d'Etat, les masses qui les ont suivis. Ils perdent du coup le soutien de larges couches de la petite bourgeoisie. Une petite partie d'entre elles est assimilée par l'appareil bureaucratique. Une autre tombe dans l'indifférence. Une troisième, sous des bannières différentes, passe dans l'opposition. Mais, dans le même temps qu'il perd sa base sociale de masse, le fascisme, en prenant appui sur l'appareil bureaucratique et en louvoyant entre les classes, dégénère en bonapartisme. Là aussi, l'évolution graduelle est brisée par des épisodes sanglants et violents. A la différence du *bonapartisme préventif* ou préfasciste (Giolitti (11), Brüning-Schleicher, Doumergue et autres), qui reflète l'équilibre extrêmement instable et éphémère entre les camps belligérants, *le bonapartisme d'origine fasciste* (Mussolini, Hitler, etc.), qui s'est nourri de la destruction, de la désillusion et de la démoralisation des deux camps des masses, se distingue par sa bien plus grande stabilité.

La question « *fascisme ou bonapartisme ?* » a fait apparaître dans les rangs de nos camarades polonais certaines divergences quant au régime de Pilsudski (12). La possibilité même de l'existence de telles divergences atteste que nous ne sommes pas en présence de catégories logiques irréductibles, mais de formations sociales vivantes qui représentent des particularités extrêmement prononcées dans divers pays à diverses étapes.

Pilsudski est arrivé au pouvoir au terme d'une insurrection basée sur un mouvement de masse de la petite bourgeoisie et dirigée *directement*, au nom de l'« Etat fort », contre la domination des partis bourgeois traditionnels : c'est là un trait fasciste caractéristique de ce mouvement comme de ce régime. Mais le rôle joué par le poids politique, c'est-à-dire le rôle joué par les masses dans le fascisme polonais, était infiniment plus faible que celui du fascisme italien en son temps et bien plus encore que celui du fas-

(11) Giovanni GIOLITTI (1842-1928) était premier ministre en Italie à l'époque de la grève des métallurgistes de septembre 1920. Il avait tenté de gouverner avec l'appui des socialistes et la tolérance des fascistes.

(12) Trotsky venait d'avoir une longue discussion, sur la question de savoir si le régime de Pilsudski en Pologne était « bonapartiste » ou « fasciste », avec son camarade polonais Herschl Stockfisch que lui avait amené Gérard Rosenthal. La section polonaise était divisée sur cette question : Stockfisch lui-même ne pensait pas qu'on pouvait qualifier le régime Pilsudski de fasciste.

cisme allemand ; Pilsudski a été contraint d'utiliser beaucoup plus les méthodes du complot militaire, et il a abordé de manière beaucoup plus circonspecte la question des organisations ouvrières. Il suffit de rappeler que le coup d'Etat de Pilsudski s'est déroulé avec la sympathie et le soutien du parti stalinien polonais (13). L'hostilité grandissante de la petite bourgeoisie juive et ukrainienne au régime de Pilsudski lui a, à son tour, rendu plus difficile le déclenchement d'une attaque générale contre la classe ouvrière.

Le résultat de cette situation est que l'oscillation entre les classes et les fractions nationales des classes a occupé et occupe encore sous Pilsudski une place plus importante, et la terreur de masse une place moins importante que sous Mussolini et Hitler pour les périodes correspondantes : c'est là l'élément bonapartiste dans le régime de Pilsudski. Il serait néanmoins manifestement faux de comparer Pilsudski à Giolitti ou à Schleicher, et de s'attendre à ce que la relève soit prise par un nouveau Mussolini ou Hitler polonais. Du point de vue méthodologique, il est faux de se former une image d'un fascisme « idéal », et de l'opposer à ce fascisme réel qui s'est développé avec ses particularités et ses contradictions, sur le terrain des rapports entre les classes et les nationalités à l'intérieur de l'Etat polonais. Pilsudski sera-t-il capable de mener à son terme la destruction des organisations prolétariennes ? La logique de la situation l'y conduit de façon inéluctable, cependant, cela ne dépend pas d'une définition formelle du « fascisme en tant que tel », mais du rapport réel des forces, de la dynamique des processus politiques dans les masses, de la stratégie de l'avant-garde prolétarienne et, finalement, du cours des événements en Europe occidentale, et particulièrement en France.

Il est parfaitement possible que l'Histoire enregistre le fait que le fascisme polonais ait été renversé et réduit en poussière avant d'avoir réussi à se trouver une forme « totalitaire ».

Le processus de fascisation de *VAutriche* ne présente pas moins d'originalité. Jusqu'à l'écrasement de Vienne sous les obus, le régime de Dollfuss conservait un caractère bonapartiste évident ; mandataire de la grande bourgeoisie, sans appui dans les masses, il jouait le rôle d'arbitre armé entre les camps de la social-démocratie, du national-socialisme et de l'austro-fascisme de type provincialo-paysan. Cet antagonisme triangulaire, plus le soutien de l'Italie et de la France, garantissait à Dollfuss une stabilité

(13) Dans un premier temps, le parti communiste polonais s'était montré favorable au régime de Pilsudski, ce qui lui avait valu de la part de l'I.C. — et de Trotsky également — une critique en régie.

beaucoup plus grande qu'aux équilibristes de même acabit dans d'autres pays. L'écrasement des nazis autrichiens ne fut possible que grâce à la neutralité bienveillante de la social-démocratie. L'écrasement de celle-ci, ayant élevé le poids spécifique des Heimwehren (14), a conduit de fait à l'établissement d'un régime fasciste dans lequel Dollfuss incarne les restes de l'héritage bonapartiste. Il ne faut pas oublier que dans le fascisme allemand, dont personne ne niera l'authenticité, Hindenburg et ses suppôts représentent aujourd'hui encore les traditions de la période où le président a rempli son rôle bonapartiste en extirpant l'axe de la constitution de Weimar et en ouvrant les portes au fascisme.

Nous avons dit plus haut que le bonapartisme d'origine fasciste était infiniment plus stable que les expériences bonapartistes-préventives auxquelles la grande bourgeoisie a recours dans l'espoir d'éviter le bain de sang du fascisme. Il est pourtant infiniment plus important de souligner — du point de vue théorique comme du point de vue pratique — que *le fait même de la dégénérescence du fascisme en bonapartisme signifie le commencement de sa fin*. Combien de temps durera le dépérissement du fascisme, à quel moment sa maladie se transformera-t-elle en agonie, tout cela dépend de nombreux facteurs externes et internes. Mais le dépérissement de l'activité contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie, sa déception et sa désagrégation, l'affaiblissement de sa pression sur le prolétariat ouvrent de nouvelles possibilités révolutionnaires. Toute l'Histoire démontre qu'il n'est pas possible de maintenir le prolétariat enchaîné par le seul moyen de l'appareil policier. Il est vrai que l'expérience italienne témoigne que l'héritage psychologique d'une gigantesque catastrophe subie antérieurement se maintient dans les masses ouvrières beaucoup plus longtemps que le rapport des forces politiques qui avait engendré cette même catastrophe. Mais l'inertie psychologique créée par la défaite est une base fragile. Elle peut s'écrouler d'un coup sous l'effet d'un choc puissant. Un tel choc — pour l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche et d'autres pays — pourrait être le succès de la lutte du prolétariat français.

La clé révolutionnaire de la situation en Europe et dans le monde entier se trouve maintenant avant tout en France !

(14) En allemand dans le texte (NDT). La Heimwehr était la milice bourgeoise.

[IL FAUT FRANCHIR LE RUBICON] ⁽¹⁾

(16 juillet 1934)

Cher Ami (2),

Après notre dernier entretien, je voudrais bien préciser par écrit quelques idées et ajouter quelques arguments supplémentaires.

D'aucuns disent : « Nous avons été fraction de la III^e Internationale, puis, organisation indépendante (IV^e), après cela en liaison avec les centristes (II^e et II 1/2) (3). On nous propose maintenant de rejoindre la II^e. » Enoncer les faits de cette façon donne un tableau burlesque. On pourrait affirmer en suivant la même méthode (ou sans méthode du tout) : « Lénine appartenait à la II^e, il rompit avec elle à Zimmerwald et à Kienthal, il conclut une alliance avec les éléments de la II 1/2 et même de la II^e. A la veille de la révolution de février, il prêchait déjà la rupture avec eux, désespérant tout à fait, en même temps, de la lenteur du développement de la III^e Internationale. Après la révolution d'Octobre, il conseillait aux communistes anglais d'entrer dans le Labour Party, etc. » Ces « contradictions » ne sont que des méthodes différentes pour appliquer les mêmes idées dans des circonstances différentes.

Je crois que l'unité, la continuité de notre programme sont hors de discussion. Les événements nous ont maintes fois donné et continuent de nous donner raison. Si, pour notre programme,

(1) V 115, Harvard. Lettre signée L.T., dictée en français.

(2) Cette lettre est adressée à Raymond Molinier (cf. n. 1, p. 113).

(3) Les B.L. avaient été successivement Opposition de gauche dans les P.C. et 1^{er} I.O. jusqu'en 1933, organisation indépendante pour la IV^e Internationale et presque aussitôt membres des « quatre » après avoir participé à la conférence de Paris organisée par l'I.A.G. avec des partis comme le P.U.P. et le D.N.A. ouvertement tournés vers la 11^e.

nous sommes obligés de manœuvrer avec énergie dans une ambiance qui change tous les jours, au milieu de difficultés sans égales, ce n'est pas de notre faute. On ne choisit ni ses parents, ni le milieu dans lequel on agit.

Les débats, comme la dernière décision, du C.N. socialiste (4) démontrent l'impétuosité de la pression des masses pour l'unité. Le tournant nous entraînera ou nous rejettera dans le néant. Mais il peut nous entraîner de deux façons, soit comme des prisonniers, pieds et poings liés, soit comme un groupe qui dirige consciemment et à temps sa barque dans le courant. Malheur à nous si nous sommes en retard ! L'avantage serait énorme si nous pouvions aujourd'hui, au lendemain du C.N., proclamer notre adhésion. Ce n'est pas possible. Mais six semaines ! Six semaines comptent plus que six ans dans une autre période ! Il faut hâter la décision ; la situation est absolument claire et impérative.

Il faut franchir le Rubicon pour conquérir un empire !

(4) Le conseil national (C.N.) du parti socialiste du 15 juillet avait adopté, par 3 471 voix contre 366 à une motion Frossard, la motion présentée par Paul Faure en faveur de la conclusion d'un pacte d'unité d'action avec le P.C. Il est exact qu'un chemin énorme avait été parcouru en quelques mois, puisque le P.C. comme le P.S. étaient résolument opposés à toute action commune en janvier précédent !

[LES STALINIENS ET L'UNITÉ ORGANIQUE] ⁽¹⁾

(19 juillet 1934)

Chers Camarades,

Après le C.N. de la S.F.I.O. (2), la situation et en même temps la voie à suivre sont devenues si claires et si évidentes qu'il faut s'aveugler volontairement pour ne pas les discerner.

Les représentants de la C.A.P. et du C.C. (3) ont déjà eu une discussion préliminaire sur la possibilité de l'unité organique (4). Thorez a déclaré qu'il considère lui aussi l'unité d'action comme une étape vers l'unité organique (5). Cet entretien a été sténographié. Séverac (6) a donné lecture du compte rendu sténographique au C.N. (Il faudrait à tout prix en avoir le texte) (7).

(1) V 116. Texte intérieur non daté, archives J. Rous, C.E.R.M.T.R.I., Paris, dicté en français. Signé Van. Jean van HEIJENOORT (né en 1912), étudiant en mathématiques, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo en 1932-33 et l'avait accompagné dans ses pérégrinations après le départ de Barbizon.

(2) Le conseil national de la S.F.I.O. (Cf. n. 2, p. 91) s'était tenu le 15 juillet.

(3) La direction de la S.F.I.O. était la commission administrative permanente (C.A.P.), celle du P.C. le comité central (C.C.). Cette discussion avait eu lieu le 14 juillet, à la veille du C.N. de la S.F.I.O.

(4) Léon Blum avait abordé la question en mentionnant les aspirations de certains membres de son parti à l'unité organique, pour conclure : « Je n'ai jamais pensé quant à moi qu'on pût se servir de l'idée d'unité organique pour écarter l'unité d'action immédiate, mais puisque nous sommes en conversation, je puis vous dire que beaucoup d'entre nous, et moi en particulier, nous concevons très nettement, très délibérément, l'unité d'action comme un moyen de créer dans la classe ouvrière les conditions psychologiques, matérielles, et même, le cas échéant, doctrinales de l'unité. »

(5) Thorez avait déclaré au début de son intervention : « Nous aussi, nous avons le sentiment que de commencer l'action commune, même pour des buts limités, conduira à l'unité totale de la classe ouvrière. Je veux le répéter puisque, l'autre jour, à Vincennes, je l'ai dit au nom du parti communiste. »

(6) Jean-Baptiste SEVERAC (1879-1951), rédacteur à l'*Humanité* pendant la guerre, était depuis le congrès de Tours secrétaire administratif de la S.F.I.O. C'est lui qui avait fait au C.N. le compte rendu des discussions de la veille.

(7) Ce compte rendu sténographique fut publié par *VHumanité* le lendemain 20 juillet.

Ce fait nous donne la preuve du *recul* historique accompli, surtout sur le plan du parti. Réfléchissons-y bien. En 1914, déjà, a été proclamée la nécessité de rompre avec les partis social-démocrates. Cette rupture s'est effectuée en France en 1921. Les années d'épuration du parti ont suivi, et, aujourd'hui, en 1934, les chefs du parti communiste proclament ouvertement que leur but est l'unité organique avec le parti social-démocrate. Quel formidable recul !

Ce n'est pas nous qui l'avons ni voulu, ni créé. Il s'agit d'un fait donné par le développement, surtout par l'influence de la bureaucratie stalinienne. Mais c'est aussi un fait que celui qui veut repousser ou sous-estimer ce fait fondamental se cassera inévitablement la tête. Or la mesure du recul n'est pas comble. Il ne suffit pas que la direction du P.C. se voie contrainte — peu importe ses arrière-pensées — d'ouvrir la perspective de l'unité organique avec la social-démocratie, après treize ans d'existence indépendante et vingt-neuf ans après la proclamation de l'impossibilité de collaborer avec les social-démocrates à l'intérieur du même parti.

Il y a mieux, ou plutôt il y a pire. Nous sommes, nous, marxistes, obligés de reconnaître que, pour le moment, la fusion des deux partis constituerait un progrès, non pas par rapport aux mots d'ordre de Lénine en 1914, ni par rapport au congrès de Tours, mais par rapport à la situation actuelle, telle qu'elle est. La fusion des deux partis signifierait la possibilité de recommencer. Tout est là. Le mouvement ouvrier est poussé dans une impasse historique. C'est le sentiment de cette impasse qui pousse les staliniens dans des projets « capitulards », et c'est l'existence de cette impasse qui fait de cette « capitulation » un fait progressif. La fusion des deux partis ouvrirait inéluctablement la voie à la discussion, à l'analyse, à l'étude, à la lutte des fractions sur une grande échelle, et, en même temps, à la cristallisation d'un nouveau parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale.

Le recul historique — je le répète en insistant — consiste non seulement en ce que la bureaucratie stalinienne est forcée de s'adapter aux exigences de la classe par la fraternisation avec la social-démocratie, mais aussi en ce que cette fraternisation, banale, sentimentale, sans contenu, présente un formidable progrès par rapport à l'impasse absolue d'hier. Pour trouver son chemin, il faut comprendre cette terrible dialectique du développement de tout ce qui s'est passé pendant ces vingt ans dans le mouvement ouvrier français. Sans cela, on est condamné à devenir l'esclave de son propre subjectivisme ou de quelques formules fières, mais creuses. Face à la situation que j'ai brièvement caractéri-

sée plus haut, celui qui dit : « Jamais je n'adhérerai à la social-démocratie ! Capitulation ! Trahison ! etc. » n'est qu'un pauvre sentimental qui connaît peut-être les formules marxistes herborisées, mais qui s'arrête avec effroi devant les arbres vivants, et surtout devant la forêt.

Si l'analyse objective nous dit — et qu'on essaie de le réfuter ! — que la fusion des deux partis tels qu'ils sont constituerait maintenant un progrès formidable, comment peut-on revendiquer pour la Ligue le droit de rester isolée, à l'écart de cette nouvelle grande perspective ?

Je ne veux pas dire que la fusion des deux partis soit d'avance assurée. Non, il y a trop de facteurs en jeu pour qu'on puisse mathématiquement en prévoir la résultante. La bureaucratie stalinienne, qui passe aujourd'hui par la panique, peut ultérieurement revenir à son outrecuidance et essayer de provoquer une scission abortive dans la S.F.I.O. Doriot peut rejoindre cette dernière, de nouvelles sections peuvent passer du P.C. au P.S., etc., mais tous ces épisodes éventuels ne changent rien à la caractérisation de la situation actuelle du mouvement ouvrier et de ses impérieuses nécessités.

Si la fusion ne se réalise pas, si les staliniens essaient de désorganiser le P.S. par leurs habituelles méthodes (zigzags, démagogie, corruption individuelle même (8)), il n'y a que *nos* idées et *nos* méthodes qui puissent inoculer au noyau révolutionnaire du P.S. la force de résister à la complète désagrégation. L'I.L.P. aurait aujourd'hui un autre visage si notre section anglaise y était entrée il y a un an pour y défendre la politique que nous avons développée dans une série d'articles et de lettres. C'est également la réponse à l'objection éventuelle : « Attendons donc que l'unité se réalise entre les deux grands partis, et puis nous nous présenterons avec notre carte de visite. » Cela signifierait, au lieu de prévoir, d'agir et de préparer, attendre le moment où nous serons pratiquement liquidés par l'action des autres.

Camarades, notre responsabilité devant le prolétariat français comme devant le marxisme international est énorme. Il faut

(8) Dans ses mémoires. *Trois Points, c'est tout*, Fred Zeller, qui était en 1934 secrétaire de l'entente des J.S. de la Seine, raconte comment il fut contacté par un militant de son organisation, Béranger, pour une rencontre secrète avec les délégués des J.C. russes Kossarev et Tchémoudanov (p. 64), et comment ces derniers leur promirent, s'ils s'engageaient dans la voie souhaitée par l'I.C., de leur donner « tout ce qu'il faudra pour réussir » (p. 67).

bien regarder en face la réalité, secouer les préjugés de petit cercle fermé.

Il n'existe pas d'autre voie, mais celle-là est sûre.

[QUELQUES ARGUMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET QUELQUES SUGGESTIONS POUR DES ARTICLES] (1)

(21 juillet 1934)

Si le P.C. ouvrait aujourd'hui ses portes à nos camarades, les irréconciliables (2) accepteraient-ils d'y entrer ? Oui ou non ? Ce serait leur faire trop grande offense que de supposer qu'ils refuseraient d'adhérer. Il s'ensuit donc qu'un certain nombre de nos camarades font entre le P.C. et le P.S. une différence fondamentale, négligeant notre analyse qui a démontré que nous avons devant nous deux sortes de centrismes, dont l'une se développe à gauche, et dont l'autre stagne ou s'oriente même à droite.

C'est précisément maintenant que les événements donnent à cette analyse une confirmation éclatante. Les chefs staliniens renoncent à la critique et se donnent comme objectif l'unité organique (3). Par cela même, ils confirment qu'il n'existe pas de différence *fondamentale* entre le P.C. et le P.S. Les camarades qui sont prêts à adhérer au P.C. et menacent de faire scission en cas d'adhésion au P.S. ne font ainsi que démontrer qu'ils sont encore prisonniers de leur passé et de la terminologie traditionnelle, mais qu'ils ne se rendent nullement compte du développement réel des deux partis et de leur état actuel.

Tous les membres de la Ligue seraient en principe prêts à fusionner avec l'organisation de St-Denis. D'autre part, nos camarades qui ont eu affaire avec cette organisation sont unani-

(1) V 118, Harvard. Publié en annexe du procès-verbal du comité central de la Ligue. Original en français.

(2) La proposition de Trotsky avait soulevé une opposition immédiate dans les rangs de la Ligue française, où elle était combattue par Pierre Naville, l'Italien Blasco, Lhuillier notamment, et dans la section allemande dont la direction suivait en majorité le secrétaire du S.I., Bauer, ce dernier hostile par principe.

(3) Les dirigeants du P.C. avaient proposé, dès la conférence d'Ivry, le 25 juin, que les partenaires renoncent « aux attaques dans la propagande écrite et orale dans- le cadre de l'action engagée ». Nous avons vu plus haut (n. 5, p. 153) qu'ils se déclaraient également partisans de l'unité organique.

mes à reconnaître le niveau extrêmement bas de la formation idéologique de ses membres. Le comportement de Doriot démontre qu'il n'est pas plus proche du marxisme que Marceau Pivert ou même Zyromski. St-Denis est seulement beaucoup plus conservateur et plus imprégné de préjugés paralysants que, par exemple, la région parisienne du parti socialiste. Quels arguments donner pour cette défense platonique de staliniens défroqués comme Doriot, et pour cette aversion à l'égard d'une organisation socialiste qui se développe rapidement vers la révolution ?

Quelques camarades nous menacent de la scission (4). Que vont-ils faire ensuite ? On ne peut toujours pas entrer dans le P.C. sans avoir renoncé à notre programme, dont la justesse est maintenant plus claire que jamais. Or, en renonçant *par principe* à entrer dans le P.S., les irréconciliables, les intransigeants, devront renoncer aux principes, pour, en fin de compte, fusionner tout de même avec les socialistes. Où est la logique ?

Chaque jour confirme que la politique du prétendu front unique, avec son tapage, sa publicité et son vide, ne sert qu'à dissimuler à la classe ouvrière les véritables dangers, les véritables tâches, les véritables moyens de les remplir. Il faut, plus que jamais, poser les questions matérielles de la lutte et de ses moyens.

Il faut demander aux socialistes et aux staliniens s'ils continuent à espérer que Doumergue, Sarraut (5), Tardieu, vont désarmer les fascistes et dissoudre leurs ligues. Oui ou non ? Et s'ils ne nourrissent pas cet espoir idiot, que pensent-ils opposer aux fascistes qui doivent réaliser pendant l'été des progrès fulgurants ? La question de la milice ouvrière doit être posée de façon plus incisive, plus offensive, plus précise. Il faut éditer en tract le projet de règlement de la milice ouvrière. Il faut donner dans *La Vérité* l'article de H. sur la manifestation du 8 juillet (6) et ouvrir sur ces questions dans le journal une importante rubrique. En même temps, dans chaque numéro, il faut utiliser de courts extraits du programme d'action comme mots d'ordre politiques.

(4) Les réactions à la proposition d'entrée dans la S.F.I.O. étaient très passionnelles et la scission était depuis le début brandie comme une menace.

(5) Albert SARRAUT (1872-1962), avocat, radical, grand dignitaire de la franc-maçonnerie, frere du patron de *La Dépêche de Toulouse*, était l'auteur, alors qu'il était ministre de l'intérieur en 1927, de la célèbre formule : « Le communisme, voilà l'ennemi. » C'est lui qui, en tant que ministre de l'intérieur du gouvernement Daladier, avait pris en avril l'arrêté d'expulsion contre Trotsky.

(6) Le 8 juillet, en riposte à une « mobilisation de masse » des militants des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, manifestant à l'Etoile, cent mille contre-manifestants avaient défilé à l'appel du P.C. et de la S.F.I.O.... à Vincennes. Nous n'avons pas identifié « H ».

Il faut tenir toutes les sections au courant de toutes les discussions au sein de la Ligue française. Les camarades qui disent que l'adhésion au P.S. est une politique internationale qui signifie la liquidation de notre organisation internationale (7) se trompent lourdement. L'adhésion au P.S. — comme en Angleterre à l'I.L.P. (8) — est déterminée par une constatation nationale. Ce n'est pas un principe, mais une opportunité. Si on la laisse échapper, pourtant, on risque de stériliser les principes pour des années et des années. Il n'y a pas , et il ne saurait y avoir de règle mécanique qui obligerait toutes les sections nationales à entrer dans les P.S. Il serait parfaitement absurde de vouloir imposer pareille « politique ». Pourtant, des situations plus ou moins analogues peuvent se produire dans d'autres pays, et toutes les sections doivent avoir la possibilité de suivre pas à pas le développement de la discussion dans la Ligue française.

(7) C'était, par exemple, la conviction de l'Allemand Bauer.

(8) C'est à la fin d'août 1933 que Trotsky avait proposé l'entrée des trotskystes britanniques dans l'I.L.P. Cette première proposition d'« entrisme » avait provoqué une scission dans les rangs de la section anglaise.

LES TACHES DE LA L.C.I. (1)

(21 juillet 1934)

1 — Le Bloc des Quatre (2) s'est disloqué du fait de l'évolution à droite de ses participants centristes qui ont renoncé à la propagande indépendante pour la IV^e Internationale sous la pression de l'offensive fasciste et celle des nouveaux « courants de masse » centristes, faute d'une perspective large et de la compréhension des enseignements de Marx et de Lénine, et créant la théorie géniale des combinaisons sans principe et de la propagande par le silence.

Le Bloc des Quatre en tant que tel a été un pas indispensable sur la route vers la IV^e Internationale, un pas qu'il faudra répéter et qui sera répété à un niveau supérieur. Néanmoins, il ne faudrait pas fermer les yeux sur le fait qu'après la mort du Bloc des Quatre la L.C.I. est en ce moment la seule organisation qui pose ouvertement et de façon conséquente la question de la nouvelle Internationale, de l'internationale communiste, la IV^e. Ce fait impose à notre organisation des tâches nouvelles et importantes et lui confère une signification accrue ainsi qu'à son développement.

2 — Outre ce fait, en envisageant nos tâches nouvelles, il nous faut reconnaître et tenir pleinement compte du tournant que le Comintern a réalisé en France et commencé dans d'autres pays (Suisse, Tchécoslovaquie) (3). Notre attitude fondamentale vis-à-vis du Comintern d'une part, et de la nouvelle Internationale de l'autre, ne peut en rien être modifiée par lui. Notre caractérisation

(1) V 117, Bibliothèque du Collège de Harvard. Traduit de l'anglais.

(2) Le « bloc des quatre » était l'alliance des quatre organisations (O.S.P. et R. S.P. de Hollande, S.A.P. allemand et Opposition de gauche internationale) qui avaient signé en août 1933 une déclaration sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale. Il s'était pratiquement disloqué en février, lorsque le S. A.P. et l'O.S.P. avaient posé comme condition de la poursuite du travail en commun l'adhésion de la L.C.I. au bureau de l'I.A.G.

(3) 11 s'agit du tournant vers le « front unique » avec les socialistes.

du stalinisme comme un centrisme bureaucratique nous a permis de prédire précisément un tel tournant sans être surpris par lui. Alors même que ce tournant ne permettra pas au Comintern de contribuer à la victoire de la cause révolutionnaire dans aucun pays — et que son caractère opportuniste aura à long terme un effet de désorientation —, il est cependant clair que ce tournant place le développement objectif de la lutte de classes dans différents pays sur un plan nouveau, modifie profondément et, dans une certaine mesure, améliore les relations du Comintern avec les masses. Une réaction insuffisante ou fausse à ce tournant pourrait conduire à un affaiblissement considérable de notre organisation.

Ce n'est pas l'aspect le moins significatif du tournant des staliniens vers le front unique, dans la mesure où il tient compte de la pression des masses, que le fait qu'il constitue une justification et une confirmation de la ligne politique de notre organisation et particulièrement de la ligne que nous avons suivie pendant les cinq dernières années. Cette ligne nous a non seulement permis de renforcer de façon significative et de développer des sections existantes (comme les sections américaine, française, belge et allemande), mais elle nous a également permis de gagner d'importantes sections nouvelles à travers le monde (Hollande, Pologne, Chili, etc., (4)). Il serait aussi fatal de sous-estimer ces succès que d'entretenir l'illusion que nous pourrions continuer de progresser à la manière ancienne en vivant sur notre capital accumulé.

3 — Il est évident que le tournant opportuniste des staliniens peut aller bien au-delà du front unique dans certains pays, particulièrement en France. Au cours des dernières négociations entre les dirigeants des P.C. et P.S. français, la question d'un *parti unifié* a été envisagée ouvertement et positivement des deux côtés (5) ! Les raisons en sont claires : le tournant du Comintern est au moins autant l'expression de la politique extérieure russe que le résultat de la pression des masses. La politique extérieure de Litvinov n'a plus aucune perspective révolutionnaire. Son unique objectif est d'empêcher la guerre par la formation d'alliances. A la poursuite de ce but, elle s'efforce de garder à la barre en France des régimes du type Doumergue. Le front unique est supposé créer

(4) Il s'agit de l'Opposition de gauche qui s'était formée en Pologne dans le parti communiste, et qui avait été gagnée par un militant revenu de Suisse. En Hollande, c'était le R.S.P. de Sneevliet qui avait adhéré en septembre 1933. L'adhésion du P.C. chilien de Manuel Hidalgo s'était produite quelques mois auparavant.

(5) Du point de vue du bolchevisme, la scission de Tours avait constitué un pas en avant, l'hypothèse de l'unité organique était donc une régression.

un bloc de gauche pour contrebalancer le bloc de droite (6). Afin de démontrer à la bourgeoisie française (et dernièrement à la bourgeoisie anglaise qui est en train d'approcher de ce bloc) combien elle prend au sérieux son propre tournant, la bureaucratie soviétique, par l'intermédiaire des Thorez, Cachin, etc., non seulement rend le front unique conforme aux désirs de la S.F.I.O., mais encore tend à la liquidation du P.C. français par la subordination des éléments révolutionnaires au sein d'un parti unifié à la discipline de Léon Blum.

Que la bureaucratie mène cette politique jusqu'au bout, ou que le regroupement incessant des puissances crée une situation nouvelle, l'importance de notre rôle indépendant, de notre rôle dans la révolution, en est considérablement accrue. Bien entendu, les masses les plus larges seront d'abord prises dans le délire de l'unité ; d'un autre côté, les meilleurs éléments communistes en France et plus encore ailleurs seront amenés dans nos rangs, pourvu que nous sachions répondre correctement à la situation. Il semble que le moment approche où la liquidation théorique du marxisme-léninisme par les staliniens, perçue par nous et combattue depuis 1923, est en train d'apparaître au grand jour dans la pratique, ouvrant ainsi devant nous de nouvelles occasions.

4 — Le destin futur de notre organisation, comme le développement de la IV^e Internationale, dépendra avant tout de l'existence de cadres internationaux comprenant la façon dont il faut répondre aux questions de la révolution et de la contre-révolution — surtout dans leurs vêtements fascistes et bonapartistes — et comprenant les questions de la menace de guerre et de la façon de compléter nos mots d'ordre et de les inscrire dans la réalité. Sur un plan international, la réponse à ces questions ne peut découler que d'un élément indépendant politiquement et organisationnellement. Même en faisant les plus grands efforts pour trouver des alliés, cet élément ne peut en aucun cas abandonner son indépendance, ses efforts pour sélectionner et éduquer ses propres cadres et son profond travail idéologique.

5 — Le premier objectif que nous avons proposé sur la route vers la révolution a été le front unique contre le fascisme. Le tournant stalinien constitue un pas important dans cette direction. Il nous faut dénoncer l'indécision de la bureaucratie, son incapacité à avancer plus, établir le lien entre ce qui a été réalisé et ce qui manque encore, et attaquer de la façon la plus vive les conceptions

(6) Trotsky pressent ici la politique des Fronts populaires qui cherchera à conserver les régimes en place dans le cadre de la recherche d'alliés pour l'U.R.S.S.

opportunistes de la bureaucratie. Ce qu'il faut, c'est transformer le front unique dans les meetings en front unique dans l'action et exiger la transformation du front unique des deux partis en front unique de toutes les organisations ouvrières. Il nous faut préparer la transformation du front unique des organisations en un mouvement soviétique.

6 — Notre entrée à nous dans le front unique n'est pas le moins du monde utopique. De bonnes possibilités pour cela existent déjà à la base. Et, même là où nous sommes à présent exclus, la sympathie à notre égard et vis-à-vis du mot d'ordre de notre inclusion grandira parce que nous serons les seuls capables d'assigner au front unique des objectifs concrets et un contenu concret.

La question des propositions et des mots d'ordre pratiques revêt la plus grande importance dans ce contexte (revendication pour une milice, pour l'armement, revendications locales et d'usine concrètes). L'élaboration de telles mesures éliminera de nos rangs une façon purement spéculative et littéraire de considérer les choses. Elle constituera en même temps le meilleur moyen de gagner la confiance des masses ouvrières et de briser l'influence des bureaucrates à l'intérieur du front unique.

7 — Dans la mesure où le front unique sera réellement réalisé et non saboté (ce qui conduirait à un important processus de différenciation dans les partis réformistes), il ne pourra subsister sous la forme pour laquelle les bureaucrates se battent — le front unique dans les meetings, qui égare la classe ouvrière et la berce pour l'endormir. Ou bien il s'élargira pour nous inclure nous et brisera le cadre bureaucratique (un processus qui amènera la constitution dans les *deux partis* d'ailes gauches que nous devons influencer), ou, ce qui est plus vraisemblable dans de nombreux pays, l'une des deux bureaucraties sera conduite à rompre avec le front unique en plein développement pour des raisons d'autopréservation, un développement qui mettra immédiatement à l'ordre du jour la question de la scission dans les partis en question. Un travail systématique de notre part fera de nous un pôle d'attraction pour les ailes gauches des deux partis et créera les bases d'un nouveau parti communiste (7).

La possibilité de la formation de partis unifiés nous place devant une situation entièrement nouvelle. Un déclin momentané de l'écho dans les masses serait accompagné par la conquête par

(7) Trotsky dévoile ici la deuxième partie de son plan de développement, ce qu'il attend, après des résultats positifs, de l'entrée dans les partis socialistes.

nous des meilleurs éléments révolutionnaires. Le développement ultérieur ferait clairement apparaître publiquement notre organisation comme la seule organisation communiste et nous permettrait de jouer le rôle des partis communistes dans un délai très rapide, opposant les revendications et la préparation à l'action révolutionnaire au verbiage unitaire creux et opportuniste.

8 — Tout travail fructueux de notre part doit reposer sur une rupture totale avec nos méthodes de travail passées, celles de la fraction. Le travail idéologique de la fraction était pour l'essentiel de nature critique. Le travail idéologique du noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doit être centré autour d'un travail positif, constructif, donnant la direction, et qui ne dévie jamais le moins du monde du concret. Notre activité antérieure était consciemment limitée à la propagande, puisque la fraction se soumettait consciemment dans l'action à la discipline du parti. Dans notre travail maintenant, le noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doivent au contraire s'efforcer de dépasser les bornes de la propagande à toute occasion, et prouver le sérieux et la valeur de notre détermination révolutionnaire à travers l'action indépendante ou la participation à l'action. Pour cela, il nous faut partir du fait que l'unique moyen de convaincre de larges masses de la justesse de nos idées réside dans l'action. C'est là le point central de notre nouvelle orientation. Il n'existe aucune mesure d'organisation qui permette de contourner ce pas et de le rendre superflu.

9 — Avec la propagande indépendante et le travail actif, il faut employer tous les moyens — toujours en accord avec la situation concrète — pour nous lier aux masses, les pousser en avant et consolider de nouveaux cadres sortis de leurs rangs.

Cela comprend avant tout :

a — Un travail de fraction systématique dans les syndicats sous le mot d'ordre de l'unité syndicale. Les possibilités d'atteindre et d'influencer les masses ouvrières sont meilleures là que dans aucun parti. Dans bien des pays, l'unité syndicale est presque d'une signification pratique plus importante que le front unique entre les partis. Les effets économiques immédiats du développement réactionnaire et la profonde différenciation dans les syndicats nous fournissent le meilleur tremplin pour notre travail.

b — Un travail de fraction systématique dans tous les partis et organisations ouvrières, pas seulement en y constituant des fractions à partir d'éléments sympathisants qui y sont déjà, mais aussi peut-être en y envoyant des éléments déjà solides.

c — Une attention très particulière au travail parmi les jeunes dans les organisations de jeunesse existantes, comme à la construction et à l'élargissement de nouvelles organisations de jeunesse.

d — La formation d'alliances et de blocs avec des organisations tendant vers un nouveau parti communiste et une nouvelle Internationale. Ils devront reposer sur une base principielle claire et une formulation concrète des objectifs.

e — La fusion avec de telles organisations sur la base d'un programme communiste clair.

f — Dans des circonstances très exceptionnelles, l'entrée d'une section tout entière dans une organisation centriste peut se révéler utile pour augmenter notre influence et accélérer la construction de la IV^e Internationale (1¹.L.P. en Angleterre). Qualifier de panacée cette tactique d'« entrisme » équivaut à proclamer la faillite de la ligne politique suivie jusqu'à maintenant, à liquider les organisations indépendantes, constitue à la fois une cause et une conséquence d'une démoralisation complète et doit être catégoriquement repoussé. Même l'entrée proposée de la Ligue française dans la S.F.I.O. avec pour objectif d'étendre notre influence conduirait (selon certains) non seulement à une liquidation de fait de notre influence et à une capitulation de fait en France, mais aussi à *discréditer et désorienter la L. C.I. tout entière au moment même où elle est en train de se développer et a devant elle les perspectives et les tâches les plus importantes*. Il faut absolument étudier sérieusement cette question, *qui est une question de vie ou de mort pour la L.C.I. tout entière*, et rejeter immédiatement et vigoureusement cette idée, afin que la L.C.L ne perde pas une seconde pour utiliser les nouvelles et immenses possibilités *plutôt que de se disloquer* (8).

Une juste compréhension de la situation nouvellement créée et la réalisation des mesures mentionnées ci-dessus, combinées à la revitalisation des forces révolutionnaires dans de nombreux pays, rendront possibles des progrès significatifs sur la voie de la IV^e Internationale de même qu'une préparation effective pour la confrontation décisive entre la bourgeoisie et le prolétariat.

(8) Notons que Trotsky pensait que l'entrée dans la S.F.I.O. était un moyen d'éviter la dislocation menaçante : un élément qui peut expliquer les phénomènes de dislocation qui se sont manifestés précisément dans la discussion sur l'entrisme.

NUAGES EN EXTRÊME-ORIENT ⁽¹⁾

(publié en août 1934)

A première vue, on est étonné de l'insignifiance des forces militaires qui ont été concentrées en Extrême-Orient pendant les mois de l'extrême tension dans les relations soviéto-japonaises. Le 3 février, le ministre de la guerre japonais, Hayashi (2), a déclaré que son gouvernement n'avait que 50 000 soldats en Mandchourie, alors que le gouvernement soviétique avait concentré 100 000 hommes et 300 avions sur la plus proche frontière. Blücher (3), le commandant en chef de l'armée d'Extrême-Orient, a démenti Hayashi, affirmant que les Japonais avaient en réalité concentré 130 000 hommes, plus d'un tiers de leur armée régulière, plus 115 000 soldats mandchous — au total 245 000 hommes et 500 avions. En même temps, il ajoutait de façon rassurante que les forces armées soviétiques n'étaient pas inférieures aux japonaises. A l'échelle d'une grande guerre, on peut dire que nous avons affaire ici, disons, à des détachements de partisans.

La concentration de masses de millions d'hommes, un front continu et profond et une guerre de position sont exclus par les caractères même de l'arène extrême-orientale (zones immenses et faiblement peuplées, terrain très morcelé, pauvreté des moyens de communication, éloignement des bases clés). A la guerre russo-japonaise de 1904-1905, 320 000 soldats ont pris part du côté russe, et, vers la fin, c'est-à-dire quand l'armée tsariste a été complètement en déroute, 500 000. Les Japonais étaient loin d'être aussi nombreux. L'armée tsariste ne manquait ni de transports ni

(1) *Esquire*, août 1934. Traduit de l'anglais.

(2) Senjuro HAYASHI (1876-1943), général japonais, venait de devenir ministre de la guerre dans le gouvernement que dominaient les chefs militaires.

(3) Vassili K. BLÜCHER (1889-1938), ancien sous-officier, avait été l'un des organisateurs de la lutte des partisans en Sibérie pendant la guerre civile ; il avait été ensuite envoyé par le gouvernement soviétique comme conseiller militaire auprès de Chang Kaï-chek. Il était le chef de l'Armée rouge en Extrême-Orient.

d'effectif, mais de capacité. Depuis cette époque, la technologie de la guerre a changé plus qu'on ne le croit. Mais les caractères fondamentaux du théâtre de guerre en Extrême-Orient sont restés identiques. Pour le Japon, la Mandchourie est restée une base intermédiaire, séparée de ses bases clés par la mer. La flotte japonaise a la maîtrise de la mer, mais ne l'a pas sous la mer, ni en l'air. Les transports maritimes sont pleins de dangers. La population chinoise de Mandchourie est hostile aux Japonais. Pas plus que les Soviets, le Japon ne peut concentrer des masses de millions d'hommes sur le front d'Extrême-Orient. La technologie la plus moderne doit nécessairement avoir des liens avec les méthodes tactiques du passé. La stratégie de Napoléon (4), voire d'Hannibal (5), reste dans une large mesure en vigueur pour le Trans-Baïkal et les provinces maritimes. Des raids de cavalerie de grande envergure modifieront profondément la carte de la guerre. Les chemins de fer japonais en Mandchourie courent des dangers plus grands que la ligne soviétique le long de l'Amour. Dans les opérations de détachements isolés, les raids de cavalerie à l'arrière de l'ennemi, un travail colossal reviendra à la technologie moderne sous la forme de l'aviation comme instrument de reconnaissance, de liaison ou de transport, de bombardement. Dans la mesure où la guerre sur l'Amour et dans les provinces maritimes aura un caractère de mobilité et de manœuvres, son issue dépendra dans une large mesure de la capacité de détachements isolés à opérer de façon indépendante, de l'initiative des officiers du rang et de l'initiative de chaque soldat réduit à sa seule initiative. A tous ces égards, l'armée soviétique, selon moi, se révélera supérieure à l'armée japonaise, au moins autant que l'armée japonaise fut supérieure à l'armée tsariste en 1904-1905.

Comme l'ont démontré les événements de l'année dernière, Tokio n'a pu se décider à agir tout de suite. Et dans l'intervalle, avec chaque année qui passe, le rapport de forces ne change pas en faveur du Japon. Le développement de la base militaro-industrielle du Kouznetsk a déjà libéré le front extrême-oriental de la nécessité de dépendre de l'arrière européen. La reconstruction totale de la capacité de transport du chemin de fer Moscou-Khabarovsk, en doublant la ligne, avait été fixée comme l'une de ses principales tâches par le gouvernement soviétique en 1934. Un

(4) Allusion à NAPOLEON I^{er} (1769-1821), considéré comme l'un des plus grands stratèges sur la base de l'emploi des chevaux comme mode de traction de l'artillerie, et de la cavalerie comme force de frappe.

(5) HANNIBAL (248-183 av. LC.), général carthaginois, avait mené une campagne terrestre qui l'avait conduit d'Espagne en Italie en franchissant les Alpes. Il utilisait les éléphants.

travail conjoint a été commencé sur le chemin de fer qui va du Lac Baïkal au Bas-Amour, 1 400 kilomètres de long. La nouvelle ligne principale va desservir les plus riches régions charbonnières de la Bureïa et les mines de Khingan. La région de la Bureïa — qui n'est qu'à 500 kilomètres de Khabarovsk, c'est-à-dire un dixième de la distance du Kouznetsk — va être transformée par le programme de construction industrielle en base industrielle militaro-technologique indépendante pour l'Extrême-Orient. La corrélation entre ces gigantesques entreprises de transports et d'industrie et les privilèges économiques substantiels accordés à la population d'Extrême-Orient doit conduire à un peuplement rapide du territoire — et cela coupera l'herbe sous les pieds des plans sibériens de l'impérialisme japonais.

Néanmoins, la situation intérieure du Japon rend la guerre presque inévitable, exactement comme il y a trente ans le tsarisme n'a pu l'éviter, en dépit de tous les avertissements. 11 n'y a aucun paradoxe à dire qu'une fois que la guerre aura éclaté en Extrême-Orient, elle sera ou bien très courte, presque instantanée, ou très, très longue. L'objectif du Japon — la conquête de l'Extrême-Orient, et si possible d'une grande partie du territoire Trans-Baïkal — exige beaucoup de temps. La guerre ne pourrait se terminer rapidement que si l'Union soviétique était capable de briser dès le début l'offensive japonaise, de façon décisive et pour longtemps. Pour résoudre cette tâche défensive, l'aviation constitue pour les Soviets une arme d'une puissance inestimable.

Il n'est pas nécessaire d'être un adepte de la guerre aérienne « intégrale », c'est-à-dire de croire au transfert dans les airs des opérations militaires décisives, pour comprendre que, dans certaines conditions, l'aviation est indiscutablement capable de résoudre le problème de la guerre en paralysant complètement les opérations offensives de l'ennemi. Tel est précisément le cas en Extrême-Orient. Quand il s'est plaint de la concentration de forces aériennes soviétiques dans les provinces maritimes, Hayashi révélait l'inquiétude bien compréhensible des cercles dirigeants japonais dont les centres politiques, les combinats militaro-industriels et les bases militaires les plus importantes sont exposés aux coups des flottes aériennes rouges. Avec les provinces maritimes comme base, il est possible de répandre les pires ravages dans les centres vitaux de l'empire insulaire par des avions longue portée. On doit même reconnaître qu'il est vraisemblable que si le Japon arrivait à disposer d'une force aérienne égale ou supérieure, le danger pour les îles en serait atténué, mais ne disparaîtrait pas pour autant. Il n'existe aucun moyen de créer une barrière

aérienne infranchissable ; il n'y aura que trop de brèches, chacune lourde de graves conséquences. Dans ce duel, l'importance décisive reviendra non à la prépondérance matérielle, technologique, qui est indiscutablement du côté de l'aviation soviétique et qui ne peut que grandir dans un proche avenir, mais à la position géographique relative des deux camps.

Tandis que presque tous les centres japonais sont exposés aux attaques aériennes, les forces aériennes japonaises ne peuvent nulle part rendre de coups qui soient presque équivalents ; non seulement Moscou, mais la base du Kouznetsk (à 6 ou 7 000 kilomètres) ne peuvent être atteints sans escale. En même temps, il n'y a ni dans les provinces maritimes, ni dans la Sibérie orientale, de centres à ce point vitaux que leur destruction puisse exercer une influence décisive ou au moins sensible sur le cours de la guerre. Les avantages de la position multipliés par une technologie plus puissante donneront à l'Armée rouge une prépondérance qu'il est difficile de traduire en termes d'un coefficient précis, mais qui peuvent se révéler d'une importance décisive.

Si pourtant l'aviation soviétique se révélait non préparée à résoudre la grandiose tâche de la troisième dimension, le centre de gravité en reviendrait au plan à deux dimensions où les lois du théâtre d'Extrême-Orient joueraient à plein. Et la principale de ces lois, c'est la lenteur. Le temps est écoulé d'une conquête soudaine des provinces maritimes. Vladivostok constitue aujourd'hui une position solidement fortifiée qui peut devenir le Verdun de la côte du Pacifique. La prise d'une forteresse ne peut se faire qu'à partir de la terre ferme et exigerait disons une dizaine de divisions — deux fois et demie à trois fois ce qu'il faut pour la défendre. Même dans l'hypothèse d'un succès total, cette opération prendrait des mois et donnerait donc à l'Armée rouge un délai inappréciable. La marche des Japonais vers l'ouest exigerait un travail préparatoire colossal : il faudrait fortifier les bases intermédiaires, construire voies ferrées et routes. Les succès même du Japon dans cette voie lui créeraient des difficultés supplémentaires, parce que l'Armée rouge se replierait sur ses propres bases, tandis que les Japonais seraient dispersés sur des territoires inhospitaliers, avec dans leur dos la Mandchourie réduite en esclavage, la Corée écrasée et la Chine hostile. Une guerre prolongée ouvrirait la possibilité de former, profondément à l'arrière des Japonais, une armée chinoise avec l'aide de la technologie et des instructeurs soviétiques.

Mais nous entrons ici dans le domaine des relations internationales, au sens propre du terme, avec toutes les possibilités, dangers et inconnues qu'elle comporte. Bien des considérations et évaluations ci-dessus seraient évidemment éliminées si la guerre devait durer un certain nombre d'années et obliger les Soviets à mettre sous les armes vingt millions d'hommes. Dans ce cas, le chaînon le plus faible après les transports, ou avec eux, se révélerait être l'économie rurale soviétique, dont les problèmes fondamentaux sont loin d'avoir été réglés. Cependant, c'est précisément dans la perspective d'une grande guerre qu'il est absolument inadmissible d'aborder la question de l'U.R.S.S. en soi, c'est-à-dire sans lien direct avec l'ensemble de la situation mondiale. Quels seront les regroupements entre pays en Orient et en Occident ? L'alliance militaire de l'Allemagne et du Japon se réalisera-t-elle ? L'U.R.S.S. trouvera-t-elle des alliés, et qui, précisément ? Qu'advient-il de la liberté des mers ? Quel sera le niveau de subsistance et, de façon générale, la situation économique au Japon ? L'Allemagne sera-t-elle de nouveau encerclée par un blocus ? Quelle sera la stabilité relative des différents pays belligérants ? On pourrait multiplier indéfiniment ces questions. Toutes découlent inéluctablement des conditions d'une guerre mondiale, mais personne ne peut y répondre *a priori*. On trouvera la réponse dans le cours réel de la destruction mutuelle des peuples, et elle pourrait bien se révéler une sentence impitoyable pour toute notre civilisation.

S.F.L.O. ET S.F.I.C. : LA VOIE DU DÉBOUCHÉ *

(août 1934)

* Article publié dans le recueil : Léon TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France, op. cit.*, pp. 433-442.

BILAN DE LA DISCUSSION (1)

(6 août 1934)

Notre groupe m'a chargé de formuler certaines conclusions générales auxquelles nous sommes arrivés sur la base des informations du *Bulletin intérieur* de la Ligue et d'autres documents.

1 — Les divergences sont-elles de principe ou d'ordre purement pratique ? Sous cette forme générale, la question est mal posée. Les divergences ont surgi sur une question tactique très importante, mais elles ont chez différents camarades des racines différentes découlant des prémisses principielles différentes. Ainsi, par exemple, nous estimons que les divergences avec le camarade Georges (2) (pour autant qu'il y ait des divergences) ont un caractère purement pratique, et doivent être vérifiées dans le processus d'application de la politique commune. Les divergences avec le camarade P(ierre) N(aville) (3) sont des divergences de principes.

2 — Le camarade Georges a indiscutablement donné le meilleur document sur la question. Les neuf dixièmes de sa lettre consistent en des faits qui éclairent la situation réelle, et non en formules générales que l'on pourrait avec un égal succès appliquer à

(1) V 120, *Internai Bulletin*, C.L. A., 17 octobre 1934. Signé Vidal. Traduit de l'anglais.

(2) GEORGES était le pseudonyme de Maurice SEGAL (1908-1944 ?), un ouvrier casquettier, lié à Raymond Molinier (cf. n. 1, p. 113) et qui lui avait succédé en 1933 à la tête de l'institut de recouvrement qu'il dirigeait lorsqu'il avait été envoyé dans le Nord.

(3) Pierre NAVILLE (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes et un des animateurs du groupe surréaliste, avait rejoint le P.C. comme oppositionnel. Il avait rencontré Trotsky à Moscou en 1927. Directeur de *La Lutte de Classes*, il avait été l'un des fondateurs de *La Vérité* et l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche en France jusqu'en 1931 où il avait dû céder la place à Raymond Molinier et à l'« aile marxiste ». Lié à Rosiner contre Molinier, il ne l'avait pas suivi dans la scission, et avait conservé des responsabilités importantes.

Paris aussi bien qu'à Honolulu. Cependant, nous pensons que dans la lettre du camarade Georges il y a une grave erreur dans l'appréciation de la *dynamique* et du rythme du développement. G., sur la base d'une très intéressante analyse du Conseil national de la S.F.I.O., démontre que la majorité du parti socialiste est encore réformiste, qu'on ne peut trouver de sérieuse poussée à gauche qu'à Paris et dans la Jeunesse socialiste, et que, pour cette raison, il serait prématuré d'entrer dans la S.F.I.O. En réponse à ces affirmations, nous voudrions répondre brièvement :

a) Paris et les Jeunes socialistes en sont aujourd'hui à l'étape que la province franchira demain. Nous n'avons pas besoin de nous réorienter d'après la situation en province.

b) Paris et les Jeunes socialistes sont pour la Ligue des *domaines décisifs*.

c) L'appareil du parti, en province comme à Paris, est l'ancien appareil, c'est-à-dire qu'il est réformiste. Mais cet appareil a été obligé de rompre avec Renaudel (4) et d'accepter le front unique avec Moscou. C'est précisément le caractère opportuniste de l'appareil de la S.F.I.O. qui témoigne le mieux de la force de la pression d'en bas, c'est-à-dire de la dynamique du processus. Le camarade Georges a raison quand il dit qu'entrer six jours trop tôt serait nuire à notre entreprise. Il faut seulement ajouter qu'entrer six jours trop tard signifierait la ruine de fond en comble.

3 — Comment déterminerons-nous le bon moment pour l'entrée et ses formes les plus raisonnables ? Par une reconnaissance politique, en cherchant à nouer des liens avec les socialistes, en discutant avec eux des questions politiques, etc.

Une année s'est écoulée depuis que nous avons pris le tournant pour un *nouveau parti*. L'une des principales tâches fixées à la Ligue était le travail à l'intérieur de la S.F.I.O. Qu'a-t-on fait à Paris pendant cette année ? Rien. Les camarades chargés de ce travail n'ont mis sur pied aucune liaison, n'ont pas fait de préparatifs (5). Au contraire, *ils ont résisté à la création d'une fraction dans la S.F.I.O.* Ce fait est d'une importance capitale pour com-

(4) Pierre RENAUEL (1871-1935), ancien collaborateur de Jaurès, lui avait succédé à la direction de *l'Humanité* en 1914. Social-patriote, membre de l'extrême droite du parti socialiste pendant la guerre, il avait été l'un des chefs de file des « néo-socialistes » qui en avaient été exclus en 1933.

(5) Ce point précis est l'objet de polémiques interminables. Trotsky affirme à plusieurs reprises que c'était précisément Pierre Naville qui était chargé d'organiser le travail de fraction à l'intérieur de la S.F.I.O., alors que Blasco affirme que cette responsabilité incombait à Raymond Molinier.

prendre les difficultés actuelles, y compris celles de la discussion même. Ces mêmes camarades qui, durant l'année écoulée, ont en fait boycotté le travail à l'intérieur de la S.F.I.O., sont actuellement opposés à notre entrée dans cette dernière. Dans l'un et l'autre cas, ils répètent les mêmes phrases générales sur l'« indépendance ». Pour eux, il semble au fond que le plus important soit d'être indépendants de la classe ouvrière, des masses, des changements de la situation, de la réalité tout entière. Ces camarades remplacent le travail politique dans les masses par un monologue. Leur politique suit une ligne de moindre résistance, la politique de l'autosatisfaction, couverte par les formules d'une intransigeance fictive.

Il faut exiger que ces camarades rendent compte du travail qui leur a été confié dans la S.F.I.O. et de ses résultats. La Ligue, et ces camarades mêmes ont besoin d'un tel compte rendu et pas de mots d'ordre généraux ! Ce compte rendu montrera que ces camarades ont peur des masses, peur des difficultés liées au travail dans les masses, qu'ils cherchent à préserver leur « pureté » par une sorte d'auto-isollement. C'est pourquoi ils demeurent semblables à eux-mêmes à travers tous les changements de la situation politique. La psychologie de l'attente passive qui existait avant la proposition d'entrée dans la S.F.I.O. a constitué un frein énorme pour le développement de la Ligue, surtout au cours de l'année écoulée. Elle est aujourd'hui en contradiction criante avec l'ensemble de la situation dans ce pays et dans la classe ouvrière.

4 — Les seules divergences qui soient sérieuses, importantes et fructueuses, sont celles qui surgissent sous la pression des grands événements et des changements dans l'état d'esprit des masses. Les mêmes traits de propagandisme abstrait qui ont été *dans une certaine mesure* inévitables au cours de la première période de développement de la Ligue (avant la catastrophe allemande), et qui ont de plus en plus nui au travail au cours de ces dernières années, ont maintenant pris définitivement un caractère réactionnaire et, dans l'actuel tourbillon des événements, elles menacent de conduire la Ligue à la catastrophe. C'est précisément maintenant qu'il faut combattre impitoyablement le propagandisme abstrait, passif, la politique attentiste. Sur cette ligne, les divergences sont certainement des divergences de principe, bien que les représentants eux-mêmes de la tendance conservatrice n'aient pas encore tiré de leur position les conclusions idéologiques nécessaires.

5 — Les camarades P(ierre) N(aville), Bauer (6) et certains de ceux qui pensent comme eux, se couvrent du manteau de l'« intransigeance idéologique ». Cependant, en réalité, dans la politique vivante, les choses se sont passées et se passent tout autrement. Prenons l'attitude de *La Vérité* au lendemain du 6 février. Pendant toute cette période, elle s'est *adaptée* politiquement à la S.F.I.O. Dans sa lettre, P(ierre) N(aville) dit : « Plusieurs documents envoyés au C.C. indiquent que, pendant les six derniers mois, nous avons suivi une ligne semi-socialiste... Mais voici la conclusion : puisque vous vous êtes si bien “ adaptés ” à la S.F.I.O. pourquoi ne pas y entrer ? »

Remarquable logique !

Cette déclaration est le nœud de la lettre de P(ierre) N(aville). Elle éclaire d'une vive lumière le progrès réel des divergences et en même temps révèle la façon non dialectique, abstraite, journalistique, de penser du camarade P(ierre) N(aville).

Oui, nous avons, dans toute une série de lettres et d'entretiens, accusé le camarade P(ierre) N(aville) et d'autres d'obscurcir, d'atténuer, d'estomper nos divergences avec la S.F.I.O., de ne pas poser ouvertement les questions fondamentales de la lutte révolutionnaire, de prendre le risque de transformer la Ligue en appendice de gauche de la S.F.I.O. Nous maintenons intégralement cette critique, aujourd'hui encore. Les sectaires qui cherchent toujours à se préserver eux-mêmes par une indépendance *formelle* ont toujours tendance à capituler devant la réalité dès qu'elle leur marche sur les pieds. L'adaptation de la Ligue à la S.F.I.O. a trouvé son expression symbolique dans les événements récents : en réponse à la proposition d'entrer dans la S.F.I.O., le bureau politique a décidé... d'obtenir la parole pour un représentant de la Ligue au Conseil national de la S.F.I.O. Ici s'est une fois de plus manifestée l'inclination à des négociations purement diplomatiques avec les sommets de la S.F.I.O. sans aucune tentative sérieuse pour pénétrer à la base de cette organisation (nous ne parlons pas des jeunes socialistes, car chez eux, un réel travail a été effectué). Il faut bien réfléchir à ce en quoi a consisté l'intransigeance du camarade P(ierre) N(aville) et des autres au cours des six derniers mois :

a) en une extrême atténuation de la critique de la S.F.I.O.

(6) Erwin H. ACKERKNECHT, dit BAUER (né en 1906), médecin, avait été l'un des principaux dirigeants de la section allemande à partir de 1931, et son dirigeant dans la clandestinité de janvier à juillet 1933. Rappelé par décision du S.I., il s'était fixé à Paris et était devenu secrétaire du S.I. Il avait avec lui, dans son opposition à l'entrée, la majorité de la direction de la section allemande, I.K.D.

b) des manœuvres diplomatiques avec les bureaucrates de la S.F.I.O.

c) le refus de créer une fraction à l'intérieur de la S.F.I.O. (ne serait-ce pas pour ne pas gâcher les rapports avec les bureaucratistes ?).

Tel est le tableau réel des rapports des intransigeants (7) avec la S.F.I.O. au cours des six derniers mois si riches d'événements. Aucune phrase générale, aucun geste ne peuvent changer la signification politique de ce tableau qui montre le vide d'une intransigeance fractionnelle, pire encore, littéraire. Jusqu'à ce que le camarade P(ierre) N(aille) et les autres arrivent à comprendre leur propre histoire au cours des six derniers mois, ils ne feront pas un seul pas en avant dans leur développement.

6 — Quand nous avons analysé la politique pourrie du comité anglo-russe (8), les stalinien disaient : « Vous êtes contre le travail dans les syndicats ! » Nous répondions : « Nous sommes contre les manœuvres aventureuses avec les dirigeants, mais pour un travail à la base ! » Là, il est vrai, il s'agissait des syndicats. Mais nous pouvons donner un exemple analogue concernant les partis. Nous avons stigmatisé Walcher pour sa complicité dans l'affaire politique avec Tranmael (9). En même temps, nous disons : « Si un groupe révolutionnaire peut entrer dans le D.N.A. pour y faire un travail révolutionnaire dans les masses, c'est son devoir de le faire et nous le soutiendrons (10). »

Nous avons critiqué l'adaptation passive à la politique officielle de la S.F.I.O., et, en même temps, nous avons réclamé une participation active à sa vie intérieure, la construction d'une fraction à l'intérieur. Sur le plan des principes, cela ne diffère en rien de l'entrée dans la S.F.I.O. Le camarade P(ierre) N(aille) voit là une contradiction. N'est-ce pas absurde ? Sous l'influence de la position erronée qu'il a prise, les perspectives et la rétrospective

(7) C'est ainsi que Trotsky appelle dorénavant les adversaires du tournant.

(8) Le comité syndical anglo-russe avait été créé comme organisme de liaison entre les syndicats soviétiques et britanniques en 1924. Il avait été maintenu pendant des années, y compris dans la période de la grève générale que ses membres britanniques avaient en réalité combattue, et, selon Trotsky, sabotée.

(9) A partir de septembre 1933, Trotsky avait exigé de Walcher, dirigeant du S.A.P. et membre du « bloc des quatre », une condamnation publique de l'orientation opportuniste et pro-11^e Internationale du parti ouvrier norvégien (D.N.A.) que dirigeait Martin Tranmael. Walcher ne contestait pas le diagnostic de Trotsky, mais seulement l'opportunité de le formuler publiquement.

(10) Trotsky avait en effet formellement approuvé le projet de faire entrer dans le D.N.A., pour y constituer une aile gauche, le groupe norvégien *Mot Dag*, qui était proche du S.A.P.

lui apparaissent déformées, comme c'est toujours le cas dans des circonstances semblables.

7— Il serait bien entendu injuste d'attribuer la « mollesse » et la diplomatie de la ligne de *La Vérité* aux cours des six derniers mois à une erreur de quelques camarades. La vérité dans cette affaire est que la Ligue s'est trouvée tout d'un coup soumise à la pression énorme des événements. Les mêmes causes qui ont contraint la bureaucratie de la S.F.I.O. et les staliniens à accepter le mot d'ordre du front unique ont inspiré aux dirigeants de la Ligue, consciemment ou non, la crainte de se trouver rejetés à l'extérieur des choses, et, comme il existait la possibilité de prendre la parole et de vendre des publications à travers la S.F.I.O., a pris naissance leur espoir de ménager cette dernière, de s'adapter ainsi à la nouvelle situation. La place de la Ligue dans le mouvement ouvrier a été beaucoup plus nettement et beaucoup plus sérieusement déterminée par cette politique de *La Vérité* que par toutes les phrases sur la prétendue « intransigeance ». Le malheur est que la direction a subi *inconsciemment* la pression des événements et ne s'est adaptée qu'à tâtons à la nouvelle situation. Cette expérience a démontré de façon claire et nette le caractère fictif de l'indépendance d'organisation et de l'intransigeance verbale face aux grands événements historiques, au moment où les masses se mettent en mouvement.

8— Quand nous avons critiqué le camarade P(ierre) N(aville) et d'autres pour leur adaptation à la S.F.I.O., nous n'avons pas du tout considéré que nous nous trouvions devant des divergences irréconciliables nous menaçant d'une scission. Et nous ne le pensons toujours pas. Mais la situation devient incomparablement plus dangereuse dans la mesure où le camarade P(ierre) N(aville), de plus en plus convaincu de la faillite totale de *l'adaptation du dehors*, cherche à tout prix à empêcher le *travail révolutionnaire du dedans*. Le déroulement des événements ne nous accorde plus aucun délai, à aucun d'entre nous, et particulièrement au camarade P(ierre) N(aville). Nous devons courageusement et résolument juger ce qu'a été notre ligne antérieure et nous mettre à avancer sur la nouvelle voie.

9— Il est vrai que maintenant le camarade P(ierre) N(aville) et les autres nous offrent généreusement de créer nous-mêmes une fraction à l'intérieur de la S.F.I.O., tandis qu'eux-mêmes préserveraient leur propre « indépendance » (11). Cela signifie tout lais-

(11) Le groupe qu'animaient en France Pierre Naville et Blasco avait proposé cette solution qui, selon lui, permettait de préserver l'unité.

ser dans l'état antérieur. Cela signifie continuer de nager sur le sable au lieu de se jeter à l'eau. Il n'y a qu'un moyen de conserver au mouvement révolutionnaire les « intransigeants » : les obliger à entrer dans l'eau jusqu'au cou.

10 — N'y a-t-il pas cependant un danger à ce que les camarades, qui s'étaient adaptés de l'extérieur à la politique de la S.F.I.O., perdent totalement leur identité politique et se dissolvent intégralement en y entrant ? La question ne peut être posée sous cette forme générale. Il se produira inévitablement une certaine différenciation : un certain nombre de camarades peuvent abandonner nos idées. L'expérience de tous les pays atteste que ceux qui sont le plus enclins à perdre leur identité dans le milieu opportuniste sont les ultimatisés d'hier. Mais il serait absolument faux d'étendre une telle crainte à l'ensemble de la Ligue, ou même à tous nos adversaires actuels au sein de la Ligue.

A notre avis, la possibilité même de poser la question de notre entrée dans la S.F.I.O. découle de ce que, avec la Ligue, nous disposons de cadres sérieux. Si nous retardons trop le moment de mettre le ferment en contact avec la pâte, il va aigrir et sera perdu. C'est le danger qui guette la Ligue. Voyez les bordiguistes avec leur fameux *Bilan* qu'on devrait bien appeler *Bilan-zéro* (12).

11 — Certains camarades ont tendance à déplacer le centre de gravité vers la question de la « déclaration ». Quelques-uns pensent à une déclaration qui rendrait impossible l'entrée dans la S.F.I.O. D'autres tendent à voir dans la déclaration un talisman qui les protégerait de tous les dangers. En réalité, le rôle de cette déclaration est fort modeste. Elle doit montrer :

- a) que nous n'abandonnons pas nos idées,
- b) que nous sommes prêts à apprendre à travers une expérience en commun,
- c) que nous lutterons pour nos idées sur la base de la démocratie dans le parti,
- d) que nous observerons la discipline.

(12) La Fraction internationale de gauche se réclamait des analyses « gauchistes » de l'ancien dirigeant du P.C. italien Amadeo BORDICA (1889-1970), qui avait préconisé l'abstentionnisme électoral, puis combattu la ligne de « front unique ouvrier » de l'internationale communiste. D'abord membre de l'Opposition internationale de gauche, la Fraction avait quitté cette dernière lors de l'adhésion de la nouvelle opposition italienne. Elle publiait à Bruxelles une revue théorique, *Bilan*, dont l'animateur était un militant émigré, Ottorino PERRONE, dit VERCESI (1897-1957).

La déclaration doit être rédigée de façon à gagner la confiance des ouvriers socialistes et à rendre difficile à la bureaucratie de la S.F.L.O. la décision de ne pas admettre la Ligue.

12— En dehors du capital que constituent nos idées, le seul moyen de préserver les bolcheviks-léninistes de la dissolution après leur entrée dans la S.F.L.O. réside dans une grande cohésion, la constitution d'une fraction, l'adaptation aux nouvelles conditions de travail et le contrôle international. Nous devons diriger tous nos efforts dans ce sens.

13— Le contrôle international doit être compris au sens le plus large du mot, sans être limité au seul secrétariat international. L'échange des publications, l'information réciproque, la discussion internationale ne doivent pas être diminués, mais développés et renforcés. Il est vrai que le camarade P(ierre) N (avilie) présente les choses comme si l'organisation internationale avait empêché (!) la Ligue de travailler, en particulier pendant l'élaboration du programme d'action. Le camarade P(ierre) N(avilie) n'apporte pas et ne peut pas apporter l'ombre d'une preuve à l'appui de cette assertion. Nous proposons au camarade P(ierre) N(avilie) *de publier, si besoin est, dans le seul Bulletin international, toute la correspondance consacrée au programme d'action (13) ainsi qu'à la politique générale de la Ligue au cours des six derniers mois.* Un travail de ce genre, fait de bonne foi, révélerait l'énorme importance de notre organisation internationale en tant que telle, et réfuterait, soit dit en passant, les allégations erronées et de parti pris du camarade P(ierre) N(avilie).

14— L'absence d'une réelle position de principe de la part des camarades Bauer et P(ierre) N (avilie) se manifeste le plus clairement dans la question de l'I.L.P. Bauer a été partisan depuis le début de l'entrée de la section britannique dans l'I.L.P. P(ierre) N (a ville) était contre au départ, mais, à la suite de son voyage en Angleterre, ayant pris de première main connaissance de la situation réelle, il a reconnu le caractère erroné de sa position primitive. Etablir une différence de principe entre l'I.L.P. et la S.F.L.O., surtout l'organisation parisienne de cette dernière et les jeunes socialistes, est tout simplement ridicule. Ni P(ierre)

(13) Le *Programme d'action* de la Ligue avait été rédigé par une commission à laquelle avaient activement participé Pierre Naville et Elie Katnoun, mais cette commission avait entretenu une correspondance avec Trotsky que nous n'avons malheureusement pas retrouvée. Publié comme un écrit de Trotsky, dans *Writings of Leon Trotsky, 1934-1935*, p. 21, ce texte trouvera sa place dans un recueil de documents programmatiques de la section française (1930-1939), présentés par Pierre Naville.

N(aville) ni Bauer n'ont fait la moindre tentative pour expliquer la différence de leur position de principe vis-à-vis de l'Angleterre et de la France.

Pourtant l'expérience de la section britannique, sur une échelle réduite, est hautement instructive. La « majorité », maintenant son « autonomie d'organisation », se trouve actuellement dans un état de lutte intérieure permanent et de division (14). Certains dirigeants ont même abandonné l'organisation. Par ailleurs, la « minorité » qui est entrée dans l'I.L.P. a maintenu sa cohésion interne et ses liens avec les bolcheviks-léninistes internationaux, a fait un large emploi des publications de la Ligue américaine, et a remporté un certain nombre de succès au sein de l'I.L.P. (15). Il faut apprendre de cet exemple.

15 — Certains camarades nous menacent d'une scission au cas où la nouvelle ligne serait adoptée. Cela montre la légèreté avec laquelle ils considèrent tout ce qui nous unit, les idées et la tactique que nous avons en commun, élaborées au cours de onze années d'un considérable travail collectif à l'échelle internationale. Nous devons bien entendu tout faire pour éviter une scission, et même le départ d'un seul groupe. Chaque camarade nous est cher, car il peut et doit devenir un officier de l'armée prolétarienne. Mais il serait ridicule et indigne de nous d'avoir peur des menaces de départ. Nous avons vu plus d'une fois des départs de cette espèce, et nous savons comment et à quoi ils ont abouti. Aussi chers que nous soient nos camarades, le développement de l'organisation nous est plus cher encore. Il n'y a pas à hésiter !

(14) La majorité de la direction de la section britannique, la Communist League, avec Reg GROVES (né en 1908) et Hugo DEWAR (né en 1908), s'était opposée à l'entrée de ses militants dans l'I.L.P. qui lui était suggérée par Trotsky et le S.I. Elle était sur le point de cesser son activité en tant que groupe « bolchevik-léniniste » indépendant, Reg Groves rejoignant la Socialist League qui regroupait les éléments de « gauche » — y compris nombre d'ex-membres de l'I.L.P. — à l'intérieur du Labour Party.

(15) Les militants de la minorité de la section britannique, sous l'impulsion du jeune Denzil D. HARBER (1909-1965), étaient entrés à une douzaine dans l'I.L.P. dans les premiers mois de 1934 et y avaient construit un groupe (Marxist Group) qui comptait à l'époque une centaine de militants.

LETTRE A M. DOMMANGET *

(10 août 1934)

♦ Publié dans L. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, *op. cit.*, pp. 442-447.

[LE CONFLIT CATALAN ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT] ⁽¹⁾

(été 1934)

1 — L'appréciation du conflit catalan (2) et des possibilités qui en découlent doit partir du fait que la Catalogne représente incontestablement aujourd'hui la plus forte position des forces défensives face à la réaction espagnole et au danger fasciste. Si cette position était perdue, la réaction aurait remporté une victoire décisive et pour longtemps. Avec une politique juste, l'avant-garde prolétarienne pourrait utiliser ce bastion défensif comme point de départ d'une nouvelle offensive de la révolution espagnole. Telle devrait être notre perspective.

2 — Ce développement n'est pas possible tant que le prolétariat catalan n'a pas réussi à prendre la tête du combat défensif contre le gouvernement central réactionnaire de Madrid. Mais

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Ce document, trouvé dans les archives de la C.L.A. ne porte aucune date, et se trouve dans un dossier qui porte la date de 1934 ; il est en anglais, une traduction plutôt médiocre que nous avons retraduite non sans approximation. Il s'agit vraisemblablement d'une lettre adressée au S.I. dont le contenu permet de la situer approximativement entre juillet et septembre.

(2) A la suite des élections générales de novembre 1933, la formation d'extrême droite la C.E.D.A. de José Maria CIL ROBLES y QUINONES (né en 1898) était devenue le groupe le plus important des Cortès et réclamait bruyamment le pouvoir, menaces à l'appui. D'autre part, en décembre 1933, le dirigeant du parti petit-bourgeois nationaliste catalan Luis COMPANYS y JOVER (1883-1940) était devenu président de la Généralité de Catalogne. Le « conflit catalan », jusque-là latent, avait éclaté en avril 1934, avec le vote par le parlement catalan, sous la pression de l'organisation paysanne des *rabasseires* (fermiers), d'une loi qui réduisait de façon importante les vieux droits féodaux des propriétaires.

Le gouvernement central, présidé depuis peu par Ricardo SAMPER IBANEZ (1881-1938), sous la pression des grands propriétaires catalans, avait déféré cette loi au Tribunal des garanties constitutionnelles, lequel l'avait annulée le 10 juin. Le parlement catalan avait alors immédiatement voté une nouvelle loi, en tous points identique, et les députés catalans — imités par les Basques — avaient quitté les Cortès. Il était évident que l'on se dirigeait vers une épreuve de force, car l'entrée de la C.E.D.A. dans le gouvernement — à laquelle le P .S. était décidé à riposter par la force dans tout le pays — ne pouvait que signifier la remise en question par la force armée des libertés catalanes.

cela n'est pas possible si le prolétariat catalan ne promet de soutenir cette lutte que dans le cas où elle serait engagée [...] ou l'intransigeance du gouvernement de Madrid, ou le caractère réactionnaire de la petite bourgeoisie catalane. La politique suiviste de Maurin est poursuivie par nos camarades dans l'Alliance ouvrière de Catalogne (3). Mais cela n'est possible que s'il se place à la tête du mouvement de défense, s'il éclaire les perspectives, s'il lance des mots d'ordre toujours plus courageux et commence à prendre la direction de la lutte, pas en paroles, mais en actes.

3— Une résistance victorieuse n'est concevable que si, non seulement elle mobilise toutes les forces des masses — et toutes les préconditions existent maintenant pour cela —, mais si elle pousse en avant, à l'offensive. C'est pourquoi il est d'une importance décisive que l'avant-garde prolétarienne explique dès maintenant aux masses ouvrières et paysannes du reste de l'Espagne que la victoire ou la défaite de la résistance catalane tranchera également de leur propre victoire ou de leur défaite. Il faut mobiliser ces alliés dans l'Espagne entière maintenant, et pas au moment où l'offensive réactionnaire sera devenue un fait. (C'est la position de nos camarades et de la majorité du comité de l'Alliance ouvrière) (4).

4— La Catalogne peut demeurer l'axe de la révolution espagnole. La prise de la direction en Catalogne doit être la base de notre politique en Espagne. Mais la politique de nos camarades rend cela tout à fait impossible. Il faut très vite changer cette politique si l'on ne veut pas qu'une situation décisive se termine, par

(3) L'Alliance ouvrière (*Alianza obrera*) de Catalogne s'était constituée en novembre 1933. Elle était un front unique de diverses organisations ouvrières, le Bloc ouvrier et paysan, la Gauche communiste (de Nin), le parti socialiste ouvrier espagnol, le syndicat réformiste U.G.T., les syndicats exclus de la C.N.T. pour avoir suivi les dissidents dits « trentistes », hostiles à la mainmise sur la C.N.T. des anarchistes de la F.A.I., et la Fédération syndicaliste libertaire, également issue d'une scission de la C.N.T. JOAQUIN MAURIN JULIA (1896-1973), ancien dirigeant de la C.N.T., puis du parti communiste, exclu au début des années trente avec la fédération catalano-baléare, était le principal dirigeant du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne. Depuis plusieurs années, Trotsky reprochait à ses camarades espagnols, et Andrés Nin en particulier, de pratiquer une politique « suiviste » vis-à-vis de ce courant qu'il tenait pour l'expression d'un courant petit-bourgeois catalaniste.

(4) La position qui avait été adoptée lors de la conférence régionale de juin 1934 de l'Alliance ouvrière de Catalogne était d'« appuyer le mouvement » si « le gouvernement contre-révolutionnaire de Madrid attaquait la Catalogne, et si, pour cette raison, on proclamait la république catalane ». Elle équivalait bel et bien à remettre la décision d'engager la lutte... au gouvernement catalan de Companys, dont Maurin pensait — et devait écrire dans son livre *Revolució y contrarrevolució en España* — qu'il « tenait tout entre ses mains ».

notre faute, par une nouvelle défaite qui pourrait être décisive pour longtemps.

Il ne faut pas nous dissimuler que la politique de nos camarades sur cette question a porté une rude atteinte au prestige non seulement de notre organisation et de l'Alliance ouvrière, mais du prolétariat lui-même, et qu'elle ne peut pas être réparée à moins d'un tournant radical et de preuve par les faits. La position de nos camarades et de ceux de l'Alliance ouvrière ne peut être comprise par les masses travailleuses non prolétariennes que de la façon suivante : le prolétariat, par la voix de ses organisations, est prêt à participer si les autres commencent. Mais il exige son prix pour cela (cf. les termes imposés par l'Alliance ouvrière) de l'Esquerra catalane (5), ignore totalement les intérêts particuliers de la paysannerie et des masses petites-bourgeoises, et s'emploiera à diriger aussi vite que possible le combat vers ses propres objectifs de classe, la dictature du prolétariat (6). Au lieu d'apparaître comme le dirigeant de toutes les couches opprimées de la nation, comme le dirigeant du mouvement de libération nationale, le prolétariat n'apparaît ici que comme un partenaire des autres classes : un partenaire très égoïste en fait, à qui il faut donner, ou plutôt promettre, parce qu'on a besoin de lui, et tant qu'on en a besoin. La petite bourgeoisie catalane, la grande bourgeoisie et la réaction, se basant sur la faillite de la petite bourgeoisie, ne pouvaient rien demander de mieux que le prolétariat dans une position pareille.

5 — Nos camarades doivent fonder leur tournant avant tout là-dessus : ils doivent faire de l'agitation (par leur propre organisation comme par l'Alliance ouvrière) en faveur de la proclamation d'une république catalane indépendante, et doivent exiger, pour la garantir, l'armement immédiat du peuple tout entier. Il ne leur faut pas attendre que le gouvernement les arme : ils doivent immédiatement former des milices ouvrières qui non seulement exigeront du gouvernement un meilleur équipement, mais les obtiendront en désarmant les réactionnaires et les fascistes. Le prolétariat doit prouver aux masses catalanes qu'il éprouve un intérêt sincère pour la défense de l'indépendance catalane. C'est en cela que résidera le pas décisif vers la conquête de la direction

(5) La Esquerra (Gauche) catalane était l'organisation nationaliste de Catalogne, dont le premier chef, le colonel Macia, avait commencé par proclamer la « république catalane ». Son chef du moment, Companys, était l'avocat des militants de la C.N.T. depuis des années.

(6) La conférence de juin de l'Alliance ouvrière avait rappelé dans sa résolution finale les revendications prolétariennes dont elle faisait des conditions pour sa participation à la résistance à Madrid.

dans la lutte de toutes les couches, préparée pour la défense à la fois de la ville et de la campagne. L'armement du peuple doit devenir le centre de notre agitation dans les semaines qui viennent autour des mots d'ordre suivants : « Pas de retenues sur les salaires ! Le gouvernement et les patrons doivent supporter le coût de l'équipement et des réserves ! ». Il faut embaucher comme instructeurs dans la formation des milices les forces militaires existantes, faire élire les officiers par les milices. La base de la milice, c'est l'usine.

Les ouvriers de la grande industrie, des chemins de fer, etc. et de tous les services publics doivent automatiquement faire partie de cette milice. La majorité du peuple doit être appelée à la rejoindre. Chaque régiment élit son comité, lequel envoie pour sa part un représentant au comité central de toutes les unités de milice de Catalogne. Le comité central — c'est-à-dire le soviet central — fonctionne comme l'Etat politique, mais d'abord et avant tout comme organisme de contrôle et plus tard comme autorité centrale pour les réserves et l'équipement des forces armées. Dans la réalisation de cette tâche, il deviendra l'organisme à côté du gouvernement, le gouvernement lui-même proprement dit (7). C'est là la forme, le développement concret des soviets dans la situation actuelle en Catalogne.

6— Du fait de ses profondes divisions internes (8) qui ne lui permettent pas d'établir son hégémonie en Catalogne, le prolétariat ne peut pas, dans la situation actuelle, proclamer à lui seul l'indépendance de la Catalogne. Mais il peut et il doit appeler de toutes ses forces à l'indépendance et l'exiger du gouvernement petit-bourgeois de la Esquerra. Il doit répondre à ses manœuvres dilatoires par la tenue immédiate d'élections. « Nous avons besoin d'un gouvernement qui représente et dirige la volonté de lutte réelle des masses populaires. » Les comités de régiment de la milice doivent devenir le moyen principal de la préparation et de la tenue de ces élections. En d'autres termes, dans la mesure où les deux phases du problème, la proclamation de l'indépendance et l'armement du peuple, peuvent être séparées l'une de l'autre, c'est au moyen de la seconde qu'il faut réaliser la première.

(7) A l'été 1936, le « comité central des milices » de Catalogne allait effectivement devenir en quelques semaines le véritable gouvernement révolutionnaire de la Catalogne soulevée face au pronunciamiento des généraux.

(8) La C.N.T. catalane se tenait résolument à l'écart de l'Alliance ouvrière, à la différence de l'organisation régionale asturienne qui en était membre à part entière.

7 — Non seulement le prolétariat doit mettre en avant les revendications démocratiques (liberté de la presse, Etat à bon marché, nivellement des salaires des fonctionnaires, économie démocratique, suppression des impôts indirects, impôt progressif direct sur les propriétaires pour financer la résistance, etc.) pas seulement pour lui-même et en plus de ses propres revendications de classe, mais encore il doit mettre en avant toutes les revendications spécifiques des paysans et des masses petites-bourgeoises en plus de revendications antérieures.

L'information manque sur les détails de la question agraire, mais le prolétariat doit avant tout, de sa propre initiative, armer les masses des mots d'ordre et revendications pour lesquels combattre. Mais ne pas présenter ces revendications comme des conditions pour être lui-même prêt à participer à la lutte (9).

(9) Ces conseils à la Izquierda comunista devaient rester vains, et cette organisation n'allait pas tenir compte de ces remarques. Bien qu'elle se fût prononcée théoriquement pour la république catalane, la Izquierda comunista attendit l'entrée de la C.E.D.A. au gouvernement en octobre 1934 pour lancer un mot d'ordre de grève générale à travers l'Alliance ouvrière. Cette grève, combattue par la C.N.T., fut un échec, entraînant la remise en question du *statu quo* des « libérés » catalanes, et de l'existence même de la Généralité.

AUX BOLCHEVIKS-LÉNINISTES DE L'U.R.S.S. (1) (17 août 1934)

Chers Camarades !

Les staliniens ont de longue date préparé la capitulation de Rakovsky (2) comme un coup décisif. Et maintenant, à quelques mois de distance, il s'avère que ce coup est raté : en U.R.S.S., sur des milliers d'hommes qu'on a emprisonnés, déportés, exclus du parti et privés de pain, seuls deux ou trois vétérans fatigués ont suivi Rakovsky (3) ; dans le reste du monde, pas un seul homme. Et cela, en dépit de la situation extrêmement difficile des bolcheviks-léninistes, alors que les staliniens s'allient à l'ensemble de la réaction mondiale pour les chasser et les persécuter.

Le principal argument en faveur de la capitulation est en même temps la meilleure preuve de l'inconsistance politique des capitulards. L'offensive victorieuse du fascisme exige, selon

(1) *La Vérité*, 17 août 1934. Cet article signé : les représentants des bolcheviks-léninistes à l'étranger, et celui qui annonçait l'entrée des B.L. français dans la S.F.I.O. allaient paraître dans le *Biulleten Oppositsii* d'octobre, n° 40. Il est ici traduit du russe.

(2) Christian G. RAKOVSKY (1873-1941), né en Bulgarie, militant socialiste plusieurs fois délégué aux congrès de l'internationale avant la guerre, emprisonné, puis libéré par la révolution en Roumanie, avait rejoint le parti bolchevique en 1917 puis présidé le conseil des commissaires du peuple d'Ukraine de 1919 à 1923, avant d'être envoyé comme ambassadeur à Paris. Ami personnel de Trotsky, dirigeant de l'Opposition de gauche depuis 1923, il avait été déporté en 1928 et soumis à d'effroyables conditions matérielles et à de terribles pressions. Il avait tenté de s'évader, avait été repris et avait finalement capitulé au mois de février 1934.

(3) La défection de Rakovsky n'avait entraîné aucune autre capitulation dans les rangs des B.L. russes déportés. Le vieillard était considéré avec respect par ses camarades, mais ces derniers ne connaissaient que trop bien les conditions et causes matérielles et psychologiques de son effondrement. Un vétéran de l'Opposition de gauche russe, l'ouvrier tanneur Yakov Бук, ancien combattant de la guerre civile, qui se trouvait à Orenburg lors de la publication du texte de Rakovsky, avait annoncé son intention de l'imiter. Il avait été transféré immédiatement à Moscou par avion, mais, devant les exigences qui lui avaient été présentées, avait obstinément refusé de signer quoi que ce soit et avait été aussitôt ramené en déportation.

Rakovsky, l'union de « toutes les forces » pour la défense du pouvoir soviétique. Mais toute la question est de savoir *comment* contenir l'offensive victorieuse de la réaction, et *comment* préserver le pouvoir soviétique. Staline a affirmé que la social-démocratie et le fascisme étaient des jumeaux inséparables. La politique du front unique a été une fois pour toutes condamnée sur cette base. Deux jours avant la victoire de Hitler, le Comintern affirmait que la révolution prolétarienne avançait en Allemagne à toute vapeur vers la victoire. Il a présenté l'installation, réalisée sans difficultés, de la dictature du fascisme dans le pays le plus industrialisé d'Europe, comme une « accélération de la révolution prolétarienne ». La politique du parti communiste allemand avant, pendant et après le coup d'Etat fasciste, a été proclamée irréprochable. Ainsi a été perdue en Allemagne, de façon préméditée et criminelle, une situation extraordinaire par ses possibilités révolutionnaires. Au cours des années 1929-1933, le Comintern a préparé et porté au pouvoir soviétique et à la révolution mondiale un coup tel que, en comparaison, les succès économiques de l'U.R.S.S. restent loin en arrière, au deuxième et troisième plan. Rakovsky n'a même pas essayé de répondre à la question : la politique de Staline-Thälmann dans les grands conflits de classe a-t-elle été juste ou néfaste (4) ? Celui qui remplace la défense des intérêts historiques de la révolution par des complaisances à l'égard de la bureaucratie soviétique et par le camouflage de ses fautes et de ses crimes, celui-là ne peut s'attendre qu'à un mépris bien mérité de la part des bolcheviks-léninistes.

Lorsque les eaux du fascisme, en France, l'atteignirent à la gorge, le Comintern, effrayé, a effectué en quelques jours, sinon en quelques heures, un tournant sans précédent dans l'histoire politique : rejetée, comme un torchon sale, la théorie du social-fascisme ; reconnue — et sous quelle forme vulgairement menchevique — la démocratie ; le front unique avec la social-démocratie proclamé précepte non seulement supérieur, mais unique, auquel on sacrifie tacitement et les tâches révolutionnaires et la critique du réformisme. Avec un cynisme monstrueux, ces gens nous reprochent comme un crime idéologique non plus la propagande « contre-révolutionnaire » en faveur du front unique au sommet, mais « notre attitude déloyale » vis-à-vis des dirigeants et notre tendance à utiliser le front unique pour affermir l'aile

(4) En d'autres termes, la déclaration de Rakovsky n'avait pas abordé la question de la politique de Staline face à la montée de Hitler.

révolutionnaire aux dépens de la social-démocratie (5). Que signifie ce *salto mortale* ? (6)

Moscou a, semble-t-il, compris que le seul accroissement du nombre des tracteurs non seulement ne résout pas les problèmes du socialisme, mais n'assure même pas l'existence de l'Etat soviétique. Même s'il était possible de croire un instant qu'une société socialiste parfaite pouvait être édiflée en U.R.S.S. dans les quatre ou cinq années à venir, il est cependant impossible de fermer les yeux sur le fait que le fascisme remporte ses victoires de cannibale dans des délais plus brefs encore. Il est inutile d'expliquer les conséquences que la fascisation de l'Europe entière, pendant les douze à vingt-quatre mois qui viennent, aurait sur le « socialisme dans un seul pays » ! D'où un accès aigu de panique chez les chefs de la bureaucratie. D'où leur ordre télégraphique : faire un virage à 180 ° et l'envelopper dans le brouillard de nouvelles calomnies contre les « trotskystes ».

Au moyen de tels procédés, la bureaucratie maintient sur le Comintern une domination absolue ; mais, en même temps, le Comintern perd le respect et la confiance des masses ouvrières. Le tournant s'est accompli en France sans un semblant de critique ou de discussion. En se réveillant, les membres du parti français ont simplement appris qu'aujourd'hui il fallait appeler vérité ce qu'hier encore on appelait mensonge. Que les Rakovsky et les Sosnovsky (7) déclarent que ce régime est le « mérite » de Staline. Nous pensons, nous, que ce régime est le malheur de la révolution. En tout cas, les capitulards devraient dire devant quoi ils ont capitulé : devant la politique d'hier de Staline-Thälmann, qui a donné en Allemagne d'aussi heureux résultats, ou devant la politique actuelle, strictement inverse, des Staline-Cachin en France ? Mais

(5) Trotsky se montre ici préoccupé d'expliquer à ses camarades d'U.R.S.S. la signification du « tournant français », lequel ne semble pas d'ailleurs les avoir particulièrement émus. Les plus grandes discussions dans les rangs des déportés s'étaient déroulées au tournant des années trente sur la nécessité de fonder ou non un nouveau parti et une nouvelle Internationale. Mais le tournant de 1933 en ce sens avait permis le rassemblement des forces de l'Opposition dont les militants avaient besoin de toutes leurs forces pour « tenir » et, conscients de leur manque d'information, approuvaient de confiance ce que faisait Trotsky.

(6) En italien dans le texte (N.D.T.) : le saut de la mort.

(7) Lev S. SOSNOVSKY (1886-1937), vieux-bolchevik, avait été au lendemain de la révolution l'un des plus populaires journalistes de la Russie soviétique, surtout du fait de ses brillantes attaques contre l'état d'esprit bureaucratique. Membre de l'Opposition de gauche depuis sa fondation en 1923, il avait été déporté en 1928. Il avait écrit des *Lettres d'Exil* à Trotsky qui lui avaient valu six années d'isolement total, et le poteau d'exécution à deux de ses gardiens tenus pour complice. 11 avait criblé de sarcasmes les « capitulards » de la fin des années vingt, mais avait cédé à son tour à peu près au même moment que Rakovsky.

les capitulars n'osent pas faire de choix. Ce n'est pas devant une politique qu'ils ont capitulé, mais devant la bureaucratie.

Au cours des dix dernières années, la politique du Comintern a permis à la II^e Internationale de reprendre dans la classe ouvrière une position dominante. Bien entendu, la crise, la misère, le banditisme réactionnaire, l'approche d'une nouvelle guerre, poussent vigoureusement vers le Comintern divers groupes ouvriers. Mais ces « succès » superficiels et éphémères, provoqués par la situation, ne correspondent nullement à la situation politique et aux tâches gigantesques qu'elle implique. Le parti communiste allemand a enregistré des « succès » incomparablement plus importants jusqu'aux derniers jours de son existence légale, et cela ne l'a pas sauvé d'un effondrement ignominieux.

A l'intérieur des partis de la II^e Internationale, dont les chefs sont les images même d'un désarroi pitoyable et honteux, est en train de s'accomplir en ce moment un processus de radicalisation des masses. Le régime de caserne du Comintern, les bonds désordonnés de la bureaucratie stalinienne, le cynisme de ses procédés et de ses méthodes constituent actuellement le principal obstacle sur la voie de l'éducation révolutionnaire et du rassemblement de l'avant-garde prolétarienne. Cependant, sans mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières, non pas pour des parades ou de solennelles assemblées, mais pour des luttes à mort, sans direction juste qui unisse l'intransigeance révolutionnaire au réalisme léniniste, la victoire du fascisme en France sera tout aussi inéluctable qu'elle le fut en Allemagne. Que restera-t-il alors de la théorie du « socialisme dans un seul pays » ? Rien de plus que ce qui reste aujourd'hui de celle du social-fascisme.

Les bolcheviks-léninistes se préparent non à capituler, mais au contraire à décupler leurs efforts. Ce sont les ouvriers socialistes qui doivent devenir le champ principal de leur activité. Il faut leur montrer l'issue, ou, plus exactement, il faut trouver avec eux, la main dans la main, une issue vers la révolution. C'est seulement en agissant ainsi qu'on pourra arracher les ouvriers communistes à l'étau de la bureaucratie et assurer non seulement l'unité d'action dans la lutte contre le fascisme, mais aussi la création d'un véritable parti révolutionnaire de masse, section de la IV^e Internationale, qui mènera le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Chers amis ! Vos compagnons dans tous les pays du monde connaissent les conditions inhumaines dans lesquelles la bureaucratie stalinienne vous a placés. Ils ont d'autant plus de respect

pour la fermeté dont la majorité d'entre vous a fait preuve devant de nouvelles répressions, de nouvelles calomnies et de nouvelles trahisons. Non, vous n'avez à capituler devant rien. Au contraire, vous avez devant vous une grande mission révolutionnaire à accomplir. Vous avez le devoir de poser, par tous les moyens possibles, devant l'avant-garde ouvrière de l'U.R.S.S., les problèmes de la révolution internationale qui sont aujourd'hui le monopole des Manuïlsky, des Kuusinen, des Piatnitsky, des Lozovsky (8) et autres fonctionnaires irresponsables de troisième et de cinquième catégories.

Bolcheviks-léninistes ! Le développement de l'Europe et du monde entier est maintenant entré dans une phase critique où le sort de l'U.R.S.S. et de la révolution internationale doit être tranché pour toute une période historique. Les leçons révolutionnaires qui nous ont été enseignées par l'expérience de dix années de lutte contre le centrisme bureaucratique ou stalinisme, nous les apportons maintenant aux masses. Nous nous frayerons la voie jusqu'à elles, coûte que coûte.

Pour la défense de l'U.R.S.S. !

Pour la révolution prolétarienne mondiale !

Pour la IV^e Internationale !

(8) Pour Manuïlsky et Kuusinen, cf. n. 4, p. 144. Iossip PIATNITSKY (1882-1939), ouvrier et vieux-bolchevik, était le technicien de l'exécutif de l'I.C. chargé des questions d'organisation et de finances. Salomon A. Dridzo, dit LOZOVSKY (1878-1952) était depuis 1921 président de l'internationale syndicale rouge.

SUR LES THESES

« L'UNITÉ ET LA JEUNESSE » ⁽¹⁾

(été 1934)

L'objectif de ce texte est de corriger le mot d'ordre de l'unité organique, qui n'est pas notre mot d'ordre. La formule de l'unité organique — sans programme, sans concrétisation — est une formule creuse. Et comme la nature a horreur du vide cette formule se remplit d'un contenu de plus en plus ambigu, voire réactionnaire. Tous les dirigeants du parti socialiste, de Just à Marceau Pivert jusqu'à Frossard (2) se déclarent partisans de l'unité organique. Le protagoniste le plus ardent de ce mot d'ordre est Lebas (3) dont les tendances antirévolutionnaires sont assez connues. Les dirigeants du parti communiste manipulent de plus en plus volontiers ce même mot d'ordre. Avons-nous à les aider à amuser les ouvriers par cette formule attirante et creuse ?

L'échange de lettres ouvertes des deux directions sur le programme d'action est le début prometteur d'une discussion sur les buts et les méthodes du parti ouvrier. C'est là que nous devons vigoureusement intervenir. Unité et division constituent deux méthodes, subordonnées au programme et aux tâches politiques.

(1) T 3664. *Bulletin intérieur* du G.B.L. (Jeunes), n° 2, 20 décembre 1934. Non daté. Les thèses sur l'unité et la jeunesse avaient été rédigées par deux dirigeants de la Ligue et de son « travail jeune », Yvan Craipeau (cf. n. 2, p. 138) et Elie Karnoun (cf. n. 4, p. 193).

(2) Claude Just (cf. n. 20, p. 123) et Marceau Pivert (cf. n. 16, p. 63) étaient les dirigeants des tendances les plus à gauche de la S.F.I.O. et Frossard le chef de file de son aile droite. Louis Olivier (dit Ludovic Oscar) FROSSARD (1889-1946)

■ avait été pendant la guerre l'un des chefs de file de la tendance pacifiste et centriste du parti socialiste dont il était devenu secrétaire général en 1919. Après un séjour effectué en 1920 à Moscou avec Marcel Cachin, il s'était rallié à l'adhésion à l'1^{re} I.C. et avait défendu au congrès de Tours l'acceptation des « 21 conditions ». Secrétaire général du P.C., il avait critiqué la politique du « front unique », animé la résistance à l'exécutif de l'1^{re} I.C. et finalement démissionné en janvier 1923 sur la base de son refus d'appliquer les décisions du 4^e congrès mondial. Après un bref séjour dans une organisation « socialiste-communiste », il avait rejoint la S.F.I.O. et avait été élu député en 1928. Proche des néo-socialistes dans ses analyses, il ne les avait cependant pas suivis lors de la scission de 1933 et était resté à la S.F.I.O. où il combattait le rapprochement avec le P.C.

(3) Jean-Baptiste LEBAS (1878-1944), employé, militant du P.O.F. guesdiste depuis 1896, était devenu en 1906 secrétaire-adjoint de la fédération socialiste du Nord. Maire de Roubaix en 1912, député en 1919, il était le patron incontesté d'un bastion bien implanté, notamment dans les municipalités de cette région ouvrière.

Puisque la discussion a heureusement commencé, nous devons détruire avec tact les espoirs illusoires dans l'unité organique comme panacée. Notre thèse est que l'unité de la classe ouvrière ne peut être réalisée que sur une base révolutionnaire. Cette base, c'est notre propre programme.

Si la fusion se réalise demain entre les deux partis, nous nous placerons sur le terrain du parti unifié pour continuer notre travail. Dans ce cas, la fusion peut avoir un sens progressif. Mais si nous continuons à semer l'illusion que l'unité organique a de la valeur en tant que telle — et c'est ainsi que les masses comprennent ce mot d'ordre et non comme un auditoire plus grand et plus facile d'accès pour les agitateurs léninistes — nous ne ferons rien d'autre que de faciliter aux deux bureaucraties alliées leur tâche de nous présenter nous, les bolcheviks-léninistes, aux masses comme le grand obstacle sur la voie de l'unité organique. Dans ces conditions, l'unité pourrait bien se réaliser sur notre dos et devenir un facteur réactionnaire. 11 ne faut jamais jouer avec des mots d'ordre qui ne sont pas révolutionnaires par leur contenu propre, mais qui peuvent jouer un rôle très différent suivant la conjoncture politique, le rapport des forces, etc. Nous n'avons pas peur de l'unité organique. Nous disons ouvertement que la fusion *peut* jouer un rôle progressiste. Mais notre propre rôle consiste à indiquer aux masses les conditions auxquelles ce rôle sera authentiquement progressiste. En somme, nous ne nous situons pas contre le courant pour l'unité organique que les bureaucraties ont déjà accaparé. Mais, tout en nous appuyant sur ce courant honnête dans les masses, nous y introduisons une note critique, le critère de la démarcation, des définitions programmatiques, etc.

« Rien ne serait plus dangereux, disent les thèses des camarades Craipeau et Kamoun (4), que de se laisser hypnotiser par cette seule perspective et de considérer tout travail comme inutile tant que l'unité n'est pas réalisée. » C'est juste, mais insuffisant. Il faut comprendre clairement que cette perspective de l'unité organique coupée des tâches révolutionnaires ne peut servir qu'à hypnotiser des ouvriers en leur faisant prendre leur parti de la passivité des deux partis.

Afin d'éviter le caractère hypnotique stérilisant du mot d'ordre de l'unité organique, les thèses proposent « un minimum de principes marxistes élémentaires comme charte de cette unité ». La formule est presque classique pour le début du glissement sur

(4) Elie KAMOUN, dit DAHAN (1913-1975), étudiant en droit, avait adhéré à la Ligue en 1932, et était avec Craipeau l'un des principaux dirigeants des jeunesses léninistes.

la pente de la dégénérescence opportuniste. On commence par faire de petites doses de principes marxistes pour les estomacs délicats des social-démocrates et des stalinien. S'il s'agit seulement d'élargir notre audience et de nous ouvrir un accès vers les ouvriers communistes, pourquoi mettre des conditions sous la forme des « principes élémentaires » (très élémentaires, hélas !) ? Et s'il s'agit de quelque chose de plus, c'est-à-dire du parti et du prolétariat, comment un minimum de principes, et qui plus est, de « principes élémentaires », pourrait-il suffire ?

Tout de suite après, les thèses déclarent qu'il faut expliquer aux ouvriers « qu'il ne peut y avoir d'unité révolutionnaire authentique » en dehors de celle qui fait du parti marxiste une organisation cohérente et disciplinée. Vraiment, vraiment ?

Nous ignorons si la prochaine étape sera une tentative de fusion, ou, au contraire, une série de scissions nouvelles dans les deux partis. Nous ne nous engageons pas sur la voie des formules abstraites.

Depuis le 6 février, *La Vérité* a passé son temps à répéter la formule du front unique (qui était en outre beaucoup plus riche par son contenu à cette époque que celle de l'unité organique ne l'est *aujourd'hui*). Nous avons critiqué Naville (5) parce qu'il ne concrétisait pas le contenu révolutionnaire du front unique, permettant ainsi aux deux bureaucraties de s'emparer de ce mot d'ordre sans grand risque. Nous ne pouvons pas répéter cette erreur dans des circonstances plus graves.

Et pour la jeunesse ? C'est la même chose. 11 n'existe pas deux politiques : l'une pour la jeunesse, l'autre pour les adultes. Il existe trop de facteurs qui poussent la jeunesse révolutionnaire et inexpérimentée vers les stalinien. La formule de l'unité facilite cette tendance et augmente les dangers. Notre arme, qui coïncide avec les intérêts supérieurs de l'avant-garde prolétarienne, c'est le *contenu* de l'unité. Tout en nous basant sur les courants vers l'unité, nous développons la discussion, nous l'approfondissons, nous groupons les meilleurs éléments des deux camps autour du « maximum » de nos principes pas du tout « élémentaires », nous renforçons notre tendance. Et alors, quoi qu'il advienne, l'avant-garde révolutionnaire tirera profit de la fusion aussi bien que des scissions.

(5) Il semble que Trotsky fait ici allusion à la politique menée par la Ligue au temps de la direction de Naville, avant 1931, où il avait soutenu contre elle 1*« aile marxiste » de R. Molinier.

Examinons les thèses : « La Jeunesse unique ne peut avoir pour base les principes léninistes. » Qui dit cela ? Les réformistes ? Les staliniens ? Non, ce sont les léninistes eux-mêmes d'une espèce généreuse. Tout travailleur qui réfléchit et prend les choses dans leur totalité répondra : « Si vos principes ne sont pas bons pour faire l'unité révolutionnaire, c'est qu'ils ne sont bons à rien. » « Nous reculerons, continuent nos généreux léninistes, sur certains points si l'accord est impossible autrement. » Pourquoi précisément les léninistes auraient-ils besoin de reculer sur certains de leurs principes, dont ils n'ont déjà qu'un minimum ? C'est totalement incompréhensible.

On nous dira : « Mais nous ne sommes encore qu'une petite minorité ! » Bon. Alors les deux majorités — ou plutôt les deux bureaucraties qui s'appuient sur les deux majorités — réaliseront — ou ne réaliseront pas — la fusion indépendamment du fait que nous ayons ou non reculé. Elles n'en ont nul besoin puisqu'elles sont la majorité. Les auteurs de ces textes ne se présentent pas en propagandistes du léninisme mais en bienfaiteurs du genre humain. Ils veulent réconcilier les réformistes avec les staliniens, même à leurs propres dépens. Pire, ils le disent d'avance, avant que la situation ne les y oblige. Ils capitulent par anticipation. Ils battent en retraite par générosité platonique. Tout ce raisonnement contradictoire, dans lequel les auteurs se sentent simultanément les représentants d'une petite minorité et les inspecteurs généraux de l'histoire, est le malheureux résultat du piège qu'ils se sont tendu à eux-mêmes avec le mot d'ordre de l'unité organique coupé de tout contenu ou chargé d'un contenu « minimum ».

Les auteurs de ces thèses s'engagent même, au cas où les socialistes ne voudraient pas accepter la forme soviétique du pouvoir, à intervenir chez les staliniens (dans un tel cas, les léninistes sont les intermédiaires les plus logiques !) afin de les persuader de retirer ce mot d'ordre que les léninistes eux-mêmes considèrent comme juste. N'est-ce pas absurde, chers camarades ? Si vous défendez devant les socialistes le mot d'ordre des soviets (avec votre interprétation), vous pouvez gagner une partie des socialistes et la sympathie d'une partie des staliniens. En même temps, vous demeurez fidèles à vous-mêmes, tout en assurant votre avenir. Mais cela ne vous suffit pas, parce que vous êtes les courtiers de l'unité. Si cette unité se réalise grâce à votre intervention médiatrice, les staliniens vous qualifieront de traîtres — et cette fois non sans raison — tandis que les socialistes révolutionnaires iront à gauche par la route stalinienne. Personne ne vous traitera gentiment. Tel est le sort de tous les courtiers politiques.

Je veux attirer l'attention des camarades sur le paragraphe 2 qui parle de la nécessité de construire le parti révolutionnaire « au-dessus des innombrables obstacles créés par les ruines de la III^e Internationale et de l'attraction *encore exercée* par l'Union soviétique ». Cette formule doit être caractérisée comme criminelle. L'attraction « *encore exercée* » par l'Union soviétique est traitée comme un obstacle à la création du parti révolutionnaire. En quoi consiste cette attraction pour les larges masses qui ne reçoivent aucun subside de la bureaucratie, ni des billets gratuits de voyages pour les fêtes anniversaires, ni aucun pouvoir bien connu de certains « Amis de l'U.R.S.S. » ? Les masses se disent : « C'est le seul Etat qui soit issu d'une révolution ouvrière. » Ce sentiment est profondément révolutionnaire. Il est maintenant considérablement renforcé grâce au danger fasciste. Considérer cet attachement à la révolution prolétarienne et à ses conséquences comme un obstacle est criminel vis-à-vis de l'Union soviétique, comme vis-à-vis des ouvriers d'Occident.

On peut objecter : « Il s'agit seulement d'une expression malheureuse : les auteurs voulaient parler du résultat néfaste de l'empreinte de la bureaucratie soviétique sur une partie du prolétariat mondial. » S'il s'agissait seulement d'une formule mal choisie, cela ne vaudrait pas la peine d'en discuter. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Dans les rangs de la jeunesse, et particulièrement non prolétarienne, on se complaît à un radicalisme bon marché en semant souvent des doutes sur le caractère prolétarien de l'Etat soviétique, en identifiant l'U.C. avec la bureaucratie soviétique, et surtout cette dernière avec l'ensemble de l'Etat ouvrier. Cette faute est dix fois plus grave que d'identifier, par exemple, Jouhaux et les organisations syndicales, ou Blum avec la S.F.I.O. tout entière (6). Qui n'a pas une opinion claire et nette sur cette question fondamentale n'a pas le droit de s'adresser aux ouvriers parce qu'il ne peut que semer la confusion et le scepticisme, repousser les jeunes ouvriers vers le stalinisme.

D'où proviennent ces constructions artificielles et même ambiguës ? Elles découlent de la mauvaise composition sociale de la Jeunesse socialiste. Trop d'étudiants. Trop peu d'ouvriers. Les étudiants s'occupent trop d'eux-mêmes, pas assez du mouvement ouvrier. Un environnement ouvrier discipline un jeune intellectuel. L'ouvrier veut apprendre les choses fondamentales et solides. Il demande des réponses nettes. Il n'aime pas ces jeux d'esprit fallacieux.

(6) Yvan Craipeau devait exprimer par la suite par écrit ses divergences avec Trotsky sur la nature de classe de l'Union soviétique.

Le salut pour l'Entente de la Seine est dans la mobilisation des étudiants pour le dur travail de recrutement d'ouvriers. Celui qui ne veut pas s'y consacrer n'a rien à attendre au sein d'une organisation socialiste. L'organisation prolétarienne a besoin d'intellectuels, mais seulement comme auxiliaires pour la montée des masses laborieuses. D'un autre côté, les intellectuels sincèrement révolutionnaires et socialistes ont beaucoup à apprendre des ouvriers. Il faut adapter le régime intérieur de la Jeunesse à cette tâche ; il faut organiser une division du travail ; donner des tâches précises aux étudiants ou aux groupes d'étudiants dans les quartiers ouvriers, etc. Les oscillations idéologiques seront d'autant moins fréquentes que la base prolétarienne de l'organisation deviendra plus solide.

LE SOCIALISME EN AMÉRIQUE ⁽¹⁾

(17 août 1934)

— « *Ne pensez-vous pas que notre N.R.A. (2) est en train d'établir les bases pour votre forme de soviets ?* »

De la part de Cooper, cette question parut étrange à Trochine. La mer était mauvaise, et Trochine n'était pas au mieux de sa forme. L'ironie presque imperceptible dans la voix de Cooper le contraria un peu, et c'est avec un peu d'irritation qu'il répondit : « Quand vous vous serez décidés à faire des soviets, je vous conseille d'établir vos propres normes, les nôtres ne vous conviendront pas. »

Ils étaient tous deux ingénieurs et il y avait entre eux sinon un lien d'amitié, du moins des relations amicales qui remontaient au temps où, pendant la guerre, Trochine, moscovite de souche, travaillait comme émigrant dans les usines de Chicago.

Cooper, de pure ascendance yankee, en était à sa quatrième année de contrat en U.R.S.S. Tous deux se rendaient en Amérique en tant que membres d'une délégation commerciale.

Chacun éprouvait du respect pour le savoir, l'expérience et la compétence de l'autre, mais chacun voyait aussi les défauts de l'autre. Aux yeux de Cooper, Trochine apparaissait comme un

(1) Ce texte avait été commandé à Trotsky par l'hebdomadaire américain *Liberty*. Mais c'est un article fortement remanié qui devait y paraître, le 28 mars 1935, avec, il est vrai, le consentement de l'auteur. Le texte original, retrouvé par George Saunders, a été publié dans *International Socialist Review*, et retraduit ici de l'anglais. Pour assurer la tâche difficile de présenter au public américain ce que serait le socialisme en Amérique, Trotsky avait eu recours à la fiction et au dialogue entre deux ingénieurs. La revue américaine éprouva le besoin de mettre ses lecteurs en garde et fit répondre un ministre !

(2) La National Recovery Administration (N.R.A.) avait été fondée par l'administration Roosevelt en 1933 dans le cadre de la politique du New Deal pour préparer et appliquer la régulation des rapports sociaux dans l'industrie et le commerce.

rêveur et un peu dilettante en matière de technologie ; pour Trochine, Cooper était un empiriste systématique.

Ils discutaient souvent, mais ne s'aventuraient jamais dans le domaine de la politique, en partie par délicatesse, en partie par prudence. Pendant les trois premiers jours de la traversée, leur conversation suivit les sentiers habituels. Quand ils n'étaient pas en train d'échanger leurs impressions de passagers, ils parlaient des commandes qu'il leur faudrait bientôt passer aux Etats-Unis. Cooper, pour la centième fois, reprochait à Trochine une passion barbare pour le « gigantisme » alors que Trochine répliquait, dans le même ordre d'idée, que les ailes de l'esprit technologique américain avaient été nettement rognées par la crise.

Ce n'est que le quatrième jour, après avoir terminé la lecture d'un livre sur la N.R.A. qu'il avait emporté pour le voyage, que Cooper posa cette question inattendue sur les soviets en Amérique. Peut-être la proximité de sa terre natale lui avait-elle délié la langue.

« Des soviets américains, poursuit Trochine avec un peu plus d'amabilité, différeront des soviets russes à peu près autant que les Etats-Unis de Roosevelt diffèrent de la Russie de Nicolas II (3). Evidemment, si vous m'accordez l'hypothèse que des soviets pourront un jour apparaître aux Etats-Unis. »

— *Prenons cette hypothèse fantastique. Comment voyez-vous chez nous la formation de soviets ? A quoi ressembleraient-ils ? Et comment nous autres, Yankees, pourrions-nous nous trouver à l'aise dans ce lit de Procuste ?*

— L'Amérique soviétique ne peut voir le jour que de la même manière qui a permis à l'Amérique de devenir indépendante et démocratique, par la révolution. Et elle ne se fera pas sans pots cassés. Ainsi le veut le tempérament américain. Je crois que vous-même, Cooper, vous prendriez énergiquement part au combat, sans savoir toutefois de quel côté.

— *Cette remarque incroyablement présomptueuse prétend-elle signifier que je n'ai pas de principes ?*

— Pourquoi êtes-vous si dur ? Vous vous considérez comme un individualiste à toute épreuve. Mais l'immense énergie que vous avez consacrée à votre travail dans l'industrie soviétique — je ne parle pas de votre compétence — était celle d'un sportif,

(3) NICOLAS II (1868-1918) fut le dernier tsar de Russie, renversé par la révolution de février 1917 et exécuté pendant la guerre civile.

pas d'un spécialiste. Je n'insisterai pas en vous qualifiant d'enthousiaste). Qui peut dire quels tours votre tempérament et votre empirisme vous joueront quand se produiront de grands événements ? Une chose est certaine : vous casserez de la vaisselle comme les autres.

Mais le prix forfaitaire de votre révolution sera dérisoire en comparaison de la nôtre, au moins en pourcentage, sinon dans l'absolu. Vous avez l'air surpris ? Après tout, mon ami, les guerres civiles ne sont pas faites par les 5 ou 10 % qui régissent les 90 % de la richesse nationale. Ils ne sont pas assez nombreux, et surtout, ils aiment trop leur confort.

La contre-révolution ne peut lever son armée que dans la couche inférieure des classes moyennes. Mais vos fermiers et vos petits commerçants des villes apporteraient aussi leur soutien à la révolution, s'ils y voyaient le moyen de résoudre leurs problèmes.

La crise actuelle a causé des ravages dans les couches intermédiaires. Elle a porté un coup très dur à l'agriculture qui, depuis dix ans, était déjà en difficulté. Vous ne pouvez pas vous attendre à une résistance politique sérieuse à la révolution de la part de classes qui, malheureusement, n'ont plus rien à perdre. Bien sûr, il faut pour cela supposer que le nouveau régime adopte à leur égard une politique économique raisonnable et prévoyante.

Une fois le gouvernement soviétique en ferme possession des sommets décisifs de l'économie (les banques, les branches fondamentales de l'industrie, les transports), il resterait aux agriculteurs, aux petits industriels et commerçants tout le temps pour réfléchir à la situation et prendre une décision. Le reste dépendrait des succès remportés par l'industrie nationalisée.

Et là, Cooper, j'attends de vous de véritables miracles. La « technocratie » (4) ne peut devenir réalité qu'en régime soviétique, lorsque toutes les barrières de la propriété privée ont été enlevées. Les propositions les plus audacieuses de la commission Hoover (5) pour la standardisation et la rationalisation apparaîtront bien puériles en comparaison des possibilités nouvelles. L'industrie du pays serait organisée à la manière d'une chaîne de mon-

(4) La « technocratie » était un mouvement qui connaissait une grande vogue aux États-Unis à l'époque de la grande crise : elle proposait la nationalisation de l'économie et du système monétaire sous le contrôle d'« experts ».

(5) Herbert G. HOOVER (1874-1964) avait été président des États-Unis avant Roosevelt ; il avait animé une commission pour l'étude de la rationalisation et sa généralisation.

tage, c'est-à-dire que la planification s'étendrait de l'entreprise individuelle à l'ensemble de l'économie.

Vous pourriez réduire le prix de revient de moitié, voire à 1/5 de ce qu'il est actuellement. Il y aurait une augmentation importante et rapide du pouvoir d'achat pour le dollar du fermier. Et cela suffirait pour commencer.

Mais les soviets créeraient aussi leurs propres exploitations agricoles modèles, sur une échelle gigantesque, comme écoles de collectivisation volontaire. Vos agriculteurs savent compter, quoiqu'ils ne soient pas des statisticiens. A la longue, ils verront comment équilibrer les comptes, soit en restant un maillon isolé, soit en rejoignant la chaîne commune.

D'autre part, les soviets ménageraient dans leur plan pour l'industrie une large place aux petites et moyennes entreprises viables. Le gouvernement, les soviets locaux et les coopératives s'assureraient des garanties pour un contingent de commandes, le crédit dont ils auraient besoin, et les matières premières. Petit à petit, et sans aucune contrainte, ils seraient attirés dans l'orbite de l'économie socialisée.

Aux Etats-Unis, il sera possible d'appliquer pleinement ces méthodes éducatives en vue d'influencer les classes moyennes qui se montrèrent hors de la portée des soviets dans notre pays arriéré, avec sa majorité paysanne à demi paupérisée et illettrée. Je n'ai pas besoin d'expliquer les bénéfices qui en résulteraient : votre développement sera plus harmonieux, les coûts forfaitaires du conflit social seront abaissés, et le rythme de croissance culturelle accéléré.

— *A vez-vous oublié l'importance, pour nous, anglo-saxons, du sentiment religieux ? Il est le principal rempart du conservatisme social.*

— Allons, Cooper, vous ne pouvez pas parler de faire quoi que ce soit sur la base de postulats qui se contredisent entre eux. Si nous devons parler de ce que seraient les soviets américains, il faut que vous partiez du postulat que la pression de la crise sociale sera plus puissante que tous les freins psychologiques. Cela a été démontré plus d'une fois dans l'histoire. Certains des freins grilleront très vite ; d'autres seront remodelés pour les adapter aux circonstances nouvelles. N'oubliez pas que les Evangiles eux-mêmes contiennent des maximes plutôt explosives.

— *Et que feriez-vous, je suis curieux de le savoir, des gros bonnets de notre système capitaliste ?*

— Je ferais confiance à votre esprit d'invention, Cooper. Il se pourrait que vous donniez à ceux qui refuseraient de faire la paix avec le nouveau système une île pittoresque quelque part, avec, jusqu'à la fin de leurs jours, le paiement d'une pension, et que vous leur permettiez d'y vivre à leur guise.

— *Vous êtes terriblement généreux, Trochine !*

— C'est mon point faible, Cooper !

— *Mais vous ne semblez pas tenir compte de la possibilité d'une intervention militaire. Elle entraînerait à coup sûr une augmentation importante des « prix forfaitaires » d'une révolution soviétique.*

Ou alors peut-être vous imaginez-vous, dans votre optimisme, mon ami, que le Japon, la Grande-Bretagne et les autres pays capitalistes ne broncheraient pas et accepteraient tranquillement un renversement vers les soviets en Amérique ?

— Que pourraient-ils faire d'autre, Cooper ? Les Etats-Unis sont la plus puissante forteresse du capitalisme. Une fois que vous admettez, au moins en théorie, que la crise sociale s'aggrave au point que l'établissement des soviets soit nécessaire, alors vous admettez que des processus semblables se produisent aussi dans d'autres pays.

Il est tout à fait probable que le Japon semi-féodal sortirait des rangs du capitalisme mondial avant même que les soviets soient instaurés en Amérique. On peut faire le même pronostic en ce qui concerne la Grande-Bretagne. En tout cas, l'idée de diriger la flotte de Sa Majesté britannique contre une Amérique soviétique serait démente.

Pour ce qui est de l'idée de faire débarquer une force expéditionnaire sur la moitié sud du continent, ce serait une entreprise désespérée et ce ne serait jamais autre chose qu'une frasque militaire de second ordre.

En quelques mois, voire quelques semaines, après l'instauration d'un régime soviétique — et réfléchissez-y bien, Cooper — les gouvernements de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud seraient attirés vers votre fédération comme la limaille de fer vers un aimant. Même chose en ce qui concerne le Canada. Le mouvement des masses dans ces pays serait tellement irrésistible qu'elles viendraient immédiatement à bout de ce grand processus d'unification avec des sacrifices minimes.

Je suis prêt à parier qu'au premier anniversaire de l'instauration du premier soviet américain on verrait votre hémisphère transformé en Etats-Unis de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud. Alors vous assisteriez à la réalisation de la doctrine de Monroe (6), bien que d'une manière différente de celle qu'avait prévue son auteur. Il faudrait déplacer votre capitale à Panama.

— *Croyez-vous ? Mais vous n'avez pas répondu à ma question sur Roosevelt. Est-il, oui ou non, en train de poser les fondations des soviets ?*

— Vous êtes trop perspicace pour poser une question comme celle-là, Cooper. Le but de la N.R.A., c'est de surmonter les difficultés. Elle est censée consolider les fondations du système capitaliste, et non les détruire. Votre aigle bleu (7) ne va pas engendrer les soviets. Bien au contraire, ce sont les difficultés que l'oiseau n'a pas la force de surmonter qui les engendreront.

Les plus « gauchistes » des professeurs de votre « brain-trust » (8) eux-mêmes ne sont pas des révolutionnaires : seulement des conservateurs terrorisés. Votre président a horreur des « systèmes » et des « généralités ». Mais un gouvernement soviétique est le plus grand des systèmes possibles, une gigantesque généralité en action.

— *Pas mal. Jusqu'ici vous vous êtes arrangé pour transformer avec bonheur la physionomie du Nouveau Monde, tout entier, de l'Alaska au Cap Horn ; vous nous avez garanti la sécurité internationale et vous avez déplacé notre capitale.*

Mais avant de vous remercier pour ce travail d'Hercule, j'aimerais savoir ce qu'il adviendra de moi, l'ingénieur Cooper. Il se trouve que j'ai l'habitude de manger du roastbeef, de fumer le cigare et d'avoir ma voiture personnelle. Quand vous en aurez fini avec tout cela, va-t-il falloir que je finisse mes jours avec des rations de famine, que je porte des chaussures dépareillées et qui ne m'iront pas, que je lise une propagande monotone et stéréotypée, dans l'unique journal restant, que j'élimine des candidats triés sur le volet et des soviets choisis au sommet, que je donne mon

(6) James MONROE (1758-1831), président des Etats-Unis de 1817 à 1825, avait formulé en 1823 sa célèbre « doctrine », résumée par la formule « L'Amérique aux Américains », que l'on peut traduire par « L'Amérique aux Yankees ».

(7) L'aigle bleu était le symbole et l'insigne de la N.R.A.

(8) La presse avait appelé *Brain Trust* le groupe des intellectuels que Roosevelt avait constitué en janvier 1932 pour le conseiller pendant sa période électorale, une équipe de professeurs venus essentiellement de l'Université de Colombia.

aval à des décisions prises sans que je sois consulté, que je garde mes idées pour moi et que je chante quotidiennement les louanges du dirigeant que le destin m'a envoyé, de crainte d'être arrêté et exilé quelque part ?

Si c'est là ce que vous avez en tête, je vous dis tout de suite que Je vous abandonne mon billet pour le paradis. Je courrai ma chance sur une de ces îles du Pacifique que vous aurez eu la bonté de laisser à la race en voie de disparition que sont les individualistes.

— Ne soyez pas si pressé de vous réfugier sur une île, Cooper. Vous y périrez d'ennui. Comment pourriez-vous finir avec des rations de famine alors que vous mangez comme vous le faites aujourd'hui *malgré* le fait que votre système a été contraint de restreindre artificiellement la surface cultivée et l'ampleur de la production ?

Pendant presque vingt ans, nous avons dû, nous, en Russie, construire des branches fondamentales de l'industrie pratiquement à partir de rien. Dans votre Amérique, le problème est exactement inverse. Les puissantes ressources technologiques existent déjà, mais la crise les a paralysées et elles réclament d'être mises en service.

Nos succès continus dans la construction des fondations d'une économie planifiée ont été acquis aux dépens de la consommation quotidienne des masses. Votre problème, au contraire, c'est de planifier la résurrection d'une économie qui existe déjà, et ceci doit prendre comme point de départ l'accroissement rapide de la consommation de la population.

Nulle part l'étude du marché intérieur n'a été poussée aussi loin qu'aux Etats-Unis. Elle a été faite par vos banques, vos trusts, des hommes d'affaires, des négociants, des voyageurs de commerce et des agriculteurs.

Un gouvernement soviétique commencerait par supprimer le secret commercial et combinerait et généraliserait les méthodes capitalistes de calcul, les transformant en méthodes de comptabilité et de planification économiques.

D'autre part, vos consommateurs raffinés et critiques ne toléreraient aucun signe d'indifférence à l'égard de leurs besoins. Un système souple de satisfaction des besoins de la population serait garanti par la combinaison de coopératives sous contrôle démocratique, d'un réseau de magasins d'Etat et de débouchés com-

merciaux privés. Ne vous tourmentez pas pour votre roastbeef, Cooper. Vous l'aurez quand vous le voudrez.

— *Après que trois bureaucrates différents auront approuvé ma demande ?*

— Non, vous utiliserez du bon argent. Le dollar, voyez-vous, sera le régulateur de base de cette économie soviétique. C'est une grosse erreur de considérer l'usage de l'argent comme incompatible avec une économie planifiée. « L'argent dirigé » — que vos professeurs radicaux me pardonnent — est une fiction académique. Des changements arbitraires de la valeur de la monnaie conduisent inévitablement à la rupture de la coordination interne de toutes les branches de l'économie. Cette sorte de bouleversement, de nature moléculaire, fausse les processus les plus intimes et les plus profonds de la production et de la distribution.

— *Mais, en Union soviétique...*

— Malheureusement, chez nous, on a fait d'une dure nécessité une vertu officielle. Le manque d'un rouble-or stable est une cause importante de bien des difficultés et des faiblesses de notre économie. Sans une monnaie stable, comment peut-on seulement penser ajuster vraiment les salaires, les prix des articles de première nécessité et le contrôle de la qualité ?

Un rouble instable dans une économie planifiée, c'est comme des moules de dimensions différentes pour produire en série la même pièce. Evidemment, quand le régime socialiste aura acquis assez d'expérience pour maintenir l'équilibre économique par la seule technique administrative, l'argent perdra son sens de régulateur économique. Alors l'argent ne sera plus que des coupons, comme des tickets d'autobus ou des billets de théâtre.

A mesure que la richesse s'accroît, le besoin de ces coupons va disparaître aussi. Vous n'aurez pas à contrôler la consommation individuelle alors qu'il y aura plus qu'assez pour tout le monde. L'Amérique atteindra certainement ce stade-là avant tout autre pays.

Mais vous ne pourrez pas parvenir au stade d'une économie sans argent, sans assurer d'abord l'équilibre dynamique et la croissance harmonieuse de toutes les fonctions sociales. C'est une lourde tâche, et elle ne peut pas s'effectuer par la seule pression administrative et des discours d'encouragement à la radio.

Au cours de ces premières étapes, c'est-à-dire pendant un certain nombre d'années, l'économie planifiée a encore davantage

besoin d'une monnaie stable que le capitalisme libéral. Essayer de diriger l'économie en jouant avec la monnaie, c'est comme si l'on essayait de lever les deux pieds en même temps.

— *Trochine, n'êtes-vous pas en train de faire des insinuations à propos de notre politique monétaire ?*

— Je n'insinue rien. Je dis simplement que l'Amérique soviétique disposera d'une réserve d'or suffisante pour assurer la stabilité du dollar. Quelle base précieuse, Cooper !

Vous savez que la croissance de notre économie a été de 20 à 30 % par an. Mais vous connaissez aussi le point faible de ce taux d'accroissement sans précédent : la véritable croissance économique ne correspond pas aux chiffres donnés pour les gains dans la production et la technologie. L'une des raisons de cette disproportion, c'est la manipulation administrative subjective de notre système monétaire. Voilà un mal qui vous sera épargné.

Le dollar américain soviétique roulera de tous ses huit cylindres. Votre taux de croissance dépassera de loin le nôtre, non seulement pour le rendement technique, mais en progression économique réelle. Le résultat en serait évident : le niveau de vie de votre population et, de ce fait, son niveau culturel, feraient très vite un bond en avant.

— *Trochine, si vous essayez de m'allécher par la perspective joyeuse de posséder trois ou quatre paires de caleçons de série trop petits ou trop grands, et une collection obligatoire des œuvres complètes de W.Z. Foster (9)...*

— Cooper, vous n'arrivez pas à détourner vos yeux de la malheureuse condition de notre consommateur moyen. Croyez-vous que je veuille la nier ? Je vous ai déjà exposé les raisons de la rareté et de la médiocre qualité de nos biens de consommation : l'héritage de pauvreté laissé par l'ancien régime, le bas niveau culturel de la paysannerie, la nécessité de créer les moyens de production au détriment de la consommation courante, une inflation chronique, et enfin — et ce n'est pas la moindre — la bureaucratie...

— *Une bureaucratie monstrueuse, vous voulez dire, Trochine !*

— Oui, une bureaucratie monstrueuse, Cooper. Mais ne vous croyez pas obligé de le répéter. Chez nous, la pénurie de produits

(9) William Zebulon FOSTER (1881-1961), syndicaliste gagné à Moscou au communisme au début des années 20, était à l'époque secrétaire général du P.C. américain.

de première nécessité engendre une lutte de chacun contre tous les autres pour une livre de pain ou un mètre de tissu de plus. La bureaucratie avance sous couleur d'apporter un apaisement ou d'arbitrer.

Mais vous, vous êtes incommensurablement plus riches et vous pourriez assurer au pays tout ce qui est indispensable sans grande difficulté. Les besoins, les goûts et les habitudes de votre peuple ne permettraient jamais à une bureaucratie de s'attribuer un pouvoir de décision incontrôlé sur le revenu national. La tâche d'organiser une économie socialisée pour la plus grande satisfaction des besoins humains remuerait jusqu'au tréfonds votre population tout entière et y ferait surgir de nouvelles tendances et de nouveaux partis qui se combattraient avec acharnement.

— *Vous êtes un bien piètre bolchevik, Trochine. Vous parlez de lutte entre partis sous le régime soviétique. La proximité des rivages capitalistes ne vous vaut rien. Vous êtes en train de vous décomposer sous mes yeux. Vous êtes pour la démocratie, ou pour la dictature ?*

— Je suis pour la démocratie soviétique, Cooper. Les soviets constituent une forme très souple de gouvernement. C'est un de leurs avantages.

Mais précisément, en fonction de cela, ils ne peuvent pas faire de miracles, ils ne font que refléter la pression du milieu social où ils se trouvent. La bureaucratisation de nos soviets, résultat du monopole d'un parti unique, qui, de plus, se trouvait réduit à un appareil bureaucratique, était elle-même le résultat de difficultés exceptionnelles de l'entreprise socialiste dans un pays pauvre et arriéré.

La bureaucratisation du régime retentit en plus de façon désastreuse sur notre économie, notre littérature, notre art, et toute notre culture. De la manière dont je vois les soviets américains, ils seront pleins de vie et de force.

La dictature ? Bien sûr, les défenseurs du régime capitaliste ne trouveront pas de place dans les soviets. J'avoue ne pas pouvoir imaginer Henry Ford (10) en président du soviet de Detroit. Mais une lutte de grande envergure entre des intérêts, des programmes et des associations diversifiés est non seulement possible mais inévitable sur la base d'un régime soviétique.

(10) Henry FORD (1863-1947) était le fameux magnat de l'automobile à Detroit, réputé pour son acharnement à combattre l'organisation ouvrière.

Des plans économiques sur un an, cinq ans ou dix ans, des systèmes nationaux d'éducation, la construction de grandes lignes de transport, la transformation des exploitations agricoles, le problème de faire bénéficier l'Amérique du Sud des réalisations technologiques et culturelles les plus avancées, le problème de l'exploration de l'espace, l'eugénique — toutes ces tâches engendreront des doctrines et des écoles de pensée différentes, des luttes électorales au sein des soviets, et un débat passionné dans la presse et les réunions publiques.

— *Voilà qui a un petit goût de liberté de la presse, Trochine. Faites attention !*

— Cooper, pensez-vous vraiment que la monopolisation par les sommets de la bureaucratie de la presse en U.R.S.S. constitue la norme pour un Etat ouvrier ? Non. En laissant de côté les conditions historiques qui ont pu produire un tel état de fait, il ne s'agit que d'une difformité provisoire.

— *Mais, même aux Etats-Unis, si vous mettez dans les mains de l'Etat l'ensemble des imprimeries, des usines de papier et des moyens de distribution, cela ne peut qu'aboutir à mettre la presse tout entière entre les mains du gouvernement. Vous imaginez-vous que le gouvernement ne s'en servirait pas pour soutenir le dogme de sa propre infaillibilité ?*

— La nationalisation des *mass media* serait une erreur tout à fait négative. Sa seule raison d'être, c'est d'enlever au capital privé le pouvoir de décision sur ce qui peut être imprimé : ce qui est progressiste ou réactionnaire, prohibitionniste ou anti, puritain ou pornographique. Il faudra que les soviets trouvent une solution nouvelle au problème de la répartition des possibilités d'imprimeries socialisées et de leur usage. On pourrait, pour commencer, envisager une représentation proportionnelle, sur la base des votes obtenus au cours d'élections aux soviets. Le droit pour chaque groupe de citoyens d'utiliser les installations d'imprimerie dépendrait de sa puissance numérique.

Le même principe pourrait s'appliquer à l'utilisation des salles de réunion, du temps de parole à la radio, etc. De cette façon, la direction et la politique de la presse seraient assurées par des groupes de gens ayant les mêmes idées, et non par des comptes en banque individuels.

Vous pourriez objecter que, dans un tel système, toute idéologie, philosophie ou esthétique nouvelle, n'ayant pas un grand nombre de partisans, se verrait refuser l'accès à la presse.

C'est un argument. Mais il signifie seulement que, sous tout régime nouveau, une idée neuve doit faire la preuve de son droit à l'existence. En tout cas, en régime soviétique, cela lui serait plus facile que ce n'est actuellement. Une Amérique soviétique riche serait en mesure de préserver des fonds importants pour la recherche, les inventions, les découvertes et les expérimentations dans tous les domaines de la créativité humaine, que ce soit sur le plan matériel ou spirituel. Vous ne négligerez ni vos architectes ou sculpteurs audacieux, ni vos poètes non conformistes, ni vos philosophes hardis.

En fait, Cooper, je reconnais que je pense que les Yankees de l'époque à venir auront quelque chose de neuf à apporter dans les domaines même où ils étaient, jusque très récemment, les disciples de l'Europe.

Les quatre années que j'ai passées dans votre pays, surtout dans les usines, n'ont pas été perdues, ne serait-ce que parce qu'elles m'ont aidé à comprendre quel changement votre technologie a apporté au destin de l'humanité.

Je n'ai que mépris pour ce ton de supériorité factice que prennent certains cercles européens quand ils parlent d'« américanisme », surtout depuis le début de la crise actuelle. J'irai même jusqu'à dire qu'en un certain sens c'est l'américanisme qui a tracé la séparation définitive entre le Moyen Age et l'histoire moderne de l'humanité.

Mais votre conquête de la nature s'est faite avec tant de violence et de passion que vous n'avez pris le temps ni de moderniser vos méthodes théoriques, ni de créer vos propres formes d'art. Votre croissance et votre richesse ont suivi les lois d'un simple syllogisme. Votre vieux puritanisme a fermenté dans une gigantesque cuve de succès matériels, pour produire une religion de rationalisme pratique. A cause d'elle, vous êtes restés hostiles à Hegel, Marx et même à Darwin (11).

Vous êtes surpris, Cooper ? Pourtant, l'autodafé des livres de Darwin par les prédicateurs baptistes du Tennessee n'est que le reflet brutal de l'aversion qu'éprouvent la majorité des Américains pour la doctrine évolutionniste (12). Je ne parle pas seule-

(11) C'est dans l'œuvre du philosophe allemand Georg Wilhelm Friedrich HEGEL (1770-1831) que Marx avait découvert la dialectique. Charles DARWIN (1809-1882), naturaliste, avait élaboré une théorie de l'évolution des espèces.

(12) Allusion au mouvement « fondamentaliste » des années vingt, et à la lutte de certaines églises protestantes pour que l'enseignement littéral de la Bible soit reconnu comme « fondamental » et enseigné comme tel dans les écoles, ce qui interdisait toute explication « transformiste » ou « évolutionniste ». Il avait

ment des préjugés religieux, mais également de votre conformation mentale en général. Les athées yankees ne sont pas moins imprégnés de rationalisme que les quakers (13). Votre rationalisme ne contient même pas la logique implacable des cartésiens ou des Jacobins. Votre empirisme et votre moralisme en sont les limites et la faiblesse.

Mais cela signifie que votre méthode philosophique est d'autant plus désuète et en contradiction avec votre technologie et les possibilités historiques. Vous vous trouvez confrontés aujourd'hui pour la première fois avec ces contradictions sociales qui se développent à l'insu de tous, dans leur dos. Vous avez conquis la nature grâce aux instruments que votre génie a créés, mais ces mêmes instruments ont eu raison de vous. Contrairement à toute attente, votre opulence sans précédent a engendré des misères inacceptables.

Ceci pour vous démontrer que le syllogisme d'Aristote ne s'applique pas aux lois du développement social. Vous avez finalement pénétré dans l'école de la dialectique, et vous ne pouvez plus revenir à la méthodologie des XVII^e et XVIII^e siècles.

N'ayez aucun regret, Cooper. Une belle récolte devrait naître de la greffe de la dialectique sur le tronc robuste de la pensée pratique américaine. J'ai hâte de voir cela. Il est inévitable que, dans le cours des décennies à venir, vous apportiez d'importantes contributions dans le domaine de la pensée, de la poésie et des arts généralisés. Elles seront au niveau de votre technologie, qui a encore bien du chemin à faire pour atteindre la réalisation du potentiel qu'elle contient déjà.

Tandis que ces idiots romantiques de l'Allemagne nazie rêvent de redonner à la race de la forêt teutonne toute sa pureté primitive, ou plutôt sa corruption, vous, les Américains, après avoir pris en main votre économie et votre culture, vous étendrez

connu son apogée en 1923, où un professeur du Tennessee avait été révoqué pour avoir recommandé à ses étudiants un livre qui acceptait l'hypothèse de l'évolution des espèces. La législature de l'Etat du Tennessee adopta en 1925 une loi qui interdisait à tout professeur de l'enseignement public d'enseigner une autre théorie de l'homme que celle de la création divine exposée dans la Bible. L'affaire donna lieu à un grand procès où s'affrontèrent d'une part le « fondamentaliste » William Jennings BRYAN (1860-1925), venu comme témoin, et le célèbre avocat des droits civils Clemence DARROW (1858-1935) venu assurer la défense d'un jeune enseignant volontaire. Des lois analogues furent adoptées en 1926 dans le Mississippi et 1928 dans l'Arkansas.

(13) Le terme « quaker » est le sobriquet d'une secte protestante, la « société des amis » qui remonte au XVII^e siècle et dont l'élément fondamental est le caractère sacré de la conscience humaine.

l'application de méthodes scientifiques authentiques jusqu'au domaine de la reproduction des êtres humains. En moins d'un siècle, il naîtra de votre creuset un être humain nouveau, en fait le premier à être digne de ce nom.

— *Tiendriez-vous sérieusement ce pari, Trochine ?*

— Je parie davantage encore. Je parie qu'au bout de trois années de régime soviétique, vous ne mâcherez plus de chewing-gum (14). En vérité, je vous le dis, Andrew Jackson (15) lui-même peut gagner le royaume des cieux s'il le désire du fond du cœur. Et il ne peut pas ne pas le désirer.

— *Vous faites preuve de beaucoup de générosité pour ce qui est de notre avenir, Trochine. Mais j'espère que vous n'avez pas l'audace de penser m'avoir convaincu. L'ingénieur compétent a chez vous détruit le poète. Vous vous êtes trop facilement, en paroles, débarrassé du bureaucratisme soviétique. Ah ! La cloche du dîner ! Demain, je vous mettrai en pièces et je plumerai comme un poulet votre fameuse dialectique.*

(14) L'hostilité de Trotsky au chewing-gum n'était pas moins vive que son aversion pour le tabac.

(15) Andrew JACKSON (1767-1845) avait combattu dans les deux guerres d'indépendance et contre les Indiens. Général, il fut président des Etats-Unis de 1829 à 1837, et représentait assez bien le type « pionnier » de l'Ouest américain.

[QUELQUES REMARQUES SUR LE TOURNANT DE LA LIGUE]

(22 septembre 1934)

1 — Le tournant en France a soulevé une discussion passionnée et prolongée (2). Rien de plus naturel. Nous apprenons par l'expérience et nous analysons notre expérience à l'aide de la méthode marxiste. Seuls les bolcheviks-léninistes internationaux peuvent se permettre une pareille discussion.

Les petits poltrons du S.A.P. qui, hier encore, faisaient cause commune contre nous avec le misérable De Kadt (3) parlent aujourd'hui de notre « désagrégation ».

Nous avons une tradition idéologique. Nous avons un programme bien défini. Nous donnons des réponses claires à toutes les questions. Les réponses de nos sections coïncident pour l'essentiel, sans avoir été arrangées à l'avance. Cela signifie que

(1) Publié sous le titre « Een Voorstander neemt stelling in de Franschedis-cussie » (Un avocat prend position sur la question française), dans l'organe du R.S.P. hollandais *De Nieuwe Weg* en octobre 1934. Traduit du néerlandais.

(2) Le débat sur l'entrisme avait profondément divisé la section française, avec les oppositions de Naville-Blasco et de Lhuillier, mais aussi la section allemande, avec celle de Bauer et de ses camarades. Les Belges et les Hollandais avaient beaucoup hésité et les anti-entristes autour de Vereeken avaient encore la majorité dans la section belge. Les Polonais étaient encore hésitants.

(3) Jacques DE KADT (né en 1897), ancien militant du P.C. hollandais revenu en 1928 à la social-démocratie, avait été en 1932 l'un des chefs du nouveau parti, l'O.S.P., né d'une scission à gauche de cette dernière. Il avait visité Trotsky à Saint-Palais en août 1933, et collaboré à la rédaction de la « déclaration des quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale ». Mais il avait animé dans l'O.S.P. l'aile qui s'opposait à un rapprochement plus poussé, et s'était allié au S. A.P. Trotsky avait polémique contre lui au début de l'année. En juillet 1934, à la suite de graves émeutes dans le quartier ouvrier de Jordaan, à Amsterdam, la direction de l'O.S.P. avait été frappée par la répression pour avoir exprimé sa solidarité. Mais De Kadt s'était publiquement désolidarisé d'elle et avait condamné l'action « aventuriste » des ouvriers et des chômeurs de Jordaan, ce qui avait provoqué l'indignation dans les rangs de l'O.S.P. et l'avait contraint à démissionner. Trotsky ne manque pas cette occasion de rappeler aux militants du S.A.P., qui le critiquent, leur alliance compromettante récente avec un homme qu'il considère maintenant comme un « jaune ».

nous avons des cadres formés. Quand nous formons des blocs avec d'autres organisations, ou même quand l'une de nos sections entre dans le parti socialiste, nous le faisons toujours au nom de nos principes, qui se sont révélés irréfutables et que nous apprenons et apprendrons à utiliser pour les appliquer aux conditions de chaque pays.

2 — Notre discussion interne doit maintenant passer de l'étape des perspectives, hypothèses et propositions au stade de l'analyse dans l'application. Nous devons étudier la toute récente expérience de notre section française. Elle est encore très brève, mais très importante. Déjà le premier pas dans la nouvelle voie démontre la fausseté totale des objections formulées par les adversaires de l'entrée. C'est justement pourquoi ces derniers doivent changer tous les jours d'arguments et même déplacer le terrain de la discussion : sans parler des « intransigeants » qui sont déjà entrés dans le parti socialiste afin de nous y combattre (4).

3 — Qu'ont dit ceux de nos adversaires qui n'étaient inspirés que par des considérations idéologiques et politiques ? Prenons le document qui expose la position de la majorité de la section belge. Nous y lisons : « Comment peut-on concevoir que nous entrons dans la S.F.I.O. *en tant que fraction politique indépendante, conservant son propre drapeau et son propre organe* ? N'est-ce pas aller trop vite et ne pas tenir compte de la force de la bureaucratie S.F.I.O. ? L'histoire des groupes socialistes de gauche nous enseigne pourtant que les partis social-démocrates ne peuvent plus se permettre de laisser grandir dans leur sein des fractions révolutionnaires. » Pour notre part, nous demandons à nos camarades belges : « Avez-vous lu le numéro spécial (n°4) du *Combat des Jeunes* (5) et le n°220 de *La Vérité* ? Si l'expression « entrer drapeau déployé » a un sens, le *Combat des Jeunes* et *La Vérité* sont ce drapeau déployé, et pourtant *Le Populaire* a déjà, à quatre reprises, publié des annonces pour *La Vérité*, et tous nos camarades ont déjà pu entrer dans la S.F.I.O. Un fait semblable serait impossible en Belgique, en Hollande, et dans bien d'autres pays. Il s'explique par la situation actuelle du parti socialiste en France. L'erreur de base du document belge (6) consiste en ce

(4) Allusion au groupe de Pierre Naville et Blasco, « Lutte de classes », entrés à la S.F.I.O. peu après leurs camarades.

(5) *Le Combat des Jeunes* était l'organe des Jeunesses léninistes, qui avait succédé à l'éphémère *Octobre rouge*.

(6) L'article de Trotsky est dirigé contre un document anti-entrisme qui émane de Vcreeken.

qu'il traite la social-démocratie comme une abstraction, indépendante du temps et de l'espace, au lieu d'analyser ce qui se passe réellement dans la S.F.I.O. Relisez la citation ci-dessus et vous en serez convaincus. Dans tout le document consacré à l'entrée dans la S.F.I.O., il n'y a pas un seul mot sur les particularités de ce parti ni son état actuel en comparaison, par exemple, avec le parti ouvrier belge.

4 — Nos adversaires disaient : « L'entrée dans la S.F.I.O. signifie presque automatiquement l'abandon du mot d'ordre de la IV^e Internationale. » Lisez le *Combat des Jeunes* et *La Vérité*. Notre section est entrée dans la S.F.I.O. afin d'y combattre pour la IV^e Internationale.

5 — Aucune conciliation n'est pour nous possible avec la social-démocratie *en tant que système d'idées et d'action*. Mais ce système d'idées s'incarne sous différentes formes dans des organismes vivants. Dans certaines conditions, ces derniers commencent à se disloquer. Le système en tant que tel s'effondre. Il est remplacé par la lutte entre différentes tendances, et cette lutte peut créer une situation qui exige notre intervention immédiate et directe, et même l'entrée de notre organisation dans le parti socialiste.

6 — Le document belge ne voit que le « système d'idées » et non l'organisme vivant des organisations ouvrières. Cette erreur fondamentale apparaît également dans la façon dont il présente l'expérience russe : « Les partisans de l'entrée dans la S.F.I.O. semblent oublier que la rupture entre les deux tendances fondamentales du mouvement ouvrier s'est produite en 1903 au sein de la social-démocratie russe. » C'est là une conception mécanique du point de vue de la méthode, fautive dans son contenu. Pour les auteurs de ce document, il semble qu'il y avait après la scission de 1903 deux entités absolues, le bolchevisme et le menchevisme qui se développaient dans deux plans distincts de l'univers. C'est de la métaphysique pure. L'histoire de la lutte du bolchevisme contre le menchevisme est en réalité riche d'enseignements. C'est une pitié que ce document l'utilise de façon unilatérale, abstraite, formaliste.

7 — L'histoire ne s'est pas arrêtée en 1903. La scission s'est révélée prématurée, c'est-à-dire non conforme à la situation objective et à la mentalité des masses, et les bolcheviks ont dû se réunifier avec les mencheviks à la fin de 1906. Mais ici le document nous interrompt : « Il est également vrai que, sous la poussée des masses aspirant à l'unité, fut établi en 1906 un lien entre les

bolcheviks et les mencheviks. A notre avis, une *alliance* entre les deux fractions du mouvement ouvrier équivaut à un front unique. Ainsi cette référence historique n'a-t-elle pas plus de signification que la précédente (à Marx). » Je regrette beaucoup de devoir dire que c'est là une déformation de l'expérience russe. Il ne s'est pas agi d'une *alliance* ou d'un front unique, mais de la *fusion des deux partis*, confirmée par le congrès de Stockholm en 1906 et ce parti unifié, bien que déchiré par les luttes de fraction, a duré jusqu'en 1912, c'est-à-dire six ans. D'où provient cette erreur ? Du fait que les auteurs du document ne peuvent même pas imaginer que les deux « essences » absolument irréconciliables après la scission de 1903 aient pu se rapprocher et cohabiter au sein du même parti. L'erreur historique découle de la méthode métaphysique.

8 — On a essayé de nous effrayer en nous prédisant que l'entrée « serait exploitée à fond par les staliniens » (document de la majorité belge). Nous avons répondu : « Les staliniens, qui sont en train de fraterniser avec la bureaucratie socialiste, ne pourront pas — au moins en attendant de nouvelles instructions — nous accuser de trahison, de capitulation devant le réformisme, etc. »

Les faits nous ont donné raison. Naturellement les staliniens nous attaquent, mais pas en tant qu'auxiliaires du réformisme, mais au contraire en tant que destructeurs du parti socialiste. Ils mettent très fraternellement en garde les jeunes socialistes contre nos manigances diaboliques (*L'Avant-Garde*) (7). Cela signifie que les staliniens n'apparaissent pas contre nous en accusateurs révolutionnaires, mais au contraire en tant qu'auxiliaires, voire laquais de la bureaucratie réformiste. Si l'on avait besoin de cette confirmation de la justesse de notre tournant, on la trouverait dans les colonnes de la presse stalinienne.

9 — Qui s'érige en accusateur révolutionnaire ? Les bordiguistes et Cie. Avec eux, c'est très simple. Ils ne parlent qu'au nom de l'éternité. Ils se considèrent encore, si je ne m'abuse, comme une fraction de la III^e Internationale. Qu'est-ce que cela signifie ? Rien. Ils pourraient aussi bien se considérer comme une fraction de l'Armée du Salut.

Ce serait vraiment peine perdue que de prêter la moindre attention à ces cadavres avant terme. Les idées, les aspirations, les critiques d'un seul membre des Jeunes Gardes socialistes de Belgi-

(7) *L'Avant-Garde* était l'organe des J.C.

que sont mille fois plus importantes pour notre orientation et nos méthodes que le galimatias savant de *Bilan* (8).

10 — Ce qui est important, c'est d'étudier l'expérience. La Jeunesse socialiste de France a accueilli à bras ouverts nos camarades et leur *Combat des Jeunes*. Elle leur a accordé les droits d'ancienneté dans leur organisation sur la base de leur appartenance à la Jeunesse léniniste. L'appareil bureaucratique a invalidé ces décisions comme antistatutaires (9). Les sections de la Jeunesse socialiste ont dû s'incliner avec une résolution de protestation. Ce fait significatif montre que l'appréciation qui était celle de la Ligue sur les rapports entre la base et l'appareil est confirmée par les faits, au moins en ce qui concerne l'organisation de jeunesse.

11 — Cela signifie-t-il que tout soit assuré ? Il s'en faut. Bien des difficultés sont provoquées par les intrigues et les calomnies d'éléments débridés de la minorité qui s'efforcent de noircir la Ligue aux yeux des socialistes. Mais ce n'est pas le problème. Ces gens qui passent d'un extrême à l'autre révèlent leur vide, et se liquident eux-mêmes.

Il existe des facteurs plus importants qui peuvent jouer contre nous. La situation à l'intérieur de la S.F.I.O., et autour d'elle, peut changer. La bureaucratie peut se décider à se débarrasser complètement de nous. Même si cela devait arriver demain, nous aurions déjà enregistré des gains considérables. La Ligue s'est tournée vers les masses, les préjugés d'un sectarisme suffisant et stérile sont démasqués, les relations sont nouées avec les meilleurs éléments socialistes, nos publications ont connu une diffusion sans précédent et dans des milieux entièrement nouveaux. Plus encore, nos jeunes, en tant que socialistes, ont eu pour la première fois la possibilité d'approcher les stalinien « pour discuter avec eux entre camarades ». Et tout cela en dépit du fait incontestable que les « substances » bolchevisme et menchevisme sont plus irréductibles que jamais.

(8) Sur *Bilan*, cf. ci-dessus, n. 12, p. 178. Notons, au détour de cette phrase, l'importance que Trotsky accorde aux Jeunes Gardes socialistes (J.G.S. de Belgique), organisation de masse dont les dirigeants semblaient s'orienter à gauche.

(9) Les J.S. comptaient en France 10 000 membres environ. Leurs statuts les plaçaient dans une étroite dépendance, sous la tutelle de la S.F.I.O., avec des exécutifs mixtes à tous les échelons jusqu'au comité national, lui-même « mixte ». Le congrès de Nîmes, en 1934, par 5 426 voix contre 782, avait refusé la révision des statuts proposée par l'Entente de la Seine, laquelle s'abstint d'appliquer aux anciens J.L. le règlement restrictif sur l'ancienneté. Mais *Le Combat des Jeunes* fut sacrifié.

12 — Cependant l'exclusion n'est pas à l'ordre du jour. Il nous faut travailler et nous enraciner. Pour cela, nous ne devons pas nous tourner vers les ultra-gauches conservateurs, ni chercher à nous justifier face aux cris stridents d'accusation de gens qui ont perdu toute mesure et tout sens des responsabilités (Bauer et autres), mais parler un langage compréhensible par les ouvriers socialistes et sans parti qui cherchent une issue à l'impasse.

13 — Notre section suisse écrit qu'après des pourparlers et des discussions tant politiques que théoriques les quatre cents membres de la Jeunesse socialiste de Zurich ont proposé à nos camarades d'entrer dans leur organisation en tant que fraction bolchevik-léniniste, leur garantissant à l'avance pleine liberté d'expression, et une place dans la direction et le comité de rédaction. Pouvons-nous accepter ces conditions ? Oui ou non ? Si elles sont rapportées avec exactitude, la seule réponse est qu'il faut entrer dans la Jeunesse socialiste. Ce serait une erreur, pire, un crime, pire que cela, une stupidité sectaire, que de ne pas y entrer.

Toutes nos sections doivent étudier non seulement l'expérience lointaine de la lutte entre bolchevisme et menchevisme en Russie, mais aussi l'expérience vivante de notre Ligue française et de la discussion internationale, aussi bien que les affirmations et prédictions des deux côtés à travers leur vérification dans la réalité. Chaque section en tirera de précieuses leçons. Il ne s'agit pas d'appliquer le même procédé dans des conditions différentes, mais d'apprendre comment appliquer des procédés adaptés à des situations nationales et mêmes locales.

Chaque section doit établir son tableau des organisations, groupes et couches du prolétariat afin de savoir intervenir à temps et propager les idées révolutionnaires par des méthodes réalistes.

[UNE TREVE ORGANISATIONNELLE ? PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX] ⁽¹⁾ (22 septembre 1934)

Chers camarades,

Je viens de recevoir copie de la lettre adressée le 14 septembre au S.I. par le camarade Vereeken (2), lettre dont je ne puis que regretter vivement le contenu et le ton.

1— Le camarade Vereeken trouve que les Jeunesses françaises ont mal interprété le sens de sa déclaration du 3 septembre (3). Au lieu de se borner à en donner la véritable interprétation, le

(1) *Bulletin intérieur du G.B.L.*, n° 2, octobre 1934. Signé Vidal. « C.B.L. » était le nom de la fraction dans le parti socialiste : « Groupe bolchevik-léniniste ». Ce document constitue la première trace écrite que nous ayons trouvée de l'intervention de Trotsky dans la crise internationale de la L.C.I. provoquée par l'entrée de la majorité française dans la S.F.I.O.

(2) Georges VEREKEN, dit GIVE (1898-1978), chauffeur de taxi, membre du P.C. belge à sa fondation, de son C.C. en 1925, avait été exclu avec la majorité du C.C. et était passé à l'Opposition de gauche en 1928. Lors de la scission de la section belge en 1930, il avait été l'un des deux militants qui s'étaient rangés aux côtés de la fédération de Charleroi qui suivait l'Opposition de gauche internationale. Il était membre du S.I. depuis plusieurs années. Dans sa lettre du 14 septembre (*Bulletin intérieur* de la Ligue communiste, n° 13, 1^{er} octobre 1934, publié par le groupe Naville), il faisait le point sur les événements. Membre du S.L, il n'avait été informé, disait-il, des propositions d'entrée qu'au début d'août. Informé, à la suite de la conférence nationale de la Ligue, du 25 août, qu'un plénum du S.I. devait se tenir pour trancher de la question, il s'était rendu à Paris le 2 septembre, ainsi d'ailleurs que Sneevliet, lui aussi hostile à l'entrée dans la S.F.I.O. C'est là qu'il aurait appris le report *sine die* du plénum, et, de la bouche de Léon Sedov, une invitation à Domène, où il avait passé la journée du 3 septembre avec Trotsky. 11 avait ensuite participé au plénum du 4 qui avait approuvé l'entrée. Sa lettre du 14 septembre était écrite le jour même où il venait de recevoir plusieurs documents officiels et les textes de la minorité française.

(3) La déclaration de Vereeken du 3 septembre avait été rédigée par lui à Domène, chez Trotsky. Il y rappelait son « complet désaccord avec la tactique préconisée par la majorité de la Ligue française », déclarait « dégager toute responsabilité pour ce tournant tactique ». Il se déclarait cependant prêt à autoriser l'entrée « sur la base politique que ce tournant et cette expérience ne s'appliqueraient qu'en France et ne seraient pas généralisés ». 11 se prononçait en même temps pour que la décision définitive soit prise par un plénum élargi. Sa protestation était dirigée con-

camarade Vereeken parle de « falsification patente » et d'*« exploitation honteuse ». Ce n'est pas juste. La déclaration du 3 septembre prête à équivoque. J'ai moi-même attiré à trois ou quatre reprises l'attention du camarade Vereeken sur les inconvénients de la phrase : « sur la base politique que ce tournant ne s'appliquera qu'en France ». Le camarade Vereeken a cru bon de conserver cette formule pour le moins malheureuse, et, si les Jeunesses françaises ont mal interprété sa pensée, il y a au moins une partie de la responsabilité qui lui incombe. Il ne devrait en tout cas pas y avoir lieu à lancer des accusations aussi graves, surtout de la part d'un membre du plénum, contre les jeunesses d'une de nos sections.

J'ai toujours souligné pour ma part le ton digne des discussions de nos camarades belges sur les questions de principes et de politique. J'y voyais l'expression externe de leur sens de la responsabilité révolutionnaire. Je regrette d'avoir à constater que le camarade Vereeken est sorti cette fois de la tradition « belge » qui est la règle prolétarienne. Espérons que ce sera la dernière.

2— Je ne puis pas me prononcer sur les détails des pourparlers touchant la convocation du plénum. Je dois cependant dire que l'exposé du camarade Vereeken ne me paraît nullement faire apparaître des manœuvres, des manigances (4), etc. Tout ce que l'on voit, c'est que l'on hésitait à céder au camarade Vereeken et à convoquer dans l'immédiat un plénum qui ne promettait pas de donner des résultats positifs, ou, compte tenu de la situation, à en ajourner la convocation. Le camarade Vereeken conclut inopinément cette partie de son exposé en disant : « La convocation du plénum, où les votes étaient partagés, n'aurait d'ailleurs en rien changé la volonté de la majorité du S.I. » Cela signifie que la convocation du plénum n'aurait donné aucun résultat positif. Cela signifie que les hésitations et les discussions à propos de la convocation de ce plénum s'expliquent par des raisons inhérentes à la

tre le passage suivant de la déclaration des jeunes léninistes : « Un nombre important de sections (dont la Hollande, la Belgique, etc.) est d'avis qu'il faut laisser la Ligue française entrer dans la S.F.I.O. (voir résolution votée par le S.I. le 4 septembre 1934 et la " déclaration de Vereeken "). »

(4) Vereeken disait que le plénum ou ceux de ses membres qui, comme Sneevliet et lui-même, étaient hostiles au tournant n'en avaient été informés qu'au début août, étaient restés sans information jusqu'au 24, et que les parisiens du S.I. avaient ensuite refusé de convoquer le plénum dont ils savaient que la moitié des membres (Sneevliet, Vereeken et Bauer) étaient opposés à l'entrée, les trois autres étant favorables, ce qui rendait toute décision impossible. Ce refus de convoquer le plénum — le renvoi de celui qui était prévu le 2 — s'expliquait, selon lui, par la volonté de placer le plénum devant le fait accompli de l'entrée de la majorité des militants au sein de la S.F.I.O.

situation elle-même, et non par des manœuvres ou des manigances (5). Il faut à nouveau regretter qu'en écrivant cette lettre le camarade Vereeken se soit laissé emporter par des sentiments qui ne peuvent être que passagers.

3— Le camarade Vereeken appuie « le reproche fait par le délégué hollandais au camarade Vidal (6) pour avoir envoyé sa proposition à la section française au lieu de l'avoir envoyée d'abord aux membres responsables de la direction internationale ». Je regrette de ne pouvoir accepter ce reproche qui me semble plutôt relever d'un simple malentendu. Depuis l'exclusion des néos en France, j'envisageai théoriquement la possibilité de l'entrée de la Ligue dans la S.F.I.O. (7), mais il a fallu des facteurs supplémentaires pour que cette *possibilité* devienne une *nécessité*. Il m'est apparu que l'heure en avait sonné après les expériences du front unique.

Mais il ne s'agissait que de ma propre opinion sur la situation française. Comment aurais-je pu faire à la direction internationale une proposition concernant la situation française par-dessus la tête de cette dernière ? Non seulement cela aurait paru déloyal aux dirigeants français, mais il était pour moi absolument nécessaire, afin de m'assurer de la justesse de mon appréciation, de la confronter avec les idées et les critiques des camarades les mieux informés et les premiers intéressés. Imaginez-vous que je fasse quelque proposition importante concernant la section belge directement à la direction internationale et sans avoir consulté la section belge. J'ai écrit ma première lettre au C.C. de la Ligue française pour lui demander son opinion. Si j'ai insisté sur la brièveté du délai, c'est afin de démontrer l'urgence de la question. Après cela, j'ai eu des entretiens personnels qui ont pris du temps, et je n'ai donné aucune publicité à ma lettre avant d'avoir essayé de m'expliquer et, si possible, de m'entendre avec la direction de la section française. L'accord n'a pu se faire, mais les discussions

(5) L'argument est solide. Cependant l'absence de réunion du plénum — lequel devait en principe prendre la décision définitive — avait eu pour conséquences a) l'entrée de la majorité dans la S.F.I.O., b) la rupture publique avec la minorité Naville et le communiqué public de cette dernière qui avait à son tour provoqué son exclusion, c) la suspension de Bauer pour « contacts » avec la minorité Naville.

(6) Sneevliet, présent à Paris le 2 septembre, avait participé au plénum du 4 et pris position, par écrit, dans une lettre au S.I. où il proposait de renvoyer la décision définitive à un plénum élargi, tout en autorisant l'entrée immédiate, et en protestant contre le fait que le S.I. n'avait pas saisi les sections et fait de cette décision une affaire purement « nationale ».

(7) Cette affirmation est corroborée par une lecture attentive des textes antérieurs consacrés depuis octobre 1933 à la social-démocratie.

m'ont persuadé que l'entrée dans la S.F.I.O. était absolument nécessaire. C'est à ce moment-là que je me suis décidé à poser la question formellement sur le plan international. Il faut ajouter encore les difficultés matérielles pour les entrevues, la correspondance, etc. (8).

En conclusion, je ne puis que répéter que, si j'avais demain à faire quelque proposition ou même quelque suggestion concernant les relations entre le R.S.P. et l'O.S.P., ou la question du N.A.S. (9), je m'adresserais d'abord à la direction du R.S.P., qui est la plus compétente et la première intéressée, avant de me décider à poser formellement la question devant l'organisation internationale.

4— Il est exact que j'ai insisté auprès du camarade Vereeken sur la nécessité d'une « trêve organisationnelle », dans l'intérêt non seulement de la section française, mais aussi dans celui de la section belge.

« Après avoir dégagé votre responsabilité, ai-je dit au camarade Vereeken, donnez aux camarades français la possibilité de faire leur expérience, sous votre contrôle international. » Dans sa déclaration du 3 septembre, le camarade Vereeken a accepté d'autoriser la Ligue, sous sa propre responsabilité, « à appliquer la décision de sa dernière conférence nationale ». Cette formule, donnée par le camarade Vereeken après d'amples discussions et explications du camarade Vereeken avec les différents camarades de la Ligue, est particulièrement importante par sa précision : le camarade Vereeken parle de notre section française, de la Ligue qui s'est engagée dans cette dernière voie, conformément à la « décision de sa dernière conférence nationale ». Je suis donc absolument stupéfait de cette proposition de reconnaître les « deux groupes français » comme deux sections de la L.C.I. (10). Si l'on tient compte des votes annulés des adultes et des jeunes, le

(8) Trotsky résume ici son point de vue sur les retards dans lesquels Vereeken a vu des « manigances ».

(9) Le N.A.S. (Nationaal Arbeids-Secretariaat) était un syndicat « rouge » de quelques dizaines de milliers de membres, dont Sneevliet avait gardé la direction lors de son exclusion du P.C., et qui était contrôlé par le R.S.P. Une telle situation était contraire aux principes de Trotsky sur la nécessité de militer dans les syndicats de masse. La question avait été abordée entre Sneevliet et lui en 1933, mais Trotsky s'était opposé à ce qu'elle soit soulevée tant qu'elle était susceptible de renforcer les dirigeants de l'O.S.P. contre le R.S.P. dans le cadre des négociations de fusion entre les deux partis.

(10) Vereeken justifiait ce virage dans sa position par le fait qu'il n'avait été informé que le 14 septembre des positions de la minorité Naville, et appris l'interprétation qu'elle donnait des votes de la conférence nationale, où elle estimait avoir recueilli la moitié des mandats.

rapport entre la majorité et la minorité est de 2/3 à 1/3. La majorité a appliqué les décisions de sa conférence nationale, comme elle y était autorisée par le S.I., y compris les votes indicatifs de Sneevliet et Vereeken. La minorité, elle, s'est trouvée totalement désagrégée, et ce n'est pas un hasard. Ses idées étaient purement négatives, conservatrices, routinières. Pire encore, Pierre Naville a jugé bon de désavouer la conférence nationale de la Ligue dans la presse bourgeoise, parlant au nom d'un C.C. inexistant (11). Au cours de mon entretien avec le camarade Vereeken, j'ai souligné que toute tentative de placer sur pied d'égalité la minorité et la majorité signifierait non la « trêve organisationnelle », mais la lutte à outrance, avec le danger qu'elle ne soit ainsi exportée dans d'autres sections. J'ai déclaré aux camarades Sneevliet et Vereeken que, si la minorité démontrait un tant soit peu de vitalité, et, en même temps, sa volonté honnête de rester dans le cadre de notre organisation internationale, on pourrait envisager son adhésion à la L.C.I. en qualité de groupe sympathisant. L'attitude de Pierre Naville restreint considérablement cette possibilité sur laquelle le plénum devra se prononcer. Mais, ce qui est exclu, c'est de sanctionner le manquement à la discipline et l'absence de responsabilité d'une minorité hétérogène et sans perspective en lui accordant le droit de saboter le travail et l'expérience de notre section française. Sur ce point, il ne saurait y avoir de « trêve organisationnelle » (12).

(11) Le 14 septembre, *Le Populaire* avait publié l'information de l'adhésion de la Ligue communiste à la S.F.I.O. Le groupe Naville avait alors adressé à la « presse ouvrière » un communiqué dont des extraits avaient été publiés notamment dans *L'Œuvre* du 15, et dans *Le Peuple*. Ce communiqué déclarait notamment : « C'est seulement une moitié des mandats admis à la 3^e conférence nationale qui s'est prononcée en faveur de l'adhésion à la S.F.I.O... C'est donc seulement la moitié des membres de la Ligue communiste qui vient de donner son adhésion au parti socialiste... *La Vérité*, devenue l'organe du groupe bolchevik-léniniste dans la S.F.I.O., n'est plus l'organe de la Ligue communiste, qui ne prend nullement la responsabilité de sa parution. »

(12) Au moment où Trotsky écrivait cette lettre, des faits nouveaux — dont il n'avait peut-être pas encore connaissance, au moins pour les derniers — démontraient qu'il n'y avait en effet plus de « trêve organisationnelle ». Bauer, qui avait été indigné de la position « nationale » prise par Vereeken et Sneevliet au plénum du 4, avait écrit une lettre où il comparait Trotsky à Plékhanov et Kautsky, et ses méthodes à celles de Hitler. Il avait été suspendu du S.I. et la minorité du comité à l'étranger de la section allemande avait publié de sa propre initiative *Unser Wort*. Le 20 septembre, dans un texte public, Bauer et ses camarades de la majorité du comité à l'étranger de l'I.K.D. avaient dénoncé cette « opération » et exposé leurs vues contre l'entrisme. D'autre part Raymond Molinier avait pris le 16 septembre l'initiative de faire exclure Pierre Naville par le comité central, une décision que Trotsky devait d'ailleurs lui reprocher. Enfin, désavoué par ses camarades de Charleroi, Vereeken démissionnait du S.I. La décision du groupe Naville d'entrer à son tour dans la S.F.I.O. reportait une fois de plus la crise sur le terrain « organisationnel » : le procès des « méthodes » de Molinier qui était rendu responsable de tout le déroulement qui avait conduit à cet éclatement.

OU VA LA FRANCE ? *

(octobre 1934)

♦ Ce texte a été publié dans L. TROTSKY, *Le Mouvement Communiste en France*, op. cit., pp. 448 à 475, et dans L. TROTSKY, *Où va la France ?* Paris, S.E.L.I.O., 1978.

REPONSE A UNE LETTRE D'UNION SOVIÉTIQUE SUR LE BIROBIDJAN

(1) (octobre 1934)

En ce qui concerne la lettre d'Ykslagor (2), l'affirmation selon laquelle Birobidjan (3) est du « sionisme de gauche » me paraît tout à fait fausse. Le sionisme coupe les travailleurs de la lutte de classes par des espoirs concernant un Etat juif qui sont irréalisables dans les conditions du capitalisme. Mais un gouvernement ouvrier est tenu de créer pour les Juifs, comme pour toute nation, les circonstances les meilleures pour leur développement culturel. Cela veut dire entre autres fournir à ceux des Juifs qui veulent avoir leurs propres écoles, leur propre presse, leurs propres théâtres, etc., un territoire séparé afin qu'ils puissent s'administrer eux-mêmes. C'est ainsi que se comportera le prolétariat international quand il sera devenu le maître du globe tout entier. Dans le domaine de la question nationale, il ne doit y avoir aucune restriction ; au contraire, il faut une aide matérielle sous tous ses aspects pour les besoins culturels de toutes les nationalités et groupes ethniques. Si tel ou tel groupe national est voué au déclin (au sens national), cela ne devra résulter que d'un processus naturel, mais jamais comme conséquence de quelques difficultés territoriales, économiques ou administratives que ce soit.

(1) TROTSKY, *On The Jewish Question* (New York, Pathfinder press, 1970). Le double de cette lettre a été retrouvé dans les papiers de John G. Wright. Il s'agit d'une réponse à une lettre parvenue à Paris à la rédaction du *Biulleten Oppositsii*, et qui avait été rédigée par des Juifs soviétiques militants de l'Opposition de gauche. Traduit de l'anglais.

(2) YKSLAGOR était le nom qui servait de signature à la lettre venue d'Union soviétique, de toute évidence Rogalsky dont nous ignorons s'il s'agissait d'un nom ou, plus vraisemblablement, d'un pseudonyme.

(3) Birobidjan est le nom du centre administratif du territoire autonome juif créé dans la région de Khabarovsk. Selon le mot de Léon Sedov (Schwartz) joint à la lettre de Trotsky, on peut supposer que la lettre d'Ykslagor posait deux questions : celle de l'appréciation à porter sur le Birobidjan d'une part, celle d'autre part de savoir si les membres de l'Opposition de gauche devaient ou non adhérer à l'association pour le placement à la campagne des travailleurs juifs (G.E.Z.E.T.), créée en 1926 précisément pour organiser le peuplement du Birobidjan.

LA SITUATION PRÉSENTE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER ET LES TÂCHES DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES (1)

(octobre 1934)

D 'un groupe propagandiste au travail de masse

1. — Les dix dernières années ont été caractérisées par l'aggravation du déclin et de la sclérose de l'internationale communiste qui, au cours de ses cinq premières années d'existence, avait rassemblé sous son drapeau les éléments les plus révolutionnaires du prolétariat. La majorité des cadres actuels de la L.C.I. proviennent des rangs de l'I.C. La majorité des groupes et sections de la L.C.I. ont été exclus à des dates diverses par la bureaucratie à titre préventif, afin d'empêcher la possibilité de l'introduction dans le parti communiste d'une lutte pour les principes léninistes. S'étant constitués en « Opposition de gauche », les bolcheviks-léninistes se sont fixé comme leur première tâche de régénérer l'I.C. Au cours d'une décennie, ils ont lutté inlassablement contre les dérapages centristes et les zigzags aventuristes de la bureaucratie stalinienne. Il n'y a eu aucune question majeure, aucun événement majeur, auquel les bolcheviks-léninistes n'aient pas répondu, en tant qu'organisation internationale ou par l'intermédiaire des différentes sections. Il n'y a eu aucune question majeure sur laquelle l'analyse et le pronostic des bolcheviks-léninistes n'ait pas été confirmé par les événements. Mais la puissance conservatrice de l'appareil bureaucratique a eu le dessus. Les événements d'Allemagne avec la victoire du fascisme ont fait apparaître la dégénérescence interne de l'I.C., et ont une fois pour toutes enterré les espoirs de la régénérer, au moins en ce qui concerne ceux de l'avant-garde prolétarienne.

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 2, octobre 1934. Ce texte, rédigé par Trotsky, fut présenté et adopté comme résolution au plénum élargi de la L.C.I. des 14, 15 et 16 octobre, auquel prenait part notamment pour la première fois le dirigeant américain Cannon, qui, à cette occasion, avait visité Trotsky à Domène.

2. — En abandonnant leur rôle de « fraction du Comintern », les bolcheviks-léninistes, sur la base de leur ancien programme enrichi d'expériences nouvelles, ont créé une organisation indépendante dont la tâche est de lutter *pour de nouveaux partis et une nouvelle Internationale, la IV* Internationale*. La nouvelle orientation de la L.C.I. — laquelle a été renforcée dès le début par l'adhésion du R.S.P. hollandais — a rendu nécessaire un réexamen de tout le champ du mouvement ouvrier international, un relevé des modifications qui s'y sont produites, une appréciation correcte des nouveaux groupements. Elle exige de trouver, dans chaque pays, le point le plus favorable pour y appuyer le levier marxiste.

3. — La dégénérescence et les compromissions de l'I.C. ont conduit à un maintien absolu ou au moins relatif des partis social-démocrates. Le maintien de ces partis ou, mieux encore, leur croissance du fait qu'ils ont attiré des éléments neufs, ont conduit et conduiront à leur tour inéluctablement à la formation de groupes internes, à l'exacerbation des luttes fractionnelles et des scissions. Rien n'illustre de façon plus frappante la perte totale de la force d'attraction de l'I.C. que le fait qu'au cours des dernières années, les groupes centristes de gauche, y compris ceux qui avaient rompu avec la social-démocratie ou qu'elle avait exclus, ne sont pas entrés dans les rangs de l'I.C., mais ont essayé et essaient encore de mener une existence indépendante (I.L.P., O.S.P., S.A.P., A.W.P., etc.). Dans plusieurs pays, les partis social-démocrates ont connu une évolution certaine. Après de longues années où la social-démocratie autrichienne s'est adaptée aux gouvernements bourgeois, son aile prolétarienne s'est battue les armes à la main contre la bourgeoisie (2). Le parti espagnol, qui hier encore collaborait dans un gouvernement bourgeois et déclenchait continuellement la répression contre ce qu'il appelait des excès révolutionnaires, se montre aujourd'hui contraint d'appeler les masses à l'insurrection armée pour la défense des libertés démocratiques (3). Par ailleurs, le parti ouvrier belge sort son cou-

(2) Allusion aux combats de février 1934 où la milice du parti social-démocrate, le Schutzbund, avait résisté les armes à la main aux forces gouvernementales.

(3) Le parti socialiste ouvrier espagnol avait collaboré aux gouvernements républicains de 1931 à 1933. En janvier 1934, à la suite de la victoire électorale de la droite, il avait adopté un programme et « cinq points pour l'action », dont le premier était l'organisation d'une insurrection au cas où la droite monarchiste arriverait au pouvoir. L'insurrection d'octobre 1934 — qui venait à peine de se terminer aux Asturies où s'était réalisé le front unique de toutes les organisations ouvrières — avait été la conséquence directe de ce tournant.

teau contre son aile gauche encore très modérée (4). La social-démocratie hollandaise est en train de réviser son programme dans un esprit réactionnaire. Tous ces courants se développent sous l'influence des mêmes facteurs : la crise du capitalisme et de l'Etat démocratique, les contre-réformes au lieu de réformes, la misère croissante des masses, la menace de guerre dans divers pays. Ces facteurs fondamentaux se reflètent de façon variée et donnent naissance à de multiples et mêmes contradictoires tendances, groupements et rapports réciproques.

4. — La politique intérieure a perdu toute trace de stabilité et se caractérise maintenant par des manœuvres brutales, s'exprimant de façon frappante dans le fait que des socialistes qui, hier encore étaient ministres de la bourgeoisie sont aujourd'hui arrêtés par la police de la bourgeoisie (5). La situation objective de la social-démocratie à l'intérieur de l'Etat bourgeois tourne, en très peu de temps, de 180°. En ce qui concerne la conscience, elle change très vite, non seulement de façon non uniforme, mais même hétérogène dans les divers groupes ; à certains niveaux de l'appareil en direction du bonapartisme corporatiste (les « néo-socialistes » (6), quelques Hollandais et d'autres), et d'un autre côté vers la révolution. La conscience de la social-démocratie est tellement en arrière de sa propre situation objective à l'intérieur de l'Etat bourgeois qu'elle se trouve précipitée dans l'insurrection armée sans avoir eu le temps d'abandonner ses préjugés démocratiques et réformistes.

5. — Dans ces conditions, rien ne serait plus dangereux ni plus funeste que les formules périmées. Se contenter d'abstractions comme « réformisme », « II^e Internationale » — c'est ignorer ou gommer la différence entre une social-démocratie qui constitue le pouvoir de la bourgeoisie, et une social-démocratie qui participe à une révolution contre la bourgeoisie. Entre ces deux pôles extrêmes se trouvent une série d'étapes transitoires qu'il faut

(4) La direction du parti ouvrier belge, appuyée sur les syndicats, entreprenait une offensive en vue de l'interdiction de l'hebdomadaire de son opposition de gauche *L'Action socialiste* et le principal dirigeant de cette dernière Paul-Henri Spaak avait demandé conseil à Trotsky sur la conduite à tenir.

(5) C'était par exemple le cas en Espagne, où Francisco LARGO CABALLERO (1869-1946), secrétaire général de l'U.G.T. et réformiste conséquent, avait été ministre du travail dans le gouvernement du républicain Azana en 1931. Depuis novembre 1933, il avait marqué une sérieuse évolution à gauche. 11 venait d'être arrêté à la suite de l'insurrection d'octobre.

(6) Les solutions dites pratiques préconisées par certains « néos » portaient la marque de l'influence du corporatisme : des hommes comme Adrien Marquet et Marcel Déat allaient d'ailleurs évoluer dans ce sens.

étudier avec soin, en mesurant l'étendue de l'oscillation et le rythme du développement, afin de placer le levier de la façon la plus efficace pour la formation de partis prolétariens authentiquement révolutionnaires.

6. — Nous le répétons de nouveau : si l'I.C. n'avait pas été écrasée par la bureaucratie soviétique, mais avait poursuivi et développé la politique de ses quatre premiers congrès, elle aurait depuis longtemps assuré la victoire de la révolution dans de nombreux pays d'Europe et d'Asie. D'un autre côté, si l'appareil dégénéré de l'I.C., appuyé sur l'autorité de l'U.R.S.S. ne s'était pas dressé sur la route de l'avant-garde du prolétariat mondial, la L.C.I. aurait pu devenir au cours de la dernière décennie le pivot indépendant du parti révolutionnaire. Dans les deux cas, le prolétariat aurait remporté des victoires au lieu de n'essuyer que défaites et capitulations. En matière de politique pratique, cependant, il nous faut partir non de conditions imaginaires, mais des conditions réelles, celles dans lesquelles se trouve aujourd'hui le mouvement ouvrier mondial et dont nous avons caractérisé ci-dessus les traits fondamentaux.

La L.C.I. est l'unique organisation qui ait une conception générale correcte de la situation mondiale et des tâches qui sont devant le prolétariat mondial. Mais elle ne possède pas les forces suffisantes pour devenir un centre d'attraction pour les masses, lesquelles, placées sous l'épée de Damoclès du fascisme et de la guerre, ont peur de se couper des grandes organisations. La L.C.I. ne peut pas agir en tant que parti indépendant du prolétariat, elle n'est qu'un instrument *pour la création de partis indépendants*. Il faut utiliser cet instrument conformément à la situation de chaque pays.

7. — La psychologie, les idées, les habitudes sont d'ordinaire très en retard sur les développements des rapports objectifs dans la société et la classe ; même dans les organisations révolutionnaires, le mort pèse sur le vif. La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale. Ces conceptions s'expriment de façon chimiquement pure, de la façon la plus achevée dans la secte morte des bordiguistes qui espèrent que l'avant-garde prolétarienne se convaincra elle-même, à la lecture d'une littérature à peine lisible, de la justesse de leurs positions et que tôt ou tard elle se rassemblera à juste titre

autour de leur secte. Ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inéluctablement les travailleurs vers nous. Cette expectative passive, couverte d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masses, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences. Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes que les événements révolutionnaires poussent d'eux-mêmes les masses vers eux en récompense de leurs idées « justes » est la plus cruelle de leurs illusions. Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise du nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création. En d'autres termes, tout en préservant intégralement une intransigeance de principe, il faut se libérer radicalement des résidus sectaires qui nous restent comme héritage de la période purement propagandiste.

8. — Ceux de nos camarades qui ont manifesté au plus haut degré des tendances sectaires arguent que les centristes du S.A.P. et de l'O.S.P. nous ont toujours accusés de sectarisme, et qu'en conséquence nous reconnaissons aujourd'hui la justesse de leurs accusations en même temps que l'injustice de notre critique du D.N.A., de Paul Louis (7), etc. En employant de pareils arguments, ces camarades illustrent une fois de plus à quel point le sectarisme se marie facilement à l'opportunisme. Les dirigeants du S.A.P. et de l'O.S.P. nous accusaient de sectarisme non à cause de nos faiblesses, mais précisément à cause de nos points forts : notre ténacité en théorie, notre hostilité à toute confusion pro-

(7) Paul LEVI, dit Paul Louis (1872-1955) dirigeait le P.U.P. qui constituait avec le D.N.A. l'aile droite des partis représentés à la conférence de Paris d'août 1933. Cf. n. 9, p. 176.

grammaticale, au conciliationnisme sans principes et aux combinaisons stériles. L'opportunisme accuse et accusera toujours les marxistes de « sectarisme », de « talmudisme », de « couper les cheveux en quatre ». Il faut répondre en condamnant très sévèrement l'attitude de certains camarades qui tendent à s'excuser devant les dirigeants du S. A. P., ainsi que leur évidente tendance à réviser notre critique de la direction centrisme en général. Nous libérer des résidus sectaires de la période propagandiste ne signifie pas pour nous renoncer aux critères marxistes, mais, au contraire, apprendre à les transporter sur une arène plus vaste, c'est-à-dire à les marier avec la lutte de secteurs toujours plus larges de la classe ouvrière.

9. — C'est seulement à la lumière des considérations ci-dessus que l'on peut apprécier correctement le tournant radical effectué par notre section française, laquelle, après une ample discussion, est entrée dans la S.F.I.O. (8). L'opposition à ce tournant était inspirée par des considérations de deux sortes. Les premières, celles de Bauer et de ses partisans, considéraient l'entrisme comme un abandon du léninisme, « une capitulation devant le réformisme », « un passage sur les positions de la II^e Internationale ». D'autres craignent — et c'est une crainte en soi bien naturelle — que notre section française ne puisse développer sa position à l'intérieur de la S.F.I.O., qu'elle soit obligée de rentrer son drapeau, et que cela compromette la L.C.I. Le camarade Naville et son groupe ont adopté sur cette question une position éclectique, et vont des arguments des uns à ceux des autres et vice-versa. L'« intransigeance » purement passive des camarades Naville et Lhuillier (9) n'était que le complément de leur politique opportuniste dans la période précédente, quand ils empêchaient un travail systématique à l'intérieur de la S.F.I.O. lui substituant une adaptation à l'extérieur à la politique de sa direction. Finalement, le camarade Bauer, sous le coup de son échec, a commencé à dissimuler sa position purement bordiguiste sectaire derrière l'argument purement opportuniste selon lequel l'entrée de la Ligue dans la S.F.I.O. était « inopportune » (10). La dernière déclaration de

(8) L'entrée des trotskystes français dans la S.F.I.O. avait été annoncée par une déclaration de la conférence nationale de la Ligue communiste, « Pourquoi nous adhérons à la S.F.I.O. ». Elle avait été publiée dans le numéro spécial de *La Vérité* (220) de septembre, en même temps qu'un article de Trotsky signé « Le C.C. » intitulé : « S.F.I.O. et S.F.I.C. : la voie du débouché » (*Le Mouvement communiste en France*, pp. 433-441).

(9) René LHUILLIER (1909-1968), secrétaire du syndicat CGT des ouvriers coiffeurs, était entré au P.C. en 1928, puis avait rejoint l'Opposition de gauche. Il venait de prendre position contre l'entrisme par principe.

(10) L'argument avait été employé par Bauer et ses camarades de la direction I.K.D. à l'étranger dans leur lettre ouverte du 20 septembre (ci-dessous, n. 11).

Bauer, Lehmann et autres (20 septembre 1934) est un amalgame mécanique de sectarisme et d'opportunisme couvert ici et là de la feuille de vigne de considérations « concrètes et réalistes » (11).

10. — Quant aux craintes naturelles et parfaitement légitimes

des autres sections que le tournant de la section française puisse la lier pieds et poings, la réponse à ces craintes, encore incomplète et pas définitive, mais cependant extrêmement importante, a déjà été donnée par les faits. Le plénum relève que la position prise ouvertement par le groupe bolchevik-léniniste à l'intérieur de la S.F.I.O. (Programme d'action, trois numéros de *La Vérité*, brochures sur la milice, travail jeune) n'a rien à voir avec une capitulation, mais représente l'application des méthodes et des principes de la L.C.I. dans sa nouvelle orientation et dans des conditions nouvelles. En particulier, le plénum relève les progrès incontestables de *La Vérité* par rapport à la période précédente. Ce seul fait règle la question de savoir si l'entrée était « opportune » ou « inopportune ». La discussion théorique sur le caractère de la S.F.I.O., son régime, etc., a été vérifiée empiriquement. La situation objective et les conditions internes de la S.F.I.O. à l'étape actuelle sont de nature à donner aux bolcheviks-léninistes une possibilité sérieuse de participer à la vie interne de ce parti et de pousser la propagande pour leurs idées sur la base d'une lutte réelle d'une fraction importante de l'avant-garde prolétarienne.

Tenant compte du fait que la discussion sur le tournant français a mené à de dures luttes fractionnelles entre partisans et adversaires de l'entrée, au cours desquelles des erreurs ont été commises des deux côtés, le plénum, tout en condamnant le fait que la fraction Naville, dans le cours de son travail fractionnel ait pris vers l'extérieur des positions nuisibles à la vie politique de notre organisation (12), rappelle à la Ligue la nécessité d'une vie politique et organique saine et invite tous les membres de la minorité qui apprécient leur lien avec la L.C.L. à rejoindre immédiatement le groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O. sur la base d'une

(11) La déclaration du 20 septembre était signée de Bauer, de Paul KIRCHHOFF, dit EIFFEL (1900-1972), Artur GOLDSTEIN dit STAHL (1900-1942), Samuel HUNDERT, dit STOI OU LEHMANN (1902-1941), c'est-à-dire quatre sur sept des membres de la direction I.K.D. en exil. Elle était adressée « aux lecteurs d'*Unser Wort* » et à « tous les membres et amis de la L.C.I. » Elle qualifiait la nouvelle orientation de « capitulation idéologique complète devant la II^e Internationale », « liquidationnisme », « un aspect du grand mouvement de liquidation qui s'est emparé de tout le mouvement communiste ».

(12) Rappelons que le groupe Naville-Blasco avait adressé à la presse un communiqué public et que le C.C. avait riposté par l'exclusion de Naville et une dénonciation très violente dans *La Vérité* du 5 octobre.

discipline commune (13). En conséquence, tout membre de la minorité qui se permet des insinuations sur notre section française avec l'objectif de la compromettre aux yeux des ouvriers socialistes, se place de ce seul fait en dehors des rangs de la L.C.I. Le plénum mandate le S.I. pour qu'il fournisse régulièrement aux sections des matériaux illustrant le travail de la section française dans la nouvelle situation, afin que la L.C.I. dans son ensemble puisse utiliser les expériences ainsi réalisées.

(13) Cette phrase signifie que le plénum était revenu sur l'exclusion de Naville et avait au moins implicitement condamné l'initiative qui avait conduit à son exclusion et qu'il entendait continuer à essayer de surmonter la scission. Il confia d'ailleurs à Cannon la mission de s'entretenir en son nom avec les différents groupes minoritaires, ce qu'il fit avec un succès inégal.

[L'UKRAINE ET LA RÉVOLUTION MONDIALE]

(1)

(20 octobre 1934)

Chers Amis (2)

C'est avec un grand intérêt et une chaleureuse sympathie que je suis vos efforts pour répandre les idées et les méthodes du marxisme non falsifié — le léninisme — parmi les prolétaires ukrainiens du Canada.

La théorie et la pratique du « socialisme dans un seul pays » contredisent avec une netteté particulière les intérêts du prolétariat ukrainien. Le principal facteur qui retarde le développement du peuple ukrainien hautement talentueux est son démembrement national (3) qui a été et qui est toujours accompagné d'une cruelle oppression nationale dans les pays capitalistes. La révolution d'Octobre a incontestablement donné un grand élan au développement de la culture ukrainienne. Cependant, tandis que les masses ouvrières de toute l'Union soviétique souffrent de beaucoup de pertes dans leur développement sous l'actuelle bureaucratie soviétique, les ouvriers et les paysans d'Ukraine souffrent en plus des conséquences de leur démembrement national. Quelle magnifique réalisation ce serait si le peuple ukrainien tout entier pouvait être réuni dans une Ukraine soviétique ! Quel développement profond serait alors en perspective pour la culture ukrainienne !

(1) *Robitnichi Visti* de Toronto, 1^{er} décembre 1934. Retraduit de l'anglais d'après les *Writings* 1934-35. Titre primitif : « Aux camarades ukrainiens du Canada ».

(2) *Robitnichi Visti* (Informations ouvrières) était un périodique en langue ukrainienne publié à Toronto par les bolcheviks-léninistes du Canada. On sait que le mouvement communiste au Canada avait en partie pris racine dans les émigrés d'origine ukrainienne et ce trait se retrouvait dans l'Opposition de gauche.

(3) L'Ukraine proprement dite avait été de fait partagée après la première guerre mondiale entre l'Union soviétique, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

Seule la révolution européenne et internationale, à commencer par la Pologne, peut apporter au peuple ukrainien son unification nationale totale et sa libération.

Les ouvriers avancés ukrainiens ont moins de raison que les autres ouvriers d'être satisfaits de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Cette théorie conservatrice ne leur ouvre même pas la perspective de leur libération nationale qui est pourtant une précondition élémentaire d'une société socialiste. C'est pourquoi je suis avec un grand plaisir vos efforts pour expliquer aux ouvriers que leur destin, comme celui de tout le peuple travailleur d'Ukraine, est intimement et indissolublement lié non seulement à celui de l'Union soviétique, mais aussi à celui de la révolution prolétarienne internationale.

Je regrette infiniment de n'être pas capable de vous écrire cette lettre en ukrainien. Bien que j'aie connu la langue ukrainienne dès mon enfance et bien que j'aie été inspiré par les lignes du grand Chevtchenko (4) dont j'apprenais les poèmes par cœur, et bien que je sois capable de suivre votre journal, mon propre vocabulaire ukrainien est un peu trop mince pour me permettre de m'exprimer par écrit directement en ukrainien. Mais j'espère que ces lignes vous parviendront dans une bonne traduction en ukrainien.

(4) Trotsky était né en Ukraine et y avait passé son enfance. Taras CHEVTCHENKO (1814-1861) est un écrivain et poète ukrainien dont les œuvres ont fait le père de la littérature nationale ukrainienne contemporaine.

[IL FAUT ENTRER DANS LES J.G.S.] (1)

(1^{er} novembre 1934)

Chers Camarades,

Je viens de prendre connaissance des procès-verbaux de la conférence du Schutzbund viennois (2) avec Otto Bauer et Julius Deutsch (3) en juin 1934. Ce document est plein d'enseignements. Non seulement il donne un tableau authentique de ce que fut l'austro-marxisme, mais il indique aussi les gains inattendus et inespérés des staliniens autrichiens (4). En se détournant de la social-démocratie, les ouvriers les plus combatifs cherchent un appui dans l'I.C. Les procès-verbaux démontrent que les événements ont sérieusement vacciné l'élite ouvrière contre le réformisme, mais qu'ils l'ont laissée à peu près sans défense contre le stalinisme. Cela signifie que les meilleurs éléments du prolétariat doivent encore passer par une expérience assez douloureuse avant de trouver leur voie. Ces procès-verbaux, relativement complets et exacts, ne mentionnent aucun des différents groupes de l'« Oppo-

(1) V 123. *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, janvier 1935. Lettre au S.I. et à la direction de la section belge, signée « C ».

(2) Le Schutzbund — « corps de défense républicaine » —, milice ouvrière créée au lendemain de la guerre et entièrement contrôlée par le parti social-démocrate autrichien, avait été battu militairement et rejeté dans l'illégalité en février. La conférence en question s'est tenue en émigration, en Tchécoslovaquie.

(3) Sur Otto Bauer, cf. n. 15, p. 61. Julius DEUTSCH (1884-1968), typographe, avait dirigé à partir de 1903 les jeunesses socialistes en Autriche. Officier pendant la guerre, il avait joué un rôle important dans les conseils de soldats en 1918 et 1919, puis pris la direction du Schutzbund, jusqu'aux derniers combats.

(4) Au lendemain de la défaite de février 1934, qui constituait à leurs yeux l'aboutissement d'une politique d'années de capitulation du parti social-démocrate, une fraction importante des militants de ce parti et notamment de son « opposition de gauche » se tourna vers le P.C. : parmi eux, le vétéran syndicaliste Alexandre TAUBLER (1872-1944), un enseignant, et le docteur Walter FISCHER (né en 1901), qui était un des responsables du Schutzbund de Vienne. Pour les militants des jeunesses, voir n. 9.

sition de gauche ». C'est en Autriche que le sectarisme, le mieux incarné par Landau et Frey (5), a battu son plein. Résultat ? la crise la plus formidable est passée par-dessus la tête de ces groupes, bien que les sympathies pour nos idées aient été toujours importantes à Vienne. C'est une leçon douloureuse, certes, mais d'un grand prix. Il faut maintenant le dire franchement : depuis le début de la crise dans le parti autrichien, c'était le devoir suprême de nos amis d'entrer dans le parti austro-marxiste, pour y préparer un courant révolutionnaire. On ne peut pas affirmer que les événements, à cette condition, auraient pris un tour différent. Mais il est absolument certain que, quelle qu'eût été la marche des événements, notre tendance en serait sortie dix fois, cent fois plus forte qu'elle ne l'est maintenant. On peut nous objecter qu'il y a un an et demi l'entrée dans un parti social-démocrate aurait été psychologiquement impossible, parce que l'évolution des partis réformiste et stalinien n'était alors pas suffisamment avancée pour nous imposer notre nouvelle orientation. Et cette objection serait juste. Mais il ne s'agit pas dans cette lettre de chercher l'explication ou la justification de l'insuffisance de telle ou telle section à tel ou tel moment, mais de trouver et d'expliquer les tendances fondamentales qui se font jour dans le mouvement ouvrier, depuis la défaite d'Allemagne en particulier, et qui nous imposent un tournant bien plus audacieux vers les masses. Sans cela, les couches fraîches du prolétariat seront poussées presque mécaniquement

(5) L'Opposition de gauche en Autriche avait toujours été profondément marquée par sa division entre organisations et personnalités rivales. Josef FREY (1882-1957), ancien dirigeant des étudiants social-démocrates, commandant de la Garde rouge de Vienne en 1918, puis président de l'exécutif des conseils de soldats, animateur de la gauche social-démocrate, avait rejoint le P.C. autrichien en 1921, et avait été l'un de ses principaux dirigeants (et servi également comme officier de renseignements de l'Armée rouge dans d'autres pays d'Occident). Il avait été exclu pour « trotskysme » en 1927, mais s'était d'abord refusé à rejoindre l'Opposition internationale. Il y avait finalement adhéré, puis l'avait quittée en 1931 pour protester contre les méthodes employées dans le processus d'« unification ». Il éditait *Arbeiterstimme*, et c'était pour lui que Jan Frankel avait forgé le terme péjoratif d'« austro-oppositionniste ». Kurt LANDAU (1903-1937), d'abord journaliste à *Die Rote Fahne* de Vienne, avait été membre du noyau de l'Opposition fondé par Frey, puis avait rompu quelques mois après, appuyé sur le groupe d'Opposition de Graz, et fondé un groupe rival qui éditait *Der Neue Mahnruf*. A l'initiative de la section allemande, un troisième groupe avait été formé en 1932 par l'allemand POLZER, dit KROGER ou KRÜGERSEN. Aucun des trois n'avait été reconnu officiellement par la pré conférence de février 1933 de l'Opposition de gauche internationale, mais le S.I. avait ultérieurement reconnu le troisième, formé de militants qui avaient quitté les deux autres. Il faut ajouter qu'un rôle très négatif avait été joué dans les affaires de l'Opposition autrichienne par un homme agissant sans doute au compte du G.P.U. Jacob FRANK, dit Max GRAF, qui avait été pendant quelques mois secrétaire de Trotsky à Prinkipo, puis avait rejoint le P.C. A plusieurs reprises, dans ses écrits antérieurs, Trotsky avait relevé le caractère nuisible de l'existence en Autriche de sectes rivales se réclamant de l'Opposition de gauche.

ment vers les staliniens, et toute une période nouvelle sera perdue pour la cause de la révolution.

L'expérience récente et bien courte encore de notre section française permet déjà de nous donner une confirmation positive des leçons négatives de l'expérience autrichienne. Il saute aux yeux que la section française a fait un grand pas en avant, lequel peut avoir des conséquences vraiment salutaires... à la condition toutefois que le groupe bolchevik-léniniste sache se débarrasser de son étroitesse propagandiste, et, sans rien perdre de la netteté de ses idées et de ses mots d'ordre, sache s'adapter au milieu des masses pour fondre notre programme avec leur expérience et leur lutte. On peut maintenant dire avec une assurance quasi absolue que, si nous avons été capables d'effectuer l'adhésion à la S.F.I.O. au lendemain du départ des néos, avant la réalisation du front unique en tout cas, nous pourrions maintenant nous réclamer de succès considérables. Je ne dis pas cela pour récriminer à propos du passé, mais pour que nous apprenions — et tous, sans aucune exception, nous en avons besoin — à nous orienter dans les cadres nationaux, plus rapidement et plus courageusement.

Je n'ai pas encore reçu de documents concernant les récents événements d'Espagne en général, ni le rôle joué par notre section. Mais la marche générale des événements suffit pour tirer la conclusion que nos camarades espagnols auraient dû adhérer au parti socialiste dès le début de la différenciation interne qui avait commencé à le préparer à la lutte armée (6). Notre situation serait aujourd'hui beaucoup plus favorable dans le prolétariat espagnol.

Un de nos amis belges, qui joue un rôle dans le mouvement des jeunes, m'a envoyé des documents qui décrivent les relations entre les J.G.S., les staliniens et nous, et un peu la vie intérieure des J.G.S. (7). La conclusion que je tire de ces documents, c'est que nos jeunes camarades devraient *immédiatement* adhérer aux J.G.S. Peut-être vais-je me heurter, avec cette affirmation, à de vives objections de quelques dizaines de camarades belges. Mais

(6) Trotsky avait proposé aux militants espagnols l'entrée dans les J.S. et le parti socialiste dans une lettre que nous n'avons pu retrouver, sans doute en août ou septembre 1934, peu avant l'insurrection des Asturies. La Izquierda comunista avait catégoriquement rejeté cette proposition. C'est dès la fin de 1933 que s'était dessinée, après la victoire électorale de la droite aux élections de novembre, la différenciation politique et la cristallisation d'une aile gauche dans le P.S. espagnol. Notons que Trotsky ne fait ici aucune allusion à sa critique antérieure du comportement de la section espagnole dans le conflit catalan (cf. pp. 182-186).

(7) Les Jeunes Gardes socialistes (J.G.S.) comptaient environ 6 000 membres en 1931. Elles avaient atteint un effectif de 13 000 en 1932 et avaient dépassé les 25 000 en 1933.

j'ai le ferme espoir que l'expérience française sera assez convaincante pour ceux de nos amis qui sont enclins à souligner plus les dangers que les avantages de la nouvelle orientation. En tout cas, la question me paraît urgente, brûlante même, et je la pose devant la direction internationale comme devant la direction nationale.

Le front unique des trois organisations de jeunes en Belgique (8) a été naturellement un acquis de principe important. Déjà, le fait que la question du prétendu « trotskysme » soit posée devant les jeunes socialistes belges constitue en soi un pas en avant. Mais je ne crois pas que ce front unique triangulaire puisse durer, et, même s'il durait, qu'il puisse nous valoir de nouveaux gains importants. Nous sommes forts en tant que tendance révolutionnaire, faibles en tant qu'organisation. Or le front unique devient, dans les mains, non seulement de nos adversaires, mais aussi de nos alliés bienveillants, un instrument pour paralyser le développement de notre entreprise idéologique par les statuts même du front unique. Les interventions de nos camarades, lors des pourparlers entre les trois organisations, démontrent leur ferme volonté de faire mieux et obtenir plus. Mais on voit aussi à quel point ils sont gênés, pour ne pas dire enchaînés, par la diplomatie du front unique. La disproportion entre nos forces et celles des socialistes impose fatalement à nos représentants une attitude très modeste qui correspond au rapport de forces numériques, mais nullement au rôle idéologique que nous pouvons et que nous devons jouer dans la jeunesse ouvrière.

Le front unique, tel qu'il se présente maintenant en France et ailleurs, est empoisonné par l'hypocrisie diplomatique qui est un moyen d'autodéfense des deux bureaucraties. En nous situant sur le plan du front unique, nous sommes, en tant qu'organisation faible, condamnés à la longue à jouer le rôle de parents pauvres, qui ne doivent pas trop élever la voix pour ne pas gêner le maître de maison. C'est ainsi que notre indépendance organisationnelle se retourne contre notre indépendance politique et idéologique. Nous avons vu le même phénomène en France, après les événements du 6 février, et surtout après la réalisation du front unique.

(8) En août 1934, les J.G.S., les jeunesses communistes et les jeunesses léninistes de Belgique avaient signé un pacte d'unité d'action dont l'une des clauses réclamait « le droit d'asile dans les pays capitalistes pour toutes les victimes de la réaction capitaliste mondiale », y compris Trotsky. Mais les J.C. devaient s'en retirer peu après, sur injonction de Moscou, en dépit d'une forte opposition dans leurs propres rangs notamment à Char 1erol. Il semble que c'est à la suite de cet incident que Marc WILLEMS (1906-1968), secrétaire de la J.C. belge et membre du B.P. du parti fut convoqué en U.R.S.S. et retenu jusqu'à son arrestation en 1937 (il resta en prison jusqu'en 1947).

La Vérité est aujourd'hui beaucoup plus indépendante, dans sa critique, qu'elle ne l'était avant notre adhésion à la S.F.I.O. Ce n'est pas par hasard. La critique, bannie du domaine des rapports entre organisations, ne peut trouver place qu'à l'intérieur des organisations, non pas toujours et partout, mais en tout cas dans la S.F.I.O. et, autant que je puisse en juger, dans les J.G.S. Dans ce cas, l'indépendance organisationnelle doit faire place à l'indépendance politique. A l'intérieur des J.G.S., nos camarades belges feraient un travail incomparablement plus systématique et plus fécond que du dehors. Je me suis définitivement convaincu de la nécessité de l'entrée quand j'ai appris que les jeunes J.G.S., avec qui nos camarades sont en relation, insistaient pour que nous venions les rejoindre dans leur organisation.

Ajourner la décision serait une grande faute. La crise dans le parti ouvrier belge, et surtout la crise entre les jeunes et la direction du parti, peut s'exacerber brusquement et conduire à la scission. Dans ce cas, les J.G.S. chercheraient inévitablement l'appui des staliniens, à la manière de la gauche autrichienne (9). Cela signifierait une série d'expériences démoralisantes de la bureaucratie, d'« épuration » à rebours, c'est-à-dire de sélection des suivistes dociles et des arrivistes, l'explosion des caractères indépendants et combattifs. Pour ne pas périr, les J.G.S ont besoin d'une vaccination antistalinienne. Il n'y a que nos camarades pour le leur faire. Mais, pour pouvoir réaliser cette salutaire besogne, nos camarades doivent être absolument libérés de la gêne qu'imposent les statuts du front unique. Il faut aller vers les J.G.S., partager leur expérience, leur inculquer nos idées et nos méthodes, sur la base de cette expérience.

Je n'ai pas encore de documents concernant le dernier congrès du P.O.B. La question de l'attitude de la gauche — Action socialiste y compris (10) — a une extrême importance dans le

(9) Les principaux dirigeants des jeunesses socialistes autrichiennes étaient en effet en train de passer au stalinisme. On peut citer le dirigeant du Front des jeunes de Graz, Otto FISCHER (né en 1902), et surtout un intellectuel doué, Ernst FISCHER (né en 1899), qui allait être appelé à d'importantes fonctions dans la presse de l'I.C. à Moscou sous le pseudonyme de Peter WIEDEN.

(10) La gauche du P.O.B. — soumise à forte pression par l'appareil dirigé par Vandervelde — avait commencé à se regrouper derrière l'hebdomadaire *L'Action socialiste*. Elle rassemblait des éléments assez hétérogènes, y compris, à Bruxelles, un groupe ouvertement pro-stalinien. Son principal porte-parole était l'avocat et député Paul-Henri SPAAK (1899-1972) qui avait rencontré Trotsky à Paris au début de l'année 1934 pour lui « demander conseil » et lui avait produit une très mauvaise impression rapportée dans le *Journal d'Exil*. Spaak allait consulter — ou avait consulté — Trotsky sur l'attitude à prendre face à la menace que la direction du P.O.B. faisait peser sur *L'Action socialiste*.

développement de l'avant-garde prolétarienne en Belgique. Mais il me semble que l'adhésion aux J.G.S. est également nécessaire dans le cas de l'exacerbation de la lutte dans le parti comme dans le cas de son atténuation temporaire. J'attends avec la plus grande impatience l'avis de nos camarades belges.

P.-S. : La S.F.I.O. est dans une certaine mesure une organisation petite-bourgeoise, non seulement à cause de sa tendance dirigeante, mais aussi du fait de sa composition sociale : professions libérales, fonctionnaires municipaux, aristocratie ouvrière, instituteurs, fonctionnaires, etc. Ce fait diminue naturellement les possibilités créées par l'entrée. Le P.O.B. au contraire englobe la classe ouvrière, et la composition sociale des J.G.S. est ouvrière dans son écrasante majorité. Cela signifie que l'adhésion aux J.G.S. ouvrirait des possibilités autrement favorables (11).

(11) La proposition de Trotsky de faire entrer les jeunesses léninistes dans les J.G.S. signifiait évidemment à terme une orientation vers l'entrée des militants adultes au sein du P.O.B. Elle ne pouvait que précipiter la crise dans la section belge, puisque Georges Vereeken n'avait accepté le « tournant français » que sous la condition qu'il ne soit valable que pour la France.

OBJECTIONS ET REPONSES : LA MILICE DU PEUPLE *

(2 novembre 1934)

♦ Cet article a été publié dans le recueil : LÉON TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France, op. cit.*, pp. 476 à 483.

[UN VOYAGE UTILE] (1)

(3 novembre 1934)

Cher Camarade Cannon (2),

Je regrette de ne pas pouvoir vous écrire en anglais. J'attends avec la plus grande impatience votre communication sur la mission importante qui vous a été confiée par le S.I. (3). J'espère bien que vous avez réussi à arranger l'affaire. Les résultats justifieraient deux ou trois fois votre voyage en Europe.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Cannon, dictée en français à van Heijenoort, faute de secrétaire anglophone.

(2) James Patrick CANNON (1890-1974), ancien des I.W.W., avait été l'un des fondateurs et dirigeants du P.C. aux Etats-Unis. Leader de la « fraction Foster-Cannon » dans les années vingt, il s'était rallié aux idées de l'Opposition de gauche en 1928, au cours du 6^e congrès de l'I.C. où il avait lu la « Critique du projet de programme » de Trotsky. Dès son retour, il avait organisé l'Opposition de gauche aux Etats-Unis et en était, depuis, le principal dirigeant. L'importance de la crise ouverte par le « tournant français » avait justifié son voyage en Europe pour participer au plénum élargi. Il avait rendu visite à Trotsky à Domène, et s'était employé, d'accord avec lui, à essayer de surmonter les conséquences de la crise et éviter la scission définitive avec Naville, Blasco et Bauer.

(3) Cannon, conformément à la mission que lui avait confiée le plénum, avait rencontré à plusieurs reprises les représentants des groupes Blasco-Naville, Lhuillier et Bauer. Il avait adressé son rapport au S.I. le 31 octobre (*Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 3, novembre 1934). Il avait conclu que les divergences avec Naville-Blasco ne relevaient ni des principes, ni même de désaccords sur la tactique « entriste », mais du régime interne et des vieux conflits fractionnels à l'intérieur de la Ligue. Le groupe (devenu C.C.I.) désirait pour le moment conserver son indépendance, mais avec la perspective de la réunification. La situation était plus grave avec Bauer, opposé par principe à l'entrisme dans la social-démocratie, et qui commençait à remettre en question le passé, disant que la L.C.I. avait été « sectaire » avec le S.A.P. et aurait dû rejoindre le bureau de Londres. Il avait cependant accepté de ne pas claquer, lui non plus, les portes, et de remettre son projet de rejoindre le S.A.P. jusqu'à la tenue d'une conférence nationale de l'I.K.D. Mais il exigeait d'être réintégré, avec la majorité du comité à l'étranger. Les positions de Lhuillier étaient sensiblement identiques.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

J'attendrai une lettre de vous de New York concernant la fusion avec l'A.W.P. et les autres questions à l'ordre du jour (4).

J'espère que vous prendrez avec vous le manuscrit de la brochure de *La Vérité*, avec lequel je suis tout à fait d'accord (5). Sa publication pourrait être utile, à mon avis.

Fraternally y ours (6).

(4) Depuis le début de l'année 1934, des pourparlers de fusion étaient en train entre la Communist League of America, section américaine de la L.C.I. et l'American Workers Party, constitué autour de l'ancien pasteur A.J. Muste et des militants syndicaux qu'il avait regroupés : les deux groupes s'étaient encore rapprochés pendant l'été 1934 où l'un et l'autre avaient dirigé aux Etats-Unis de grandes grèves qui marquaient le réveil du prolétariat américain (grèves de Minneapolis, dirigée par les militants de la C.L.A., de Toledo par ceux de l'A.W.P.).

(5) 11 s'agit d'*Où va la France 1*, qui, rappelons-le, avait été rédigé à Domine par Trotsky, ce qu'il s'efforçait de dissimuler, y compris dans son *Journal d'Exil*, du fait de la précarité de son séjour d'expulsé.

(6) En anglais dans le texte.

[COMMENT REpondre AU BUREAU DE LONDRES] (1)

(19 novembre 1934)

Chers Amis,

Je ne crois pas qu'il serait raisonnable de participer à la conférence du bureau de Londres-Amsterdam (2). Ils sont dans l'impasse, du fait de leur hétérogénéité. Ils ne peuvent que répéter une fois encore des phrases creuses de leurs résolutions précédentes. Le vide de leur conférence doit maintenant apparaître inévitablement. Mais, si nous y participons, ils se dresseront tous contre nous pour démasquer notre « sectarisme », pour nous donner des leçons de politique réaliste, etc., et cette diversion donnera à leur conférence un simulacre de contenu : ils rentreront chez eux satisfaits et plus conservateurs que jamais.

Je propose de répondre à peu près comme suit :

« Chers Camarades,

Vous proposez deux tâches pour votre conférence de novembre : 1) assurer l'homogénéité de l'attitude des diverses organisations indépendantes vis-à-vis du courant pour l'unité du prolétariat, 2) s'appuyer mutuellement pour la participation au front unique.

(1) *Bulletin intérieur*, du G.B.L., n° 3, novembre 1934. Lettre signée Vidal. Le même bulletin comporte : 1) la lettre du bureau de Londres-Amsterdam (L.A.G.) invitant la L.C.I. à sa prochaine conférence, 2) une lettre du S.I. expliquant qu'une partie de ses membres, en fonction de l'entrée dans les partis socialistes français et belge, sont en faveur de la participation à cette conférence, et demandant aux membres du plénum international de se prononcer, 3) une lettre de Molinier se prononçant pour la participation à la conférence, et 4) la lettre de « Vidal », c'est-à-dire Trotsky répondant à cette démarche.

(2) Le bureau dit « de Londres » était devenu celui dit « d'Amsterdam », avec la désignation de P. J. Schmidt pour son secrétariat. Il devait redevenir quelques mois plus tard « bureau de Londres » et... le rester.

Pour notre part, nous croyons qu'il est absolument impossible d'assurer une homogénéité d'attitude en l'absence d'une base de principes communs, ou plus exactement d'une base de principes tout court. Le trait essentiel de votre groupement international est d'éviter la discussion sur les questions dont dépendent la lutte et le destin du prolétariat. Vos conférences ont pris pour règle de s'en tenir aux généralités dont l'objectif est de couvrir l'absence de principes et de méthodes révolutionnaires. Ainsi, malgré la participation dans vos rangs d'un parti important comme le D.N.A., vous n'avez jamais fixé votre attitude — « homogène » ou divergente — à l'égard de la politique néfaste de la direction de ce parti, et cette question est cent fois plus importante que celle de l'attitude homogène vis-à-vis du courant pour l'unité. Pour vous dire toute notre pensée, vous remplacez la politique révolutionnaire par la diplomatie des sommets. Toutes nos tentatives précédentes de provoquer de votre part ou de la part des différentes organisations qui composent votre bureau une réaction nette aux principes fondamentaux ont échoué (notre déclaration lors de votre conférence de Paris (3), la déclaration des quatre en faveur de la IV^e Internationale (4), nos thèses sur la guerre, notre proposition d'élaborer en commun le programme de la IV^e Internationale, c'est-à-dire les principes fondamentaux qui doivent diriger la lutte de l'avant-garde prolétarienne à notre époque). *Jamais vous ne vous êtes prononcés sur le fond ; vous vous esquiviez toujours par des procédures de forme.* L'ordre du jour que vous proposez est la continuation de cette même politique inconsistante.

Du moment que vous aurez décidé de porter à l'ordre du jour de votre conférence la discussion sur la déclaration des quatre, ou sur nos thèses sur la guerre, ou sur d'autres documents analogues, et surtout la question norvégienne, à savoir quelle devrait être la juste politique prolétarienne en Nor-

res 2, juillet-octobre 1933, pp. 79-89.

res 2, juillet-octobre 1933, pp. 130-135.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

vège, pour sauver ce pays, et avec lui la Scandinavie, et indirectement l'Europe tout entière du fascisme — à ce moment-là, vous pourrez compter sur notre participation active à vos travaux.

Avec le salut bolchevik-léniniste, etc. »

[POUR L'ENTREE DANS LES J.G.S. EN BELGIQUE] (1)

(19 novembre 1934)

Chers Camarades,

Je viens de lire deux documents : le discours non prononcé de W. Dauge (2) (avant le congrès du P.O.B.) et le compte rendu des J.G.S. pour le congrès national de 1934. Cette lecture a été pour moi une révélation et une grande satisfaction morale. Je félicite chaleureusement le camarade Dauge de son discours comme aussi de ses contributions au rapport des J.G.S. Il y a quelques questions secondaires dans lesquelles je ne puis me solidariser avec les documents en question. Par exemple, il n'y a pour nous aucune nécessité de créer une « mystique » autour du Plan (3). Le prolétariat n'a pas besoin d'une mystique, mais d'une conscience nette et d'une volonté ferme. Nous pouvons céder gratuitement toute mystique à De Man comme sa propriété indiscutable. D'ailleurs, il ne s'agit dans ce cas, j'en suis certain, que d'une expression malheureuse. Je ne soupçonne nullement le camarade Dauge d'être idéaliste ou mystique. Plus importante est une nuance d'idéalisation du Plan et de son auteur. Dans le rapport, on va jusqu'à défendre la formule consciemment ambiguë et politiquement

(1) *La Voix communiste*, 9 décembre 1934. Lettre aux dirigeants de la section belge, signée Vidal.

(2) Walter DAUGE (1907-1944), fils d'ouvrier du Borinage, avait interrompu ses études à l'université et était devenu secrétaire fédéral des J.G.S. du Borinage, membre de l'exécutif national et l'un des porte-drapeau de la gauche belge. Il avait été en contact avec les jeunesses léninistes pendant la période de l'unité d'action des organisations de jeunesse et était resté en contact étroit avec leurs représentants. Speaker au « journal parlé » de l'institut national de radiodiffusion, il avait été révoqué à la suite d'un discours antimilitariste prononcé dans un meeting des J.G.S. qui lui avait également valu d'être condamné à six mois de prison. Grand orateur, il exerçait sur la jeunesse ouvrière et nombre de travailleurs borains une énorme influence. Les dirigeants de la section belge, notamment Georges Fux (né en 1911), un ancien des J.C., et Lesoil, pensaient pouvoir le gagner.

(3) Le Congrès du P.O.B. de décembre 1933 avait adopté le « Plan du Travail » élaboré par De Man (cf. n. 15 p. 61), un programme pour sortir de la crise. Les J.G.S. se proposaient de développer une « mystique » du plan.

néfaste de De Man sur la « solidarité nationale ». Je trouve aussi qu'on emploie trop sommairement l'expression « fascisme », « fascistes », etc., sans distinguer entre le bonapartisme et le fascisme, et cette distinction est extrêmement importante dans la situation actuelle en Belgique. Ces réserves faites, je déclare d'autant plus volontiers que le discours est excellent et que l'esprit qui pénètre le rapport des J.G.S. est un esprit révolutionnaire réconfortant et rafraîchissant.

Le Plan De Man est une équivoque, mais les J.G.S. posent le problème d'une manière vraiment révolutionnaire. Les bolcheviks-léninistes doivent prendre la part la plus active et la plus décisive dans la campagne des J.G.S. pour le Plan, sans partager les illusions de certains camarades, même dirigeants, des J.G.S. sur le Plan. Mais la critique du Plan ne sera progressive que dans le cas où nos camarades se situeront sur la base de la campagne pour le Plan, c'est-à-dire pour la conquête du pouvoir, seule possibilité de réaliser le plan en le transformant.

Le fait qu'il soit possible d'appartenir aux J.G.S. et de prononcer des discours comme celui de Dauge démontre que nos amis doivent immédiatement adhérer aux J.G.S. (4). Je dois vous avouer, chers camarades, qu'en lisant ces deux documents je me suis refusé à comprendre comment des marxistes, des bolcheviks, peuvent hésiter un instant sur la question de l'entrée. Cela démontre un haut degré de pétrification politique (5). L'intransigeance doctrinale du bolchevisme est un trait essentiel du bolchevisme, mais elle ne constitue que 10 % de son contenu historique ; à 90 <70, c'est l'application de ces principes au mouvement réel, c'est la participation aux organisations de masse et surtout de jeunes, qui ne demandent que notre aide. Plus encore, je me permets de conseiller à nos jeunes camarades bolcheviks-léninistes d'adhérer aux J.G.S. non seulement pour les éclairer et les éduquer, mais encore pour s'éclairer et s'éduquer eux-mêmes. Le rapport des

(4) Alors que la section belge s'était initialement prononcée dans sa majorité contre l'« entrisme », même si elle n'avait pas suivi Vereeken dans son attitude, un courant grandissait au sein de la direction pour l'entrée des jeunes léninistes dans les J.G.S. Son animateur était Léon LESOIL (1892-1942). Fils d'ouvrier, lui-même géomètre dans les mines, militaire en Russie pendant la guerre, Lesoil y avait été gagné au bolchevisme. Membre du C.C. du P.C. de Belgique, il en avait été exclu, avec la majorité de ses membres en 1928. Il dirigeait depuis la fédération de Charleroi et avait inspiré la rupture avec Hennaut en 1930. Il avait été également l'un des dirigeants de la grève des mineurs du Borinage en 1932.

(5) L'attaque est dirigée contre Georges Vereeken (cf. n. 2, p. 218) qui, avec le groupe de Bruxelles, était à la tête de l'opposition à toute forme d'« entrisme » en Belgique.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

J.G.S. et surtout les contributions de Godefroid (6) et de Dauge me démontrent que nos amis ont beaucoup à apprendre dans ce milieu excellent. On a trop perdu de temps. Il n'y a plus une minute à perdre (7).

P.-S.: La S.F.I.O. est dans une certaine partie une organisation petite-bourgeoise non seulement par sa composition sociale : professions libérales, fonctionnaires municipaux, aristocratie ouvrière, instituteurs, fonctionnaires, etc. (8), ce fait diminue naturellement les possibilités créées par l'entrée. Le P.O.B. englobe la classe ouvrière et la composition sociale des J.G.S. est ouvrière dans son écrasante majorité. Cela signifie que l'adhésion aux J.G.S. ouvrirait des possibilités autrement favorables.

(6) Fernand GODEFROID (né en 1909), fils d'ouvrier, employé, était entré dans les J.G.S. en 1927 et en était devenu le secrétaire général en 1930. C'est sous sa direction qu'elles avaient connu le grand développement mentionné ci-dessus. Fernand Godefroid appartenait également à l'aile gauche du P.O.B.

(7) Le 20 septembre, avant réception de cette lettre, la fédération de Charleroi, sur proposition de Lesoil, se prononçait pour l'entrée des jeunes que confirmait le 9 décembre l'assemblée générale de la section belge contre l'opposition de Vereeken.

(8) Vereeken allait voir dans cette phrase un désaveu par Trotsky lui-même des propres arguments qu'il avait employés pour faire décider l'entrisme dans la S.F.I.O. quelques mois auparavant.

SUR LA QUESTION RUSSE (1)

(19 novembre 1934)

On nous communique de divers côtés qu'il y a parmi nos copains à Paris une tendance à nier le caractère prolétarien de l'U.R.S.S., à exiger pour l'U.R.S.S. la démocratie tout court avec la législation des mencheviks, etc. Je vous prie de communiquer officiellement là-dessus notre opinion au C.C. Nous apprécions cette tendance *comme une trahison* qu'il faut combattre implacablement. On ne change pas son attitude sur une question de telle envergure en passant ; nous avons des thèses officielles qui proclament l'incompatibilité de la négation du caractère prolétarien de l'U.R.S.S. et l'appartenance aux bolcheviks-léninistes. Nous avons une brochure officielle (2) sur cette question décisive. Si quelques camarades ont des doutes sur la justesse de notre doctrine officielle, ils sont tenus de présenter des contre-thèses pour la discussion, c'est-à-dire pour la révision formelle des principes les plus importants de notre politique internationale. Une discussion internationale ouverte, même une éventuelle scission, seraient dix fois mieux que la moindre équivoque.

Les mencheviks sont les représentants de la restauration bourgeoise et nous, nous sommes pour la défense de l'Etat ouvrier par tous les moyens. Celui qui aurait proposé de ne pas soutenir par tous les moyens la grève des mineurs anglais de 1926 ou les grandes grèves récentes aux Etats-Unis (3) parce que les chefs de ces grèves sont pour la plupart des canailles serait un traître envers les ouvriers anglais et américains. Absolument la même chose envers l'U.R.S.S.

(1) *Bulletin intérieur du G.B.L.*, n° 3, novembre 1934. En français.

(2) *La Guerre et la IV^e Internationale*, cf. pp. 54-55.

(3) Il s'agit des grèves de Toledo, Minneapolis et San Francisco (cf. n. 4, p. 243).

Je répète : pas de compromissions sur cette question ! Toutes les cartes sur la table ! Il faut exterminer l'esprit de bohème qui envenime certains éléments de notre organisation et les pousse à changer d'opinion sur les questions fondamentales en fonction de leur humeur. Non, pas de compromis et pas d'équivoque dans cette question !

QUELQUES REMARQUES PRÉALABLES SUR NOTRE ORIENTATION GÉNÉRALE ⁽¹⁾

(novembre 1934)

Personne parmi nous ne doute de la justesse de notre orientation générale. On se demande seulement si le rythme des événements nous donne raison. A cela, nous répondons :

a) Les pronostics politiques ne peuvent jamais prétendre fixer le *rythme* des événements.

b) Notre appréciation n'était pas seulement un « pronostic », mais surtout un *avertissement* : ouvriers, les événements *peuvent* se développer bien rapidement. Il faut se préparer. Nous ne nous occupons pas d'astronomie, mais de l'action révolutionnaire.

c) Il n'y a pas encore de données pour affirmer que le rythme des événements est ralenti pour toute une période. L'accalmie peut être bien passagère, mais nous ne saurons pas encore ce que l'hiver porte en son sein.

La perspective immédiate ne pourrait changer sérieusement qu'à une seule condition, notamment l'amélioration de la conjoncture économique. Toutes les classes s'orientent pour l'instant vers cette perspective. Si les prochains mois démontrent une reprise de l'activité sur le marché mondial, cela devrait matériellement influencer la situation politique en France, même si, économiquement, la France reste en retard, ce qui est presque inévitable. L'amélioration de la conjoncture ne changerait pas notre orientation générale, mais en changerait l'allure et les étapes, ce qui est très important pour le travail pratique. L'amélioration de la conjoncture créerait une base favorable pour les revendications immédiates et pourrait ainsi déclencher une vague de grèves, renforcer les syndicats, etc. Pour nous, cela signifierait un délai sup-

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, janvier 1935. Il s'agit d'un texte signé « Etienne », adressé au bulletin par Trotsky lui-même qui résidait alors à Dornène.

plémentaire pour l'éducation, pour la préparation sur la base de l'activité quotidienne des masses.

Mais si la crise continue ou s'aggrave même, la déception de toutes les classes peut prendre des formes très aiguës, même dans un avenir assez rapproché. Le corporatisme de Flandin (2) n'y changerait pas grand-chose. Lui-même serait peut-être balayé par une nouvelle « explosion », à la 6 février. La réaction fasciste, comme la révolution, recevraient, dans ces conditions, une nouvelle et puissante impulsion.

Il me semble que nous devons, aujourd'hui comme hier, souligner surtout cette dernière possibilité, et en tirer toutes les conséquences politiques. Mais en même temps, nous devons garder la main sur le pouls économique du pays pour nous rendre compte à temps d'un changement éventuel. 11 faudrait charger spécialement un camarade d'étudier la conjoncture économique en liaison avec l'activité patronale et le mouvement de grèves.

On peut en tout cas prévoir dès maintenant que la « prospérité » nouvelle serait bien précaire, et, après avoir provoqué des espoirs exagérés, céderait sa place à une crise nouvelle peut-être plus aiguë que l'actuelle, et que cette nouvelle crise aurait des conséquences politiques énormes et presque immédiates. Il faut bien envisager que, dans cette époque d'instabilité sociale, des changements économiques infimes ont souvent des conséquences politiques énormes, bien que non stables, ce qui prouve d'ailleurs la tension des relations de classes.

(2) Pierre-Etienne FLANDIN (1889-1958) était le principal dirigeant de l'Alliance démocratique, formation du centre droit. Il venait de devenir président du conseil des ministres, succédant à Gaston Doumergue, tombé le 8 novembre 1934. Entre autres projets pour la relance économique, il allait présenter un projet de contrôle sur les « ententes industrielles ».

SUR L'U.R.S.S. (1)

(novembre 1934)

Dans la question de *l'Etat*, comme dans toutes les autres questions importantes, il y a trois points de vue : celui du Capital, celui du prolétariat, et celui de la petite bourgeoisie.

Le Capital connaît très bien son Etat, malgré les formes diverses sous lesquelles il se présente. Le Capital n'est jamais défaitiste parce que le gouvernement ne lui plaît pas. La bourgeoisie devient défaitiste quand elle est expropriée, c'est-à-dire quand elle cesse d'être bourgeoisie.

Le prolétariat a un sens de classe moins développé, néanmoins il discerne bien — au moins son avant-garde — son Etat de l'Etat de la bourgeoisie. C'est le cas du prolétariat d'Union soviétique qui, malgré sa haine contre la bureaucratie, considère l'Etat soviétique comme le sien. Les sympathies des masses ouvrières pour l'U.R.S.S., malgré la crise de la bureaucratie soviétique, prouvent la même chose.

La situation change du tout au tout quand il s'agit des petits-bourgeois, surtout les intellectuels. Ils n'ont pas leur Etat à eux, ils oscillent toujours. Ils appuient leur appréciation de l'Etat sur des symptômes secondaires, des impressions passagères, etc.

Ainsi la bureaucratie social-démocrate allemande, farouchement patriote sous les Hohenzollern, et surtout lors de la « démocratie », est-elle devenue défaitiste après l'avènement de Hitler.

Ni pour la bourgeoisie allemande, ni pour le prolétariat conscient, le caractère fondamental de l'Etat allemand n'a changé : la bourgeoisie reste patriote comme elle l'était sous la « démocratie ». Le prolétariat reste défaitiste comme il l'était sous la « démocratie », mais les petits-bourgeois intellectuels ont décrit

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, janvier 1935. Signé « Marcel ». Dicté en français.

une courbe de 180°. Pourquoi ? Parce que la *forme* de l'Etat a changé, et les intellectuels se nourrissent précisément de la « forme » de l'Etat (la presse, l'enseignement, le parlement, etc.).

Il me semble que, de ces constatations fondamentales, on peut tirer des leçons importantes pour l'appréciation de l'U.R.S.S. Les oscillations sur cette question ont l'origine indiquée ci-dessus : elles proviennent du point de vue superficiel des intellectuels petits-bourgeois. Cela ne veut pas dire que les camarades en question soient des « petits-bourgeois », ils peuvent être d'excellents révolutionnaires prolétariens, mais les meilleurs révolutionnaires commettent des fautes, et le marxisme nous oblige toujours à chercher l'origine sociale de la faute commise : il s'agit en l'occurrence de l'influence des intellectuels petits-bourgeois sur un révolutionnaire prolétarien.

[POUR UN TRAVAIL PLUS MÉTHODIQUE]

(1) (20 novembre 1934)

Cher Frangin (2),

Je veux m'entretenir cette fois-ci de beaucoup de choses en mon nom propre comme en celui de quelques amis d'ici, et même de B. (3), d'où je viens de recevoir une lettre très intéressante. Pro-cédons par ordre :

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L. N° 4, janvier 1935. Lettre en français à la direction du G.B.L. signée B. Les conditions précises de séjour en France, « sous surveillance spéciale », de Trotsky, avaient été négociées jusque dans le détail entre Henri Molinier et le préfet de l'Isère. Henri MOLINIER (1898-1944), frère aîné de Raymond, ingénieur, avait la confiance totale de Trotsky dont il était le véritable chargé d'affaires pour toutes les questions délicates. Il avait cherché à assurer le contact entre Trotsky et l'organisation en déjouant la surveillance de la police. La solution fut fournie par le fait que deux militants responsables du G.B.L. et militant à Paris, Alfred BARDIN, dit LEON (né en 1907), et Johannès BARDIN, dit Boi-TEL (né en 1909), avaient un frère à Grenoble. Ce dernier, Alexis BARDIN (né en 1905) était professeur de dessin industriel à l'école Vaucanson, responsable du syndicat des professeurs, membre de la C.A. départementale de la C.G.T., mili-tant S.F.I.O. et franc-maçon. Molinier obtint pour lui l'autorisation de rendre visite aux Trotsky à Domène et de rendre à Natalia de menus services. La solidarité maçonnique joua dans l'accord donné par le préfet Susini. Au départ, Alexis Bar-din avait accepté de jouer l'intermédiaire pour le courrier pour rendre service à ses frères. Mais Trotsky s'attacha à le convaincre et y parvint très rapidement, s'assu-rant du coup des liaisons sûres. Alfred Bardin était dessinateur industriel et mili-tant syndicaliste. Il avait adhéré à la Ligue communiste en 1932 et était alors mem-bre du comité central du G.B.L. depuis la 3^e conférence nationale. Joannès, mili-tant syndicaliste des postes, était membre du bureau politique et du secrétariat du G.B.L.

(2) La lettre est écrite par Alexis Bardin à son frère Johannès, dit Boitel, un des principaux dirigeants du G.B.L. Mais elle fut dictée en fait par Trotsky à desti-nation des dirigeants du G.B.L.

(3) Rappelons que l'initiale « B » ou « Bes » désigne « la cellule de Besan-çon », les militants de l'entourage de Trotsky, en l'occurrence Trotsky lui-même : cette phrase confirme la note 2.

1) La question du plan (4) gagne en importance, et, en passant, je crois que vous devriez mettre cette question dans la plateforme de l'opposition syndicale, mais c'est surtout le journal qui doit prendre position. Les camarades de B. croient qu'il faudrait consacrer à cette question un numéro spécial, qui serait la continuation et le développement d'Où va la France ? (5), mais sur le plan du « Plan ». Si vous êtes d'accord, vous devriez créer une commission spéciale, peut-être la même que pour le premier texte (6) et entrer en collaboration avec le groupe de B. qui veut vous proposer un projet de texte sur cette question (7). 11 demande seulement d'avoir de vous, dans le cas où vous êtes d'accord, la documentation nécessaire (entre autres : la brochure de Varga (8) sur le plan De Man, les revues planistes du P.S., *Le Peuple*, de la C.G.T., etc.). L'élaboration du texte exigerait naturellement dix-douze jours (9).

2) Il me semble en général que *La Vérité* ne peut pas, et ne doit pas imiter les grands journaux en observant les mêmes rubriques, etc. Avec un texte éparpillé, elle perd de son efficacité. Les numéros les plus homogènes (comme celui consacré à la milice (10)) étaient les meilleurs. C'est dans cette voie qu'il faut s'orien-

ta L'exemple du plan belge élaboré par Henri De Man avait diffusé en France les idées « planistes », notamment à travers la revue *Révolution constructive*. Sur proposition de Léon Jouhaux, un « bureau d'études » avait été créé en mai 1934 auprès du C.C.N. de la C.G.T. Il avait élaboré un « plan de travail » qui était devenu le plan de la C.G.T.

(5) Le long article *Où va la France ?* avait été rédigé par Trotsky à Domène et publié dans un numéro spécial de *La Vérité*, le 9 novembre 1934, où il avait été présenté comme le fruit du travail d'une commission spéciale, dont les membres étaient nommément mentionnés : il s'agissait évidemment de protéger Trotsky lequel fait également allusion dans son *Journal d'Exil* à cette étude comme s'il n'en était pas lui-même l'auteur.

(6) *La Vérité* du 9 novembre 1934 avait donné la composition de cette « commission » de rédaction fictive (Frank, Boitel, Craipeau, Molinier).

(7) Cette longue périphrase revient à dire tout simplement que Trotsky était disposé à écrire une étude sur la question du Plan de la C.G.T.

(8) Jenő VARGA (1879-1964), militant socialiste depuis 1906, était en 1918 professeur d'économie politique à l'Université de Budapest. Il avait adhéré au P.C. hongrois en 1918 et fut commissaire aux finances, puis président du conseil économique pendant l'éphémère république des conseils hongrois. Réfugié en U.R.S.S. en 1920, il y devint l'expert économique de l'I.C. Il venait d'écrire une brochure sur le plan de la C.G.T.

(9) Ce travail ne parut pas finalement comme tel, mais servit de base à l'intervention d'Alexis Bardin au comité confédéral national de la C.G.T. de mars 1935 où il prit la parole au nom de l'U.D. de l'Isère (Cf. *Le Mouvement communiste en France*, pp. 486-498, « Du plan de la C.G.T. à la conquête du pouvoir », le texte intégral de l'intervention de Bardin qui avait été rédigée par Trotsky lui-même).

(10) Il s'agit du numéro de *La Vérité* du 2 novembre 1934 dans lequel Trotsky avait rédigé l'article signé « G.B.L. », intitulé « Objections et réponses : la milice du peuple » (*Le Mouvement communiste en France*, pp. 476-484).

ter. Il ne s'agit naturellement pas d'une règle pédantesque, mais d'une tendance générale. Si vous faites un plan pour une série de numéros spéciaux, vous pouvez engager la collaboration de différents camarades en dehors de votre direction et en dehors de Paris. A cette condition, la préparation pourrait être plus soignée, plus méthodique.

3) Ne croyez-vous pas que maintenant, après une certaine « stabilisation » sur la nouvelle base, *La Vérité* pourrait faire une enquête parmi les sympathisants effectifs ou supposés, individuels ou collectifs, en leur envoyant un questionnaire libellé à peu près comme suit :

a) Trouvez-vous un changement dans la tendance de *La Vérité* depuis son entrée dans le parti socialiste ?

b) Ne trouvez-vous pas que, par cette expérience, la possibilité de lutter dans la S.F.I.O. pour une politique marxiste révolutionnaire s'est accrue ?

c) Qu'est-ce qui vous empêche d'adhérer à la S.F.I.O. pour y renforcer l'aile gauche ?

d) Quels conseils pourrez-vous nous donner pour améliorer le contenu ou la forme du journal ? etc., etc.

4) Il me semble qu'il faudrait consacrer un numéro spécial au P.C., composé surtout de citations avec de sobres commentaires. Il faut passer en revue la politique du Comintern et de sa section française au moins depuis la catastrophe allemande. Oskar Fischer (11) a fait une brochure semblable pour l'Allemagne, que vous avez d'ailleurs traduite (12). Il faudrait faire un travail analogue pour la France en se servant de la collection de *L'Humanité*, des *Cahiers du Bolchevisme* (13), etc., en leur opposant des citations de *La Vérité*, etc. N'oubliez pas que vous vous adressez à un milieu nouveau qui ne connaît pas votre passé. N'oubliez pas qu'une de nos tâches est de vacciner les socialistes révolutionnaires contre le stalinisme. N'oubliez pas surtout que le parti communiste, dans sa nouvelle phase, est l'obstacle le plus sérieux pour la

(11) Oskar FISCHER était le pseudonyme d'Otto SCHÖSSLER (né en 1905), qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo et était l'un des principaux dirigeants en exil de la section allemande.

(12) La brochure était intitulée *Leninismus gegen Stalinismus. Die Lehren der deutschen Katastrophe 1933* (Léninisme contre Stalinisme. Les leçons de la catastrophe allemande de 1933). Elle avait été publiée avec une préface de Trotsky datée du 8 avril 1933.

(13) *Les Cahiers du Bolchevisme* étaient le titre de la revue théorique du P.C.

politique révolutionnaire de masse. Il faut montrer aux lecteurs les zigzags des deux dernières années, au moins pour compromettre leur attitude actuelle. Un numéro de ce genre pourrait avoir aussi de grandes répercussions à l'intérieur du P.C. Deux ou trois jeunes camarades pourraient très bien le préparer. La rédaction n'aurait qu'à faire le « leader » avec la critique des zigzags staliens et du régime néfaste qui empêche l'éducation révolutionnaire, surtout parmi les jeunes.

5) Etant donné la composition sociale défavorable des Jeunesses socialistes, il faudrait peut-être établir une règle supplémentaire ; tout membre de notre tendance qui n'aurait pas, pendant un certain temps, gagné deux jeunes ouvriers, en serait exclu. Il nous semble ici que les jeunes camarades ne se rendent pas suffisamment compte de l'importance décisive de cette question. Nous croyons aussi que le milieu des jeunes ouvriers aurait une influence salubre sur nos jeunes eux-mêmes, sans cela on peut s'attendre à un développement dangereux : c'est toujours dangereux quand de jeunes étudiants parlent au nom du prolétariat sans prendre le contact quotidien avec les jeunes ouvriers, et sans apprendre d'eux beaucoup de choses avant de s'ériger en éducateurs.

6) La menace contre Blum et la riposte du *Populaire* (14) nous paraissent extrêmement importantes du point de vue de la milice (15). 11 faut bien s'en servir.

7) Est-ce que nos camarades s'occupent de Saint-Denis ? Il est bien possible qu'on pourrait faire là-bas une moisson importante (16) ; en tout cas, il faudrait tâter le pouls des ouvriers de Saint-Denis.

(8) Un ami m'écrit que Treint (17) aurait lu dans les sections socialistes des rapports sur l'U.R.S.S. tout à fait dans le sens de

(14) Le 17 novembre, le journal fasciste *Solidarité française* paraissait avec, sur sept colonnes, le titre « Léon Blum au poteau ». Le *Populaire* ripostait : « Nous tenons pour responsables les excitateurs, pour seuls responsables. Et par devers nous ».

(15) Le mot d'ordre de la « milice » ouvrière était aux yeux de Trotsky l'un des plus importants de l'heure. Il rencontrait un réel écho dans les rangs socialistes. A Paris, Marceau Pivert avait créé une véritable milice socialiste sous le sigle de T.P.P.S. (Toujours prêts pour servir).

(16) La moisson en question fut en réalité relativement faible : une dizaine de militants au plus. C'est que l'attachement à Doriot y avait un caractère profondément personnel parmi des militants qui n'avaient aucune formation politique.

(17) Albert TREINT (1889-1971), militant socialiste en 1911, instituteur, officier de réserve (capitaine en 1918), avait été l'un des animateurs de la tendance

Laurat (18). Dans ce cas, il faut se délimiter impitoyablement de Treint : rien ne pourrait mieux aider les staliniens en poussant vers eux les ouvriers révolutionnaires qu'une attitude équivoque de notre part vis-à-vis de l'U.R.S.S. : chaque déclaration équivoque sur cette question, même dans des entretiens privés, est un crime politique qui sape notre avenir. Que les consuls veillent (19) !

9) Il paraît qu'on ne peut rien attendre de la part de Just (20) pour qui le socialisme n'est pas la question de la lutte révolutionnaire immédiate et implacable, mais « l'expression la plus noble de la solidarité humaine ». Tu parles ! Il s'occupe de faire des des-sins de la future administration socialiste au lieu de s'occuper de la lutte contre l'Etat capitaliste. Le dernier numéro de *Bataille socialiste*, malgré toutes ses insuffisances, produit une impression plus favorable. L'article de H. et R. Modiano (21) sur le Plan est écrit avec compréhension et intelligence. Le malheur est que ses auteurs veulent accorder à Jouhaux les meilleurs intentions, comme Jouhaux à la démocratie bourgeoise (22). Au lieu de dénoncer Jouhaux, on le caresse, quoiqu'un peu à rebrousse-poil.

pour l'adhésion du parti socialiste à l'I.C., membre du comité directeur et leader de sa « gauche » après le congrès de Tours, secrétaire général du parti communiste de novembre 1922 à janvier 1924. Membre du présidium de l'I.C. de 1924 à 1926, il suivit le destin politique de Zinoviev qui avait été son protecteur et fut exclu du C.C. en 1927 et du parti lui-même en 1928.11 adhéra pendant moins d'une année à l'Opposition de gauche après avoir rendu visite à Trotsky à Prinkipo. Il avait animé un petit groupe, Effort communiste et avait adhéré à la S.F.I.O. en mars 1934, où il animait la tendance Lutte finale.

(18) Othon MASCHL, dit L. REVO, dit Lucien LAURAT (1898-1977), autrichien de naissance, un des fondateurs du P.C. autrichien, collaborateur de l'I.C. jusqu'en 1927, avait milité avec Boris Souvarine dans le Cercle communiste démocratique avant de rejoindre la S.F.I.O. où il inspirait le courant « planiste » et publiait le mensuel *Combat marxiste*.

(19) Traduction de la formule latine « Caveant consules » indiquant à Rome l'état d'exception.

(20) Trotsky semble avoir d'abord placé beaucoup d'espoir en Claude Just, artisan tailleur (cf. n. 20 p. 123), animateur dans la S.F.I.O. de la tendance du comité d'action socialiste révolutionnaire, mais semble avoir reçu sur lui des indications décevantes.

(21) Hélène et René Modiano formaient, selon Daniel Guérin, « un seul militant bicéphale ». René MODIANO (né en 1910) était alors professeur de lettres au lycée de Saint-Quentin et militant de la XV^e section de la S.F.I.O., celle de Marceau Pivert. 11 avait adhéré aux Etudiants socialistes en 1926, était devenu leur secrétaire à Paris en 1931-32. Les Modiano appartenaient à la tendance de la Bataille socialiste et étaient très liés à Pivert.

(22) Sur Léon Jouhaux (cf. n. 2, p. 49).

[SUR LES RADICAUX] (1)

(novembre 1934)

Je trouve absolument fausse et même inexplicable la position des camarades qui proposent de se désister en faveur des radicaux (2) — sous conditions ou sans conditions, peu importe. Leur gros argument : il faut démasquer les radicaux en leur faisant faire leur expérience — est absolument abstrait, anti-historique. La crise politique en France consiste précisément en ce que le radicalisme a fait son expérience qui coïncide plus ou moins avec celle de la III^e République. Si les classes moyennes ne quittent pas brusquement le radicalisme, ce n'est pas parce qu'elles ne voient pas de relèvement. Le fascisme, qui veut (et qui peut) succéder au radicalisme, est loin de le soutenir ou de prendre pour ses actes et ses paroles la moindre responsabilité. Au contraire, à l'étape actuelle, le fascisme est plus implacable vis-à-vis du radicalisme et de la franc-maçonnerie que vis-à-vis des organisations ouvrières.

La politique du fascisme est absolument juste. Il faut que la relève se présente aux classes moyennes comme une force absolument distincte du radicalisme et irréconciliablement opposée à lui. La même voie est indiquée au prolétariat. Toute hésitation dans cette question serait fatale.

Les analogies avec Kerensky-Kornilov sont vraiment mal venues. Il ne s'agissait pas à l'époque d'élections, Kerensky étant

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 3, novembre 1934.

(2) Déjà, lors des élections cantonales des 7 et 14 octobre 1934, les partis socialiste et communiste avaient accepté de se désister dans certains cas pour les candidats radicaux qui se prononçaient contre l'union nationale et les décrets-lois. C'est en octobre 1934 également qu'à travers la proposition de « sceller l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière » les dirigeants du P.C. avaient lancé l'idée d'un « Front populaire », c'est-à-dire de l'alliance électorale des deux partis ouvriers avec le parti radical. Le problème en discussion ici dans la perspective des élections municipales des 5 et 12 mai 1935 est évidemment celui de l'attitude des candidats du parti *socialiste* vis-à-vis d'un éventuel désistement en faveur des radicaux.

dans le même gouvernement que Kornilov (3), mais de la lutte armée de Kornilov contre Kerensky (4). Naturellement, les bolcheviks étaient prêts à combattre Kornilov aux côtés des détachements de Kerensky. Mais sans la moindre responsabilité pour son parti. Quant aux radicaux qui sont prêts à se battre contre les fascistes ou à aider les ouvriers à s'armer, nous sommes naturellement prêts à accepter leur aide — et c'est la seule forme de front unique acceptable avec cette poignée de radicaux qui voudraient vraiment se battre. Mais cela n'a rien de commun avec le désistement lors d'élections parlementaires ou surtout municipales, où l'engagement d'être contre la « trêve nationale » n'engage absolument à rien (5).

(3) Alexandre F. KERENSKY (1882-1970), chef du gouvernement provisoire à participation socialiste, qui avait persécuté les bolcheviks, eut à faire face en août 1917 à une tentative de putsch militaire dirigée par le général Lavr. G. KORNILOV (1870-1918). Le parti bolchevique appela aussitôt à la lutte armée contre Kornilov. On peut supposer que les partisans du désistement en faveur des radicaux comparaient Kerensky aux radicaux et Kornilov aux fascistes.

(4) Kerensky avait fait de Kornilov le commandant en chef de l'armée.

(5) Ce texte constitue la première escarmouche entre Trotsky et certains de ses propres camarades sur une question qui est au cœur de la politique de Front populaire.

A PROPOS DU BONAPARTISME, LE MARXISME A QUAND MÊME SES AVANTAGES ⁽¹⁾ (1^{er} décembre 1934)

Dans la question particulière, mais extrêmement importante, du bonapartisme actuel, on peut trouver une nouvelle confirmation de la supériorité de l'analyse marxiste sur toutes les formes de l'empirisme politique. 11 y a plus de trois ans, nous avons établi dans ces colonnes l'idée que la démocratie bourgeoise, en disparaissant de la scène, en pleine conformité avec les lois historiques, cédait la place au bonapartisme du capitalisme déclinant. Rappelons le cours de l'analyse : la démocratie est avant tout un comité de conciliation organisé entre deux classes ; elle se maintient aussi longtemps que les contradictions de classe permettent une conciliation. L'explosion de la démocratie est provoquée par la tension des antagonismes de classe. La démocratie peut céder la place ou à la dictature fasciste du capital monopoliste, ou à la dictature du prolétariat. Mais, avant que l'un de ces deux camps belligérants puisse remporter la victoire sur l'autre, s'établit nécessairement à l'intérieur de la société un régime transitoire d'équilibre instable entre les deux ailes extrêmes, le fascisme et le prolétariat, lesquels se paralysent l'un l'autre et permettent ainsi à l'appareil bureaucratique d'acquiescer une indépendance et une vigueur exceptionnelles en tant qu'arbitre et sauveur de la nation. Un gouvernement supra-parlementaire de la grande bourgeoisie qui crée un équilibre entre les deux camps belligérants, en prenant appui sur la police et sur l'armée, c'est précisément un gouvernement de type bonapartiste. Tel était le caractère du gouvernement de Giolitti en Italie (2), de Brüning-Papen-Schleicher en Allemagne (3), de Dollfuss

(1) *La Vérité*, 1^{er} décembre 1934. Non signé. Dicté en français.

(2) Cf. n. 11 p. 148.

(3) Cf. n. 3 p. 143-144.

en Autriche. C'est au même type qu'appartiennent les gouvernements de Doumergue et aujourd'hui Flandin en France (4), de Colijn en Hollande (5), etc. Comprendre l'essence du néo-bonapartisme, c'est comprendre le caractère de la dernière période qui reste au prolétariat pour se préparer à la bataille décisive.

Au moment où, les premiers, nous faisons cette analyse, les staliniens, eux, n'étaient pas peu fiers de l'aphorisme de leur science. « Social-démocratie et fascisme sont des frères jumeaux. » Ils clamaient : « Le fascisme est déjà là. » Ils nous accusaient — ni plus ni moins — d'avoir délibérément baptisé bonapartisme le régime fasciste pour réconcilier (!) le prolétariat avec lui. Qui ne sait que les arguments des staliniens se sont toujours distingués par leur profondeur théorique et leur honnêteté politique ?

Les staliniens, pourtant, n'étaient pas seuls. Des invalides politiques, Brandler et Thalheimer (6), ont plus d'une fois exercé leur ironie sur le thème du bonapartisme : c'est sur ce chemin qu'ils espéraient trouver un raccourci pour revenir à la mangeoire de l'internationale communiste.

La preuve définitive dans ce débat a été apportée par la France, pays classique du bonapartisme. Dans une série d'articles, Léon Blum a récemment montré que le projet de réforme de la Constitution était totalement imprégné de l'esprit du bonapartisme. Le comité antifasciste des intellectuels de gauche (Langevin et les autres) (7) a démontré dans son appel l'analogie véritable-

(4) L'avocat Pierre Etienne Flandin, dirigeant de l'Alliance démocratique, ministre des travaux publics de Doumergue, avait succédé à ce dernier le 8 novembre 1934.11 avait conservé les ministres de son prédécesseur à l'exception toutefois d'André Tardieu et du maréchal Pétain, et avait assuré aux radicaux qu'il renonçait à une réforme de la Constitution.

(5) Hendrijk COLIJN (1869-1944), chef du parti protestant intitulé « anti-révolutionnaire », avait été chef du gouvernement hollandais en 1925-26 et l'était redevenu en 1933. C'est son gouvernement qui avait livré à Hitler les jeunes militants allemands arrêtés à Laren en février, et dirigé au mois de juillet la répression contre les émeutes des chômeurs du quartier de Jordaan à Amsterdam.

(6) Heinrich BRANDLER (1881-1967), ouvrier maçon, vieux spartakiste, avait été le principal dirigeant du K.P.D. de 1921 à 1923, avec comme principal conseiller un autre vieux spartakiste, journaliste et intellectuel d'origine, August THALHEIMER (1884-1948). L'exécutif de l'I.C. avait fait de ces deux hommes les boucs émissaires du « fiasco » d'octobre 1923, où l'insurrection préparée avait été décommandée au dernier moment. Ensemble, ils avaient fondé l'opposition de droite, la K.P.O. (I.V.K.O. sur le plan international). A Strasbourg, où ils s'étaient réfugiés, ils éditaient *Gegen den Strom* et ironisaient sur l'emploi que faisait Trotsky du concept de « bonapartisme ».

(7) Il s'agit plus précisément du comité de vigilance des intellectuels antifascistes (C.V.I.A.) dont le président était un socialiste, Paul RIVET (1876-1958), méde-

ment ahurissante entre les derniers discours de Doumergue et les manifestes de Louis-Napoléon. Le thème du bonapartisme ne quitte plus l'ordre du jour de l'actualité. Des gens qui ne voulaient pas entendre parler du bonapartisme quand les conditions sociales et politiques de son avènement étaient en cours de préparation l'ont maintenant reconnu à ses formules juridiques et à sa rhétorique de chantage.

Une fois de plus la méthode marxiste a démontré sa supériorité. C'est précisément elle qui nous a permis de reconnaître la nouvelle formation étatique alors qu'elle ne faisait que commencer à prendre forme, et nous l'avons établie non seulement à ses floraisons juridiques et rhétoriques, mais à ses racines sociales. Cette méthode nous permet aussi de mieux comprendre le sens du néo-bonapartisme qui s'est formé chez nous. En essence, il ne s'agit nullement de la révision formelle de la Constitution, comme le pense Léon Blum. C'est seulement la tradition juridique de la pensée politique française qui a poussé Doumergue sur le chemin de Versailles (8). La révision véritable de la Constitution est en réalité déjà accomplie. Il ne s'agissait pas de trois ou quatre paragraphes supplémentaires, mais de trois ou quatre dizaines de milliers de revolvers fascistes. Engels a dit naguère que l'Etat était un détachement d'hommes armés avec des attributs matériels, comme les prisons. Pour de vieux nigauds démocrates du genre de Renaudel (9), cette définition a toujours été presque un blasphème. Maintenant l'Etat est devant nous dans toute sa cynique nudité. A l'aide de quelques milliers de revolvers, les fascistes, chiens de garde du capital financier, ont égalé et neutralisé des millions d'ouvriers et de paysans sans armes : c'est ce fait matériel à lui seul qui a rendu possible l'apparition du régime bonapartiste (10). Pour renverser le gouvernement bonapartiste, il nous

cin, anthropologue et ethnologue de réputation mondiale. Le physicien Paul LANGEVIN (1872-1946), professeur au Collège de France et proche du P.C., et le professeur de philosophie Emile CHARTIER, dit ALAIN (1868-1951), auteur des *Proposa*. radical-socialiste, en étaient les vice-présidents.

(8) Le « chemin de Versailles », selon la Constitution de la III^e République, c'était la convocation de l'« Assemblée nationale », formée des députés et des sénateurs, et qui était seule habilitée à voter la réforme de la Constitution qui avait été l'objectif proclamé du gouvernement Doumergue.

(9) Sur le néo-socialiste Renaudel, cf. n. 4, p. 173.

(10) Rappelons que le gouvernement Daladier, bien qu'investi par la Chambre des députés dans la soirée du 6 février, pendant l'émeute, avait donné sa démission le lendemain sans avoir été mis en minorité, c'est-à-dire avait cédé devant l'émeute dont le premier résultat avait donc été la formation du gouvernement Doumergue-Pétain-Tardieu chargé de réviser la Constitution. Ce dernier avait, par ses origines même, un caractère bonapartiste et semble avoir été fortement « conseillé » par les chefs de l'armée.

faut avant tout écraser ses détachements armés auxiliaires. Pour cela, il faut armer l'avant-garde prolétarienne en créant une milice ouvrière.

Telle est la leçon de l'expérience historique et de l'analyse marxiste.

L'ASSASSINAT DE KIROV ⁽¹⁾

(décembre 1934)

Bien que plus d'une semaine se soit écoulée depuis l'assassinat de Kirov (2), il est à l'heure actuelle impossible de donner une appréciation juste de cet événement, étant donné le manque d'informations. Tâchons cependant de donner quelques considérations générales. Depuis 1927, où un chef du G.P.U. a été tué en Russie blanche, et une bombe jetée au siège du G.P.U. à Moscou, on n'a pas vu d'attentat en U.R.S.S. Les attentats de 1927, qui avaient d'ailleurs le caractère d'une ultime convulsion, comme ceux qui les avaient précédés (Volodarsky, Ouritsky, Vorovsky (3) et autres) avaient été organisés et exécutés par les gardes blancs

(1) *La Vérité*, 18 décembre 1934. Signé Meunier et dicté en français. Cet article a dû être rédigé aux environs du 10 décembre.

(2) Sergei M. KOSTRIKOV, dit Sergei KIROV (1886-1934), vieux-bolchevik, était entré au comité central en 1923 et avait été placé par Staline à la tête de l'appareil du parti à Leningrad après la défaite de la « nouvelle opposition » de Zinoviev au début de 1926. Suppléant du bureau politique en 1927, il était devenu en 1933 secrétaire du C.C. Il semble bien qu'il était le candidat à la succession de Staline des « bureaucrates libéraux » qui aspiraient à l'apaisement et était sorti grand vainqueur du congrès de février. Il avait présenté le rapport principal au C.C. de novembre et il était question de sa venue à Moscou. Selon le vieux militant français Marcel Body (*Le Réfractaire*, avril 1978), un émissaire de Kirov, membre du C.C. et beau-frère du Dr Levine, médecin du Kremlin, avait rencontré Léon Sedov à Paris quelques semaines auparavant et l'avait informé du programme de Kirov qui se serait déclaré prêt à réintégrer tous les exclus et à reconnaître aux trotskystes le droit de s'exprimer dans le parti. Sedov avait immédiatement mis son père au courant. Cette version des choses expliquerait que Trotsky ne fasse, à propos de Kirov, aucune allusion aux velléités d'opposition de ce dernier qui étaient pourtant un secret de polichinelle. Kirov avait été assassiné à Leningrad le 1^{er} décembre.

(3) Moïse M. GOLDSTEIN, dit VOLODARSKY (1891-1918), ouvrier tailleur, émigré aux Etats-Unis en 1908, avait rejoint le parti bolchevique à son retour en 1917 et était l'un des orateurs bolcheviques les plus populaires de la capitale. Il avait été assassiné par un terroriste s.r. Moïse S. OURISKY (1873-1918), lié à Trotsky, avait rejoint le parti bolchevique en même temps que lui en 1917. Il était chef de la Tcheka à Pétrograd et fut assassiné en août 1918 par un terroriste s.r. de gauche. Vaclav V. VOROVSKY (1871-1923), également vieux-bolchevik, avait été assassiné par un terroriste blanc à Lausanne en 1923 : il était depuis 1917 l'un des principaux diplomates soviétiques.

(ou antérieurement par les S.R.), en tout cas par des représentants des classes et des partis de l'ancienne Russie. Mais l'assassin, Nikolaïev (4), est un homme de formation purement soviétique (il n'avait que treize ans lorsque la révolution d'Octobre éclata) et il n'a certainement pas agi à l'instigation de l'étranger ou d'une organisation politique déterminée. Nous n'avons pas de renseignements -précis, et nous ignorons si Nikolaïev était membre du parti communiste... Nous pensons que ce n'est pas du tout exclu. En tout cas, il était employé soviétique, travaillant dans les organismes centraux (le fait même qu'il ait pu pénétrer dans Smolny, qui est assez bien gardé, pourrait être interprété comme l'indication qu'il connaissait bien les lieux).

Les mobiles de l'assassinat ? La presse a fait plusieurs hypothèses.

1. Nikolaïev est lié à la même organisation qui a tué le roi Alexandre (5). Passons.

2. La presse nazie et russe blanche parle d'une provocation du G.P.U. : le G.P.U. aurait tué Kirov pour démontrer sa propre nécessité et accroître son propre pouvoir (6).

On parle à ce propos de rivalité entre le G.P.U. et l'appareil du parti. Cette rivalité est incontestable. Mais penser qu'elle a atteint une ampleur telle que le G.P.U. assassine des dirigeants du parti, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'une telle affirmation est

(4) Leonid NIKOLAÏEV (1904-1934) avait abattu Kirov devant son bureau à Smolny, l'immeuble du parti à Léninegrad, de plusieurs balles dans le dos. Il avait adhéré aux J.C. en 1920 et s'était engagé dans les rangs de l'Armée rouge à seize ans. 11 était petit fonctionnaire, travaillant, selon certains, pour le G.P.U. et notamment la garde de Smolny. Au moment où cet article était rédigé, ces informations, et notamment le fait qu'il était membre du parti, n'étaient pas connues.

(5) Le roi de Yougoslavie Alexandre 1^{er} (cf. n. 2, p. 143) et le ministre français Barthou avaient été assassinés à Marseille le 9 octobre 1934 par des terroristes croates qui appartenaient à l'organisation des Oustachis, dirigée par Ante PAVELI? (1889-1959).

(6) Le rôle du G.P.U. dans l'assassinat de Kirov continue à faire aujourd'hui l'objet de discussions. Le seul fait qui ne soit plus discuté aujourd'hui, notamment après les révélations de Khrouchtchev au XXII^e congrès, c'est que les responsables de la sécurité de Kirov avaient une première fois arrêté Nikolaïev, porteur d'un revolver et d'un plan indiquant l'itinéraire de Kirov. Selon Khrouchtchev, Nikolaïev aurait été remis en liberté sur ordre personnel de Iagoda, chef du G.P.U. et homme de confiance de Staline. Le G.P.U. — et tout particulièrement Agranov qui semble avoir été chargé de l'affaire — était incontestablement informé avant. L'assassinat de Kirov fut-il « accidentel » dans les plans du G.P.U. comme le supposera parfois Trotsky, ou fit-il partie intégrante d'un plan de Staline pour écraser l'opposition passée, présente et à venir ? Roy Medvedev, qui a suivi de près l'enquête annoncée par Khrouchtchev dont les résultats n'ont pas été rendus publics, estime pour sa part que la culpabilité de Staline est « probable » et, « logiquement et politiquement, presque prouvée ».

disproportionnée à la situation réelle. *Aujourd'hui* cette rivalité se manifeste dans des questions comme les statuts du G.P.U., les limites de sa compétence, la composition de sa direction.

Léon Blum, dans *Le Populaire*, défend la thèse d'une vengeance personnelle. Nous tenons cette hypothèse pour quasi exclue. Surtout pour une raison comme celle pour laquelle Nikolaïev aurait voulu se venger de son licenciement. On trouve en Russie trop facilement du travail pour qu'un licenciement puisse constituer une tragédie, et pour qu'un individu, pour une telle raison, se tourne vers un acte terroriste et une mort certaine.

Autre hypothèse possible : l'acte d'un fou ou d'un illuminé ? Le fait qu'on ait mis une journée entière à lui arracher son nom — et voilà qu'une semaine s'est écoulée et qu'on ne publie plus rien sur ses aveux — ne donne pas l'impression que Nikolaïev soit fou.

Nous tendons résolument à penser qu'il s'agit d'un *attentat politique*. En frappant Kirov, l'un des chefs du parti communiste, et l'un des membres les plus éminents du cercle intime de Staline, il a dû chercher, par cette démonstration, à frapper le parti au pouvoir, sa politique, ses chefs.

Que nous n'ayons pas affaire à un acte terroriste de hasard me semble confirmé par le fait qu'en U.R.S.S. on y attache une énorme importance. Non seulement le comité exécutif vient de promulguer un décret spécial prévoyant une procédure accélérée et sans appel pour les procès des crimes terroristes, mais encore on est en train de préparer des *modifications*, allant dans le même sens, aux *codes criminels de l'U.R.S.S.* (7). C'est là l'indice que cet assassinat provoque les plus grandes inquiétudes chez les dirigeants soviétiques, et qu'ils n'y voient pas l'acte d'un fou, ni une vengeance personnelle, mais quelque chose de bien plus profond et bien plus grave, dont il leur faut tâcher de se protéger à l'avenir.

Avons-nous affaire à un homme de la révolution déçu ? Ou à un thermidorien conscient ? Cela ne change rien au fait que le

(7) Le 1^{er} décembre, quelques heures après l'assassinat, un décret signé du secrétaire de l'exécutif des soviets, Avelii S. ENOUKIDZE (1877-1937), adopté à l'instigation de Staline, privait les accusés pour crimes de terrorisme des droits ordinaires de la défense. Une directive, approuvée rétroactivement par le bureau politique, prescrivait l'accélération de la procédure, la suppression des appels ou recours, l'exécution immédiate des sentences de mort. Les décrets modifiant les codes criminels furent ceux du 30 mars (cinq ans de prison pour port ou détention d'un couteau ou d'une arme blanche), du 8 avril (pénalités de droit commun, peine de mort comprise, élargies aux enfants à partir de douze ans), et du 9 juin 1935 (peine de mort pour espionnage ou passage à l'étranger, établissement d'une responsabilité familiale collective, un proche parent d'un criminel, même s'il pouvait prouver qu'il ignorait la préparation du crime, était passible de cinq ans de déportation).

coup de Nikolaïev est dirigé contre la Russie soviétique, contre la classe ouvrière au pouvoir.

Quant aux soixante-six fusillés (8), ils n'ont apparemment rien à voir avec l'affaire Nikolaïev proprement dite. Ils ont été arrêtés avant, et de façon tout à fait indépendante de l'assassinat de Kirov. Leur exécution a pour but de terroriser d'éventuels nouveaux Nikolaïev. On a fait des choses pareilles du vivant de Lénine aussi ; mais on les faisait au grand jour, et on savait qui était fusillé et *pourquoi*. La liste des fusillés ne comporte aucun indice, biographique ou autre, qui permette de quelconques conclusions (9).

Si en U.R.S.S. il existe toujours , potentiellement et en activité, des éléments antisoviétiques — car les classes sont loin d'être liquidées, et l'U.R.S.S. ne peut, contrairement à ce que prétend la doctrine stalinienne, « faire abstraction » des rapports mondiaux —, le stalinisme augmente ces cadres contre-révolutionnaires en y poussant des éléments découragés ou égarés, qui auraient pu être sauvés, mais qui ne peuvent trouver la voie juste dans la nuit du régime intérieur. La politique stalinienne et le régime qui étouffe le moindre symptôme de vie politique à l'intérieur du parti ne portent pas eux-mêmes une mince part de responsabilités dans le fait que des tendances contre-révolutionnaires se manifestent parfois même parmi les éléments qui ne sont pas hostiles au régime. Il suffit de rappeler qu'en 1932, période de crise très aiguë en U.R.S.S., on parlait beaucoup de différents groupes à objectifs terroristes, surtout dans la jeunesse. Des jeunes arrêtés ont déclaré qu'ayant entendu partout, dans leur famille, à l'usine ou à l'école, des paroles de haine contre Staline, ils ont vu en lui la cause de l'état de choses en U.R.S.S. et ils ont pensé qu'en éliminant cette cause ils élimineraient cet état de choses (10).

(8) La *Pravda* du 4 décembre avait annoncé la condamnation à mort, conformément à la procédure nouvelle, et l'exécution, de soixante-six accusés « blancs », trente-sept à Léninegrad et vingt-neuf à Moscou. D'autres exécutions avaient suivi, neuf à Minsk et trente-huit à Kiev notamment.

(9) Roy Medvedev signale que parmi les fusillés d'Ukraine se trouvaient deux frères, Ivan et Taras Kruchelenitsky, dont le père, également arrêté, mourut en prison en 1941 et fut réhabilité ultérieurement en qualité d'« écrivain progressiste », de même d'ailleurs que V.A. Masyk, l'un des fusillés de Kiev.

(10) Ces affirmations de Trotsky ont été corroborées plus tard, notamment par l'examen des rapports sur la discussion dans les rangs des J.C. autour de l'affaire de l'assassinat de Kirov. L'historien Merle Fainsod qui les a étudiés dans les archives de Smolensk donne dans son livre (*Smolensk under Soviet Rule*, p. 422) des exemples significatifs. Des portraits de Staline sont déchirés, couverts d'inscriptions injurieuses, un directeur d'école J.C. rappelle le « testament de Lénine » et sa condamnation de Staline. Un pionnier rouge de neuf ans affirme : « Quand je serai grand, je tuerai Staline », un écolier de seize ans : « lis ont tué Kirov, qu'ils tuent Staline maintenant ».

La personnalisation du régime de l'U.R.S.S., où le parti n'existe pas, où seuls comptent les chefs, ne peut que favoriser des tendances terroristes... Jusqu'ici, heureusement pour l'U.R.S.S. et pour le mouvement ouvrier, ces tendances terroristes ne se sont pas cristallisées dans des actes.

Ce serait une erreur monstrueuse que de tenter de rapprocher le mécontentement des masses soviétiques de l'acte de Nikolaïev. L'ouvrier soviétique est mécontent, mais profondément attaché au régime. Il cherche la solution dans le cadre du régime soviétique, par la voie d'une réforme. Nikolaïev, à ses yeux, n'est rien d'autre qu'un ennemi de classe.

Quant à notre position, il serait vain de répéter ici qu'elle ne saurait être que la condamnation absolue, la plus nette et la plus rigoureuse, de cet attentat comme de toute méthode terroriste en général, laquelle ne saurait servir-q'u'un unique objectif, frayer la voie au bonapartisme et au fascisme en U.R.S.S.

[ENCORE UNE FOIS SUR LE TOURNANT]

(1) (16 décembre 1934)

Chers camarades,

Au moment où j'écris ces lignes, je ne connais pas encore la décision de la conférence nationale belge (2). Mais je dois constater avec le plus grand regret qu'il existe au sein de la section belge une fraction qui ne veut rien apprendre des événements, parce qu'elle se contente de formules abstraites qui n'obligent pas à grand-chose et ne promettent rien (3).

L'expérience de la section française ne constitue-t-elle pas une démonstration suffisante ? Les « intransigeants » belges ont soutenu en France le groupe Naville comme la tendance la plus intransigeante. L'épreuve est faite, et il faut s'aveugler volontairement pour ne pas en tirer les conclusions nécessaires. Naville représentait le conservatisme, l'attitude attentiste, l'esprit de discussion en cénacle, le souvarinisme. Il s'abstenait systématiquement de critiquer la politique de la S.F.I.O. afin de pouvoir « agir » sous sa protection. Nous avons maintes fois stigmatisé cette attitude antirévolutionnaire, mais en vain. Lors du tournant, Naville a cherché à couvrir son conservatisme par des formules intransigeantes. Il a qualifié l'entrée de « capitulation », parce qu'au fond il était effrayé par la perspective d'une lutte farouche contre un appareil puissant. Il est beaucoup plus tranquille à défendre en vase clos le principe de l'« intransigeance ». Notre

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, janvier 1935. Signé X. Lettre au S.I.

(2) La conférence nationale de la section belge s'était tenue le 9 décembre précédent et avait décidé l'entrée dans la J.G.S. de ses jeunes militants. Le fait que Trotsky, une semaine après, n'en soit pas encore informé, indique bien les difficultés de liaison qu'il rencontrait, de son exil de Domène.

(3) Allusion à la tendance qu'animait dans la section belge Georges Vereeken (ci-dessus, n. 2 p. 218). Opposé à l'entrisme, en France, mais plus encore en Belgique, il s'était solidarisé des critiques faites par le groupe Naville-Blasco en France.

analyse de l'attitude de Naville a paru à l'époque très tendancieuse. Mais depuis, je le répète, l'épreuve a été faite. Depuis, Naville est entré au parti socialiste. Mais il a abdiqué le drapeau de l'organisation, son programme. 11 ne veut plus être que l'aile gauche du P.S. Il a déjà présenté des motions communes de gauche, confuses, opportunistes, pleines du verbiage des centristes dits de gauche.

Les camarades intransigeants de Belgique sont bien punis. « Dis-moi qui sont tes amis et alliés internationaux, et je te dirai qui tu es. »

Un adversaire de l'entrée plus intransigeant encore que Naville, c'est Bauer (4). Les principaux arguments de Give (5) semblent avoir été empruntés à son arsenal. Quelle a donc été son attitude depuis le tournant ? 11 réclame l'adhésion de notre section allemande au S.A.P. et, en attendant, il est devenu le collaborateur-contre-nous de l'organe du S.A.P. (6). Est-il possible d'imaginer faillite plus immédiate et plus complète ? La S.F.I.O. est une organisation de masse, non un groupe homogène de propagande. La situation au sein de cette organisation de masse est telle qu'elle nous a ouvert la possibilité d'y entrer en tant que groupe homogène de propagande. On nous a dit : « Ce ne sera jamais possible. » Or l'expérience est faite. Notre section française est restée, sur le plan des principes, ce qu'elle était. Mais, sur le plan politique, elle est passée de la classe préparatoire à la classe supérieure.

Le S.A.P. n'est pas une organisation de masse. Il est lui-même une société de propagande. Dans un tel cas, la fusion n'est permise que s'il existe une base commune dans les programmes et les méthodes. Nous n'avons pas réussi, il y a un an, à trouver cette base : les dirigeants du S.A.P. ont refusé d'accepter nos principes. Dans une série de documents, Bauer les a traités d'incorrigibles centristes ou de gens sans principe, tout court. Il se peut que les

(4) Bauer, ancien secrétaire du S.I. et principal dirigeant de la section allemande, était hostile à l'entrisme, par principe. A partir de cette discussion, il avait commencé à remettre en question la position adoptée l'année précédente vis-à-vis du bureau de Londres et surtout du S.A.P., qu'il se proposait de rejoindre. Pourtant, après des discussions avec Cannon, il avait accepté de surseoir à cette décision avant la tenue d'une conférence de la section allemande à laquelle Cannon lui avait, dit-il, promis qu'il serait partie prenante.

(5) Give était l'un des pseudonymes de Vereeken. Les archives de ce dernier contiennent des lettres de Bauer datant de cette période et comportant un échange d'informations entre les deux hommes.

(6) Bauer venait d'écrire dans le journal clandestin du S.A.P., *Das Banner*, un article sur le tournant des trotskystes.

chefs du S.A.P. aient évolué de façon positive. Dans ce cas, il faut renouveler la tentative de s'entendre sur la base d'un programme. Mais condamner l'entrée de notre section française dans une organisation de masse, et demander en même temps la dissolution de notre section allemande au sein d'une petite organisation propagandiste qui, hier encore, était caractérisée comme centrisme par ce même Bauer, n'est-ce pas une abominable dérision vis-à-vis de l'A.B.C. du marxisme ?

Je demande à nouveau au camarade Give et à ceux qui sont avec lui comment s'explique que les « intransigeants » en France se soient révélés des opportunistes et des aventuriers, tandis que les « capitulards » poursuivent avec une énergie redoublée la lutte pour nos principes qui, pour la première fois, influencent maintenant, directement ou indirectement, la vie intérieure du parti socialiste comme celle du parti communiste et même des syndicats (voir par exemple les documents de l'U.D. de l'Isère) (7).

Le camarade Give nous dira que les cas de Naville et de Bauer sont des cas personnels, etc. Mais nous ne permettrons à personne de se dissimuler derrière cette explication individualiste, idéaliste, antimarxiste. Nous avons d'autant plus le droit d'insister là-dessus que nous avons prévu l'évolution des Naville et Bauer — après avoir déchiffré le véritable contenu de leur « intransigeance ». Et nous disons : « Le camarade Give porte la pleine responsabilité de ses alliés de France, qu'il avait soutenus contre la tendance vraiment révolutionnaire. L'expérience est faite, camarade Give. Nous en avons assez des généralités. Expliquez-nous, s'il vous plaît, votre malchance en France. Devant notre Internationale, vous portez votre part de responsabilité pour Naville-Bauer. »

Le tableau « castastrophique » que le camarade Give brosse de notre organisation internationale (voir les procès-verbaux du comité national du 25 novembre) est absolument tendancieux, ou démontre l'incompréhension absolue de ce qui se passe réellement (« Pologne en trois tronçons », « En Grèce, il y a eu scission »,

(7) Par l'intermédiaire d'Alexis Bardin (ci-dessus, n. 1 p. 256) Trotsky était désormais en mesure d'intervenir activement dans la vie de l'union départementale de la C.G.T. de l'Isère. *La Vérité* avait publié à plusieurs reprises des documents de l'âpre discussion qui était en train de se dérouler entre le secrétariat national de la C.G.T., par l'intermédiaire de Lenoir, et le secrétariat de l'U.D. Le secrétaire de l'U.D. de l'Isère, Marcel SATRE (1879-1956), un typographe, défendait à la fois contre les dirigeants de la C.G.T. et ceux de la C.G.T.U. la nécessité de la réunification syndicale comme instrument d'une politique révolutionnaire.

etc. (8)). Le camarade Give ne fait ici qu'imiter Naville et Bauer qui, naturellement, du côté où ils sont, ne voient que le revers du tournant.

Give ne mentionne pas le fait que les camarades français ont imposé notre programme d'action à la fédération de la Seine qui compte 6 000 membres (9), ni que nos jeunes sont à la tête de l'Entente de la Seine, qui a 1 450 membres (10). Nous ne voulons pas exagérer le poids révolutionnaire de ces succès. Il y a plus à faire que ce qu'on est parvenu à réaliser pendant les trois mois et demi écoulés depuis l'entrée. Mais vraiment, il faut être sourd et aveugle pour ne pas comprendre le changement radical dans l'activité de notre section française et les immenses perspectives qui se sont ouvertes devant elle.

Certains camarades soulèvent l'incident Léon Blum (11) comme une preuve de la dépendance de nos camarades français.

(8) Il y avait effectivement discussion dans la section polonaise et de vifs affrontements au sujet de l'entrisme. Mais il n'y avait pas eu scission, et la section allait se prononcer pour l'entrisme simultané dans le Bund et le P.P.S. Quant à la scission en Grèce, elle n'avait rien à voir avec cette question et n'était que la conséquence retardée du tournant de 1933 auquel le principal dirigeant grec, membre du S.I., s'était opposé.

(9) Le G.B.L. s'était adressé aux autres tendances de gauche à l'intérieur de la S.F.I.O. en leur proposant un programme minimum comprenant notamment la création d'une milice, la préparation de la grève générale, l'organisation de réunions communes socialistes-communistes. La 19^e section de la S.F.I.O. avait adopté l'essentiel de ces points dans une motion appelée « Motion d'alarme » (*La Vérité*, 2 novembre 1934). Quelques jours après, et avec l'appui de Marceau Pivert, le conseil fédéral de la Seine avait fait sienne cette motion qui affirmait la nécessité de maintenir et élargir les conquêtes démocratiques par « la lutte extra-parlementaire des masses », réclamait la dissolution de la Chambre des députés, fixait l'objectif de la grève générale avec pour objectif un « gouvernement ouvrier » dont le programme serait d'armer les travailleurs et satisfaire leurs revendications en s'appuyant sur les comités d'usines et comités locaux de front unique. Il n'y a donc aucune exagération dans l'appréciation portée par Trotsky.

(10) Selon ses dirigeants, l'Entente des J.S. de la Seine était passée de 1 000 membres en septembre à 1 450 en novembre. Les jeunes B.L. partageaient la direction de l'Entente de la Seine avec d'autres courants de gauche.

(11) Au lendemain de l'assassinat à Marseille du ministre Louis BARTHOU (1862-1934), et de la mort de l'ancien président de la république Raymond POINCARE (1860-1934), *La Vérité* avait publié le 19 octobre une manchette particulièrement agressive : « Léon Blum s'incline devant les cadavres de Barthou et Poincaré. Il n'a pas encore eu un mot pour les héroïques prolétaires d'Espagne insurgée. » La « page jeunes » du même numéro adressait « l'expression de leur sympathie émue au citoyen Léon Blum pour le double deuil » qui venait de le frapper « en la personne de MM. Barthou et Poincaré ». Le secrétaire général adjoint de la S.F.I.O., J.B. Séverac, par une lettre du 24 octobre, avait au nom de la C.A.P. convoqué au secrétariat du parti le ou les responsables de ces deux attaques. C'est Raymond Molinier qui s'était rendu à cette convocation en sa qualité d'administrateur du journal. *La Vérité* du 2 novembre rendit compte en ces termes de cette entrevue : « Notre camarade Molinier affirma notre volonté d'exprimer sans réti-

Avec des arguments de ce genre, on ne fait que démontrer le caractère absolu de sa propre carence politique. Si nous voulons gagner les ouvriers socialistes, nous sommes tenus à exposer nos idées dans un langage qui leur soit compréhensible. Ils peuvent comprendre nos arguments contre Blum, mais ils ne peuvent accepter la dérision. Surtout maintenant, où les staliniens fraternisent avec Léon Blum, etc. La rédaction de *La Vérité* a commis une faute psychologique par rapport à la mentalité des ouvriers socialistes — ce qui est plus grave que d'avoir enfreint les statuts de la S.F.I.O. Mais, précisément parce que *La Vérité* respire maintenant l'ambiance ouvrière, elle a franchement corrigé sa faute, et le résultat est qu'elle a dû y gagner en prestige aux yeux des meilleurs éléments du P.S. Se cramponner à cet incident purement technique pour justifier les pauvres débris de l'argumentation « intransigeante » qui avait précédé l'entrée, quel autre certificat de faillite faut-il encore ?

D'autres camarades de la même tendance bordiguiste et hennautisante (12) objectent : « On nous avait annoncé que Doumergue céderait sa place aux fascistes et aux voyous, et c'est Flan-din qui l'a remplacé. Toute la perspective des entristes s'est révélée fausse. Nous disposons donc de temps pour grandir sous la forme de groupe indépendant. » Il est fatal qu'une position fausse déforme l'ensemble des perspectives et des critères. Nous n'avons jamais dit que Doumergue, *personnellement*, céderait sa place aux fascistes, et nous avons parlé du bonapartisme français dont le premier (mais non le dernier) représentant fut Doumergue. En Allemagne, Brüning, premier représentant du bonapartisme semi-parlementaire, a cédé la place à von Papen, extra-parlementaire, agent direct de Hindenburg, mais Papen a dû faire place à von

cence notre pensée, notre conception sur chaque question. Le camarade Séverac déclara que ce droit n'était pas en cause, mais devait trouver une forme "d'expression propre à ne pas nuire à l'unité du parti", ce qui, de l'avis du secrétariat, n'était pas le cas de la manchette Notre camarade répondit que les articles de Blum sur Poincaré et Barthou avaient suscité une juste indignation dont notre manchette était le reflet, mais qu'à l'avenir notre rédaction prendrait note des observations du secrétariat du parti quant à la forme de nos critiques. »

(12) Pour Bordiga, cf. n. 12 p. 178. Adhémar HENNAUT (1899-1977), avait été secrétaire administratif du P.C. belge de 1923 à 1928, et secrétaire de la fédération de Bruxelles. Exclu pour « trotskysme » en 1928, il avait été secrétaire administratif de l'Opposition de gauche belge et rédacteur en chef de son journal. La Ligue des communistes internationalistes belge avait connu une première scission avec le départ, en 1930, de la fédération de Charleroi, dirigée par Léon Lesoil, appuyée par Trotsky. Après le retrait de l'ancien secrétaire général Van Overstraeten, Hennaut était devenu secrétaire général de la L.C.I. Il était en relations avec la « fraction de gauche italienne » à Bruxelles et avait refusé de s'engager en 1933 dans des pourparlers de réunification. Pour Trotsky, Bordiga et Hennaut symbolisent l'état d'esprit sectaire du communisme ultra-gauche.

Schleicher, plus « social » (13), plus parlementaire que lui. On ne peut jamais prévoir les combinaisons personnelles et les situations concrètes. Il suffit de prévoir la tendance générale. Or Flandin est pour nous une nuance à peine différente du régime Doumergue. Si le bonapartisme ne devait durer que quelques semaines, notre tournant n'aurait aucune efficacité. C'est précisément parce que le régime bonapartiste en France jouit encore d'un certain répit que le tournant peut donner des résultats importants et même décisifs.

On parle beaucoup d'une atténuation de la crise économique. Si le fait se produit réellement (acceptons-en l'hypothèse) le dénouement serait ajourné d'une année, de deux, voire de trois. Dans ce cas, nous aurions à nous situer sur la base de la nouvelle conjoncture pour utiliser les luttes économiques des ouvriers et préparer leur regroupement révolutionnaire. Mais même un changement important de la conjoncture (et nous en sommes encore loin) ne changerait ni la ligne générale du développement ni notre politique. La nouvelle crise éclaterait dans un délai très bref avec beaucoup plus de force que la crise actuelle, et tout le processus politique se déroulerait sur un rythme beaucoup plus rapide qu'aujourd'hui. •

Au lieu de se réjouir du fait que notre section française a su tirer à temps les leçons des événements d'Allemagne, etc., les camarades Renery (14) et autres s'indignent : « On nous a trompés parce qu'on est entré dans la S.F.I.O. et que le fascisme n'est pas encore là. »

Il est exact que, grâce à l'appui des camarades Givé et autres, Naville et Bauer ont réussi à démoraliser, même pour quelque temps, même des ouvriers. Mais, grâce à l'efficacité du tournant, nous regagnons maintenant les éléments qui nous avaient quittés pour peu de temps, tandis que les « intransigeants », fauteurs de la scission, ont tout perdu, programme, prestige, principes.

(13) Sur Henrich Brüning, Franz von Papen, Kurt von Schleicher qui s'étaient succédé comme chanceliers en Allemagne, cf. n. 20 p. 70, n. 3 p. 143 et n. 2, p. 132. Paul von BENECKENDORFF und von HINDENBURG (1847-1934), ancien chef de l'armée impériale, avait joué un rôle décisif dans la répression de la révolution de 1918 et avait été le candidat des forces conservatrices à la présidence de la République en 1925. Réélu en 1932, il avait appelé Hitler à la chancellerie en janvier 1933. Rappelons que le général von Schleicher avait tenté de s'appuyer à la fois sur les syndicats réformistes et sur l'aile « plébéienne » des nazis.

(14) Ouvrier métallurgiste à Angleur, près de Liège, Lucien RENERY, ancien cadre du P.C. belge, en avait été exclu en 1928. En 1930, avec Vereeken, il avait été l'un des rares soutiens « extérieurs » de la fédération de Charleroi. Depuis, le début de la discussion sur l'entrisme, il était avec Vereeken.

Il est absurde de dire que notre situation internationale est désastreuse. Comment ? En Hollande, l'O.S.P., après avoir chassé De Kadt de ses rangs, a évolué vers le marxisme, et, grâce au tournant français, s'est décidé à fusionner avec notre section le R.S.P. (15). En Amérique, l'American Workers Party, le parti de Muste, longtemps courtoisé par les lovestoniens comme par les stalinien, a décidé de fusionner avec notre section (16). Ce sont là deux remarquables succès. Le parti unifié en Hollande fera de nouvelles brèches dans le parti social-démocrate comme chez les stalinien.

La section polonaise est une des plus jeunes de nos sections. Elle passe par ses maladies infantiles. La scission grecque n'a rien à voir avec le tournant français. La fraction hostile à notre organisation internationale est dirigée par Vitte (17) qui a été, voici quinze mois, « exécuté » par Vereeken pour son manque absolu de principes et ses intrigues dictées par des motifs médiocres. Il apparaît maintenant que la fraction Vitte est « intransigeante » et qu'elle condamne sévèrement l'entrée dans la S.F.I.O. Le cama-

(15) Sur les conditions dans lesquelles Jacques De Kadt et Sal Tas avaient été contraints de quitter l'O.S.P. après les violentes émeutes ouvrières de Jordaan, cf. n. 3 p. 212. L'unification entre l'O.S.P. et le R.S.P. — en panne depuis 1933 — était de nouveau à l'ordre du jour, et le processus était en marche.

(16) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), pasteur protestant, avait rejoint le mouvement ouvrier au cours d'une action de solidarité avec les grévistes de Lawrence en 1919. Il avait ensuite été le directeur pédagogique du collège ouvrier de Brookwood qui avait formé bien des cadres syndicaux. Toujours aidé par de généreux mécènes, il avait fondé en 1929 le Committee for Progressive Labor Action qui entraînait dans l'action politique bien des cadres syndicaux et fut à l'origine des Ligues de chômeurs. Il venait de se transformer en American Workers Party, lequel se préparait à la fusion avec la Communist League of America (ci-dessus, n. 4 p. 243). Or ce groupe original, bien implanté dans les syndicats américains, avait été très courtoisé. En 1933, il avait discuté avec le S.A.P. Il avait également semblé un instant près de rejoindre l'Independent Labor League of America, issu de l'Opposition de droite brandlérienne, et bien implanté également dans certains syndicats. L'animateur de ce dernier, Jakob LIEBSTEIN devenu Jay LOVESTONE (né en 1898), avait été, tout jeune encore, un des pionniers du mouvement communiste aux Etats-Unis, secrétaire général du parti dont il avait été exclu en 1929. Quant au parti communiste, qui avait également tenté de séduire le groupe Muste, il avait construit dans ses rangs une fraction que dirigeait à l'époque Louis BUDENZ (1891-1972), journaliste de talent et organisateur des Ligues de chômeurs.

(17) Dimitri YOTOPOULOS, dit VITTE (1901-1965), militant des J.C. d'Athènes, avait rejoint en 1921 l'Union communiste dont il était devenu en 1924 le dirigeant. Cette organisation qui publiait la revue *Archives du marxisme* s'était appelée ensuite Archiomarxisti Organosi, organisation archéiomarxiste et avait été reconnue comme section grecque de l'Opposition de gauche internationale. Vitte avait été membre du S.I. à Berlin en 1932, puis à Paris en 1933. Là, il avait eu partie liée avec les adversaires du tournant, l'Italien Giacomi et le « groupe juif », et avait mené un jeu personnel, notamment avec la section britannique. Vereeken avait été solidaire du S.I. contre lui.

rade Givé devrait être plus prudent et ne pas évoquer ce qui se passe en Grèce : on est vraiment trop compromis par des alliés du genre de Vitte.

Beaucoup plus affligeante est la passivité de notre section espagnole (sauf glorieuses exceptions) lors des grands événements révolutionnaires (18). Nous avons toujours critiqué les dirigeants de la section espagnole parce qu'imbus d'un esprit purement propagandiste et attentiste. Chaque camarade pourrait et devrait relire la discussion internationale avec la direction espagnole (19). Et voilà le fait significatif : les camarades espagnols se sont déclarés franchement hostiles au tournant français. Une nouvelle confirmation que l'« intransigeance » n'est dans cette question que le masque de la passivité purement journalistique et propagandiste. Pour notre part, nous répéterons toujours : « La plus grande des fautes commises par toutes nos sections, c'est celle de la section espagnole qui n'a pas su à temps adhérer au parti socialiste, au commencement de la préparation de la lutte armée (20). »

En quoi consistait la faute fondamentale de la lettre de la majorité belge sur l'entrée de la S.F.I.O. ? Nous l'avons indiqué en son temps : au lieu d'analyser la réalité du mouvement ouvrier actuel dans chaque pays, le camarade Vereeken manipulait des

(18) Lors de l'insurrection ouvrière dans les Asturies qui s'était déroulée en octobre sous le drapeau de l'Alliance ouvrière — dont la C.N.T., ici, était membre — et sous le mot d'ordre de l'« union des frères prolétaires » (U.H.P.), la section espagnole n'avait pas joué de rôle propre. Plusieurs de ses militants y avaient pourtant joué un rôle non négligeable. Emilio GARCIA, de Gijón, militant du syndicat C.N.T. de la construction, avait joué un rôle positif lors du congrès régional de cette organisation qui avait décidé de rester dans l'Alliance ouvrière. Ignacio IGLESIAS (né en 1912), fils de mineur, étudiant, avait, pendant l'insurrection, assuré la direction du comité de ravitaillement de la cité minière de Sama de Langreo, et avait dû s'enfuir en Catalogne. José LOREDO APARICIO, avocat d'Oviedo, pionnier du P.C. aux Asturies, exclu dès 1926 et qui avait été l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche espagnole et le gérant de *Comunismo*, avocat du syndicat unique des mineurs de la C.N.T. asturienne, avait été membre du comité révolutionnaire d'Oviedo et responsable du ravitaillement. Condamné à mort, il s'était réfugié en Belgique. En Catalogne, la Esquerra comunista avait confondu son attitude avec celle du Bloc obrer y camperol, et la déconfiture finale du mouvement avait complètement confirmé les critiques antérieurement formulées par Trotsky à l'égard de sa politique de suivisme (cf. pp. 181-185). A Madrid, les préparatifs de l'insurrection manquée avaient été essentiellement le fait des Jeunesses socialistes et du parti socialiste qui avaient systématiquement tenu à l'écart les autres organisations. Enrique FERNÁNDEZ SENDÓN dit Luis FERSEN, un de ses dirigeants emprisonné à Madrid, l'avait été sans lien direct avec l'insurrection.

(19) Cf. *La Révolution espagnole*, 1^{re} partie, pp. 27-247 et notamment les extraits de la correspondance avec Andrés Nin.

(20) Cf. *Ibidem*, annexe 1, pp. 588-606, avec des documents émanant d'Andrés Nin et du S.I. La Izquierda comunista avait repoussé avec beaucoup de hauteur les propositions d'« entrisme » de Trotsky, mais la question allait cependant rebondir au cours des semaines suivantes.

notions abstraites et absolues : « réformisme, seconde Internationale, etc. », « le réformisme ne peut pas tolérer... », « le réformisme ne peut pas accepter... ». De récents événements en Belgique ont beaucoup contribué à discréditer cette méthode métaphysique, bordiguiste, antimarxiste. La direction du P.O.B. a voulu exclure *L'Action socialiste*. Les chefs syndicaux l'ont également exigé. Mais les changements de la situation ont obligé la bureaucratie à tolérer l'Action socialiste et poussé De Man à flirter avec les Jeunes gardes dont le caractère révolutionnaire, avec les inévitables flux et reflux, s'accroît tous les jours davantage (21).

Nous constatons ainsi que l'histoire ne se sert pas seulement du rouge et du jaune, mais qu'elle possède des nuances intermédiaires, et que l'art de la politique consiste à les discerner pour peser sur leur modification par les moyens appropriés. Perdre une seule journée supplémentaire à cause de scrupules bordiguistes est un crime. Entrer dans les Jeunes gardes pour défendre patiemment, avec énergie et avec tact, les idées léninistes, c'est la seule voie pour la création d'un parti révolutionnaire.

Chaque grand tournant provoqué par la modification de la situation objective produit une secousse profonde au sein de l'organisation dont la mentalité reflète la période révolue. Les défaillances individuelles et même les scissions partielles sont, dans de tels cas, inévitables. Mais le fait que le tournant ait été pris à temps est cent fois plus important que la perte de quelques camarades qui veulent, coûte que coûte, continuer à piétiner sur place. Les meilleurs de ces scissionnistes se repentiront demain des fautes qu'ils commettent et reviendront dans nos rangs que nous aurons su, entre-temps, renforcer en les liant aux mouvements des masses.

Nos meilleurs saluts révolutionnaires et antisectaires.

(21) Les tentatives d'interdiction de *L'Action socialiste* (cf. n. 4, p. 227 et n. 10, p. 239) avaient fait place désormais à une tentative de la direction du P.O.B. de séduire les dirigeants des J.G.S. autour de l'idée du « combat » pour la réalisation du plan.

SUR LES PROPOSITIONS DU S.A.P. (1) (décembre 1934)

D'un point de vue formel, la proposition du S.A.P. peut être considérée comme un certain pas en avant. L'acquis le plus important est que le S.A.P., pour la première fois, caractérise la politique de l'internationale communiste non pas comme ultra-gauchiste, mais comme oscillant continuellement entre l'ultra-gauche et la droite (2). Mais même cette concession à notre critique n'a pas été poussée jusqu'à ses nécessaires conséquences. Que signifie sur le plan théorique, ou politique, une tendance — mieux, une organisation mondiale — qui oscille entre deux extrêmes ? Ses oscillations doivent bien avoir une base sociale et une physionomie politique. Nous les avons depuis longtemps définies comme du centrisme bureaucratique. Les dirigeants du S.A.P. ont combattu cette définition. Ils n'en proposent pas d'autre. Les oscillations demeurent un mystère. La nécessité de libérer l'avant-garde prolétarienne de l'emprise de la bureaucratie soviétique continue ainsi de n'être pas motivée. La première con-

tl) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n°4, janvier 1935 ; *Unser Wort*, février 1935. Lettre signée Crux adressée au S.I. et à toutes les sections. Le S.A.P. avait adopté au mois de novembre, dans le cadre de la préparation de la conférence de l'I.A.G. prévue pour février 1935, des thèses sur les questions internationales, l'I.A.G. et son rôle, intitulées « *Wesen und Aufgaben der I.A.G.* ». Rappelons que le S.A.P. (Sozialistische Arbeiter Partei), né en 1931 d'une scission à gauche du parti social-démocrate allemand, s'était donné au début de 1933 une direction communiste, issue de l'opposition de droite allemande. Le S.A.P. avait signé la « déclaration des quatre » d'août 1933 sur la nécessité et les principes d'une nouvelle internationale, mais n'avait pas donné suite. Il avait mis au-dessus du bloc des quatre sa solidarité avec l'organisme international, Internationale Arbeitsgemeinschaft (I.A.G.), auquel adhéraient un certain nombre d'autres partis « centristes », comme l'I.L.P. britannique, le D.N.A. norvégien, etc.

(2) Les dirigeants du S.A.P., et particulièrement Jakob Walcher, avaient jusqu'alors défini la politique de l'I.C. comme ultra-gauche, comme le faisaient, depuis la création de la K.P.O., les dirigeants brandlériens. Il est vrai que le tournant à droite des P.C., notamment en France, rendait nécessaire un « réajustement ».

cession théorique, demeurant à mi-chemin, reste sans valeur (voir page 7 des *Thèses*).

La page 5 définit le fascisme, et la page 6 le réformisme lié à la démocratie bourgeoise. Mais les thèses ne soufflent mot de la phase de transition entre l'époque réformiste démocratique et l'époque fasciste. Le S.A.P omet totalement la question du bonapartisme qui est dans de nombreux pays d'une brûlante actualité (3). Comment peut-on s'orienter dans la situation politique actuelle en France, Belgique, Hollande, etc., sans avoir donné une définition et une explication du bonapartisme ?

Dans les *Thèses sur la guerre*, on est surpris de ne rien trouver sur le rôle de l'Etat national dans la crise actuelle du système capitaliste. La contradiction fondamentale est entre les forces productives du capitalisme et le niveau de consommation des masses. Mais cette contradiction ne se présente pas dans une arène du capitalisme une et indivisible. L'Etat national délimite le cadre dans lequel cette contradiction est mise en lumière. C'est ainsi que la contradiction entre les forces productives du capitalisme et l'Etat national devient la cause immédiate des guerres. Sans avoir caractérisé le rôle économiquement réactionnaire de l'Etat national, il est impossible de réfuter l'idée de la défense nationale. D'où la faiblesse des thèses sur ce point majeur.

Mais, plus importante encore que ces erreurs ou omissions théoriques et politiques — il y en a d'autres — est l'équivoque essentielle sur laquelle repose l'ensemble de l'organisation de l'I.A.G. (4) : elle est inhérente à une politique qui substitue la diplomatie entre appareils à une explication franche et une critique marxiste mutuelle.

Nous lisons : « L'I.A.G. n'est pas une Internationale. Il n'existe pas encore entre ses membres une solidarité théorique et pratique qui leur permette d'endosser la responsabilité de la totalité de la politique des autres organisations adhérentes. » L'équivoque réside dans les mots « die gesamte Politik » (la totalité de la politique). La question est de savoir si le S. A.P endosse la responsabilité, non de toutes les actions du D.N.A., mais de son orienta-

(3) Cf. l'article « Bonapartisme et fascisme » pp. 142-150.

(4) L'I.A.G. existait en fait depuis 1932, mais elle n'avait pris une certaine stature qu'avec l'année 1933.

tion générale, de sa ligne (5). La même question en ce qui concerne l'I.L.P. (6).

Pour nous, la politique du D.N.A. est orientée dans une direction diamétralement opposée à la nôtre. Dans les réunions de l'I.A.G., on ne trouve pas trace d'une explication de la direction générale de l'activité des partis membres. Dans ces conditions, les conférences et thèses de l'I.A.G. perdent toute valeur révolutionnaire, et, pire encore, avec des thèses adroitement présentées, elles dissimulent une activité orientée dans le sens opposé.

On nous oppose parfois l'objection suivante : « Mais votre section française est retournée au parti social-démocrate. La jeunesse léniniste belge se prépare à adhérer aux J.G.S. Comment pouvez-vous, dans ces conditions, vous, bolcheviks-léninistes, nous reprocher ainsi le manque de cohésion de l'I.A.G. ? »

Cet argument est radicalement faux. Notre section française n'a pas une comptabilité en partie double. Elle ne sépare pas ses principes de ses actions. Elle ne substitue pas la diplomatie à la critique révolutionnaire. Elle est quelquefois obligée de limiter la forme d'expression de ses idées, mais elle ne se tait jamais sur l'essentiel, y compris les erreurs et les crimes des dirigeants de la S.F.I.O. Au contraire, l'I.A.G. se tait obstinément sur toutes les questions qui ont une importance réelle, et, surtout, sur la politique de la direction du D.N.A. qui est en train de frayer la voie au fascisme en Norvège (7).

Il est vrai que la page 8 des *Thèses* sur les tâches « oblige » (*verpflichtet*) les organisations membres à orienter leur politique vers la conquête du pouvoir, etc. Elle les oblige (*verpflichtet*) à élaborer des programmes d'action, etc. Ces « obligations » pouvaient donner à l'I.A.G. l'air de souhaiter faire un pas en avant

(5) Depuis 1933, Trotsky avait souligné à ses alliés du « bloc des quatre », le S.A.P. et l'O.S.P., la nécessité pour eux de formuler publiquement l'opinion qu'ils lui disaient avoir de l'orientation de ce parti, qui était en train de préparer son retour dans la 11^e Internationale. Mais ils s'y étaient refusés pour des questions d'opportunité. En août 1934, le D.N.A., confirmant le pronostic de Trotsky, avait participé à Stockholm à une « conférence du Nord » avec les partis social-démocrates de Scandinavie. Les thèses du S.A.P. constituaient incontestablement une tentative embarrassée de se démarquer timidement d'un D.N.A. devenu trop compromettant, mais sans se couper de lui.

(6) L'Independent Labour Party (I.L.P.) était l'un des partis constitutifs de l'I.A.G. dont il avait assuré le secrétariat à travers le « bureau de Londres ».

(7) Le mouvement nazi se développait en Norvège sous la forme du Rassemblement national dirigé par l'ancien ministre de la guerre Vidkun QUILSING (1887-1945). Trotsky pensait que le ralliement du D.N.A. à la social-démocratie ne pouvait que lui ouvrir la voie, comme en Allemagne et en Autriche.

vers la cohésion théorique et politique. Mais ce n'est rien d'autre en réalité qu'une procédure purement formelle. Comment est-il possible d'« obliger » quelque organisation que ce soit, lorsqu'elles ne rendent jamais compte de leur activité et ne peuvent même pas tolérer d'être critiquées par d'autres organisations ? Pour « obliger », il faut pouvoir *contrôler*. Et pour *contrôler*, il faut avoir le droit de *critiquer*.

De Man, Jouhaux et autres veulent « obliger » l'économie capitaliste à être dirigée. Mais ils rejettent le mot d'ordre de contrôle de la production, à commencer par l'abolition du secret commercial — et pour une bonne raison ! Le plan d'une économie dirigée séparée d'une activité réelle n'est pas autre chose qu'un jeu destiné à faire diversion, ou à tourner en ridicule les naïfs, tandis que l'abolition du secret commercial, qui est un mot d'ordre beaucoup plus modeste, exige une lutte implacable contre la bourgeoisie. Les thèses du S.A.P. constituent un plan politique dirigé. Mais le secret commercial de Tranmael reste intact. C'est là tout le malheur. Et ce malheur annule totalement le petit progrès dans les formules théoriques.

L'équivoque continue, naturellement, sur la question de la nouvelle Internationale. Les thèses reconnaissent que « les deux grandes Internationales sont de plus en plus devenues des freins pour la lutte prolétarienne », mais, en même temps, elles s'abstiennent d'avancer le mot d'ordre de la nouvelle Internationale (la IV^e). Pourquoi ? Parce que Tranmael et les gens de son espèce, avec l'air d'intelligence factice qui leur est propre, proclament qu'il y a déjà une Internationale de trop. Imaginons un instant un agitateur qui dise au cours d'un meeting ouvrier public que la II^e et la III^e Internationales freinent et handicapent la révolution prolétarienne. L'auditoire peut être ou non d'accord, mais il s'attend à ce que l'orateur lui dise : « Nous devons créer une Internationale sur telle et telle base. » Mais cela, l'orateur du S.A.P. n'a pas le droit de le dire. 11 est désarmé. Sa critique des Internationales n'est qu'un coup à blanc. C'est pourquoi le S.A.P., comme l'I.A.G., piétine sur place.

Le mot d'ordre final de ces thèses est l'appel à un congrès de toutes les organisations prolétariennes contre la guerre. Ce mot d'ordre est à tous points de vue une fiction. Même si les organisations les plus importantes, comme les syndicats, étaient prêtes à siéger avec les bolcheviks russes, même si on trouvait un gouvernement pour autoriser un tel congrès, le résultat, en ce qui concerne la lutte contre la guerre, n'en serait pas moins officieux. 11 serait même susceptible, par le spectacle qu'il donnerait de notre

impuissance, d'encourager l'impérialisme bourgeois. Si les bureaucraties syndicales, social-démocrate et stalinienne, se trouvaient obligées de convoquer un tel congrès, il nous faudrait y participer afin d'y lutter pour nos idées et nos méthodes. Mais faire de ce congrès notre mot d'ordre et le proclamer d'avance un instrument de la lutte contre la guerre signifie semer une illusion de plus. Les ouvriers sont saturés d'abstractions sur le front unique, le front commun et l'unité organique. Le « congrès mondial » appartient à la même catégorie de fictions réconfortantes.

Pour nous résumer :

Si l'I.A.G. souhaite cesser d'être un poids mort, il lui faut mettre à l'ordre du jour de sa conférence de février les comptes rendus des organisations membres — en commençant par le D.N.A., la plus importante — sur leurs activités dans leurs pays respectifs. Une discussion franche et sans réticences, sur la base de ces comptes rendus, se terminerait par l'élaboration des thèses sur la politique générale du prolétariat et de chaque organisation membre. Elles ne pourraient que commencer par une condamnation impitoyable du tranmaelisme et de toute politique de flirt avec lui.

En un mot, nous devons dire ouvertement ce qui est. C'est le commencement de la sagesse.

A PROPOS DU PROJET DE STATUTS POLITIQUES ⁽¹⁾

(décembre 1934)

Je me bornerai aux remarques les plus importantes sur ce texte. Le § 4, « Contre le soutien de la démocratie parlementaire ». Sous cette forme générale et absolue, c'est faux, surtout dans la situation actuelle en France. Nous sommes pour le maintien de la démocratie parlementaire quand elle est attaquée par le fascisme ou le bonapartisme. C'est précisément sur cette base qu'est devenu possible le front unique, ou même l'entrée de la Ligue dans la S.F.I.O. En même temps, nous sommes pour le renversement de la démocratie parlementaire par la démocratie soviétique. Il faut formuler distinctement ces *deux côtés* de notre politique.

Le § 5. On met sur le même plan la défense de la démocratie et la défense de l'U.R.S.S. Il faut diviser ces deux questions en liant la défense de l'U.R.S.S. avec le § 7 *bis* (qui doit d'ailleurs être divisé en deux ou trois §).

Le même § 5 se prononce pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais ne dit rien sur l'activité révolutionnaire pour empêcher le déclenchement de la guerre. Maintenant, alors que nous sommes en pleine crise sociale et politique, alors que la lutte contre le fascisme doit s'exacerber toujours davantage, nous pouvons et nous devons envisager la possibilité de déclencher de grands mouvements révolutionnaires pour empêcher la guerre, et c'est cette tâche qu'il faut surtout mettre en évidence.

Le § 6 parle de la désagrégation de l'armée bourgeoise. Cette formule serait peut-être à éviter pour des considérations juridi-

(1) *Bulletin intérieur Au G.B.L., (Jeunes) n°2, 20 décembre 1934. Signé Vidal.*
Il s'agit de la critique d'un projet de statuts préparé pour les J.S. par le militant B.L. Rigal (cf. n. 1, p. 292).

ques. Il suffirait de dire : « pour gagner sa meilleure partie à la cause du prolétariat ».

Le § 7 *bis*. Il est déjà assez caractéristique que le paragraphe qui parle de la défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. porte un numéro *bis*. Cela laisse supposer que, dans le texte original, la question de la défense de l'U.R.S.S. n'était même pas mentionnée du tout. Je m'arrête sur cette « particularité » parce qu'elle est révélatrice d'un état d'esprit que je trouve désastreux (2). Si les jeunes léninistes veulent se discréditer et périr, ils n'ont qu'à adopter une attitude équivoque dans la question de la défense de l'U.R.S.S. En mettant cette question sur le même plan que celle de la défense de la démocratie, c'est-à-dire en identifiant la propriété capitaliste avec la propriété nationalisée, l'Etat bourgeois, même le plus parfait (où est-il d'ailleurs ?), avec l'Etat ouvrier, même le plus déformé.

Mes conclusions : le paragraphe concernant la défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. doit être mis comme un des premiers § des statuts, et tout à fait séparé de la question du « droit de critique à l'égard de la bureaucratie soviétique ». D'ailleurs, cette formule n'est pas bien claire ; on ne voit pas si nous réclamons ces droits pour les ouvriers soviétiques ou pour nous-mêmes. Il semble que dans les Onze points de la préconférence de l'Opposition internationale de gauche (février 1933), la même idée soit formulée plus correctement (3).

Le § 9 parle d'une nouvelle jeunesse, d'un nouveau parti. C'est trop abstrait, et cela n'explique pas pourquoi nous sommes entrés dans les J.S. Il y a une campagne pour la jeunesse unique. Il faut dire que cette campagne ne sera fertile que sur la base des principes révolutionnaires déterminés par nos statuts politiques, que nous présenterons comme charte pour la jeunesse unifiée.

Le plus grand défaut des statuts, c'est qu'ils ne s'occupent pas du tout de la situation réelle des J.S., auxquelles vous appartenez, et de l'Entente de la Seine en particulier. Votre faiblesse, c'est votre composition sociale tout à fait désavantageuse. Vous n'avez

(2) Rappelons que Craipeau, qui était un des dirigeants les plus influents des J.L., portait sur la nature sociale de l'U.R.S.S. une appréciation différente de celle de Trotsky.

(3) Le troisième des « Onze Points » adoptés à la préconférence de l'Opposition de gauche internationale en février 1933 disait : « Reconnaissance de l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier en dépit de la dégénérescence grandissante du régime bureaucratique; obligation inconditionnelle de tout travailleur de défendre l'Etat soviétique contre l'impérialisme et contre la contre-révolution intérieure. »

presque pas de jeunes ouvriers, et c'est cette question qu'il faut mettre au centre de vos statuts politiques, qui sont rédigés non pas pour l'univers et pour l'éternité, mais pour votre petit groupe qui est dans l'Entente de la Seine, en 1934. Il faut dire dans la conclusion : les principes exposés dans nos statuts ne peuvent être réellement appliqués que si notre organisation est enracinée dans la classe ouvrière elle-même. Sinon, elle n'aura qu'une existence éphémère et sans conséquence. C'est pourquoi notre tâche suprême — de l'organisation tout entière et de chacun de ses membres en particulier — est de recruter des jeunes ouvriers. Nos véritables succès seront mesurés non pas par la répétition des mêmes formule\$ révolutionnaires, mais par le changement radical de la composition sociale de notre organisation.

Les statuts ne disent rien de la question du front unique. C'est une lacune importante. Il faut indiquer que le front unique doit poursuivre des tâches concrètes pour la lutte des masses, en réservant à chaque organisation le droit de critique dans le cadre de la discipline d'action.

Vous reparlez de l'« autonomie » de la jeunesse. C'est une formule compromise, parce qu'elle s'est maintenant identifiée avec la tendance à la séparation du parti. Maintenant, cette tendance n'est pas la nôtre, mais celle des droitiers qui voudraient bien nous séparer du parti ! Parler de l'autonomie dans les statuts, c'est rendre le meilleur des services à Lévy (4) et aux autres. Il faut parler du droit de la jeunesse à la libre discussion, à la libre critique dans le cadre de la discipline d'action. Cela suffit totalement, et aura l'avantage de ne pas dresser contre nous les ouvriers adultes.

(4) Louis LEVY (1895-1945), avocat, membre du parti socialiste depuis 1916, était depuis 1926 membre de la CAP de la SFIO et secrétaire national des Jeunesses socialistes.

QUELQUES REMARQUES SUR *RE VOL UTION* ⁽¹⁾ (décembre 1934)

1 ° *Révolution* doit être un journal ouvrier ou ne pas être du tout(2). Un journal ouvrier n'est pas un journal écrit *pour* les ouvriers. Ce n'est pas non plus nécessairement un journal écrit *par* les ouvriers. Mais il doit refléter la vie ouvrière et répondre à temps aux questions que les événements — petits et grands — provoquent chez les ouvriers.

2° Il faut écrire clairement, et, pour cela, il faut bien connaître la question que l'on traite et le but que l'on poursuit par l'exposé. Il ne faut jamais écrire pour écrire, pour faire un « leader » ou une rubrique quelconque.

3° Avant d'écrire un article sur une question précise, il faut parler sur ce même thème avec de jeunes ouvriers, écouter attentivement leurs questions, suggestions, objections, etc. Après avoir écrit l'article, il faut le soumettre à la critique des jeunes ouvriers.

4° Ne pas imiter la grande presse, ni par la disposition des rubriques, ni par les thèmes, ni par le ton d'exposition. Quand une

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L. (Jeunes), n°2, 20 décembre 1934. Lettre dictée à van Heijenoort et signée « un groupe de lecteurs ». *Révolution* avait été prévu par la direction de l'Entente des J.S. de la Seine dès avant l'entrée des jeunes léninistes dans ses rangs. Son rédacteur en chef était David Rousset. Le premier numéro venait de paraître, daté de décembre 1934, et avait été vendu à 12 000 exemplaires.

(2) La publication de *Révolution* par une Entente où les éléments révolutionnaires avaient beaucoup d'influence inquiétait la direction de la S.F.I.O. et les dirigeants nationaux des J.S. qui publiaient déjà un organe propre, *Le Cri des Jeunes*. Une procédure engagée dès la parution du premier numéro aboutit à la décision du comité national mixte d'interdire sa parution, avec menace d'exclure les collaborateurs du journal s'ils persistaient dans sa publication. Après une chaude discussion, les dirigeants de l'Entente s'inclinèrent formellement, mais *Révolution* parut de nouveau, sous la responsabilité personnelle de trois de ses militants responsables, en tant qu'organe extérieur à la S.F.I.O. — son titre était suivi de la mention « organe de lutte et de combat de la jeunesse ouvrière » —, et fut diffusée à travers Paris et la province avec un réel succès.

question importante pour la classe ouvrière, et surtout pour la jeunesse, surgit, on peut et on doit balayer les rubriques et consacrer le numéro tout entier à la même question (par exemple le chômage des jeunes, une grève importante avec la participation des jeunes, etc.) éclairée de différents côtés : exposition exacte des faits, reportage pris sur le vif, article théorique sur le même thème, des épisodes analogues de la vie internationale, etc. Un numéro pareil est comme un obus qui se fraye son chemin.

5° Il ne faut jamais prendre le ton d'un instituteur qui apprend à de petits enfants. Il faut toujours parler à des égaux, mais parler honnêtement, après étude et préparation, sans couvrir des lacunes par des phrases creuses.

6° Il ne faut jamais donner à l'article le caractère de commentaire sur des événements supposés connus. Chaque article doit avoir son armature ferme, composée de faits et de dates précises. Les commentaires doivent être sobres, découlant de l'exposé des faits eux-mêmes. C'est la seule voie pour éviter le didactisme stérile et humiliant.

7° Ne pas avoir peur de répéter les choses les plus élémentaires en les rafraîchissant toujours par des faits nouveaux.

8° Suivre attentivement toute la presse française bourgeoise et ouvrière, politique et syndicale, parisienne et locale ; découper tous les faits, même insignifiants, qui se rattachent à la vie de la jeunesse ouvrière ; placer les coupures dans des dossiers ; consulter les dossiers chaque fois qu'il s'agit de faire un article sur telle ou telle question.

9° Créer immédiatement une carte de reporter révolutionnaire. Indiquer à chacun un quartier de la ville ou une fonction spéciale (la justice bourgeoise pour les ouvriers, le chômage, la soupe populaire, les ouvriers étrangers, la caserne, etc.). Les reporters doivent être aussi des agitateurs et des recruteurs. Ils doivent être en liaison constante avec le milieu auquel ils sont attachés.

10° Une, deux ou quatre fois par mois, selon le rythme de la parution, réunir tous les collaborateurs, reporters et quelques jeunes ouvriers pour rassembler des suggestions et pour discuter les articles en préparation.

11° Dans les faits divers de la presse, on trouve un tas de faits d'une grande signification pour la compréhension de la vie sociale en général et des jeunes ouvriers en particulier. Chaque jour apporte des nouvelles sur des suicides des jeunes désespérés, etc.

On peut souvent remplir toute une page de ces faits divers bien assortis, avec des commentaires brefs et vigoureux.

12° Les articles signés ne sont pas bien indiqués pour la presse ouvrière en général, et celle des jeunes en particulier. Il faut habituer le lecteur à voir dans le journal une personnalité collective, c'est-à-dire l'organisation.

13° La question de la société socialiste, comme contraste à la société capitaliste, doit être éclairée par tel ou tel trait dans chaque numéro et à chaque occasion qui se présente. Il faut trouver chez les grands socialistes, à commencer par les utopistes, des formules pénétrantes de quelques lignes pour les reproduire à chaque page, à raison de deux ou trois.

14° Ce qui est absolument intolérable, ce sont des allusions compréhensibles seulement pour les jeunes « bureaucrates », des expressions argotiques de boutique, des abréviations absolument incompréhensibles pour le jeune ouvrier moyen.

15° Le journal ne peut devenir un journal ouvrier qu'à la condition que toutes les forces de l'organisation soient dirigées vers les quartiers ouvriers, vers les quartiers industriels, etc. Le journal qui ne recrute pas des ouvriers pour l'organisation n'est pas digne d'exister.

16° Enfin, notre époque doit être bien reflétée dans le journal. Le trait essentiel de cette époque, c'est qu'elle soulève les questions les plus profondes de la vie sociale et exige les réponses les plus radicales. Nous vivons dans une époque pré-révolutionnaire qui n'a besoin que d'un parti vraiment combatif pour se transformer en une époque révolutionnaire. Le journal doit être combatif, courageux et viser loin.

NOTES SUR LES PROBLÈMES INTERNES DU G.B.L. (1) (décembre 1934)

1— Nos remarques peuvent retarder sur les événements. Tant pis, je les fais tout de même. Le camarade Gérard (2), comme je le vois par le procès-verbal, a voulu justifier la collaboration à *La Lutte de Classes* (3), créé en tant qu'organe concurrent, contre le G.B.L. Y collaborer, c'est se désintéresser de sa propre organisation. Cependant, sans dévouement à son organisation, on ne fait rien d'important dans le mouvement ouvrier.

Je considère comme une faute du camarade Naville la parution, avec bien du retard d'ailleurs, de *La Lutte de Classes*. Mais j'espère que cette faute sera réparée par la fusion. Abstraitement parlant, la conférence pourrait être évitée, mais le groupe Naville,

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, janvier 1935. Signé Paul. La direction du G.B.L. connaissait une crise grave, due aux circonstances de l'entrisme et à la scission, mais aussi aux difficultés d'adaptation à un nouveau milieu militant très prenant. La séance du comité central du 25 novembre avait été interrompue. De vieux militants comme Craipeau et G. Rosenthal se tenaient sur la touche. Deux nouveaux venus au C.C., David Rousset et Louis RICAUDIAS, dit RICAL (né en 1911) avaient démissionné le 6 décembre. Raymond Molinier avait également démissionné. Une commission *ad hoc* avait été constituée pour examiner les réformes nécessaires dans le fonctionnement de l'organisation.

(2) Gérard ROSENTHAL dit Francis GERARD (né en 1903), avocat de Trotsky, était venu avec Naville du mouvement surréaliste. Il ne l'avait pas suivi dans la scission, mais luttait pour la réunification dont il considérait que Molinier faisait tout pour l'empêcher.

(3) Le G.B.L. avait proposé au groupe Naville-Blasco la publication en commun de *La Lutte de Classes* qui était resté entre les mains de ce dernier. Mais le groupe Naville l'avait publié seul. Rosenthal avait collaboré à ce numéro. La position du C.C. était sur ce point : « Le C.C. confirme qu'aucun de ses membres ne peut collaborer à un organe de tendance différente de la nôtre sans autorisation préalable du C.C. L'effort pour la réalisation de l'unification avec le groupe Naville est sérieux et le principe de la collaboration à *La Lutte de Classes* sera concrètement examiné sous cet angle et résolu collectivement par le C.C. ». Rosenthal avait opposé à la dernière partie (après « sérieux ») un amendement : « Le principe de la collaboration de nos camarades à *La Lutte de Classes* est admis. »

lié par son passé (et surtout par ses fautes), insiste sur la conférence. Pourquoi ne pas céder ? Pourquoi ne pas démontrer au groupe Naville comme au milieu socialiste qui nous entoure notre bonne volonté à collaborer, notre indépendance par rapport à toute considération d'un amour-propre d'ailleurs faux, etc. (4).

Intransigeance dans le fond, souplesse dans la forme, voilà le secret du succès si nous voulons créer une grande organisation.

2— La nouvelle organisation de la direction est une expérience. On juge une expérience à ses résultats. Ce qu'il faut saluer dans cette expérience, c'est la bonne volonté mise par la majorité à appliquer les suggestions raisonnables de la minorité. La condamnation des démissions est excellente. Espérons qu'on n'aura plus l'occasion de la répéter (5).

Quant à la nouvelle organisation du travail au C.C., je ne veux signaler qu'un point : celui qui touche aux relations entre le B.P. et le travail administratif quotidien. Le camarade Gérard a raison quand il indique que le secrétariat omnipotent est une innovation des staliniens. Mais, du temps de Lénine, outre le B.P. qui se réunissait une fois par semaine, sauf cas exceptionnel, fonctionnait en permanence un autre bureau de cinq camarades qui donnait toutes les directives pour le travail courant. Il y avait une règle selon laquelle l'objection d'une seule voix dans l'autre bureau suffisait pour que la question soit portée devant le premier bureau. Cela à titre d'information. Je n'en tire pas de conclusion pour notre organisation. Nous sommes beaucoup plus faibles. Il nous faut trouver une ligne qui nous préserve de deux dangers : la construction d'une direction aux mains d'un tout petit nombre de camarades, donc la concentration et la dispersion d'une direction entre des organismes indépendants les uns des autres. L'expérience seule peut indiquer la forme d'organisation la mieux appropriée.

(4) Raymond Molinier ne jugeait pas nécessaire la conférence d'unification que réclamait Naville.

(5) Des propositions de réorganisation de la direction sur la base des propositions de la minorité — et notamment de la lettre Rousset-Rigal — avaient été faites par une commission que dirigeait un nouveau venu, l'avocat Jean Rous (né en 1908) qui, avant de rejoindre la Ligue en 1934, avait été membre de la S.F.I.O. depuis 1928 et du mouvement Amsterdam-Pleyel. Cette commission avait fait un effort de conciliation, condamnant la « politique des démissions » — celles de Molinier comme de Rousset-Rigal — et l'abstention qui avait été un moment la position de Craipeau et était encore celle de Rosenthal. Elle avait supprimé le secrétariat dominé par Molinier, dont la toute-puissance avait été un des facteurs de la crise et proposé un bureau politique de sept membres, dont Jean Rous devait être le secrétaire. Ce dernier commençait ainsi au sein de la direction B.L. sa carrière de « conciliateur » sur lequel Trotsky prenait appui.

Sur sa composition, je n'ai pas d'observations à faire. Je trouve dans le procès-verbal cette phrase du camarade Mèche (6) : « Je travaillerai plus qu'avant encore malgré mon élimination du B.P. » Voilà une réponse vraiment révolutionnaire !

Je reviens à la question de la conférence de fusion. Je lis l'objection du camarade Frank (7), qui affirme que la conférence ne peut rien donner. Comment, rien si elle peut donner une fusion ? On pourrait l'organiser de façon très modeste pour éviter dépenses et perte de temps. D'ailleurs, Naville lui-même propose une consultation restreinte. Quelles raisons de s'y opposer ?

Je constate qu'absorbés par votre travail quotidien, vous demeurez encore à l'écart des questions internationales qui pourront pourtant revêtir bientôt une importance exceptionnelle.

Juridiquement, nous avons « perdu » notre section américaine et nous sommes en train de « perdre » notre section hollandaise, mais en même temps nous pourrions avoir une base plus solide pour le travail pour la IV^e Internationale (8).

La question du Bureau de Londres-Amsterdam n'est pas à négliger. Il faut bien s'occuper de leur conférence de février (??). Participer à une pareille conférence serait une bêtise impardonna-ble. Il paraît que le D.N.A. les a lâchés. Ceux qui restent, le S.A.P., l'O.S.P. et l'I.L.P. Mais le S.A.P. et l'O.S.P. ont déjà signé la Déclaration des Quatre pour la trahir le lendemain. S'ils sont prêts à confirmer cette déclaration, nous serons très heureux de recommencer l'expérience. Mais, se présenter à cette conférence sans garanties préalables serait une faute criminelle. Ce serait à peu près la même chose que de participer à une conférence

(6) MECHE était le pseudonyme de Jean MEICHLER (1898-1941), représentant de commerce. La minorité lui reprochait ses liens personnels avec Molinier et d'avoir plus de capacités administratives et financières que politiques. Trotsky avait pour lui une très réelle estime depuis le séjour qu'ils avaient effectué ensemble en octobre 1933. Craipeau avait également été écarté du C.C. par la réorganisation.

(7) Pierre FRANK (né en 1905), ingénieur chimiste, membre du P.C. en 1925, avait été l'un des fondateurs de *La Vérité* et le dirigeant de l'« aile marxiste », avec Molinier, contre Naville et Rosmer. Membre du S.I. en mai 1931, il avait séjourné à Prinkipo de juillet 1932 à mai 1933.

(8) L'A.W.P. d'une part, l'O.S.P. de l'autre, n'étant pas prêts à adhérer à la L.C.I., les nouvelles organisations unifiées qui allaient naître, Workers Party of the United States et R.S.A.P. de Hollande ne devaient pas s'y affilier. Mais évidemment les liens de fraction étaient conservés entre le S.I. et ses anciens militants dans les nouveaux partis.

avec Rimbert, Lhuillier, Lastérade, etc. (9), sans nous être entendus préalablement et en leur donnant ainsi la possibilité de nous condamner, de nous flétrir, etc.

Il serait important de mettre en évidence l'activité des membres du S.A.P. dans la S.F.I.O. J'ai des raisons de croire que cette activité est bien nuisible : ils ne se déclarent d'accord avec nous « en principe » que pour nous dénigrer, nous compromettre autant que possible. Un voisinage pareil est toujours très dangereux (c'est pourquoi j'insiste notamment sur la nécessité de régler la question avec le groupe Naville : ou la fusion ou la lutte ouverte). Et puisque le S.A.P. influence les gauches, surtout M. Pivert, il faudrait consacrer à ce parti un article dans *La Vérité* (10).

Un camarade pose dans le dernier numéro de *La Vérité* la question de l'unité organique. Je ne crois pas qu'il soit utile de revenir à la discussion sur cette question dans toute son ampleur. Cela ne pourrait qu'embrouiller les choses. Il suffit d'analyser la situation actuelle : tout le monde est sorti de la période confuse où le mot d'ordre unité organique signifiait tout ou rien. La question du programme pour le front unique comme pour l'union organique est posée. Cela nous suffit pour dire : nous nous engagerons jusqu'au bout sur ce terrain. C'est dans ce sens qu'il faudrait, il me semble, répondre à la lettre en question (11).

(9) Pietro TORIELLI, dit Pierre RIMBERT (né en 1910), ancien militant des J.C., avait quitté la Ligue au printemps 1933. Jean LASTERADE de CHAVICNY (né en 1910), étudiant en médecine, l'avait quittée à l'automne avec les militants du « groupe juif » qui avaient fondé l'Union communiste. Lhuillier (cf. n. 9, p. 230) qui avait scissionné au moment de l'entrisme venait de rejoindre l'Union communiste.

(10) Parmi les militants du S.A.P. émigrés à Paris qui avaient rejoint la S.F.I.O., il faut signaler Boris GOLDENBERG (né en 1905), qui y militait sous le nom de Boris GILBERT et s'était lié à Marceau Pivert. C'est vraisemblablement à lui que Trotsky faisait allusion. Ami de Sedov à Berlin et tenu pour sympathisant de « l'Opposition de gauche » à l'époque où il militait en Allemagne, Goldenberg était l'un de ceux qui avait polémique le plus vivement contre elle en émigration.

(11) *La Vérité*, n° 129, datée du 5 janvier 1935, publia dans sa « Tribune libre » la lettre d'un militant de Saint-Benoit, Moreau, datée du 9 décembre 1934, dans laquelle ce dernier regrettait que les B.L. et *La Vérité* aient, sinon abandonné, du moins fait passer au second plan le mot d'ordre d'unité organique. L'allusion de Trotsky pose un problème de datation. Il est donc possible que le texte ci-dessus ait été écrit en janvier 1935, après la publication de la lettre en question.

INTERVIEW AVEC LOUISE BRYANT ⁽¹⁾

(fin 1934 ou début 1935)

Est-il exact que, pendant que vous étiez en France (2), vous vous êtes consacré à la construction de la IV^e Internationale ?

Ma réponse dépend du sens que l'on donne au mot « construction ». Du fait de mes conditions de vie en France, je ne pouvais m'engager dans aucune « construction », et je ne l'ai pas fait, dans la mesure où je ne prenais aucune part à la vie politique de la France. Il est vrai cependant qu'avant mon arrivée en France et de même, pendant mon séjour, j'ai publié un certain nombre d'articles dans lesquels je développe l'idée que la II^e et la III^e Internationales ont achevé leur mission historique, sont devenues un frein pour le mouvement ouvrier mondial, et devraient céder la place à une IV^e Internationale, indépendante du réformisme comme de la bureaucratie soviétique.

Et comment pensez-vous y parvenir ?

Le problème n'est pas des efforts que je peux faire personnellement. Dans plusieurs dizaines de pays, dont les Etats-Unis, le

(1) Archives Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Le texte n'est pas daté. On peut le faire approximativement par les recoupements que son contenu permet. Louise BRYANT (1885-1936) était journaliste quand elle rencontra, à la fin de 1915, l'écrivain et journaliste américain John REED (1887-1920) qui avait connu le mouvement ouvrier à la veille de la guerre dans les grandes grèves des I.W.W. à Paterson, et écrit un remarquable reportage sur le Mexique insurgé. Elle avait dès lors partagé sa vie et l'avait accompagné dans le voyage en Russie où, témoin passionné de la révolution russe, il écrivit son célèbre *Dix jours qui ébranlèrent le monde*. Elle avait témoigné avec lui en 1918 devant la sous-commission judiciaire du Sénat qui enquêtait sur « le bolchevisme », et participé avec lui en 1919 à la fondation du Communist Labor Party des Etats-Unis. Elle l'avait rejoint à l'été 1920 lors de son second séjour en Russie et avait vécu avec lui les derniers mois de sa vie. Elle avait connu Trotsky en Russie pendant cette période. L'interview ne se déroula pas à Domène, mais par écrit, Louise Bryant ayant rencontré Léon Sedov à Paris et lui ayant remis le texte des questions qu'elle voulait adresser à Trotsky.

(2) Cette phrase pourrait suggérer que l'interview fut faite après le départ de France de Trotsky. Nous avons cependant suivi l'opinion exprimée sur la date par Jean van Heijenoort et les responsables des archives Cannon.

Canada, Cuba et presque tous les pays d'Amérique latine existent des groupes cohérents de propagande qu'on pourrait appeler les pionniers de la IV^e Internationale (3). Certains ont une existence et un fonctionnement indépendants, d'autres sont entrés en fraction dans des partis de masse. Dans l'ensemble, ces organisations de pionniers sont déjà beaucoup plus homogènes et influentes que les groupes d'initiative de la III^e Internationale pendant les années de la guerre impérialiste.

Alors, vous considérez que la bureaucratie soviétique n'est plus capable de diriger le mouvement ouvrier international ? Pourquoi ?

Elle est devenue une couche privilégiée qui n'exige des travailleurs que l'obéissance. Mais la discipline révolutionnaire n'a rien de commun avec une obéissance aveugle. La bureaucratie soviétique est devenue une force purement nationale et conservatrice. Le mouvement ouvrier a un caractère international et révolutionnaire. Le Comintern, sous la direction de la bureaucratie soviétique, n'a apporté à la classe ouvrière que des défaites au cours de la dernière décennie.

Alors vous pensez que les intérêts de l'U.R.S.S. sont en conflit avec les intérêts du mouvement ouvrier dans les autres pays ?

Non, vous n'avez pas compris ce que je voulais dire. L'Etat soviétique, en tant que système social nouveau, ne doit pas être confondu avec la bureaucratie soviétique qui, elle, constitue une excroissance sociale sur ce système. Les intérêts de la bureaucratie soviétique, à bien des égards, sont en contradiction avec les intérêts de l'Etat.

En quel sens considérez-vous que la politique de la bureaucratie soviétique est conservatrice ?

Dans le même sens que les principaux journaux la tiennent pour conservatrice. Il n'y a qu'à lire *Le Temps* ! La diplomatie soviétique défend le *statu quo*, alors que le mouvement révolutionnaire s'efforce de le renverser.

(3) On connaît l'existence aux Etats-Unis de la Communist League of America, laquelle était en train de fusionner avec l'A.W.P. pour constituer le Workers Party, qui n'avait pas d'affiliation internationale. Le noyau de l'organisation canadienne avait été constitué par deux vétérans du P.C. de ce pays : Maurice SPECTOR (1898-1968), qui avait été président du Workers Party du Canada à partir de 1922 et exclu en 1928 peu après son élection au C.E. de l'I.C., et Jack MAC DONALD (1888-1941), ouvrier de Toronto, qui avait été président du W.P.C., lié à la « droite » de Lovestone et n'avait rejoint Spector qu'en 1930. Le parti bolchevique-léniniste cubain s'était constitué en septembre 1933, dans le cours de la révolution, à partir du noyau de l'Opposition de gauche. Il était avec la

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

Mais peut-être la diplomatie soviétique est-elle temporairement contrainte de s'adapter au statu quo ?

C'est de cette façon que les bureaucrates soviétiques voyaient également les choses au début. Mais le temps a modifié leur psychologie. Nous, marxistes, pensons que l'existence détermine la conscience. Les conditions de leur existence en tant que couche privilégiée incontrôlée les amènent inévitablement à devenir conservateurs. On peut voir à tout moment les diplomates, hommes politiques et journalistes soviétiques faire des déclarations qui seraient absolument impossibles si leurs auteurs accordaient la moindre pensée au fait que les masses laborieuses du monde entier les écoutent, elles aussi.

Considéreriez-vous le rapprochement entre l'U.R.S.S. et la France comme réalisable ?

Oui. Pour les raisons que je viens de mentionner, il pourrait se révéler parfaitement réalisable.

Pensez-vous que l'assassinat du roi de Serbie (4) a été l'œuvre des gouvernements hongrois et italien, comme le soutiennent le Populaire et l'Humanité ?

Je serais disposé à reconnaître que ces gouvernements y ont été mêlés par l'intermédiaire de tel ou tel agent intervenant en coulisses. Mais il est totalement absurde de s'imaginer que les terroristes croates et macédoniens ne sont que les agents d'un gouvernement fasciste (5). L'objectif de ces terroristes, c'est leur propre libération nationale, objectif en vue duquel ils cherchent un appui dans les antagonismes entre Etats. C'est une tradition ancienne, surtout dans les Balkans. Dans leur lutte contre les Turcs, les révolutionnaires des Balkans ont plus d'une fois caché leurs bombes dans des consulats tsaristes, et cela ne les a pas empêchés de se

l'Zquierda comunista de Chile, l'une des principales organisations trotskystes en Amérique du Sud. Il existait également des groupes, importants comme au Brésil, ou moins importants, comme au Mexique, en Argentine, en Bolivie, en Uruguay, à Panama, Porto Rico au moins.

(4) Il s'agit de l'assassinat du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie, le 9 octobre 1934. Le roi Alexandre appartenait à la dynastie des Karageorgevitch qui régnait avant la guerre sur la Serbie.

(5) On sait que l'attentat contre le roi de Yougoslavie avait été organisé par le groupe nationaliste croate connu sous le nom d'Oustachis. Son chef, Ante Pavelic (cf. n. 5, p. 268), était en liaison avec les autorités fascistes italiennes, lesquelles lui avaient permis d'organiser en territoire italien des « camps d'entraînement ». L'enquête avait également révélé l'existence de tels camps en Hongrie. On avait également soulevé à l'époque le problème de l'activité de l'organisation terroriste macédonienne O.R.I.M.

montrer, le moment venu, des adversaires irréductibles du tsarisme.

Quelles seront selon vous les répercussions du terrorisme ?

C'est difficile à prévoir. Le terrorisme individuel est une tactique aventuriste dont il est presque toujours impossible de prévoir les résultats.

Pensez-vous qu "une guerre soit possible en Europe dans les deux ans qui viennent ?

Je n'en exclurais pas la possibilité.

A quoi vous consacrez-vous personnellement en ce moment ?

J'écris un livre sur Lénine, sa vie, sa théorie et sa stratégie. Ce livre me prend la totalité de mon temps.

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE ET L'ASSASSINAT DE KIROV

(28 décembre 1934)

- Réponse à des amis américains -

1. Un « *amalgame* » énorme

L'assassinat de Kirov est resté pendant plusieurs semaines une énigme complète. D'abord, on n'a communiqué officiellement que l'exécution — comme mesure de répression immédiate — de plusieurs dizaines de terroristes de l'émigration blanche venant de Pologne, de Roumanie et d'autres Etats limitrophes.

Il venait naturellement à l'esprit que l'assassin de Kirov appartenait à cette même organisation de terroristes contre-révolutionnaires. Le 17 décembre, pour la première fois, on a communiqué que Nikolaïev avait appartenu auparavant, en 1926, au groupe d'opposition de Zinoviev, à Leningrad (2). Ce communiqué, par lui-même, disait fort peu. Toute l'organisation de Leningrad du parti bolchevique, à quelques exceptions près, faisait partie en 1926 de l'opposition zinoviéviste et était représentée au XIV^e congrès du parti par une délégation comprenant tous, ou presque, les anciens zinoviévistes aujourd'hui arrêtés.

Depuis, tous ont capitulé, leur chef en tête ; ensuite, ils ont capitulé à nouveau d'une manière plus décisive et plus humiliante. Tous sont de nouveau retournés dans le sein de l'appareil soviétique (3). L'indication que Nikolaïev — dont le nom ne dit rien à personne — a, dans le temps, fait partie du groupe zinoviéviste ne

(1) *Biulleten Opozitsii*, n° 41, janvier 1935. Paru en français dans la brochure du même titre à la Librairie du Travail. La traduction en a été revue.

(2) C'est en 1926 que, sous l'impulsion de son « patron » Zinoviev, mais aussi sous la pression des ouvriers de la ville, l'organisation du parti à Leningrad s'était engagée dans la voie de la constitution de la « nouvelle opposition » qui combattait notamment les tendances à l'accentuation de la Nep exprimées par Boukharine et la politique de concession aux koulaks — les paysans aisés.

(3) Zinoviev et Kamenev avaient capitulé et renié leurs propres idées dans une déclaration du 27 janvier 1928. Leurs partisans avaient été arrêtés par vagues successives et les avaient généralement suivis dans leur capitulation. Zinoviev avait de nouveau été exclu, ainsi que Kamenev en 1932 puis en 1933. Nombre d'anciens

signifiait en soi guère plus que l'appartenance de Nikolaïev, en 1926, à l'opposition de Leningrad du parti.

Cependant, il était clair que cette indication sur le « groupe Zinoviev » n'avait pas été faite par hasard : elle ne pouvait signifier rien d'autre que la préparation d'un « amalgame » judiciaire, c'est-à-dire d'un rattachement notoirement faux à l'assassinat de Kirov d'hommes et de groupes qui n'avaient et ne pouvaient avoir rien de commun avec un acte terroriste. Cette méthode n'est pas nouvelle. Rappelons qu'en 1926 déjà le G.P.U. avait envoyé auprès d'un jeune homme inconnu de tous, qui diffusait les éditions de l'Opposition, l'un de ses agents attirés qui avait autrefois combattu dans l'armée de Wrangel. Le G.P.U. a ensuite accusé l'Opposition dans son ensemble d'être en liaison... non pas avec l'agent du G.P.U., mais avec un « officier de Wrangel » (4).

Des journalistes stipendiés ont transmis tout de suite cet amalgame à la presse occidentale. Aujourd'hui, le même procédé est employé à une échelle infiniment plus vaste.

Le 22 décembre, Tass a ouvert les parenthèses de l'amalgame en communiquant des informations d'un caractère particulièrement sensationnel. A côté de personnes inconnues (5) traduites en zinoviévistes étaient encore en déportation. Zinoviev travaillait à Moscou, à l'office central du syndicat, et avait pris la parole à une réunion de protestation après l'assassinat de Kirov. Son ancien lieutenant Evdokimov, qui dirigeait à Leningrad l'office du lait, avait également pris la parole à un meeting à cette occasion. Mais ils avaient été arrêtés peu après. Notons que leurs dernières « déclarations » étaient dirigées contre le « trotskysme ».

(4) En 1927, l'étudiant Chtcherbakov, de l'Opposition de gauche, avait été pressenti par un sympathisant qui lui proposait un duplicateur : l'homme était en réalité un ancien officier de l'armée blanche du général Wrangel passé au service du G.P.U. et menant une opération classique de « provocation ». La direction stalinienne essaya de lier l'Opposition de gauche et son action à « l'ancien officier de Wrangel » et prit ce prétexte pour les premières exclusions. Mais le C.C. ne suivit pas Staline sur ce terrain et l'affaire fit long feu.

(5) Tous les hommes accusés avec Nikolaïev d'avoir organisé ou participé au meurtre de Kirov n'étaient pas des inconnus. Trois d'entre eux étaient d'anciens dirigeants connus des jeunes communistes. Ivan I. KOTOLYNOV (1905-1935) avait été membre du comité central de cette organisation et l'un des porte-parole de l'opposition unifiée au 6^e congrès en mars 1922, avant d'être exclu en 1927. Vladimir V. RUMIANTZEV (1902-1935) avait été également membre du comité central et, en 1926, avait entraîné le comité régional des J.C. de Leningrad dans son refus de condamner l'opposition. Nikolai N. CHATSKY (1899-1935), comme Kotolynov, qui était étudiant et Roumiantzev, qui était employé, était originaire du fameux quartier ouvrier de Vyborg. Selon la « Lettre d'un vieux-bolchevik » rédigée par Boris Nicolaïevsky d'après ses conversations avec Boukharine, les trois hommes s'étaient régulièrement rencontrés à la fin de 1934 pour collaborer à une entreprise de l'institut du parti pour rédiger une histoire des jeunes communistes de Leningrad. Rumiantzev au moins, avait évoqué son passé d'oppositionnel dans « des termes qui n'étaient pas en harmonie avec la ligne officielle », à cette occasion. L'exécution du groupe des « complices » de Nikolaïev, choisi parmi les anciens zinoviévistes des J.C., était une menace terrible pour les anciens zinoviévistes du parti...

justice à Leningrad pour l'affaire du terroriste Nikolaïev, à Moscou, en liaison avec cette même affaire, quinze membres de l'ancien groupe « antisoviétique » de Zinoviev ont été arrêtés. Tass communique en même temps, il est vrai, que « des données suffisantes pour leur mise en accusation » n'existant pas pour sept des personnes arrêtées, celles-ci sont renvoyées devant le commissariat des affaires intérieures aux fins d'une répression administrative.

Récapitulons, à la suite de Tass, les quinze membres du parti arrêtés à Moscou qui seraient mêlés à l'affaire Nikolaïev : 1) Zinoviev (6), collaborateur de Lénine pendant de longues années dans l'émigration, ancien membre du comité central et du bureau politique, ancien président de l'internationale communiste et du Soviet de Leningrad ; 2) Kamenev (7), collaborateur de Lénine dans l'émigration pendant de longues années, ancien membre du comité central et du bureau politique, vice-président du conseil des commissaires du peuple, président du conseil du travail et de la défense et du soviet de Moscou : ces deux hommes, avec Staline, composaient, dans les années 1923-1925, la « troïka » gouvernementale ; 3) Zaloutsky (8), l'un des plus vieux ouvriers bolcheviks, ancien membre du comité central, ancien secrétaire du comité de Leningrad, président de la première commission centrale d'épuration du parti ; 4) Evdokimov (9), l'un des plus vieux ouvriers bolcheviks, ancien membre du comité central et du bureau d'organisation, l'un des dirigeants du soviet de Leningrad ; 5) Fedorov (10), l'un des plus vieux ouvriers bolcheviks,

(6) Grigori Z. RADOMYLSKI, dit G. ZINOVIEV (1883-1936) était devenu militant clandestin en 1900, bolchevik en 1903. Lieutenant de Lénine en émigration, adversaire de l'insurrection d'Octobre, il avait été président de l'I.C., et, à la mort de Lénine, le premier personnage de la *troïka* — avec Kamenev et Staline — qui lui avait succédé. Dans l'Opposition de gauche unifiée en 26-27, il avait marché, depuis, de capitulation en capitulation.

(7) KAMENEV, (cf. n. 32, p. 79, avait dirigé la fraction bolchevique à la Douma en 1914. Depuis 1917, son itinéraire politique était celui de Zinoviev.

(8) Piotr A. ZALOUTSKY (1887-1937) était bolchevik depuis 1907 et avait été l'un des délégués de la Russie à la conférence de Prague en 1912.

(9) Grigori E. EVDOKIMOV (1884-1936), ouvrier et marin, militant du parti en 1903, comptait des années de prison et de déportation sous le tsarisme et avait été président du soviet de Petrograd pendant la guerre civile.

(10) Il s'agit vraisemblablement de Grigori F. FEDOROV (1867-1937) dont l'arrestation à cette époque est relevée par Roy Medvedev. Ouvrier de Petrograd, il était le plus ancien militant de l'ancienne capitale et en possédait la carte n° 1 ; il avait été membre du C.C. d'avril à août 1917 et était devenu le dirigeant du trust cartographique. Cependant c'est Grigori F. FEDOROV (né en 1891) qui devait être condamné en janvier avec Zinoviev et Kamenev.

ancien membre du comité central, président de la section ouvrière du soviet pendant la révolution d'Octobre ; 6) Safarov (11), l'un des plus vieux membres du parti, arrivé, avec Lénine dans le wagon « plombé », ancien membre du comité central et rédacteur en chef de la *Pravda* de Leningrad ; 7) Koukline (12), l'un des plus vieux ouvriers bolcheviks, ancien membre du comité central et du comité de Leningrad ; 8) Bakaïev (13), l'un des plus vieux ouvriers bolcheviks, ancien membre de la commission centrale de contrôle, participant très en vue de la guerre civile ; 9-15) Charov, Faïvilovitch, Vardine, Gorchenine, Boulakh, Guertik, Kostina (14), tous vieux membres du parti, militants de l'illégalité, participants de la guerre civile, ayant occupé des postes très responsables dans le parti et les soviets. Ces quinze personnes sont, ni plus ni moins, impliquées dans l'assassinat de Kirov et, d'après l'explication de la *Pravda*, leur but était la prise du pouvoir en commençant par Leningrad « avec l'intention secrète de rétablir le régime capitaliste ». Aux quinze « zinoviévistes » arrêtés, les communiqués suivants des journaux soviétiques ont joint encore quelques personnes de même envergure dans le parti.

De la première version, suivant laquelle Nikolaïev était présenté à l'opinion mondiale, en relation avec les organisations d'émigrés blancs qui envoient des terroristes par la Pologne et la Roumanie, il n'est plus question. Nikolaïev devient *l'agent terroriste d'une opposition intérieure au parti*, à la tête de laquelle se trouvaient l'ancien président de l'internationale communiste, Zinoviev, et l'ancien président du bureau politique, Kamenev, tous deux collègues de Staline dans la « troïka ».

(11) Gueorgui I. SAFAROV (1891-1942), vieux-bolchevik, avait été le correspondant de Lénine en France en 1914-1917, puis membre de l'exécutif de l'I.C., spécialisé dans les questions d'Orient soviétique. Il allait être condamné, sans doute administrativement, et ne figura pas au procès en préparation aux côtés de Zinoviev et de Kamenev.

(12) Alexandre S. KOUKLINE (1876-193?) était un des plus vieux militants ouvriers du parti bolchevique de Leningrad et avait été membre du comité central de 1925 à 1926. Il allait figurer au procès Zinoviev-Kamenev.

(13) Ivan P. BAKAIEV (1887-1936), ouvrier de St-Petersbourg, avait été l'un des organisateurs de l'insurrection de Kamychine en 1905 ; bolchevik en 1906, il avait passé six ans dans les prisons tsaristes. Il avait été secrétaire du soviet et président de la Tcheka de Pétrograd.

(14) Ivan V. CHAROV (1884-193?) était également un vieil ouvrier bolchevique de l'ancienne capitale, lié à Zinoviev ; Léonid Y. FAIVILOVITCH (1900-193?), allait être jugé en même temps que Zinoviev ; Ivan V. MGELADZE, dit Ilya VARDINE (1890-1943), également vieux-bolchevik, allait être condamné « administrativement », de même que V.S. BOULAKH et A.P. KOSTINA qui avait été la secrétaire du soviet de Pétrograd pendant la révolution ; Ivan S. GORCHENINE (1879-193?) et Artem M. GUERTIK (1879-193?), vieux-bolchevik, ouvrier de St-Petersbourg, allait comparaître devant le tribunal avec Zinoviev et Kamenev.

On voit clairement pourquoi nous avons qualifié le communiqué de Tass de sensation énorme. Nous pouvons maintenant l'appeler aussi un énorme mensonge.

2. Zinoviev et Kamenev, des terroristes ?

Nous n'avons ni la moindre raison, ni le moindre motif de défendre la politique ou la réputation personnelle de Zinoviev, de Kamenev et de leurs amis. Ils étaient à la tête de cette fraction qui a ouvert la lutte contre l'internationalisme marxiste au nom de la lutte contre le « trotskysme » (15). Ils se sont ensuite heurtés au mur bureaucratique élevé avec leur participation et sous leur direction ; effrayés par l'œuvre de leurs mains, ils ont rejoint, pour un court laps de temps, l'Opposition de gauche et dévoilé la fausseté et le mensonge de la lutte contre le « trotskysme » ; effrayés par les difficultés de la lutte contre la bureaucratie usurpatrice, ils ont capitulé ; rentrés dans le Parti, ils ont remplacé une opposition de principe par une fronde sourde ; après avoir été à nouveau exclus, ils ont capitulé pour la seconde fois. Ils ont renoncé au drapeau marxiste et adopté une attitude de mimétisme espérant se garder une place dans le parti dégénéré et étranglé par l'appareil. Ayant perdu respect et confiance, privés de la possibilité même de lutter, ils se sont trouvés à la fin cruellement punis. Ce n'est pas à nous de les défendre !

Mais la bureaucratie stalinienne ne les juge pas pour leurs véritables crimes devant la révolution et le prolétariat, car ses propres rangs se composent en grande partie de pitoyables transfuges, de carriéristes prêts à tout et de caméléons politiques (16). La bureaucratie veut à nouveau faire, de ses chefs destitués, des boucs émissaires pour ses propres péchés. Zinoviev et Kamenev manquaient de caractère ; mais personne ne les considérait comme des sots ou comme des ignorants. Les treize autres bolcheviks nommés ont fait l'expérience du parti bolchevique pendant vingt-cinq, trente années et davantage. Ils ne pouvaient pas tout à coup croire à l'utilité de la terreur individuelle pour changer le régime social, si même l'on admet pour un instant cette absurdité qu'ils auraient aspiré au « rétablissement du régime capitaliste ». Ils ne pouvaient pas davantage croire que l'assassinat de Kirov,

(15) C'est dès 1923 que Zinoviev avait lancé la polémique contre le prétendu « trotskysme ».

(16) Littéralement dans le texte : « et de personnes à mimétisme » (N.D.T.)

qui, d'ailleurs, n'a joué aucun rôle indépendant, pouvait les rapprocher du pouvoir. Les ouvriers américains comprendront plus facilement l'absurdité d'une telle pensée, s'ils imaginent pour un instant que l'Opposition de gauche dans les trade-unions décide d'assassiner quelqu'un des auxiliaires de Green (17) dans le but... de conquérir la direction des trade-unions !

Le communiqué de Tass reconnaît lui-même, du moins en ce qui concerne sept inculpés — Zinoviev, Kamenev, Zaloutsky, Evdokimov, Fedorov, Safarov, Vardine — qu'ils n'ont pas, en réalité, de rapports avec l'affaire Nikolaïev. Mais cet aveu est fait dans une telle forme qu'on ne peut le qualifier autrement que d'éhonté. Le communiqué parle de « l'insuffisance de preuves » comme s'il pouvait jamais y avoir des preuves d'une accusation notoirement fausse et inconcevable, dans sa nature ? En effectuant une division artificielle des anciens bolcheviks arrêtés à Moscou en deux groupes, et en déclarant que, par l'un de ceux-ci, il n'y a pas suffisamment de preuves, la clique stalinienne cherche, par cela même, à donner une apparence « d'objectivité » à la prétendue instruction afin de se réserver ensuite la possibilité de remplacer l'amalgame judiciaire par un amalgame administratif.

Des véritables motifs et des circonstances du crime de Nikolaïev, nous savons maintenant, après le communiqué de Tass, aussi peu qu'avant. L'indication que Kirov est tombé victime d'une vengeance, parce que Zinoviev avait été destitué de ses fonctions dirigeantes à Leningrad est manifestement absurde : huit années ont passé depuis, Zinoviev lui-même et ses amis ont eu le temps de se repentir deux fois, les « griefs » de 1926 ont pâli depuis longtemps devant des événements d'une importance infiniment plus grande. Il est clair que des circonstances beaucoup plus fraîches doivent avoir poussé Nikolaïev sur la voie de l'acte terroriste : et ce devaient être des causes très graves qui ont forcé Staline à se mettre sur la voie d'un amalgame monstrueux qui en soi — indépendamment de sa réussite immédiate ou non — compromet cruellement le groupe soviétique au pouvoir.

3. Au nom de la restauration du capitalisme !

La première question qui doit inévitablement venir à l'esprit de tout ouvrier qui réfléchit est la suivante : comment a-t-il pu se

(17) William GREEN(1873-1952), ancien responsable du syndicat des mineurs, avait succédé à Gompers en 1924 à la tête de l'A.F.L. Très conservateur, il se targuait de n'avoir jamais appelé à une grève. Il combattait avec énergie les tentatives d'organisation syndicale sur la base industrielle qui venaient d'aboutir à la fondation du C.I.O.

faire que précisément aujourd'hui, après toutes les réussites économiques, après « l'abolition » des classes en U.R.S.S., selon les assurances officielles, et la « construction » de la société socialiste, comment a-t-il pu se faire que de vieux bolcheviks, les collaborateurs les plus étroits de Lénine, ceux qui ont partagé le pouvoir avec Staline, membres de l'ordre de la « vieille garde », aient pu se donner pour but la *restauration du capitalisme* ?

Zinoviev, Kamenev et autres estiment-ils que le régime socialiste n'est pas profitable aux masses ? Ou au contraire : attendent-ils du capitalisme des avantages personnels pour eux-mêmes et pour leur descendance ? Et quels avantages ?

Seuls des imbéciles notoires seraient capables de croire que des rapports capitalistes, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production, y compris la terre, pourraient être rétablis en U.R.S.S. par la voie pacifique et mener au régime de la démocratie bourgeoise. En réalité, le capitalisme ne pourrait — si jamais il le pouvait — renaître en Russie qu'en résultat d'un violent coup d'Etat contre-révolutionnaire qui exigerait dix fois plus de victimes que la révolution d'Octobre et la guerre civile. En cas de renversement des soviets, leur place ne pourrait être occupée que par un fascisme essentiellement russe, devant la férocité duquel le régime de Mussolini et celui de Hitler apparaîtraient comme des institutions philanthropiques. Zinoviev et Kamenev ne sont pas des sots. Ils ne peuvent pas ne pas comprendre que la restauration du capitalisme signifierait tout d'abord l'extermination totale de la génération révolutionnaire, y compris bien entendu eux-mêmes. Par conséquent, il ne peut y avoir le moindre doute que l'accusation formulée par Staline contre le groupe Zinoviev est fausse du commencement jusqu'à la fin : tant en ce qui concerne le *but* (restauration du capitalisme) qu'en ce qui concerne les *moyens* (actes terroristes).

4. Le crime de Nikolaïev n'est pas un fait accidentel

Reste en tout cas ce fait que le groupe bureaucratique dirigeant n'est nullement enclin à apprécier le crime de Nikolaïev comme un phénomène isolé et accidentel, comme un épisode tragique : au contraire, il accorde à cet acte une importance politique si exceptionnelle qu'il ne s'arrête pas devant la construction d'un amalgame compromettant pour lui-même, uniquement pour mettre tous les genres d'opposition, de mécontentement, de critique

sur le même rang que les actes terroristes. Le but de l'opération est tout à fait évident : terroriser définitivement ceux qui critiquent et les oppositionnels, cette fois-ci, non par l'exclusion du parti ou par la privation du gagne-pain ni même par l'emprisonnement et par la déportation, mais par les exécutions. *A l'acte terroriste de Nikolaïev, Staline répond par un redoublement de la terreur contre le Parti.*

Est-il possible — doivent se demander avec la plus grande anxiété, dans le monde entier, les ouvriers qui réfléchissent — que la situation du pouvoir soviétique soit tellement difficile que la couche dirigeante se trouve contrainte, pour se maintenir en équilibre, de recourir à des machinations aussi monstrueuses ? Cette question en amène une autre que nous avons posée des dizaines de fois, mais à laquelle nous n'avons jamais obtenu même un semblant de réponse. S'il est exact que la dictature du prolétariat ait pour tâche d'écraser la résistance des classes exploiteuses — et c'est exact —, l'affaiblissement des classes autrefois dominantes, et d'autant plus leur « liquidation », en même temps que les succès économiques de la nouvelle société devraient obligatoirement mener à l'atténuation et à la disparition de la dictature. Pourquoi n'en est-il pas ainsi ? Pourquoi observe-t-on un processus de nature totalement opposée ? Pourquoi, pendant la période des deux plans quinquennaux, a-t-on vu croître aussi monstrueusement la toute-puissance de la bureaucratie qui a mené le Parti, les soviets et les syndicats à la soumission et à l'humiliation totales ?

Si l'on jugeait *seulement* sur la base du régime du parti et du régime politique, il faudrait dire : la situation des soviets empire manifestement, la tension de plus en plus grande de l'absolutisme bureaucratique exprime la croissance des contradictions internes qui, tôt ou tard, doivent mener à l'explosion, avec le danger que tout le système s'écroule. Une telle conclusion serait, cependant, unilatérale et, partant, inexacte.

5. Le socialisme n 'est pas encore construit, les racines des classes ne sont pas encore extirpées

Si nous voulons comprendre ce qui se produit, nous devons avant tout rejeter la théorie officielle selon laquelle la société socialiste sans classes est déjà établie en U.R.S.S. Si c'était le cas, pourquoi donc, en effet, aurait-on besoin de la toute-puissance de la bureaucratie ? Contre qui ? En réalité, il ne suffit pas de

« détruire » administrativement les classes, il faut encore les dépasser économiquement. Jusqu'à ce que la majorité écrasante de la population ne soit plus dans le besoin, l'aspiration à l'appropriation individuelle et à l'accumulation de biens conserve un caractère de masse et entre en collision continuelle avec les tendances collectivistes de l'économie. Il est vrai que l'accumulation poursuit surtout des buts de consommation immédiats, mais si on n'y veille pas, si on laisse l'accumulation dépasser certaines limites, elle se transformera en accumulation capitaliste primitive et pourra, par la suite, faire sauter les kolkhozes et, après eux, les trusts aussi. « Détruire les classes », dans le sens socialiste, signifie assurer à tous les membres de la société des conditions d'existence telles qu'elles supprimeraient tout stimulant de l'accumulation individuelle. On en est encore loin. Si l'on calcule le revenu national par tête d'habitant, surtout cette partie du revenu national qui va à la consommation, l'Union soviétique se trouve, aujourd'hui encore, malgré les succès techniques acquis, à la traîne des pays capitalistes. La satisfaction des besoins vitaux élémentaires est toujours liée à une lutte acharnée de tous contre tous, à l'appropriation illégale, en tournant les règles, en trompant l'Etat, en pratiquant le favoritisme, le vol en masse. Dans cette lutte, le contrôleur, le juge et le policier (18), c'est la bureaucratie. Elle compense par la pression administrative le défaut de puissance économique.

C'est une absurdité complète de penser que l'absolutisme de la bureaucratie soviétique soit nécessité par la lutte contre les restes des classes exploiteuses dans la société socialiste. En réalité, la justification historique de l'existence même de la bureaucratie consiste en ce qu'on est encore très loin de la société socialiste ; en ce que la société transitoire actuelle est pleine de contradictions qui, dans le domaine de la consommation, le plus proche et le plus sensible pour tout le monde, ont un caractère excessivement tendu et menacent toujours de faire irruption dans le domaine de la production. La collectivisation de l'économie paysanne a ouvert à la bureaucratie de nouvelles et énormes sources de puissance. C'est précisément dans l'agriculture que les questions de consommation sont liées le plus étroitement aux questions de production. C'est pourquoi la collectivisation a mené, à la campagne, à la nécessité de garder contre les paysans mêmes la propriété collective, par la répression la plus sévère.

(18) Dans le texte : *karatiel*, nom qui désigne les policiers exerçant une répression cruelle contre les travailleurs, organisés en *karatichny otriak*, détachement punitif (N.D.T.).

Toute cette chaude lutte n'a pas un caractère de classe net et ouvert. Mais potentiellement, d'après les possibilités et les dangers qui sont en elle, elle est une lutte de classes. Le régime de la dictature est par conséquent non seulement l'héritage de la lutte de classes antérieure (contre les hobereaux et les capitalistes) comme le présentent les staliniens, lutte dans le fond achevée, mais aussi une arme de préservation contre la lutte des classes qui aspire à se développer dans la concurrence féroce des intérêts de la consommation, sur la base d'une économie toujours arriérée et non harmonieuse. En cela, et en cela seulement, réside la justification historique de l'existence de la dictature soviétique actuelle.

6. *Le double rôle de la bureaucratie*

Mais son rôle de contrôleur et régulateur des contradictions sociales, sa fonction de lutte préventive contre la renaissance des classes, la bureaucratie soviétique les exploite impitoyablement dans l'intérêt de son bien-être et de sa puissance propres. Non seulement elle concentre dans ses mains tout le pouvoir, mais encore elle absorbe, légalement et illégalement, une énorme partie du revenu national. Elle est parvenue, sur cette voie, à s'éloigner à tel point des masses populaires, qu'elle ne peut plus admettre aucun contrôle sur ses actes ni sur ses revenus.

Certains observateurs et critiques superficiels ont déclaré que la bureaucratie soviétique était une nouvelle classe dominante. La fausseté de cette définition du point de vue marxiste est suffisamment éclaircie par nous.

Une classe économiquement dominante suppose un système de production et de propriété qui lui soit propre. La bureaucratie soviétique ne reflète que le stade transitoire entre deux systèmes de production et de propriété, le système capitaliste et le système socialiste. Il ne saurait être question d'un développement indépendant de ce régime transitoire.

Le rôle de la bureaucratie soviétique reste double. Ses propres intérêts la contraignent à sauvegarder contre les ennemis extérieurs et intérieurs le nouveau régime économique fondé par la révolution d'Octobre. Ce travail reste historiquement nécessaire et progressiste. Dans ce travail, le prolétariat mondial soutient la bureaucratie soviétique sans fermer les yeux sur son conservatisme national, ses instincts d'appropriation, son esprit de caste privilégiée.

Mais c'est justement ces traits qui paralysent de plus en plus le travail progressiste de la bureaucratie.

La croissance de l'industrie et l'entraînement de l'agriculture dans la sphère du plan d'Etat compliquent extraordinairement les tâches de la direction économique. Aboutir à l'équilibre entre les différentes branches de la production, et surtout à l'indispensable concordance entre l'accumulation et la consommation nationales, cela n'est possible que dans le cadre de la participation active de toute la population travailleuse à la planification de la nécessaire liberté de critiquer les plans, de la responsabilité et de la révocabilité de la bureaucratie de bas en haut. Le commandement incontrôlé d'une économie de cent soixante-dix millions d'hommes signifie l'accumulation inévitable de contradictions et de crises. La bureaucratie se tire des difficultés engendrées par ses fautes en en faisant peser les conséquences sur les épaules des travailleurs. Des crises partielles confluent vers une crise générale latente qui s'exprime en ceci que, malgré la grandiose dépense d'énergie des masses et de grandes réussites techniques, les succès économiques restent loin en arrière et la majorité écrasante de la population continue de vivre péniblement. Ainsi la *situation exceptionnelle de la bureaucratie*, provoquée par des causes sociales déterminées, *entre dans une contradiction de plus en plus profonde et irréconciliable avec les besoins fondamentaux de l'économie et de la culture soviétiques*. Dans ces conditions, la dictature de la bureaucratie, quoiqu'elle reste l'expression défigurée de la dictature du prolétariat, se transforme en crise politique permanente. La fraction stalinienne est contrainte, de façon toujours renouvelée, de détruire « définitivement » les restes des anciennes et des nouvelles oppositions, d'employer des moyens de plus en plus draconiens, de mettre en circulation des amalgames de plus en plus exécrables. En même temps, cette même fraction s'élève au-dessus du parti et même au-dessus de la bureaucratie. Elle proclame ouvertement le principe purement bonapartiste de l'infailibilité du chef à vie. La seule vertu du révolutionnaire qui soit dorénavant reconvenue est la fidélité au chef. Cette philosophie démoralisante d'esclaves de la bureaucratie, les agents du Comintern la transportent dans ses sections nationales.

7. Deux séries de difficultés

Ainsi, nous voyons que dans l'évolution de l'Union soviétique à l'étape actuelle, il est nécessaire de distinguer strictement deux sortes de difficultés. Les unes découlent des contradictions

de la période transitoire aggravées par les maladies du bureaucratisme. Ce sont les difficultés *fondamentales* dont souffre l'organisme soviétique tout entier. L'autre série de difficultés a un caractère *dérivé* et représente un danger non pas pour le régime soviétique, mais pour la situation dominante de la bureaucratie et pour le commandement personnel de Staline.

Ces deux sortes de difficultés, naturellement, sont liées entre elles, mais ne sont nullement identiques : elles sont dans une grande mesure opposées l'une à l'autre et le degré de leur opposition est en croissance ininterrompue. Les succès économiques et le progrès culturel de la population déterminés par la révolution d'Octobre se retournent de plus en plus contre le conservatisme bureaucratique, l'arbitraire bureaucratique et la rapacité bureaucratique. On observe des processus analogues dans l'histoire du développement des différentes classes dominantes dans le passé. La bureaucratie tsariste concourait au développement des rapports capitalistes pour entrer ensuite en opposition avec les nécessités de la société bourgeoise. Le commandement de la bureaucratie soviétique coûte trop cher au pays. Les progrès de la technique et de la culture, la croissance des exigences et de la pensée critique du peuple se retournent automatiquement contre la bureaucratie. La jeune génération commence à ressentir d'une manière particulièrement douloureuse le joug de « l'absolutisme éclairé » qui, au surplus, découvre de plus en plus l'insuffisance de ses « lumières ». Ainsi se forment des circonstances qui menacent manifestement la domination bureaucratique qui se survit.

8. Le terrorisme individuel, produit de la décomposition du bureaucratisme

Ce qui a été dit nous permet de répondre à la question posée au commencement de l'article : est-il possible que la situation des soviets soit si mauvaise que le groupe au pouvoir soit forcé de recourir à des machinations qui le compromettent profondément aux yeux du prolétariat mondial, à de malpropres tricheries et à des amalgames criminels ? Nous pouvons maintenant répondre à un sentiment de soulagement ; il s'agit non pas de la situation difficile des soviets, mais de la situation de la bureaucratie qui empire dans les soviets. Evidemment, la situation des soviets, n'est pas aussi brillante ni aussi magnifique que le représentent de faux amis qui ne sont pas désintéressés et qui, souvenons-nous-en, tra-

hiron t l'Union soviétique au premier danger sérieux. Mais elle est loin d'être aussi mauvaise qu'on pourrait le conclure sur la base des actes de honteuse panique de la bureaucratie. Le groupe au pouvoir n'aurait jamais consenti à lier le crime terroriste de Nikolaïev avec le groupe Zinoviev-Kamenev si les staliniens ne sentaient le terrain leur manquer sous les pieds.

Nikolaïev est représenté par la presse soviétique comme participant à une *organisation terroriste composée de membres du parti*. Si le communiqué est vrai, et nous ne voyons aucune raison de le considérer comme inventé, car la bureaucratie n'a pas reconnu cela d'un cœur léger, nous avons devant nous un fait nouveau auquel il faut attribuer une grande signification *symptomatique*. Un coup de feu accidentel tiré par un homme personnellement affecté est toujours possible. Mais un acte terroriste préparé à l'avance et commis sur l'ordre d'une organisation déterminée est, comme nous l'apprend toute l'histoire des révolutions et des contre-révolutions, inconcevable s'il n'existe pas une atmosphère politique favorable. L'hostilité envers les sommets du pouvoir a dû se répandre largement et prendre des formes aiguës pour qu'au sein de la jeunesse du parti, ou mieux, de sa couche supérieure, étroitement liée aux sphères inférieures et moyennes des cercles de la bureaucratie, pût se cristalliser un groupe terroriste.

Au fond, non seulement on avoue ce fait, mais on le souligne de commentaires officieux. La presse soviétique nous apprend que la haine aveugle des « enfants » était développée par la critique des pères oppositionnels. Les explications de Radek et compagnie semblent plagier le publiciste tsariste Katkov (19) qui accusait les pères libéraux pusillanimes d'inciter, volontairement ou involontairement, la jeune génération à commettre des actes terroristes. Il est vrai que dans la génération des pères, les sommets dirigeants n'ont choisi cette fois-ci que le groupe Zinoviev. Mais, pour Staline, c'est la ligne de la moindre résistance. En réprimant le groupe compromis, Staline veut discipliner les rangs bureaucratiques qui se dissolvent et qui ont perdu leur cohésion interne.

Lorsqu'une bureaucratie entre en contradiction avec les nécessités du développement et avec la conscience de la classe qui l'a hissée au pouvoir, elle commence à se décomposer en perdant la foi en elle-même. La fonction de direction se concentre entre les mains d'un cercle de plus en plus restreint. Les autres travaillent

(19) Mikhaïl N. KATKOV (1818-1887), d'abord professeur de philosophie à l'Université de Moscou puis directeur de journal, d'abord libéral, était devenu ultra-conservateur après le soulèvement polonais de 1863.

par inertie, nonchalamment. Ils pensent davantage à leurs affaires personnelles, ils s'expriment avec mépris dans leur cercle sur les hautes autorités, ils tiennent des propos libéraux et ils grognent. Ainsi, ils sapent l'estime et la confiance de leur propre jeunesse pour les dirigeants officiels. Si en même temps, dans les masses populaires, le mécontentement se répand, auquel il manque une juste expression et une issue, mais qui isole la bureaucratie tout entière, si la jeunesse elle-même se sent évincée, opprimée, privée de la possibilité d'un développement indépendant, l'atmosphère propice aux groupements terroristes est créée.

Hypothétiquement, mais avec une entière vraisemblance, nous pouvons rétablir, en tenant compte de ce qui a été dit, le rôle du groupe Zinoviev. Infâme imbécillité que celle qui consiste à dire qu'il pouvait avoir des rapports directs ou indirects avec l'acte sanglant de Smolny, avec sa préparation et avec sa justification politique ! Zinoviev et Kamenev sont retournés au parti avec la ferme intention de mériter la confiance des sommets et de se hisser à nouveau dans leurs rangs. Mais l'état général de la bureaucratie inférieure et moyenne qu'ils ont rejointe les a empêchés de réaliser leur intention. En donnant dans les déclarations officielles ce qui est dû à la « grandeur » de Staline, à laquelle ils pouvaient croire moins que quiconque, ils ont été contaminés par l'ambiance quotidienne, par l'état d'esprit général, c'est-à-dire qu'ils médisaient, racontaient des anecdotes sur l'ignorance de Staline, etc. Le secrétaire général ne restait évidemment pas ignorant de tout cela. Staline pouvait-il se choisir une meilleure victime que ce groupe, lorsque les coups de feu de Smolny (20) l'ont incité à donner une leçon à la bureaucratie ébranlée et en décomposition ?

9. *Marxisme, terrorisme et bureaucratie*

L'attitude négative du marxisme vis-à-vis de la tactique de la terreur individuelle est connue de tout ouvrier sachant lire et écrire. On a beaucoup écrit sur cette question. Je me permets de citer ici mon article publié en 1911, en langue allemande, dans la revue autrichienne *Kampf*. Inutile de dire qu'il y est question du régime capitaliste.

« L'attentat terroriste, même ** réussi », dit cet article, introduit-il un trouble dans les cercles dominants ou non, cela dépend des circonstances politiques concrètes

(20) Smolny désigne l'ancien bâtiment d'une institution pour jeunes filles nobles où était installée à Leningrad la direction du parti, et où Kirov avait été assassiné.

tes. En tout cas, ce trouble ne peut être que de courte durée : l'Etat capitaliste ne s'appuie pas sur les ministres et ne peut être détruit avec eux. Les classes qu'il sert trouveront toujours des hommes nouveaux, le mécanisme reste entier et continue son travail.

Mais le trouble que l'attentat terroriste introduit dans les rangs des masses ouvrières elles-mêmes est beau-

coup plus profond. S'il suffit de s'armer d'un revolver pour arriver au but, pourquoi donc les efforts de la lutte des classes ? Si l'on peut intimider de hauts personnages par le fracas d'une explosion, pourquoi donc un parti ? »

A cet article qui oppose à l'aventurisme terroriste la méthode de la préparation du prolétariat à la révolution socialiste, je ne puis rien ajouter aujourd'hui, vingt-trois années après. Mais si les marxistes condamnaient catégoriquement la terreur individuelle, évidemment pour des raisons politiques et non pas pour des raisons mystiques, même lorsque les coups de feu étaient dirigés contre les agents du gouvernement tsariste et de l'exploitation capitaliste, ils condamneront d'autant plus impitoyablement et rejeteront l'aventurisme criminel des attentats dirigés contre les représentants bureaucratiques du premier Etat ouvrier de l'Histoire. Dans ces conditions, les motifs subjectifs de Nikolaïev et de ses partisans nous sont indifférents. L'enfer est pavé des meilleures intentions. Tant que la bureaucratie soviétique n'est pas destituée par le prolétariat, et cette tâche sera accomplie, elle assume une fonction nécessaire dans la défense de l'Etat ouvrier. Au cas où le terrorisme du type Nikolaïev se développerait, il ne pourrait, de nouvelles conditions défavorables aidant, que rendre service à la contre-révolution fasciste.

Essayer de caser Nikolaïev dans l'Opposition de gauche, ne serait-ce qu'en la personne du groupe Zinoviev tel qu'il était en 1926-27, seuls des faussaires politiques, qui tablent sur des imbéciles, peuvent le faire. L'organisation terroriste de la jeunesse communiste n'a pas reçu le jour de l'Opposition de gauche, mais de la bureaucratie, de sa décomposition interne. *Le terrorisme individuel est, par essence, du bureaucratisme à rebours.* Pour les marxistes, cette loi n'est pas connue d'hier. Le bureaucratisme n'a pas confiance dans les masses, il tâche de se substituer à elles. Le terrorisme agit de même, lui qui veut rendre les masses heureuses sans leur participation. La bureaucratie stalinienne a créé un

religion des héros est aussi celle du terrorisme, quoique précédée du signe moins. Les Nikolaïev s'imaginent qu'il suffit d'éliminer quelques chefs à coups de revolver pour que l'Histoire prenne une autre direction. Les communistes terroristes, comme formation idéologique, sont chair de la chair de la bureaucratie stalinienne.

10. Le centrisme bureaucratique, cause de P effondrement du Comintern

En infligeant ce coup au groupe de Zinoviev, disions-nous, Staline voulait resserrer les rangs bureaucratiques. Mais ce n'est qu'un côté de l'affaire. Il y en a un autre, non moins important : *par les marches du groupe zinoviéviste, Staline veut atteindre le « trotskysme ».* Et il lui faut l'atteindre coûte que coûte. Pour comprendre le but et le sens de cette nouvelle étape de la lutte contre le « trotskysme », il est nécessaire de s'arrêter, ne fût-ce que succinctement, sur le travail international de la fraction stalinienne.

A l'égard de l'U.R.S.S., le rôle de la bureaucratie, comme nous l'avons dit, est double ; d'un côté, elle protège, avec les méthodes qui lui sont propres, l'Etat ouvrier ; de l'autre, elle désorganise et freine le développement de l'économie et de la culture, en réprimant l'activité créatrice des masses. Par contre, *dans le domaine du mouvement ouvrier international, il ne reste pas de trace de cette dualité ; ici la bureaucratie stalinienne joue d'un bout à l'autre un rôle désorganisateur, démoralisateur et funeste.* L'histoire du Comintern au cours des onze dernières années en fournit un témoignage péremptoire. Cette histoire est étudiée par nous dans une série d'ouvrages. Les staliniens n'ont pas répliqué un seul mot à notre analyse. D'une façon générale, ils ne veulent pas connaître leur propre histoire. Ils n'ont pas écrit un seul livre ou un seul article qui s'efforçât de dresser la bilan de la politique du Comintern en Chine, aux Indes, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Espagne pendant les événements mondiaux les plus grands.

Aucune tentative n'a été faite pour expliquer pourquoi, dans les conditions de la désagrégation capitaliste et de toute une série de situations révolutionnaires, le Comintern n'a connu pendant les onze dernières années que des défaites honteuses, le discrédit politique et la désagrégation organisationnelle. Pourquoi, enfin, pendant les sept dernières années, n'a-t-il pas osé convoquer une seule fois un congrès international ?

Où est le bilan des « partis ouvriers et paysans » en Orient ? Où sont les fruits du comité anglo-russe ? Qu'est-il advenu de la fameuse Internationale paysanne ? Qu'est devenue la théorie de la « troisième période » ? Qu'est-il advenu du programme de « libération nationale » de l'Allemagne ? Quel a été le destin de la grande théorie du « social-fascisme », etc. (21) ?

Chacune de ces questions est liée à un zigzag déterminé de la politique du Comintern, chacun de ces zigzags a abouti à une catastrophe inévitable. La chaîne de ces catastrophes compose l'histoire du Comintern stalinien. Son plus récent zigzag, particulièrement en France, est une pitoyable et funeste convulsion opportuniste. Il est clair qu'une telle chaîne de fautes, de confusions et de crimes ne doit pas avoir des causes individuelles ni fortuites, mais des causes générales. Ces causes ont leurs racines dans les qualités sociales et idéologiques de la bureaucratie stalinienne comme couche dirigeante. Le *centrisme bureaucratique* a conduit le Comintern à l'effondrement. La III^e Internationale comme la II^e sont condamnées. Aucune force ne les sauvera plus.

Au fond, le groupe stalinien au pouvoir a depuis longtemps déjà fait son deuil du Comintern. L'une des preuves les plus manifestes en est le refus de Staline de convoquer un congrès international. A quoi bon ? De toute façon, rien n'en sortira. Les bureaucrates de Moscou s'expliquent entre eux la faillite du Comintern par le « caractère non révolutionnaire » du prolétariat occidental et par l'incapacité des dirigeants occidentaux. Réfuter cette calomnie contre le prolétariat mondial, surtout après les récents événements d'Espagne et d'Autriche, il n'y a aucune nécessité de le faire. Quant aux dirigeants des partis communistes étrangers, Lénine, dès 1921, avertissait Zinoviev et Bou-

(21) Trotsky énumère ici quelques-uns des thèmes qui avaient, dans le passé, prévalu aux yeux de la direction de l'I.C. Sous la direction de Boukharine, de 25 à 28, l'I.C., à l'époque où elle soutenait inconditionnellement le Kuomintang en Chine, préconisait la formation en Orient de « partis ouvriers et paysans » et soutenait une éphémère « Internationale paysanne », tout en maintenant, malgré les critiques de l'Opposition, son alliance avec les dirigeants syndicaux britanniques au sein du « comité syndical anglo-russe ». Mais une politique sectaire et ultra-gauchiste avait succédé en 1928 à cette politique opportuniste au nom de l'analyse de ce que l'I.C. appelait la « troisième période », celle de la lutte directe pour le pouvoir. Les communistes allemands y défendaient, comme les nazis, le mot d'ordre de « libération nationale » de l'Allemagne, et appelaient « social-fasciste » la social-démocratie au nom de la théorie stalinienne de la « fascisation de la social-démocratie ».

kharine (22) dans une lettre : si, dans le Comintern, vous n'exigez que le consentement, vous ne rassemblez autour de vous que des « imbéciles soumis ». Lénine aimait appeler les choses par leur nom. Pendant les onze dernières années, la sélection des « soumis » a remporté des succès gigantesques. Conformément à cette situation, le niveau politique de la direction est tombé au-dessous de zéro.

11. La croissance mondiale du léninisme authentique est un terrible danger pour Staline

Le Kremlin, comme nous l'avons déjà dit, s'est accommodé de la nullité du Comintern, grâce à la théorie du socialisme dans un seul pays. Les espoirs dans la révolution prolétarienne mondiale, il les a échangés contre les espoirs dans la Société des Nations. Ordre a été donné aux partis communistes à l'étranger de mener une politique « réaliste » qui achèvera à brève échéance ce qui restait encore du Comintern. Staline se l'accorde à l'avance de tout cela. Mais ce dont il ne peut pas s'accorder, c'est de *la renaissance du mouvement révolutionnaire mondial sous un drapeau indépendant*. On peut renoncer à critiquer le réformisme : on peut conclure un bloc avec les radicaux ; on peut intoxiquer les ouvriers avec le poison du nationalisme et du pacifisme ; mais on ne saurait en aucun cas admettre que l'avant-garde prolétarienne internationale acquière la possibilité de vérifier librement et avec un esprit critique les idées du léninisme avec sa propre expérience et de confronter en plein jour le stalinisme avec le prétendu trotskysme.

Depuis 1923, toute l'idéologie de la bureaucratie soviétique s'est formée en repoussant avec de plus en plus d'hostilité le « trotskysme ». Le point de départ de chaque nouveau zigzag était le « trotskysme ». Et maintenant que le coup terroriste de Nikolaïev pose à nouveau devant la bureaucratie de très importantes questions politiques qu'elle croyait résolues une fois pour toutes, elle tente à nouveau de trouver, par l'intermédiaire du groupe Zinoviev, le coupable en la personne du trotskysme qui, comme

(22) Nicolas BOUKHARINE (1888-1938), devenu bolchevik en 1906, alors qu'il était encore étudiant, avait été l'un des plus populaires dirigeants bolcheviques. Leader des « communistes de gauche » en 1918, il était devenu par la suite le théoricien de la Nep, partisan d'une politique de concessions accrues à la paysannerie * aisée des koulaks. Il avait combattu l'Opposition de gauche, puis l'Opposition unifiée. Chef de file de « l'Opposition de droite », il avait été écarté en 1928 des responsabilités dans le parti.

on le sait, est l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise, l'allié du fascisme et ainsi de suite. A l'intérieur de l'U.R.S.S., la bureaucratie réussit à faire accréditer cette version tant que les masses sont privées de la possibilité de faire des vérifications et tant que ceux qui connaissent la vérité sont astreints au silence. C'est précisément de cet état d'oppression du parti qu'est sorti, comme il a déjà été dit, le monstrueux phénomène du terrorisme à l'intérieur du parti. Mais le danger s'approche furtivement, il s'est déjà approché, venant du dehors, de l'arène internationale. Les mêmes idées de Marx et de Lénine, pour lesquelles, à l'intérieur de l'U.R.S.S., on est puni, emprisonné, déporté et même fusillé comme « trotskyste et contre-révolutionnaire », sont maintenant reconnues de plus en plus largement et de plus en plus franchement par les éléments les plus conscients, les plus actifs, les plus dévoués de l'avant-garde du prolétariat mondial. Les abjectes calomnies que des journalistes stipendiés, sans honneur et sans conscience, continuent de répéter encore dans les feuilles du Comintern provoquent une indignation de plus en plus grande dans les rangs des partis communistes eux-mêmes et isolent en même temps les sections du Comintern des larges couches ouvrières.

Cette perspective, répétons-le, a cessé d'effrayer Moscou. Mais il existe un autre danger qui commence à peser sur la conscience de la fraction stalinienne comme un cauchemar. L'influence croissante des idées non falsifiées du léninisme, dans le mouvement ouvrier d'Amérique et d'Europe, ne pourra pas rester un mystère pour les ouvriers d'U.R.S.S. On peut se taire, même si ce n'est pas facile, sur la participation de l'ancienne Ligue communiste d'Amérique à la grève de Pennsylvanie (23) ; on peut, quoique difficilement, garder le silence sur l'unification de la Ligue avec le parti ouvrier (24) ; mais quand les événements prendront une envergure plus large et que les marxistes révolutionnaires, les léninistes y prendront une part dirigeante, il n'y aura plus aucune possibilité de se taire sur ces faits. Le danger gigantesque qui en découle pour la fraction stalinienne est manifeste. Tout l'édifice du mensonge, de la calomnie, de la répression, des falsifi-

(23) Trotsky fait ici allusion aux grandes grèves des camionneurs (« teamsters ») de Minneapolis en 1934 où le local A.F.L. organisateur était dirigé par des militants de la Communist League of America (cf. le récit de Farrell Dobbs, *Teamster Rébellion*). Minneapolis est en Minnesota.

(24) L'unification au sein du Workers Party of America, de la Communist League of America et de l'American Workers Party s'était réalisée au début du mois de décembre.

cations et des amalgames, édifice qui s'élève sans interruption depuis la maladie et la mort de Lénine, s'écroulera sur la tête même des constructeurs, c'est-à-dire des calomniateurs et des falsificateurs. Les staliniens sont sourds et aveugles quant aux perspectives du mouvement ouvrier mondial. Mais ils ont un flair extrêmement exercé quant aux dangers qui menacent leur prestige, leurs intérêts et leurs privilèges de bureaucratie.

12. L'inéluctabilité de nouveaux amalgames avait été prédite

De mon isolement, observant d'après la presse les succès graduels, lents mais sûrs, des idées du véritable léninisme en Amérique et en Europe, je disais souvent à mes amis : le moment approche où la « qualité » principale de cette tendance internationale commencera à se transformer en « quantité » de masse ; ce moment résonnera dans les oreilles des staliniens comme le signal d'un danger mortel. Car c'est une chose d'écraser le groupement révolutionnaire marxiste sous le poids de l'appareil bureaucratique, en période de reflux révolutionnaire, de fatigue, de déception et de décadence des masses ; autre chose est de repousser de l'avant-garde ouvrière mondiale le succédané stalinien du « bolchevisme », par la force de la critique marxiste. Mais c'est justement pourquoi — ainsi que nous l'avons dit plus d'une fois déjà dans des entretiens et dans des lettres — les sommets staliniens ne peuvent attendre passivement le triomphe du léninisme. Ils doivent prendre « leurs » mesures.

Certainement pas des mesures d'ordre idéologique ; ici, leur impuissance est si manifeste que Staline, ces dernières années, a, d'une façon générale, cessé de se prononcer sur les questions du mouvement ouvrier mondial. Pour Staline, « ses » mesures, cela signifie : le renforcement de la répression, de nouveaux amalgames de plus en plus monstrueux, et, enfin, l'alliance avec la police bourgeoise contre les léninistes, sur la base des services réciproques. Déjà très vite après l'assassinat de Kirov, alors que tout le monde était encore persuadé qu'il s'agissait d'un attentat des gardes blancs, quelqu'un de nos amis m'a envoyé de Genève une lettre-circulaire du secrétariat international de la Ligue communiste internationaliste, consacrée à l'acte sanglant de Smolny (25).

(25) Précaution de clandestinité. Trotsky recevait bien évidemment les textes du S.I. et pas « par un de ses amis », et « Genève » était un nom de code pour le S.I. qui siégeait en fait à Paris.

En se référant au retard apporté dans l'enquête et au ton excessivement ambigu des premières communications du Kremlin, le secrétariat international a exprimé, dans le post-scriptum, cette supposition : ne prépare-t-on pas dans le G.P.U. un amalgame gigantesque contre les « trotskystes » ? La circulaire du secrétariat international est datée du 10 décembre et se trouve sans aucun doute dans toutes les parties du monde. Il est vrai que le secrétariat international lui-même formulait son hypothèse avec des réserves, en disant que cet amalgame, bien que possible, était « très peu probable ». Cependant, le « peu probable » s'est réalisé. Quand a paru la première communication selon laquelle Nikolaïev avait appartenu à l'Opposition de Leningrad de 1926, il ne restait plus de place au doute. La nouvelle persécution contre Zinoviev et Kamenev n'a pas tardé à suivre. A ce moment, dans un entretien avec un ami (je m'excuse de ces détails personnels, mais ils sont nécessaires pour la compréhension des dessous psychologiques du sujet), j'ai dit : « L'affaire ne s'arrêtera pas à cette étape. Demain, ils mettront en avant le trotskysme. » Pour faire une telle prédiction, il ne fallait vraiment pas être prophète. Le numéro du *Temps* du 25 décembre, reçu deux ou trois jours après, contenait dans un télégramme de Moscou la communication suivante : « Il faut remarquer... que dans le courant de ces jours-ci, le nom de Trotsky est répété de plus en plus souvent à côté de celui de Zinoviev (26). »

Le cadavre de Kirov et le groupe Zinoviev deviennent ainsi des degrés préparatoires pour un dessein plus large et plus audacieux : porter un coup au léninisme international.

Quel caractère doit prendre le *prochain* coup ? Cette question n'est pas décidée définitivement, peut-être même dans le cercle le plus étroit des conspirateurs (Staline, Iagoda, Iaroslavsky (27) et compagnie). Cela dépend beaucoup du développement ultérieur des événements. Mais une chose est claire : ni la volonté malfaisante ni les moyens matériels ne font défaut aux conspirateurs. La croissance du léninisme international fouettera tous les jours leur volonté malfaisante.

(26) *Le Temps*, qui est très amical envers Staline, souligne dans le même article que parmi les zinoviévistes arrêtés se trouve le célèbre « trotskyste » Evdokimov. En réalité, Evdokimov est l'un des membres les plus importants du groupe de Zinoviev. Il n'a jamais été « trotskyste ». Cela ne change évidemment rien à l'affaire. Mais on ne peut pas ne pas remarquer que ces petites falsifications, faites par l'intermédiaire d'une presse bienveillante sont innombrables [Note de L. Trotsky].

(27) Henri Iagoda (1891-1938), bolchevik en 1907, membre du présidium de la Tchéka en 1920, puis du G.P.U., enfin commissaire au N.K.V.D., venait d'accéder au C.C. Sur Iaroslavsky, cf. n. 12, p. 329.

C'est pourquoi on ne peut exclure d'avance *aucune de ces hypothèses qui s'imposent d'elles-mêmes sur la base de la situation créée.*

Quelle que soit la voie qui sera inspirée par la marche des événements et par l'imagination créatrice de Staline-lagoda, la préparation de « l'opinion publique » se fera dans la perspective des dangers terroristes qui menacent, du côté des « trotskystes », l'ordre et la paix en Europe. *L'Humanité* parle déjà d'un « groupe terroriste-trotskyiste » à Leningrad : les laquais courent toujours au-devant de leurs maîtres.

Couper le chemin aux nouveaux amalgames en préparation, on ne le peut que par cette voie : *dévoiler le dessein par avance.* Les staliniens cherchent à gagner l'opinion publique de la police mondiale en vue d'expulsions, d'extraditions, d'arrestations et d'autres actes plus décisifs. Les léninistes doivent préparer à des événements possibles l'opinion publique du prolétariat. Dans ce cas, comme dans les autres, il faut ouvertement dire ce qui est. C'est à ce but aussi que cette lettre doit servir.

13. Quelques conclusions

Peut-on, étant donné l'ignominieuse manière d'agir des sommets soviétiques, reconnaître sans réserve l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier ? Ainsi s'expriment peut-être certains idéalistes, certains moralistes ou simplement des confusionnistes ultra-gauchistes. Au lieu d'analyser les formes et les étapes concrètes du développement de l'Etat ouvrier tel qu'il est créé par une combinaison des conditions historiques, ces sages (Treint est en France leur « théoricien » inimitable) « reconnaissent » ou « ne reconnaissent pas » l'Etat ouvrier selon que les actes de la bureaucratie soviétique leur plaisent ou non.

Nous pourrions avec autant de droit refuser de reconnaître le prolétariat américain comme prolétariat, pour cette raison qu'à sa tête se trouvaient et se trouvent des gens à la Gompers (28), Green, etc. La bureaucratie est nécessaire à la classe ouvrière et, à plus forte raison, à l'Etat ouvrier. Mais on ne peut pas identifier la bureaucratie avec la classe. L'Etat ouvrier comme la classe

(28) Samuel GOMPERS (1850-1924), d'abord organisateur des ouvriers cigariers, avait été président de l'A.F.L. de 1886 à 1895 et de 1896 à 1924. Il incarnait le syndicalisme de métier le plus résolument réactionnaire.

ouvrière dans son entier passent à travers diverses étapes, de montée comme de décadence. La fraction stalinienne est devenue prédominante dans une période de défaites du prolétariat mondial, de fatigue et d'apathie du prolétariat russe, et de formation d'une couche dirigeante privilégiée. Qui, dans la lutte de fractions en U.R.S.S., ne voit que les victoires et les défaites de personnes, ne voit rien.

En 1926, N.K. Krupskaja (29), qui a adhéré alors, avec Zinoviev et Kamenev, à l'Opposition de gauche, disait : « Si Lénine était vivant, il serait à coup sûr dans une prison du G.P.U. » Ce ne serait certainement pas parce que Staline se serait montré plus fort que Lénine ; il serait même absurde de comparer ces deux figures. Lénine est un génie novateur ; Staline l'incarnation solide et achevée de la médiocrité bureaucratique. Mais la révolution est un processus dialectique qui connaît de fortes montées et des descentes brusques. Pendant les deux dernières années de sa vie, Lénine voyait dans la bureaucratie le danger principal pour la révolution et en Staline le représentant le plus achevé de ce danger. Lénine tomba malade et mourut pendant la préparation fébrile de la lutte contre l'appareil stalinien. Il serait criminel de nier le travail progressif accompli par la bureaucratie soviétique. Sans initiative, sans horizon, sans compréhension des forces historiques en mouvement, la bureaucratie, après une résistance persévérante, s'est vue obligée, *par la logique de ses propres intérêts*, d'adopter le programme d'industrialisation et de collectivisation. Par son niveau général, par le caractère de ses intérêts, la bureaucratie stalinienne n'est guère plus haute que la bureaucratie des trade-unions américaines. Mais, au contraire de ces dernières, elle s'est enracinée dans les moyens de production nationalisés et elle est contrainte de les sauvegarder et de les développer.

Elle accomplit cette tâche bureaucratiquement, c'est-à-dire mal, mais ce travail même a un caractère progressiste. Les premiers succès sérieux sur cette voie, non prévus par la bureaucratie elle-même, ont augmenté sa conscience d'elle-même, l'ont unie autour de ce chef qui incarnait de la manière la plus complète les traits positifs et négatifs de la couche bureaucratique.

(29) Nadejda N. KRUPSKAJA (1869-1939), compagne de Lénine et vieille militante bolchevique, avait été membre de l'Opposition unifiée pendant l'année 1926. La formule de Trotsky est rapide : Zinoviev et Kamenev, dirigeants de la « nouvelle opposition », n'avaient pas formellement adhéré à l'Opposition de gauche, mais formé, avec elle et d'autres groupes d'opposition dans le parti, l'« Opposition unifiée ».

Cette époque « héroïque » de la bureaucratie touche à sa fin. La bureaucratie a épuisé les ressources intérieures de l'« absolutisme éclairé ». Le développement ultérieur de l'économie et de la culture exige la destitution de la bureaucratie par la voie de la régénération de la démocratie soviétique. La bureaucratie résiste désespérément. Dans la lutte contre les exigences progressistes de la nouvelle société, elle se décompose inévitablement. Après que la bureaucratie eût étouffé la vie intérieure du Parti, les sommets staliniens ont étouffé la vie intérieure de la bureaucratie elle-même. Désormais, une seule chose est permise : glorifier « le grand chef, le chef aimé ». De ce tissu de contradictions est sortie la terreur « communiste » contre les sommets bureaucratiques.

La terreur « intérieure » indique dans quelle impasse le bureaucratisme se trouve engagé mais ne montre nullement l'issue de cette impasse. L'issue ne peut être trouvée que dans la **régénérescence du parti bolchevique**. Ce problème ne peut être résolu qu'à l'échelle internationale. Pour que les ouvriers russes rejettent le hachisch du « socialisme dans un seul pays » et se tournent en masse vers la révolution socialiste mondiale, l'avant-garde prolétarienne mondiale doit se resserrer autour du drapeau du parti léniniste. La lutte contre le réformisme, plus intransigeante que jamais, doit être complétée par la lutte contre l'influence paralysante et démoralisatrice de la bureaucratie stalinienne sur le mouvement ouvrier mondial. La défense de l'Union soviétique est inconcevable sans la lutte pour la IV^e Internationale.

L'ACTE D'ACCUSATION (1)

(30 décembre 1934)

Avec l'inévitable retard d'un jour, j'ai reçu le journal parisien l'*Humanité*, du 28 décembre, avec des extraits de l'acte d'accusation et les commentaires d'un certain Duclos (2). Comme les extraits et les commentaires émanent du G.P.U., il n'y a aucune nécessité de s'expliquer avec les laquais stipendiés ; il suffit de dévoiler les plans des maîtres.

Comme il fallait s'y attendre, l'acte d'accusation ne mentionne même pas le groupe Zinoviev-Kamenev (3). En d'autres termes : l'amalgame premier est tombé en poussière. Mais, chemin faisant, il a accompli sa tâche, en préparant psychologiquement un autre amalgame : dans l'acte d'accusation émerge inopinément — inopinément pour les naïfs — le nom de Trotsky. L'assassin de Kirov, Nikolaïev, était, d'après ses aveux, en liaison avec le consul d'une puissance étrangère (4). Lors d'une de ses

(1) *Biulleten Opositsii*, n° 44, janvier 1935. Traduit en français dans *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*, brochure parue en 1935 à la Librairie du Travail. La traduction en a été revue d'après le texte russe.

(2) Jacques DUCLOS (1896-1975), ouvrier pâtissier, ancien combattant, avait adhéré au parti communiste peu après sa fondation et était entré au C.C. en 1926. Il avait travaillé pour le compte de l'I.C. à partir de 1928, était entré en 1931 dans le bureau politique et le secrétariat. Trotsky ne semble pas familiarisé avec son nom puisqu'il emploie la formule « un certain Duclos ». Ultérieurement, il indiquera cependant que Duclos était agent du G.P.U., et son représentant à la direction du P.C. en France. L'acte d'accusation avait été publié à Moscou le 27 décembre sous la signature du procureur de l'U.R.S.S. Vychinski.

(3) L'acte d'accusation désignait le « centre de Leningrad » comme responsable de l'organisation de l'assassinat de Kirov, et le disait dirigé par deux « groupes terroristes », celui de Chatsky et celui d'I.I. Kotolynov, lequel avait donné à Nikolaïev l'ordre d'exécuter Kirov. La seule base matérielle pour impliquer ces hommes, qui étaient tous d'anciens militants des Jeunesses du rayon de Vyborg, était qu'ils se réunissaient fréquemment depuis plusieurs mois, pour répondre à une demande de l'institut du parti qui préparait une histoire des Jeunesses communistes. Cependant, l'amalgame contre Zinoviev et Kamenev n'était pas abandonné.

(4) Le consul en question était très vraisemblablement Georg Bisseneks, consul de Lettonie, qui fut expulsé d'Union soviétique.

visites, le consul lui aurait remis, pour ses frais, 5 000 roubles. Nikolaïev ajoute : « Il a dit qu'il pouvait établir la liaison avec Trotsky si je lui remettais une lettre du groupe pour Trotsky. » Et c'est tout. Puis l'acte d'accusation ne revient plus sur cet épisode. Il faut encore indiquer que Nikolaïev n'a fait sa déposition sur le consul étranger et sur la proposition de celui-ci de remettre une lettre à Trotsky, que vingt jours après son arrestation (5). Il a probablement fallu vingt jours au juge d'instruction pour aider le terroriste à extraire de sa mémoire une déposition aussi précieuse ! Mais passons. Admettons que la déposition soit authentique. Admettons aussi que le consul en question existe réellement dans la nature. Admettons qu'il se soit mis en rapport avec le groupe terroriste (de tels cas se sont produits dans l'Histoire). Mais comment et pourquoi mon nom apparaît-il ici ? Serait-ce parce que le groupe terroriste cherche à entrer en rapport avec Trotsky ? Non, le G.P.U. lui-même ne se décide pas à l'affirmer. Peut-être Trotsky cherche-t-il des liaisons avec le groupe terroriste ? Non, cela non plus l'acte d'accusation n'ose pas le dire. Le consul prend sur lui l'initiative, et, remettant à Nikolaïev *cinq mille roubles la veille de Pacte terroriste qui se prépare, quémante une lettre pour Trotsky*. C'est la seule communication — communication stupéfiante en vérité ! — que fait Nikolaïev. La figure du « consul » s'éclaire comme au magnésium.

Le « consul » veille (6) ! Le « consul » est à son poste ! Le « consul » a besoin d'un tout petit document : une lettre, pour Trotsky, des terroristes que lui, consul, finance. Le consul a-t-il reçu cette lettre ? Il semblerait que la question n'est pas de minime importance. Mais, précisément, l'acte d'accusation, tel qu'il est transmis par *l'Humanité*, ne nous apprend pas un seul mot de cela. Est-il possible que ni le juge d'instruction ni le procureur ne se soient intéressés à cette circonstance ? Car ce ne sont pas les exploits d'un consul que nul ne connaît qui ont de l'importance, mais la question des *rapports des terroristes avec Trotsky*. Ces rapports *existaient-ils ou non* ?

(5) Selon des témoignages reproduits par l'historien soviétique contemporain Roy Medvedev, Nikolaïev avait comparu devant Staline dès le 1^{er} décembre, quelques heures après le meurtre, et, tombant à genoux devant lui, avait clamé que les tchékistes l'avaient forcé à commettre le meurtre. Il avait été immédiatement féroce-ment battu.

(6) Allusion à la formule romaine « Caveant consules » (Que les consuls veillent). Les consuls étaient à Rome l'exécutif, le calembour permet d'illustrer l'idée que le « consul » n'est pas un vrai diplomate, mais un agent de l'exécutif, du G.P.U.

Une lettre a-t-elle été écrite et transmise ? Y a-t-il eu une réponse ? A ces questions inévitables, nous n'entendons aucune réponse. Est-ce étonnant ? Pour les naïfs seulement. Le G.P.U. ne pouvait permettre au procureur une indiscretion dans ce domaine, sur lequel il est obligé de jeter le voile du silence. On ne saurait douter que la lettre n'a jamais été écrite, car, si les terroristes savaient quelque chose de Trotsky — et ils ne pouvaient pas ne rien savoir — mon attitude irréductible envers l'aventurisme de la terreur individuelle, attitude qui traverse d'un fil rouge les trente-sept années de mon activité révolutionnaire et littéraire, ne pouvait être un secret pour eux (voir les quelques dizaines d'articles dans mes *Œuvres complètes*, éditées par les Editions d'Etat en U.R.S.S.). Cependant, avouer que les terroristes ne voyaient aucune raison de chercher des liaisons avec Trotsky et que, pour cette cause, ils n'ont pas répondu à la proposition obligeante du « consul », cela aurait signifié gâcher tout l'amalgame. 11 valait mieux se taire ! Faisons, cependant, pour un instant, cette supposition invraisemblable : l'éloquent provocateur aurait effectivement réussi à obtenir la lettre qui l'intéressait tellement. Mais où est-elle passée ? Evidemment, il eût été très tentant de pouvoir transmettre une telle lettre à Trotsky et... de recevoir de lui, pour ses « partisans » de Leningrad, une quelconque réponse encourageante, fût-elle sans aucun rapport avec la terreur. Mais, sinon le consul, du moins ses inspireurs, comprenaient trop bien le risque d'une telle entreprise : les tentatives de provocation précédentes, de moindre envergure, il est vrai, ont fini par un fiasco inévitable. La lettre — si, répétons-le, contre toute vraisemblance, elle avait été écrite — devait tout simplement rester dans les archives du G.P.U., comme instrument impropre au but. Mais, de cela non plus, on ne peut parler à haute voix sans avouer que le consul est cousin de l'officier de Wrangel (voir plus bas).

Pourtant, peut-on parler de ce consul comme d'un agent provocateur ? Nous ignorons absolument s'il s'agit d'un consul véritable ou travesti ; en l'occurrence les possibilités de mystification sont illimitées. Mais même les consuls authentiques ressemblent peu à des saints. D'aucuns s'occupent de contrebande, d'opérations illicites sur les devises et tombent entre les mains de la police (pas seulement dans celles du G.P.U., évidemment). Une fois le consul brûlé, on lui promet non seulement l'oubli de ses péchés mais, en sus, des devises parfaitement légales s'il consent à rendre quelques petits services innocents. De tels cas, il y en eut, il y en a, il y en aura... tant qu'il existera des consuls, des douanes, des devises, des intermédiaires hommes et femmes et la police entreprenante.

La version indiquée par nous et qui découle inéluctablement de l'acte d'accusation lui-même, si on sait lire, suppose, par conséquent, que le G.P.U. lui-même finançait, par l'intermédiaire du consul, vrai ou prétendu, Nikolaïev, et tentait de le lier avec Trotsky. Cette version se trouve confirmée d'une manière indirecte, mais très réelle, par le fait que les représentants responsables du G.P.U. à Leningrad ont, immédiatement après l'attentat, été chassés (7) et que l'instruction, dans des difficultés manifestes, piétina longtemps : quelle variante choisir pour expliquer ce qui s'était passé. Nous ne voulons pas dire que le G.P.U., dans la personne de ses agents de Leningrad, ait prémédité de tuer Kirov. Aucune donnée ne nous permet de faire une telle supposition. Mais les agents du G.P.U. connaissaient l'acte terroriste en préparation, surveillaient Nikolaïev, entraient en liaison avec lui par l'intermédiaire de consuls travestis, dans un double but : s'emparer du plus grand nombre possible de personnes mêlées à l'affaire et, chemin faisant, tenter de compromettre les adversaires politiques de Staline au moyen d'un amalgame compliqué. Hélas ! trop compliqué, comme l'a montré la marche des événements : avant que le « consul » ait réussi à préparer le coup de feu politique contre Trotsky, Nikolaïev a appuyé sur la détente, contre Kirov. Le coup fait, les organisateurs de la surveillance et de la provocation se sont envolés. Et, en dressant l'acte d'accusation, il a fallu éviter soigneusement les récifs et les bancs de sable, laisser dans l'ombre le « consul », effacer les traces du travail du G.P.U., mais en même temps sauver tout ce qu'on pouvait de l'amalgame manqué. Le retard énigmatique de l'instruction trouve ainsi une explication toute naturelle.

Pourquoi, cependant, fallait-il un consul ? Ce consul, on ne pouvait absolument pas s'en passer. Le consul symbolise la liaison des terroristes et de Trotsky avec l'impérialisme mondial (quoique le consul représentât, il faut le penser, un quelconque petit Etat perdu : c'est plus sûr). Le consul est commode sous un autre rapport aussi : on ne peut, « pour des raisons diplomatiques », le nommer dans l'acte d'accusation ni, par conséquent, le citer

(7) Le responsable de la sécurité personnelle de Kirov, Borissov, qui, selon Roy Medvedev, avait personnellement informé Kirov de l'arrestation de Nikolaïev quelques jours avant et de ses projets d'attentat, ainsi que de sa libération, fut tué, selon la version officielle, dans un accident de la route le même jour que Kirov. Les médecins qui avaient signé en 1934 le permis de l'inhumer témoignèrent en 1961 qu'il avait été tué par des coups d'objets métalliques sur la tête. Aussitôt après le meurtre, le chef du G.P.U. de Leningrad, Medved, s'était vu interdire l'accès de Smolny par des agents inconnus de lui, venus de Moscou. Il avait été presque immédiatement sanctionné pour « négligence criminelle » en même temps que son adjoint Zaporozjets et tous deux avaient été mutés en Extrême-Orient.

comme témoin ; le principal ressort de la combinaison reste ainsi dans les coulisses. Enfin, le consul lui-même — s'il existe effectivement dans la nature — ne court aucun risque particulier : même s'il est rappelé par son gouvernement pour des considérations de convenances diplomatiques, il retournera dans son pays comme un héros valeureux ayant souffert au service de sa patrie bien-aimée ; de plus, une certaine somme se trouvera dans sa poche, en complément de ses appointements modestes, pour les mauvais jours... (8) et cela non plus ne gêne rien.

Il est beaucoup plus facile de comprendre la machination si l'on connaît tant soit peu l'histoire précédente de la lutte de coulisse de Staline contre le « trotskysme ». Je citerai seulement trois exemples. En 1926 déjà, des journalistes mercenaires ont répandu à travers le monde entier la nouvelle que l'Opposition de gauche était convaincue de liaison avec... les Gardes Blancs. Nous étions stupéfaits. Or, il est apparu ceci : le G.P.U. avait envoyé l'un de ses agents attirés faire une offre de service pour la diffusion de la littérature oppositionnelle auprès d'un jeune homme de dix-huit ans que nul ne connaissait, sympathisant à l'Opposition. L'agent du G.P.U. avait paraît-il fait partie, six ou sept ans auparavant, de l'armée de Wrangel (ce qui, d'ailleurs, n'a pas été vérifié). Sur cette base, Staline accusa publiquement toute l'opposition de faire bloc... non pas avec l'agent du G.P.U., mais avec les Gardes Blancs (9).

A la veille de ma déportation en Asie Centrale (janvier 1928), un journaliste étranger m'a proposé, par l'intermédiaire de Radek, de transmettre, clandestinement s'il le fallait, une lettre à mes amis de l'étranger. J'ai exprimé à Radek ma certitude que le journaliste était un agent du G.P.U. Cependant, j'ai écrit la lettre, puisque à mes amis de l'étranger je n'avais rien à dire que je pusse répéter ouvertement. Le lendemain, ma lettre était publiée dans la *Pravda* comme une preuve de mes rapports secrets avec l'étranger.

Le 20 juillet 1931, un journal jaune de Cracovie, le *Kurjer Codzienny*, a publié un faux des plus grossiers portant la signature de Trotsky. Bien que mes travaux littéraires ne soient pas admis en U.R.S.S., sous peine des plus graves châtiments (Blumkine a été fusillé pour une tentative de transport en Russie du *Biulleten Opositsü* russe (10)), l'article du *Kurjer* fut reproduit en cliché

(8) Littéralement : « pour le jour noir » (N.D.T.).

(9) Cf. n. 4, p. 301.

(10) Iakov BLUMKINE (1899-1929), militant s.r. de gauche, membre de la Tcheka, avait, sur ordre de son parti, assassiné en juillet 1918 l'ambassadeur

dans la *Pravda* (11). L'analyse la plus élémentaire de l'article montre qu'il était fabriqué par le G.P.U. avec la participation du bien connu Iaroslavsky (12), et imprimé (sans doute au tarif des annonces) dans le *Kurjer* rien que pour être reproduit dans la *Pravda*.

Je suis forcé de laisser de côté une série d'autres combinaisons et amalgames, pour ne pas nuire à de tierces personnes par une révélation prématurée. En tout cas, la nature de ce genre d'activité créatrice est claire après ce qui a été dit. Le triangle Nikolaïev — « consul » — Trotsky n'est pas nouveau. 11 ressemble à une douzaine d'autres triangles et n'en diffère que par une échelle plus grande.

Il faut pourtant mentionner que la presse soviétique, comme on le voit d'après les extraits de télégrammes donnés par la même *Humanité*, fait du dernier amalgame avec Trotsky un usage très circonspect et ne va pas plus loin que des propos sur les « inspireurs idéologiques ». En revanche, *VHumanité* parle de ma participation à l'assassinat de Kirov avec presque la même certitude que celle avec laquelle le *Matin*, dernièrement, parlait de ma participation au meurtre du roi Alexandre et de Barthou.

La différence, entre les conclusions de l'*Humanité* et celles de la *Pravda*, s'explique non seulement par le fait que la bêtise de l'amalgame Nikolaïev, le consul et Trotsky est beaucoup plus évidente à Moscou qu'à Paris, mais encore parce que, par sa nature même, cette partie de l'amalgame est destinée à l'étranger, avant tout à la France. Le but direct en est : influencer dans un sens voulu les ouvriers français par l'intermédiaire du front unique et exercer une pression sur les autorités françaises. De là le ton invraisemblable de *L'Humanité*. Le gouvernement soviétique s'est vu obligé de reconnaître que la participation de Zinoviev, Kamenév et les autres « n'est pas prouvée ». De moi, le communiqué gouvernemental ne fait même pas mention. Dans l'acte d'accusation, on ne parle que de l'aspiration du « consul » à obtenir une

d'Allemagne au début du soulèvement organisé par son parti. Arrêté peu après par la Tchèque, il avait été épargné par une décision de Dzerjinsky approuvée par Lénine et s'était ultérieurement rallié au bolchevisme, réintégré en même temps dans la Tchèque, où il avait rempli d'importantes missions à l'étranger. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1929, et, arrêté au retour, avait été fusillé en décembre de la même année.

(11) *Pravda* du 2 juillet 1931. Reproduction photographique dans *Biulleten Opositsii*, n° 23 d'août 1931 et *Writings 1930-1931*, p. 272.

(12) Minei 1. GUBELMAN. dit Emilian IAROSLAVSKY (1878-1943), vieux-bolchevik, était dans la presse stalinienne un des spécialistes de l'attaque et de la diffamation du « trotskysme ».

lettre pour Trotsky — sans conclusions. Les laquais de *L'Humanité* écrivent que la participation de Trotsky à l'assassinat de Kirov « est prouvée » (13).

La présente lettre, ainsi qu'il a déjà été dit, n'est pas consacrée aux laquais, mais à leurs maîtres. Cependant, je ne peux pas ne pas indiquer ici que l'un de mes premiers conflits aigus avec la « troïka » (Staline-Zinoviev-Kamenev) a été provoqué par ma protestation contre le fait que, pendant la maladie de Lénine, ils se sont employés à dépraver systématiquement les « chefs » les plus malléables du mouvement ouvrier occidental, en particulier par la corruption. « Puisque la bourgeoisie achète les dirigeants des trade-unions, les parlementaires, les journalistes — pourquoi n'en ferions-nous pas autant ? », m'objectèrent Staline et Zinoviev. Je leur répondis que, par la corruption, on peut désagréger le mouvement ouvrier, mais non pas former des chefs révolutionnaires. Lénine mettait en garde contre la sélection, dans l'internationale communiste, « d'imbéciles soumis ». A cela s'est ajouté le choix de cyniques prêts à tout. Prêts à tout ? Jusqu'au premier danger sérieux. Les gens sans foi ni loi ne peuvent pas être des révolutionnaires sûrs. Au moment difficile, inévitablement, ils trahiront le prolétariat. Je ne puis que conseiller aux ouvriers de bien se rappeler les noms des calomniateurs éhontés pour pouvoir vérifier cette prédiction.

(13) Ce n'est ni la première ni la dernière fois que Trotsky relève l'excès de *L'Humanité* dans le zèle contre lui : le journal du parti français va toujours plus loin contre Trotsky et le trotskysme que la presse soviétique elle-même.

DECLARATION A LA PRESSE (1)

(30 décembre 1934)

Je vous prie de ne pas refuser de publier les lignes suivantes.

Dans l'acte d'accusation au sujet de l'assassinat de Kirov, mon nom est mentionné. Cette circonstance a donné le prétexte à quelques organes de presse de parler de mon « implication » dans l'acte terroriste de Smolny. Un des journaux, dont je ne vois pas la nécessité de le nommer et de le caractériser ici, affirme que ma participation à cette affaire est « prouvée » (2).

En vérité, et même si l'on prend chaque mot pour argent comptant, il est seulement dit dans l'acte d'accusation qu'un certain « consul » a proposé à Nikolaïev de transmettre à Trotsky une lettre. Ce témoignage d'une importance aussi exceptionnelle n'a été fait par Nikolaïev que vingt jours après son arrestation. L'acte d'accusation ne mentionne absolument pas la façon dont Nikolaïev a réagi à l'initiative de ce consul inconnu, ni si cette lettre a été écrite et transmise. Il faut bien penser que, si, dans les matériaux de l'instruction, il y avait eu quelque élément digne, sinon de l'attention juridique, du moins de l'intérêt de la propagande, l'acte d'accusation ne serait pas resté muet sur ce point. En ce qui me concerne, je puis seulement ajouter :

1) que, dans le cercle de mes connaissances, il n'y a pas d'autres consuls que ceux qui m'ont refusé le visa (3).

2) que, si le consul mystérieux de Leningrad connaît mon adresse, il a tout à fait oublié de me communiquer la sienne.

(1) Archives Spartacus, René Lefeuve, B.D.I.C., Nanterre. En français.

(2) Il s'agit de *VHumanité* du 28 décembre 1934, sous la signature de Jacques Duclos.

(3) Allusion au fait que Trotsky s'était vu refuser le visa de résidence dans de nombreux pays dits démocratiques.

Il est à peine nécessaire, après ce qui vient d'être dit, d'insister trop sur le fait que, pendant près de quarante ans de mon activité révolutionnaire, j'ai toujours, en tant que marxiste, combattu, du point de vue des intérêts du mouvement ouvrier, tout recours au terrorisme individuel — même contre le tsarisme, et pas seulement contre l'Etat ouvrier. Des dizaines de mes articles, publiés en différentes langues, sont consacrés à la critique implacable du terrorisme individuel. Je ne vois aucune raison de changer aujourd'hui cette opinion.

Dans le cadre de cette lettre, par laquelle je demande votre hospitalité, je ne puis m'arrêter ni sur l'analyse des conditions politiques qui ont mené à l'apparition du groupe terroriste de Nikolaïev, ni sur la mise en lumière du but au nom duquel on cherche à mêler mon nom à cet acte insensé et criminel. Je consacre à ces questions une brochure spéciale qui paraîtra ces jours-ci (4).

(4) La brochure, *La Bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov*, allait paraître à la Librairie du Travail. Cette déclaration à la presse, adressée à tous les journaux français, fut publiée par le *Populaire* du 1^{er} janvier 1935.

ANNEXES

OUVRAGES CITES OU CONSULTES

- ABOSCH Heinz.— *Trotzki Chronik. Daten zu Leben und Werk.*— (Zusammengestellt von), Munich, Cari Hanser Verlag, 1973.— 156 p.
- ALEXANDER Robert J.— *Trotskyism in Latin America.*— Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973.— 304 p.
- ALLES Wolfgang.— *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930.*— Université de Mannheim, 1978.— 296 p.
- CANNON James Patrick.— *History of American Trotskyism.* Reports of a participant.— New York, Pioneer Publishers, 1944.— 268 p.
- CORVISIERI Silverio.— *Trotskij e U comunismo italiano.*— Roma, Samona e Savelli, 1969.— 360 p.
- CRAPEAU Yvan.— *Le mouvement trotskyste en France.*— Paris, Syros, 1972.— 288 p.
- DE BEULE Nadya.— *Onstaan en aktie van de Trotskistische beweging in België (1928-1935).*— Thèse, Fakulteit Letteren en Wijsbegeerte, 1976.
- DEUTSCHER Isaac.— *Trotsky. T. 3, Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965.— 704 p.
- DOBBS Farrell.— *Teamster Rébellion.*— New York, Monad Press, 1972.— 192 p.
- DOWSE Robert.— *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940).*— London, Longmans, 1966.— 232 p.
- DRECHSLER Hanno.— *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.*— Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965.— 406 p.
- DREYFUS Michel.— *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940).*— Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978.— VII-418 p.
- ERBE Otto.— *Der Sieg des Faschismus in Deutschland und die Aufgaben der Arbeiterklasse.*— Herausgegeben von der S.A.P., 1934.— 68 p.
- FENNER BROCKWAY Archibald.— *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament.*— London, Allen and Unwin, 1942.— 352 p.
- [GOLDENBERG Boris].— *Trotskismus oder Revolutionäre Realpolitik ? Eine notwendige Auseinandersetzung.*— Herausgegeben von der Auslandszentrale der Sozialistischen Arbeiter Partei Deutschlands.
- GUERIN Daniel.— *Front Populaire, révolution manquée. Témoignage militant.*— Paris, Maspero, 1970.— 316 p.

- HEIJENOORT Jean van.— *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky.*— Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978.— 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul.— *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme.*— Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977.— 296 p.
- KASTRITIS Kostas.— *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada.*— Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ».s.l.n.d.
- KAWECKA Krystyna.— *Niezależna socjalistyczna partia pracy (1921-1937).*— Warszawa, Ksiaskha i Wiedza, 1969.— 356 p.
- KELLER Fritz.— *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotzlisten und andere gruppen 1919-1945.* Wien, Europ Verlag, 1978.
- MENDL (Stofish) Hersch.— *Zichrones fun a yidischen revolutsioner.*— Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton.— *The Prophet's Army. Trotskyists in America.*— Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977.— 282 p.
- PAGES Pelai.— *El movimiento trotskista en Espana (1930-1935). La Izquierda comunista de Espana y las disidencias comunistas durante la segunda República.*— Barcelona, Ediciones Peninsula, 1977.— 312 p.
- PERTHUS Max (P.P. van't HART).— *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië.* Nimègue, Sun, 1976.
- PLUET Jacqueline.— *Proletariat et avant-garde. Les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944* — Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1975.
- PLUET-DESPATINS Jacqueline.— *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968. Essai bibliographique.*— Editions de la Maison des Sciences de l'Homme. Presses universitaires de Grenoble, 1978.— 198 p.
- RABAUT Jean.— *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944).*— Paris, Denoël-Gonthier, 1974.— 416 p.
- RETZLAW Karl.— *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters.*— Frankfurt/Main, Verlag Neue Kritik, 1971.— 500 p.
- ROSENTHAL Gérard.— *A vocal de Trotsky.*— Paris, Laffont, 1976.— 350 p.
- SERGE Victor.— *Vie et mort de Léon Trotsky.*— Paris, Maspero, 1973.
- SINCLAIR Louis.— *Léon Trotsky : a bibliography.*— Stanford, Hoover Institution Press, 1972.— 1092 p.
- STINAS A.— *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste],* 2 vol. 1977-1978.— 256 p., 268 p.
- THALMAN Clara & Paul.— *Révolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes Moskau/Madrid/Paris..*— Hamburg, Association Verlag, 2^e éd. 1977.— 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage)
- TICHELMAN Fritjof.— *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.*— Amsterdam, Van Gennep, 1974.— 136 p.
- TJADEN Karl-Hermann.— *Struktur und Funktion der « K.P.D. - Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.*— Meisenheim an Glan , Anton Hain, 1964.— 692 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

- TROTSKY Léon.— *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*.
Textes présentés et annotés par Pierre Broué.— Paris, Ed. de Minuit,
1967.— 724 p. (Arguments. 31).
- TROTSKY Léon.— *Œuvres, mars-juillet 1933*.— *Œuvres2, juillet-octobre
1933*.— *Œuvres3, novembre 1933-avril 1934*.— Paris, E.D.L., 1978.
320 p, 320 p, 360 p.
- TROTSKY Léon.— *La Révolution espagnole 1930-1940*. Textes recueillis,
présentés et annotés par Pierre Broué.— Paris, Ed. de Minuit, 1975.—
791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon.— *Writings*.— Edités par George Breitman et autres.—
New York, Pathfinder Press, 12 volumes.— Vol. 1933-34, 1972.—
380 p. Vol. 1934-1935, 1971.— 416 p.
- VEREKEN Georges.— *La Guépéou dans le mouvement trotskyte*.— Paris,
La Pensée universelle, 1975.— 380 p.
- WALD Allan M.— « The Menorah Group Moves Left », *Jewish Social Stu-
dies*, vol XXXVIII, Summer - Fall, 1976, n° 3 - 4.
- WEBER Hermann.— *Die Wandlung der deutschen Kommunismus*.—
Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969.— 2 vol. 1,466 p., II,
428 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action française* (L'j.'M.
Action socialiste (L') (Belgique),
 108, 227, 239, 280.
Action socialiste (L j (France), 38.
Arbeiderbladet, 27.
Arbeiterstimme (Die), 236.
Archéfou tou Marxismou, 278.
Avant-Garde (L'), 210.
Banner (Das), 273.
Bataille socialiste (La), 121, 260.
Bilan, 178, 215.
Biulleten Oppositsii, 182, 219, 300,
 324, 328, 329.
Bulletin d'information et de discus-
sion, 100.
Bulletin intérieur du G.B.L., 214,
 220, 230, 235, 236, 239, 245,
 247, 249, 251, 256, 261, 272,
 281, 286, 289, 292.
Bulletin intérieur de la Ligue Com-
muniste, 99, 138, 172, 187.
Cahiers du bolchevisme (Les), 258.
Combat des jeunes (Le), 208, 209,
 211.
Combat marxiste, 260.
Comunismo, 100, 278.
Cri des jeunes (Le), 289.
De Nieuwe Weg, 207.
Etincelle socialiste (L'), 123.
Gegen den St rom, 263.
Humanité (L'), 29, 31, 32, 34, 35,
 36, 41-43, 48, 60, 93, 101, 111,
 120, 130, 153, 173, 253, 258,
 298, 321, 324, 325, 329-331.
Internai Bulletin (C.L.A.), 103, 113,
 125, 172.
International Socialist Review, 198.
Internationale (Die), 60.
Internationale (L'), 43.
Journal (Le), 300.
Kurjer Codzienny, 328, 329.
Kampf, 313.
Liberty, 193.
Lutte de classes (La), 26, 172, 208,
 292.
Matin (Le), 34, 35, 329.
Militant (The), 86.
Neue Mahnruf (Der), 236.
Neue Rheinische Zeitung (Die), 129.
New International (The), 124.
New York Times, 89.
Octobre Rouge, 96.
Œuvre (Lj), 217, 240.
Ordine Nuovo, 97.
Petit Parisien (Le), 34.
Peuple (Le), 217, 252, 256.
Populaire (Le), 26, 31-33, 43, 111,
 130, 208, 217, 254, 259, 269,
 298, 332.
Pravda, 79, 80, 89, 270, 303, 328,
 329.
Révolution, 289.
Révolution constructive, 257.
Révolution prolétarienne (La), 74.
Robitnichi Visti, 233.
Rote Fahne (Die), 236.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, A VRIL-DECEMBRE 1934

Solidarité française, 259.

Sozialistische Arbeiterzeitung (Die),
107.

Temps (Le), 34, 297, 320.

Unser Wort, 25, 217, 226, 281.

Vérité (La), 25, 31, 36, 43, 47, 96,
102, 107, 108, 113, 117, 118,
121, 123, 126, 132, 142, 158,
172, 175, 177, 182, 189, 208,
209, 217, 225, 226, 234, 237,
.252, 253, 257-259, 263, 267, 274-
276, 294.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen
BAUER, 24-26, 85, 99, 157, 159,
175, 179, 212, 217, 219, 220,
222, 230, 231, 241, 273-275.
- AGRANOV, Iakov Faoulovitch, 268.
- AKROS, cf. Alfonso LEONETTI.
- ALAIN, Emile CHARTIER dit, 265.
- ALEXANDRE de Yougoslavie, 143,
268, 298, 329.
- ARISTOTE, 210.
- AULAS Jean, 20.
- AZANA y DIAZ Manuel, 227.
- BAKAIEV Ivan P., 303.
- BARBE Henri, 36, 43.
- BARBUSSE Henri, 37, 72.
- BARDIN Alexis, 21, 256, 257, 274.
- BARDIN Alfred, dit LEON, 256.
- BARDIN Johannès, dit BOITEL, 256,
257.
- BARTHOUS Louis, 66, 275, 276, 329.
- BAUER Eugen, cf. Erwin H.
ACKERKNECHT
- BAUER Otto, 62, 76, 235.
- BAVASSANO Mario, dit GIACOMI,
278.
- BEAU Laurent, 20, 21.
- BERANGER, 155.
- BIRCHALL Frederick T., 88.
- BISENEKS Georg, 324.
- BLASCO, cf. Pietro TRESSO.
- BLÜCHER Vassili K., 166.
- BLUM Léon, 33, 34, 43, 44, 62, 65,
100, 102, 106, 109, 111, 153,
162, 264, 265, 269, 275, 276.
- BLUMKINE Iakov, 328.
- BODY Marcel, 267.
- BOITEL, cf. Johannès Bardin.
- BORDIGA Amadeo, 178, 276.
- BORRISOV, 327.
- BOUKHARINE Nicolas, 31, 300, 301,
316, 317.
- BOULAKH V. S., 303.
- BOURBON (dynastie des), 35.
- BRANDLER Heinrich, 107, 264.
- BRÜNING Heinrich, 70, 143-145, 148,
263, 276, 277.
- BRYAN William Jennings, 210.
- BRYANT Louise, 296-299.
- BUDENZ Louis, 298.
- BYK Yakôv, 187.
- CACHIN Marcel, 34, 43, 100, 102,
111, 162, 189, 192.
- CANNON James Patrick, 21, 26, 225,
241, 273.
- CATHERINE II, 72.
- CELOS Pierre, 36.
- CHANG KAI-CHEK, 143, 166.
- CHAROV Ivan V., 303.
- CHATSKY Nikolai N., 301, 324.
- CHAUTEMPS Camille, 33.
- CHEVTCHENKO Taras, 234.
- CHIAPPE Jean, 92, 132, 145.
- CHTCHERBAKOV, 301.
- CLEMENT, cf. Eugen FRIED.
- CLEMENCEAU Georges, 34.
- COLBJORSEN Olé, 27.
- COLIJN Hendrik, 264.
- COMPANYSy JOVER Luis, 182, 184.
- COOPER, 198-211.
- COT Pierre, 66.
- CRAIPEAU Yvan, 21, 96, 97, 138,
192, 193, 194, 257, 287, 293.
- CRUX, pseudonyme de TROTSKY,
281.
- CUDENET Gabriel, 145.
- DAHAN, cf. Elie KAMOUN.
- DALADIER Edouard, 33, 34, 92, 114,
134, 144, 145, 156, 265.
- DANNO Léon, 122.
- DARROW Clémence, 210.
- DARWIN Charles, 209.
- DAUGE Walter, 26, 247, 248, 249.
- DEAT Marcel, 227.
- DE KADT Jacques, 27, 63, 212, 268.

- DE MAN Hendrik, 62, 247, 248, 257, 280, 284.
 DEUTSCH Julius, 235.
 DEWAR Hugo, 180.
 DOBBS Farrel, 318.
 DOLLFUSS Engelbert, 103, 143, 149, 150, 263.
 DOMMANGET Maurice, 20, 180.
 DORIOT Jacques, 22, 23, 36, 37, 41, 43, 44, 46, 47, 99, 100, 101, 104, 105, 155, 158.
 DOUMERGUE Gaston, 33, 34, 100, 132, 134, 144-146, 148, 158, 161, 253, 264, 265, 276, 277.
 DUBOIS, cf. Ruth FISCHER.
 DUCLOS Jacques, 324, 331.
 DURAND, cf. Léon SEDOV.
 DZERJINSKY Félix, 329.
 EIFFEL, cf. Paul KIRCHHOFF.
 ENGELS Friedrich, 124, 129, 265.
 ENGLER Victor, 115.
 ENOUKIDZE Avelii, 269.
 EPE Heinz, cf. HELD Walter.
 ETIENNE, pseudonyme de Trotsky, 251.
 EVDOKIMOV Grigori, E., 301, 302, 305, 320.
 FAIVLOVITCH, Leonid Y., 303.
 FAURE Paul, 43, 44, 152.
 FAURE Raoul, 21.
 FEDOROV Grigori F. (1867-1937), 302, 305.
 FEDOROV Grigori F. (né en 1891), 302.
 FERNANDEZ SENDON Enrique, dit Luis FERSEN, 279.
 FEROCI, cf. Alfonso LEONETTI.
 FERSEN Luis, cf. Enrique FERNANDEZ SENDON.
 FISCHER Ernest, dit Peter WIEDEN, 239.
 FISCHER Oskar, cf. Otto SCHÜSSLER.
 FISCHER Otto, 239.
 FISCHER Ruth, Elfriede EISLER-FRIEDLANDER, dite DUBOIS, dite, 98, 99.
 FISCHER Walter, 235.
 FLANDIN Pierre-Etienne, 253, 264, 276, 277.
 FORD Henry, 207.
 FOSTER William Zebulon, 206.
 FRANK Jacob, dit Max GRAF, 236.
 FRANK Pierre, 113, 257, 294.
 FRANKEL Jan, 26, 236.
 FREY Josef, 236.
 FRIED Eugen, dit CLEMENT, 43.
 FRIEDBERG Karl, cf. Karl GROHL.
 FRIEDLANDER Paul, 98.
 FROSSARD Louis Olivier, dit Ludovic Oscar, 151, 192.
 Fux Georges, 247.
 GAGNEUX, 20.
 GARCIA Emilio, 279.
 GEORGES, cf. Maurice SEGAL.
 GEORGET, cf. David ROUSSET.
 GERARD Francis, cf. Gérard ROSENTHAL.
 GIACOMI, cf. Mario BAVASSANO.
 GIL ROBLES y QUINONES José Maria, 182.
 GIOLITTI Giovanni, 148, 149, 263.
 GIVE, cf. Georges VEREEKEN.
 GODEFROID Fernand, 249.
 GOEBBELS Joseph Paul, 90.
 GOLDENBERG Boris, dit Boris GILBERT, 295.
 GOLDSTEIN Artur, dit STAHL, 231.
 GOMPERS Samuel, 305, 321.
 GORCHENINE Ivan S., 303.
 GRAF Max, cf. Jacob FRANK.
 GRAMSCI Antonio, 97.
 GREEN William, 305, 321.
 GRIMM Robert, 59, 62.
 GROENER Wilhelm, 132.
 GROHL Karl, dit Karl FRIEDBERG, 70.
 GROVES Reg, 180.
 GUERIN Daniel, 260.
 GUERTIK Artem M., 303.
 GUESDE Jules, 43.
 GUILLAUME II, 61.
 HABSBOURG (dynastie des), 62.
 HANNIBAL, 167.
 HARBER Denzil D., 180.
 HAYASHI Senjuro, 166, 168.
 HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 209.
 HEIJENOORT Jean van, dit VAN, 20, 21, 31, 91, 97, 153, 241, 289, 296.
 HELD Walter, Heinz EPE dit, 26.
 HENNAUT Adhémar, 248, 276.
 HENDERSON Arthur, 49, 51.
 HERRIOT Edouard, 33, 66.

- HIDALGO Manuel, 161.
- HINDENBURG Paul von BENECKEN-DORFF Fund von, 132, 150, 277.
- HITLER Adolf, 41, 50, 52, 53, 60, 70, 89, 90, 101, 103, 144, 148, 149, 188, 222, 254, 264, 306. '
- HOHENZOLLERN (dynastie des), 61, 254.
- HOOVER Herbert G., 200.
- HUNDERT Samuel, dit LEHMAN, dit STOI, 231.
- IAGODA Genrik, 320, 321.
- IAROSLAVSKI Emilian, Minei I. GUBELMAN dit, 320, 329.
- IGLESIAS Ignacio, 280.
- JACKSON Andrew, 211.
- JAURES Jean, 173.
- JOUHAUX Léon, 49, 50, 114, 115, 132, 257, 258, 284.
- JUST Claude, 22, 45, 123, 144, 192, 260.
- KAMENEV Lev Borissovitch, ROSENFELD dit, 29, 79, 80, 300, 302-306, 312, 313, 320, 322, 324, 329, 330.
- KAMOUN Elie, dit DAHAN, 97, 179, 192, 193.
- KARAGEORGEVITCH (dynastie des), 143, 298.
- KASTRITIS Kostas, cf. Karliafitis LOUKAS.
- KATKOV Mikhail N., 312.
- KAUTSKY Karl, 24, 222.
- KERENSKY Alexandre F., 262.
- KROUCHTCHEV Nikita, 28, 268.
- KIRCHHOFF Paul, dit Eiffet, 231.
- KIROV Sergei, KOSTRIKOV dit, 28, 29, 267-270, 300, 301, 303-305, 313, 319, 320, 324, 327, 329-332.
- KORNILOV Lavr. G., 262.
- KOSSAREV Alexandre V., 155.
- KOSTINA A.P., 302.
- KOTOLYNOV Ivan I., 301, 324.
- KOUKLINE Alexandre S., 303.
- KRUCHELENITSKY Ivan, 270.
- KRUCHELENITSKY Taras, 270.
- KRÜGER, cf. POLZER.
- KRÜGERSEN, cf. POLZER.
- KRUPSKAIA Nadejda N., 322.
- KUUSINEN Otto, 144, 191.
- LANDAU Kurt, 236.
- LANGERON Roger, 132.
- LANGEVIN Paul, 264, 265.
- LANIS, fausse identité de Trotsky, 20.
- LANIS Vera, 20.
- LARGO CABALLERO Francisco, 227.
- LA ROCQUE François Casimir de, 34, 158.
- LASTERADE de CHAVIGNY Jean, 295.
- LAURAT Lucien, Othon MASCHL dit, 260.
- LEBAS Jean Baptiste, 192.
- LEHMAN, cf. Samuel HUNDERT.
- LENINE Vladimir Illitch, OULIANOV dit, 31, 37, 39, 41, 48, 74, 79, 80, 86-88, 107, 124, 129, 151, 160, 270, 299, 302, 303, 306, 316, 318, 319, 322, 329, 330.
- LENOIR P., 274.
- LEON, cf. Alfred BARDIN.
- LEONETTI Alfonso, dit FEROCI, dit MARTIN, dit Souzo, etc, 85, 97, 100, 102.
- LESOIL Léon, 26, 248, 249, 276.
- LEVINE, Docteur, 267.
- LEVY Louis, 288.
- LHULLIER René, 24, 26, 157, 212, 230, 241, 295.
- LIEBKNECHT Karl, 44, 80, 118.
- LIEBKNECHT Wilhelm, 44, 73.
- LIEBSTEIN Jakob, cf. Jay LOVESTONE.
- LINIER, pseudonyme utilisé par TROTSKY.
- LITVINOV Maxim, WALLACH dit, 41, 52, 66, 86, 88, 128, 161.
- LOREDO APARICIO José, 279.
- LOUIS NAPOLEON BONAPARTE, cf. NAPOLEON 111.
- Louis Paul, Paul LEVI dit, 229.
- LOUKAS Karliafitis, dit Kostas KASTRITIS, 99.
- LOVESTONE Jay, Jakob LIEBSTEIN dit, 278.
- LOZOVSKY Alexandre, Salomon A. DRIDZO dit, 191.
- LUXEMBURG Rosa, 60, 74, 80, 118.
- MACDONALD James Ramsay, 50, 51, 143.
- MACDONALD Jack, 297.
- MASCHL Othon, cf. Lucien LAURAT.
- MACIA y LLUSA Francesc, 184.
- MALLARTE Jules, 38.

- MANUILSKY Dimitri Z., 144, 191.
MARCEL, pseudonyme de TROTSKY, 254.
MARQUET Adrien, 132, 227.
MARTIN, cf Alfonso LEONETTI.
MARX Karl, 88, 124, 129, 160, 209, 215.

MASARYK Tomas, 143.
MASLOW Arkadi, Isaac TCHERE-MINSKI dit PARABELLUM, dit, 99.
MASYK V.A., 270.
MAURIN JULIA Joaquim, 27, 183.
MAURIN Louis, 145.
MAURIN Maurice, 123.
MAURRAS Charles, 34.
MECHE, cf. Jean MEICHLER.
MEDVED Philipp D., 327.
MEDVEDEV Roy, 268, 270, 302, 325.
MEICHLER Jean, dit MECHE, 20, 294.
MEUNIER, pseudonyme de TROTSKY, 267.
MODIANO Hélène, 260.
MODIANO René, 260.
MOLINIER Henri, 20, 21, 256.
MOLINIER Raymond, dit LINIER, dit R. REY, 20, 21, 23-25, 113, 122, 151, 172, 173, 194, 222, 244, 256, 257, 275, 292-294.
MONATTE Pierre, 120.
MONMOUSSEAU Gaston, 120.
MONROE James, 203.
MOURANOV Matvéi, 79.
MÜLLER-FRANKEN Hermann, 70.
MÜNZENBERG Willy, 37, 72.
MUSSOLINI Benito, 143, 148, 149, 306.
MUSTE Abraham Johannes, 27, 242, 278.

NAPOLEON I^{er}, 167.
NAPOLEON III, 265.
NATALIA, cf. Natalia SEDOVA.
NAVILLE Claude, 113.
NAVILLE Pierre, 21, 24-26, 97, 99, 157, 172, 173, 175-177, 179, 194, 212, 213, 218, 220, 221, 222, 230-232, 241, 272-275, 292-294.
NICOLAS II, 199.
NIKOLAIEV Leonid, 28, 268-271, 317, 320, 324, 325, 327, 329, 330, 332.
NIKOLAIEVSKY Boris, 301.
NIN PÉREZ Andrés, 27, 183.

OURITSKY Moïse S., 267.
OUSTRIC Albert, 93.

PAPEN Franz von, 143, 262, 276, 277.
PAUL, pseudonyme de TROTSKY, 292.
PAUL-BONCOUR Joseph, 33.
PAVELIC Ante, 268, 298.
PELLETAN Camille, 114.
PERRONE Ottorino, 178.
PETAIN Philippe, 33, 145, 264, 265.
PIATNITSKY Iossip, 191.
PIVERT Marceau, 21, 22, 63, 121, 127, 134, 144, 158, 192, 259, 260, 275, 295.
PILSUDSKI Jozef, 143, 148, 149. *
PLEKHANOV Gueorgui, 24, 129, 222.
PLEUCHOT Edmond, 99.
POINCARÉ Raymond, 275, 276.
POLZER, dit KROGER OU KRÜGER-SEN, 236.
POTEMKINE Grigori M., 72.
PRIMO de RIVERA y ORBANEJA Miguel, 143.

QUISLING Vidkun, 283.
RADEK Karl, SOBELSOHN dit, 88, 312, 328.
RADIIF Stefan, 73.
RAKOVSKY Christian G., 187, 188, 189.
REED John, 296.
RENAUDEL Pierre, 173, 265.
REVO L., cf. Lucien LAURAT.
REY R., cf. Raymond MOLINIER.
RIGAL, cf. Louis RIGAUDIAS.
RIGAUDIAS Louis, dit RIGAL, 286, 292, 293.
RIMBERT Pierre, Pietro TORIELLI dit, 295.
RIVET Paul, 264.
ROBESPIERRE Maximilien de, 94.
ROGALSKY, 224.
ROHM Ernst, 147.
ROOSEVELT Franklin Delano, 86, 88, 198-200, 203.
ROSENTHAL Gérard, dit Francis GERARD, 37, 46, 148, 292, 293.

ROSNER Alfred, GRIOT dit, 113, 172, 294.
 Rous Jean, 21, 26, 293.
 ROUSSET David, dit GEORGET, 122, 289, 292, 293.
 RUMIANTZEV Vladimir V., 301.
 SAFAROV Gueorgui I., 303, 305.
 SAMPER IBANEZ Ricardo, 182.
 SARACENO Guido, cf. Alfonso LEO-
 NETTI.
 SARRAUT Albert, 33, 158.
 SATRE Marcel, 274.
 SAUNDERS George, 198.
 SCHLEICHER Kurt von, 132, 143-145, 147-149, 262, 277.
 SCHMIDT Peter Johannes, 27, 63, 244.
 SCHÜSSLER Otto, dit Oskar FISCHER. 258.
 SCHWARTZ, cf. Léon SEDOV
 SEDOV Léon, dit SCHWARTZ. 112, 218, 224, 267, 295, 296.
 SEDOVA Natalia, 20, 256.
 SÉGAL Maurice, dit GEORGES, 172, 173.
 SELLIER Louis, 40.
 SERRET Gilbert, 20.
 SEVERAC Jean-Baptiste, 153, 275-276.
 SEVERING Cari, 143.
 SHACHTMAN Max, 124.
 SNEEVLIET Henricus, 18, 21, 25, 161, 218, 220-222.
 SOSNOVSKY Lev S., 189.
 SOUVARINE Boris, LiFCHtTZdit, 260.
 Souzo, cf. Alfonso LEONETTI.
 SPAAK Paul-Henri, 227, 239.
 SPECTOR Maurice, 297.
 STAHL, cf. Artur GOLDSTEIN.
 STALINE Joseph, 28, 29, 35, 65, 80, 89, 90, 108, 188, 189, 267-270, 301-303, 306, 307, 312, 313, 315-317, 319-322, 328, 330.
 STAVISKY Alexandre, 92, 93.
 STOCKFISH Herschl Mendel, 148.
 STOI, cf. Samuel HUNDERT.
 SUSINI, 20, 256.
 TAITTINGER Pierre, 34.
 TARDIEU André, 34, 145, 264, 265.
 TAS Sal, 27, 278.
 TAUBLER Alexandre, 235.
 TCHEMODANOV Vassili, 155.

THALHEIMER August, 264.
 THALMANN Ernst, 101, 188, 189.
 THOREZ Maurice, 36, 38, 43, 44, 46, 47, 101, 120, 153, 162.
 TRANMAEL Martin, 62, 176, 284.
 TREINT Albert, 259.
 TRESSO Pietro, dit Blasco, dit Julien, 24-26, 37, 157, 173, 177, 212, 213, 231, 241, 272, 292.
 TROCHINE, 198-211.
 TROIANOVSKY Alexandre A., 86, 87.
 TURKUL Anton, 60.
 VAN, pseudonyme de Jean van HEIJENOORT, utilisé par Trotsky.
 VANDERVELDE Emile, 49, 63, 65, 239.
 VAN OVERSTRAETEN Edouard, 276.
 VARDINE Ilya, Ivan V. MGELADZE dit, 303, 305.
 VARGA Jenô, 257.
 VEREKEN Georges, dit GIVE, 21, 25, 26, 212, 213, 218-222, 240, 248, 249, 272, 277-279.
 VIDAL, pseudonyme de TROTSKY, 23, 103, 125, 172, 218, 220, 244, 247, 286.
 VITSORIS Georges, dit GREGOIRE, 99.
 VOLODARSKY, Moïse M. GOLDSTEIN dit, 267.
 VOROVSKY Vaclav V., 267.
 VYCHINSKY Andréi, 324.
 WALCHER Jakob, 63, 107, 176, 281.
 WELS Otto, 61, 76.
 i WIEDEN Peter, cf. Ernst FISCHER.
 WILLEMS Marc, 238.
 WOLF Erwin, 26.
 WRANGEL Piotr Nikolaïevitch de, 301, 326, 328.
 YKSLAGOR, cf. Rogalsky.
 YOTOPOULOS Dimitri, dit VITTE 99, 278, 279.
 ZALOUTSKY Piotr. A., 302, 305.
 ZAPOROJETS Ivan, 327.
 ZELLER Fred, 155.
 ZINOVIEV Grigori, RADOMYLSKI dit, 29, 31, 99, 260, 267, 300-306, 312-317, 320, 322, 324, 329, 330.
 ZYROMSKI Jean, 22, 63, 121, 127, 128, 144, 150.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRES, REUNIONS, etc. (**)

Action socialiste, cf. Parti socialiste S.F.I.O.	Brandlériens, cf. Opposition brandlérienne.
Alliance démocratique, 253, 264.	Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, « Bund ».
Alliance ouvrière, Alianca Obrera (Catalogne), 183-186.	Bureau d'Amsterdam (suite du Bureau de Londres, fin 1934), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.
Alliance ouvrière, Alianca Obrera (Espagne), 185, 279.	Bureau de Londres, ou Bureau de Londres-Amsterdam, cf. I. A.G.
American fédération of Labor, A.F.L., cf. Fédération américaine du travail.	
Archéiomarxistes, Archeiomarxisti Organosi, cf. Opposition de gauche grecque.	
Armée rouge, 236, 268.	Camelots du roi, 34.
Armée du Salut, 215.	Centre catholique allemand, cf. Parti du Centre.
Association démocratique (Cologne, 1848), 129.	Cercle communiste démocratique, 260.
Association pour le placement à la campagne des travailleurs juifs (G.E.Z.E.T., Russie), 224.	Comintern, cf. Internationale, troisième.
Association républicaine des anciens combattants (A.R.A.C.), 34, 78.	Comité d'action socialiste révolutionnaire, C.A.S.R., cf. Parti socialiste S.F.I.O.
Bloc Obrero i Camperai (Bloc ouvrier et paysan, Catalogne), 183, 279.	Comité Amsterdam-Pleyel, cf. Mouvement Amsterdam-Pleyel.
Bolcheviks, Bolseviki, cf. P.O.-S.D.R. et Parti bolchevique.	Comité anglo-russe, cf. Comité syndical anglo-russe.
Bolchevik-léniniste cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.	Comité antifasciste des intellectuels de gauche, cf. Comité de vigilance des intellectuels antifascistes.
Bordiguistes, cf. Fraction bordiguiste (<i>Prometeo</i>).	Comité central des milices (Catalogne), 186.

* En caractère gras. Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P.C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O., et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 21 août 1933, sous celui de Ligue communiste internationaliste.

** En italique et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

Comité de liaison de la Seine ou Comité d'alliance, 116.	nacional del trabajo, C.N.T., 183-186, 270.
Comité syndical anglo-russe, 176, 316.	Conférence du désarmement (1932-1934), 90.
Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (C.V.I.A.), 264.	Conférence de Kienthal (mars 1916), 151.
Comité des 22, 115.	Conférence de Laren de la jeunesse (dite de Luxembourg), (février 1934), 98, 264.
Committee for Industrial Organization, (C.I.O.), 305.	Conférence du Nord (partis S.-D. de Scandinavie), Stockholm, août 1934, 283.
Committee for progressive Labor Action (C.P.L.A.), 278.	Conférence de Paris (27-28 août 1933), 151, 229, 245.
Communist Labor Party of America, (C.L.P.A.) cf. Parti ouvrier communiste d'Amérique.	Conférence des Quatre, cf. Préconférence du 30 décembre 1933.
Communist League of America, C.L.A., cf. Opposition de gauche d'Amérique et Ligue communiste internationaliste, section américaine.	Conférence de Zimmerwald (septembre 1915), 151.
Communist League, british section of I.L.O., cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne et Ligue communiste internationaliste, section britannique.	Congrès antifasciste de Pleyel (Paris, juin 1933), 37, 72.
Communist Party of America, cf. Parti communiste d'Amérique.	Congrès international d'Amsterdam contre la guerre (août 1932), 37, 72, 114.
Communist Party of Great-Britain, cf. Parti communiste de Grande-Bretagne.	Conseil des commissaires du peuple, 302.
Communist Party (Opposition) ou groupe Lovestone (opposition brandlérienne), 227.	Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, 187.
Confederación nacional del trabajo, C.N.T., cf. Confédération nationale du travail (Espagne).	Conseil des soldats de Vienne, 236.
Confédération espagnole des droits autonomes, Confederación española de derechos autónomos (C.E.D.A.), 182, 186.	Croix-de-feu, 34, 158.
Confédération générale du travail, C.G.T., 38, 50, 115, 117, 145, 230, 256, 257 ; Secrétariat national, 274 ; Comité confédéral national (C.C.N.), 257 ; Union départementale de l'Isère, 21, 256, 257, 274.	Del Norske Arbeiderparti, D.N.A., cf. Parti ouvrier norvégien.
Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U., 36, 38, 115, 117, 120, 145, 274.	Effort communiste, 260.
Confédération nationale du travail (Espagne), Confederación	Emancipation du travail (L*), cf. Groupe Emancipation du travail.
	Entente des jeunesses socialistes, Fédération de la Seine, 216, 275, 287-289.
	Esquerra comunista (Catalogne), cf. Opposition de gauche ou Ligue Communiste.
	Etudiants socialistes (France) cf. Parti socialiste S.F.I.O.
	Fabian Society, cf. Société Fabienne.
	Federación anarquista ibérica, F.A.I., cf. Fédération anarchiste ibérique.
	Federación comunista catalano-balear, F.C.C.B., cf. Fédéra-

tion communiste catalano-baléare.	Groupe communiste internationaliste (G.C.I.) (Naville-Blasco après nov. 1934), 242.
Fédération américaine du travail, A.F.L., American federation of Labor, 305, 318, 321.	Groupe Emancipation du Travail, Grupa Osvobodzenija Truda, 129.
Fédération anarchiste ibérique, Federaciôn anarchiste ibérica, F.A.I., 183.	Groupe Frey, 236.
Fédération autonome des fonctionnaires, 38.	Groupe de la Gauche communiste, cf. Gauche communiste.
Fédération communiste catalano-baléare, 183.	Groupe Hennaut, cf. aussi Ligue des communistes internationalistes.
Fédération de l'enseignement (C.G.T.U.) ou Fédération unitaire de l'enseignement, F.U.E., 20, 21. <i>Congrès de Montpellier</i> (1934), 21.	Groupe juif de la Ligue communiste, cf. Opposition communiste de gauche, Ligue communiste et Ligue communiste internationaliste.
Fédération syndicale internationale, F.S.I., 71.	Groupe Lovestone, cf. Communist Party (Opposition)
Fédération syndicaliste libertaire, 183.	Groupe Luttés de classes, 213, 220-222, 230, 272, 292, 293.
Fraction bordiguiste (<i>Prometeo</i>), 215, 276.	Groupe <i>Mot Dag</i> (Norvège), 176.
Fraction internationale de gauche (bordiguistes), 178.	Groupe <i>Der Neue Mahnruf</i> , cf. Opposition de gauche autrichienne.
Fraction stalinienne, cf. P.C.U.S. et Internationale, troisième.	Independent Labor League of America, I.L.L.A., cf. Ligue ouvrière indépendante d'Amérique.
Francisme (Ligue), 34.	Independent Labour Party, I.L.P., cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).
Franc-maçonnerie, 21, 34, 256.	Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. Travailleurs industriels du Monde.
Front des jeunes de Graz, 239.	International Left Opposition, cf. Opposition de gauche.
Garde rouge de Vienne, 236.	Internationales :
Gauche (catalane), Esquerra, 184, 185, cf. aussi Ligue communiste, section espagnole.	Deuxième Internationale ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière, 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923 (Internationale réformiste...), 19, 47, 59, 60-63, 66, 83, 84, 87, 106, 119, 128, 129, 134, 135, 139, 151, 187, 190, 221, 227, 235, 283, 284, 296.
Gauche communiste (groupe de la) (France), 113.	Internationale Deux et demi, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.) (1921-1923).
Gauche communiste espagnole, Izquierda comunista de Espana, cf. Opposition de gauche espagnole.	
Gauche social-démocrate de Hollande, cf. Parti social-démocrate de Hollande.	
Gestapo, Geheime Staatspolizei (police secrète d'Etat), 98.	
G.P.L.L. ou Guépéou, Gosoudarstvennoïe polititcheskoïe Oupravlenié, (Administration politique d'Etat), (jusqu'au 10 juillet 1934), 28, 236, 267, 268, 269, 301, 320, 322, 324-329.	

- Troisième Internationale ou Internationale communiste ou Comintern, 19, 31, 35-41, 43, 45, 47, 49, 53, 61, 62, 64-66, 68, 70-74, 81-84, 86, 89, 101, 103, 119, 120, 122, 125, 129, 144, 149, 151, 155, 160, 161, 178, 188-190, 192, 196, 215, 225, 226, 228, 235, 239, 257-260, 264, 281, 284, 296, 297, 302, 303, 315-318, 324 ; C.E., 297 ; Présidium, 260 ; - 2* congrès (juillet-août 1920), 129 ; - 3* congrès (juin-juillet 1921), 88, 89 ; - 4* congrès (nov.-déc. 1922), 192 ; - 6* congrès (juillet-sept. 1928), 242 ; - 15* plénum (1934), 40.
- Internationale paysanne rouge ou Krestintern, 73, 316.
- Quatrième Internationale, cl*, aussi, dans l'index des sujets et thèmes, à nouvelle Internationale, 19, 28, 29, 35, 37, 63, 83, 85, 90, 99, 106, 108, 110, 119, 129, 151, 154, 160, 162, 165, 191, 214, 226, 245, 284, 294, 296, 297, 323.
- Internationale Arbeitsgemeinschaft, L.A.G., (Communauté internationale de travail), Bureau de Londres, Bureau d'Amsterdam, Bureau de Londres-Amsterdam, 63, 151, 160, 242, 244, 273, 281-285, 294 ; *Conférence de février 1935*, (prévue en novembre 1934), 244, 281.
- Internationale communiste, cf. Internationale, troisième.
- Internationale communiste des jeunes, 72.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., cf. Opposition de gauche allemande ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Internationale ouvrière socialiste, cf. Internationale, deuxième.
- Internationale syndicale rouge, I.S.-R. ou Profintern, 71, 191.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O. (Union internationale de l'Opposition communiste) et courant brandlérien international, 264.
- Izquierda comunista de Espana, I. C.E., cf. Opposition de gauche espagnole ou Ligue communiste internationaliste.
- Jeunes gardes socialistes (Belgique), 26, 215, 216, 235, 237-240, 247-249, 272, 280, 283.
- Jeunesses bolcheviques léninistes, cf. Jeunesses léninistes.
- Jeunesses communistes belges, 238, 247.
- Jeunesses communistes françaises, 36, 138, 139, 295.
- Jeunesses communistes russes, 268, 269, 301, 312, 324 ; de Leningrad, 301.
- Jeunesses léninistes belges, 26, 238, 240, 247-249, 283.
- Jeunesses léninistes françaises, 116, 192, 213, 216, 218, 275, 287, 289.
- Jeunesses prolétariennes unitaires, J. P.U., 139.
- Jeunesses socialistes allemandes, 44, 74.
- Jeunesses socialistes autrichiennes, 235, 239.
- Jeunesses socialistes espagnoles, 237, 279.
- Jeunesses socialistes françaises, 27, 117, 123, 138-140, 173, 175, 196, 216, 217, 219, 286-288 ; Comité national (mixte), 216 ; *Congrès de Nîmes* (1934), 216 ; Fédération de la Seine, 22, 122, 155.
- Jeunesses socialistes de Suisse (Zürich), 217.
- Kommunistische Partei Deutschlands, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O. (Opposition brandlérienne), 63, 107, 264, 281.
- Kuomintang, (Parti du peuple du pays), 143.
- Labour Party, cf. Parti travailliste.

Leninbund, 99.

Ligue des chômeurs, 278.

Ligue communiste, cf. Opposition communiste de gauche et Ligue communiste internationaliste.

Ligue communiste internationaliste (B.L.) ou internationale, L.C.I. (nouveau nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à Opposition de gauche internationale, 24, 28, 35, 37, 48, 97, 98, 159-161, 165, 174, 179, 228, 242, 244, 294 - *Plénum élargi*, octobre 1934,

26, 242 ; *Plénum*, 25, 26, 97, 98, 218, 231, 244 ; C.C., 26, 250 ; secrétariat international, 19, 21, 24-26, 37, 91, 97, 98, 117, 157, 175, 180, 182, 218, 219, 221, 222, 242, 244, 273, 275, 279, 281, 319.

Ligue communiste internationaliste ou internationale (B.L.), sections, cf. aussi Opposition de gauche, sections :

- allemande, Internationale Kommunisten Deutschlands I.K.D., 24, 25, 99, 143, 146, 161, 175, 212, 221, 230, 231, 242, 258, 273.

- américaine, Communist League of America, C.L.A., 27, 113, 125, 161, 172, 179, 182, 242, 243, 278, 294, 297, 318.

- argentine, 298.

- autrichienne, 140, 235.

- belge, 26, 161, 212, 215, 218, 237, 240, 244, 247-249, 272, 279 ; *Conseil national* (25 novembre 1934), 274 ; Fédération de Charleroi, 248, 249 ; Groupe de Bruxelles (Vereeken), 248.

- bolivienne, 298.

- britannique, Communist League, british section of I.C.L., 23, 129, 159, 179 ;

- canadienne, 233, 297 ;

- chilienne, Izquierda comunista, 161, 298 ;

- cubaine, 297 ;

- espagnole, la Izquierda comunista, la Esquerra comunista (Catalogne), 25, 183, 186, 237, 279 ;

- française, Ligue communiste, L.C., 19, 21-26, 37, 41, 91, 96-98, 101-108, 110-113, 116-118, 121, 122, 125-131, 138, 139, 155, 157, 159, 161, 165, 173-175, 177-179, 190-194, 212, 213, 216-222, 225, 226, 230-232, 237, 244, 272, 277, 283, 286, 293, 295, 319 ; Groupe bolchevique-léniniste (G.B.L.), 25, 26, 121, 132, 135, 136, 138, 179, 187, 192, 219,

C-
1 222, 225, 231, 237, 244, 254, 256, 257, 275, 281, 286, 289, 292 ; conseil national, 91 ; commission exécutive, 91 ; comité central, 122, 175, 221, 256, 292-294 ; bureau politique, 256, 293, 294 ; secrétariat, 293 ; 3ème conférence nationale du 25 août 1934, 25, 110, 256 ; comité central du 25 novembre 1934, 292 ; groupe juif, 295 ;

- grecque, Organisation archéiomarxiste, Archeiomarxisti Organosi, 278 ;

- hollandaise, cf. aussi Parti socialiste révolutionnaire, R.S.P., 161, 212, 218, 294 ;

- mexicaine, 298.

- panaméenne, 298 ;

- polonaise, 148, 161, 212, 278.

- portoricaine, 298 ;

- russe, 187, 189, 224 ;

- suisse, 26 ;

- uruguayenne, 298.

Ligue des Communistes (fondée en 1847 par Marx et Engels), 129.

Ligue des communistes internationalistes (Belgique), (Groupe Hennaut), 219, 276 ; Fédération de Charleroi, 276, 277.

Ligue ouvrière indépendante d'Amérique, Independent Labor League of America, I.L.L.A., 278.

- Ligue Spartacus, Spartakusbund, 118, 265.
Ligues (fascistes), 145.
- Marxist Group, cf. LL.P.
- Mencheviks, Menseviki cf. aussi
Parti menchevique et
P.O.S.D.R.
- Mot Dag*, cf. Groupe *Mot Dag*.
- Mouvement Amsterdam-Pleyel, 37,
38, 72, 73, 114, 117, 293.
- Nasjonal Samling, cf. Rassemblement national.
- Nationaal Arbeids-Secretariaat, N.A.S. (Secrétariat national du travail, Hollande), 220.
- National Recovery Administration, N.R.A. (Administration nationale de recouvrement), 198, 199, 203.
- Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, cf. Parti national-socialiste allemand des travailleurs.
- Néos ou Néo-socialistes, cf. Parti socialiste, S.F.I.O.
- Neue Mahnruf (Der)*, cf. Groupe *Der Neue Mahnruf*.
- N.K.V.D., Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del, (Kommissariat du peuple à l'intérieur, fait suite au G.P.U. à partir du 10 juillet 1934), 28.
- Nouvelle Opposition, cf. P.C.U.S.
- Nuova Opposizione italiana, N. O.L. cf. Opposition de gauche italienne ou Ligue communiste internationaliste, section italienne.
- Onafhankelijk socialistische Partij, O. S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition brandlérienne ou Opposition de droite ou K.P.O.
- internationale, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition, I.V.K.O.
 - allemande, cf. Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O.
 - américaine, cf. Communist Party (Opposition) ou groupe de Lovestone.
- Opposition de gauche internationale, International Left Opposition, I.L.O., cf. aussi Ligue communiste internationaliste (à partir du 21 août 1933), 81, 83, 99, 125, 160, 178, 189, 225, 226, 230, 236, 278 ; secrétariat international, 236, 278, 294 ; *préconférence de février 1933*, 236, 287.
- Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche : 151
- allemande ou Opposition de gauche unifiée (fusion d'une partie du Leninbund et de l'Opposition de Wedding, printemps 1930) éditant *Die Permanente Révolution*, 175, 295 ; Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 1933, éditant *Unser Wort*, 70, 175, 236, 295.
 - américaine, Communist League of America, C.L.A., 242, 305.
 - autrichienne, 235, 236. Groupe *Der Neue Mahnruf*, 236 ; Linke Opposition der K.P.Ö (B.L.), 236 ; Groupe Frey, 236 ; Groupe d'Opposition de Graz, 236.
 - belge, 219, 276.
 - britannique, Communist League, british section of I.L.O., 278.
 - chilienne, Izquierda comunista de Chile, ancien Partido Comunista de Chile-Hidalgo, 161.
 - espagnole, Izquierda comunista de Espana, 183, 279.
 - française, Ligue communiste, 138, 172, 194, 230, 256, 260, 295 ; groupe juif de la Ligue communiste, 278, 295 ; aile marxiste, 194, 294.
 - grecque, Organisation archéio-marxiste, Archeiomarxisti Organosi. 278.

- hollandaise, 63.
- italienne, Nuova Opposizione italiana, N.O.I., 97, 178.
- Opposition unifiée allemande, cf. Leninbund, cf. aussi Opposition de gauche allemande.
- Opposition unifiée russe, cf. P.C.U.S.
- Organisation archéiomarxiste Archeiomarxisti Organosi, cf. Opposition de gauche grecque.
- Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (O.R.I.M.), 298.
- Oustachis, 268, 298.
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party, A.W.P., 27, 226, 243, 278, 294, 297, 318.
- Parti antirévolutionnaire, Anti-Revolutionaire Partij (Pays-Bas), 264.
- Parti bolchevique, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S., 79, 80, 88, 89, 107, 129, 187, 214-217, 262, 267, 300, 302-304 ; fraction de la Douma, 79 ; *Conférence de mars* 1917, 80.
- Parti du centre, Zentrum Partei, Z.P., 70.
- Partis communistes (Les), 151, 281.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 32, 44, 70, 81, 99, 107, 118, 264.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, 206, 242, 278 ; Fraction Foster-Cannon, 242.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 32, 98, 235-237, 260, 281.
- Parti communiste de Belgique, 219, 237-239, 248, 276, 277 ; Fédération de Bruxelles, 276.
- Parti communiste canadien, 297.
- Parti communiste du Chili, Partido comunista de Chile-Hidalgo, 161.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de Espana, 183, 279 ; Fédération catalano-baléare, Federaciòn catalano-baléar, 183.
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C., 19, 21-24, 31, 32, 34-40, 43-45, 47, 64, 70, 71, 78, 100-104, 109, 111, 113, 115, 117, 119-122, 128, 131, 139, 141, 145, 152-155, 157, 158, 161-163, 171, 172, 192, 230, 258, 259, 261, 265, 281, 294, 324, 330 ; comité central (C.C.), 153, 260, 324 ; bureau politique, 324 ; Fédération de la Seine, 127 ; Rayon de Saint-Denis, cf. Rayon de Saint-Denis ; *Congrès de Tours*, 161, 192, 259.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain, 129, 131.
- Parti communiste des Pays-Bas, Communistische partij van Nederland, 212, 278.
- Parti communiste de Hongrie, 257.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I., 24, 37, 96 ; Opposition des Trois, 96.
- Parti communiste de Pologne, Komunistyczna Partia Poisky, K.P.P., 149 ; Opposition de gauche, 161.
- Parti communiste de Russie, cf. P.C.U.S.
- Parti communiste d'Union soviétique, P.C.U.S. ou Parti communiste russe, Rossijskaja Kommunisticeskaja partija (b) de 1918 à 1925, Vserossijskaja Kommunisticeskaja partija, V.K.P., après 1925, cf. aussi Parti bolchevique, 268, 300, 304, 305, 313, 323 ; 11* *Congrès* (mars 1922), 301 ; 17* *Congrès* (février 1934), 267 ; comité central, 267, 301-303 ; bureau politique (Politburo), 267, 269, 302 ; fraction de la Douma, 302 ; communistes de gauche, 317 ; opposition de droite, 3 17 ; tendance des « démocrates-libéraux », 267 ;

- opposition de gauche (1923-1924), 29, 89, 187, 189, 317 ; nouvelle opposition (1925), 267, 300-302, 305, 315, 320, 322, 324 ; opposition de gauche unifiée (1926-1928), 224, 242, 301, 302, 304, 305, 314, 316, 317, 322, 328.
- Parti démocrate allemand, Deutsche Demokratische Partei (D.D.-P.), 70.
- Parti démocrate américain, Démocratie Party, 86
- Parti libéral, Liberal Party (Grande-Bretagne), 51.
- Parti menchevique, cf. aussi P.O.S.D.R., 40, 80, 107, 214-217, 250 ; fraction de la Douma, 79.
- Parti national-socialiste allemand des travailleurs (Parti nazi), Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei, N.S.D.A.P., 70, 90, 132, 144.
- Parti ouvrier belge (P.O.B.), 26, 49, 61, 62, 227, 239, 240, 244, 247, 249, 280 ; *Congrès de décembre 1933*, 247 ; gauche, Groupe *Action socialiste*, 23, 227, 239.
- Parti ouvrier du Canada, Workers Party of Canada, W.P.C., 297.
- Parti ouvrier communiste d'Amérique, Communist Labor Party of America, 296.
- Parti ouvrier français, P.O.F., 43, 192.
- Parti ouvrier indépendant, Independent Labour Party, I.L.P., 23, 25, 51, 63, 107, 129, 131, 155, 159, 165, 179, 180, 226, 281, 283, 294 ; Marxist group, 129, 180.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A., 24, 27, 62, 98, 151, 176, 229, 245, 281-283, 285, 294.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiter Partei Österreichs, S.D.A.P.Ö., 62, 76, 226, 235, 236 ; étudiants social-démocrates, 236 ; gauche, 23, 235, 236, 239.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-démokraticeskaja rabocaja partija, cf. aussi Parti bolchevique, Parti menchevique, 107, 214, 262. - 2^e Congrès, Londres 1903, 215, 216. - 4^e Congrès Stockholm 1906, 215. - 6^e Conférence, Prague 1912, 216, 302.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P., 294.
- Parti paysan croate, 73.
- Parti populaire allemand (Deutsche Volkspartei), D.V.P., 70.
- Parti radical ou Parti républicain radical-socialiste, 32, 33, 114, 115, 261, 262, 264-265, 317.
- Parti radical Camille Pelletan, 114.
- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D., 44, 61, 63, 70, 74, 76 ; gauche, 60, 88.
- Parti social-démocrate d'Autriche, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs.
- Parti social-démocrate finlandais, 144.
- Parti social-démocrate en Hollande, Sociaal-démocratische Partij in Nederland, S.D.P. (ou gauche de la social-démocratie hollandaise), 63, 212, 227, 278.
- Parti social-démocrate norvégien, 27.
- Parti social-démocrate polonais, Socialdemokracja Krosletska Polskiego i Litwy, S.D.K.-P.L. ; gauche, 88.
- Partis socialistes (Les), 163, 226.
- Parti socialiste beige, cf. Parti ouvrier belge, P.O.B.
- Parti socialiste, S.F.I.O., 22, 23, 25-27, 32-34, 38, 39, 44, 45, 61, 64, 100-103, 111, 113, 115, 116, 117, 119-121, 123, 125-136, 138-141, 145, 152-155, 157-159, 161-163, 165, 171, 173, 174, 175-179, 189, 192, 196, 213,

- 214, 216, 218-222, 227, 230, 231, 237, 239, 240, 244, 249, 256-261, 265, 273, 275-278, 283, 286, 288, 289, 293. *Congrès de Tours*, (décembre 1920), 33, 43, 120, 130, 153, 154, 161. - *Congrès de Toulouse*, (mai 1934) 43-45. - 3* *Conférence nationale*, 222 ; conseil national, 152, 153, 173, 216 ; commission administrative permanente, C.A.P., 153, 275, 288 ; fédération Seine, 22, 63, 116, 123, 127, 275 ; conseil fédéral de la Seine, 275 ; 19^e section, 275 ; étudiants socialistes, 260 ; néos ou néo-socialistes, 23, 43, 132, 138, 173, 192, 227, 236 ; gauche socialiste, 22, 23, 44, 104, 123, 144 ; groupe Action socialiste, 38 ; tendance Bataille socialiste, 22, 45, 260 ; Comité d'action socialiste révolutionnaire, C.A.S.R., 22, 45, 123, 260 ; groupe bolchevique-léniniste, cf. ligue communiste, section française, tendance Lutte finale, 260.
- Parti socialiste indépendant, Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P. (Hollande), 27, 48, 63, 83, 84, 129, 160, 212, 220, 226, 229, 278, 283, 294.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, S.A.P., 24, 26, 48, 63, 83, 84, 107, 129, 160, 176, 212, 226, 229, 230, 242, 273, 274, 278, 281-284, 294, 295.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, Partido socialista obrero español, P.S.O.E., 182, 226, 237, 279 ; gauche, 23.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S., 275.
- Parti socialiste révolutionnaire, Revolutionair socialistische Partij, R.S.P. (Pays-Bas), 27, 63, 160, 212, 220, 226, 278.
- Parti socialiste révolutionnaire russe, Partija socialistov revoliucionerov Rossii, S.R., 72, 267, 268.
- Parti socialiste révolutionnaire russe de gauche, s.r. de gauche, 267, 328.
- Parti socialiste suisse, 59.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis, Workers Party of United States, W.P.U.S., 294, 297, 318.
- Parti travailliste, Labour Party, 49, 51, 98, 129, 143, 191 ; Ligue socialiste, Socialist League, 180.
- Parti d'unité prolétarienne, P.U.P., 39, 116, 139, 151, 229.
- Partido socialista Obrero español, cf. Parti socialiste ouvrier espagnol.
- Partito socialista italiano, cf. Parti socialiste italien.
- Petite Entente, 87, 89.
- Pionniers rouges, 270.
- Préconférence des Quatre (30 décembre 1933), 19.
- Profintern, cf. Internationale syndicale rouge.
- Rassemblement national, Nasjonal Samling (Norvège), 283.
- Rayon de Saint-Denis du Parti communiste, S.F.L.C. (exclu le 29 juin 1934), 22, 36, 39, 41, 43-45, 104-106, 115, 117, 157, 259.
- Revolutionair socialistische Partij, cf. Parti socialiste révolutionnaire (Hollande).
- Schutzbund (Ligue de protection, Autriche), 226, 235.
- Schutzstaffeln, S.S. (Section de protection, Allemagne), 147.
- Secours ouvrier international, 72
- Secrétariat international ou S.I., cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste.
- Sections de l'Opposition de gauche, cf. Opposition de gauche, par pays.
- Social-démocratie allemande, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Socialist League, cf. Parti travailliste.

Socialistes révolutionnaires, S.R., cf. Parti socialiste révolution- naire russe.	Travailleurs industriels du Monde, Industrial Workers of the World, I.W.W., 241, 296.
Société des Amis (quakers), 210.	
Société Fabienne, Fabian Society, 49.	Union communiste (France), 26, 295.
Société des Nations, S.D.N., 40, 41, 49, 50, 66, 67, 88-90, 316.	Union communiste (Grèce), 278.
Société des Vieux-bolcheviks, cf. Vieux-bolcheviks.	Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Lithuanie et de Polo- gne, « Bund », 275.
Solidarité française (ligue), 34.	Unión general de trabajadores, U.G.T., cf. Union générale des travailleurs.
Soviet de Leningrad, 302.	Union générale des travailleurs, Unión general de trabajadores, U.G.T., 183, 227.
Soviet de Moscou, 302.	Union internationale de l'Opposi- tion communiste, cf. Interna- tionaler Vereinigung der Kom- munistischen Opposition, I.V.K.O.
Soviets russes ; Comité exécutif, 269.	Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., dite aussi Internationale deux et demi ou Union de Vienne, 59, 151.
Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, S.D.A.P.Ö., cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.	Vieux-bolcheviks (société), 144, 189, 267, 301, 303, 329.
Sozialdemokratische Partei! Deutschlands, S.P.D., cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.	Volonté du Peuple (La), Narodnaïa Volia, 129.
Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, S.A.P., cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.	Workers Party of the United States, cf. Parti des travailleurs des Etats-Unis.
Spartakusbund, cf. Ligue Spartacus.	Zentrum, cf. Centre catholique.
Sturmabteilung, S.A. (sections d'assaut hitlériennes), 147.	Zimmerwald, mouvement ou bloc de, cf. aussi conférence de Z. et Gauche de Z.
Syndicat C.G.T. des ouvriers coif- feurs, 230.	
Syndicats américains, 305.	
Syndicats britanniques, 176.	
Syndicats russes, 176.	
Tchéka, Tch.K., Tchrezvytchaïnaïa Kommissiïa (Commission extraordinaire [de lutte contre la contre-révolution et le sabo- tage]), 303, 325, 328, 329.	
Toujours prêts pour servir (T.P.P.S.), 259.	

INDEX DES SUJETS ET THEMES EVENEMENTS ET PAYS

- Accumulation capitaliste, 308.
- Afrique, 56, 71.
- Alaska, 203.
- Allemagne, 52, 57, 59-61, 63, 64, 67, 70, 75, 76, 80, 86-90, 103, 115, 119, 129, 134, 135, 143, 146, 147, 150, 170, 188-190, 225, 236, 258, 263, 277, 283, 295, 315, 316, 329.
- impériale, 52.
 - de Weimar, 150.
 - nazie, 24, 34, 39, 50, 210.
- Amérique, 50, 53, 87, 198, 199, 202, 203-206, 209, 278, 318, 319.
- cf. aussi Etats-Unis.
- Amérique centrale, 56, 202.
- Amérique latine, 297.
- Amérique du Sud, 56, 202, 208, 298.
- Anarchisme, anarchiste, 54, 183.
- Anciens combattants, 34, 78, 92, 93.
- Angleterre, cf. Grande-Bretagne.
- Antifascisme, antifasciste, 118, 264.
- Antimilitarisme, antimilitariste, 40, 247.
- Appareils
- d'Etat bourgeois, 48, 133, 135, 148, 150.
 - de partis ouvriers, 43, 105, 116, 127, 138, 173, 227, 272.
 - staliniens, 22, 37, 41, 120, 121, 125, 228, 268, 300, 304, 322.
 - bureaucratiques, 207, 225, 263, 319.
- Argentine, 298.
- Aristocratie ouvrière, 240, 249.
- Armée rouge, 69, 169, 236, 268.
- Armement du prolétariat, 75-79, 81, 163.
- du peuple tout entier, 184, 185.
- Art, 209.
- Artisans, 94.
- Asie, 56, 228.
- Asturies, 226, 279.
- Austro-marxisme, 62, 76, 235, 236.
- Autriche, 23, 34, 57, 76, 119, 134, 135, 144, 149, 150, 235, 236, 264, 283, 315, 316.
- Autriche-Hongrie, 62, 75.
- Avant-garde, 37, 39, 46, 58, 72, 78, 116, 118, 191.
- prolétarienne, 38, 39, 47, 55, 63, 66, 67, 69, 76, 80, 81, 83, 108, 114, 130, 140, 141, 146, 149, 182, 183, 190, 194, 225, 228, 229, 231, 240, 245, 254, 266, 281, 318.
- Aventurisme, 101, 212, 225, 299, 314, 317, 319, 323, 326.
- Balkans, 52, 298.
- Bandes armées, fascistes, 33, 35, 76-78, 93.
- Barbizon, 19, 32, 35, 113, 153.
- Basques, 182.
- Belgique, 23, 58, 59, 213, 219, 238, 248, 272, 273, 279, 280, 282.
- Birobidjan, 224.
- Blanquisme, 132.
- Bloc des gauches, 32, 33.
- Bloc des Quatre (ou Pacte des Quatre), 19, 160, 212, 281, 283.
- Bolchevisme, bolchevik, 73, 80, 107, 108, 122, 141, 161, 207, 214-217, 248, 262, 284, 302-306, 317, 319, 322.

- Bolivie, 298.
- Bonapartisme, 33-35, 48, 52, 57, 58, 69, 114, 132-136, 142-150, 162, 227, 248, 263-265, 271, 276, 277, 282, 286, 310.
- et fascisme, 34.
 - d'origine fasciste, 148, 150.
 - préventif, 148, 150.
- Bordiguisme, bordiguiste, 178, 215, 228-230, 276, 280.
- Boycottage, 68, 71.
- Bourgeoisie, 49, 53, 58, 60, 62, 68, 70, 72-74, 77, 93, 132-134, 143, 147, 149, 150, 165, 184, 227, 254, 263, 284.
- nationale, 58, 59, 62, 83.
 - allemande, 61, 254.
 - américaine, 51, 56.
 - autrichienne, 226.
 - britannique, 50, 162.
 - française, 31, 32, 34, 35, 61, 92, 145, 147, 162.
 - sud-américaine, 56.
 - suisse, 59.
- Brandlérisme, brandlériens, 278, 281.
- Brésil, 298.
- Bulgarie, 187.
- Bureaucratie, 45, 47, 207, 321-323.
- réformiste, 35, 43, 102-106, 115, 119, 128, 163, 176, 177, 179, 193-195, 213, 215, 216, 254, 280, 285, 322.
 - soviétique, 41, 45, 53, 69, 119, 162, 188-190, 196, 206-208, 228, 281, 287, 296-298, 306-315, 317-319, 321, 322.
 - stalinienne, 28, 43, 45, 69, 72, 81, 86, 89, 90, 102-106, 115, 119, 128, 154, 155, 162, 163, 190, 193-195, 225, 285, 300, 304, 314-316, 322, 323, 332.
 - syndicale, 81, 285.
 - tsariste, 311.
- cf. aussi dégénérescence bureaucratique.
- Bureaucratisme, 45, 211, 311, 314, 323.
- Cadres, 79, 84, 116, 119, 162, 164, 225, 229, 278.
- Canada, 202, 233, 297.
- Capital, capitalisme, 32, 33, 48, 49, 53-58, 64, 69, 75, 82, 85, 87-89, 94, 95, 126, 132, 133, 143, 145, 201, 203, 206-208, 224, 227, 238, 254, 263, 282, 284, 291, 306, 309, 313, 315.
- d'Etat, 52.
 - financier, 142, 143, 146-148, 265.
 - monopoliste, 263.
 - national, 53, 58.
 - allemand, 50.
 - américain, 52, 86.
 - japonais, 52.
 - en U.R.S.S. cf. Restauration du ...
- Catalogne, 27, 182-185, 279.
- Centrisme, centristes, 43, 45, 59, 61-63, 135, 157, 160, 192, 230, 273, 274.
- de « droite », 62, 63, 157.
 - de « gauche », 63, 157, 226, 273.
 - bureaucratique, cf. stalinisme.
- Chili, 161, 298.
- Chine, 50, 51, 143, 169, 315, 316.
- Chômage, chômeurs, 28, 48, 91, 212, 278, 290.
- Clandestinité, illégalité, 22, 24, 79, 303.
- Classe contre classe, 40.
- Classe ouvrière, 23, 38, 45, 53, 55, 70, 74, 82, 85, 92, 94, 95, 117, 145, 149, 153, 158, 163, 174, 190, 193, 230, 240, 249, 261, 270, 290, 297, 321.
- Classes dominantes, dirigeantes, 59, 60, 71, 91, 92, 307-309, 311.
- moyennes, 200, 201, 261.
 - opprimées, 60, 82, 143, 147.
- Coloniaux (pays), 56.
- Comités de vigilance, 40, 102.
- Commune de Paris, 75.
- Communisme, communiste, 33, 38, 47, 53, 73.
- Compradores, 56.
- Conseils ouvriers, cf. soviets.
- Conservateur, conservatisme, 217, 234, 272, 297, 298, 305, 308.
- Conservatisme bureaucratique, 311.
- Contre-révolution, cf. Révolution.
- Contradictions inter-impérialistes, 49, 53, 113.
- Corée, 169.
- Corruption, 155, 330.

- Crise, 310.
 - du capitalisme, 54, 60, 62, 114, 286.
 - économique, 48, 51, 113, 253, 277.
 - politique, 146, 310.
 - sociale, 201.
- Cuba, 297.
- Déclaration des Quatre, 19, 245, 281.
- Défaitisme révolutionnaire, 40, 70, 74, 75, 79.
- Défense de l'Etat ouvrier (du pouvoir soviétique, de l'U.R.S.S.), 41, 54, 69, 191, 286, 287, 323.
- Défense nationale, 54, 55, 57-64, 83, 282.
- Dégénérescence bureaucratique, ou stalinienne, 22, 54, 82, 226, 228, 287.
- Démagogie, 48, 147, 148, 155.
- Démocratie, 54, 58, 128, 143, 178, 204, 207, 250, 254, 263, 287.
 - bourgeoise, 57, 59, 61, 74, 76, 79, 80, 87, 132, 260, 263, 282, 306.
 - parlementaire, 23, 32-34, 48, 58, 132, 134, 135, 142-147, 277, 286.
 - soviétique, 207, 286, 323.
- Désarmement, 50, 64, 65, 87, 89, 90.
- Dictature, 58, 69, 188, 207, 307, 309, 310.
 - fasciste, 263.
 - militaro-bourgeoise, 57, 145.
- Dictature du prolétariat, 64, 76, 88, 134, 184, 263, 307, 310.
- Domène, 20, 25, 112, 218, 225, 242, 243, 256, 257, 272, 296.
- Douze février 1934, 22, 101, 104, 114, 145.
- Economie planifiée, 94, 95.
- Elections de mai 1932, 32.
- Emeute ouvrière de Jordaan, 27, 212, 264, 278.
- Entrisme (tournant français), 23-27, 103, 113, 123, 125, 132, 138, 139, 151, 152, 155, 159, 165, 173, 174, 176-178, 212, 213, 215, 218-222, 230, 231, 235, 240, 242, 244, 247-249, 272, 275-280, 286, 292.
- Espagne, 23, 27, 143, 167, 183, 227, 237, 275, 315.
- Etat, 63, 76, 95, 133-135, 185, 186, 204, 208, 254, 255, 265, 298, 308.
 - bourgeois, 74, 76, 81, 119, 132, 133, 135, 146, 287.
 - fort, 52, 148.
 - juif, 224.
 - national, 54-56, 65, 282.
 - ouvrier, 41, 53, 54, 64, 65, 68, 69, 135, 196, 208, 227, 254, 287, 297, 314, 315, 321, 332.
- Etats capitalistes, impérialistes, 49, 50, 53-57, 66, 67, 69, 87, 260, 315.
- Etats-Unis d'Amérique, 27, 28, 49, 51, 52, 86, 87, 199, 201, 203, 204, 208, 211, 242, 243, 250, 267, 278, 294, 296, 297.
- Etats-Unis soviétiques d'Europe, 56.
 - d'Amérique Centrale et du Sud, 57, 203.
- Etudiants, 196, 197, 259.
- Europe, 28, 32, 49, 50-53, 56, 127, 142, 149, 150, 188, 189, 191, 209, 228, 242, 246, 299, 318, 319.
 - balkanisée, 55.
- Extrême-Orient, 50, 51, 166-169, 327.
- Fascisme, fasciste, 33-35, 37, 39, 40, 41, 48, 49, 52, 57, 58, 60-62, 66, 70, 72, 74-78, 81, 87, 93, 103, 127, 130, 132-136, 142-144, 146-150, 158, 162, 182, 184, 187-190, 196, 225, 246, 248, 261-265, 271, 276, 277, 282, 283, 286, 298, 314, 318.
 - allemand, 149, 150.
 - autrichien, 149.
 - italien, 148, 298.
 - polonais, 148.
- Femmes, 82.
- Finlande, 144.
- Fonctionnaires, 38, 73, 115, 186, 240, 249.
- Forces productives, 54, 282.
 - déclin des, 48.
- Fraction, 44, 107, 111, 117, 121, 126, 130, 138, 164, 173, 177, 213, 215, 226, 231, 242, 272, 297, 304.

- bolchevique-léniniste, 107, 121, 217.
- stalinienne, 144, 310, 315, 318, 322.
- France, 23, 29, 32, 35, 40, 41, 45, 50, 52, 53, 57, 59, 60, 63, 66, 67, 87-90, 94, 96, 99, 101, 103, 104, 113, 114, 116, 119, 129, 133, 135, 139, 144, 149, 150, 160-162, 165, 177, 179, 188-190, 212, 213, 216, 218-220, 223, 238, 240, 252, 256, 264, 272, 274, 277, 281, 282, 286, 296, 298, 316, 321, 324, 329.
- Front populaire, 162, 261, 262.
- Front uni, 35, 38.
- Front unique, 22, 23, 36, 37, 39, 40, 43, 44, 46, 58, 72, 78, 101-105, 107, 109, 111, 115-118, 127, 128, 130, 131, 134, 136, 139, 144, 158, 160-164, 173, 177, 188, 194, 215, 220, 237-239, 244, 275, 285, 286, 288, 329.
 - à la base, 36.
 - à l'intérieur du parti, 43, 44.
- Gardes blancs, 267, 319, 328.
- Gouvernement ouvrier (et paysan, ou S.F.I.O.-P.C.), 94, 95, 275.
- Grande-Bretagne, 50, 52, 63, 67, 87, 90, 98, 129, 131, 165, 179, 202, 315.
- Grèce, 59, 274, 275, 279.
- Grève, 68, 126, 253, 290, 296.
 - générale, 71, 72, 126, 134, 186.
 - générale du 12 février 1934, cf. Douze février 1934.
 - générale d'oct. 1934 (Madrid et Catalogne), 27.
 - des mineurs du Borinage (1932), 248.
 - de Minneapolis (1934), 27, 243, 250, 318.
 - de Toledo (1934), 243.
- Guerre, 40, 44, 47, 49, 50, 56-61, 63-65, 68-75, 77, 79, 80, 82-84, 87, 89, 142, 166, 168, 169, 245, 282, 284, 286.
 - impérialiste, 49, 53, 58, 61, 74, 75, 79, 84, 87, 286, 287.
 - révolutionnaire, 65.
 - de 1870-71, 75.
 - russo-japonaise (1904-1905), 166, 167.
 - 1ère guerre mondiale (1914-18), 48, 50-52, 59-61, 75, 81, 85.
 - après-guerre (1914-18), 51, 52, 62, 75, 192.
 - prochaine, 49, 51-54, 56, 59, 60, 62, 84, 85, 88, 113, 119, 127, 162, 170, 190, 227, 299.
- Guerre civile, 33, 75, 76, 93, 143, 200, 286.
 - en U.R.S.S., 40, 86, 187, 199, 302, 303, 306.
- Hollande, cf. Pays-Bas.
- Hongrie, 233, 298.
- Idéaliste, 54, 229, 247, 274, 321.
- Illégalité, cf. clandestinité.
- Illusions démocratiques, 32, 34, 76, 93, 128, 227.
- Impérialisme, impérialiste, 49, 50, 53, 55-59, 65, 68, 71, 81, 82, 84, 86-88, 90, 285, 287, 327.
 - allemand, 89.
 - américain, 51, 52.
 - britannique, 50.
 - français, 50, 57, 67, 88, 89, 113.
 - japonais, 89, 168.
- Inde, 50, 52.
- Indépendance nationale, 55, 59.
 - catalane, 184, 185.
- Insurrection, 72, 73, 75, 85, 126, 148, 226, 227, 303.
 - des Asturies, 27, 226, 227, 237, 279.
 - de Cronstadt, 40.
 - d'octobre 1923 (Allemagne), 264.
- Intellectuels, 28, 196, 197, 254, 255.
- Internationale (nouvelle ou IV^e), 28, 29, 35, 37, 47, 48, 63, 67, 81, 83-85, 90, 99, 106, 108, 110, 119, 124, 129, 131, 151, 154, 159, 160, 162, 164, 165, 189, 190, 212, 214, 226, 228, 245, 274, 281, 284, 294, 296, 297, 323.
- Italie, 39, 50, 52, 59, 67, 134, 149, 150, 167, 263.
- Japon, 51, 52, 67, 68, 87, 89, 167-170, 202.

- Jeunesse, jeunes, 71, 76, 81, 82, 123, 138, 165, 175, 179, 192, 194-197, 216, 219, 221, 231, 237, 238, 247, 248, 259, 270, 287-291, 312, 313.
- Juifs, 149, 224.
- Kolkhoses, 69, 308.
- Koulaks, 300, 317.
- Lagny, 20, 31.
- La Tronche, 20.
- Léninisme, léniniste, 47, 62, 70, 73, 139, 193, 195, 225, 230, 233, 280, 287, 317-321, 323.
- antiléninisme, 86.
- Lettonie, 324.
- Libération nationale, 70, 184, 234, 298, 316. Cf. aussi indépendance nationale.
- Liberté de la presse, 186, 208.
- Libertés démocratiques, 33, 226.
- Littérature, 38.
- Lutte de classes, 45, 46, 55, 59, 60, 65, 71, 72, 84, 136, 146, 161, 224, 309, 314.
- Marxisme, marxiste, 36, 46, 47, 57, 60, 63, 66, 77, 84, 112, 131, 132, 144, 154, 155, 158, 193, 194, 212, 226, 229, 230, 233, 248, 255, 258, 263, 265, 266, 274, 278, 282, 298, 304, 309, 314, 318, 319, 332.
- anti-marxiste, 89, 274, 280.
- Marxisme-léninisme, 88, 162.
- Masses, 38, 39, 45-47, 56, 60, 61, 63, 71, 78, 81, 82, 85, 86, 88, 90, 101, 104-106, 108, 114, 115, 118, 126-128, 130, 134, 139, 145, 148-150, 152, 161-164, 174, 176, 183-185, 189, 193, 196, 197, 227-229, 233, 236, 253, 254, 275, 282, 288, 298, 306, 314, 319.
- liens avec les, 39, 164, 174, 237, 280.
- mouvement des, poussée révolutionnaire des, 28, 46, 63, 107, 126, 134, 135, 177, 202.
- pression des, 104, 111, 161, 214.
- radicalisation des, 134, 190.
- petites-bourgeoises, 73, 74, 77, 184, 186.
- travailleuses non prolétariennes, 184.
- soviétiques, 53, 271, 309, 318.
- Menchevisme, menchevik, 40, 107, 188, 214-217, 250.
- Mexique, 296, 298.
- Milice ouvrière, 78, 79, 81, 93, 99, 102, 126, 127, 158, 163, 184, 185, 231, 235, 241, 257, 259, 266.
- Monopole du commerce extérieur, 69.
- Moscou, cf. Union soviétique.
- Mouvement ouvrier, 63, 83, 90, 121, 122, 125, 127, 136, 154, 177, 196, 215, 225, 226, 236, 278, 279, 292, 296, 297, 315, 318, 319, 323, 330, 332.
- Mouvement révolutionnaire, 41, 50, 74, 116, 126, 297, 317.
- Municipalisme, 39, 40.
- Nationale (question), 55, 56, 224.
- Nationalisations, 95, 208.
- Nationalisme, 317.
- Nazi, national-socialisme, 24, 70, 76, 81, 149, 150, 277, 316.
cf. aussi fascisme allemand.
- Néo-socialiste, 43, 135, 136, 173, 220, 227, 237.
- Nep, 300, 317.
- Neutralité, 58, 59.
- New-Deal, 198.
- Occident, 170, 196, 236.
- Opportunisme, opportuniste, 36, 76, 103, 161, 163, 164, 178, 194, 229, 230, 273, 316.
- Orient, 56, 170, 303, 316.
- Ouvriers, 35, 39, 45, 48, 58, 68, 73, 76, 77, 79, 82, 92, 94, 104-106, 108, 118, 130, 185, 192, 194, 196, 197, 212, 234, 235, 252, 259, 265, 277, 285, 287-289, 291, 302, 303, 317, 323.
- communistes, 108, 109, 190, 194.
- conscients, 47, 74, 82, 101, 136, 305, 307, 313.
- révolutionnaires, 78, 119, 143, 260.
- socialistes, 108, 109, 136, 140, 179, 190, 217, 232, 276.
- américains, 250, 305.

- anglais, 250.
- français, 35, 329.
- Pacifisme, pacifiste, 40, 43, 49-51, 53, 59, 64-67, 71, 72, 74, 75, 79, 81, 86, 87, 147, 317.
- Pacte d'unité d'action P.C. -S.F.I.O., 23, 152.
- Paix, 49, 55, 57, 60, 64, 70, 71, 75, 86, 87, 89.
 - annexionniste, 58.
 - civile, 75, 76.
- Panama, 298.
- Parlementaire (démocratie ou régime) cf. Démocratie parlementaire.
- Parti (nouveau, à l'échelle internationale), 38, 46, 47, 118, 120, 129, 164, 173, 189, 228, 287.
 - révolutionnaire, 41, 46, 62, 70, 71, 75-80, 82, 83, 108, 110, 119, 120, 125, 131, 154, 163, 165, 190, 196, 228, 280.
- Patriotisme, patriote, 40, 72, 79, 80, 135.
- Paysannerie, paysans, 48, 68, 73, 74, 77, 82, 91, 92, 94, 95, 114, 184, 186, 206, 265, 317.
- Pays-Bas, 27, 28, 63, 98, 161, 213, 219, 264, 278, 282, 294.
- Petite bourgeoisie, 27, 48, 55, 73, 74, 77, 91, 94, 114, 147-150, 183, 184, 254.
- Philippines, 51.
- Plan, 257, 260, 284.
 - de la C.G.T., 257, 260.
 - De Man, 62, 63, 247, 248, 257.
 - quinquennal, 41, 208, 307, 310.
- Planification, 69, 201, 204, 205, 310.
- Pogromes, 33.
- Police, policier, 28, 29, 31, 33, 78, 81, 145, 146, 227, 256, 263, 308, 321, 326.
- Pologne, 53, 57, 60, 149, 161, 233, 274, 300, 303.
- Porto-Rico, 298.
- Pouvoir (prise du), 40, 48, 64, 68, 118, 127, 190, 248.
- Prinkipo, 113, 236, 258, 260, 329.
- Programme, 23, 47, 91, 96, 101, 102, 124, 140, 151, 158, 165, 179, 193, 231, 237, 274.
- Prolétariat, 33, 41, 55, 57, 58, 60, 61, 63-69, 71, 73-78, 80, 82, 88, 94, 95, 108, 114, 118, 119, 127, 130, 143, 144, 146, 147, 150, 165, 182, 184, 194, 196, 224, 225, 228, 236, 244, 245, 247, 254, 261, 263, 264, 285, 287, 304, 308, 314, 316, 321, 322, 330.
 - allemand, 41, 48, 49, 103, 254.
 - américain, 68, 321.
 - catalan, 182, 183, 185, 186.
 - espagnol, 237.
 - français, 93, 94, 137, 140, 150, 155.
 - russe, 48, 94, 254, 322.
 - sud-américain, 56.
 - suisse, 59.
 - ukrainien, 233.
- Propagande, propagandiste, 76-78, 90, 91, 107, 114, 121, 125, 140, 157, 160, 164, 174, 188, 225, 228, 230, 231, 237, 273, 274, 279, 331.
- Propriété bourgeoise, 53, 54, 182, 287, 306.
 - collective, 54, 308.
- Prusse, 61.
- Quatre premiers congrès de l'I.C., 228.
- Réaction, réactionnaire, 35, 39, 49, 55, 65, 114, 147, 148, 174, 182-184, 187, 188, 193, 208, 227, 238, 282, 321.
- Réarmement, 65, 90.
 - allemand, 51, 53, 90.
- Réformisme, réformiste, 33, 35, 37, 45, 49, 62, 66, 83, 84, 106, 107, 109, 111, 133-135, 139, 140, 147, 163, 173, 188, 194, 195, 215, 227, 230, 235, 236, 280, 282, 296, 323.
- Répression, 28, 33, 114, 143, 191, 212, 302, 308.
- République de Weimar, cf. Allemagne de Weimar.
- Restauration du capitalisme en U.R.S.S., 68, 250, 303-306.
- Révolution, 48, 53, 56, 68, 73, 76, 77, 82, 83, 85, 119, 140, 162, 188-190, 196, 199, 200, 202, 227, 228, 233, 237, 304, 312, 314, 322, 323.

- prolétarienne mondiale, 40, Serbie, 298.
- 41, 49, 55, 56, 58, 64-67, 69, 71, Sibérie, 29, 166, 169.
- 74, 77, 79, 82, 84, 86, 88, 90, Sionisme, 224.
- 188, 191, 196, 234, 284, 317. - de gauche, 224.
- contre-révolution, 31, 34, 36, Six février 1934, 19, 22, 33-35, 78,
- 69, 145, 162, 200, 287, 306, 312, 92, 104, 114, 134, 135, 145, 194,
- 314, 318. 238, 253.
- de 1789, 94. Social-démocratie, social-démo-
- de février 1917, 34, 75, 80, crate, 24, 32, 35, 39, 44, 57, 61,
- 151, 199. 62, 66, 76, 81, 82, 103, 105,
- d'octobre 1917 (ou) russe, 40, 107-109, 119, 132-135, 144,
- 48, 67, 74, 75, 94, 116, 119, 150, 154, 155, 188, 189, 194,
- 151, 233, 268, 306, 308. 212, 214, 220, 226, 227, 235,
- de 1918 en Allemagne, 61, 62, 241, 264, 283, 316.
- 75, 88, 277. Social-fascisme, 45, 108, 109, 128,
- espagnole, 183. 136, 144, 188, 190, 316.
- Révolutionnaire, 37, 39, 41, 42, 46, Social-patriotisme, 34, 49, 55, 60,
- 50, 53, 59, 65, 81, 83-85, 102, 64, 65, 70, 75, 79-81, 136, 139,
- 103, 112, 114, 117, 118, 121- 173.
- 123, 125, 126, 129, 130, 133, Socialisme, socialiste, 32, 33, 36, 41,
- 136, 137, 139, 142, 145, 150, 53-55, 58, 64, 77, 88, 95, 100,
- 158, 161-165, 175, 177, 185, 101, 127, 136, 139, 158, 189,
- 188-191, 193, 194, 196, 197, 195, 196, 198, 204, 234, 260,
- 203, 213, 215, 217, 219, 225, 291, 293, 306-308.
- 228, 229, 236, 238, 248, 252, - socialistes de gauche (ou)
- 255, 258-260, 274, 275, 277, « centristes de gauche », 83,
- 279, 280, 283, 286-289, 294, 130, 134, 144, 192, 195, 213,
- 297, 298, 306, 315, 318, 319, 227, 239, 258, 275.
- 326, 330. - socialisme dans un seul pays,
- situation, 104. 64, 65, 88, 118, 189, 190, 234,
- situation pré-révolutionnaire, 317, 323.
- 104, 115. Soldats, 77, 82, 236.
- anti-révolutionnaire, 192, 264, Soviets, 39, 40, 46, 70, 105, 163, 185,
- 272. 195, 198-209, 211, 236, 302,
- contre-révolutionnaire, 40, 303.
- 54, 142, 150, 183, 188, 270, 300, Stalinisme, 32, 83, 88, 161, 191, 196,
- 318. 235, 258, 270, 281, 315-317.
- Roumanie, 57, 87, 187, 300, 303. -stalinien, 24, 31, 32, 34, 35,
- Royalistes, 34. 44, 45, 76, 84, 87, 89, 101, 106,
- Russes blancs, 60. 108, 109, 111, 118, 127, 128,
- Russie (d'avant oct. 1917), 34, 52, 133, 136, 138, 139, 140,
- 56, 79, 80, 94, 199, 204, 217, 142-147, 153-155, 157, 158,
- 248, 267, 268, 296, 302. ' 161, 162, 176, 177, 187, 194,
- 195, 215, 216, 235-237, 239,
- Sabotage, cf. boycottage. 259, 264, 270, 276, 278, 293,
- Saint-Palais, 19, 32, 138, 139. 305, 309, 315, 316, 319, 321.
- Saint-Pierre de Chartreuse, 36, 97, Stratégie, 299.
- 112, 113. Suisse, 58-60, 160.
- Sarre, 70. Surréalisme, 172, 292.
- Scandinavie, 58, 246, 283. Syndicalisme, syndicaliste, 45, 70,
- Sectarisme, sectaire, 45, 63, 107, 321.
- 126, 175, 216, 229, 230, 236, - révolutionnaire, 50, 62, 120.
- 244, 316. Syndicats, 27, 34, 35, 71, 78, 81, 82,
- antisectaire, 280.

- 95, 115, 117, 132, 164, 176, 183, 196, 221, 227, 252, 274, 278, 279, 284, 301, 305.
 - réformistes, 61, 183.
 - rouges, 71, 221.
- Tactique, 46, 120, 218, 241, 313.
 Tchécoslovaquie, 87, 160, 233, 235.
 Technocratie, 200.
 Terrorisme, terroriste, 28, 267-271, 298-307, 311-314, 317, 318, 321, 324-327, 331, 332.
 Thermidor, 269.
 Tolstoïen, 132, 134, 136.
 Tournant français, cf. entrisme.
 Troïka, 302, 303, 330.
 Troisième période (de l'I.C.), 188-190, 316.
 Trotskysme, trotskyste, 47, 87, 88, 109, 144, 189, 236, 238, 267, 273, 301, 304, 315, 317, 318, 320, 321, 328, 329.
 Tsarisme, tsariste, 298, 299, 302, 303, 314, 332.
 Turquie, 19.
- Ukraine, 149, 233, 234, 270.
 Ultimatum, 178.
- Ultra-gauche, ultra-gauchisme, 54, 66, 217, 276, 281, 316.
 Union nationale, 33, 50, 51, 94.
 Union sacrée, 44, 50, 60, 61, 74, 80.
 Union soviétique, 28, 29, 40, 41, 43, 45, 49, 51-54, 64, 66-71, 86-90, 94, 99, 144, 167, 168, 170, 188, 189, 191, 196, 198, 208, 224, 233, 238, 250, 254, 255, 257, 259, 260, 267-271, 287, 297, 298, 306-308, 310, 312, 315, 318, 321, 322, 324, 326, 328.
 Unité, 43, 46, 136, 145, 151, 152, 162, 192-195, 214, 244, 245.
 - d'action P.C. - S.F.I.O., 22, 33, 37, 38, 41, 64, 101, 102, 115, 152, 153.
 - organique P.C. - S.F.I.O., 23, 141, 153-155, 157, 162, 163, 192, 193, 195, 285.
 - révolutionnaire, 194, 195.
 - syndicale, 127, 164.
- Uruguay, 298.
- Verdun (bataille de), 169.
 Vingt-et-une conditions de l'I.C., 192.
- Yougoslavie, 57, 87, 143, 298.

Chez le même éditeur...

BOUKHARINE Nicolas.—*L'économie politique du rentier*, préface de Pierre NAVILLE, publié avec le concours du CNRS, 1967. Nouvelle édition 1972, 204 p.

BOUKHARINE Nicolas. — *Economique de la période de transition*, préface de P. NAVILLE, biographie par EWA ZARZYCKA-BERARD, notes de Lénine, 1976, 204 p.

BOUKHARINE Nicolas. — *L'Impérialisme et l'accumulation du capital*, préface de P. NAVILLE, post-face de M. ANDREU, 1977, 224 p.

BRECY Robert. — *La grève générale en France*, préface de Jean MAITRON, 1969, X-102 p.

DOMMANOET Maurice. — *Blancs*, 1970, 104 p.

DOMMANOET Maurice. — *Eugène Pottier, membre de la Commune et chantre de l'internationale*, 1971, X11-172 p.

Ecrits à Prague sous la censure (août 1968-juin 1969).

— Textes de *Politika* et *Reporter* présentés par Pierre BROUE, 1973, 264 p.

GROSSI Manuel. — *L'Insurrection des Asturies*, présentation de G. GARNIER, 1972, 240 p.

JAKUBOWSKI Franz. — *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'Histoire*, préface de J.-M. BROHM, post-face de B. FRAENKEL, avec un texte de L. TROTSKY, 1972, rééd. 1976, 222 p.

LAKS Monique. — *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, 1970, 336 p.

LEON Abraham. — *La conception matérialiste de la question juive*, préfaces de M. RODINSON et E. GERMAIN, avec des textes d'I. DEUTSCHER et L. TROTSKY, 1968. Nouvelle édition 1970, XLVIII-206 p.

LEONETTI Alfonso. — *Notes sur Gramsci*, préface de Pierre BROUE, 1974, 232 p.

LORA Guillermo. — *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, introd. par F. et C. CHESNAIS, 1972, CX-288 p.

LUKACS Georg. — *Lénine*, introduction par J.-M. BROHM, 1965, rééd. 1971, 132 p.

MARX Karl et ENGELS Friedrich. — *Critique de l'économie nationale*, présentation de J.-M. BROHM, Textes inédits, édition bilingue, 1975, 176 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, AVRIL-DECEMBRE 1934

MATTICK Paul. — *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, préface de Robert PARIS, 1972, 292 p.

NAVILLE Pierre. — *Questions du socialisme*.

T.I. — *La classe ouvrière et le régime gaulliste*, 1964, 492 p.

T.11. — *La guerre et la révolution, I - Guerres d'Asie*, 1967, 324 p.

NAVILLE Pierre. — *L'entre-deux guerres*. 1 vol. 16 x 24, 1976, 628 p.

Otto Bauer et la Révolution (coll. « Praxis »). — Textes rassemblés et présentés par Yvon BOURDET, 1968, 304 p.

Pannekoek et les Conseils ouvriers (coll. « Praxis »). — Textes choisis et présentés par Serge BRICIANIER, 1969, rééd. 1977, 312 p.

PASUKANIS Eugène. — *La théorie générale du droit et le marxisme*, préface de J.-M. VINCENT, 1970, rééd. 1976, 180 p.

PERROT Michèle et KRIEGL Annie. — *Le socialisme français et le pouvoir*, 1966, 224 p.

Premier Congrès de l'internationale Communiste. — Textes complets présentés par P. BRODE, publié avec le concours du CNRS, 1974, 1 vol. 16 x 24, 308 p.

PREOBRAJENSKY Eugène. — *La Nouvelle économique*, préface de Pierre NAVILLE, introd. d'E. MANDEL, publié avec le concours du CNRS 1966, rééd. 1972, 404 p.

Que lire ? *Bibliographie de la Révolution*. — Ouvrage collectif. 1975, un vol. 264 p.

La Question chinoise dans l'internationale communiste. — Dossier présenté par Pierre BROUE, 1965. Rééd. augmentée 1976, 544 p.

RADEK Karl. — *Les voies de la Révolution russe*, préface de F. BELLEVILLE, 1972, 96 p.

La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen. — Ouvrage collectif, présenté par Victor FAY, 1967, XI11-232 p.

TROTSKY Léon. — *Défense du marxisme*, préface de Pierre NAVILLE, introd. de J.-J. MARIE, 1972. Rééd. 1976, 360 p.

TROTSKY Léon.— *Œuvres*, publiées sous la direction de Pierre BROUE, vol. 1, mars 1933-juillet 1933, vol. 2, juillet-octobre 1933, 1978, 320 p., vol. 3, novembre 1933-avril 1934, 1979, 360 p.

La Vérité (1940-1944). — Fac-similé des numéros clandestins. Présent. J.-M. BRABANT, M. DREYFUS, J. PLUET, 1978, 29 x 36, 272 p.

Catalogue sur demande :

Etudes et documentation interntationales - 29, rue Descartes 75005 Paris